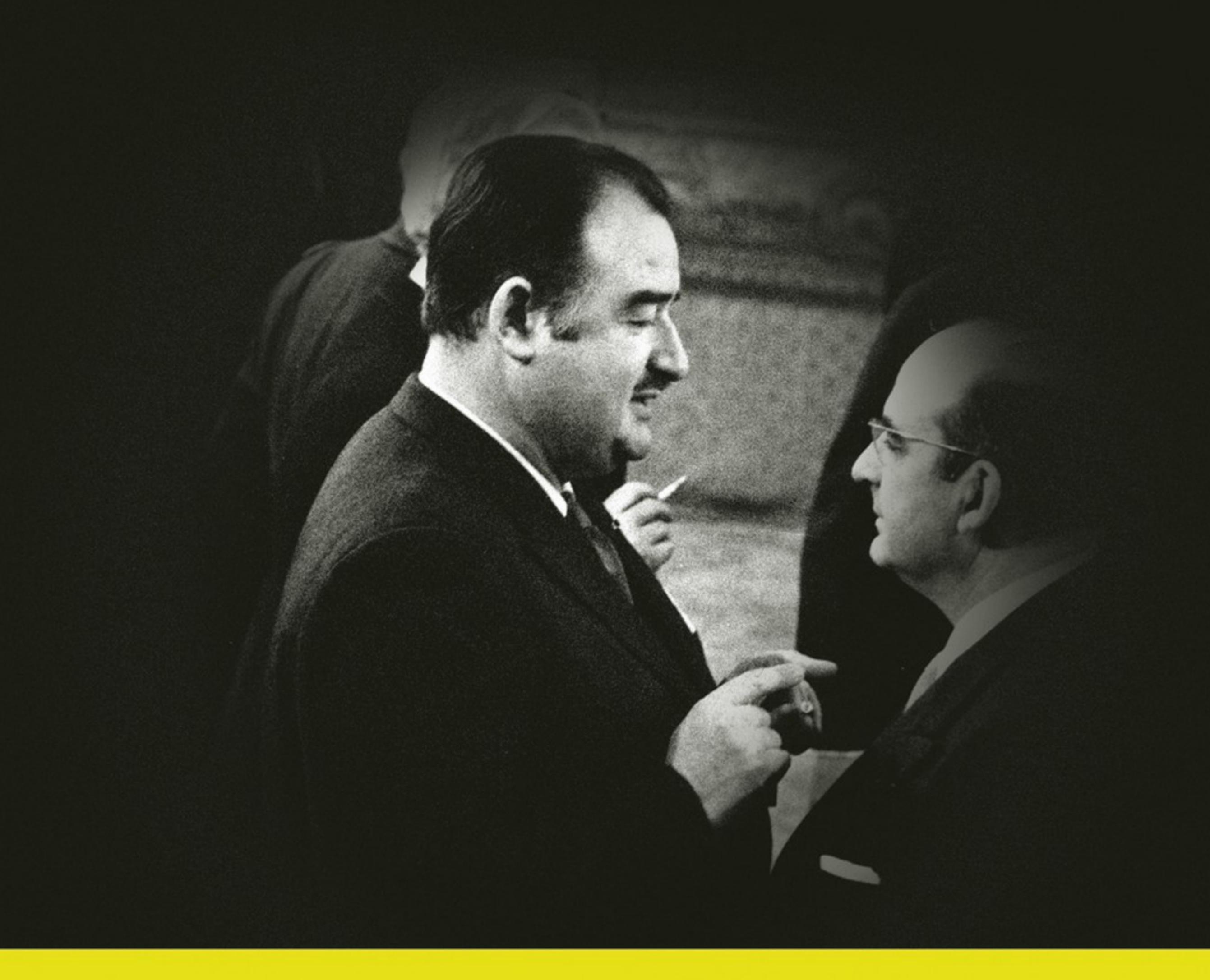
Jean-Christophe Notin

LE MAÎTRE DU SECRET



ALEXANDRE DE MARENCHES
LÉGENDE DES SERVICES SECRETS FRANÇAIS

Tallandier

Jean-Christophe Notin

Le Maître du secret
Alexandre de Marenches

TALLANDIER



Cet ouvrage est édité par Denis Maraval.

48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris
www.tallandier.com

EAN : 979-10-210-3131-9

Ce document numérique a été réalisé par Nord Compo.

Croyez-le… ou non

C'est une maison rose, adossée à la colline. On n'y vient plus à pied, mais en voiture ou en TGV. Quant à ceux qui vivaient là…

Nous nous retrouvions habituellement dans la cour de l'entrée, mal gardée par un portail bancal. C'est Laurent, un gendarme suisse, qui avait les clés. Qu'on le sache dès à présent : avec Alexandre de Marenches, rien n'est jamais ordinaire. Même en terre de France, pour garder une propriété d'un ancien directeur des services, c'est sur un gendarme suisse qu'il faut compter.

L'homme a mon âge, et il est tout à fait délicieux avec cette politesse et cette pratique du français qui inviteraient à s'exiler au-delà des Alpes pour retrouver ce que nous, Français, avons perdu. Il me laissait opérer seul dans cette bâtisse à deux étages qui, faute d'occupant, est en train de perdre son combat face au froid et à la poussière. Presque rien n'a changé depuis 2008, lorsque Lilian, la veuve d'Alexandre, a été placée en maison de repos. Dans la salle de bains, des boîtes de médicaments périmés ; dans l'antichambre, un énorme placard bourré de vêtements de grande taille ; dans la cuisine, des plantes d'intérieur desséchées. Et, au milieu de toutes ces reliques, des papiers. Partout. Dans des cartons, à l'abandon. Des bijoux d'un temps glorieux et des piles de livres moisis jusqu'à la

reliure. La mort a kidnappé cette maison qui ne devrait exister que dans l'imaginaire des historiens.

Je n'oublierai pas la sensation ressentie en découvrant sans le savoir les dernières affaires d'Anselme. Une enveloppe contenant son argent de poche, ses notes du premier semestre 1971, les derniers mots affectueux envoyés à ses parents. Et juste à ce moment, l'impression que quelqu'un passait dans mon dos, entre la chaise en formica et la fenêtre glacée.

Je suis ingénieur de formation. Je sais relativiser. Enfin, je crois. Mais je n'ai pas peur d'avouer que j'ai souvent eu l'impression d'être observé, dans cette maison.

Il est vrai qu'un biographe prend toujours un risque en suivant les traces de son personnage. Écrire sur Alexandre de Marenches, c'est retrouver, patiemment, les dizaines de personnes qui l'ont connu, aimé ou détesté. C'est les écouter les unes après les autres, humblement, longuement, très longuement. C'est recueillir tout ce qui a pu le concerner de près ou de loin. Et finir par le voir surgir dans ses rêves.

À quoi bon consacrer tant de temps à Marenches ? me demandait-on d'un air amusé au début de mes recherches. Un très haut personnage de l'État fit même montre de dédain : comment un « simple directeur d'administration » pourrait-il s'attirer pareille considération ?

Le 5 septembre 1986, un mélange de Philippe Noiret, d'Orson Welles et d'Errol Flynn imposa sa forte carrure à l'émission *Apostrophes*. Le comte de Marenches vint présenter ses souvenirs, *Dans le secret des princes*. Avec la même décontraction qu'à la terrasse de sa villa de Grasse, il devisa en compagnie du maître des livres Bernard Pivot et de sa confidente depuis plus d'un an, la tsarine du 20 heures, Christine Ockrent… Celui qui ne devait rien dire invité là

où tout le monde rêvait d'aller parler ! Jamais un directeur du service extérieur de renseignement français ne s'était ainsi livré au grand public. Et ce n'était pas n'importe lequel : le Hoover français !

Onze années à la barre de l'ancêtre de la DGSE, record inégalé et sans doute inégalable. Pourtant, la mer avait été des plus démontées durant son capitanat. Derrière le discours rassurant sur la détente et la prospérité, des conflits s'étaient ouverts partout dans le monde. De 1970 à 1981, les apparences de gentleman placide dissimulèrent chez Marenches les violents tourments d'un homme persuadé d'être, avec ses troupes, l'un des derniers remparts de la liberté. Cela méritait bien une biographie… Mais je ne m'attendais pas à ça. Chaque rencontre mit en évidence un nouvel aspect du personnage, ou bien contredit les précédents. L'habitué du secret des princes m'apparut peu à peu comme un prince du secret. Un expert du cloisonnement bien avant d'avoir rejoint les services. Un homme follement sympathique par instants et diablement antipathique par d'autres. Capable de raconter n'importe quoi sur ce qu'il n'avait pas fait et de tout cacher de ce qu'il avait vraiment réalisé. Tant pis si je n'avais trouvé aucun écrit de Marenches ; une biographie peut s'en passer. Quand, il y a près de deux ans, je me garai devant la dernière demeure de sa veuve, je considérais ne remplir qu'une sorte de formalité. Ce n'était qu'une porte à refermer, comme il y en avait déjà eu tant, histoire de mettre un terme à mon enquête sans regret. Mais c'était un piège…

Depuis la rue, la maison rose n'était guère engageante avec son enfilade de garages laissant tout juste assez de place pour accéder à la porte d'entrée. Ce n'était pas mieux à l'intérieur où elle ne m'offrit qu'une forte odeur d'humidité. Le gardien des lieux, qui n'était pas encore suisse, me cantonna sous la véranda, au milieu des pots décrépits, assis à une table recouverte d'une nappe en toile cirée.

Subitement, sans que je ne lui demande rien, il me laissa seul : « Je vais voir si je ne trouve rien pour vous. » Je découvris alors, derrière la place qu'il venait de quitter, un exemplaire jauni de mon livre sur la campagne d'Italie, paru en 2002. Pour ces recherches, j'avais eu la chance d'interroger pléthore d'anciens combattants, mais pas la comtesse de Marenches, qui avait été infirmière dans le corps expéditionnaire français. Son entourage m'avait indiqué qu'elle ne le souhaitait pas. En m'emparant de mon livre, je réalisai qu'elle l'avait lu, et attentivement à en juger par les annotations. Il m'aura fallu attendre sa mort pour, enfin, la rencontrer.

Au bout d'un long quart d'heure, l'ancien homme à tout faire d'Alexandre de Marenches me soumit ses trouvailles : de nombreuses médailles, quelques correspondances sans intérêt, et puis une relique à laquelle il accordait manifestement beaucoup moins d'importance : un tout petit carnet Hermès où le jeune sous-lieutenant avait consigné ses humeurs de l'année 1943.

Marenches n'aurait-il pris de notes qu'en Afrique du Nord ? Très peu probable. Si 1943 existait, où étaient passées 1942, 1944 et toutes les autres années ? Mon hôte me fit comprendre qu'il n'en savait rien, qu'il avait ramassé le carnet par terre, dans le grenier, où le désordre triomphait.

Je rentrai à Paris plus déterminé que jamais. Il courait de fait au sujet de Marenches une légende plus tenace que les autres : effrayé par l'arrivée au pouvoir des « socialo-communistes » en mai 1981, il aurait conservé de la documentation sur ses activités au Service de documentation extérieure et de contre-espionnage (SDECE) – la future DGSE. Impossible ! m'avait-on répété. Et on avait fini par me convaincre. Dans les années 2000, Michel Roussin, son dernier directeur de cabinet, s'était même fendu d'une visite en Suisse pour

éplucher les documents que Lilian avait retrouvés dans les affaires de son mari. Verdict : quelques feuillets sans grande valeur…

Je pensais souvent à ce carnet. Et si la légende disait vrai ? Personne cependant n'était en mesure de m'aider. Et puis, cédant à mes demandes répétées, les ayants droit des Marenches m'autorisèrent enfin à fouiller cette étrange maison rose. Le couple avait disposé de plusieurs autres propriétés, en France, en Suisse et même au Maroc, mais mes pas étaient comme guidés par une force extérieure.

Un petit matin d'octobre, Laurent, le gendarme quitta ses Alpes pour me prêter main-forte. Délaissant la véranda et ses plantes desséchées, je commençai par mettre au jour dans le désordre du salon des albums de photos et moult papiers hétéroclites. Dans le grenier aussi, des cartons mal scotchés débordaient de liasses de documents. Mais point d'agenda. C'est qu'il fallait connaître l'existence de la cave…

Juste après l'entrée, un escalier tortueux conduisait le visiteur vers le vrai royaume de l'ombre. La première pièce de fait était dans le noir intégral. À tâtons, il nous fallut localiser l'interrupteur afin de ne pas trébucher contre les meubles de jardin, obligés de composer depuis des années avec un sapin de Noël synthétique et de vieux sacs de voyage. Et puis soudain, sur la droite, une découverte incroyable : au sous-sol de cette maison perdue et sans cachet, une chambre forte ! L'accès au reste de la cave était barré par une porte blindée qui ne dépareillerait pas dans un couloir de l'actuelle DGSE.

Le gendarme en avait vu d'autres. En un tour de main, il eut raison de la serrure et je réalisai alors que Marenches, comme me l'avait raconté Jean-Noël, son fidèle officier de sécurité, avait vraiment pensé à sa postérité. Sous cette voûte tapissée de toiles d'araignée, toute la vie d'un homme somnolait, avec ses secrets

imperturbablement conservés de la naissance à la mort. Tout y était. À droite, des fûts de l'huile produite par les oliviers de la propriété de Grasse. À gauche, des bouteilles de vin, pas forcément des grands crus. Un peu partout, des amoncellements de documents, mélangeant comptabilités obscures et clichés des années folles. Ainsi qu'une valise traînant sur la pierre qui déballa non pas un, mais une centaine d'agendas Hermès analogues à celui de la véranda. Des milliers de lundis, de mardis, de mercredis… Toute l'existence de Marenches annotée, gribouillée, expurgée souvent…

Au fond de la pièce, sur la droite, ayant par miracle échappé à la dernière fuite d'eau : six caisses SNCF métalliques, de cette peinture verte ou bleue inimitable, fermées par des barres de fer, elles-mêmes renforcées d'un cadenas avec code. Sans demander son reste, Laurent les fractura à l'aide de la tenaille qu'il avait pensé à emporter « au cas où »… avec, bien entendu, l'autorisation des propriétaires.

J'étais déjà comblé par tous les documents qui gisaient par terre, comme autant de victimes du temps. Des sacs entiers de photos et de papiers étaient collés par l'humidité et tenaient leur vengeance en se déchirant quand je cherchais à les séparer.

Et les caisses, alors ? Croyez-le ou non : onze années de services secrets rangées avec minutie. Des milliers de pages parfaitement alignées. Il n'y avait donc pas de légende : Marenches s'était constitué une sorte de mémoire parallèle. Contrairement à ce que d'aucuns m'avaient affirmé, n'y figurait aucun dossier des sources traitées par le SDECE derrière le rideau de fer et que Marenches n'aurait pas voulu laisser aux mains des communistes à présent au gouvernement. Sans doute une grande partie de ces archives-là ont-elles été détruites en mai 1981, dans la précipitation de la victoire de Mitterrand, à défaut d'avoir été mises en lieu sûr… Point de dossiers estampillés « Confidentiel défense » non plus. Point de révélations alors ? Il faut

savoir que les opérations les plus sensibles des services, qui alimentent tous les fantasmes, font très rarement l'objet d'archivage. On ne sait jamais, il pouvait y avoir des ratés… Par ailleurs, ce n'est jamais dans pareils documents que l'on trouve les clés pour les comprendre. Peu importent le nom de tel opérateur, la couverture adoptée ou le nom des relais sur place. Ce qui compte, c'est de savoir pourquoi le service a décidé d'appuyer sur ce bouton-ci et pas sur un autre, à cette date-ci – en bref, ce qui définit sa place dans le fonctionnement d'un État. C'est ce trésor-là que renferment les caisses. Des copies de lettres à des chefs d'État, des études sur tel phénomène, mondial ou localisé, les réflexions d'un directeur général qui a cru, longtemps, à la mort de l'Occident.

Et puis, il y avait aussi dans ces caisses ce qui est si difficile à retranscrire avec des mots. Je pense surtout au fameux attaché-case dont Marenches, d'après le fidèle Jean-Noël, ne se séparait jamais. De très belle facture, couleur cramoisie, et marquée à ses initiales. Avec un code, elle aussi. Mais manifestement, son propriétaire ou quelqu'un d'autre avait dû un jour l'égarer : la serrure, fracturée, pendouillait sans dignité.

À l'intérieur, un condensé de tout ce à quoi Marenches tenait le plus ou ce qu'il tenait le plus à cacher, puisqu'il ne s'en séparait jamais. La liste des bijoux qu'il avait offerts à sa femme se perdait parmi les photos dédicacées de starlettes américaines qu'il allait souvent retrouver outre-Atlantique… « *It's wonderful to know you are still my friend* », signe une New-Yorkaise, Virginia C., de quatre ans sa cadette. Certaines notes s'égarent sur ses faits et gestes entre 1940 et 1945 – on ne sait plus après leur lecture s'il a fait la guerre contre les Allemands ou contre la vérité. Il y avait un projet datant de 1974, sans doute celui qui lui tint le plus à cœur : sous la couverture d'une fondation internationale basée en Suisse, il prévoyait une coopération

entre services de renseignement amis pour terrasser l'hydre communiste. Il y avait aussi les affaires d'héritage familial, source permanente de conflit depuis la guerre avec son demi-frère. En fait, le contenu de cette mallette aurait suffi pour se convaincre de la nécessité de raconter une vie en rien ordinaire, avant, pendant et après le SDECE.

Mais le document le plus émouvant dormait encore dans une pochette intérieure. Un petit mot à l'écriture hésitante : « Si jamais, pendant ce mois, il m'arrivait quelque chose, ne répondez sous aucun prétexte à une lettre de rançon, etc. Votre très honorable fils[1]. » Blague d'un gamin dont la joie de vivre masquait le vague à l'âme. Sans l'oblitération des PTT, impossible d'en connaître la date. Mais l'inscription sur l'enveloppe, agrémentée d'une tête de mort casquée, donne un indice : « N'ouvrir qu'après mon départ. »

La cave me parut soudain plus froide. Je remontai l'escalier casse-gueule et m'accordai une pause à l'air libre après des heures de poussière et de dos cassé à compulser frénétiquement les papiers de peur qu'ils se volatilisent. Mais par quel sortilège l'auraient-ils fait, puisque personne ne connaissait leur existence ?

De manière stupéfiante, le même silence régnait à l'extérieur et à l'intérieur de la maison. Tout semblait plombé, jusqu'au ciel qui lâcherait bientôt de la neige comme pour effacer nos traces. J'eus la surprise de ne pas me sentir rassuré quand je pénétrai dans le jardin. Les extravagances de Mme de Marenches y étaient les plus lisibles. Une volière, des étangs à poissons, un pont, un carrousel, des rosiers, des bambous… Rien n'était trop beau pour elle. Mais ici aussi, la déchéance l'emportait. Les buissons n'étaient plus taillés, un cyprès s'était écroulé sur son voisin, l'allée qui s'enfonçait derrière était presque comblée par les mauvaises herbes. Et pourtant, tout

conduisait à avancer encore. Il y avait, au bout de ce jardin désolé, l'endroit où toute l'histoire s'est achevée…

Ce soir-là, quand je refermai la maison avec Laurent, j'eus la conviction que ce livre ne ressemblerait à aucun autre. Alexandre de Marenches me faisait payer le prix des découvertes incroyables qu'il m'avait réservées. C'est ce qui arrive quand on s'investit trop dans ce genre d'enquêtes. On finit toujours par trouver ce que l'on n'est pas venu chercher.

1
L’inconnu de l’Est parisien

Le 10 novembre 1970 à 16 heures, tout le personnel est réuni dans le bâtiment de la réserve du service automobile, au 141, boulevard Mortier, QG du SDECE.

Ce qui impressionne d’abord c’est sa stature : plus d’un mètre quatre-vingt-dix. De quoi lui permettre de voir au-dessus de ce monde confus, disent les optimistes. Pas vraiment discret pour un « espion », raillent les autres. Ses tempes blanchies font oublier qu’il n’a que quarante-neuf ans. Certains remarquent sa démarche malgré tout lourde, boiteuse même. Les informés expliquent qu’il a été blessé pendant la campagne d’Italie, en 1944. Depuis la Libération, de fait, c’est principalement à la gloire du commandant du corps expéditionnaire français, le maréchal Juin, qu’Alexandre de Marenches doit sa propre notoriété. Dans les milieux autorisés, tout le monde croit savoir qu’il en a été l’aide de camp et qu’il s’est employé, il y a quelques années, à combler le gouffre creusé par la guerre d’Algérie entre le général de Gaulle et lui. Juin a fait de Marenches l’un des plus connus de ces personnages croisés dans les couloirs des ministères ou des états-majors sans que leur rôle puisse véritablement être établi. Indicateur significatif, *Le Monde* n’a cité que

deux fois son nom depuis sa création dont une pour rapporter, en 1951, sa présence à une réception du président Eisenhower.

Marenches n'est pas général, comme ses trois prédécesseurs, ni homme politique ou haut fonctionnaire, comme les premiers directeurs généraux du SDECE. Ancien combattant, on le dit aussi ancien résistant, le canapé de la Légion d'honneur qu'il arbore tendant à attester qu'il l'a été dans les circonstances les plus exposées. À moins que la décoration soit venue récompenser des états de service rendus dans l'ombre ? Car, y compris à Mortier, le bruit court qu'il a accompli des missions capitales pour la France parallèlement à ses activités commerciales. Certains avancent même que celles-ci n'étaient que des couvertures pour un maître espion…

En lisant la presse, le personnel du SDECE a pu faire de nouvelles conjectures. Pour *Le Canard enchaîné*, c'est le ministre de la Défense Michel Debré qui l'a imposé ; pour RTL, l'Élysée voulait le général Delisle, l'Intérieur un préfet ; pour *Minute*, le président de la République, Georges Pompidou, a eu le dernier mot. En tout cas, résumant le tout, les Renseignements généraux ont conclu le 21 octobre sur le sentiment général que la nomination du nouveau « DG » signait une reprise en main du service.

Alexandre de Marenches est-il un grand orateur ? Peut-être est-ce la première fois qu'il a à prendre la parole devant quelques centaines de personnes. La voix tremble un peu et le style s'en ressent aussi : « Ce que je voulais faire, annonce-t-il, c'était tout simplement me présenter à vous, car après tout, cette maison, c'est vous. La différence entre vous et moi, c'est que moi, j'ai besoin de vous et que vous, vous n'avez pas forcément besoin de moi. Cependant, j'arrive ici, ne connaissant vraiment que très peu de cette maison, mais je le sais, j'en suis très conscient et j'en ai un peu peur dans le fond[1]. »

Belle franchise, mais fort éloignée du ton martial qui lui sera attribué dans les dîners en ville…

Toutefois, le nouveau directeur général prend de l'assurance, son rythme s'accélère lorsqu'il promet de faire de son mieux, de « faire marcher cette maison, de faire des réformes profondes car [il est] ici pour ça ». Il poursuit : « Cette maison va être améliorée certainement, si vous m'aidez d'ailleurs, si nous avons confiance au début, si ensuite nous avons un peu d'amitié et un peu de respect les uns pour les autres […]. Le problème moral [au SDECE], c'est que nous devons croire à notre affaire, nous devons être persuadés que nous servons à quelque chose, que nous sommes utiles […]. Ce que je voulais vous dire aujourd'hui, c'était essentiellement ça. Cette maison a un mauvais renom, nous allons faire en sorte, avec votre aide, que bientôt tout ça soit effacé. Je voudrais vous rappeler, aux uns et aux autres, ce que je vais me rappeler moi-même tous les matins en me levant ; c'est que nous sommes essentiellement au service de la France et de l'État. Je suis un homme qui admire encore les vertus anciennes, celles dont on se moque souvent aujourd'hui. Eh bien, au risque de faire sourire certains, moi, les mots comme courage, fidélité, honneur, France, moi, ça ne me fait pas rire. Et c'est ça que je voulais vous dire aujourd'hui »[2].

Le personnel rompt les rangs, l'esprit occupé pour la fin de la journée à deviner à quelles « réformes profondes » il a été fait allusion. En revanche, il saura vite que, lorsque le directeur général a affirmé qu'il s'emploierait « avec la dernière énergie à extirper les ennemis de l'intérieur » – « où qu'ils soient et pour ça, regardez-moi bien, vous pouvez compter sur moi »[3] –, ce n'était vraiment pas des paroles en l'air. Marenches n'est au SDECE que depuis sept heures et les choses n'ont pas traîné. Arrivé à 9 heures, juste après la traditionnelle cérémonie aux morts qui se tient à Mortier chaque

veille du 11 Novembre, il s'est brièvement entretenu avec son prédécesseur. En poste depuis 1966, Eugène Guibaud devait conserver sa voiture avec chauffeur pendant une quinzaine de jours – « quelques », corrige Marenches sur la note correspondante. Le général part tout de même avec les honneurs : le même Conseil des ministres du 14 octobre qui a choisi son successeur l'a nommé conseiller d'État en service extraordinaire. Comme il aime à l'écrire, le nouveau DG a ensuite posé la « question de confiance[4] » à Henri Azam, le contrôleur général qui tient les finances du SDECE et donc les sulfureux fonds spéciaux. Ensuite, il a dû subir une transformation. Car le même homme qui vient d'avouer à ses troupes « avoir peur » est alors apparu comme le Marat de l'espionnage, actionnant la guillotine sans vergogne. Une demi-douzaine de cadres se sont vu notifier leur départ plus ou moins rapide. La rumeur courra bientôt la « boîte » – surnom du QG du SDECE – sur le déroulé de ces entretiens : la porte s'ouvre ; Marenches : « Présentez-vous ! » La personne d'obtempérer : « Je suis le chef de tel service… – Vous étiez ! le reprend aussitôt le directeur général. Vous pouvez disposer[5]. »

La vérité ne doit pas être si éloignée puisque l'agenda de Marenches ne prévoyait que quelques minutes pour chacun. L'un d'eux, un vétéran, Henri Trautman, soixante-neuf ans, dit « l'amiral » puisqu'il est passé par l'École navale, a ainsi confié à son ami l'essayiste Pierre de Villemarest : « Voici cette porte [des Lilas] où s'est engouffré un tourbillon épuratif qui frappe à l'aveuglette. Staline en faisait autant[6] ! »

En tout, seront congédiés une vingtaine de directeurs, sous-directeurs, chefs de service et de bureau dans tous les secteurs – contre-espionnage, opérations spéciales, section scientifique, infrastructures et moyens, sans compter les « honorables

correspondants », ces Français rendant service au Service, parmi lesquels Marenches s'occupe également de faire un tri. Le plus fameux d'entre eux est sûrement l'avocat Jean Violet, pourtant réputé pour ses relations haut placées au Vatican, d'où son surnom, le « cardinal ». Trop cher pour les informations récoltées, statue Marenches qui le classe dans « la race des escrocs du renseignement ». « Ce monsieur, se délectera-t-il à relater plus tard, est monté sur ses grands chevaux. Il a dit qu'on allait voir ce qu'on allait voir : bien entendu, on n'a rien vu[7] ! » Quant à ceux qui, pour connaître Violet depuis des années, se mettent en tête de le défendre, Marenches les attend de pied ferme : « Leurs cadavres, se gaussera-t-il, jonchèrent bientôt le bureau de mon aide de camp[8]. »

La tentation de la table rase

En quelques jours, le SDECE comprend que son nouveau patron n'a pas que les épaules d'un déménageur. Et le ministère de la Défense, qui en assure la tutelle, s'en félicite. « Je suis très heureux de la résolution avec laquelle vous avez fait et continuerez à faire place nette[9] », écrit Michel Debré le 1er décembre 1970. La satisfaction gagne le sommet de l'État. Le président de la République paraît même soulagé. Pour l'immense majorité de la classe politique, le service de renseignement extérieur est historiquement le vilain petit canard de l'administration. Une direction pas tout à fait comme les autres, en dépit de sa structure somme toute classique, mais dont la culture du secret est nécessairement douteuse. Là où les Anglo-Saxons emploient le terme *intelligence* – même s'il s'agit d'un faux ami –, les Français recourent à « barbouzerie » : tout un symbole. S'y

ajoutent en 1970 de multiples facteurs qui prédestinaient le service à un profond chamboulement, ainsi que Marenches l'explique à Valéry Giscard d'Estaing cinq ans plus tard : « Lorsqu'en novembre 1970, le président de la République avait fait appel à moi pour diriger [le SDECE], il me l'avait décrit sous les couleurs les plus sombres. Pour citer sa propre expression, j'étais envoyé “au chevet d'un moribond”.[10] »

Le bateau en effet prend l'eau de toutes parts. À la « centrale » – comprendre le 141, boulevard Mortier –, c'est un empilement de cadres nommés au gré de nombreux changements de majorité depuis la guerre. Socialistes, gaullistes, radicaux-socialistes, tous se côtoient sans vraiment se mélanger. Déversoir de carrières bouchées ailleurs, le SDECE ne pouvait se porter mieux que la cacophonique IVe République qui l'a modelé. Nommé en 1957, le général Paul Grossin a incontestablement contribué à lui redonner du sens, la guerre d'Algérie le mobilisant à outrance, mais de Gaulle n'a pas montré plus d'intérêt pour lui que ses prédécesseurs. Faute d'entretien, la caserne des Tourelles s'est fragilisée, l'ennemi s'y est infiltré. Marenches en a eu pour son argent, lui qui, avant de prendre son poste, a sollicité l'avis de Jean Rochet, patron de la DST, en ajoutant qu'il était prêt à « se débarrasser de tous ceux qui, à [ses] yeux, étaient suspects soit de négligences graves, soit de défaillances pour le moins troublantes[11] ». Le préfet lui a remis une longue liste touchant « de hauts niveaux et presque le sommet ». « Il ne me parut pas en être surpris ni impressionné, écrira-t-il, et il m'affirma qu'avec lui les choses ne traîneraient pas[12]. » De fait…

La démarche de Marenches auprès d'une maison souvent décrite comme l'ennemie jurée du SDECE en dit long sur son délitement. Rochet lui donne le baiser de la mort en écrivant dans ses Mémoires qu'« à plusieurs reprises, des prescriptions élémentaires de sécurité

avaient manifestement été perdues de vue et [qu']il avait fallu déplorer un relâchement incontestable sur le plan de la rigueur, de la discipline et de la prudence[13] ». Et de conclure : « Il est difficile de ne recruter que des héros […]. Il arrive que certains agents, pour échapper à une longue incarcération ou à un sort plus funeste, acceptent d'être "retournés" et de se mettre à la disposition de SR adverses. »

Dernier problème en date : Eugène Rousseau, envoyé à Belgrade en 1957, est soupçonné d'avoir été retourné par les services yougoslaves. L'affaire n'éclate cependant qu'en août 1968 grâce à un tuyau transmis par le FBI à la DST, furieuse de constater que le SDECE, informé plus tôt, s'est démené pour faire jouer le délai de prescription… C'est que la décennie a été calamiteuse pour lui. En 1962, le défecteur Anatoly Golitsyne a déclaré qu'il était noyauté par le KGB, et comme ce sont les Américains qui en ont été les premiers informés, l'effet a été doublement dévastateur. Le général de Gaulle de fait refusa d'y croire, prenant le Soviétique pour un agent double. Inutile de dire que depuis, le SDECE n'a pas la cote à Washington. Pourtant, les confirmations de l'infiltration par les services soviétiques tombent de toutes parts. Oleg Kalouguine, qui prend la direction du contre-espionnage du KGB en 1973, raconte le double jeu d'« hommes au sommet du renseignement français[14] », même s'il parle plutôt des années 1930 à 1950, quand l'URSS faisait encore rêver avec ses promesses de modernité sociale et de prospérité. Dans les années 1990, un autre transfuge, Oleg Gordievsky, affirmera néanmoins que Paris est ensuite resté une cible privilégiée, même la deuxième terre d'élection des services russes après les États-Unis en raison de la présence du QG de l'Otan sur son sol. Le colonel Georges Pâques, au service de presse de l'Alliance atlantique, a été l'une de leurs meilleures prises, lui qui pendant plus d'une décennie les a

alimentés en documents confidentiels avec suffisamment de vanité pour croire qu'il était à l'origine de la fin pacifique de la crise de Berlin en 1961. Il ignorait que le KGB disposait d'une source encore meilleure au sein de l'organisation, le Canadien Hugh Hambleton, si prolixe qu'une cellule lui était entièrement dédiée !

Aux traîtres, il faut bien sûr ajouter les quelque deux cents passeports diplomatiques soviétiques en France, sans oublier les agents dormants – des clandestins du GRU, le renseignement militaire soviétique – infiltrés dans tout le pays, généralement en se faisant passer pour les enfants de soldats français morts à l'étranger. L'un d'eux, d'origine tchèque, a même candidaté au SDECE avant d'être démasqué par la DST lors de sa demande de naturalisation. Mais, selon Kalouguine, « beaucoup d'agents français communistes n'ont jamais été découverts [...]. Bien que je savais, avant de rejoindre le contre-espionnage, que nous avions un réseau impressionnant d'agents en France, je n'en ai pas moins été surpris du grand nombre de taupes de haut niveau que nous avions dans le service de renseignement, le contre-espionnage et l'armée français. Durant mon temps d'exercice, nous disposions d'à peu près une douzaine d'excellents espions en France, la plupart opérant au plus haut niveau de leurs agences[15] ».

Le prince et le secret

Le plus grave est l'insouciance régnant dans les services français. Une fois qu'il aura pris ses quartiers, Marenches pourra ainsi se plaindre à Michel Debré que « le directeur d'un atelier de construction mécanique dans la région de Tours a reçu livraison d'un coffre-fort acheté aux Domaines et provenant du ministère des

Affaires étrangères. Ce coffre-fort contenait encore des documents chiffrés, décodés, traitant de problèmes nucléaires intéressant la France, les États-Unis, l'Allemagne et l'URSS. Le chef du service de sécurité du Quai d'Orsay a récupéré personnellement ces documents sans qu'aucune communication ait été faite, conformément à la réglementation en vigueur, en vue d'établir les circonstances de leur compromission et conséquences[16] ».

Le laisser-aller affecte aussi le SDECE. « Pendant un temps, se souvient un officier entré au service Action juste après la guerre d'Algérie, quelqu'un à la Sécurité a suggéré que le personnel aille passer ses radios dans un cabinet tout proche de la centrale. C'était pratique… Nous, étant localisés au fort de Noisy, nous n'étions pas concernés. Mais, par gain de temps, toute la centrale y a défilé. Or ce cabinet s'est avéré une officine contrôlée par un grand service de l'Est qui a pu ainsi disposer de centaines de dossiers médicaux[17]… » C'est donc en connaissance de cause que Kalougine peut asséner un ultime coup de massue : « Nous étions si profondément infiltrés dans le service de renseignement français que nous étions capables d'estimer clairement combien il était inefficace. Les Français entretenaient un réseau de nombreux agents dans le monde entier, y compris dans des villes comme New York ou Londres, mais il y avait peu de preuves que les espions français faisaient quoi que ce soit. Sans aucun doute, le renseignement français était le plus faible et le moins rentable de tous les services secrets hostiles auxquels nous faisions face. »

Comme tous les anciens des services de renseignement, Kalouguine force probablement le trait. Quand les transfuges soviétiques font accroire que la France a quitté en 1966 le commandement intégré de l'Otan en raison du travail de sape de leurs taupes placées au plus haut, ils affabulent, le général de Gaulle

n’ayant eu nul besoin de souffleurs pour jouer l’un des principaux actes de la politique d’indépendance française.

Machiavel a dû tremper dans l’espionnage. De même qu’il est presque plus important pour le Prince d’avoir l’air de disposer de tous les pouvoirs que de les posséder vraiment, de même peu importent les vraies capacités d’un service, seule sa renommée finit par compter. Marenches sera maître en la matière, lui, le coauteur du si bien nommé *Dans le secret des princes*. Dès 1970, il sait qu’il est acquis au sein des autorités françaises et alliées que le SDECE est vérolé, et donc condamné à l’impuissance. Son fer de lance, le service Action (SA), rebaptisé R1, végète dans ses installations de Noisy, Aspretto et Cercottes où, il est vrai, signe de la confiance ambiante, la Sécurité militaire a un temps placé un homme à elle pour espionner les conversations… À sa tête, le colonel André Devigny lui a redonné de la cohésion après l’Algérie, mais il paraît écrasé par ses propres exploits dans la Résistance, lui le « condamné à mort [qui] s’est échappé » de la prison de Montluc d’une manière si rocambolesque que Robert Bresson en a réalisé un film en 1956. La clandestinité, les missions osées où des agents partent à l’étranger sans révéler leur véritable dessein, ce n’est pas pour lui. « Le SA, souligne l’un de ses anciens, comptait encore nombre de vétérans du service de renseignement de De Gaulle à Londres, le Bureau central de renseignement et d’action (BCRA). Or “leur” clandestinité n’avait rien à voir avec celle de la guerre froide. Leur légende[*1] leur servait essentiellement à entrer en France où ils accomplissaient ensuite leur besogne de sabotage ou d’élimination. Nous, nous devions la tenir des mois durant à l’étranger, sans arme, avec pour but premier en général de ramasser du renseignement[18]. »

Avec Devigny, le SA se contente donc d’entraînements, d’instruction de services étrangers, d’un peu de coopération avec la

CIA, le MI6 ou le Mossad. Sa dernière grande réalisation remonte au Biafra, région sécessionniste du Nigeria depuis 1967. Les missions du SA s'y sont succédé, mais pour une opération dont nul n'était vraiment capable de dire le but. Le général de Gaulle voulait certes en profiter pour damer le pion aux Anglais, ancienne puissance coloniale, mais c'était contre l'avis de son propre gouvernement. « Notre directeur général, témoigne un officier qui y a été par deux fois chef de mission, m'avait fait comprendre qu'il ne voulait rien savoir de ce que nous faisions là-bas, que je devais me "pluguer" directement à l'Élysée. Or l'Élysée m'a également dit qu'il préférait tout en ignorer[19]. » Pas vraiment de quoi motiver des troupes encore sous le choc des guerres de décolonisation…

Que le SDECE ne fasse rien, par incompétence ou par suite des interférences du KGB, après tout, c'était un moindre mal. Mais il y avait une dernière accusation que les autorités françaises ne pouvaient laisser passer : devenu incontrôlable, le service serait devenu nocif pour la République. La température était déjà montée une dizaine d'années plus tôt avec la Main rouge[*2], dont le service s'était servi pour éliminer des individus jugés nuisibles au maintien de la France en Afrique du Nord. En 1965, la disparition en plein Paris de l'opposant au roi du Maroc Mehdi Ben Barka avait ravivé ces mauvais souvenirs. Voilà donc le SDECE, faute d'être employé par la France, servant de supplétif à un chef d'État étranger ? Le pseudo-complot aussitôt imaginé s'est dégonflé depuis : en réalité, des intrigants marocains ont bénéficié de la complicité d'agents du SDECE opérant de leur propre initiative, et non du service lui-même qui n'aura donc pas péché par esprit de conspiration, mais par impéritie et incapacité à contrôler ses troupes.

L’affaire Kamenka

L’affaire Ben Barka fut « vulgaire et subalterne », pour de Gaulle. De là datent néanmoins la tutelle du ministre des Armées, le grognard Pierre Messmer, estimé plus apte par le Général à tenir des militaires, et le remplacement du directeur général Paul Jacquier par Eugène Guibaud. Mais, pour que Marenches occupe à son tour le fauteuil, il aura fallu un second scandale aux ressorts aussi complexes que scabreux, la mal nommée « affaire Markovic ». « La confusion, explique Pierre Pascal, chargé de veiller sur les activités du service au cabinet du ministre des Armées, vient du fait qu’en octobre 1968, un officier traitant du SDECE, voulant bien faire son travail, a inscrit sur une même dépêche deux informations sans lien entre elles. Je n’en ai eu connaissance que huit mois plus tard, mais je me souviens parfaitement des deux paragraphes. Le premier se référait à la mort de Markovic, le second signalait la montée d’une rumeur selon laquelle un service de l’Est disposait de photos compromettantes impliquant une haute personnalité. Je ne sais qui a fait le lien entre les deux, mais cela n’a jamais rien eu à voir ! Il faudrait plutôt parler de l’“affaire Kamenka”[20]. »

Stevan Markovic est un Yougoslave dont le cadavre a été retrouvé dans une décharge des Yvelines le 1er octobre 1968. Comme il a été l’homme à tout faire de la star Alain Delon, un raccourci saisissant sera vite emprunté : Pompidou est l’ami de Delon, sa femme se mêlait donc à des parties fines où Markovic l’a prise en photo, d’où son élimination. Il s’avérera que le factotum a été assassiné dans le cadre d’un règlement de comptes sans aucun rapport. Mais l’autre affaire continue de bouillonner à petit feu dans certaines arrière-cuisines du SDECE et aboutira quelques mois plus tard à la purge radicale de la « base Bison » ou service 6[*3] : son chef, le lieutenant-colonel Pierson,

et huit de ses membres seront chassés car ils auraient tout manigancé. Les photos, ce seraient eux, des ultras du gaullisme, qui les auraient trafiquées, grossièrement, pour salir ce « traître » de Pompidou et empêcher son élection en 1969. Même Pierre Messmer, devenu Premier ministre le 5 juillet 1972, conviendra que toute cette affaire a été menée à l'« initiative de quelques agents gaullistes "intégristes" qui pratiquaient en politique intérieure les méthodes d'intoxication qu'ils avaient apprises à d'autres fins[21] ».

Ce sont donc encore les barbouzes qui ont fait des leurs. Dans nombre de recensions, Marenches est même présenté comme le bourreau de Pierson et de son équipe. Or son arrivée a lieu en novembre 1970 et le lavage à grandes eaux en mars de cette année-là. Le directeur général le clamera haut et fort : « Je n'ai jamais été mêlé à l'affaire Markovic. Jamais[22] ! »

Mêlé aux causes, certainement pas, mais il est peu probable qu'il ait ignoré avoir profité des conséquences. Si le scandale de photos truquées est bien à l'origine de l'éviction du général Guibaud, ce n'est pas lui en effet qui était destiné à le remplacer, mais Pierre Pascal, qui dirigeait depuis quatre ans le premier « bureau réservé » du ministère des Armées, responsable de la liaison avec les services. À ce titre, cet ancien de la France d'outre-mer a suivi au jour le jour les activités du SDECE, et particulièrement l'enquête sur l'affaire Ben Barka. En octobre 1969, alors qu'il est directeur de cabinet du Premier ministre Chaban-Delmas, Michel Debré, ministre de la Défense, lui a fait miroiter des « responsabilités importantes » boulevard Mortier. « Au pire, note Pascal, j'y aurais eu la direction du renseignement, c'est-à-dire le poste de numéro 2[23]. » Mais c'est bien la direction générale à laquelle il aspire et à laquelle il se prépare en couchant déjà sur le papier son plan de redressement. « Cela ne consistait ni plus ni moins, témoigne-t-il, qu'à laisser mourir le service de sa petite mort

pour mieux reconstruire derrière. Le détruire d'un coup aurait été une folie car on a vu combien de temps les Américains avaient mis à construire leurs services secrets, l'OSS, qui n'existaient pas en 1941[24]. »

Sans surprise, Pascal prévoit de se séparer des cadres coupables à ses yeux de tous les errements : le général Guibaud et celui qui est considéré comme le DG-*bis*, le directeur du renseignement depuis 1964, René Bertrand. Mais, avec vingt-cinq années de SDECE au compteur, le colonel, qui est surtout appelé par son pseudo, Beaumont, a de la ressource. L'arrivée prochaine du haut fonctionnaire et ses intentions parviennent à ses oreilles sans qu'il ait d'ailleurs trop à se démener puisque, anticipant le départ du général de Gaulle en avril 1969, Pierre Messmer, encore ministre des Armées, a cru bien faire, pour assurer la suite de la carrière de son collaborateur, en le nommant chef de service à Mortier… quoiqu'il n'y ait jamais travaillé.

Beaumont n'est pas prêt à se laisser évincer. Ainsi, pour être sûre de jouer à tous les coups gagnant pendant la campagne présidentielle de juin, la direction générale du SDECE se permet d'activer d'anciennes sources de haut niveau, directement traitées par le numéro 2, auprès des deux candidats les mieux placés, Georges Pompidou et Alain Poher. Rarement service de renseignement se sera ainsi autorisé à peser sur le destin politique du pays. Les rumeurs sur les photos impliquant l'épouse de Pompidou ont également retenu toute l'attention de Beaumont. C'est là que Markovic s'efface devant Kamenka, Mme Kamenka, une journaliste « progressiste » – comme aiment à la classer les services – en lien avec le KGB par des liens familiaux et avec le chef du contre-espionnage algérien par ses fréquentations. En mai 1969, elle livre à l'un des officiers de la base Bison, Jean-Charles Marchiani, l'information selon laquelle « des

photographies compromettantes pour Mme Pompidou circulent à Paris et qu'il serait regrettable qu'elles tombent entre les mains de l'opposition[25] ». L'intrigante se propose de les rechercher elle-même, mais elle échouera à les dénicher. « J'ai eu bien plus tard en main, indique Pierre Pascal, le document final attestant de ce que la source ultime contactée par Kamenka avait déclaré que oui, il existait une photo, mais que c'était un montage[26]. »

Par conséquent, quelque virulente que soit encore la rumeur dans le Tout-Paris, l'affaire était classée avant même l'élection de Pompidou. Ou plutôt, elle est mise au frigo par Beaumont qui, au même moment que semble se préciser la nomination de Pierre Pascal, soit cinq mois plus tard, l'aurait fait passer pour l'un des responsables de cette sinistre histoire en arguant du fait qu'il en a été informé dès le mois de mars 1969. Un coup de maître : en exploitant une vérité, il crée la suspicion et barre la route du haut fonctionnaire. Effectivement, Pierre Pascal a eu connaissance d'une demande d'écoute de Kamenka dès mars 1969. Mais, et c'est là toute l'affaire, Beaumont ne donne pas les tenants et les aboutissants. Que Pascal ait été informé est élémentaire, puisque c'est la procédure : le ministre des Armées doit être avisé des écoutes demandées par le service, qu'il transmet à l'Élysée avec son avis. Mais le collaborateur de Messmer en ignore alors les motivations. Dans son esprit, il ne s'agit que d'un banal « contrôle de source » : Kamenka est au contact des services de l'Est, mieux vaut tenter de vérifier ses faits et gestes. Il ignore qu'en réalité il s'agit déjà des photos – et pour cause, puisque le SDECE s'est bien gardé, comme c'était son devoir, de lui transmettre la toute première dépêche sur la rumeur datant d'octobre 1968. En elle-même, la rétention trahit la volonté d'une partie de la hiérarchie du service d'exploiter la piste Kamenka au cas où elle aurait bien fait émerger des clichés dommageables pour Pompidou… Pour sa part,

Pascal n’a réalisé ce qui se tramait qu’en mai 1969, tout juste avant l’élection présidentielle, lorsqu’un autre officier de Bison, Paul Sentenac, estimant d’un intérêt supérieur de protéger le futur président de la République, brava l’interdit pour venir dans son bureau du ministère des Armées établir un lien entre Kamenka et Pompidou. Pascal s’est alors empressé de demander à Matignon le dernier mois de « production », c’est-à-dire les résultats de l’écoute, et il en est resté sans voix : oui, de hauts responsables du SDECE étaient bien en chasse de photos infamantes…

Beaumont aurait de même oublié de préciser que c’est lui qui a insisté pendant deux ans pour que Bison traite Kamenka dont Pierson et ses hommes ne voulaient pas entendre parler en raison du parcours de la journaliste, compliqué encore par une supposée parenté avec Jacques Foccart. Le DR aurait enfin omis de dire que c’est aussi lui qui avait convoqué Marchiani entre les deux tours pour lui demander communication de tout document compromettant…

De son côté, après avoir reçu le capitaine Sentenac, Pierre Pascal rendit immédiatement compte à Pierre Messmer. Même si celui-ci n’avait fait que suivre la procédure, il aurait pu lui aussi être soupçonné d’une part de responsabilité[*4] : il ordonna de faire cesser l’écoute. « Mais quand j’ai appelé le DG du SDECE, le général Guibaud, se souvient Pierre Pascal, il m’a répondu qu’il n’était pas au courant ! Alors que, suivant la règle, il avait lui-même signé la demande d’autorisation d’interception[27]. » L’implication directe du directeur général n’a jamais été prouvée, Michel Debré décrivant pour la postérité ce méhariste dans l’âme comme « un militaire intelligent et loyal[28] ». « J’ai raccroché, continue Pascal, exhumé mes archives pour y vérifier l’exactitude de mes souvenirs et relever que la direction du renseignement et la base Bison suivaient l’affaire, ce qui en signait l’importance pour le SDECE. J’ai donc rappelé Guibaud qui

m'a alors répliqué qu'il allait vérifier[29]. » Il attend toujours la réponse quand, à la fin de 1969, le directeur du cabinet du Premier ministre lui lance au débotté : « Si je vous parle de photos, vous pensez à quoi[30] ? » Le ton est assez perfide ; Pascal comprend que c'en est fini pour lui du SDECE dont il aurait dû prendre les rênes le 1er mars suivant.

Le premier sur la charrette

Marenches n'a pas attendu la presse pour apprendre de l'affaire. Dès la fin de 1969, Anne-Marie Dupuy, très proche collaboratrice de Pompidou, l'en a informé, elle qui était sûre de sa discrétion pour le connaître depuis les temps épiques du corps expéditionnaire en Italie où elle servait comme ambulancière. Elle a donc pu lui raconter comment elle-même avait été prévenue, en mai 1969, de ce qui se tramait : proche du candidat gaulliste depuis son embauche chez Rothschild, elle était au QG de campagne, boulevard de Latour-Maubourg, quand le capitaine Sentenac demanda à la voir. Avec ses camarades évincés, il en éprouve depuis une violente amertume. Car les agissements à la direction du SDECE ont enfanté une autre injustice : Bison n'a pas cherché à nuire au futur président de la République. Au reste, qu'y aurait-elle gagné puisque c'est un centriste, Alain Poher, qui en aurait profité, lui que les membres de la base détestaient tellement qu'ils avaient tous prévu de démissionner s'il était élu afin de pouvoir mener la lutte ! À sa prise de fonction ou peut-être juste avant, Marenches a reçu une longue note figeant les responsabilités de chacun. Elle établit d'emblée que « les sentiments nationaux [de la base Bison] ne sauraient être mis en doute[31]. » Les

hommes de Pierson n'ont pas fabriqué de photos, comme leur éviction tendra à le faire croire, ils ont fait leur travail d'enquêteurs en cherchant à vérifier les faits. Et ce avec d'autant plus d'abnégation qu'ils ont pensé agir sur ordre. Leur drame, en effet, a été qu'Anne-Marie Dupuy –, qui s'en voudra jusqu'à la fin de sa vie au point de se qualifier d'« idiote » – n'a pas voulu les croire, donc qu'elle n'a pas jugé bon d'informer le candidat, mais qu'elle a tout de même lâché à Sentenac venu l'informer : « Si jamais vous trouvez quelque chose, apportez-le-moi. » Préserver le futur chef de l'État devint *de facto* une mission capitale pour Bison. Dans les archives personnelles de Marenches, figure ainsi la lettre très remontée qu'un des officiers de la base a expédiée le 8 mai 1971 à celle qui est désormais conseillère à l'Élysée : « Il faut, quand même, que vous sachiez que votre silence a brisé nos carrières, [car] il ne fait aucun doute que vous aviez la possibilité de démontrer notre bonne foi, que vous connaissiez parfaitement, à M. Pompidou. Vous auriez peut-être, par là même, écarté de lui un danger[32]. »

L'enquête interne diligentée par Debré en mars 1970 démontre l'injustice majeure dont les huit officiers du SDECE ont été victimes. Marenches dispose, lui, d'un document attestant que l'affaire « n'a été délibérément montée par le commandement du SDECE que pour masquer des faits d'une gravité exceptionnelle et sauvegarder d'éventuelles solutions de remplacement[33]. » L'hypothèse la plus hardie envisage même que l'équipe Beaumont ait tout manigancé depuis le début, ce qui expliquerait son insistance à ce que Bison s'occupe de Kamenka, chargée de propager une rumeur sans fondement. Son but : discréditer Pompidou d'abord, mais aussi de Gaulle, *via* Foccart, puisque la journaliste avait la prétention d'être sa cousine. La direction du SDECE serait alors apparue comme un pilier de la République, celui qui aurait démasqué les comploteurs de l'Est

et leurs relais dans les ministères français : on ne change pas des serviteurs si dévoués ! Mais c'était compter sans la révélation de la rumeur par la presse, et la conscience professionnelle de Bison qui n'y a jamais cru…

Marenches aura bien retenu la leçon puisque, convoqué le 10 novembre 1970 à 10 heures 50, Beaumont a été le premier à monter dans la charrette arrivée avec lui, une autre emportant quelque temps plus tard son adjoint, Jean-Claude Fichard. La mesure n'a rien de symbolique. Le DG ayant lui aussi sauté, le SDECE se trouve décapité à une époque où il ne compte d'autre direction que celle de l'administration et des finances. Le directeur du renseignement a la mission essentielle de piloter la recherche de renseignements, d'orienter les capteurs humains et techniques, de digérer les rapports produits de toutes parts. Preuve de son importance et de la volonté du gouvernement, l'éviction de Beaumont est rendue publique.

Le SDECE vu du sommet de l'État ? Un champ de ruines et de mines mêlées. Lors des vœux pour 1971, le contrôleur général Azam ne croira peut-être pas si bien dire lorsqu'il lancera à Marenches : « Tout le monde sait ici – pourquoi dès lors ne pas le dire ? – que vous êtes la dernière chance de cette maison[34]. » De fait, le DG révélera en 1975 à Valéry Giscard d'Estaing le fond de la pensée de Georges Pompidou : « Le président n'excluait pas la suppression pure et simple de ce qui existait afin de pouvoir construire un organisme entièrement neuf. Il s'en remettait à moi pour juger de l'opportunité d'une mesure aussi radicale. Quelques semaines d'examen me permirent de constater qu'en effet le SDECE était, sinon un moribond, du moins un grand malade très affaibli par les ressacs politiques qui l'avaient affecté depuis sa création. […] Il était un composite du meilleur, de l'extrêmement médiocre et du pire[35]. »

La purge continuera pendant quelques semaines. En tout, une centaine de militaires et de civils seront conviés à aller espionner ailleurs.

Premiers aperçus

Marenches consacre ses premiers jours à faire le tour du propriétaire. La « centrale » a servi autrefois de caserne et de prison, autant dire qu'il faudra repasser pour le charme et le luxe, mais après tout, n'est-ce pas le lieu idoine pour un temple de la parole obéissante et sévèrement encadrée ? Sa première visite hors les murs, le nouveau patron la réserve, dès le 13 novembre 1970, au camp des clandestins du service Action, à Cercottes, dans le Loiret. « Il avait pris soin d'envelopper sa forte carrure dans un imper militaire[36] », se souvient le général Rondot. Le directeur général veut donner le ton : pour lui, le renseignement va nécessairement de pair avec l'action. Mais il doit probablement se pincer en découvrant les baraquements spartiates de la forêt d'Orléans qui, au lieu d'un repaire de conspirateurs assermentés, ont plutôt l'air d'un camping de moyenne gamme. « Cercottes ne ressemblait vraiment à rien, relate l'un des grands anciens du SA. La première fois que nous y sommes allés, on a cru que c'était du chiqué. L'entrée était barrée par une maigre barrière, gardée par deux plantons. Le camp n'était protégé que par une clôture délabrée, tout le monde pouvait venir se garer au parking[37] ! »

Le lendemain, Marenches se rend en Corse, à Aspretto, auprès des nageurs de combat. Même constat : un site fonctionnel, bien équipé, mais pour un personnel aussi compétent que désœuvré. Le DG aura

toujours une affection particulière pour l'unité qui, il est vrai, est désignée pour assurer sa sécurité à Grasse où il passe tous les week-ends. Il y possède une belle propriété sur les hauteurs où vit à l'année sa femme Lilian, lui-même louant pour la semaine un appartement à Paris, au 47, avenue du Maréchal-Lyautey, en bordure de l'hippodrome d'Auteuil. La famille n'est au complet que pour les vacances lorsqu'Anselme, le fils unique, rejoint ses parents avec la joie non dissimulée de laisser derrière lui l'internat où il a été placé.

---

*1. Faux nom et/ou fausse activité.

*2. Organisation réunissant des partisans du maintien de la France en Afrique du Nord.

*3. Le service 6 est chargé notamment d'entretenir le lien avec les « honorables correspondants ».

*4. De même, au demeurant, que le Premier ministre de l'époque, Maurice Couve de Murville, qui, *in fine*, a autorisé l'interception (toujours en application de la procédure). Cette démarche de Pierre Pascal auprès de Pierre Messmer, prouvant le jeu trouble d'une partie de la direction du SDECE, n'en rend que plus incompréhensibles les propos très sévères de l'ancien ministre des Armées sur les « quelques agents gaullistes intégristes ». À moins que des visiteurs du soir n'aient réussi à le retourner…

2

Sur une route du Midi, Anselme

La route est peut-être plus belle sur un cyclo et permet aussi d’abandonner plus vite le charme étouffant de la vieille ville de Grasse. Bordés de pins qui connaîtront tôt ou tard les ravages d’un incendie, les lacets serpentent parmi les belles propriétés. Pour sa part, l’inventeur du nom « Les Hautes Terres » ne s’est pas compliqué la vie. La lourde bâtisse gardée par deux tours aux allures de donjon a été bâtie si haut que plus rien ne fait obstacle à la vue sur la rade de Cannes. Les propriétaires l’ont rénovée à leur arrivée au milieu des années 1960, sans lui enlever son air de caserne de gendarmerie. Somme toute, l’aspect massif est à l’image d’Alexandre de Marenches qui, comme toutes les semaines, a pris lundi le premier vol pour Paris.

L’intérieur des Hautes Terres, lui, correspond plus à son épouse. Beaucoup de meubles de très belle facture, la plupart du XVIIIe siècle, beaucoup de tapisseries, d’immenses tapis qui peinent à tenir compagnie à des canapés écrasés par les portraits de famille. L’essentiel provient de la précédente demeure, en Normandie. À défaut de goût, on sent une intention d’impressionner.

Quand Anselme est absent, le silence est presque aussi désespérant que les couleurs criardes de ce quartier de Saint-François. À quinze ans, le jeune garçon a la gaieté des enfants que l'âge place dans l'adolescence. Pensionnaire dans le Tarn, il n'est là que pour l'été, mais alors personne ne peut l'ignorer, entre les yéyés qu'il met à fond sur son tourne-disque et les blagues réservées à la gouvernante, la si dévouée Renée Barra, qui le considère comme son enfant.

En ce 26 juin 1971, le collège est terminé et la torpeur d'un matin d'été malmenée à coups d'accélérateur. Il est 8 heures. Ayant profité de la fraîcheur, Anselme rentre d'une partie de tennis à Grasse. Depuis quelques instants, il profite des courbes amples du boulevard Schley. Tête baissée, les yeux sans doute rivés au compteur pour voir si l'aiguille pourrait s'en échapper. La croix de Saint-François est bientôt en vue ; pour arriver à la maison, il faudra ensuite prendre à droite.

En un éclair, à 8 heures 10, le silence revient, suivi de bruits de tôles froissées, puis de cris affolés. Coup de téléphone aux Hautes Terres : Anselme a percuté un camion qui roulait en sens inverse, il est emmené par les pompiers. Conduite par Francis, un autre employé de la propriété, Renée Barra se précipite à l'hôpital de Grasse avant qu'il ne soit décidé, vu l'état critique du jeune garçon, de le transférer à Nice. Dans l'ambulance, elle lui prend la main car il est agité, et lui dit avec sa douceur naturelle : « Calmez-vous, mon chaton[1]. »

Il faut prévenir Lilian. Elle est allée à Hyères déposer quelques affaires devant partir par avion pour Paris. Alexandre, lui, est au travail. Un travail si particulier qu'il n'a pas jugé bon d'avertir ses proches lorsqu'il y a été nommé.

3

L'annexion

Les cinq nageurs de combat qui se relaient à tour de rôle à Grasse et tous leurs camarades du SA prennent l'habitude d'entendre Marenches s'exclamer : « Messieurs, jouez avec les cartes dont vous disposez, pas avec celles que vous aimeriez avoir[1] ! » Le directeur général parle en connaissance de cause : alors que les effectifs des armées diminuent fortement, il est prévu que le SDECE perde une partie de ses deux mille cinq cents emplois d'ici 1975, même si le budget officiel doit augmenter de près de 10 % (pondérés par une inflation de 5 %), et pour un montant de trente-quatre millions de francs, ce qui le laisse loin derrière ses homologues européens. Son autre source de financement, les fonds spéciaux, d'un montant à peu près égal, n'est pas prise en compte. Mais dès le 9 janvier 1971, Marenches apprend l'existence d'une pratique apparemment courante : leur amputation d'une dizaine de millions de francs « au bénéfice des fonds spéciaux du gouvernement »… Selon le contrôleur général Azam, « la situation financière du service est déjà critique[2] ». Pour autant, des investissements sont prévus : la construction d'un nouveau bâtiment pour la centrale, de l'autre côté du boulevard Mortier, et l'achat, pour quatre millions de francs d'un ordinateur

Univac 9400, qui, selon *Le Monde* semblant s'émerveiller, comme le reste du pays, devant l'informatique, « peut centraliser des renseignements à partir de plusieurs sources d'information disséminées géographiquement et les mettre en mémoire sur des supports magnétiques de grande capacité[3] ».

Bonne nouvelle pour le personnel : le SDECE ne va donc pas disparaître. « Raser l'édifice pour repartir sur des bases nouvelles était assez tentant, exposera plus tard Marenches au président Giscard d'Estaing. Mais on ne construit pas en quelques mois un service secret. Un niveau de rentabilité satisfaisant n'aurait pu être attendu d'un organisme neuf avant une quinzaine d'années, c'est-à-dire avant 1985[4]. » Impossible en pleine guerre froide. « J'ai estimé, en conséquence, que la seule solution raisonnable était, après élimination du pire, une rénovation à partir d'un noyau restreint, mais solide et sûr[5]. » De fait, Marenches s'occupe à compenser les départs qu'il a lui-même suscités. Le SDECE voit ainsi émerger plusieurs figures nouvelles, toutes dévouées, que le DG se plaît à appeler sa « fine équipe » : « Des hommes et des femmes bien dans leur peau, heureux de vivre, ayant le désir de servir la liberté[6]. » Didier Faure-Beaulieu est destiné à la direction de son cabinet. L'homme est du sérail, c'est un ancien du BCRA et chef du service de l'instruction au SDECE. Mondain, il possède un hôtel particulier ayant la singularité de jouxter l'ambassade d'URSS, alors au 79, rue de Grenelle. Certains disent qu'il aurait autorisé les équipes de la « boîte » à percer le mur mitoyen pour écouter les diplomates. D'autres lui attribuent la nomination de Marenches dont il se targue partout d'être l'ami : il aurait été son « officier traitant[*1] » dans les années 1960. Si la fréquentation commune des lieux huppés de la capitale peut l'expliquer, il n'existe toutefois aucune trace de cette

collaboration. « Le fait a été évoqué devant Marenches, note seulement le général Singland, et il ne l'a pas démenti[7]. »

De sept ans son aîné, et fort d'une grande expérience, Faure-Beaulieu, *alias* Lefort dans la Résistance, assurera en tout cas un rôle primordial à la direction générale même si son assiduité toute relative fera un peu jaser à Mortier. Beaucoup plus présent, omniprésent même, est un autre personnage, Maurice Beccuau, au sujet duquel Marenches ne tarira pas d'éloges bien après le SDECE : « Pour moi, il est irremplaçable. Sa mort a creusé un grand trou dans ma vie. Le peu que j'ai réussi à faire durant près de onze années n'aurait pas été accompli s'il n'avait pas été auprès de moi[8]. » Pourtant, Beccuau est médecin ; sa carrière, commencée en 1948 au Service de santé des armées, n'a rien d'exceptionnel, mais une relation de confiance totale s'est nouée entre les deux hommes au gré de consultations sur les maladies tropicales, à tel point que, lorsque Marenches lui a demandé s'il acceptait de le suivre, il n'a même pas pris soin de se faire préciser où. Il sera le seul à traverser les onze années. Avec un rôle que, même quarante ans plus tard, les anciens collaborateurs du DG peinent à définir. « On lui prêtait beaucoup de pouvoirs, note un ancien chef de service, certainement beaucoup plus qu'il n'en avait. On l'appelait indifféremment "le mage", "le gourou", "l'égérie", "l'éminence grise", "le sorcier"[9]. »

Conseiller psychologique – il y en a toujours dans le service, mais c'est une première à la direction générale –, médecin personnel du directeur général, agent obscur des missions les plus sensibles… ? Beccuau est un peu tout cela sans l'être vraiment. Aucune des orientations prises par le SDECE ne pourra lui être attribuée, mais, si Marenches était Louis XI, alors Beccuau serait Olivier Le Daim, un barbier et valet érigé au rang de confident officiel, et honoré à ce titre. « Mieux valait être en bons termes avec lui, se souvient Michel

Roussin. Il était *la* bonne personne pour faire passer un message à Marenches avec lequel jamais aucune tension n'a été relevée. Fin et perspicace, il lui arrivait de dresser des portraits psychologiques des visiteurs du DG pour l'aider dans ses conversations[10]. » Le même Roussin, qui sera directeur de cabinet, aura également droit à la kyrielle de check-up que le médecin prescrit à Marenches sous prétexte que, « vu les questions très sensibles que nous avions à gérer, nous devions être d'une santé infaillible ». Ainsi, l'hôpital militaire de Bégin, où il est régulièrement contraint de séjourner, deviendra-t-il pour le DG un lieu de rendez-vous somme toute discret. Le personnel médical prendra l'habitude de voir des visiteurs défiler et, « manifestement, note l'un des professeurs, ils ne venaient pas par amitié… À la fin d'un des premiers séjours toutefois, Alexandre de Marenches a été quelque peu décontenancé en réalisant que l'interphone qui équipait sa chambre, comme toutes les autres, aurait pu permettre à un curieux d'écouter ses conversations[11] ».

Outre Faure-Beaulieu et Beccuau, le directeur général peut compter à son cabinet sur un nouveau conseiller diplomatique, Pierre des Closières. Mais les grands services sont également pourvus. Celui des relations extérieures va au colonel de Lageneste. Le contre-espionnage, tour du SDECE sur l'échiquier de la guerre froide, est confié au colonel Yves Choppin de Janvry. L'ancien titulaire, Jacques Hervé de Lavillois, a fait partie des premiers évincés, Marenches lui ayant servi, en évitant tout de même les trémolos, que « ce n'était pas dans l'intérêt de sa carrière de rester[12] ».

Le duc de Mortier

Certains sauvent leur poste – André Devigny au SA, Georges Lionnet à la sécurité, Maurice Robert au service de renseignement. Ont-ils dû faire « acte d'allégeance » comme Beccuau, selon les propres dires de Marenches ?

L'expression n'est pas anodine ; le directeur général n'a de cesse de répéter que « le renseignement est un métier de seigneurs ». Il est donc naturel qu'autour du premier d'entre eux se crée une Cour où le service de l'État se mêle intimement à l'ambition personnelle et qui n'est que l'un des symptômes de l'évolution en cours. L'arrivée de Marenches, en effet, a été beaucoup plus qu'une prise de fonction, mais une véritable annexion. Le SDECE est pour lui non pas un bureau, mais un domaine. Cela va de l'ascenseur qu'il fait construire afin de ne pas avoir à gravir les escaliers au service de table et au papier à lettres sur lesquels il fait graver le logo du SDECE avec sa devise, « Nox generat lumen[*2] » – tout cela non sans avoir consulté sa femme. Quand il évoque le personnel, Marenches dit « mes gens » et appelle chacun par son nom de famille. Eux lui donnent du « Monsieur le Directeur général ». S'il se montre toujours soucieux de leurs conditions de travail, veillant à l'organisation des arbres de Noël, « il n'était jamais amical, se souvient un ancien chauffeur, mais il avait toujours un petit mot pour la famille[13] ». Sa sphère d'intérêt se limite aux directeurs et chefs de service. Il en va de même avec sa hiérarchie : Marenches, « duc de Mortier », considère ne devoir rendre compte qu'au monarque républicain. Les ministres de la Défense successifs, pourtant officiellement ses supérieurs, feront des ulcères à essayer d'en savoir plus sur les activités du SDECE. Marenches se permet même de faire patienter dans le couloir quelques-uns de leurs collègues du gouvernement, sans raison particulière, juste pour montrer qu'il ne leur doit rien. Et s'ils s'avisent

de lui téléphoner, il refuse de les prendre : « Ils savent où j'habite, non[14] ? »

Les collaborateurs qui poussent la porte de son bureau s'en souviennent en général pour le restant de leurs jours. Un peu surpris de ne pas le voir se lever pour les saluer – ils ne savent pas tous qu'il a été blessé à une jambe –, ils voient systématiquement retoquer tout rapport dépassant les deux pages : « Je ne sais pas lire… Racontez-moi[15] ! » dit-il un peu tassé dans son fauteuil, ce qui lui vaut une réputation de paresse alors qu'il cherche surtout à obtenir le meilleur de son interlocuteur et à gagner du temps de réflexion. « C'est remarquable », assène-t-il quand il est content ; « c'est convenable », quand le travail est conforme à ce qu'il attendait. Jamais il n'élève la voix. « L'autorité n'est pas une affaire de décibels », selon lui. « Pour signifier son mécontentement, commente Jean-Noël, qui sera son chauffeur et homme de confiance pendant plus de quinze ans, il confiait que, soldat, un adjudant-chef lui avait rendu la vie impossible ; quand il est passé officier, il s'est contenté de le convoquer et de lui dire : “Cher Monsieur, partez, je ne veux plus vous voir[16] !” » Pour les questions administratives, c'est encore plus expéditif : le directeur général renvoie systématiquement à son cabinet. L'intendance, très peu pour lui ! « Je n'ai jamais vu Marenches avec un stylo ou un bloc de papier, témoigne Jean Bontoux qui deviendra en 1978 le directeur administratif et financier du SDECE. Sur sa table, jamais aucun dossier. Des photos célèbres ont été prises dans son bureau avec tous les directeurs. Sa table y apparaît vide de tout dossier. Ce n'est pas qu'elle avait été rangée pour l'occasion, elle a toujours été comme ça[17] ! »

D'aucuns noteront que la localisation de son bureau, au bout du bout de l'aile nord de la caserne, à en toucher le boulevard Mortier, n'est finalement que le symbole de sa volonté de ne pas mettre les

mains dans le cambouis. La décoration est minimaliste. Rideaux orange sur tapisserie alternant motifs ou rayures vertes, avec un tableau représentant un cavalier apporté de l'appartement de l'avenue Lyautey. Sur la table, une collection de médailles, des photos de Lilian et Anselme, les statues d'un homme avec un poignard et d'un teckel, un cendrier – pour les invités car il ne fume pas. Les deux seules touches de modernité sont le fauteuil à bascule et le téléphone, planqué sur sa droite. L'attaché-case couleur rouge, glissé dessous, debout, semble prêt à suivre son propriétaire dans ses nombreux déplacements. Bientôt, Marenches fera ajouter un ensemble de fauteuils chesterfield sur lesquels Lilian viendra poser dans ses plus belles toilettes, telle Marie-Antoinette au Petit Trianon.

La cérémonie du déjeuner

La sobriété semble la marque des grands services de renseignement. Le QG du MI6 est depuis 1964 un immeuble de vingt-deux étages assez hideux, baptisé Century House, si peu sécurisé qu'une station-service occupe son rez-de-chaussée, et si peu secret que les conducteurs de bus s'amusent souvent à annoncer à leurs passagers qu'ils vont passer au « *spies corner* ». Quant au directeur de la CIA, il jouit de la décoration standard de la haute administration américaine, une moquette épaisse, des murs en bois vernis, une petite salle d'eau dans un renfoncement et des lumières au plafond dont l'une, dit-on, cacherait un micro selon la volonté de l'Occupant… ou à son insu. Marenches, lui, a été informé que les conversations seraient enregistrées à l'occasion. Nom de code des bandes : « Cocorico ».

L'élément principal de son bureau n'a aucune valeur marchande. Surmonté d'une horloge elle aussi sans cachet, il est parfois dissimulé par un rideau que Marenches aime à tirer, fier de son petit effet. Il ne s'agit pourtant que d'une carte du monde, certes aux dimensions du personnage, s'étendant sur tout un pan de mur et où ne sont signalées que les possessions françaises à l'aide d'un attendu drapeau tricolore. Mais les collaborateurs apprennent dès les premières semaines que, pour Marenches, c'est quasiment l'alpha et l'oméga de la réflexion. Une citation de Bismarck l'obnubile en effet : « De toutes les données qui composent l'histoire, la géographie est la seule qui ne change jamais. » Bien des choses pourraient donc s'expliquer par l'implantation des reliefs, des mers, de la flore, que ce soient les guerres ou l'histoire des peuples. Marenches en est si sûr que chacun de ses visiteurs a droit à un exposé conséquent sur l'actualité qu'il décrypte, debout, avec force moulinets de bras et excellentes références à l'histoire. Jamais personne n'en sort indifférent.

Être reçu au SDECE du temps de Marenches est une promesse de jamais-vu. Sans savoir qu'il est mitraillé au téléobjectif – venant ainsi alimenter l'album souvenir du service –, le visiteur est d'abord conduit au pied de l'aile nord de la direction générale. En fonction de son importance, il a droit ensuite à un tour de magie. Dans une pièce dédiée l'attend un mur entier de serrures parmi lesquelles Marenches lui propose de choisir un modèle. Un technicien du service 7 intervient alors et l'ouvre prestement, sous les yeux admiratifs de l'hôte qui est ensuite mené au premier étage, à pied – puisque l'ascenseur est réservé au patron et à sa femme. Une immense épée l'accueille, accrochée à la verticale. Celle-ci n'est-elle qu'un rappel du blason de la boîte ou la matérialisation de l'arme de Damoclès en permanence suspendue au-dessus de la tête des occupants des lieux ? S'il se hasarde à laisser traîner son regard, le nouveau venu verra les

bureaux de Didier Faure-Beaulieu, du docteur Beccuau, de l'aide de camp, le commandant Petit, mais aussi celui de la miss Monneypenny du SDECE, la secrétaire de Marenches, faisant corps avec une énorme machine à écrire. Déjà quatre directeurs généraux à son compteur, Marguerite Le Saux, qui est entrée au service comme « dame sténo », est entièrement dévouée à sa tâche, d'une discrétion proverbiale, mais il lui manque la plastique de l'héroïne du cinéma, ce que Marenches n'a pas manqué de relever : « Il y a des jours où je me dis que je suis le directeur général des services spéciaux, raconte-t-il à ceux qui croient qu'il profite de mille avantages. Alors, j'appelle Mlle Le Saux et ça me remet en place[18]. » Avec ses éternels jupe plissée et chemisier boutonné jusqu'au col, la secrétaire est d'ailleurs surnommée la « petite bonne sœur ».

Après le cours magistral dans le bureau, les visiteurs qui comptent sont conviés dans le saint des saints de l'ère Marenches, la salle à manger. Détestant les palabres, c'est en effet autour d'une table rectangulaire que le directeur général aime à réunir ses subordonnés qui déjeunent donc dans *sa* vaisselle, en dégustant le champagne rosé Besserat de Bellefon qu'il fait livrer, servis par deux maîtres d'hôtel en veste blanche, pantalon et cravate noirs. Pas d'autre luxe : les rideaux sont verts, les murs jaune poussin, seulement agrémentés d'une scène de chasse et d'un unique buffet. De toute façon, Marenches à lui seul suffit à meubler la pièce, toujours à l'aise quel que soit le statut des invités, ministres, chefs de service étrangers ou amis. Ce seraient plutôt ses collaborateurs qui pourraient être intimidés par le défilé du Gotha que va devenir cet étage du SDECE puisque les amis du nouveau DG sont la princesse Napoléon, l'archiduc Otto de Habsbourg ou encore les patrons François Michelin et Jean Delorme d'Air liquide.

L'appétit de Marenches deviendra aussi un sujet de discussion, à l'intérieur et hors les murs. Certains disent l'avoir vu engloutir des côtelettes comme des chips. « Ce que je perds en charme, s'en amuse-t-il lui-même, je le gagne en majesté[19]. » Mais d'autres, qui l'ont longtemps côtoyé, tels ses employés de maison à Grasse, le décrivent comme un mangeur tout à fait raisonnable. Question d'époques probablement, car le DG partage au moins avec le commun des mortels la tentation de faire de la nourriture une échappatoire aux tourments de sa vie. Et ils seront nombreux au long de sa première année d'exercice…

« Être convive de Marenches, relate le général Pierre Latanne, était à la fois une épreuve et un spectacle[20]. » Une épreuve, car il faut bien se tenir. Le directeur général ne supporte pas le retard et fait souvent servir en entrée un soufflé pour obliger à la ponctualité. « Sachez, Petit, lâche-t-il à son aide de camp qui arrive un peu dépenaillé pour une cérémonie, que la précipitation nuit à la dignité[21]. » Quand il surprend quelqu'un les mains dans les poches, il les lui retire d'autorité, non sans lui asséner au passage une leçon de savoir-vivre.

Si les déjeuners sont un spectacle, le directeur général en est la vedette. « C'était un acteur, note un ancien directeur. Il avait le don pour raconter des anecdotes qu'il n'était pas question d'interrompre[22]. » Toutes tournent autour de l'actualité, de son passé personnel, agrémentées de réflexions sur Sun Tzu dont la lecture l'a considérablement marqué, chamboulé même. La plupart des visiteurs repartent d'ailleurs avec un exemplaire de *L'Art de la guerre* et une fiche rédigée par le service sur les enseignements du maître que le DG croit indispensable de méditer. « Les déjeuners n'étaient souvent que des monologues, se souvient un sous-directeur. Marenches ne s'intéressait guère à ses invités. Il n'était pas vraiment assis à nos

côtés, il trônait[23]. » La faute au gouvernement qui, pour la première fois depuis sa création, a nommé un aristocrate à la tête du service. Un vrai, pas du genre du ministre de l'Économie Valéry Giscard d'Estaing dont Marenches raille la particule obtenue par décret du Conseil d'État en ne le désignant que par l'autre nom que ses aïeux ont été tentés de relever, « La Tour-Fondue ». En l'installant à Mortier, Georges Pompidou n'a pourtant fait que renouer avec la tradition monarchique du renseignement. Afin de garder une liberté d'action, Louis XV avait créé le « Secret du roi », dont ses ministres n'avaient pas connaissance. Les plus éminents responsables en furent le prince de Conti puis le maréchal de Broglie. À leur actif, surtout : les relations privilégiées entre le roi, Catherine II et Frédéric II. Tout à fait le standing d'un Marenches.

---

*1. Officier chargé d'entretenir un lien régulier, et opérant, entre un individu et le SDECE.

*2. De la nuit vient la lumière.

4

Une histoire d’armes et de radiateurs

« Avec ses dix générations de noblesse, souligne le futur directeur Jean Bontoux, Marenches en imposait. Face à lui, je me suis toujours senti comme un petit garçon[1]. » La description des armoiries est tout un programme : « Armes d’azur au lion rampant d’or, à la tierce de sable posée en bande et brochante sur le lion. Couronne de comte. Tenants : deux sauvages de carnation ceints de feuilles de chêne de sinople, ayant la main appuyée sur leur massue. » La devise : « Tel, si me pensa battre, qui se repent. »

Pour ceux qui ne retrouveraient pas la généalogie établie par le vicomte de Burey au XIXe siècle, une cinquantaine de monuments ont conservé la trace des Marenches en Franche-Comté qui a été leur porte d’entrée dans le royaume de France. Ou plutôt des *Marenchi*, puisque la famille est originaire du Piémont italien où son premier legs fut le monastère de Fossano, en 1121. Alexandre de Marenches ne manque jamais d’expliquer à ses convives les plus proches qu’il a appelé son fils Anselme en mémoire du premier du nom qui au XVe siècle a gagné cette Bourgogne qui n’était pas encore la France. Bailli d’Ivrée, il avait répondu à l’appel de l’université de droit de Dôle qui venait d’ouvrir sa première chaire et reçut ensuite les titres

de : « bailli général de la maison de Chalon le 28 juin 1451, pourvu de la charge de conseiller et de maître des requêtes de Philippe le Bon par lettres patentes du 17 juin 1460[2] ». Le mariage de cet Anselme avec Étiennette de Chassey, fille d'un commissaire du roi, a initié la lignée française des Marenches, pour l'essentiel des notables du comté de Bourgogne, dont quatorze maires de Dôle et une figure, Constance de Marenches, qui, en 1557, fut chargé par Charles Quint de prendre possession du comté de Charolais confisqué puis restitué par le roi de France. De cet héritage, le DG du SDECE conserve des milliers de manuscrits médiévaux, soit à peu près tout ce que six siècles ont permis d'amasser « à l'exception, s'amuse-t-il souvent à préciser, de ce qui a été utilisé par ma grand-mère pour fermer les pots de confiture[3] ».

Du côté de sa mère, née Margaret Clark Lestrade, l'histoire est moins ancienne, mais à l'échelle de celle de son pays natal, ses origines remontent presque à la préhistoire. Les Lestrade sont des huguenots français partis pour Saint-Domingue lors de la révocation de l'édit de Nantes (1685), puis aux États-Unis après l'insurrection déclenchée dans l'île par Toussaint Louverture en 1791. En 1794, un navire hollandais les débarqua dans un quartier de New York où, à peine deux ans plus tôt, la vingtaine de courtiers s'étaient mis d'accord, sous le platane du 68 Wall Street, pour appliquer un taux de commission unique, le New York Stock Exchange ; la Bourse américaine était née. Jamais en reste d'anecdotes, Marenches affirme que ses ancêtres eurent à subir des attaques d'Indiens dont les flèches mettaient le feu aux demeures en bois. Pourtant, la ville était alors déjà largement bâtie en dur, et les *Natives* n'y menaient plus d'incursions…

Il est possible cependant que le directeur général ait confondu avec d'autres ancêtres de sa mère. Un flou, assez traditionnel dans la

généalogie américaine, entoure en effet les Lestrade tant sur leurs racines françaises que sur leurs faits d'armes dans le Vieux Monde. Descendent-ils de Pierre de L'Estrade, dont un fils est mort à Baltimore en 1804 ? Ou de Claude Amable Vincent de Roqueplant de L'Estrade, qui finit maréchal de camp, et participa à la bataille de Yorktown avec le régiment du Maine ? La beauté de l'histoire voudrait que ce soit ce baron-ci puisque la même unité combattit également à Savannah en 1779 sous les ordres de… l'amiral d'Estaing qui prit pour filleule la comtesse de La Tour-Fondue. Marenches aurait ainsi manqué d'être apparenté, à la mode de Bretagne, à Giscard…

Margaret Clark Lestrade ne s'embarrasse pas de la réalité de ses liens avérés avec les héros de la révolution américaine pour contribuer au renvoi d'ascenseur de son pays pendant la Première Guerre mondiale. En juillet 1917, âgée de trente-trois ans, cette New-Yorkaise élevée dans le faste de la Belle Époque par son père Francis Wilkie et sa mère Ella, s'engage comme infirmière dans la Croix-Rouge et vogue vers la France. Retour aux sources de sa famille, mais aussi au catholicisme auquel elle s'est convertie. Son passeport stipule qu'elle a les yeux marron, le nez aquilin, une petite bouche, un menton rond, des cheveux noirs qui font d'elle une belle femme, mais sans le charme ravageur de son unique sœur, Ethel. Comme elle est étrangère, tous ses déplacements en France y sont consignés, dont celui de février 1918 au château de Cirey, en Haute-Marne. La marquise de Salignac-Fénelon, maîtresse des lieux, a convié un certain nombre d'Américains pour un thé autour du général Pershing, commandant le corps expéditionnaire de l'oncle Sam. Pareille huile ne se déplace jamais sans une cohorte d'officiers. Les capitaines Marshall et Patton, deux des futurs libérateurs de 1944, sont là, mais Margaret n'a d'yeux que pour celui que Pershing appelle

« Dimarange ». Comment aurait-elle pu résister à ce Français vu le portrait qu'en fera Alexandre soixante ans plus tard : « Un homme extraordinaire, très bien physiquement, grand et fort. Il avait fait une guerre exceptionnelle. Il était extrêmement cultivé et modeste[4] » ?

Le comte Charles de Marenches est de ces hommes qui font la fierté impérissable d'un fils. Né le 29 novembre 1881, il a opté pour la carrière militaire au tournant du siècle puisque, aime-t-il à dire, « quand, par hasard, on a un blason dans sa famille, il se porte à la manière d'une soutane ou d'un uniforme[5] ». 247e sur 440 au concours de Saint-Cyr, il n'est pas le plus brillant de sa génération, mais son dévouement et sa droiture sont partout reconnus, un passage à l'état-major des armées lui ayant même valu d'être noté : « trop esclave du devoir pour être soucieux de ses intérêts[6] ». Une citation est également venue récompenser son sang-froid lors des grèves minières de 1906, Clemenceau ayant fait appel à l'armée pour maintenir l'ordre. Grâce à des officiers de sa trempe, le feu n'a pas été ouvert, évitant un massacre comme à Fourmies quinze ans plus tôt. Affecté au 33e régiment d'infanterie à Arras, il fait la connaissance du fils de l'un de ses professeurs au collège de l'Immaculée-Conception de la rue de Vaugirard, un certain Charles de Gaulle, et compte avec lui parmi les blessés des tout premiers combats d'août 1914 : une balle lui perfore le poignet gauche à Dinant, le 14. Combien de fois, contemplant l'une des premières Légions d'honneur décernées pour le conflit, la croix de guerre avec palme, la *Distinguished Service Cross* américaine, Alexandre a-t-il dû revivre la scène et imaginer la dose de courage de son père qui, revenu au front dès le 20 octobre, tombe malade le 10 décembre – un affaiblissement cardiaque est diagnostiqué – puis intègre le 96e régiment d'infanterie pour être à nouveau blessé en ligne, le 24 mars 1915, dans la Marne, avec la

gangrène commençant à faire son œuvre sur une main droite déchirée par un éclat d'obus ?

La dégradation de l'état de santé de Charles de Marenches le rend inapte au combat. En juin 1917, il est désigné pour la mission militaire française auprès du commandement américain. Contrairement à la légende, il n'a pas été l'aide de camp de Pershing, mais un officier de liaison aux qualités partout chantées, même si, à l'occasion, Clemenceau a pu l'agonir pour ne pas avoir su lui faire éviter un embouteillage lors de sa visite des lignes américaines. Les Marenches semblent faits pour ces fonctions puisque le grand-père de Charles, Émile-Maurice, avait déjà été pendant dix ans le proche collaborateur de divers généraux sous la monarchie de Juillet. Charles confiera à Pershing que les deux années passées à ses côtés auront été « les plus riches et les plus chanceuses[7] » de sa vie. En compagnie du lieutenant-colonel de Chambrun, dont il a été l'adjoint, il en a même rédigé un livre, *L'Armée américaine dans le conflit européen*, qui a connu un succès certain, comme la plupart de ceux parus dans l'immédiat après-guerre.

Un peu d'argent…

Un père héros, mais survivant à la guerre, curieusement Alexandre de Marenches évoque rarement son oncle, sous-lieutenant au 1er régiment de tirailleurs algériens, mort à vingt-sept ans en 1918. Quand il y consent, c'est pour avancer qu'il a été tué au combat. Pourtant, c'est à une « longue maladie contractée aux armées » qu'Henri de Marenches a succombé quinze jours après l'armistice. Peut-être l'ignore-t-il, ou bien considère-t-il que le mal, c'est-à-dire la tuberculose, était directement imputable à la vie dans

les tranchées… Henri, de fait, a été déclaré « mort pour la France ». Sa disparition de toute manière semble avant tout liée à cette fatalité frappant les Marenches dont le nom ne s'est perpétué jusqu'au XXe siècle que par miracle : à chaque génération, nombre d'ancêtres n'ont pas eu d'enfant ou un seul fils pour héritier. N'ayant qu'une sœur, Léonie, Charles a déjà trente-neuf ans quand il devient père et sans doute a-t-il une pensée pour Pershing qui, en 1915, a perdu sa femme et ses trois filles dans l'incendie de leur demeure à San Francisco. Quant à Chambrun, il perdra bientôt son second enfant, une fille, Suzy, électrocutée dans son bain à l'âge de vingt ans.

Alexandre naît le 7 juin 1921, à 15 heures, dans le XVIe arrondissement de Paris. Cinq mois plus tard à peine, la famille gagne les États-Unis. En raison de ses faiblesses cardiaques, Charles en effet a dû renoncer à l'armée et il conseille une société franco-américaine dans le secteur si prometteur du pétrole. Malgré la distance et le prix, les Marenches accomplissent plusieurs fois le voyage dans les années 1920, Alexandre conservant pour toujours le souvenir des convois de mules déchargeant les *steamers* ou de l'ancien esclave employé par un couple d'amis à Washington. Trop jeune sans doute, il a oublié en revanche sa prestation de garçon d'honneur au mariage d'une cousine américaine, en pantalon de soie et coupe de cheveux à la Jeanne d'Arc. Au petit jeu des ressemblances, la famille aura alors relevé qu'il a pris les yeux tombants de son père ; un demi-siècle plus tard, ses collaborateurs du SDECE noteront qu'ils sont surmontés des mêmes sourcils fournis qui lui font un regard doux, souligné par une moustache épaisse chez Charles, fine chez lui. De sa mère, le directeur général tient l'ovale du visage et sa taille car Margaret est grande pour une femme de son époque : plus d'un mètre soixante-dix.

Outre les États-Unis, les Marenches visitent l'Europe et accomplissent même un périple en Égypte où, dans une scène digne d'Agatha Christie, ils se font tirer le portrait à dos de chameau, aux côtés d'« indigènes » en djellaba. Ce n'est pas avec sa retraite d'officier que Charles peut payer tout cela. Comme tout véritable aristocrate français, il est surtout riche du passé de ses ancêtres. L'argent vient de Margaret : une faible partie des Clark Lestrade – beaucoup ayant été perdu à cause de mauvais placements pendant la guerre – et l'essentiel de son premier mariage. Quand en effet elle a débarqué en France en 1917, la jeune New-Yorkaise était l'épouse depuis 1905 de Frederick Wallace Monahan, de dix-sept ans son aîné. Et elle connaissait déjà la France puisqu'en 1913, son mari, délaissant la médecine chère à sa famille d'Irlandais catholiques, y avait été nommé responsable d'Ideal Standard, firme américaine à la prospérité galopante pour avoir su évoluer de son fonds de commerce initial, le matériel sanitaire domestique, au chauffage central pour habitations : une révolution dans le confort, renvoyant cheminées et poêles à charbon au musée du XIXe siècle, avec un marché potentiel illimité. Logeant dans les beaux quartiers parisiens, 83, avenue Henri-Martin, les Monahan ont mené grand train, faisant le tour de l'Europe. Frederick couvrait sa femme de cadeaux somptueux qu'elle refusait, de peur de grever inutilement leur budget. Qu'à cela ne tienne, il fut l'un des fondateurs de l'hôpital américain de Neuilly, de la Chambre de commerce franco-américaine et du golf de Saint-Cloud. Même après le déclenchement de la guerre, il envisagea de parcourir l'Italie, la Suisse et les Pays-Bas, c'est-à-dire derrière le front, et même… l'Allemagne. Citoyen américain, il ne voyait peut-être pas de contre-indication à ce qu'il pût continuer à représenter sa société sur le Vieux Continent. La demande de passeport en tout cas ne fut pas acceptée.

Le 19 mars 1917, alors que Margaret se trouvait aux États-Unis, son mari succomba à une pneumonie. « J'ai eu la chance, confessera Alexandre de Marenches, d'hériter de ma famille un peu d'argent[8]. » Une litote. Car ce que sa mère récupère en héritage lui permettra de s'acheter un bien quasi inabordable pour ses semblables, la liberté. À l'ouverture du testament, Margaret eut pourtant la surprise de ne rien recevoir en propre mais le bénéfice du portefeuille d'actions de Frederick, composé pour l'essentiel de parts d'Ideal Radiator. Comme il s'agissait tout de même de plus de deux millions de dollars d'aujourd'hui, elle eut de quoi vivre confortablement, fût-elle obligée de ne conserver que deux femmes de chambre et de se séparer de ses deux maîtres d'hôtel, du cuisinier et du chauffeur. Cette fois judicieusement conseillée, elle acheta ensuite des actions de la Socony, ancêtre de Mobil : une « mine d'or », comme elle s'en vantera. En 1926, elle prend conseil pour qu'Alexandre puisse profiter de cette fortune à sa mort. Un trust[*1] est créé, dont un quart des parts est attribué à… François, l'enfant qu'elle a eu en 1906 avec Frederick Monahan. Alexandre de Marenches pourrait donc se dire que la fatalité du fils unique l'a en partie épargné, mais il finira presque par en nourrir quelques regrets. Durant l'enfance en effet, François se montre le plus charmant des demi-frères. Blond aux yeux bleus, brillant à l'école, il fait la fierté de sa mère et la joie de son beau-père qu'il appelle « papa » et vénère pour sa guerre ainsi que pour son impressionnante culture. C'est lui qui, étudiant en droit à Harvard, a soufflé à Margaret l'idée du trust, mais plus tard ses intentions évoluent. Se considérant à juste titre comme l'héritier légitime de son père, il ne veut pas être spolié au profit de son demi-frère et obtient qu'à la mort des Marenches, la propriété et la gestion du trust lui reviennent, son demi-frère ne touchant que les

dividendes. « Il me semble avoir oublié à cette époque, soupirera Margaret jusqu'à sa mort, qu'Alexandre grandirait un jour[9]. »

Durant sa jeunesse, le plus jeune fils ne pâtit vraiment pas de la situation. En 1927, l'appartement que les Marenches louent 1, place d'Iéna devant être vendu, Margaret achète un hôtel particulier de 500 mètres carrés, 4, rue Weber, toujours dans le XVIe arrondissement. Certes, il est en mauvais état puisque la plomberie est à refaire et le chauffage à installer – mais elle sait à qui s'adresser ! Si elle désigne François comme propriétaire officiel, elle n'en oublie pas pour autant Alexandre qui, lui, a reçu dès l'âge de deux ans un véritable royaume, à deux heures de route.

Les Rotoirs

Rien de tel que la Normandie pour fuir les étés trop chauds ou trop frais. Un très long tapis de graviers bordé d'arbres, cerné de pelouses lissées et relevées de cyprès triangulaires, mène à un château d'une quinzaine de fenêtres en enfilade, composé d'un pavillon de chasse à trois étages, prolongé d'une aile de chaque côté. À l'intérieur, salon et salle à manger, chargés en boiseries, tapisseries, horloges, lustres, fauteuils Louis XVI, ainsi que quinze chambres, dont six pour les domestiques.

Rien ne manque au château des Rotoirs pour abriter tous les rêves de jeunesse d'Alexandre. La propriété est située dans l'Eure, à Saint-Aubin-sur-Gaillon, l'une de ces vieilles terres de France qui ont vu se succéder avec plus ou moins de bonheur les Gallo-Romains, les Mérovingiens, les Vikings avant de recevoir l'onction chrétienne quelque temps avant l'an mil. Perchée sur un balcon de la Seine, la localité tient plus d'une constellation de hameaux, dix-sept en tout,

que d’un village. L’arrivée des Marenches n’y passe pas inaperçue. Même si la commune compte d’autres belles demeures, comme Joufosse ou Gouvicourt, ils en deviennent les plus gros propriétaires, car, avec les 350 hectares des Rotoirs, ils ont également acheté le bois attenant de Brillehaut ainsi que la ferme de Beauchêne, de plusieurs centaines d’hectares chacun.

Autant dire que, dans ce village où le temps semble s’être arrêté à l’époque de Flaubert, le couple passe pour les nouveaux seigneurs des lieux, avec son banc dans l’église, un imposant caveau armorié dans le cimetière et une ribambelle d’employés logés et nourris : garde-chasse à l’entrée du domaine, chef jardinier secondé de trois assistants pour le parc à la française, maître d’hôtel, cuisinière, femme de chambre et chauffeur pour le château, une dizaine de charretiers, vachers et porchers pour l’élevage et les cultures. Des premiers occupants du XVIe siècle, les Bretons Coëtlogon, il ne demeure rien. La propriété doit son charme au président du tribunal d’Évreux qui a fait défricher le terrain vallonné, construire le bâtiment central, planter les pommiers, pruniers et cerisiers. Mais le village se souvient surtout de son neveu, l’académicien Jules Janin, et de l’allégresse avec laquelle celui-ci accueillait les gamins des environs pour la fête locale de la Saint-Gilles alors que lui-même n’en avait pas…

François Monahan ayant été placé en pension par sa mère, Alexandre de Marenches est souvent seul chevalier en son domaine, avec un âne pour fidèle destrier, et le fils du chef de culture, Robert Burel, pour bras droit. Quand le château se montre trop exigu pour leurs aventures, un étang fait office de Méditerranée pour ces croisés en herbe, et les cygnes deviennent des pirates. Mais pourquoi aller en Terre sainte puisque Richard Cœur de Lion loge non loin, dans la forteresse de Château-Gaillard qu’un tunnel, dit la légende, relierait

directement aux Rotoirs ? Rien ne pourra dissuader Alexandre, cinq ans et des rêves plein la tête, de trouver l'entrée d'un ouvrage qui serait titanesque puisqu'il serait long de dix-sept kilomètres…

Une chapelle assure la présence de Dieu aux Rotoirs ; mais pour tous les enfants de Saint-Aubin, elle est surtout le point de départ d'une procession à la Saint-Gilles, avec une messe célébrée par l'évêque d'Évreux. Chaque 1er septembre se tenait de fait au Moyen Âge une grande foire agricole qui, au fil des temps, s'est transformée en kermesse et en pèlerinage. Margaret tient absolument à en perpétuer la tradition en ouvrant les portes de la propriété à tous les villageois, peut-être avec une pensée égoïste pour son propre fils puisque les prières du jour ont pour but de guérir les peurs des enfants : « Grand saint Gilles, rends-nous nos enfants forts, robustes et vaillants. »

Si les plus jeunes se gavent en cette occasion des brioches que Margaret fait confectionner, certains de leurs parents ne sont pas sans abuser non plus de l'inexpérience de la campagne et de l'éloignement de Marenches. Des constructions abandonnées du domaine sont dépouillées de leurs pierres et des parcelles indûment exploitées ; même la cloche de la chapelle est volée… L'arnaque la plus répandue tourne autour des « dégâts de lapin » : sous prétexte que ces petites bêtes endommagent leurs cultures, les fermiers alentour exigent des compensations financières que les Marenches ne s'abaissent même pas à négocier.

Madame n'est pas du genre à compter. Pour les vaches de la ferme, elle veut les plus belles races qui remportent généralement des prix dans les foires. Pour le verger, elle sélectionne les meilleures variétés et recrute une escouade de jardiniers pour que jamais les allées de tilleuls ne soient envahies par les herbes folles. Le chauffeur, Flament, passe ses journées à astiquer le cabriolet Farman 6 cylindres

qui lui aussi a reçu une distinction, celle de l'élégance, au bois de Boulogne. Et quand il s'agit de changer de garde-robe, c'est un tailleur qui fait le voyage depuis Londres pour relever les mensurations de toute la famille, le régisseur compris !

Toutefois, le prestige des Marenches vient surtout de la liste de leurs invités. À Paris comme en Normandie, le couple reçoit beaucoup. Par Margaret viennent toutes les notabilités américaines de passage en France, l'ambassadeur William Bullitt en tête, mais aussi un jeune diplomate également promis à une belle carrière dans le renseignement, Robert Murphy. Charles de Marenches, lui, attire toutes les gloires de la Grande Guerre, dont l'ancien généralissime Foch et le maréchal Pétain à qui, avec le colonel de Chambrun, il avait conseillé d'engager l'armée américaine d'un seul bloc et non en appoint des divisions alliées. Pershing n'oublie jamais non plus de venir saluer ses amis lorsqu'il vient à Paris ; en 1929, il met même Marenches à contribution pour relire ses Mémoires.

La fréquentation au plus jeune âge de toutes ces célébrités forge un caractère. Il est très difficile de restituer aujourd'hui la vénération dont Foch et ses semblables faisaient l'objet dans le monde entier. Les *stars* et divers *people* offrent de nos jours du rêve pour un billet de cinéma ou le prix d'un magazine ; eux, ils ont sauvé la liberté dans un duel terrifiant avec la mort. Sauter sur leurs genoux vaccine Alexandre de Marenches contre toute intimidation devant les puissants. La gaieté de Margaret et les manières de Charles, véritables armes pour affronter n'importe quelle situation, seront également pour lui une excellente école.

Pourtant, le DG du SDECE ne conserve pas de son enfance que des souvenirs agréables. Quand, dans les années 1970, sa gouvernante Renée Barra lui demande à Grasse pourquoi il arbore des tenues si décontractées, il répond qu'il en avait assez, enfant,

d’avoir à se changer deux fois par jour pour passer à table. Par ailleurs, le goût immodéré de sa mère pour les dîners en ville a eu pour contrepartie des absences telles qu’il raconte que, lorsqu’il essaie de se remémorer des moments avec elle, il ne voit qu’une femme très belle, élégante, et qui se hâte de l’embrasser au lit avant d’aller honorer une énième invitation. De fait, Alexandre est élevé par des nounous, une Britannique tout d’abord pour apprendre l’anglais, puis Fräulein Kretschmer pour l’allemand. En grandissant, il se rend bien compte que la santé de son père décline. Ne pouvant plus voyager, Charles devra à la longue cesser de travailler, Margaret lui versant six mille dollars par an pour assumer un train de vie personnel sans aucun excès. Dans l’immédiat toutefois, c’est l’état d’Alexandre qui préoccupe le plus. En novembre 1931, découvrant une tache sur les poumons, les médecins craignent la tuberculose. Margaret décide d’emmener son fils respirer le bon air suisse à Montreux où Charles les rejoint pour vérifier qu’ils sont bien installés. À peine revenu à Paris, il s’éteint le 2 décembre, âgé de cinquante ans. La sobriété avec laquelle Alexandre évoquera le drame un demi-siècle plus tard en dit long sur l’amour qu’il lui portait : « atroce[10] ».

Survivre au héros

Selon les souhaits du défunt, annoncés dans le carnet du *Figaro*, les obsèques ont lieu dans la plus stricte intimité, en la chapelle des Rotoirs. Dans le testament que sa fatigue l’avait poussé à rédiger le 8 avril de l’année précédente, Charles a stipulé qu’il léguait à Alexandre tous ses biens en précisant qu’au cas où Margaret viendrait à disparaître avant sa majorité, François Monahan serait le « gardien

de son fils[11] ». De quoi conforter le beau-fils dans sa conviction d'être le référent de la famille, celui dont la parole – par sa filiation, ses diplômes, sa carrière naissante d'avocat – doit être prépondérante. Et de fait, Margaret confiera « l'avoir plus admiré que n'importe qui d'autre dans le monde[12] ». Pour aussitôt le regretter. À la disparition de Charles en effet, François prend le contrôle des biens familiaux, récemment transférés en Suisse, et se montre inflexible. Quand leur rupture sera consommée, Margaret préférera l'expliquer par une jalousie dévorante : François l'accusait d'aimer plus son demi-frère, tout en disant la comprendre puisque l'union avec Frederick Monahan n'aurait pas été heureuse.

Seuls les faits comptent : Margaret se voit fermement invitée à se contenter d'un budget annuel de 10 000 à 12 000 dollars. « C'était impossible de vivre avec cette somme[13] », maugréera-t-elle encore au soir de sa vie. Dans la grande dépression du début des années 1930, ces plaintes pourraient prêter à sourire. Et puis, si l'hôtel de la rue Weber et le château des Rotoirs coûtent trop cher, elle peut toujours vendre… Mais rien n'est à son nom ! De toute façon, le Gotha est intraitable. Pour continuer à en être, il faut le standing adéquat. Alors, Margaret improvise. Un chauffeur et un jardinier sont licenciés ; elle ne s'habille plus chez son couturier préféré. Elle pioche aussi dans son trésor de guerre, un compte de cinquante mille dollars qu'elle a ouvert en Angleterre sans en informer François. C'est ainsi qu'elle peut continuer à recevoir Pershing lors de sa venue à Paris en 1932 et le conduire à Saint-Aubin sur la tombe de Charles où le général a demandé à se recueillir.

Le jeune Alexandre est épargné par ces dissensions. Ce que lui demandait son père dans l'une de ses dernières lettres était de récolter d'aussi bonnes notes que celles qu'il lui avait fièrement annoncées : « Si tu continues, tu seras récompensé[14]. » Mais le fils

n’est pas fait pour les études. « Je suis une espèce d’autodidacte, expliquera-t-il à sa façon, qui a eu le temps de beaucoup lire et de réfléchir[15]. » Et de fait, retracer son parcours scolaire est une mission digne des services de renseignement : ou les établissements ont fermé, ou leurs archives ont été détruites, ou le passage de Marenches y a été trop fugace…

Comme dans toute bonne famille à l’époque, Margaret a probablement attendu la classe de sixième pour l’inscrire à l’école. Alexandre en a fréquenté trois, le cours Saint-Louis à Paris, l’École des Roches en Normandie et la Villa Saint-Jean à Fribourg, en Suisse. Tous sont du même moule, des établissements huppés où la discipline est ferme et la présence de la religion pondérée. Le plus vraisemblable est qu’il a commencé par les Roches en 1932, qu’il a rejoint le cours Saint-Louis l’année suivante et que la villa Saint-Jean l’a recueilli avant un retour aux Roches pour sa terminale en 1939. La cascade d’institutions à elle seule trahit un rapport tumultueux avec l’école dont une lettre à sa mère du 24 juin 1934 dit à peu près tout. D’abord, la rudesse de l’internat pour un enfant qui, après avoir perdu son père, est coupé de sa « maman adorée » : « Plus que 16 jours et une nuit, fait-il le décompte avant les retrouvailles, et vers 4 heures du matin, je dessendrais [*sic*] du train où je me serai bien amusé avec les camarades[16]… »

L’adolescent décrit ensuite sa vie de collégien où la réussite n’est pas ce qui prime : « Je suis… populaire parmis [*sic*] les types. Il fait une chaleur accablante et comme je lis l’épopée marocaine j’ai encore plus chaud. La semaine qui commence est la dernière semaine à bulletin car on commence les examens. J’ai commencé la semaine par un 10 sur 10 de religion. Mon professeur a dit en classe que j’avais eu pour le premier trimestre les meilleures notes de la classe. Ça m’a étonné. Ce que c’est rasant le latin ! Ah… la… la. Jamais je ne me

laisserai dire que le latin est interressant [*sic*]. Autant j'aime la géo, l'histoire, la religion et la rédaction, autant je détestes [*sic*] le latin. » Il aurait dû ajouter : l'orthographe et la grammaire.

De l'école, Marenches confiera à son chauffeur du SDECE regretter surtout les cours de boxe et de lutte. Pourtant, son attrait pour la géopolitique pointe quand il ajoute à l'attention de sa mère : « SVP. Parlez-moi de la cituation [*sic*] et des bonnes ou mauvaises relations politiques avec l'étranger ? Construit-on beaucoup de nouveaux avions, demandez au cher général Armengo[*2]. À quand la rossé… ? (avec les boches)[17]. »

Sur un tableau à l'entrée du cours Saint-Louis figurait une citation de Charles Péguy : « La jeunesse n'est pas faite pour le plaisir, mais pour le sacrifice. » Cinq années séparent encore le jeune homme du sacrifice ; en attendant, il s'adonne au plaisir. Le charmant enfant tient ses promesses en devenant à dix-sept ans un très beau jeune homme, pesant tout juste soixante-dix kilos pour un mètre quatre-vingt, avec une gueule à la Errol Flynn, cheveux gominés et fine moustache. Dans son maillot noir, il fait fureur à Deauville pendant les vacances et commence à fréquenter, en tout bien tout honneur, des jeunes filles de bonne famille, « des matinées[18] » comme s'amusera à lui rappeler la mère de l'une d'elles.

Peut-être est-ce lors d'un week-end aux Rotoirs que le maréchal Pétain a confié pour la première fois que les diplômés des grandes écoles « savent tout, mais malheureusement, ils ne savent rien d'autre » ? En tout cas, cette maxime s'applique à Alexandre puisqu'il n'a sans doute même pas décroché le certificat d'études. À cause de la guerre – ou grâce à elle… ? –, il ne passera pas non plus toutes les épreuves du baccalauréat, se condamnant jusqu'à la retraite à répondre à la rubrique « diplômes » de tout CV par : « études secondaires ». Enseigner l'ethnologie au Muséum d'histoire naturelle

restera donc du domaine du rêve. Mais cette tranche du XXe siècle autorise encore les non-diplômés ambitieux à s'imaginer un grand avenir. Pour Marenches, c'est même une obligation comme il le racontera à la fin de sa vie : « Mon père me disait : “Tu as eu plus de chance que les autres. Cela ne te donne aucun droit, mais des devoirs supplémentaires”[19]. » Et s'il est un seul avis qu'il ne se permettra jamais d'ignorer, c'est bien celui de Charles de Marenches, ce héros qui lui a fait l'honneur de lui donner la vie.

---

*1. Plus fréquente dans les pays anglo-saxons, il s'agit d'une opération par laquelle un ou des individus décident de confier la gestion de leurs biens à une personne de confiance.

*2. Ami de la famille, le général Paul Armangaud occupe alors de hautes fonctions au sein de l'armée de l'air.

5

La « vérole »

Aristocrate, rentier, amoureux des États-Unis et nostalgique de la grandeur de la France, Marenches aurait été un cas d'école si le marxisme l'avait séduit. La création du Parti communiste français six mois avant sa naissance n'y a rien changé : Alexandre a génétiquement été programmé pour s'opposer, de toutes ses forces, à l'extension de la couleur rouge sur la carte murale de son bureau du SDECE. Il l'observe depuis toujours. Si pendant la Seconde Guerre mondiale, le président Roosevelt a opté pour le communiste Tito plutôt que pour le nationaliste Mikhaïlovitch, n'était-ce pas « sous l'influence de quelque conseiller occulte à la solde des Soviétiques[1] » ? Et Leclerc, qui a précipité son entrée dans Paris, en août 1944 ? Marenches écarte l'explication largement admise d'une volonté d'éviter l'écrasement de la Résistance. Non, pour lui, le général avait ordre d'empêcher la prise de pouvoir d'un « soviet parisien[2] ». Du même avis que son Mentor, le maréchal Juin, mais aussi que Winston Churchill, il estime que l'erreur fatale des Alliés a été de s'arrêter en Allemagne : il fallait se ruer vers l'est et damer le pion aux Soviétiques.

Le SDECE n'a pas à sa tête un directeur général mais un nouveau Pasteur, déterminé à éradiquer ce qu'il nomme la « vérole communiste[3] ». L'époque ne peut plus être aux atermoiements. « Un chef n'a pas le droit de douter ou alors il faut qu'il s'en aille[4]. » Au terme d'« espion », Marenches préfère celui d'« agent de renseignement », moins réducteur. En fait, il emploierait volontiers le mot « guerrier » auquel ses auteurs fétiches le renvoient. Outre Sun Tzu, ses collaborateurs se font ainsi à sa passion, commune avec Staline, pour « le cerveau » de l'armée soviétique, le maréchal Boris Chapochnikov. Son aphorisme favori, parodie de Clausewitz – « Pour nous, la paix n'est que la continuation de la guerre par d'autres moyens » – peut pourtant paraître en décalage avec l'ère de « détente » ouverte après la crise de Cuba en 1962. Le 18 février 1970, portée par le désastre vietnamien, une nouvelle doctrine américaine n'a-t-elle pas été édictée par le président Nixon : les États-Unis ne s'immisceront plus dans une guerre, sauf si une nation capitale pour la stabilité de sa région était menacée d'une attaque nucléaire ? De leur côté, les Soviétiques ne sont-ils pas paralysés par une crise économique largement imputable à la course aux armements ? Et un premier accord sur la limitation des armes stratégiques ne sera-t-il pas signé le 30 septembre 1971 ?

Marenches a trop été marqué dans sa jeunesse par la catastrophe du 10 mai 1940 provoquée par de semblables évidences. La seule année 1970 a vu une guerre évitée de justesse entre les deux blocs à cause du soutien militaire apporté par Moscou aux Égyptiens contre les Israéliens, la conquête du pouvoir chilien par le procommuniste Salvador Allende, un projet de base sous-marine soviétique à Cuba, l'opération *Septembre noir* de détournement de quatre avions occidentaux par les Palestiniens, de nouveaux affrontements entre Indiens et Pakistanais, enfin l'invasion éphémère de la Jordanie par la

Syrie… La « guerre froide », la « détente » ne sont que des slogans pour le DG du SDECE qui, désormais, dans les exposés dispensés à son bureau, n'oublie pas d'inclure aussi la Chine dont les affrontements contre l'Armée rouge sur le fleuve Oussouri, le 2 mars 1969, ont scellé une prise de distance historique avec l'URSS : Moscou va-t-il se laisser prendre en étau entre Washington et Pékin ?

Marenches n'en démordra jamais : le monde est en guerre, les Occidentaux ont peur de l'affrontement alors que les Soviétiques, eux, ne cessent de s'y préparer. Le SDECE doit être le bataillon français chargé de veiller sur les confins de l'Est comme naguère l'infanterie sur les avant-gardes de la ligne Maginot. Marenches n'imagine même pas que ses troupes accusent le moindre flottement : « Pensez au goulag. Pensez aux dictateurs, pensez aux pauvres malheureux qui sont enchaînés[5] ! » Et il en va de même avec les autorités politiques qu'il s'autorise, dès ses premiers mois d'exercice, à appeler à la plus grande vigilance, y compris sur des questions qui ne sont pas de sa compétence comme l'agitation sociale, en recrudescence depuis Mai 1968. Par exemple, le 9 mars 1971, le SDECE alerte l'Institut des hautes études de défense nationale sur les opinions d'extrême gauche de certains de ses auditeurs. Le 17 avril, Marenches signifie à Michel Debré qu'« il paraît essentiel qu'à la veille de grandes options, le gouvernement garde en mémoire la doctrine fondamentale des éléments subversifs français et internationaux qui ont pour but, avoué ou masqué, de détruire les régimes libéraux de l'Europe occidentale. D'immenses lectures, et une certaine expérience personnelle de la Chine et de la Corée, m'ont persuadé que la philosophie et la pratique de ces éléments subversifs tenaient en un seul mot : détruire. Aucun colloque, aucune discussion n'est possible avec eux. Au contraire. Eux-mêmes considèrent toute ouverture comme une défaite de celui qui la propose. Ils en empocheront les

bénéfices éventuels et ne modifieront en rien leur comportement : détruire[6]. » Voilà qui est posé.

Le monde de l'antimatière

Ayant fait le tour des installations du SDECE, Marenches entame celui des lieux de pouvoir, le mors aux dents, mais le flegme intact. En 1970, il déjeune à l'Élysée à trois reprises ; le 30 novembre, c'est à l'hôtel de Brienne, avec Michel Debré ; le 4 décembre, place Beauvau, avec le ministre de l'Intérieur, Raymond Marcellin. Chaque semaine, il s'entretient avec le directeur de cabinet du ministre de la Défense, Louis Saget. Mais prendre les manettes d'un service de renseignement l'oblige aussi à cultiver le contact avec ceux qui sont appelés les « grands correspondants », les acteurs qui peuvent contribuer au travail du SDECE ou l'entraver. Il y a d'abord la sœur ennemie, la DST, dont Marenches retrouve le directeur, Jean Rochet, le 30 novembre également : « Plus de bagarres entre services, et sus à l'ennemi[7] ! » Pas sûr que ce soit suffisant pour changer l'image dévastatrice de la boutique rue Nélaton[*1]… Le 11 décembre, c'est au tour du général Thozet, patron de la Sécurité militaire, auquel il réserve – mais il ne le sait pas encore – l'un de ces coups qui terrassent une carrière.

Vient ensuite la ronde des services étrangers. Elle commence avec les Allemands : huit jours à peine après sa prise de fonction, Marenches reçoit les chefs du BND, homologue du SDECE en RFA et le lendemain, c'est le tour de la National Police Agency japonaise. Le 4 décembre, le DG accueille deux inspecteurs du FBI, qui est toujours sous la férule de l'indéboulonnable Edgar J. Hoover. La mort du

général de Gaulle, la veille même de son arrivée à Mortier, occasionne un abondant courrier de condoléances qui permet un premier échange avec le chef des services iraniens, la Savak, pour qui l'homme du 18 juin « fut un des plus grands parmi les grands au service de la France et de l'humanité[8] ». Le général Nassiri apprendra plus tard, au gré de leurs multiples rencontres, que le Français ne partage pas tout à fait cet avis…

Les premières visites à l'étranger se déroulent au début de 1971. Les 21 et 22 janvier, Marenches se rend à Munich ; les 5 et 6 mars, il rencontre son homologue à Rome, le général Vito Miceli. À chaque fois, ses consignes sont claires : aucun contact avec la presse. Résultat : celle-ci le brocarde à l'occasion de la cérémonie des vœux à l'Élysée. « Sa massive stature, s'amuse *Le Monde*, contraste avec le secret qui entoure ses fonctions et dont il est respectueux au point de n'avoir donné comme adresse au service du protocole de l'Élysée que le numéro de sa boîte postale : 4020 – Paris[9] ! » Plus goguenard, *Minute* relève que, les rares fois où il a été pris en photo, Marenches se triturait le nez « comme quelqu'un qui aurait des ennuis avec ses narines. Rhume tenace ? Sinusite ? Quelqu'un (ou quelque chose) dans le nez ? Pour un James Bond dont le métier exige d'avoir un flair intact, c'est gênant. Ultime hypothèse : le colonel prise[10] ». C'est alors que Marenches gagne le surnom de « Porthos » qui, longtemps, ne sera employé que par les journaux. Au SDECE, il sera plutôt appelé « Dagobert », « Pervenche », voire « le pachyderme » pour les moins respectueux.

Les journalistes ne savent donc pas que pour les voyages du DG, les meilleures compagnies aériennes, les meilleurs hôtels sont privilégiés : Marenches a autant besoin de se sentir à l'aise dans les transports, vu sa corpulence, que d'impressionner ses interlocuteurs, étrangers comme français. « Quand il est allé voir le shah, se souvient

Pierre Pascal, il m'a rapporté deux boîtes de caviar. C'était ça, Marenches, un seigneur[11]. »

Le 31 mars 1971, Sir John Rennie, patron du MI6, accueille son homologue à Londres. Bien qu'il entame sa troisième année de mandat, ce diplomate n'a rien d'un cador du renseignement. En revanche, Century House est le modèle des services français. L'élève Marenches a droit, le matin, avec son chef du service des relations extérieures, Lageneste, à un exposé didactique sur l'organisation du service, d'un effectif à peu près égal à celui du SDECE, mais avec un budget de six cent millions de dollars, le décuple de celui de la centrale française. L'après-midi, les Britanniques l'entretiennent des « différentes formes de subversion en Europe de l'Ouest (y compris mouvements présentés comme locaux : Basques, Bretons, Irlandais du Nord… et peut-être téléguidés), ainsi que des questions de contre-espionnage[12] ». Il ne pouvait être mieux servi !

La visite suivante, début mai, est la plus attendue : Langley, siège de la CIA. Un milliard de dollars de budget, 20 000 employés. Le directeur de cabinet du ministre de la Défense a prévenu Marenches le 1er mars : « Il faut en profiter pour s'inspirer de leur service de renseignement[13] ! » Les attaches familiales du DG sont souvent évoquées pour expliquer sa désignation. En choisissant un Franco-Americain, Pompidou aurait voulu mettre du baume sur des relations bilatérales mises à mal par onze années de présidence du Général. Lui-même a montré l'exemple en février 1970 en étant le deuxième chef d'État européen à rendre visite au nouveau président, Richard Nixon. Quarante ans avant François Hollande, le conseiller à la sécurité nationale, Henry Kissinger, salua même en lui le « premier président "normal" de la Ve République[*2][14] ».

Pompidou toutefois n'a rien caché à Washington de son ambition, tout à fait gaulliste, de mener une politique d'indépendance

nationale, capable de freiner la renaissance de l'Allemagne qu'il juge inquiétante et donc de soigner les relations de la France avec l'URSS. Dont acte pour des Américains qui n'y voient pour l'instant rien à redire. Tout au moins en face. Comment leurs services ne pourraient-ils pas tiquer en entendant le dinosaure Andreï Gromyko, ministre des Affaires étrangères soviétique depuis 1957, affirmer que « la Russie est pour la France un interlocuteur avec lequel entente mutuelle et collaboration doivent aller de soi[15] » ? Dont acte aussi pour Marenches dont la rage anticommuniste peut sembler contradictoire avec cette politique, alors qu'elle est complémentaire : la raison d'être d'un service de renseignement extérieur n'est-elle pas d'opérer dans une sorte d'antimatière diplomatique ?

« The Great Alexandre », a ironisé le *Canard enchaîné* le 10 février en écrivant que, selon la CIA, il disposerait bien de relations outre-Atlantique, mais qu'elles remonteraient à dix ans. En tout cas, l'ambassadeur américain à Paris, Arthur Watson, l'a présenté au Département d'État comme le choix personnel de Pompidou. À la tête de la CIA depuis 1966, Richard Helms, cinquante-sept ans, est le contraire d'un John Rennie : ancien des services d'occupation en Allemagne, des opérations de déstabilisation de Castro à Cuba et du Vietnam, travailleur acharné qui exhorte ses troupes à ne jamais prendre de congés alors que son homologue britannique, riche héritier, ne dédaigne pas de rouler en Rolls Royce. Marenches en est quitte pour une remise à niveau à Langley encore plus intense qu'à Londres. Tandis que sa femme Lilian, qui est du voyage, est prise en main par les Campbell, figures de la haute société washingtonienne, lui a droit avec Lageneste, le matin du 4 mai, à deux heures d'exposé sur les « activités subversives soviétiques » en Europe, l'organisation de leurs services, et l'après-midi, à une heure sur la situation au Vietnam et dans le Sud-Est asiatique. C'est à cette occasion qu'ils

rencontrent celui qu'il décrira comme « déjà une légende[16] », James Jesus Angleton. Patron du contre-espionnage américain depuis 1954, celui-ci avait avalisé tout le déballage de Golitsyne sur les infiltrations dont le SDECE aurait été et serait encore victime. Ne dérogeant pas à la règle, il annonce de but en blanc aux Français la trahison du chef de poste de la CIA à Paris, selon lui une taupe du KGB ! Il faut dire que le héraut de la traque des communistes aux États-Unis, le sénateur McCarthy lui-même n'a pas échappé à sa vindicte. Plus tard, Marenches voudra mettre cela sur le compte de la bouteille de whisky qu'Angleton avait sifflée durant l'entretien dans un nuage opaque de fumée de cigarettes. À ce poste clé, estimera-t-il, il ne faut « pas de paranoïa, pas de boisson, pas de catalogage facile ». Les titulaires qu'il a nommés à la conduite du contre-espionnage français ne donneront pourtant pas toujours l'impression d'avoir totalement assimilé ce slogan…

Le 5 mai, Edgard J. Hoover se montre disposé à répondre à « toutes les questions que monsieur le directeur général désirera poser[17] », Marenches étant de toute façon d'ores et déjà programmé pour trois *briefings* du FBI : « Espionnage URSS et satellites aux USA, méthodes, objectifs et mesures de contre-espionnage », « Nouvelle gauche », enfin « Partis communistes et extrémistes aux USA[18] ». En guise de détente, réception guindée en *black tie* à l'ambassade de France. Le lendemain, rendez-vous avec le général Bennett, patron de l'agence de renseignement militaire américain (DIA), et de nouveaux exposés à Langley sur la subversion en Amérique latine et dans les Caraïbes, ainsi que sur la Chine communiste…

Marenches n'a pas encore le recul nécessaire pour constater que finalement la considération des responsables politiques à Washington pour la CIA n'est guère différente de celle du gouvernement français pour le SDECE. Depuis sa défaite face à Kennedy en 1960, Nixon

vomit la « compagnie » à laquelle il reproche en outre de compter trop de diplômés des grandes universités, des gauchistes, quoi, qui mépriseraient ses origines modestes. Par ailleurs, la CIA passe à côté du formidable effort guerrier de l'URSS dont, au tournant des années 1970, le nombre de missiles intercontinentaux dépasse celui des États-Unis. Ses erreurs d'anticipation au Vietnam ont achevé de la faire passer aux yeux du président pour un repaire de « clowns » dont certains n'hésitent pas à prendre part aux manifestations pacifistes. « La CIA péchait le plus souvent par conformisme en adoptant les opinions en vogue dans l'*establishment* de Washington, note Kissinger. Pour autant que j'aie pu m'en rendre compte, ses analyses encourageaient plus souvent à l'inaction qu'aux entreprises audacieuses[19]. » C'est une constante dans les services de renseignement : de peur d'être pris au dépourvu, ils prédisent souvent le pire. Marenches sera un maître en ce domaine.

Un mini-Yalta

La visite aux États-Unis prend fin le 6 mai au soir. La visite officielle en tout cas. Car l'ambassadeur Watson avait prévenu : les Marenches prolongent leur séjour à New York pour du *private business*. Le SDECE devra s'y faire, il en sera ainsi à chaque déplacement de son directeur général outre-Atlantique. Rentabilisant en quelque sorte le voyage, les Marenches passent trois journées supplémentaires à faire la fête avec les amis américains d'Alexandre. Encore sautent-ils cette étape des Caraïbes à laquelle ils ne dérogeront quasiment jamais par la suite. Tous les représentants du SDECE dans le monde apprendront que le secret de ses déplacements n'implique en rien chez Marenches la prise en compte des problèmes

concrets de la sécurité. Si, à New York, le Plazza a ses faveurs, à Madrid, le directeur général écarte le choix de ses subordonnés : « Vous remercierez beaucoup ces messieurs, mais j'ai depuis toujours mes habitudes au Ritz où l'on me connaît bien[20]. »

La tournée des capitales s'étalera sur toute l'année 1971 entre Belgique, Suisse et Amérique latine. En revanche, aucun voyage en Afrique – il est vrai que de nombreux dirigeants du continent vivent presque autant à Paris que chez eux – ni en Orient.

Le rendement de toutes ces rencontres peut s'apprécier à travers la banalité de la lettre de remerciements standard que le directeur général adresse à ses interlocuteurs : « Notre identité de vue sur tous les problèmes importants de l'actualité, l'excellente coopération de nos services que je souhaite voir encore s'améliorer, sont autant d'encouragements face à nos responsabilités quotidiennes[21]. » Pour autant, Marenches place d'emblée la collaboration interalliée sous des auspices constructifs. Conscient des moyens limités du SDECE, il décide d'augmenter les postes dits « Totem », ceux qui sont autorisés à procéder à de larges et fréquents échanges de renseignements avec les services de leur pays hôte. Les États-Unis, le Canada, le Brésil, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, l'Autriche, la Belgique, l'Italie, le Danemark – classés dans le « monde libre » selon la nomenclature d'alors – en forment le premier bataillon, mais aussi l'Espagne et le Portugal aux régimes pourtant beaucoup moins démocratiques. Homme de droite, très conservateur, Marenches ne fait certainement pas partie des contempteurs des généraux Franco et Salazar, ou de leurs succédanés. Toutefois, en entretenant les liens avec les services de renseignement de ces deux pays, il ne fait pas du SDECE le complice de leurs turpitudes, mais maintient une alliance avec deux opposants farouches au communisme : un totem n'est pas une compromission.

Une véritable fusion s'opère en revanche avec les Britanniques et les Allemands que le DG convainc d'organiser, à tour de rôle, des réunions biannuelles pour un mini-Yalta du renseignement. Contre la science des Français sur l'Afrique noire, l'Afrique du Nord, le Moyen-Orient et leurs ex-possessions asiatiques ou orientales, les Britanniques mettent au pot leur récolte sur l'Afrique anglophone, le Moyen-Orient ainsi que ce que la puissance de leur technologie permet d'intercepter derrière le rideau de fer, les Allemands de la RFA se montrant quant à eux très supérieurs pour leurs cousins de RDA. À l'occasion, d'autres services amis peuvent se joindre. Les Norvégiens, par exemple, traquent sans relâche la flotte soviétique et les Luxembourgeois les canaux financiers entre l'Est et l'Ouest. Tous apprennent à connaître leur nouveau partenaire. Et à défaut de pouvoir encore juger de son efficacité, ils peuvent au moins se dire que le SDECE est désormais déterminé à reprendre son rang dans la lutte anticommuniste.

---

*1. Rue du XVe arrondissement où la DST avait son siège.

*2. Certes non pas en raison de son comportement, mais pour ne pas être parvenu au pouvoir, *dixit* Kissinger, à cause d'une « guerre civile naissante ».

6

Une excuse de taille

Non sans une certaine théâtralité, Marenches a pour habitude de demander, à chaque première rencontre, la plus entière franchise à son homologue étranger. Il en fait même une question de confort en avançant comme Guitry que « mentir demande beaucoup trop de mémoire ». « Messieurs, annonce-t-il pour sa part, je suis le chef du renseignement français. Je défendrai les intérêts de la France. Mais je suis aussi un chef allié. Vous savez qui je suis et d'où je viens. Je ne cache rien[1]. » Est-ce si sûr… ?

Quand, en 1971, un homme en âge de se battre pendant la Seconde Guerre mondiale s'exprime de la sorte devant des représentants des principaux belligérants, il veut signifier que sa contribution a été remarquable, et remarquée à plus d'un titre. Si, par un hasard assez peu probable, un interlocuteur avait la muflerie d'émettre un doute, le directeur général pourrait exhiber la citation à l'ordre de l'armée signée par le président du Conseil en personne, Félix Gouin, qui accompagna sa Légion d'honneur, le 15 mars 1946 : « Lieutenant de réserve de cavalerie, magnifique officier animé du plus pur patriotisme qui, dès l'armistice, s'est dressé courageusement contre l'envahisseur, ayant organisé chez lui un dépôt d'armes et un

centre de passages clandestins. [Il] a sauvé ainsi de nombreux officiers et résistants. En dépit d'incessantes perquisitions de la Gestapo, et de la menace continuelle d'arrestation, [il] s'est dévoué de façon totale à la cause de la libération de la France, participant lui-même à des liaisons de renseignement au profit des alliés, montrant en toutes circonstances une audace et un sang-froid exceptionnels. Évadé de France en décembre 1942, en franchissant les Pyrénées dans des conditions extrêmement difficiles, [il] a rejoint l'Afrique du Nord après un internement de deux mois en Espagne. Affecté au corps expéditionnaire français, [il] a fait preuve, au cours de la campagne d'Italie, des plus belles qualités militaires, en particulier aux combats de la Ménarde, de la Costa San Pietro et d'Esperia, où il fut blessé par éclat de mortier. [Il] a été cité deux fois en cours d'opérations. Affecté à l'état-major de la Défense nationale, [il] a rendu, grâce à sa connaissance parfaite de la langue et de la mentalité américaine, des services inappréciables au cours de nombreuses liaisons auprès du commandement suprême allié et en participant comme interprète à d'importantes conférences d'état-major[2]. »

Il est le plus souvent inutile de citer *in extenso* les citations dont le ton est forcément laudatif puisque le but est de récompenser. Cela s'impose en l'occurrence, car ce texte est un modèle de réécriture historique. Chaque assertion mérite étude, l'assemblage des unes et des autres ayant été la principale raison de la nomination d'un inconnu à la tête du service de renseignement d'une puissance nucléaire.

Comme pour donner le ton, l'action de Marenches est confuse dès la déclaration de guerre, le 3 septembre 1939, jour qu'il dit pourtant « gravé de manière permanente dans sa mémoire[3] ». Dans les années 1980, il affirmera en effet qu'il était alors à Fribourg, c'est-à-dire dans

le collège suisse de la Villa Saint-Jean[4]. Les rares archives conservées par l'École des Roches montrent cependant qu'il y était inscrit cette année-là. Qu'à cela ne tienne ! Le jeune Alexandre livre la plus belle preuve d'amour pour son pays en devançant l'appel alors qu'il a juste dix-huit ans. Certaines mauvaises langues diront que sa mère l'aura poussé vers l'armée à cause de ses études calamiteuses. Si Marenches en a très peu parlé lui-même, c'est qu'il avait la pudeur de l'évidence patriotique. Ce n'est pas parce qu'il n'avait pas pu entrer à Saint-Cyr qu'il ne pouvait pas servir la France comme son héros de père ! Et si l'uniforme n'avait été qu'un pis-aller si facile, pourquoi des dizaines de milliers de lycéens dans son cas n'ont-ils pas eux aussi franchi le pas ?

L'engagement volontaire suffirait pour marquer « sa » guerre du sceau du courage et du dévouement. Et pourtant, la citation de la Légion d'honneur n'en dit mot, préférant s'ouvrir sur l'évocation de son grade de « lieutenant de réserve ». Là est probablement la cause de l'omission, car en fait Marenches attendra 1945 pour l'obtenir. Au soir de sa vie, il relatera avoir dans un premier temps voulu s'engager dans la Légion étrangère, plus précisément au 1er régiment de cavalerie, à Sousse, en Tunisie. Le mythe du désert allié à la noblesse du service à cheval. Mais la vénérable dame n'aurait pas accepté d'engagements pour la durée de la guerre. Peut-être, mais il aurait pu imiter ceux qui, tel le futur Premier ministre Pierre Messmer, ayant souscrit à un engagement en bonne et due forme, ont démissionné une fois la guerre terminée…

La guerre au bord de l'eau

Le jeune homme est dirigé vers le 19e régiment de dragons avec le matricule 250. Un Marenches ne saurait rester deuxième classe. Direction, en janvier 1940, l'école de cavalerie de Rambouillet, dans les quartiers du 4e hussards, pour le peloton préparatoire d'élèves officiers de réserve. Malheureusement, il échoue. La légende évoque une quantité inadmissible de fautes d'orthographe à la dictée. Sans doute ceux qui l'ont colportée n'ont-ils eu accès qu'à des écrits de jeunesse et non à la copie de 1940 qui, à moins qu'elle ait été réécrite depuis, figure dans le dossier militaire archivé à Pau. Preuve tout de même que les études lui ont été utiles, Marenches n'y commet aucune faute, le texte restant au demeurant un modèle de prémonition : « La discipline faisant la force principale des armées, il importe que tout supérieur obtienne de ses subordonnés une obéissance entière et une soumission de tous les instants, que les ordres soient exécutés littéralement, sans hésitation ni murmure[5]. » Les Français libres et les résistants ont manifestement eu de ces lignes une interprétation différente…

Quatre sur quatre en arithmétique, « bien » pour la narration libre où le candidat relate son arrivée sous les drapeaux : « C'était à la fin de la matinée. Dans la cour du quartier régnait une joyeuse animation. Les gradés, presque tous réservistes, alliaient la fermeté à une bonhomie très agréable pour le jeune soldat qui, au début, se sent toujours un peu seul ! Cependant, les anciens, dont beaucoup sont des pères de famille, m'ont faciliter [*sic*] l'adaptation à la vie militaire[6]. »

Interrogé sur ses compétences, le deuxième classe répond qu'il sait nager, monter à bicyclette, conduire, soigner les chevaux et, comble de la modernité, téléphoner. Tous ces éléments lui valent la 98e place sur 107 inscrits. Se sera-t-il trop laissé tourner la tête par les jolies femmes de Paris qui, lorgnant les jeunes officiers, logent à

l'hôtel du *Grand Veneur*, juste en face de la caserne ? Manifestement trop éloigné de la barre des admissibles, Marenches est déclaré « non classé » et, le 20 mars, il ne reçoit que le galon de brigadier, le tout premier dans la hiérarchie de la cavalerie. Et ce ne sera pas sa rapide promotion au grade de maréchal des logis, le 15 avril, qui pourra lui faire oublier que ses condisciples gagnent Saumur où ils participeront à l'un des faits d'armes les plus téméraires de la campagne de France. Lui doit retourner à la troupe, plus précisément au 18e sous-groupement à cheval de Rambouillet. Pas vraiment glorieux, d'autant que sa narration a été quelque peu mensongère : un sous-officier qui l'a pris en grippe l'y a affublé du surnom de « grand con[7] ».

Cette haute taille va jouer un rôle inattendu pour la suite de la carrière militaire de Marenches. Ses états de service stipulent en efffet qu'il a pris part à la campagne de France du 1er novembre 1939 au 24 juin 1940. À sa mort, le *Figaro* en rajoutera en écrivant qu'au déclenchement des hostilités il « résista au déferlement des Panzers[8] ». Lui-même entretiendra l'ambiguïté en racontant que « la Blitzkrieg contre la France […] a été [sa] première expérience d'un échec complet du renseignement militaire[9] ». Les routes encombrées de réfugiés, les unités en débandade, pourchassées par des Allemands en side-car, tout cela aurait fortement imprégné sa mémoire… Or, dans ses propres Souvenirs parus en 1986, Marenches reconnaît dans le même temps que, des combats ayant débuté le 10 mai 1940, il n'a rien vu. Le 2 avril en effet, il a été admis, à sa demande, à l'hôpital mixte de Rambouillet. Les médecins notent qu'il se plaint de « fatigue constante depuis janvier » avec, pour symptômes, un « amaigrissement », de la toux « et surtout de la fatigue au moindre effort »[10]. Dans un premier temps, le jeune homme impute cette faiblesse à la bronchite que, comme chaque année depuis son séjour en Suisse en 1931, il a contractée durant l'hiver. « Bronchite légère,

tempère celui qui l'examine. Pas de fièvre pendant son observation à l'hôpital. L'examen de l'appareil respiratoire ne dénote aucune modification à la percussion ; une très légère obscurité aux sommets. Pas de bruits adventices. Pas d'expectoration. Rien à l'appareil circulatoire[11]. » La radio des poumons révèle des anomalies, mais rien d'inquiétant. Bref, le médecin aurait certainement tendance à conclure à la simulation si son patient ne dégainait une cause pour le moins originale : « Sujet paraissant bien développé, mais qui, nous dit-il, grandit encore actuellement[12]. »

Les médecins militaires sont certes habitués à entendre toutes sortes d'excuses pour échapper aux armes, mais sans doute n'ont-ils pas souvent eu droit à une crise de croissance à près de dix-neuf ans… Tous ceux qui l'ont connu par la suite ont le souvenir d'un géant dépassant le mètre quatre-vingt-dix. Une photo de 1983 tend à le confirmer, sur laquelle Ronald Reagan semble plus petit que son interlocuteur français… Pourtant, la toise des armées, dûment retranscrite sur le livret militaire, s'arrête systématiquement à un mètre quatre-vingt-cinq, la taille du président américain…

Marenches a-t-il vraiment continué à grappiller des centimètres à l'âge adulte ou, comme tous les personnages charismatiques, a-t-il paru plus grand qu'il ne l'était vraiment ? N'ayant pas de temps à perdre avec semblables considérations, les médecins militaires d'avril 1940 tranchent : « croissance non terminée avec asthénie », et préconisent de le « faire reposer pendant trois mois »[13]. C'est donc d'un établissement de repos au plus opposé du front, à Saint-Jean-de-Luz, que le maréchal des logis suit la campagne de France. C'est aussi de là qu'il voit, au fil des semaines, débouler les cohortes de Français poussés sur les routes par l'exode. Certains cherchent à gagner l'Espagne, mais d'autres, quelques centaines tout au plus, écument la ville avec en tête un autre but. La plupart ont l'âge de Marenches ou

sont à peine plus vieux. Comme lui, ils étaient étudiants, parfois admissibles aux grandes écoles et donc promis à des carrières d'autant plus attirantes que leurs familles n'étaient pas toutes fortunées. Pourtant, ils ne pensent qu'à continuer le combat. Ils sont loin d'avoir tous entendu l'appel du 18 Juin, mais les Anglais, ils en sont sûrs, leur donneront l'épée nécessaire pour sauver l'honneur de la France et le leur.

Des « gaullistes » autoproclamés, Marenches en croisera toute sa vie. Mais les vrais, il les côtoie en juin 1940 dans les rues de la cité basque et l'histoire retiendra qu'il ne les suit pas quand ils prennent quasiment d'abordage des navires polonais venus évacuer les dernières troupes alliées.

7
Pommes de terre, betteraves et Résistance

Deuxième volet du parcours d'Alexandre de Marenches pendant la guerre, la Résistance. L'armistice signé le 22 juin 1940, le jeune homme retourne en zone occupée pour, dit-il, « reprendre en main le domaine [des Rotoirs] où il n'y avait plus aucun responsable[1] ». La vérité est aussi qu'il fait confiance au maréchal Pétain pour servir de bouclier en accord avec un de Gaulle continuant la lutte.

Il n'y a aucune honte à s'être ainsi trompé, comme l'immense majorité du peuple français. Pas plus qu'il n'y en a eu à ne pas participer à la campagne de France en raison d'une santé défaillante. Ce qui est plus intrigant, c'est que Marenches a réécrit toute l'histoire de cette période avec la même encre. Reprenons la citation de la Légion d'honneur. Sa description des années 1940 à 1942 ne laisse aucun doute : « de façon totale », il a fait partie de la Résistance.

Les premiers « résistants » se limitaient à peindre des « V » sur les murs ; les derniers ont lancé d'authentiques opérations militaires contre des régiments allemands. Où se situe Marenches ? Le 23 juillet, il se présente à la préfecture de l'Eure pour des formalités administratives. Sans doute a-t-il pris le temps, à Paris, de saluer sa mère qui, le 9 octobre, embarquera à bord d'un *liner* au Portugal pour

se réfugier aux États-Unis. Alexandre se trouve alors seul pour gérer les Rotoirs et leurs 120 têtes de bétail, lui qui ne s'en est jamais vraiment occupé. Et puis Pierre Grosjean, régisseur depuis 1932, est bien revenu après une très belle guerre, mais il s'est fait embaucher par une société voisine. Alexandre sait qu'il ne pourra compter qu'à l'occasion sur un coup de main de son demi-frère, qui est très pris par ses activités d'avocat au barreau de New York.

Les agendas du jeune homme sont là pour montrer qu'il s'est dépensé sans compter pour la propriété, notant scrupuleusement les productions agricoles, le prix des bêtes, etc. Dans la région, la famille acquiert la réputation de composer avec l'Occupant pour préserver ses biens. Ce sont en général les mêmes mauvaises langues qui s'adonnent au marché noir, la richesse agricole de la Normandie leur épargnant les restrictions. Peut-être Alexandre a-t-il tenté de négocier pour éviter la saisie de ses chevaux, mais cela ne ferait certainement pas de lui un collabo. *A contrario*, planquer des armes sous les pommes de terre dans le pigeonnier est-il suffisant pour se revendiquer résistant ? Le projet initial, affirmera Marenches, aurait été d'armer la trentaine de tirailleurs marocains provisoirement parqués par les Allemands aux Rotoirs : une fois leurs gardes éventuellement éliminés, où s'en seraient-ils allés ? Des armes, il y en a toujours eu au château, souvenirs de la Grande Guerre ou fusils de chasse. Marenches a craint que les *Feldgendarme* les découvrent lors d'une fouille surprise, soit. Mais il en fait trop dans ses Souvenirs en parlant d'une dénonciation anonyme – alors qu'il semble que les Allemands aient agi par intuition – et d'une menace d'exécution. « C'est embêtant, ce n'est pas drôle, décrira-t-il. Surtout à vingt ans. Le grand problème dans ces moments-là est de ne pas changer de couleur, d'éviter de trembler, et d'une façon générale, de ne montrer aucune émotion[2]. »

Marenches tombe également dans l'excès quand, pour faire remonter sa résistance aux premières heures de l'Occupation, il évoque les appels du général de Gaulle qui ne semblaient pourtant guère l'avoir atteint à Saint-Jean-de-Luz. Ou quand, dans un livre américain publié à la fin de sa vie (mais jamais traduit en France), il voue aux gémonies le « gouvernement marionnette » de Pétain, coupable d'avoir « si hâtivement et lâchement »[3] signé l'armistice. Peut-être l'outrance cherche-t-elle à cacher une réalité moins glorieuse ?

Une résistance qui résiste mal…

Pourquoi Marenches ne se contente-t-il pas d'une de ses formules savoureuses : « Des gens sont entrés chez nous sans y avoir été conviés, ce qui n'est pas convenable[4] » ? Outre l'affaire du « stock » d'armes des Rotoirs, il ne pourra jamais illustrer la résistance mentionnée par la citation de la Légion d'honneur que par deux autres épisodes. Leur point commun est un personnage dont il ne donnera que l'initiale dans ses Souvenirs : « Georges D. » Un homme à l'extrême opposé de lui, dont seule une guerre peut lui faire croiser la route. Que peut faire en temps normal en effet un fils de grand maître du Grand Orient de France, petit-fils et arrière-petit-fils de rabbins, avec un pur produit de la droite des années 1930 ? Georges Debierre, de son vrai nom Tenoudji, de quatre ans plus âgé, œuvrait à Saint-Jean-de-Luz pour le compte d'organisations humanitaires américaines quand Marenches y passait sa convalescence et que la sœur de Margaret, Ethel Downe, présidente de la Croix-Rouge américaine, les mit en relation. Avant de repartir au pays, la tante

d'Amérique leur aurait remis une « somme conséquente » – *dixit* Marenches – pour « agir au mieux des intérêts du monde libre »[5] et continuer en particulier ce que Debierre avait commencé au Pays basque : aider prisonniers de guerre, évadés et autres fugitifs à quitter la France. Ce sera un peu une marque de fabrique pour les Marenches durant la guerre puisque, depuis son domicile parisien du 14, rue Raffet, la seule sœur de son père, Léonie de Ganay, sera également à la manœuvre d'un réseau d'évasion vers l'Espagne.

Arrivés ensemble aux Rotoirs, Marenches et Debierre entreprennent, « dès ce moment[6] », de monter une filière vers les Pyrénées avec pour complices Pierre Lecène, secrétaire général de la préfecture de l'Eure, Jean-Marie Vuitton, chef du secrétariat particulier du ministre du Ravitaillement, et Joseph Schilling, sous-directeur dans le même ministère. À eux d'apposer les tampons officiels sur les faux ordres de mission rédigés par Debierre avec son titre de « délégué de la League of the Red Cross Societies ». Marenches, pour sa part, accepte que les Rotoirs soient donnés comme domiciliation officielle et fournit argent, vêtements et tickets de rationnement. Ensemble, ils forment le « groupe Administrations » d'un mouvement de résistance baptisé Anti-Axe[*1].

Seconde démonstration de résistance : Marenches affirmera avoir procédé avec Debierre à des relevés de mouvements de troupes et d'installations allemandes dans l'Eure, particulièrement les stations radar, cerbères de la vallée de la Seine. Avec une délectation évidente, mais sans s'encombrer de dates, il racontera qu'il a plusieurs fois franchi la ligne de démarcation, clandestinement, pour en remettre les plans aux services américains ayant suivi le mouvement à Vichy, après les avoir placés dans son dos, dernière partie du corps, expliquera-t-il, à être fouillée…

Les collaborateurs du SDECE commencent à comprendre qu'ils vont devoir entendre ce genre d'anecdotes à satiété. Toujours les mêmes. Quasiment à la virgule près. Elles figurent aussi dans le livre d'entretiens avec Christine Ockrent ainsi que dans son succédané américain. En coulisse, la plupart se moqueront de ce penchant à « radoter », mais aucun ne s'autorisera à mettre ses propos en doute. Pourtant, un premier élément, mineur mais troublant, est l'absence, dans les archives prolifiques du DG, de toute lettre de remerciement. Or Debierre avancera plus tard que la filière « a sauvé de nombreux officiers et résistants dont les noms peuvent être fournis[7] ». À tout le moins, certains parmi eux auraient pu se sentir redevables du propriétaire des Rotoirs et lui témoigner leur gratitude. Rien non plus chez les historiens de la résistance de l'Eure pour qui le « groupe Administrations » aura poussé la discrétion jusqu'à l'extrême précaution de n'être nulle part recensé…

Mais il y a pire, et l'état-major du SDECE ne peut pas compter cette fois sur Marenches pour le lui révéler : la commission d'homologation instituée par le ministère de la Guerre en 1950 puis le Conseil d'État en 1962 n'ont jamais reconnu l'appartenance de ce groupe à la Résistance… En pointe sur le dossier, le chef d'Anti-Axe, Roger Foucher-Creteau, n'a jamais réussi à réunir les preuves suffisantes. Mais Lecène et Vuitton n'ont-ils pas été déportés pour leurs activités interdites ? Debierre n'a-t-il pas été médaillé de la Résistance en 1946 et Marenches décoré de la Croix du combattant volontaire de la Résistance ?

La confusion de l'immédiat après-guerre a été propice à nombre de petits arrangements avec le passé. Certains faits d'armes ont été inventés, d'autres antidatés. Les enquêteurs ont fait la part des choses. Par exemple, l'appartenance à la Résistance de Foucher-Creteau – médaillé militaire, au frère, Jean, condamné à dix-huit

mois de forteresse, au père mort en déportation et à la mère internée – est indiscutable. C'est plutôt l'histoire du mouvement qui est sujette à caution. Le Conseil d'État a reconnu des actes de propagande, comme la diffusion de tracts « Victorieusement nous écraserons l'Allemagne » ou du journal *Anti-Axe debout*, mais seulement à partir de la fin de l'année 1942, époque où Marenches aura fui la France. Pour ce qui est de la confection de faux papiers, note le rapporteur, « certains membres d'autres réseaux attestent l'existence de cette activité, mais ils sont très peu nombreux. Il semble d'autre part que cette action ait été menée dans une large mesure sous l'égide d'autres mouvements : le réseau Passant à Paris, Libération-Sud à Nice[8] ». La sentence est plus sévère encore concernant l'aide aux évadés : « Elle n'a pas été signalée dans un historique du mouvement rédigé […] en 1948. Si elle a été évoquée ultérieurement, elle n'est nullement établie[9]. » En 1945, Félix Lafore, placé aux premières loges puisqu'il était chef de service au ministère de l'Agriculture, avança bien que Vuitton avait organisé avec Lecène, Debierre « qui était son collaborateur direct » et une secrétaire, Mlle Chatard, un « service destiné à faciliter certaines activités de la Résistance[10] », mais, une fois de plus, à partir de septembre 1942.

Anti-Axe se voit même reprocher par le Conseil d'État « que plusieurs [de ses] membres étaient soit des trafiquants, soit des collaborateurs notoires, soit même des agents de la Gestapo[11] ». Marenches n'est pas rancunier puisque ces dernières accusations sont essentiellement tirées d'une note du SDECE écrite dans l'immédiat après-guerre[12]. Il peut aussi soutenir qu'il n'est pas concerné puisqu'elles visent les années 1943 et 1944 où il n'était plus en France. Enfin, ce n'est pas à la pointe de la lutte antisoviétique qu'il se privera de souligner que le rapporteur du Conseil d'État, Guy

Braibant, avait été salué par *L'Humanité* elle-même comme le « premier communiste affiché au Palais Royal ».

L'homologation d'Anti-Axe ayant été définitivement rejetée, les membres du mouvement ont été invités à présenter leur dossier séparément. Mais ils le feront hors délai, faisant reporter la reconnaissance de leurs activités dans la Résistance sur d'autres organismes. Ainsi Georges Debierre a-t-il bien reçu en 1946 la médaille de la Résistance, toutefois il faut noter que, rien que pour cette année-là, la commission a eu vingt mille cas à traiter. Par ailleurs, son dossier détaille des activités exercées après le départ de Marenches et qui lui ont valu en 1943 deux arrestations incontestables, l'une par la Gestapo, l'autre par la police française. Il contient enfin une attestation de Marenches qui, au moment où il l'a rédigée, en 1946, n'avait pas du tout la même position qu'en 1940 : il était devenu inséparable du plus haut personnage des armées françaises, le général Juin. Ce genre de caution, renforcée par celle de François Mitterrand, ancien chef de l'important Mouvement national des prisonniers de guerre et des déportés (MNPGD), vaut quitus. La boucle est bouclée : Marenches a certifié les activités dans la Résistance de Debierre qui a certifié celles de Marenches…

En fait, comme beaucoup de ses concitoyens, le DG du SDECE a joué sur un effet de contamination qui sera dénoncé par la commission d'homologation du ministère des Armées : le mouvement Anti-Axe, soulignera le ministre Pierre Guillaumat en 1959, « ne paraît pas avoir d'action à son actif, mais semble, en réalité, étayé par l'activité de certaines personnes dont les services ont été ou peuvent être reconnus au titre d'autres réseaux[13] ». Parce que ses relations ont pris une part indéniable à la lutte contre l'Occupant – mais essentiellement après son départ –, Marenches s'autorise à se présenter lui aussi comme un membre actif de la Résistance. Sa

chance est que sa nomination au SDECE interviendra vingt-cinq ans plus tard et qu'entre-temps, il aura su profiter de toutes les occasions pour se voir reconnu à son tour. La Croix du combattant volontaire de la Résistance qui lui est attribuée, conformément aux statuts, en raison de son évasion par l'Espagne en est le meilleur exemple. De même, son dossier personnel a finalement été homologué par l'intransigeant « Bureau Résistance » qui en a beaucoup recalé, mais il ne l'a pas été pour ses services d'« agent du groupe Administrations », matricule 4GA (pseudonyme – assez superflu – « Alex ») ni parce qu'il aurait été arrêté deux fois par la « Gestapo », mais au titre d'« interné résistant », numéro de carte 12.01.28980[14]. Ainsi ne recevra-t-il jamais la médaille de la Résistance.

Il ne s'agit pas, toutefois, de jeter le résistant avec l'eau du bain des accommodements. Sans doute Marenches a-t-il usé, de 1940 à 1942, de ses relations pour aider tel ou tel ami. Qu'en est-il de ses franchissements clandestins de la ligne de démarcation ? Le 6 février 1941, il note dans son agenda, après une étape à Nérondes, près de Bourges : « Nuit à Sancoins, 30 kilomètres à pied et vélo[15]. » Sancoins est au sud de Nérondes : la ligne de démarcation passe au milieu, au niveau de Groisy. Oui, Marenches est bien passé en « zone nono », sans doute – c'est en tout cas ce qu'il racontera – grâce à de faux laissez-passer. Mais sa motivation est difficile à déterminer. Une certitude : il profite du voyage pour se faire démobiliser, le 8 février, à Clermont-Ferrand, avec un solde de tout compte de deux cents francs. Le reste n'est que conjectures. Jusqu'à son retour à Paris le 18, le jeune homme se promène entre l'Auvergne, Toulouse et Vichy où il passe trois jours. Son agenda ne mentionne de rencontres avec des Américains qu'à Lyon, en particulier avec le vice-consul George Whittinghill. Il ne parle ni de l'ambassadeur à Vichy, l'amiral Leahy ; ni de l'ami de la famille, le chargé d'affaires Robert Murphy, qu'il se

targuera pourtant dans ses divers Souvenirs d'avoir vus pour leur céder son précieux lot d'informations collées sur le dos…

Si rien ne permet de le remettre en cause, il est certain en revanche que ce voyage est le seul qui lui aurait donné l'occasion de livrer des renseignements en 1941 car ses agendas n'en signalent aucun autre pour cette année-là. S'est-il malgré tout rendu d'autres fois en zone sud, comme il le laisse entendre dans ses Souvenirs ? Peut-être un changement de mode opératoire peut éclairer cette énigme. Son demi-frère François est très lié avec le fils du général de Chambrun, René, qui a épousé la fille de Pierre Laval. A-t-il bénéficié de laissez-passer grâce à eux ? Si c'est le cas, les voyages n'ont pu avoir lieu qu'après avril 1942, date du rappel au gouvernement de Pierre Laval que le Maréchal avait écarté en décembre 1940.

À chaque âge, ses préoccupations

Si la Résistance ne l'occupe pas à plein temps, que fait Marenches ? Une lettre de François Monahan à Margaret, réfugiée à New York, lève un coin du voile. Le 16 janvier 1942, il y parle d'un Alexandre « très débrouillard », d'un domaine des Rotoirs bien tenu en dépit des vols de bois commis par les villageois, des complicités qui lui permettent de bénéficier de permis de circuler et d'essence. Monahan, qui tient les finances familiales, apporte son aide en réglant les dépenses et les impôts des Rotoirs, ainsi qu'en versant à Alexandre son argent de poche. Des sommes très coquettes : deux cent trente mille francs au total en 1941. Avec l'œil de l'aîné, il ajoute que sa santé est « maintenant parfaite », et il prend soin, comme s'il avait affaire à un enfant, de relever qu'il mesure à présent un mètre quatre-vingt-huit – trois centimètres de plus à cet âge, c'est une

performance ! – et pèse quatre-vingt-quinze kilos : « C'est fantastique ce qu'il peut engloutir. Quand je vais là, je peux à peine manger la moitié du repas préparé par ses soins[16] ! » La convalescence à Saint-Jean-de-Luz aura produit son effet.

Marenches veille à tout aux Rotoirs : production d'avoine, d'orge, de betteraves, de pommes de terre, traite des vaches, fabrication du beurre, de confitures, achat de fourrage, entretien des clôtures, problèmes de personnel, fourniture de carburant, de bois, etc. Tout est minutieusement répertorié dans les agendas Hermès avec – rationnement oblige – des lots de victuailles mis de côté pour les amis de Normandie et Paris où il lui arrive de revenir le coffre plein. L'hôpital américain à Neuilly bénéficie de ces largesses. L'une des listes comporte la mention « 1 poulet Kommandantur » ; il semble qu'Alexandre ait voulu s'attirer les bonnes grâces de l'Occupant alors que s'annonçait une réquisition de têtes de bétail. Il ravitaille aussi les prisonniers de guerre français qui sont régulièrement amenés aux Rotoirs avant d'être envoyés en Allemagne.

Néanmoins, les misères de la guerre ne sont pas en mesure de faire oublier au jeune homme qu'il a vingt et un ans, qu'il est beau, riche, et que Paris même occupé offre davantage d'occasions de rencontres que les Rotoirs. Les fréquentations féminines sont nombreuses et tout aussi soigneusement recensées – Geneviève, Simone, Millette, Solange, Paulette… –, mais l'une d'entre elles est plus suivie, Monique de Groote, à l'adresse très comme il faut : 33, avenue de Montaigne. La jeune femme a vingt-quatre ans, elle est belge et, sous le nom de Moniquella, elle a joué dans quelques films, dont *Untel père et fils*, réalisé en 1940 par Julien Duvivier, avec Raimu et Louis Jouvet. Un accident de voiture l'a obligée à réorienter sa jeune carrière vers la peinture.

Monique monopolise les rendez-vous à partir de janvier 1942, même si Marenches inaugure gaiement son nouveau carnet par un « Bonne année, Geneviève ! ». 1941 ne peut s'achever cependant sans un nouveau mystère : selon ses dires, Marenches aurait tenté de s'évader de France par les Pyrénées. Pourtant, lui qui est d'habitude si prolixe dans le récit de ses aventures n'y fera jamais allusion ultérieurement, sauf en parlant de « tentative qui avait mal tourné[17] ». Les seules mentions de ses carnets qui pourraient s'y rapporter concernent le change de 50 pesetas, mais cette opération a lieu en août 1941, et un prénom à consonance espagnole : « Carlos », le 19 décembre, à 10 heures 15. C'est plutôt maigre… A-t-il cherché à exploiter des relations nouées dans le Sud-Ouest lors de son séjour en zone sud ? Dans quel but ? Les candidats à l'évasion étaient rares à ce moment-là. La plupart de ceux qui la tentaient avaient été abattus avec leur avion ou abandonnés à Dunkerque par les Anglais, ou bien alors ils étaient traqués pour leur action dans la Résistance ou pour leur judéïté. Il est surprenant d'autre part que François Monahan n'en parle pas dans sa lettre à Margaret du 16 janvier 1942. Enfin, si voyage vers le sud il y a eu, il a dû être très bref puisque l'agenda révèle que le jeune homme avait des obligations en zone occupée les 25 et 30 décembre…

Les Rotoirs obligent Marenches à rester tout le mois de janvier 1942 en Normandie pour les visites du vétérinaire, la pesée des carottes, de la luzerne, des rutabagas, etc. En février, il doit affronter une nouvelle réquisition, de chevaux cette fois. Et il y a les stocks de pneus et de carburant à renouveler, les questions de personnel à régler et toutes sortes de petites dépenses à honorer dont Monahan lui a demandé de dresser une liste précise comme pour s'assurer de la bonne gestion d'un cadet peu doué pour le calcul.

Alexandre n'oublie pas de passer du temps à Paris où il retrouve Monique régulièrement. Le 20 juin 1942, il est même admis au Jockey Club, cercle très select dont le premier historien a résumé les critères : « un beau nom, une existence brillante, le goût des chevaux et de la dépense[18] ». L'onction de ses deux parrains, Louis de Vieil-Castel et Édouard de La Haye-Jousselin, a été décisive pour réussir là où beaucoup échouent. C'est au fond le premier examen qu'il ait passé haut la main ! En ce printemps, il semble avoir des fourmis dans les jambes. De toute évidence, il pense à gagner l'Algérie. Son demi-frère lui verse un crédit de 20 000 francs sur un compte bancaire à Oran. Et à partir de début avril, lui-même effectue semble-t-il plusieurs allers-retours en train à Vichy et à Marseille. Envisage-t-il de monter une affaire ou de reprendre la lutte contre l'Allemagne ? En tout cas, personne, dans l'entourage du jeune homme, n'a alors la moindre idée du débarquement en Afrique du Nord qui aura lieu à la fin de l'année.

---

*1. Ou Ligues françaises anti-Axe.

8

Noël en octobre

Récapitulons. Alexandre de Marenches n'a pas combattu en 1940. Et s'il a résisté, il l'a fait d'une manière si discrète que nulle preuve n'en subsiste. Qu'en a-t-il été de la troisième étape du parcours vanté par la citation de la Légion d'honneur, l'évasion ? « Quand j'ai eu vingt et un ans, racontera-t-il, j'ai décidé de quitter la France et de reprendre ma carrière militaire[1]. » *Débuter* aurait été plus précis que *reprendre*. En tout cas, il ira ici jusqu'au bout.

À coup sûr, le passage à la majorité légale n'est pas la seule raison d'une telle décision. Le choix de l'armée régulière, plutôt que de la Résistance intérieure, est logique : fils de saint-cyrien, voisin de table de tant de hauts gradés dans ses jeunes années, il a une vision classique du combat, presque chevaleresque. Il ne peut être exclu que Marenches ait également anticipé la création du Service du travail obligatoire (STO) en février 1943, car certaines mesures coercitives de Vichy, comme la conscription obligatoire pour les hommes de dix-huit à cinquante ans, semblaient préparer le terrain.

L'étape aussi fastidieuse que dangereuse de la recherche d'une filière d'évasion peut être brûlée : le « groupe Administrations » lui procure les papiers nécessaires pour passer en zone sud. Mais rien

n'étant jamais limpide chez lui, le doute plane sur le moment de son départ. Les services du gouverneur militaire de Paris ont été les premiers à le remarquer en 1968. En compulsant son dossier, ils ont relevé qu'il avait indiqué deux dates pour le franchissement des Pyrénées : la citation de la Légion d'honneur, rédigée en 1946, mentionne décembre 1942 (plus précisément le 28), alors que, quinze ans plus tard, l'intéressé indique octobre. Pourquoi ce changement ? Sa date d'arrivée à Alger (30 janvier 1943) étant certaine, Marenches a peut-être voulu rallonger la durée de sa présence en Espagne afin de « gonfler » ses états de service dans la Résistance, en particulier pour pouvoir prétendre au statut d'interné-résistant qui nécessitait de justifier de plusieurs semaines d'emprisonnement. Autre hypothèse : dans la France gaulliste des années 1960, il s'est souvenu que les Alliés n'avaient débarqué en Afrique du Nord que le 8 novembre 1942. Pour que son image de résistant n'en souffre pas, il a jugé préférable de passer pour un homme à l'esprit combatif qui n'a eu nul besoin de l'appel d'air provoqué par le débarquement et qui ne s'est pas précipité dans les bras des sauveurs américains en obéissant à sa mère – c'est un bruit qui a couru aux Rotoirs. Mais l'inverse est aussi imaginable : en 1945, Marenches mentionne la date du 28 décembre 1942 car il ne veut pas, dans une France bercée par le romantisme de la Résistance, apparaître comme un suppôt du maréchalisme, désireux de gagner, en octobre, l'Afrique du Nord encore contrôlée par Vichy…

Interrogé sur les raisons de ce pas de deux, il avancera en 1969 qu'il a voulu « faire apparaître la courte durée de [son] séjour en Espagne et [son] habilité à rejoindre l'armée[2] ». Pourtant, d'autres que lui, et des plus fameux, ont été prisonniers des geôles espagnoles beaucoup plus longuement sans que leur carrière dans l'armée de la Libération en pâtisse. Marenches embrouille tellement son histoire

qu’un document dans son dossier militaire finit par indiquer le 25 octobre pour le franchissement des Pyrénées et le 28 décembre pour le début de l’internement en Espagne. Était-il vraiment si agréable de s’offrir un mois de détente au pays du Caudillo ? Toujours est-il que l’institution militaire a finalement tranché en faveur du 25 décembre 1942, ce que Marenches a confirmé en 1962. Peut-être aura-t-elle estimé que partir le jour de Noël avait quelque chose d’inoubliable.

Mais l’affaire n’est pas close : en 1970, la Commission spéciale nationale de réforme des déportés et internés-résistants politiques préfère retenir la date du 25 octobre 1942… Fantaisie administrative ? En réalité, cette décision est le résultat de trois attestations obtenues par Marenches auprès des personnes qu’il a côtoyées à Madrid et qui convergent pour fixer son entrée en Espagne à « fin octobre ». Parmi elles, une notabilité, Mgr André Boyer-Mas qui, en tant que délégué général de la Croix-Rouge, a eu à s’occuper de milliers de cas. Certes, le prélat n’a été vraiment actif qu’à partir de janvier 1943, mais résidant en Espagne depuis la guerre civile, il a été le conseiller culturel du maréchal Pétain lorsqu’il était ambassadeur de France auprès de Franco et a donc pu croiser le fugitif plus tôt. Ce qui est plus intrigant, c’est la façon dont les trois attestations ont été recueillies : Marenches n’a pas réclamé à ses témoins de spécifier la date à laquelle ils pensaient qu’il avait franchi les Pyrénées, mais de confirmer que c’était bien en octobre 1942… D’ailleurs, l’un d’eux, qui avait déclaré qu’il lui était impossible de certifier un événement s’étant déroulé à la frontière puisqu’il se trouvait à Madrid, reçut un second courrier martelant la date et jouant sur la fibre nostalgique d’une première rencontre aux Rotoirs au temps de son défunt père… Quant à Boyer-Mas, Marenches lui a tout bonnement remis les lettres des deux autres pour lui rafraîchir la

mémoire tout en lui renouvelant avec chaleur son invitation pour une journée à Grasse : l'« Apollon en soutane » – comme l'a baptisé Cécile Sorel – est de ces hôtes qui ne se refusent pas… Et tant pis si l'ancien camérier du pape souligne malgré tout que c'est à la Croix-Rouge américaine que Marenches est censé s'être adressé[*1] et que ses services ne disposaient pas de la « preuve documentaire de ceux qui, dans ces trois années [entre 1940 et 1942], rejoignirent les Forces françaises libres[3] »…

Une mémoire enneigée

Un départ de Paris en décembre 1942 avait au moins un avantage : la ligne de démarcation avait disparu après l'invasion de la zone sud dans la foulée du débarquement allié. Qui Marenches a-t-il contacté pour approcher les passeurs qui lui ont ouvert les portes de l'Espagne ? Il n'en a jamais rien dit. Certes, le comparse du « groupe Administrations » Pierre Lecène a été muté dans une préfecture du Sud-Ouest, mais à Prades, dans les Pyrénées-Orientales, soit à l'exact opposé de la région où Alexandre dit s'être présenté avec une vingtaine de personnes dans la Haute-Soule, non loin du village frontalier de Sainte-Engrâce, dans les Pyrénées-Atlantiques.

Le passage en Espagne est probablement l'histoire que les collaborateurs du SDECE et les amis proches auront le plus entendue. Marenches la saupoudre sans cesse d'anecdotes qui lui donnent la saveur d'un roman d'aventures : le groupe qu'il abandonne « au pifomètre » et qui sera capturé et « envoyé au fond d'une mine de sel »[4]. Les kilomètres parcourus planqué dans le camion d'un boulanger. Les trois guides basques attendus quarante-huit heures

durant en dormant dans une auge et qui l'abandonnent à 1 500 mètres d'altitude dans la neige. La pente qu'il dévale toute la nuit. La rivière qu'il suit car, « en montagne, l'eau s'écoule des sommets vers les vallées, vers la civilisation et les hommes ». La Guardia Civil qui le met en joue, le conduit au commissariat d'Isaba et le rudoie. « La jolie Cubaine » qui plaide la cause du faux Américain auprès de son policier de mari. Le transfert, six jours plus tard, à la prison de Pampelune puis en résidence surveillée dans « un bouge » où il attend « plusieurs semaines » un sauf-conduit. Le train pour Madrid où il discute courtoisement avec un vieux monsieur dont il comprend qu'il est en fait l'ambassadeur du Reich, le baron von Stohrer. L'hôtel Florida qu'il choisit à Madrid avant de réaliser qu'il est le QG de la Gestapo. Et enfin Gibraltar et Alger.

Il serait téméraire d'essayer de tout vérifier soixante-dix ans plus tard. Quelques indices permettent néanmoins de valider un bon nombre de ces assertions. Par les visites qu'il y fait après la guerre, Marenches prouve que Sainte-Engrâce a joué un rôle dans sa vie, dût-il souffrir de prendre un verre dans l'auberge d'un de ces anciens passeurs enrichis sur le dos de ses « clients ». Des centaines de personnes ont été abandonnées en pleine montagne après avoir déboursé les milliers de francs exigés. La somme n'était pas très élevée pour Marenches qui s'était muni de liquide à Paris. Huit heures de marche ont pu tout à fait le conduire ensuite à Isaba en traversant les gorges de Kakuetta empruntées depuis des siècles par les contrebandiers, puis en suivant le rio Belagua qui coule près de la frontière.

C'est l'épisode suivant qui est plus problématique. N'ayant aucune difficulté, vu sa pratique de l'anglais, à se faire passer pour « Alexander Marenches », né à New York, étudiant de son état, le fugitif n'a pas eu à endurer les souffrances de ses compatriotes jetés

dans des camps de détention sordides dont la liberté fut finalement négociée contre des sacs de blé ou de phosphate. À Pampelune, lui, il a eu droit à une chambre de l'hôtel Yoldi qui n'avait rien d'un « bouge ». Le diplomate Guy de Girard de Charbonnières, l'un de ses camarades de détention à la mi-décembre, décrit un « grand gaillard au format d'armoire à glace, au visage bouffi de graisse où brillaient deux yeux au regard vif et surmonté de cheveux noirs et drus[5] » et dont le premier réflexe fut de lui proposer d'« aller bouffer » au restaurant de l'établissement où, tarifs élevés aidant, ils furent les seuls clients. Marenches dès lors eut tout loisir d'expliquer à Charbonnières que « sa mère était en mesure de mobiliser de hautes personnalités de Washington » et que « les autorités consulaires des États-Unis avaient déjà eu pour effet de le faire échapper à la prison »[6].

Également présent à Pampelune en décembre 1942, l'éminent proctologue Alfred Bensaude livrera certes un portrait moins enjoué : « M. de Marenches, écrira-t-il en 1970, après un séjour à la prison d'Isaba, présentait un état de fatigue intense et il semble indiscutable que son état du moment constituait un facteur aggravant pour ses lésions pulmonaires[7]. » En tout cas, Charbonnières le vit partir pour Madrid le 23 janvier 1943. La privation de liberté aura été brève quand la plupart de ses compatriotes restèrent internés six à sept mois. Dans la capitale ibérique, il retrouva des connaissances familiales, forcément américaines, puisque, légende oblige, il évita les services diplomatiques français : le colonel Frederick Dorsey Stephens, attaché militaire à l'ambassade des États-Unis, et le journaliste Ralph Forte, responsable d'Associated Press pour la Péninsule. Ce sont eux qui, avec Mgr Boyer-Mas, ont rédigé les attestations concernant sa date de passage en Espagne.

Durant ses deux journées madrilènes, Marenches aurait également été soigné dans un dispensaire par un étudiant en médecine, Jesus Florentino Diaz, qui dira se souvenir de lui car il a été son premier cas de « syndrome confusionnel post-traumatique[8] ». Même si ses conditions de vie en Espagne n'ont pas été extrêmement pénibles, il se peut parfaitement que le jeune homme ait souffert du contrecoup de son périple. Mais il aurait alors pris sur lui car personne d'autre parmi ceux qui l'ont croisé à ce moment-là ne fera état de cette faiblesse. À moins que celle-ci ne soit la raison pour laquelle son récit est truffé d'erreurs. En effet, Stephens n'était pas le responsable de l'OSS à Madrid, poste occupé par l'homme d'affaires Donald Steele ; von Stohrer n'était plus ambassadeur du Reich car il avait été remplacé par Hans Adolf von Moltke depuis le 11 janvier[*2]…

Les excès de Marenches lui portent préjudice : s'il se trompe sur tel détail, pourquoi ne mentirait-il pas sur tout le reste ? Pensait-il vraiment se réengager dans l'armée ? Fuyait-il d'autres soucis ? De même que l'engagement à la déclaration de guerre est gâché par des récits incertains sur la Résistance, l'emphase sur l'évasion par l'Espagne tend à faire oublier la bravoure qu'elle a nécessitée. Sans compter les milliers qui ont échoué, quatre cent cinquante personnes y ont trouvé la mort, abattues par les gardes-frontières ou dans un accident de montagne, et près de deux mille ont été déportées après avoir été remises aux Allemands. Le jeune Alexandre aurait parfaitement pu continuer à profiter du confort des Rotoirs, à enchaîner les amourettes, à vivre sa vie de privilégié sans autre préoccupation que la mort de son cheval Vainqueur ou les ébats d'une de ses employées avec les occupants de passage, qu'ils soient marocains ou allemands… Mais il est parti affronter les Pyrénées en

plein hiver avec la promesse de temps rudes de l’autre côté. Ce choix se suffit à lui-même.

---

*1. Puisqu’il s’est présenté en citoyen américain aux autorités espagnoles.

*2. Le voyage en compagnie de von Stohrer n’en reste pas moins probable. Toutefois, il est stupéfiant de relever qu’il en est un autre, lui, indiscutable, que Marenches a accompli avec Ernst Achenbach, diplomate de l’ambassade allemande à Paris, et Jean Luchaire, patron de presse collaborationniste. Mais c’était le 8 avril 1942, entre Paris et Châteldon (en zone libre). Celui-ci aurait-il inspiré celui-là… ?

9

Marenches est né en Italie

Rejoignant l'Algérie en avion grâce au colonel Stephens – ce qui lui évite le train pour le Portugal et des jours de mer comme ses compatriotes –, Marenches ouvre le volet le plus important de la guerre où il puise l'essentiel de sa notoriété. Après Marenches le combattant de la première heure, Marenches le résistant, place à Marenches le héros de la campagne d'Italie.

Sur la raison qui l'a poussé à gagner Alger plutôt que Londres, il n'y a pas lieu de beaucoup s'interroger. « Très simple, avancera-t-il : on ne se [battait] pas en Angleterre[1]. » L'argument est un classique chez les détracteurs du général de Gaulle qui aiment à faire passer la France libre pour un repaire de planqués. Les quelques anciens du BCRA encore au SDECE lors de sa nomination apprécieront… De même que tous ceux qui ont certes fait un détour par l'Angleterre, mais pour être ensuite versés dans les deux unités terrestres à croix de Lorraine qui, elles, n'ont jamais cessé le combat depuis l'armistice : la 1re division française libre (DFL), héroïne de Bir-Hakeim, et la 2e division blindée du général Leclerc. Non, Marenches n'est vraiment pas gaulliste en 1943, et c'est vers son arme d'origine qu'il s'oriente. Son nom lui ouvre toutes les portes. Simple maréchal des logis de

réserve de vingt et un ans, il est reçu par le grand patron de la cavalerie en Afrique du Nord, le général Hennet de Goutel, qui le dirige vers le 5e chasseurs. Las, Marenches racontera avoir été horrifié à son arrivée par la vétusté du matériel. Quitte à monter à cheval, il obtient sans difficulté sa mutation au 2e spahis algériens, vétéran de la guerre de Crimée, de l'Algérie et du Tonkin. L'unité a également été héroïque le 15 mai 1940 dans le combat de la Horgne, terminé à la baïonnette, où elle a perdu son chef de corps et cinq cents des siens. Un drapeau bardé de gloire, le burnous, les bottes cirées : voilà de quoi enthousiasmer le jeune Parisien !

Marenches a bien failli passer le restant de la guerre à faire la tournée des popotes. Car c'est toute l'armée d'Afrique qui est en lambeaux. Quand bien même ses cadres ont réalisé des prodiges pour dissimuler de l'armement aux inspections allemandes et italiennes, elle est incapable de fournir en abondance à ses hommes l'équipement que Roosevelt et Churchill ont été obligés de promettre à de Gaulle et Giraud quelques jours avant l'arrivée de Marenches, à la conférence d'Anfa au Maroc. De longs mois d'inaction en perspective. Mais le jeune aventurier sait comment s'occuper…

Un peu de repos tout d'abord. Cent kilos sur la balance du médecin du régiment, c'est un peu trop pour le mètre quatre-vingt-cinq toujours relevé… Une dysenterie amibienne, sans doute contractée en Espagne, contribue à sa manière à remédier au surpoids, sauf qu'elle le tourmentera jusqu'à la fin de ses jours. Une fois d'aplomb, Marenches profite de l'occasion pour passer le permis de conduire voiture et poids lourds, ce qui n'est pas inutile pour visiter cette Algérie qui l'émerveille : « Un mélange extraordinaire de panache à la française et de film de Hollywood, très beau, très coloré[2]. » Pour figurants, des soldats venus du monde entier aux uniformes bigarrés et les habitants d'origine européenne, « ceux que

nous appelons maintenant les pieds-noirs », qu'il observe en ethnologue : « Des gens exubérants, du Midi – une race en formation, un peu comme on peut voir une race californienne se constituer sous nos yeux »[3]. Le propos est moins amène pour les musulmans : « À la fin du siècle, nous aurons perdu l'Afrique du Nord pour avoir 1) permis l'exploit de l'arabe, 2) pour l'avoir éduqué et avoir fait de la démagogie[4]. »

La vedette principale de ce film néanmoins, c'est Alexandre de Marenches lui-même qui ne saurait rester inaperçu dans cette immense kermesse. Déjà fier de sa médaille des évadés, il exhiberait s'il le pouvait la lettre de félicitations que lui signe Giraud le 17 avril 1943, vantant ses « qualités de courage et d'énergie[5] » lors de son passage des Pyrénées. En mai et juin, il réserve beaucoup de son temps libre aux visites chez le maître-tailleur, le fourrier, le maître-sellier, pour disposer de tous les atours d'un spahi même si un capitaine le reprend pour la cravache qu'il porte avec ses pantalons longs au lieu du stick réglementaire. Quand il est de passage à Alger, il loge naturellement dans les plus beaux quartiers, au 37, chemin de Telemly, avec vue sur la baie. Un paradis : « Il y a des chevaux, de jolies filles, tout ce qu'il faut pour être heureux[6]. » Les jeunes femmes ne lui en voudront pas pour l'ordre des priorités…

Suzy, Monique, Josette viennent peupler son agenda qui, n'était la guerre, ne ressemble guère à celui d'un soldat. Les rendez-vous galants alternent avec les bains de mer, les sorties au cinéma pour voir *Fantasia* ou *Victory in the Desert* – « TB », note-t-il –, et les pots entre amis à la terrasse des hôtels d'Alger. Comme il a de l'argent et qu'il en prête généreusement, ceux-ci sont nombreux et variés. Il y a le copain de régiment, Jean-Louis Bilet – dont les initiales envahissent littéralement les agendas jusqu'à la fin des années 1940, ce qui dénote une profonde amitié. Il y a l'ancien camarade de l'École des

Roches, Henri Michon-Coster, sous-lieutenant. Il y a les découvertes, tel Jean-François Baubiet, *alias* Cau, résistant de métropole passé en Afrique du Nord et qui devient rapidement un intime. Et il y a les Américains, jamais en reste de beuveries, comme Bob Sommermeyer avec qui il fait la bringue et qui se déguise en moukère car ses compatriotes n'ont pas le droit de pénétrer dans la casbah.

Les Russes vont tout dévorer

L'oisiveté néanmoins finit par peser. Le 8 mai 1943, Tunis a été libérée, point d'orgue d'une campagne que le 2e spahis a suivie en spectateur. Les rumeurs enflent sur un prochain débarquement en Europe, mais rien ne vient. « RAS ou RSA », note avec lassitude Marenches en jouant sur les initiales de son unité. « Métier d'abruti ! » enrage-t-il après une nuit de garde où les punaises ont investi sa paillasse. La nostalgie le gagne : « Il doit faire bien beau aux Rotoirs en ce moment[7] ! » écrit-il le 26 mai. C'est à ce moment-là qu'il reçoit les premières nouvelles de sa mère, *via* des « V.Mail », ces courriers photographiés voyageant sur pellicules pour économiser la place sur les bateaux. Mme de Marenches loge à Washington, au 2100 Massachusetts Avenue, dans un établissement de luxe où descendent depuis sa création toutes les grandes familles américaines. Fidèle à l'infirmière qu'elle fut en 1917, elle contribue à l'effort de guerre en offrant des cadeaux aux équipages français faisant escale aux États-Unis.

De son lointain balcon, Margaret est probablement indifférente aux conflits politiques en Afrique du Nord. Son fils, lui, y assiste aux premières loges et elles ne sont pas de son goût : « La vraie foire d'empoigne ! Pendant ce temps, les connards font du travail en

France[8] ! » Même l’accord trouvé le 3 juin 1943 entre les généraux Giraud et de Gaulle pour une gouvernance bicéphale ne le rassure qu’en partie : « Je doute qu’ils ne s’entendent dans la réalité[9]. » Il a raison puisque la rupture est consommée quatre jours plus tard, mais les raisons qu’il invoque dénotent d’une certaine vision politique : « Il y a avant tout la question étoiles et la question juive qui les sépare[10] ! » Marenches n’est pas antisémite, et sa longue amitié pour Georges Debierre n’en est qu’une des preuves, mais il est imprégné des idées de Vichy très répandues au sein de l’armée d’Afrique, sur ces « ennemis de la France » qui auraient trouvé refuge à Londres en juin 1940. « Tous les salopards s’abritent derrière le général de Gaulle[11] », fulmine-t-il encore fin juin.

Le désœuvrement alimente également ses vitupérations. « Toujours rien à foutre ! » note-t-il rageusement le 5 juillet, soit cinq jours avant que les Alliés ne débarquent en Sicile sans faire appel aux Français. La progression de l’Armée rouge après sa victoire à Stalingrad exacerbe son anticommunisme viscéral : « Les Russes vont tout dévorer et la future guerre contre eux paraît inévitable. Quelle force, ces 200 000 000 fanatisés par le “Plan”[12] ! »

C’est dans cette curieuse ambiance de nouba et d’exaspération que le parcours de Marenches emprunte un chemin qui finira par le conduire jusqu’à la caserne des Tourelles. Comme à son habitude, il le recouvrira d’une couche de mystère en déclarant dans ses Souvenirs qu’« en raison de certaines compétences que d’aucuns [lui] attribuent[13] », il est affecté durant l’été 1943 au 2e bureau de l’état-major. Il sait parfaitement la force des mots qu’il emploie : 2e bureau est synonyme, même chez les non-connaisseurs, de service de renseignement. C’est vers cet organisme en effet que convergent toutes les informations utiles pour gagner la bataille en cours et, si possible, celle du lendemain. La direction du SDECE était donc un

aboutissement logique : Marenches avait été repéré dès 1943 pour ses prédispositions au métier ! Ce qu'il omet de dire, c'est vers quelle section du 2e bureau il est envoyé, et pourquoi. Après tout, les fêtes d'Alger ne semblent guère propices à l'étalage des aptitudes d'un officier du renseignement militaire – sauf à écouter les conversations de café où Marenches fait montre d'une remarquable aisance en anglais… Car la cause de sa mutation est là : le 21 juillet 1943, le général Hennet de Goutel le recommande comme interprète auprès d'une unité alliée. Après avoir passé l'examen haut la main, c'est la section de liaison que Marenches rejoint en août.

Une semaine de front

Dès lors, tout s'accélère. Il n'est que sergent ? À force de faire la tournée des bureaux, il obtient une dérogation pour passer directement aspirant. Un impétigo et une crise de paludisme plus tard, c'est le grand saut en Italie, l'affectation au corps expéditionnaire que la France a eu grand peine à aligner auprès des Ve armée américaine et VIIIe armée britannique, le coup de foudre pour le général Juin, les combats acharnés dans la gadoue, la blessure, la victoire, Rome, la gloire…

Le résumé, signé Marenches, tend à tout mettre sur le compte du hasard : apprenant sa présence au sein des troupes françaises, l'ami Robert Murphy, qui venait aux Rotoirs, s'en serait ouvert à Juin, lequel se serait exclamé : « Comment ! il y a ici un important personnage, l'ami du représentant de Roosevelt ? Qui est-ce[14] ? » L'aide de camp du général se serait alors mis en quête de Marenches – « je ne sais trop où », commentera celui-ci, en ajoutant : « On

m'épouille et l'on me donne une tenue propre[15]. » Peut-être n'est-ce que de l'humour, mais ce récit, et tout ce que Marenches dira plus tard de la campagne d'Italie, tendront à accréditer l'idée qu'il a partagé pendant de longues semaines le quotidien exceptionnellement rude des soldats français, avant et après avoir été reçu par Juin.

Revenons à la citation de la Légion d'honneur : « Affecté au corps expéditionnaire français, [il] a fait preuve, au cours de la campagne d'Italie, des plus belles qualités militaires, en particulier aux combats de la Ménarde, de la Costa San Pietro et d'Esperia où il fut blessé par éclat de mortier. » La prise, furieuse, de la côte de la Mainarde a eu lieu le 27 décembre 1943, celle de la Costa San Pietro, le 12 janvier 1944, enfin Esperia sera investie le 16 mai. Or, si Marenches met bien le pied en terre italienne le 23 novembre, ce n'est que pour porter un message à l'état-major du corps expéditionnaire qui vient de prendre position dans les Abruzzes, au nord de Naples. Le temps de s'indigner de ces Italiens « toujours aussi plats, obséquieux et rampants », d'acheter « bas de soie, chaussures et une dinde », et il est de retour à Alger le lendemain matin en survolant l'armada alliée et l'île de Capri. En décembre, pendant que les tirailleurs subissent des pertes épouvantables dans les montagnes, lui visite la Kabylie avec deux amis britanniques et y déguste « force omelettes ». Oisif, il ne cesse de mugir contre le gouvernement d'Alger qui a décidé de mettre un terme au mandat français en Syrie et au Liban – « continuation douteuse de la politique d'abandon[16] » – et se laisse gagner par la morosité le 25 décembre : « Il paraît que c'est Noël[17] ! » Mais il en reçoit la confirmation peu après : son vœu est exaucé, il est affecté début janvier au corps expéditionnaire d'Italie, plus précisément à la section de liaison de l'état-major.

Décollage le 10 janvier 1944, à midi, avec un colonel américain pour compagnon de vol. Court séjour à Naples où « la prostitution sévit, les souteneurs souvent très jeunes racolent dans la rue ». Et le 12, il est au QG du corps français, à Prata Sanita. Ce n'est que le lendemain soir que, alerté par Murphy ou d'autres, Juin le reçoit pour la première fois alors que le jeune officier avait tenté une dizaine de fois en juillet de le rencontrer, probablement pour rejoindre son état-major. « TB », couche-t-il dans son carnet. Cette première discussion vaut surtout par la naissance d'une relation forte entre les deux hommes. Marenches évoquera même « une sorte d'affection paternelle » : « C'était un seigneur. Il a un peu remplacé mon père. C'était un homme de courage et d'honneur. Il était gai et drôle. Il ne se prenait pas au sérieux. C'était un homme, quoi[18]... » La République, que ce noble d'Ancien Régime tolère, a au moins le mérite de le rapprocher d'un simple fils de gendarme pied-noir.

Toutefois, il n'est pas sûr que le général ait eu le même coup de foudre. Même s'il n'aura jamais de cour autour de lui comme son rival, de Lattre de Tassigny, surnommé le « roi Jean », Juin ne rechigne pas à être entouré de « noms » dont l'aura pourrait renforcer la sienne. Par ailleurs, il ne peut qu'apprécier la demande présentée par le jeune homme d'être envoyé en première ligne. Rien n'y oblige celui-ci, et vu l'horreur des batailles engagées depuis un mois, personne ne lui reprocherait sans doute de rester à l'état-major. Marenches réclame « quelque chose de vigoureux[19] » ? Il sera servi. Après le dîner où il a pour voisins de tablée l'aréopage du corps expéditionnaire et le général Theodore Roosevelt – fils du premier président de ce nom et futur héros du 6 juin –, il est orienté vers le 8e régiment de tirailleurs marocains dont le chef de corps, le colonel Molle, l'accueille le 16 janvier. « B », note-t-il après avoir été désigné pour le 3e bataillon. L'unité est de celles qui font la gloire des armées

françaises. Présente depuis un mois dans les Abruzzes, elle y a perdu des centaines des siens, mais elle a rempli tous ses objectifs. À l'arrivée de Marenches, le 2e bataillon a déjà enlevé la Costa San Pietro évoquée dans la citation de la Légion d'honneur. La mission du 3e est de préserver les acquis à la charnière des lignes qui courent toute la largeur de la botte italienne avec, à gauche, la Ve armée américaine et à droite, la VIIIe britannique.

Au moment où Marenches monte en première ligne, l'esprit n'est plus à l'offensive, mais la peur est toujours là. L'aspirant fait l'apprentissage du froid, des évacuations pour pieds gelés, des cadavres rigidifiés qui ont été abandonnés, les mains crispées implorant encore le ciel. « On vit, écrit-il le 21 janvier, comme des rats dans des abris creusés dans la terre, enroulés dans des couvertures. 2 caleçons laines, 3 paires de chaussettes, 2 pantalons, 2 vareuses et 1 manteau l'un sur l'autre. Rations C toute la journée[20]. » Le front, ce sont aussi les averses d'obus d'artillerie et les *Minenwerfer*, nuit et jour, et particulièrement au moment du ravitaillement assuré à dos d'homme et de mulet. La 9e compagnie, à laquelle Marenches est affecté, a perdu 113 des 173 hommes débarqués à Naples, le 3e bataillon, 638 sur 900…

En guise de première mission, le 23 janvier, Marenches participe pendant plus de dix heures à une patrouille au-delà des positions françaises. Des abris et des lignes téléphoniques ennemis sont détruits. Mais la grande aventure est pour le lendemain, un coup de main, ou plutôt un *uppercut*, dans les lignes adverses. « Départ à 3 heures du matin. 70 hommes. Les tirailleurs nous abandonnent. Arrivons à six en haut du piton sous un feu de mortiers, grenades, mitraillettes et mitrailleuses lourdes. Je m'accroche pour repérer l'emplacement des armes automatiques et redescends, suivi des

Chibani[*1]. Un blessé agonise porté à dos d'hommes. Tombons les uns sur les autres. 1 mort et 5 blessés[21]. »

Marenches vient de gagner ses premiers lauriers. Son comportement au feu lui vaut la croix de guerre avec étoile de bronze, le titre honorifique de tirailleur de première classe d'honneur de la 9e compagnie, et… un retour à l'état-major. Car le 27 janvier 1944, le front, les rations, c'est terminé pour lui. Dès le 2 février, il peut ainsi dîner une nouvelle fois chez Juin en compagnie d'un Teddy Roosevelt « très en forme ». Vis-à-vis du soldat de base, c'est évidemment un régime à part dont il ne sera pas le seul bénéficiaire. Un certain nombre de cadres de la Résistance ayant fui en Afrique du Nord en profiteront également, comme le futur général de Bénouville, volontaire pour porter les armes avant d'entamer une carrière politique à Alger.

Marenches n'aura pas à rougir de son apprentissage du feu, mais, comme toujours, il ne sera pas capable de s'en contenter, adoptant un ton tragique pour déclamer que, « lorsqu'on a fumé sur des cadavres, on n'a pas la même conception de l'existence[22] ». Ou alors, comme il le laissera entendre à la fin de sa vie dans *Point de vue*, qu'il a participé à des accrochages plus terribles encore, « perdant les trois quarts de nos effectifs sans reculer. Lorsqu'on survit, ce genre d'expérience est plutôt rigolo[23] ». Or cela n'a jamais été son cas. En 1940, de Gaulle avait clamé que la France avait perdu une bataille et non la guerre. En 1944, Marenches, lui, en participant à la guerre, a remporté toutes les batailles…

---

*1. Les tirailleurs les plus expérimentés.

10

Le retour du héros

En février 1944, la campagne d'Italie est loin d'être terminée, mais elle pâtit de la préparation du débarquement en Normandie qui engloutit la plupart des moyens. Et puis, les Abruzzes ont été hérissées par les Allemands de barrières fortifiées pour protéger Rome. Le cœur d'un empire, l'histoire à portée de pierres, les grandes familles italiennes, voilà de quoi attirer le jeune Marenches ! Mais la vie d'état-major lui procure déjà quelques petits plaisirs. Assisté d'une ordonnance, Iftar ben Mohammed, il découvre Pompei et fait le tour des unités dont certaines retiennent son attention, les formations médicales, avec des jeunes femmes très à son goût. C'est ainsi qu'il parvient à organiser des « sorties » avec la « délicieuse Micheline D. ». Mais les Italiennes aussi lui tapent finalement dans l'œil, elles qu'à Naples il trouvait rebutantes. « Que d'uniformes, de saluts, de sourires et de corsages abondants ! écrit-il en parlant de Sessa Aurunca où le QG se transporte fin mars. Quelle curieuse chose que la guerre[1]… »

Alors, autant s'y impliquer de manière originale. Après son séjour au front, Marenches est désigné pour cornaquer les correspondants de guerre anglo-saxons en visite dans le secteur français. Il

commence par une journaliste, la troisième épouse d'Ernest Hemingway, Martha Gellhorn, « blonde, 40 ans, intelligente, vétérante [*sic*] des guerres de Finlande et d'Espagne », qui consacrera un chapitre aux Français dans son ouvrage *The Face of War*. Puis c'est le Néo-Zélandais Robert Gilmore pour *Parade* et, en mars, Dana Adam Smiths pour le *New York Times*. Pas sûr que l'aspirant lui confie la blague qu'il affectionne : « Quelle différence entre une vache qui rumine et un Américain qui mange du chewing-gum ? C'est que dans les yeux de la vache, il y a une lueur d'intelligence[2] ! »

L'humour n'est pas un luxe au moment où la campagne s'enlise. Les généraux alliés ne savent pas comment percer la ligne de défense qui s'appuie sur le Monte Cassino. S'y ajoutent les querelles franco-françaises d'Alger qui, lorsqu'on côtoie les cimetières creusés à la hâte, sont révoltantes. Marenches se félicite que Juin sache tenir ses troupes, lui qui n'a rien de « gaulliste » non plus, mais qui, pour préserver l'union nationale, demande que l'on fasse confiance à son ancien condisciple de Saint-Cyr, de Gaulle, même lorsque Giraud perd ses dernières attributions en avril 1944 – « Putsch », commente pour sa part Marenches.

Le génie de Juin néanmoins est avant tout militaire. Et la percée qu'il exécute le 11 mai sur le fleuve Garigliano lui vaudra ponts et statues pour l'éternité. Passant par des chemins impossibles, les divisions frappées du coq triomphant aspirent toutes les armées alliées vers la capitale italienne. Marenches réserve sa première visite au 8e tirailleurs marocains, qui est à la pointe du dispositif français. « Très dur. Pas mal de casse[3] ! » note-t-il. Pendant plusieurs jours, l'euphorie le dispute au drame. Tandis que les goumiers progressent à pied dans la montagne, les blindés entament la remontée de la rivière Liri. Le 17 mai, Marenches accompagne deux journalistes, George Silk pour *Life* et Bela Zola pour *Parade*. Le village d'Esperia a été pris

la veille par la division Monsabert, mais les Allemands continuent à l'arroser au mortier. Deux éclats se fichent dans la cuisse droite du cavalier qui doit être évacué. Il y gagne une nouvelle citation ainsi que la *Bronze Star* américaine, le général Clark, patron de la Ve armée, saluant sa témérité à continuer à guider les photographes malgré sa blessure et permettant sans doute « les meilleurs clichés d'action de cette guerre[4] ».

Beaucoup plus tard, le personnel du SDECE aura droit à une des anecdotes favorites du directeur général : « Mon ordonnance marocaine ne m'a pas quitté jusqu'à l'hôpital militaire. Quand le chirurgien s'est approché pour m'opérer, je lui ai lancé : “Si vous m'amputez, il s'occupera de vous[5] !” » La blessure était-elle si grave ? En tout cas, même « assez bien soignée » sur le moment, comme il le note, elle lui rendra difficile la position assise et la marche prolongée, ce qui, avec les séquelles de la dysenterie, lui vaudra 85 % d'invalidité en 1970…

Le mois d'hospitalisation et de convalescence qui lui est imposé l'empêche d'entrer dans Rome en vainqueur, le 5 juin. Mais ce n'est que partie remise. Beau et riche, le voilà de surcroît blessé et médaillé : le bal des conquêtes peut recommencer ! Déjà à Naples, alité à s'en morfondre, il a apprécié « une jeune fille du pays, ravissante, [interprétant] au piano le *Rêve d'amour* de Liszt et *Per Elisa*[*1] de Beethoven : tout à fait merveilleux[6] ! ». Toutefois, c'est une Paulette, infirmière, qu'il a au bras en juillet quand il arpente l'hôtel Excelsior à Rome. Auparavant, préférant le Plazza, il a séduit une comtesse romaine dont le nom suivi de trois points d'exclamation dans l'agenda signifie que l'attirance a dû être partagée. Début juillet, il parle même d'une « séance terrible » avec celle qui fera un peu l'actrice dans les années 1950, séance suivie de l'envoi de fleurs et de nouveaux rendez-vous durant le mois. Mais il y a aussi des

Américaines et d'autres Italiennes qu'il voit entre deux séjours à l'état-major…

Ah, Paris…

Pour les Français, la campagne d'Italie s'arrête fin juillet, entre Sienne et Florence. Dommage pour Marenches qui, comme Juin, aurait bien prolongé le périple jusqu'au bout, pourquoi pas jusqu'aux racines piémontaises de sa famille. Mais tout comme son mentor, il doit bien accepter le transfert du corps expéditionnaire à la Ire armée du général de Lattre.

Marenches laissera entendre plus tard que, accompagnant Juin, nouveau chef d'état-major général, à Londres, il a fait partie de la « mer » qui s'est déversée sur les Champs-Élysées le 26 août 1944 pour fêter la libération de Paris. Sa haute silhouette n'apparaît pourtant sur aucun des clichés. Et pour cause : c'est seulement le 7 septembre qu'il décolle de Boufarik pour un mois en métropole. Ne se rendant quasiment jamais dans les bureaux du général installés à l'hôtel Intercontinental, il renoue ainsi, avec une facilité déconcertante, avec sa vie d'avant : *cocktail party* dans l'hôtel familial de la rue Weber, tournée des magasins pour se refaire une garde-robe et rendez-vous galants à profusion. Le 10 septembre, il invite à déjeuner Monique de Groote avec qui il a eu une relation suivie en 1942 ; la veille, c'était Colette ! Le 12, c'est Françoise, au Ritz. Au vu de l'agenda, il semble que Bernadette tienne la corde ; Alexandre l'emmène au théâtre et au cinéma. Mais les points d'exclamation qui sont décochés après chacune de leurs rencontres n'empêchent pas l'officier boulimique de voir ou revoir Marie-Monique, Lucienne, Janine, Éliette, Simone, Hélène, Dominique…

Même l'agression dont il est victime le 28 septembre ne parvient pas à le freiner. Un homme se présente en effet, un soir, à son hôtel particulier. Comme il porte l'uniforme de la police militaire américaine, le valet de chambre lui ouvre. Interloqué, Marenches, en tenue, quitte son dîner et le somme, en anglais et en français, de s'expliquer, mais en guise de réponse, l'individu arme son fusil… Il a à peine le temps de détourner le canon qu'un coup part juste à gauche de sa tête et se loge dans le mur de l'antichambre. La balle suivante restant bloquée dans le canon, s'ensuivent une bagarre et l'immobilisation de l'impudent qui, véhément, prétend appartenir à la division Leclerc. Marenches n'apprend sa véritable identité qu'après l'arrivée de la police : André Brunet, pâtissier de vingt-cinq ans, appartiendrait au groupe de FTP ayant élu domicile dans le lycée voisin Janson-de-Sailly. La proximité de la plupart de ces résistants avec le Parti communiste n'arrangeant rien, le jeune officier s'en voudra longtemps de ne pas lui avoir réglé son compte lui-même. Libéré au bout d'un an, Brunet tuera, le 15 novembre suivant, le gardien de la paix Joseph Geoffre après le braquage d'un cinéma et le paiera de la guillotine.

Le fait divers est le dernier coup d'éclat de Marenches pendant la guerre. Pourtant, même après la libération de Paris et de Marseille, les armées françaises sont loin de pouvoir déposer les armes. Tout l'est du pays est encore à libérer, les Allemands ne lâchant pas facilement leur dernier bout de France. Mais, de mai 1940 à l'Italie, Marenches a engrangé un lot suffisant d'histoires. En les triturant un peu, elles lui permettront de se ranger parmi ceux qui, retrouvant la France en 1944, se sont indignés de découvrir « 42 millions de résistants[7] ». Des dizaines de milliers de Français ont, comme lui, quelque peu réécrit leur guerre. La quête d'une petite gloire personnelle peut l'expliquer, mais elle n'est pas la seule raison pour sa

part. À vingt-trois ans, il est fier d'avoir enfin fait quelque chose de sa vie, lui le mauvais élève sans diplôme ni véritable projet professionnel. Son plus grand regret est sans doute que sa mère, toujours à Washington, n'en voie rien. Il voudrait tant se montrer avec ses médailles et sa première ficelle d'officier qu'il décroche grâce aux excellentes notes décernées en Italie. Cette soif d'exister suinte du récit qu'il fera de leurs retrouvailles des années plus tard : « Ce fut une expérience tout à fait émouvante de voir ma mère après toutes ces années. Elle était partie quand j'étais vraiment un jeune homme, même un garçon, et quand je la revis, j'étais un officier, avec toute une guerre derrière lui, et aide de camp du général Juin, futur maréchal de France[8]. »

Le portrait que Marenches dresse de lui-même rappelle celui de son père admiré, familier de Pershing et de Pétain. Et il n'est pas sans vouloir se démarquer, enfin, de son demi-frère, lequel doit affronter à la Libération des griefs moins glorieux de collusion avec l'Occupant. En cause, un aller-retour aux États-Unis en 1941, ainsi que des facilités accordées par Vichy pour ouvrir un cabinet d'avocat à Paris en 1943. La préfecture de police diligente une enquête : la suspicion provient probablement de son amitié avec René de Chambrun, le gendre de Laval. C'est pour s'occuper de ses affaires que François Monahan a traversé l'Atlantique, et c'est Chambrun qui lui a obtenu de Pétain la lettre nécessaire pour s'inscrire au barreau de Paris. Mais la collaboration n'a pas été un virus si contagieux qu'elle puisse contaminer par simple contact. Le dossier est classé sans suite, une autre rumeur attribuant d'ailleurs à Monahan des liens avec les services américains à Vichy.

Les lendemains de la guerre sont en revanche dramatiques pour un autre membre de la famille. Un jour, Marenches reçoit un sac de jute renfermant une mèche de cheveux bruns, un chapelet

confectionné avec de la corde et des boutons, un crucifix fait de fins écrous ronds accrochés par du fil à une croix de papier. Sa tante Léonie de Ganay a été déportée à Ravensbrück en raison de sa participation très active à une filière d'évasion et même la requête de Pétain, *via* Fernand de Brinon, ne l'a pas sauvée. Elle est morte d'épuisement et de maladie le 7 janvier 1945, à soixante ans, dans les bras de Joséphine Béroud, agent du réseau Brutus à Roanne et qui avait trouvé la force de la veiller « comme une fille[9] » en dépit des travaux harassants de terrassement auxquels elle était astreinte.

Officier de liaison personnel

Alexandre ne se défera jamais de la honte et de la colère que lui inspire la perte d'une tante dénoncée, arrêtée et livrée aux Allemands par des Français. Quand il cloue au pilori ces habitants des Rotoirs dont il découvre qu'ils auraient servi de « larbins à la Gestapo[10] », c'est à Léonie qu'il pense. Ses arrangements avec son propre passé l'arment au moins pour affronter la société d'après-guerre. Nombre d'anciens résistants, d'officiers de l'armée d'Afrique et de la France libre accaparent les postes dans l'administration et le secteur privé. Mieux vaut avoir du répondant pour les affronter. Les médailles, les histoires d'ancien combattant, ça impressionne toujours, y compris au SDECE. Chaque jour, le directeur général côtoiera à Mortier des anciens des SAS, des commandos indochinois et de la traque anti-FLN. Face à leurs exploits, que pèseraient ses soucis d'exploitant agricole aux Rotoirs ou d'officier d'état-major ? Il se garde de leur expliquer que, dans la citation accompagnant sa Légion d'honneur, la dernière phrase est à la fois la plus vraie et la plus importante :

« Affecté à l'état-major de la Défense nationale, [il] a rendu, grâce à sa connaissance parfaite de la langue et de la mentalité américaine, des services inappréciables au cours de nombreuses liaisons auprès du commandement suprême allié et en participant comme interprète à d'importantes conférences d'état-major. »

En réalité, ce n'est pas pour ce qu'il a accompli de 1940 à 1944 que Marenches s'est fait remarquer, mais pour ce qu'il était avant et pour ce qu'il en a fait après. Son nom l'avait fait déjà entrer dans l'état-major de Juin. Mais un état-major, c'est vaste : quelques centaines d'hommes aux grades les plus variés. Le général a certes apprécié sa compagnie lors de dîners enjoués, mais rares, et quand il s'est agi de gagner Paris libéré, ce n'est pas lui qu'il a emmené. Car Marenches n'a jamais été son aide de camp en Italie : un général d'armée ne peut se reposer sur un aspirant de réserve. Beaucoup d'anciens du corps expéditionnaire reprochent d'ailleurs à Marenches d'avoir usurpé son rôle auprès de leur demi-dieu. Ils ignorent probablement celui qu'il a joué réellement ensuite et qu'il relate avec franchise dans ses Souvenirs. À l'occasion d'une visite impromptue du général Marshall à Paris en septembre 1944, Juin cherche un interprète. Pour une fois, l'aspirant traîne dans les couloirs de l'Intercontinental et propose ses services : non seulement il est bilingue, mais le chef d'état-major américain est un ami de la famille ! Juin réalise tout de suite l'intérêt de disposer de ses services en permanence : il en fait non pas son aide de camp, mais son « officier de liaison personnel[11] ». C'est à ce titre que Marenches se trouve propulsé au cœur du réacteur interallié. Il est présent quand Juin échange avec l'Américain Eisenhower ou le Britannique Alanbrooke. Il est autorisé à pénétrer dans les lieux les plus fermés, notamment dans la *war room* installée à l'hôtel Trianon à Versailles dont les murs tapissés de cartes inspireront sans doute plus tard son

bureau au SDECE. Il est aussi avec Juin quand il parvient à dissuader Churchill d'abandonner Strasbourg. « Le lieutenant de Marenches, reconnaît la *Legion of Merit* que lui décerneront les Américains en 1947, fut le dépositaire de renseignements de la nature la plus secrète et ses services furent remarquables par la confiance absolue dont il était digne et par le rare jugement, le tact et l'intelligence avec lesquels il a accompli ses fonctions[12]. » Signé : Harry Truman, président des États-Unis.

C'est bien comme officier de liaison que Marenches se distingue vraiment pour la première fois. Ainsi qu'il l'a d'emblée spécifié à Juin, il n'est pas un professionnel qui traduit simultanément, par automatisme, mais un interprète obligé de prendre des notes et de s'exprimer après l'interlocuteur. Restituer fidèlement la pensée de personnalités éminentes dont les choix sont capitaux pour des millions de vies appelle une vive intelligence et de l'esprit de synthèse. Des qualités moins susceptibles de faire briller dans le beau monde, mais qu'il a la chance de posséder de naissance. Il les résumera vingt ans plus tard dans une étude destinée à Pierre Messmer, ministre des Armées : « Efficace, sympathique et psychologue », l'officier de liaison doit parler « parfaitement une ou plusieurs langues étrangères » et disposer d'une présentation et d'une éducation parfaites « car il est un ambassadeur, et de nombreux soldats, civils du lendemain, jugeront son pays d'après lui »[13]. Le portrait peut valoir aussi pour un officier de renseignement.

---

*1. La *Lettre à Élise*.

11

Ami des rois ou chef de gang ?

Dès les premiers mois de 1971, les cadres du SDECE se rendent compte que la conception que Marenches se fait du rôle de directeur général n'est pas très éloignée de celui d'un officier de liaison. Peu lui importe le fonctionnement quotidien : l'administration est là pour cela, même si l'une de ses toutes premières démarches est de demander l'amélioration du statut du personnel. La réponse de Debré l'a quelque peu refroidi : « Je n'ai garde d'oublier le problème, limité mais important [...]. En ce domaine, il faut se garder d'innover d'une manière excessive, et il est important d'avoir la base solide des règles générales touchant la fonction publique. Mais sur certains points : avancement, hors cadre, et sous réserve de conditions qui ne permettent pas d'abus, il est possible que des améliorations soient utiles[1]. »

Le SDECE est comme un sous-marin dont le directeur général doit se résoudre à admettre qu'il n'en connaîtra jamais tous les compartiments à cause de l'impératif du cloisonnement. Certains des prédécesseurs de Marenches ont laissé la barre à leurs seconds qui ont vite acquis un pouvoir de décision grâce à leur expérience, et ils s'en sont allés attendre le compte rendu des opérations dans leur

cabine. Lui, il monte à la tourelle et s'en va mener seul ses missions, qui lui permettent de récolter ses propres renseignements ; l'équipage se voit ensuite demander de les traiter. Certains en viennent même à se demander si le SDECE ne lui sert pas de couverture… Le DG recrute ses propres honorables correspondants, le plus souvent dans les élites de la société, et active ses multiples relations personnelles dans la fonction publique et les entreprises, en France comme aux États-Unis. C'est un service à lui seul, déterminé à conduire en personne une diplomatie parallèle avec un dédain assumé pour ces « pisse-froid et toquards[2] » d'ambassadeurs qu'il réclame pourtant avec insistance de pouvoir rencontrer avant leur prise de poste. Peut-être sont-ils récupérables, après tout…

« J'ai le souvenir, note un grand nom du Quai d'Orsay, d'un homme hautain et qui prétendait faire autre chose que son métier en inspirant la politique du gouvernement. En fait, il ne faisait pas un travail de service, mais de la politique étrangère[3]. » Les détails, les rapports d'influence au sein de chaque région du monde, tout cela ne l'intéresse pas. Il ne vibre que pour les grands équilibres, la guerre froide, les rapports Nord-Sud, la place de la France. Et ce genre d'équations, ce n'est pas uniquement dans la petite société des services de renseignement alliés qu'il entend les résoudre. C'est en en discutant directement avec les dieux de l'Olympe, les chefs d'État eux-mêmes. La France est en froid avec le Maroc depuis l'affaire Ben Barka ? Cela tombe bien, il a connu Hassan II adolescent. Les familles régnantes du Moyen-Orient font tourner les représentants des intérêts français en bourrique ? Son titre nobiliaire lui ouvre bien des portes. La Perse est l'alliée de la France depuis des siècles ? Dès les premiers mois, il enrichit le contact avec Homayoun Keykavoussi, chef de l'antenne parisienne des services iraniens. Et en novembre 1972, il

effectue avec Lilian un premier voyage de six jours qui lui permet de rencontrer le shah.

Si Marenches ne se voit évoluer que dans les hautes sphères à l'étranger, ce n'est pas pour retrouver la piétaille lorsqu'il rentre en France. Ainsi réserve-t-il ses analyses à Georges Pompidou dans le cadre d'une relation qui dépasse celle du président de la République avec un directeur général d'administration. Pour preuve, la formule dont il se sert dans ses lettres au chef de l'État : « En vous priant de noter les sentiments très respectueux et le dévouement absolu que je porte à votre Personne[4]. » Le DG court-circuite les conseillers du chef de l'État, en particulier son état-major particulier, et bénéficie du soutien d'une alliée de poids, Anne-Marie Dupuy. « Qui voulait avoir accès au président, se souvient Jean-René Bernard, alors au secrétariat général de l'Élysée, devait la convaincre d'abord, souvent au gré d'un verre organisé dans son bureau de manière rituelle, en fin d'après-midi, vers 18 heures[5]. » Cela dit, Marenches ne rencontre Pompidou que cinq fois en 1971 et treize fois pour l'ensemble du quinquennat. Mieux vaut avoir d'excellentes raisons de toute façon pour prendre du temps à un homme qui étudie beaucoup ses dossiers. « Pompidou était un homme de l'écrit, ajoute Jean-René Bernard, cela lui suffisait. Gare à celui qui le dérangeait pour rien, pour se mettre en valeur[6] ! »

Dès le printemps 1971, Marenches se penche ainsi sur l'Afrique qu'il estime menacée par les « surenchères de la part des empires communistes, russe et chinois[7] ». « La question se pose de savoir, écrit-il à Pompidou, si cette lutte d'influence vise à faire échec à l'“impérialisme” occidental ou si l'Afrique constitue l'un des champs clos des rivalités sino-soviétiques[8]. » Alors qu'en 1958, Moscou ne soutenait que quatre pays du continent et treize en 1967, ce sont désormais « trente-six États représentant les 9/10e du continent

africain [qui] entretiennent des relations avec l'URSS ». Même si le pic de l'influence soviétique date de 1965 avec le coup d'État de Zanzibar, les Chinois aussi s'étendent à coups de millions de dollars dans des pays qui ne sont pas forcément progressistes mais qui veulent s'éloigner de l'Occident. Au milieu des titans, ce ne sont pas des remèdes homéopathiques que Marenches propose – un peu de formation des services de sécurité ici, la livraison d'armes là-bas. Non, il ne suggère rien de moins, quatre mois seulement après sa nomination, qu'un « "plan Pompidou" assurant l'avenir, voire la survie de la France et de l'Europe au sein d'une communauté de prospérité et de défense aux dimensions de la stratégie de notre temps[9] ».

Marenches aimera expliquer qu'une fois qu'il avait exposé ses vues, « il n'était pas interdit au président de la République d'ajouter sa petite note personnelle, son sentiment[10] ». Belle magnanimité ! Quel que soit le sujet, l'essentiel demeure selon lui que « les services de renseignement [aient] pour mission de toujours dire la vérité au gouvernement qui a toujours du mal à l'entendre[11] ». À en croire la presse en 1971, le ministre de la Défense Michel Debré aurait toutefois fait savoir son mécontentement de ne pas être systématiquement informé des initiatives du directeur général. Ce vieux débat remonte à l'époque où de Gaulle a enlevé le SDECE au Premier ministre, même si le mode de fonctionnement n'en a pas été affecté. Un secret, c'est bien connu, ne se partage pas, et il ne faut pas compter sur le nouveau gardien des trésors de Mortier pour renverser la vapeur. Échaudé par l'attitude de Debré, il se serait exclamé : « S'il insiste, je démissionne[12] ! »

La feuille de route

La pression exercée par le ministre de la Défense est à peu près certaine. Marenches n'est pas arrivé au SDECE en marchant sur un tapis de roses, mais de ronces. Les autorités l'ont à l'œil, Debré braquant sa longue-vue sur la caserne des Tourelles. Dès les premiers jours, le ministre a pris l'habitude de faire porter au directeur général, sous pli cacheté, des instructions écrites ayant valeur de feuille de route – et tant pis si elles ne sont lisibles que quand Marenches les a fait taper à la machine par Mlle Le Saux car l'écriture de l'ancien Premier ministre est souvent indéchiffrable, même pour le patron des services de cryptologie français. Moins d'un mois après sa prise de fonction, il est ainsi demandé au directeur général de rédiger tous les quinze jours un point de situation pour le chef de l'État, le Premier ministre et le ministre de la Défense : les règles du jeu sont fixées et elles sont strictes. La lettre du 1er décembre 1970 le prie même de faire court car, « c'est à ce prix que vous vous hissez au niveau qui doit être le vôtre : celui de la réflexion gouvernementale[13] ».

Debré ne se limite pas à la forme, il trace les grandes lignes de l'action du SDECE. Hiérarchie des pays tout d'abord : « Il y a certains pays et certains domaines où l'organisme que vous dirigez doit avoir plus qu'une capacité d'information : une certaine capacité d'action. Pour ce qui concerne les pays, la liste en est claire : elle comprend nos voisins européens, les États d'Afrique du Nord, nos anciennes possessions et, au-delà, les pays de l'ancienne Union française ainsi que quelques points bien choisis (par exemple l'île Maurice, si importante pour tout ce qui concerne l'océan Indien – mais il y en a d'autres)[14]. » Au cas où Marenches et ses hommes oublieraient ce que cela implique, le ministre leur mâche le travail : « Il est utile de pénétrer à l'intérieur des milieux politiques, des milieux économiques, des milieux militaires, des milieux intellectuels, dans

des conditions qui permettent au gouvernement d'exercer une influence. »

Comme souvent, le point le plus important vient à la fin. Debré oriente le SDECE vers ce qu'au fond le gouvernement attend le plus d'un service dit secret : « Il faut établir une liste des milieux d'affaires internationales où votre service doit également doubler sa capacité d'information d'une certaine capacité d'action. Je cite à titre d'exemple les sociétés qui s'intéressent à l'énergie nucléaire, à l'informatique, au pétrole, etc. » Avec des mots choisis, Debré appelle en fait le service à intensifier le « renseignement économique », spécialité du service 7 ou Y – peu importe le nom qui lui est donné pour brouiller les pistes. Tout le monde connaît son existence, surtout depuis la parution du livre de l'un de ses anciens chefs, Marcel Leroy-Finville, mais personne n'ose en parler. Si l'espionnage est un métier de seigneurs, le crochetage de serrures d'hôtel et le bidouillage des attachés-cases renvoient plutôt aux méthodes de flics et de voyous sans foi ni loi puisque les proies sont le plus souvent alliées… Ni Debré ni Marenches ne s'aventureront à les évoquer, et pourtant – particulièrement en un temps où il n'y a pas de caméras dans les couloirs des palaces, pas de sirène réglée au plus sensible, pas de détecteur de mouvement –, le rendement du service 7 dans les années 1970 est probablement le plus élevé. C'est un pillage sans vergogne des documents imprudemment transportés par les personnalités étrangères en voyage en France et ailleurs. But : découvrir de quoi doper l'économie française ou la protéger. « Pour les États-Unis, notait Marenches, il s'agit […] de veiller à ce que certains de leurs représentants ou hommes d'affaires trop zélés et entreprenants ne se livrent à certaines manœuvres financières au détriment du pays et qui d'ailleurs font du tort aux EU en les faisant taxer de néocolonialisme économique[15]. »

C'est cela que le gouvernement attend principalement du directeur général. Par exemple, le 4 juin 1971, Debré lui fait partager son inquiétude sur les recherches menées par un grand pays voisin en matière d'armement nucléaire : « Je suis persuadé qu'[ils] cherchent à aller aussi loin que possible […]. Pour ce qui nous concerne, de bons et constants renseignements en ce domaine sont essentiels. Je demande au directeur général du SDECE d'y réfléchir et de mettre en place, autant que possible, le meilleur réseau possible[16]. » Le pouvoir politique veut du concret, de l'inattendu, ce qu'il ne peut obtenir ailleurs. Or Marenches n'a de passion que pour la géopolitique, les grands ensembles, le combat du monde libre contre le marxisme. Cela pourra-t-il durer longtemps ? Le service de renseignement extérieur est un outil à la disposition des politiques. Ceux qui l'oublient partent croupir dans les douves de la forteresse des Tourelles…

12

Sur une route du Midi, Anselme est mort

Alors qu'il n'épargne pas Valéry Giscard d'Estaing, Marenches n'a laissé aucune trace de la moindre critique à l'égard de Georges Pompidou. Sans doute la mystérieuse alchimie entre deux caractères qu'à peu près tout oppose, et la reconnaissance du directeur général pour celui qui lui a donné sa chance. Mais il y a aussi entre eux une passerelle invisible. En 1971, Marenches ignore que le chef de l'État n'a pu avoir d'enfant ; Claude Pompidou s'est gardée de l'avouer à leur fils adoptif, Alain. Cette maîtrise du secret par le couple présidentiel ne pouvait qu'attirer Marenches. Et elle donne un ton singulier à la lettre que lui adresse le président le 30 juin 1971 : « On me dit que l'état de votre fils est désespéré. Puisse un miracle se produire ! Mais quelle doit être votre peine, à Madame de Marenches et à vous-même, et quel malheur plus grave que de perdre son enfant unique ? Bien cher ami, je connais votre courage, vous en aurez besoin. Je ne crois pas à la vertu des condoléances, mais peut-être l'estime, l'amitié de ceux qui vous connaissent peuvent-elles vous aider dans votre chagrin. Transmettez, je vous prie, à Madame de Marenches, mes hommages attristés. À vous, mon cher ami, toute mon affectueuse sympathie[1]. »

Quatre jours plus tôt, Marenches a l'esprit léger quand s'achève l'heure et demie de route entre le boulevard Mortier et le camp de Cercottes en forêt d'Orléans. Avec ses baraquements de guingois et son unique barrière à l'entrée comme la douane devait en utiliser au XIXe siècle, l'endroit n'a guère les apparences du centre ultrasecret où se prépareraient les actions les plus audacieuses du pays. Mais le directeur général éprouve un plaisir qui ne se démentira jamais à retrouver le service Action. L'ancien militaire peut partager avec des connaisseurs ses souvenirs de guerre. Et tant pis si ce sont toujours les mêmes… Et puis, à Cercottes, règne une atmosphère perpétuelle de réunion de famille. Les gens se connaissent de longue date, se jaugent, se disputent, mais tous font des efforts pour s'entendre car, au bout, c'est la vie des leurs qui est en jeu.

Le lieutenant-colonel Jean Singland commande le centre depuis deux ans – « John », pour les clandestins, souvenir de sa pratique très personnelle de la langue anglaise au Biafra. Sa tonsure et sa parole toujours posée lui valent aussi, mais plus rarement, le surnom de « jésuite », toutefois il n'est pas sûr que quiconque ose l'employer devant lui vu son pedigree : para, deux services en Indochine, Diên Biên Phu, le siège, la capture, les camps, puis l'Algérie où il a été grièvement blessé avec le 11e Choc*1. Comme la plupart des cadres du service, il a été touché par le fait que Marenches leur ait réservé sa première visite de directeur général à la fin de 1970. En fait, tous le considèrent comme leur chef direct, les patrons du SA ne brillant plus depuis longtemps par leur esprit d'initiative… Avec lui, ils en sont sûrs, le service va retrouver des missions dignes de ce nom.

Jamais pourtant Singland n'aurait imaginé devoir accomplir celle qu'il sait lui incomber depuis que la nouvelle a été transmise par la centrale. Le directeur général est à table, dissertant encore sans doute sur son franchissement de la ligne de démarcation pendant la guerre

ou quelque chose dans le genre. Singland n'en mène pas large. Il passe dans le dos de ses camarades, se penche vers Marenches et lui glisse à l'oreille : « Monsieur le directeur général, votre fils a eu un accident. C'est grave[2]. » Cherchant à lui alléger le fardeau, il ajoute qu'il va faire le nécessaire pour que le déplacement prévu juste après à Aspretto, chez les nageurs de combat, soit annulé.

Marenches marque le coup. Il blêmit. Enfin il lève le regard vers l'officier et lui répond : « Cela ne changerait rien que je rentre… Non, je continue[3]. »

Courage ou fuite en avant ? Personne ne peut être jugé ni compris face à semblable épreuve.

Au moment où il reçoit la lettre du président de la République, Marenches veille son fils unique qui a succombé à ses blessures au bout de quatre jours. Comme, à tout juste cinquante ans, il n'a pas eu le temps de penser à la suite, son ami Hervé de Fontmichel, maire de Grasse, a donné son accord pour accueillir la dépouille dans son propre caveau de famille.

Lilian est dans la salle funéraire, la gouvernante Renée Barra aussi, avec son mari. Alexandre ôte sa chevalière et la glisse au doigt de son fils. « Voici à quoi il aurait pu ressembler[4]… » lâche-t-il d'une voix monocorde.

Un Anselme aura été le premier et le dernier des Marenches en France. Avec son fils, le directeur général du SDECE enterre toute une lignée dont il ne reste plus que des caisses d'archives. « Mille ans de Marenches, s'afflige-t-il, ça sert à quoi[5] ? »

---

*1. Unité parachutiste d'élite.

13

« Méfiez-vous des représailles ! »

Alexandre de Marenches l'ignorait : son fauteuil est maudit. Le précédent occupant, le général Eugène Guibaud, n'était qu'un « trois étoiles » à sa nomination alors qu'une direction générale en appelle habituellement une de plus. Le parachuter à Mortier en 1966 a été une des manières du pouvoir politique de marquer sa fureur après l'affaire Ben Barka. Trois ans plus tard, le lieutenant-colonel Singland, commandant le camp de Cercottes, pensait donc le voir afficher sa satisfaction quand la visite du patron coïncida avec l'attribution de sa quatrième étoile de général de corps d'armée. Mais Guibaud lui parut au contraire abattu, et comme il avait noué avec lui une relation cassant les usages de la hiérarchie, il se permit de lui demander pourquoi. « J'aurais tout donné, lui avoua le directeur général, pour avoir un enfant[1] ! »

Après bien des peines, les Marenches avaient eu pour leur part le bonheur d'accueillir un fils, mais les voilà désormais dans la même solitude. Sans la mettre en relation avec la mort d'Anselme, la première des rumeurs sur des velléités de démission du directeur général surgit à la fin de 1971, avec pour remplaçant tout désigné celui que l'affaire Markovic avait écarté, le chef de cabinet du Premier

ministre, Pierre Pascal. Marenches a-t-il vraiment été tenté de jeter l'éponge, Pompidou l'ayant dissuadé de le faire en soulignant que cela ne lui ramènerait pas son fils ? Aucun écrit ne l'atteste, mais les deux hommes se sont bien entretenus à l'Élysée, le 30 juillet 1971. Toutefois, comme leur précédente rencontre datait du 2 février, les sujets à aborder pouvaient être nombreux.

Le sort s'acharne ?

Son fils à peine inhumé, Marenches est déjà de retour à Mortier. Les vœux qu'il adressera au personnel en décembre portent les stigmates de ses souffrances, mais aussi de sa résolution : « [Votre] confiance s'ajoute aux autres raisons que j'ai de remplir la mission qui m'a été fixée par le gouvernement et que je remplirai sans faillir. Ensemble nous surmonterons toutes les difficultés ; nous ferons face à toutes les attaques quelles qu'en soient la nature et l'inspiration[2]. » Sourit-il quand même en recevant une lettre manuscrite signée « James Lee Blonde 007 bis », lui demandant la « définition de Jésus-Christ et de Dieu »[3] ? « Je vous vois très bien, héros de roman ou de film à succès dont la description virile serait celle-ci… : 90 kg de cellulite, harmonieusement répartis, et dont le "renseignementeur" (lapsus presque volontaire !) est le cheval de bataille ! (… pour un spahi, c'est plutôt flatteur !) […]. Au Service de Sa Majesté, le roi Georges, le nouveau patron du SDECE, est au parfum ! N'habite-t-il pas, pour développer ce don, dans la région de Grasse (06) ? Il mérite bien le titre flatteur et envié d'"Alexandre le Grand" ou "Alexandre le Mâle heureux"… ou le "Comte de Noël" ! » Un fou, selon toute vraisemblance, mais qui manie la langue avec dextérité et une

parfaite connaissance de la vie du DG, le tout sans la moindre faute d'orthographe…

Marenches devait s'attendre à ce genre de courrier en acceptant d'incarner pour les Français le monde du secret. Mais s'était-il aussi armé pour affronter les scandales simultanés à la mort d'Anselme ? Il y a tout d'abord un rebondissement dans l'affaire de l'ancien officier du SDECE Eugène Rousseau, condamné le 20 avril 1970 à quinze ans de prison pour trahison, mais que l'écrivain à succès Gilles Perrault présente comme un nouveau Dreyfus dans son livre-enquête *L'Erreur*, paru en mai 1971. Une pétition réclamant sa libération recueille la signature de plusieurs grands noms de la Résistance comme Romain Gary, Gilbert Grandval et même le légendaire colonel Passy, premier chef du BCRA. Perrault accuse le SDECE d'avoir jeté Rousseau en pâture pour cacher la légèreté avec laquelle il a accepté que ce chef de poste emmène sa fille à Belgrade, laquelle serait la seule responsable de la fuite de documents vers les services yougoslaves. Ainsi le service apparaît-il non seulement vérolé, mais incompétent… « Il est clair, écrit Debré à Marenches le 29 juillet, que nous sommes en présence d'une action de démantèlement de nos services. Il est clair également qu'il faut résister à cette action. Je compte sur vous comme vous pouvez compter sur l'action du gouvernement. Tenez-moi au courant[4]. » Peut-être le ministre n'aura-t-il pas besoin de Marenches pour apprendre la décision de Pompidou de gracier Rousseau à la fin de l'année. Le SDECE n'en sort pas grandi.

Le coup le plus perfide vient pourtant de l'autre côté de l'Atlantique. Au matin du 6 avril 1971, Marenches est informé, à son domicile, de l'arrestation, la veille, par les douanes américaines d'un citoyen français, Roger Delouette, avec quarante-quatre kilos d'héroïne dans sa fourgonnette. Pourquoi déranger le directeur général du service de renseignement extérieur pour une histoire de

stups ? Parce que l'individu, dès son premier interrogatoire, a prétendu appartenir au SDECE et être en mission. Sur les deux rives de l'océan, les justices sont saisies et rien ne filtre. Mais à l'automne, la presse fait ses gros titres sur l'inculpation par les juges américains du « colonel Fournier », dont Delouette se prétend le subordonné, et soupçonne les services français de faire financer leurs activités clandestines par le trafic de drogue. En novembre, l'affaire vire au grand déballage quand le lien est établi avec l'affaire Markovic : à la manœuvre, se trouveraient selon certaines rumeurs les gaullistes de gauche Pierre Billotte et Roger Barberot qui, de mèche avec la base Bison, auraient voulu faire tomber ce Marenches, l'allié du félon Pompidou, dont ils ne voudraient pas.

Barberot réagit violemment, refusant d'être associé à de viles « barbouzeries ». Il est vrai que cet homme à l'abondante moustache est la cible idéale avec son passé de Français libre de la première heure, flibustier de la politique et ambassadeur en Afrique où il s'est rapproché de Jacques Foccart. Depuis trois ans, il dirige le Bureau de développement de la production agricole (BDPA), organisme public créé après la guerre et essentiellement tourné vers le continent noir. Il n'a jamais servi au SDECE, mais, en fervent patriote, il s'est parfois porté volontaire pour lui offrir son aide dans les nombreux pays qu'il a arpentés : un « honorable correspondant », dans la terminologie des services, même si cette manière de le dépeindre lui déplaît aussi. C'est à ce titre qu'il a proposé en octobre 1968 au général Guibaud que des officiers du SDECE profitent de la visite à Cuba qu'il organisait pour des industriels. Un seul vint : le capitaine Sentenac, de la base Bison. De retour, Barberot appuya la candidature de Roger Delouette, qui avait travaillé peu auparavant pour le compte du BDPA, afin de représenter à la Havane le pool de sociétés. Désireux de disposer d'un relais pérenne sur place, le SDECE prit alors langue

avec Delouette, mais abandonna le montage sans raison quelque temps plus tard*[1]. Barberot retrouva un poste à Delouette qui fut également indemnisé par le SDECE. Mais, d'un caractère fantasque, celui-ci ne donna pas satisfaction et fut licencié pour faute grave. Depuis le 12 mai 1970, il ne faisait donc plus partie du BDPA[5].

Au fond, calmement étudiée, l'affaire aurait dû s'arrêter là : espérant échapper aux vingt-cinq années de détention prévues par les lois américaines, Delouette a brandi la carte du SDECE en mouillant ses contacts de naguère, dont Paul Fournier qui dirige le service 6, en charge des honorables correspondants. Cela lui réussira : libre quatre ans plus tard, il ouvrira un restaurant à New York. Mais ni Fournier, ni Sentenac, ni le SDECE en tant que tel ne sont en rien mêlés à l'affaire. La CIA non plus, Nixon et Pompidou s'étant justement accordés en février 1970 pour une collaboration totale avec le SDECE dans le cadre de la guerre contre la *French Connection**[2]. Sauf que toucher aux services secrets, c'est l'assurance d'un pourrissement de l'enquête en raison de l'impossibilité pour la justice de vérifier les propos de l'inculpé, et donc l'ouverture de la boîte de Pandore complotiste. Et si c'était le SDECE qui avait cherché à infiltrer les milieux de la drogue ? Ou la CIA qui avait voulu se payer le SDECE, coupable de piller l'économie américaine ? Et si Beaumont, que Marenches avait débarqué et qui connaissait Delouette, avait voulu se venger ?

Quinze ans après les faits, le directeur général du SDECE lui-même continuera à penser que cette affaire a été montée contre lui. À l'appui, il n'oubliera pas de rappeler l'avertissement de son homologue du MI6, Sir John Rennie, à l'automne 1971 : « Méfiez-vous des représailles[6] ! » À la décharge de Marenches, la justice américaine se montre incisive, mais lui qui connaît si bien les États-Unis, il devrait savoir qu'il ne pouvait en être autrement. Le

procureur fédéral du New Jersey, Herbert J. Stern, est un jeune magistrat aux dents longues dont l'implication potentielle du SDECE attise indubitablement l'appétit, mais qui est surtout désireux de combattre le fléau de ces cargaisons de drogue inondant le sol américain en provenance de France. L'ambassadeur américain à Paris, Arthur Watson, rassure Marenches, dont il est l'ami, au sujet de ce « jeune homme dévoué qui a fait plus dans le combat contre la corruption dans [son] pays, et avec succès, que n'importe quel autre procureur américain de ma connaissance[7] ».

La complainte du directeur général sonne plus juste quand le général Billotte, ancien ministre, qu'il soupçonne au demeurant d'être l'un de ses concurrents infructueux en 1970, appelle dans la presse à la dissolution du SDECE. Ou quand Jacques Soustelle, autre glorieuse figure des services français, avance que s'il n'a « absolument aucune critique à formuler contre la personne de Marenches, dont [il a] tout lieu de croire qu'il est un homme parfaitement compétent et parfaitement honnête », il met à l'index le service de renseignement en estimant que « c'est une erreur [de l']avoir détaché du chef du gouvernement »[8]. En vue d'un rendez-vous avec le président de la République, Marenches imagine un scénario qu'il résume en une ligne : « Billotte → Pascal → Sentenac[*3], Paolini, Pradier, Marchiani → Delouette[9]. » En clair : pour le discréditer, Billotte aurait activé la base Bison décimée en mars 1970, laquelle aurait manipulé Delouette.

Cette construction bute sur deux écueils. Comment imaginer que Billotte, ancien ministre de la Défense, ou quelque officier de Bison que ce soit, ait pu se procurer quarante-quatre kilos de drogue ? Et par quels arguments ensuite auraient-ils convaincu Delouette de servir de victime sacrificielle à leurs sombres desseins ? Peut-être sous le coup de la mort de son fils, le directeur général du SDECE se

montre incapable de démêler le très faux de l'évidemment vrai. « Nous sommes, ici, en plein grenouillage… sordide[10] ! » répond-il le 20 novembre au général Bigeard qui, face au scandale public, lui apporte son soutien comme beaucoup d'autres. « Mais quel métier ! s'exclame l'ancien ministre de la IVe République Jean Letourneau. Je vous avais bien dit qu'il vous faudrait la force d'Hercule entrant dans les écuries d'Augias ! » Le héros de la libération de Paris, Raymond Dronne, a une autre hypothèse : « À travers vous et à travers votre service, j'ai le sentiment qu'on vise le président de la République. Et, en plus, on règle des comptes subalternes. Alors, tenez le coup. Comme un roc[11]. » Plus intime, Léon Delbecque, si actif lors des événements de mai 1958, use du tutoiement : « Surtout tiens bon ! Ce n'est qu'un mauvais moment à passer[12]. »

Le 24 novembre, Marenches est tout de même entendu par un juge au Palais de justice de Paris sanctuarisé pour qu'aucune photo n'en sorte. Il n'y aura pas de suite. L'épreuve, toutefois, n'est pas entièrement négative. Le directeur général ayant indéniablement été déstabilisé sur le plan moral, le gouvernement lui proclame avec insistance son soutien indéfectible, Pompidou lui redisant sa « confiance absolue » en des termes, souligne le communiqué, « exceptionnellement élogieux et affectueux » : « Jamais en Conseil des ministres, depuis cinq ans, le chef de l'État ne s'était exprimé en tels termes même pour les personnalités les plus éminentes[13]. » Et comme si les mots ne suffisaient pas, Marenches recevra à son domicile le 1er janvier 1972 une photo sous verre du président avec pour dédicace : « Pour Alexandre de Marenches, serviteur de la France, en toute confiance[14]. »

Première crise

Anselme disparu, ses services traînés dans la boue : la première année du directeur général aura été de celles qui forgent les convictions. Positives comme négatives. Marenches va vivre toute la fin du mandat de Pompidou avec la certitude qu'on lui en veut, qu'à travers lui c'est le SDECE qu'on cherche à démolir, ce qui laisse au moins deux catégories de suspects : les gaullistes historiques et les communistes. Mais il parvient à en faire une force : abandonner serait leur offrir la victoire. Une immuable cravate noire en signe de deuil, il tient bon avec la volonté renforcée de remplir la mission que lui a confiée le chef de l'État. « Tous les collaborateurs de M. Alexandre de Marenches […] l'ont remarqué, décrit *Le Monde* à la fin de l'année 1972 : l'autorité du directeur général s'est considérablement affermie et, depuis la mort accidentelle de son jeune fils unique, M. de Marenches consacre toute sa vie à la mission de réforme dont il a été chargé[15]. »

Les résultats se font cependant attendre et incitent d'ailleurs à écarter toutes les hypothèses de complot contre un service qui, n'ayant pas encore effectué sa mue, demeure d'un danger tout relatif… Le rapporteur de la Commission de la Défense nationale, Paul Rivière, en est pour ses frais, lui auquel le gouvernement refuse en juin, puis en novembre 1971 de répondre à ses questions sur l'esprit général des réformes impulsées boulevard Mortier. Gare, dans ce cas, aux « affabulations de journaux plus ou moins satiriques[16] », prévient l'ancien grand responsable des opérations aériennes clandestines pendant la Résistance.

Le silence des autorités n'est pas que la conséquence du secret inhérent à ce domaine d'action. Il cache aussi la pondération des réformes engagées. La tentation révolutionnaire de la *tabula rasa*

ayant été écartée, Marenches est rattrapé par l'inertie d'un système qui, de l'extérieur, peut sembler un bloc froid de procédures et de techniques, mais qui s'avère à l'intérieur un canevas aux mailles serrées de savoir-faire et de susceptibilités très humaines. Casser tel service, c'est prendre le risque de se priver pour longtemps de telle connaissance, de fracturer des réseaux de sources, d'offrir une faille à l'ennemi. Tout au moins, c'est ce que les plus conservateurs au sein de la boîte vendent au nouveau venu qui a besoin de temps pour se faire sa propre idée…

Marenches, par exemple, avait pris ses quartiers à Mortier avec un dessein très ambitieux : fusionner le contre-espionnage du SDECE et la direction de la surveillance du territoire (DST) pour en faire un service à part entière, sous la coupe à l'Élysée d'un conseiller à la sécurité nationale, chargé de la coordination avec le reste du service de renseignement extérieur. Il est exceptionnel qu'un directeur général ait pour ambition première de s'amputer d'une partie de ses prérogatives. En l'occurrence, Marenches espère probablement récupérer pour lui le poste de conseiller qui, placé au plus près du président de la République, pourrait discuter d'égal à égal avec les ministres. Baptisé SRCE – Service de renseignement et de contre-espionnage –, il soumet le projet au chef de l'État lors de chacune de leurs premières rencontres, ainsi qu'à divers « grands interlocuteurs », comme il aime à dire.

Mettre dans le même panier toutes les composantes de la chasse aux espions est certes séduisant, mais les techniques, les prés carrés, les personnels de la police sont trop différents de ceux du SDECE. Reculant devant la garantie d'une pétaudière sans nom, le pouvoir politique n'exaucera pas le vœu de Marenches. Il est vrai aussi que l'état du contre-espionnage à Mortier laisse encore à désirer. Il est même l'objet de la première grande crise au sein de la direction

générale à la fin de l'année 1972. André Féret-Patin, ancien résistant déporté, membre du cabinet du colonel Passy en 1945, créateur du service de relations extérieures, est de ces voix qui comptent au SDECE. Marenches le savait pertinemment puisque c'est lui qui l'a décroché de la direction commerciale d'IBM où il s'était rangé depuis 1963 afin de l'intégrer dans sa nouvelle équipe. Le 15 décembre 1972, sa décision de ne pas rester comme prévu jusqu'à la fin du septennat Pompidou occasionne donc du remous. « Sur votre demande, écrit-il au directeur général, je me suis efforcé [...] de faire l'impossible pour vous donner les moyens de pratiquer une opération qui, si elle s'avère douloureuse, ne me semble pas moins indispensable. Dernièrement, le colonel de Janvry, avec l'aide du colonel Lionnet, vous a donné la liste, malheureusement bien longue, des agents de l'Est identifiés comme étant en place chez nous[17]. » Féret-Patin admet l'absence de preuves juridiques, mais les soupçons n'en restent pas moins selon lui « irréfutables ». Et de se plaindre donc que les sanctions tardent, que seuls les lampistes paient, alors que la crédibilité du SDECE serait en jeu vis-à-vis des partenaires alliés. « J'ai toujours été et suis encore persuadé, déplore Féret-Patin, qu'il est impossible de bâtir sur du sable. Lors de nos conversations amicales de Grasse, je vous ai dit que cette Maison était pénétrée et que notre premier travail consisterait à séparer l'ivraie du bon grain. Je me souviens fort bien vous avoir prévenu en vous précisant que ce qui vous attendait était affreux. Il est bien entendu aisé de me taxer de “chasseur de sorcières”, mais le tableau que je vous ai brossé à cette époque était-il si loin de la réalité ? »

À qui Féret-Patin pense-t-il ? La liste s'est volatilisée… Impossible donc de déterminer si le jugement est étayé par des critères objectifs.

Marenches est passé à la postérité pour un grand nettoyeur des écuries d'Augias. En l'occurrence, Hercule se sera arrêté à mi-course.

Des dizaines de cadres se sont en effet vu demander d'aller espionner ailleurs, mais le robinet de la purge a été coupé après, Marenches ayant l'intelligence de ne pas démolir les fondations de la bâtisse qu'il est censé rénover. Une pirouette lui permet de s'en sortir : après tout, que l'ennemi s'immisce dans les affaires du SDECE est un gage de valeur !

La même attitude est observée dans la volonté initiale, et fermement annoncée, de couper résolument tout lien avec les réseaux de Jacques Foccart et de l'entreprise Elf qui parasitent en Afrique l'action du SDECE. Ordre a été donné de ne plus leur communiquer les notes les plus sensibles. Le résultat en est que, si des relais foccardiens au sein de la boîte, comme François Bistos, ont été chassés, l'ancien chef du secteur Afrique à Mortier, Maurice Robert, connu pour sa proximité avec l'ancien conseiller du général de Gaulle a, lui, été conservé alors qu'il dirige l'un des piliers de la direction du renseignement, le service de recherche. L'influence des réseaux Foccart a certes été exagérée. Il ne s'agit pas d'une constellation de milliers d'agents, mais d'accès privilégiés aux chefs des États africains les plus liés aux intérêts français. Et puis Marenches cède sans doute au réalisme. Si des officiers sous sa responsabilité collaborent bien avec ces réseaux parallèles, ils en tirent aussi des informations que le SDECE n'aurait pas eues de son côté. Pompidou lui-même n'a-t-il pas cédé à la pression des barons du gaullisme en faisant revenir Foccart auprès de lui après l'avoir chassé de son célèbre hôtel particulier du 2, rue de l'Élysée ? Or, sans l'appui résolu du président de la République, Marenches, à vrai dire, n'a pas à ses débuts les épaules assez larges pour contrebattre un personnage si bien établi. Mais le temps joue pour lui. Et quand l'assise est là, le couperet tombe. « L'efficacité et le bon renom du SDECE sont mis en cause à travers votre personne, fait-il savoir, le 26 octobre 1973, à Maurice Robert.

L'efficacité, parce que vos préoccupations, vos sujétions personnelles sont telles qu'elles prennent le pas sur vos obligations personnelles ; le bon renom, parce que vos incidents familiaux sont du domaine public et exploités contre nous […]. Vous n'avez pu, ou su, jouer votre rôle d'Homme face à des responsabilités essentielles. Cela pour un officier supérieur du renseignement n'est pas compatible avec le service de l'État[18]. » *Exit* Robert qu'Elf récupère aussitôt[*4].

---

*1. En fait, les Affaires étrangères, dont dépend le BDPA, n'ont pas accepté qu'un de leurs contractuels soit ainsi « prêté » au SDECE.

*2. Réseaux de trafiquants français ayant investi le sol nord-américain après-guerre avec la drogue importée d'Orient.

*3. Avec une flèche reliant « Sentenac » à « Barberot », ajouté en marge.

*4. Il faut noter que, dans son livre, *Ministre de l'Afrique*, Maurice Robert affirme avoir démissionné par incompatibilité avec Marenches. Reste à savoir si ce fut avant ou après avoir reçu cette lettre…

14

Dezinformasiya

À ses débuts au SDECE, Alexandre de Marenches se montre plus habile avec le balai qu'avec la truelle. En lieu et place du nouveau statut que le ministre de tutelle ne veut pas accorder, le personnel se voit attribuer en 1972 une prime mensuelle de deux cents francs. Pas de quoi attirer les diplômés des grandes écoles que le directeur général voudrait recruter pour régénérer ses troupes. Le SDECE pâtit de son image de maison vermoulue sentant le renfermé. Le manque de matériel sophistiqué y contribue fortement. À force d'obstination, Marenches arrache au gouvernement des hélicoptères Puma et un avion de transport Breguet 941 qui iront moderniser la flotte du service Action. Toutefois, c'est dans un domaine beaucoup moins voyant que le SDECE accuse un retard dont il n'a peut-être même pas conscience. « Le directeur général, se souvient pourtant une autre de ses recrues, était très intéressé par le domaine technique. Il valait mieux maîtriser son sujet car il ne tolérait pas que sa curiosité ne fût pas satisfaite. Ses vues étaient très tranchées, et n'appelaient pas vraiment au débat[1]. »

À l'été 1970, le SDECE a intégré les mille employés du Groupement des contrôles radioélectriques (GCR) qui, depuis 1948,

trient les ondes depuis le mont Valérien en y traquant tout ce qui peut émaner d'un service étranger. Commandés par le colonel André Benoît, ils resteront longtemps une entité à part au sein du service 5, c'est-à-dire le service technique de la maison, sous les ordres de Jacques Delamalle. Les différences de statuts susciteront de nombreuses tensions alimentées par les suspicions du contre-espionnage devant cet afflux de salariés dont beaucoup opèrent au plus près du diable, à Berlin-Ouest, et, source de soupçon supplémentaire, en étant syndiqués.

De surcroît, les techniques d'interception du GCR, même constamment améliorées, sont datées. L'avenir est aux communications satellitaires, *a priori* rebutantes pour un héritier de l'Ancien Régime comme Marenches. « Tout au contraire, note le général Jousol qui fait alors ses premières classes. Il a vite compris l'utilité qui pouvait en être faite et a fortement pesé pour la construction de Domme, premier centre français d'interception satellitaire[2]. » Pour celui qui sera son directeur de cabinet, Michel Roussin, c'est le résultat de l'esprit d'indépendance du directeur général : « Marenches passait son temps à rencontrer les personnes qu'il souhaitait, sans se soucier de l'avis des ministres responsables que d'autres auraient sagement, et longuement, très longuement, attendu[3]. » Avec Telespace pour maître d'œuvre, la construction du centre de Domme est lancée, l'inauguration ayant lieu en 1974.

Par ailleurs, Marenches s'échine à rapprocher ses services techniques du pacte d'airain qui lie leurs homologues américain et britannique. But : récupérer quelques retombées de ce qui n'est pas encore appelé « Échelon », un système généralisé d'écoutes électromagnétiques mis en place en 1946 par le traité secret Ukusa. Le service technique du SDECE ne représentant que 1 % de la NSA, c'est un peu le mendiant qui s'installe à la sortie du Temple pour

appeler au bon cœur des Alliés… Quoi qu'il en soit, Domme oblige aussi le SDECE à appuyer sur l'accélérateur en matière d'informatique : il faut parvenir à traiter efficacement les milliers de données désormais captées en une seule minute. « Lors d'une crise pétrolière, se souvient le général Jousol qui commandera le service des télécommunications cinq ans plus tard, le directeur du renseignement a demandé à ce que lui soient amenés absolument tous les messages évoquant le pétrole : il s'est retrouvé avec plus de deux mille messages par jour sur son bureau[4] ! » De la nécessité de définir des mots-clés pour tamiser les torrents de kilo-octets. Et de disposer du matériel informatique adéquat. L'ordinateur UNIVAC, acheté un an avant la nomination de Marenches, est certes une révolution qui a nécessité en particulier la mise en chantier du nouvel immeuble de l'autre côté du boulevard Mortier. « C'étaient des fiches perforées, relate un responsable du service technique de l'époque. Il fallait un local climatisé pour accueillir les bobines de la taille de roues de camion[5]. » Mais à peine sera-t-il livré, en octobre 1973, qu'il apparaîtra déjà insuffisant.

Marenches permet de fait au SDECE de figurer sur la ligne de départ de la compétition des écoutes, mais sans aucune chance de l'emporter. Même dix ans plus tard, le général Jousol sera sidéré par l'une de ses visites à la NSA : « Ils construisaient un immeuble de huit étages, vingt mètres sur cinquante, entièrement en cuivre, pour accueillir dix superordinateurs Cray 2, l'équivalent de la puissance totale de la France ! Et tout cela uniquement destiné à casser les codes des services adverses[6]. »

En attendant de pouvoir récolter les fruits de ses investissements technologiques, le renseignement humain et le bon vouloir des Alliés sont les seuls moyens à la disposition du SDECE pour analyser la marche du monde. Le remue-ménage des remplacements en sus, les

réalisations sont maigres. Avec sa verve habituelle, Marenches se vantera d'avoir prévenu personnellement le chef de l'État de la dévaluation du dollar, le 18 décembre 1971. Comment ? « Par des moyens *ad hoc* », dira-t-il en 1986, avant de préciser en 1991 que l'auteur de ce *scoop* était le chef du groupe économique du service. Ainsi la Banque de France aurait-elle accompli de très juteuses opérations financières dans le monde, pour une somme, estimera-t-il, équivalant au budget de toutes les actions menées par le SDECE puis par la DGSE jusqu'à la fin du XXe siècle. Bigre ! Le service de renseignement aurait-il donc en quelque sorte remboursé trente ans de deniers publics ? La date du 18 décembre correspond en fait à la tenue – la moins secrète possible – de la conférence entérinant la fin du système monétaire international en vigueur depuis Bretton Woods… À moins que Marenches ait confondu avec le 15 août précédent, jour où Nixon avait éventé la mesure en annonçant unilatéralement la fin de la convertibilité or de la monnaie américaine ? En tout cas, la dévaluation de 7,9 % approuvée par le Congrès n'est survenue qu'en décembre et elle avait été publiquement annoncée depuis des mois.

Préméditation ou improvisation ?

John Kennedy avait coutume d'affirmer que les services sont un sacerdoce dont seuls les échecs sont rendus publics. La sentence vaut aussi en France, mais, étant donné sa propension à parler, il est certain que si le SDECE avait brillé d'une autre manière dans les premières années du mandat Pompidou, son chef ne se serait pas privé pour le faire savoir, au moins dans ses Souvenirs parus en 1986. Or le bilan de cette période sonne creux. La politique et la presse

ayant horreur du vide, le service se fait surtout connaître par ses échecs. Le 19 février 1972, le député socialiste Michel Rocard s'interroge ainsi sur la découverte par Beate Klarsfeld, en Bolivie, de la tanière de l'ancien chef de la Gestapo à Lyon, Klaus Barbie : pourquoi, avec ses moyens supérieurs, n'est-ce pas le SDECE qui l'a retrouvé ? Est-ce seulement de la négligence ? demande sournoisement le député. Le ministère de la Défense invoque le secret des opérations qui vient masquer les limites matérielles et humaines du service. Faut-il avouer publiquement qu'un seul poste, celui de Brasilia, couvre l'essentiel de l'Amérique du Sud ? Et que si le service Action a bien été chargé de la traque, ce n'est qu'une de ses trop nombreuses missions pour un effectif de quelques centaines d'hommes dont un seul, pour sa connaissance de l'espagnol, se retrouve à arpenter le Brésil, l'Argentine, la Bolivie, le Paraguay et le Venezuela ? « Pendant quatre mois, relate le commandant concerné, j'ai sondé qui j'ai pu, comme le conseiller sécurité du président paraguayen Stroessner. Sous couverture, en jouant le naïf. On a su ainsi que Josef Mengele n'était pas au Paraguay, qu'Alois Brunner était passé en Syrie et confirmé que Barbie se trouvait en Bolivie avec quels appuis[7]. »

De toute façon, ce ne sont pas des sujets pour Marenches. Lui, ce qui le préoccupe, c'est que le XXIVe Congrès du parti communiste de l'URSS l'a conforté, en mars 1971, dans ses craintes : après avoir longuement hésité et s'être laissé refroidir par les bisbilles au cours de la précédente décennie avec leurs protégés Ben Bella en Algérie, Sukarno en Indonésie ou Modibo Keïta au Mali, Leonid Brejnev a appelé à la cohésion des forces anti-impérialistes en faveur des peuples dont Lénine a prédit la révolte générale. Or le moment est plus que propice avec le rattrapage phénoménal en armes stratégiques accompli par l'URSS et la dépression morale traversée

par les États-Unis à cause du Vietnam. Le Congrès national africain (ANC) en Afrique du Sud, le Front de libération du Mozambique (FRELIMO), l'Union nationale africaine du Zimbabwe (ZANU) en Rhodésie du Sud, l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO) en Namibie ou encore le Mouvement populaire de libération de l'Angola (MPLA) : la plupart des mouvements d'émancipation reçoivent une aide des Soviétiques.

Marenches n'est pas le seul à relever que tous sont en Afrique, continent si cher à la France. Il est tout autant convaincu que les différentes factions de la cause palestinienne sont elles aussi soutenues par l'URSS. De même, il ne fait aucun doute pour lui que c'est Moscou qui, en décembre 1971, a poussé l'Inde vers une troisième guerre avec le Pakistan, lequel en a été contraint d'accorder l'indépendance au Bengladesh, ex-Pakistan oriental. Sur ce dernier point, Henry Kissinger le rejoint, l'URSS venant comme par hasard de signer un traité de coopération militaire avec New Delhi. Les États-Unis haussent le ton en obtenant la condamnation de l'Inde à l'ONU et en dépêchant leur flotte dans la région afin de tuer dans l'œuf toute velléité de s'en prendre dorénavant au Cachemire dont la perte signerait l'écroulement de tout le Pakistan.

Montrer les crocs face à un ennemi qui gagne sans cesse du terrain, c'est exactement la ligne de Marenches qui, les premières années de prise en main terminées, se sent enfin prêt à passer à l'action. Mais, avant de lancer une guerre, mieux vaut avoir compris le jeu adverse. Une différence de taille oppose Marenches à Kissinger. Le Français pense que le Kremlin suit un plan de conquête mondiale où tout est pensé, pesé, ajusté. « L'expérience a montré que cela s'est rarement passé ainsi, estime quant à lui le conseiller de Nixon. De la crise des missiles à Cuba à l'invasion de la Tchécoslovaquie, il y a toujours eu une large part d'improvisation dans la politique

soviétique[8]. » Les ex-dirigeants de l'URSS semblent avoir donné raison depuis à l'Américain. Un mélange sidérant d'idéologie et de candeur domine au Kremlin où personne n'ose contredire le ministre des Affaires étrangères Gromyko quand il décide d'une action de « solidarité à un peuple opprimé ». Or le vétéran de la diplomatie soviétique se pique de penser que l'Afrique intéresse les Américains tout aussi peu que lui. Qu'en conséquence une intervention plus ou moins discrète ne saurait créer de discorde dans le règne de la « détente ». Il est appuyé par l'idéologue du Politburo, Mikhaïl Souslov pour qui il n'y a de toute façon dans le tiers-monde que deux camps : les impérialistes et les communistes. Comme Gromyko, il ne comprend pas les préventions des diplomates soviétiques qui redoutent l'embrasement : « Pourquoi, leur répond-il, les États-Unis élèvent-ils de telles récriminations à notre égard alors qu'ils sont eux-mêmes si actifs dans le monde entier[9] ? »

Marenches et Kissinger se rejoignent cependant pour voir dans l'URSS le grand horloger du monde. L'absence de démocratie et la puissance militaire lui procurent ce qui est un luxe en Occident, le temps. Même sans stratégie bien établie, chaque coup porté au camp adverse a l'effet des gouttes d'eau qui, à force de percoler, lézardent les murs les plus solides. Parmi toutes les ruses dont il accuse Moscou, Marenches en identifie une qui restera son cheval de bataille jusqu'à sa mort. Il faut dire qu'elle emprunte les mêmes ressorts que la foi : pas besoin de preuves formelles, tout est question de conviction. Le directeur général s'en est ouvert dès le 26 mai 1972 au président de la République, insistant sur une « extraordinaire entreprise mondiale de subrogation des esprits et de perversion des jugements, plus méthodique et plus redoutable que celle contre laquelle se dressa jadis le grand Pascal[10] ». À la manœuvre, le 12e département de la 1re direction principale du KGB, créé en 1950

sur la base d'experts en tous domaines (économiques, militaires, scientifiques, etc.), avec accès à tous les fichiers du service. L'un de ses chefs était connu des Français puisqu'il s'agissait du colonel Ivan Agayants, en poste à Paris de 1937 à 1940 sous le pseudonyme d'Avalov, puis de 1946 à 1947, période durant laquelle il a en particulier « traité » Georges Pâques.

Objectifs du 12e département, selon Marenches : « induire en erreur les gouvernements et les peuples sur les visées de l'Union soviétique », « orienter leur politique dans un sens favorable à Moscou »[11] et briser leur lien avec Washington. Les Soviétiques parlent de *dezinformasiya*, que les Français ont logiquement traduit par « désinformation », mais le domaine d'action est plus ambitieux. Intoxiquer l'ennemi, mener des missions de « déception », c'est une vieille ruse dont la plus fameuse illustration a été l'opération *Fortitude* en 1944 grâce à laquelle les Alliés ont convaincu le Reich d'un débarquement dans le nord de l'Europe. En la matière, Marenches est également très friand du sort réservé avant la guerre par Staline au général Toukhatchevski, condamné à mort sur une merveille de soupçons trafiqués d'intelligence avec l'ennemi. Mais il insiste auprès de Pompidou : la désinformation telle qu'elle est opérée par le KGB « vise à bien plus qu'au brouillage du jugement des états-majors politiques et militaires[12] » en exploitant le poids croissant de l'opinion publique en Occident, la liberté des médias et – c'est le conservateur forcené qui s'exprime – l'« effacement presque honteux des anciennes normes stabilisatrices de la civilisation ». Un de ses exemples favoris est la technique dite des « mythes incapacitants » consistant à dépeindre à l'envi une situation, un individu, un concept de telle façon que toute personne exprimant un avis contraire sera mise au ban[*1]. Marenches dresse ensuite la liste des vecteurs utilisés par le KGB : bien sûr, les organes communistes et cryptocommunistes, mais

aussi la presse « orientée par des agents de pénétration », les « personnalités occidentales appartenant aux centres de décision (ou en relation avec les centres) et prolongeant, par inconscience, l'action des services de l'Est (cas, par exemple, de diplomates répercutant les "indiscrétions" de leurs collègues soviétiques ou les "confidences" de leurs amis de Moscou) », les services occidentaux eux-mêmes, intoxiqués par des agents doubles ou par des fonctionnaires retournés par le bloc de l'Est, enfin les « agents d'influence », c'est-à-dire des « personnalités de rang élevé » promouvant la cause.

En lisant cette lettre, Pompidou a pu penser que cela concernait potentiellement des milliers de personnes… De fait, Marenches n'est pas à la tête du SDECE pour minauder : à ses yeux, la société française tout entière est noyautée. Cela lui rapporte deux types de réaction au sein des autorités. Les uns se disent que, décidément, le directeur général a tendance à tout exagérer, et sous-estiment la désinformation, dangereusement, car le 12e département du KGB n'a rien, lui, de fantasmagorique. Les autres tombent dans une spirale infernale : qui croit à la puissance de la désinformation finit par la suspecter partout et ne plus rien croire de ce qu'il voit ou entend. Sous Marenches, le SDECE va multiplier les fiches, par exemple sur « les coopérants français, véhicules de la subversion[13] » que les chefs d'État africains rejetteraient en dénonçant la « présence d'étudiants révolutionnaires » en leur sein. L'un d'eux, au Sahel, s'est exclamé qu'il ne voulait plus « ni maoïstes ni émules d'un Geismar ou d'un Cohn-Bendit[14] ». Le SDECE pointe aussi, sans les nommer, des journalistes français, « spécialistes chevronnés » surtout dans le domaine de la défense, qui chantent systématiquement les louanges de l'URSS.

Le poids des mots

En matière de désinformation, l'un des exemples préférés de Marenches reste le traitement par l'histoire du pacte germano-soviétique du 23 août 1939, longtemps tu en France avant d'être expliqué comme une ruse suprême du Petit Père des peuples pour conserver des chances face au Reich. La présentation en est en partie exacte, mais elle fait oublier la contribution de l'accord à la catastrophe vécue par la France en 1940. Le directeur général ajouterait avec délice la passivité du Parti communiste français jusqu'à l'invasion de l'URSS en juin 1941, son accaparement de la Résistance ensuite. La désinformation devient pour lui une obsession. Pas une haute autorité, française comme étrangère, à laquelle il n'offre la fiche *ad hoc* rédigée par ses services. Pas un journaliste, un écrivain de sa connaissance qui n'échappe à ses mises en garde vindicatives sur la pénétration des milieux intellectuels. L'écrivain Vladimir Volkoff, qu'il apprécie, en tirera, sur son insistance, un roman, *Le Montage*, en 1982. Quant à Maurice Druon, devenu un ami, il fera entrer en 1980 le mot « Désinformation » dans le *Dictionnaire de l'Académie française*.

La présence de ces hommes de lettres dans l'entourage de Marenches montre que le SDECE lui aussi, naturellement, pratique la désinformation ; mais, de taille beaucoup plus réduite que le KGB, sa voix n'a pas la même portée. Des articles paraissent dans la presse, dénonçant tel relais supposé de l'URSS, comme Georges Suffert faisant en 1976 dans *Le Point* de l'anticolonialiste Henri Curiel le « patron des réseaux d'aide au terrorisme[15] », mais ils n'ont pas le même impact qu'un papier dans la presse anglo-saxonne. C'est là que ses origines se rappellent à Marenches. Parmi les amis de sa famille figurent des responsables influents de la presse des États-Unis. Et

puis, n'a-t-il pas jadis convoyé lui-même des reporters au front en Italie ? Nombre de journalistes américains auront droit à un cours sur la subversion soviétique au cours d'un bon déjeuner, certains à Mortier, d'autres dans un palace new-yorkais.

Parmi les plus réceptifs de ces interlocuteurs, Arnaud de Borchgrave a l'avantage supplémentaire de faire partie de la famille maternelle de Marenches. Le lien n'est pas bien établi, mais il vaut tout de même au journaliste de *Newsweek* le qualificatif de « cousin[*2] ». Très en cour dans les milieux conservateurs, Borchgrave n'a pas besoin que Marenches le lui suggère pour frapper de sa plume l'ours soviétique. Auteur d'un livre sur le renseignement, *L'Iceberg*[*3], il fait le lien avec les *think tanks* farouchement anticommunistes, eux aussi faiseurs d'opinion, comme l'Institute for the Study of Conflict de l'Australien Brian Crozier dont le rapport de mars 1973, *La Stratégie du temps de paix de l'URSS*, est capable de chiffrer précisément à cent dix-huit le nombre d'espions soviétiques sur le sol français.

Marenches lui-même n'a jamais pris part aux activités de Crozier, à la fois par prudence et par méfiance envers un homme à ses côtés, l'avocat Jean Violet, qu'il a rayé des listes des honorables correspondants à son arrivée à Mortier. Mais les analyses de l'ISC nourrissent son pessimisme sur la pénétration soviétique en France. De la même façon, il partage les idées du Centre européen de documentation et d'information auquel appartient l'archiduc Otto de Habsbourg, un habitué de la salle à manger du SDECE, qui prône un ancrage de l'Europe dans ses valeurs ancestrales, inspirées du Saint Empire romain germanique. De là l'engagement européen de Marenches, assez iconoclaste au milieu des années 1970 où le patriotisme reste un clivage net entre les partis politiques français.

« Je suis un patriote, affirmera-t-il plus tard, mais pas un nationaliste. Et je m'apprête à être un patriote de l'Europe[16]. »

L'efficacité de ces cercles de réflexion, aux membres souvent aussi prestigieux que discrets, est délicate à mesurer. Est-ce leur patient travail qui portera au pouvoir Margaret Thatcher et Ronald Reagan à la fin de la décennie ? La guerre froide et la détente, par leur climat paranoïaque, font oublier la différence entre la concomitance et la corrélation. Le camp occidental dans son ensemble en a été victime lors du conflit vietnamien qui a été analysé comme une victoire du communisme en laissant de côté l'aspiration d'un peuple à l'indépendance. Marenches procède de même avec les Palestiniens dont il ne retient que la visite d'une délégation menée par Yasser Arafat à Moscou en 1970. Depuis, l'URSS a bien délégué à ses pays satellites la formation de différentes factions aux techniques terroristes proprement dites. Mais la cause palestinienne n'en reste pas moins extérieure aux projets initiaux de Moscou qui, focalisé sur la Syrie et l'Égypte, n'y est venu que sur le tard et sans ardeur.

---

*1. Moscou aime ainsi à ne présenter le colonialisme que comme un outil d'enrichissement du capitalisme occidental.

*2. Les militaires aiment à appeler ainsi les membres du SDECE.

*3. Où Marenches apparaît sous les traits du comte de Montrose.

15

Feux rouges à l’Est

Sans doute, si l’information filtrait, les conservateurs européens crieraient-ils eux aussi à la désinformation : malgré toutes les mauvaises intentions qu’il prête aux Soviétiques, Marenches, directeur général du SDECE, déjeune le 31 janvier 1973 avec leur ambassadeur à Paris. L’idée est venue d’un premier dîner organisé par le ministre de la Défense avec un responsable du ministère des Affaires étrangères soviétiques, Youri Doubinine. Pourquoi ne pas établir des contacts entre nos services respectifs ? a lancé ce dernier. – Pourquoi pas ? a répondu Marenches.

Le moment est si insolite que le MI6, mis dans la confidence, suggère au directeur général de poser la question qui résume leurs tourments communs : pourquoi, en une période partout proclamée de « détente », les officiers du KGB sont-ils si nombreux et actifs en Occident ? Le Français s’exécute. Face à lui, l’ambassadeur Abrasimov, secondé par un seul de ses collaborateurs, le premier secrétaire Pavlov qui fait office d’interprète, mais qui est surtout considéré par le SDECE comme une éminence du KGB à Paris. « Nos officiers de renseignement en France, jure le diplomate, n’ont pas le droit de travailler sur ce pays. S’ils le font et que vous avez à vous en

plaindre, dites-le moi, je les renverrai[1]. » Libre à son interlocuteur de le croire…

Le motif de cette rencontre incongrue apparaît de manière évidente lorsqu'Abrasimov suggère une coopération entre le SDECE et le KGB avec la Chine pour plat de résistance. Que l'URSS tente d'attirer la France à elle alors que Washington se rapproche de Pékin est de bonne guerre, mais l'enjeu est beaucoup trop élevé pour que Marenches puisse donner une réponse autre qu'évasive.

En attendant la clarification qui ne viendra jamais, le SDECE se met dans l'ordre de bataille voulu par son chef pour mener la reconquête. La direction générale, tout d'abord, a gagné deux recrues à des postes clés. La première est Jacques Lenclud. « Il a toute mon affection, toute mon estime, a déclaré Marenches à ses troupes en février 1972. Il est mon ami[2]. » Fils de général, ancien du Prytanée militaire de la Flèche, croix de guerre 1939-1945, celui qui est sans doute le seul à appeler le DG par son prénom allie la conscience du militaire à la compétence de l'administrateur civil. À lui la direction de l'infrastructure et des moyens. « On dit parfois que l'intendance ne suit pas, affirme Marenches : soyez sans crainte, elle suivra désormais au pas de charge ! […] On s'est souvent évertué à m'expliquer pourquoi on ne pouvait pas faire telle ou telle chose. Je veux désormais savoir comment on les fera[3]. »

Pour une exécution attentive, il peut se reposer sur l'autre nouvel arrivé en avril 1971, Jeannou Lacaze. Ce colonel est loin de découvrir la maison puisqu'il a été le « sorcier » du service Action, c'est-à-dire le responsable de la confection des engins explosifs et autres pièges imaginés par l'unité. L'un de ceux-ci a d'ailleurs failli être fatal à sa carrière puisqu'il a un jour dévasté par erreur le centre de la valise diplomatique où il transitait vers un état-major du FLN au Maroc : l'OAS fut longtemps rendue responsable du funeste bilan[*1].

Résistance, Saint-Cyr, Légion étrangère, Indochine, Algérie avec le 11e Choc, les états de service de Lacaze sont indiscutables, mais d'aucuns s'interrogent sur sa nomination à la tête de la direction du renseignement*[2]. L'ancien ministre des armées Pierre Messmer aurait soufflé son nom à Marenches après avoir apprécié son commandement du 2e régiment étranger de parachutistes au Tchad où il était allé prêter main-forte au président Tombalbaye contre les rebelles du Nord. Son caractère et son comportement ont probablement beaucoup joué également. Fils d'un gendarme et d'une Métisse sino-vietnamienne, Lacaze se remarque à son visage typé qui demeure impassible quelles que soient les circonstances. D'où son premier surnom, qui a franchi la muraille de Mortier, le « Sphinx », et le second, resté, lui, à l'intérieur, « On va voir » : « C'est ce qu'il répondait en réunion, explique un cadre du SA, à chaque fois que Marenches le questionnait sur la faisabilité d'une opération[4]. » Les chefs de poste savent aussi que bientôt l'entretien préalable à leur départ en affectation ne sera jamais qu'un long monologue que le colonel conclura par un « C'est très bien[5] », sans les avoir relancés.

Comme il est arrivé dans le sillage de Marenches, Lacaze est naturellement visé par un procès en servilité. « Un fils de gendarme ! » soupirent les vieilles barbes. Le directeur général l'a déjà entendu à propos du général Juin de la part de ceux qui dénonçaient son obéissance au maréchal Pétain. Mais de même que Juin n'avait vraiment rien d'un homme de paille, Lacaze saura très souvent démontrer un sens aigu de la responsabilité, consistant, à défaut de pouvoir toujours connaître toutes les causes, à accepter d'en assumer les conséquences, quelles qu'elles soient.

La guerre autrement

Avec Lacaze, Marenches souhaite indéniablement persévérer dans son entreprise de rationalisation du SDECE. Ce qu'il perd en inventivité, il compte le compenser en sérénité pour accompagner la mobilisation générale, la mission qui prime. Espionner les alliés, fouiller leurs valises, le service 7 le fait très bien et depuis toujours ; pas la peine de le perturber avec de violentes réformes. Ce qui obsède Marenches, c'est d'aiguiser la lame pour faire mal à l'« Empire soviétique ». Pour cela, deux orientations majeures.

Dans la politique des postes, tout d'abord. Leur utilité derrière le rideau de fer, au cœur de l'ennemi, est-elle aussi évidente que semble l'imposer la guerre entre services ? « Nous avions le plus grand mal à travailler, se souvient celui qui dirigea le bureau de Prague dans les années 1960. Dès que nous sortions, le garde appuyait sur un bouton qui faisait passer tous les feux alentour au rouge. Nous nous retrouvions systématiquement avec une voiture des services tchèques devant et derrière. Mon appartement était écouté depuis la cave. Si je trouvais des micros, ils étaient immédiatement remplacés. Dès que nous sortions, nos affaires étaient fouillées. C'était à un point tel qu'ils inspectaient les couches sales de mon jeune fils si nous nous arrêtions au bord de la route pour le changer[6] ! »

Trop cher, trop attendu pour un rendement sans intérêt. « Tout cela ne ramène rien comme renseignement ! maugrée Marenches. J'ai plus d'informations au Jockey qu'en lisant les fiches rédigées par nos gens à l'Est[7] ! » Les uns après les autres, les postes situés en Europe communiste seront donc fermés, y compris celui de Moscou. Ne resteront que Bucarest et Berlin-Ouest, ce dernier étant très commode pour intercepter les réseaux hertziens. Tout ce que les officiers du SDECE ne relèveront plus par eux-mêmes, Marenches est certain de

le récupérer soit par les attachés militaires – qui, eux, sont maintenus par le Quai d'Orsay et la Défense –, soit par les échanges renforcés avec les homologues britannique et allemand. « La gestion d'un poste n'était pas vraiment la préoccupation de Marenches, souligne le général Singland. Lui, il cherchait avant tout l'action d'influence, pour peser sur les événements. C'était un joueur de go, cherchant à tirer les ficelles dans différents pays à la fois[8]. »

Ainsi le directeur général ne s'embarrasse-t-il pas de préventions politiques pour renforcer la coopération avec des régimes honnis par une partie de l'opinion publique, mais qui sont des alliés objectifs dans la guerre qu'il entend mener. Dès novembre 1971, il s'est félicité de l'« excellente relation » avec les services sud-africains, le BOSS. En mars 1972, du matériel est livré aux homologues de Rhodésie du Sud, leur chef, Ken Flower, soulignant fort à propos un peu plus tard que « notre sujet principal d'intérêt commun est toujours l'avance et le progrès du communisme en Afrique[9] ». Les 20 et 21 décembre suivants, c'est au tour du service de renseignement du Portugal post-Salazar d'échanger avec le représentant du SDECE à Madrid. Au menu des discussions, toujours les mêmes thèmes : « Subversion dans le monde et en Afrique en particulier. Vecteurs de la subversion (université, clergé, ethnies, mouvements revendicatifs divers, drogue, etc.). Nécessité absolue d'accroître la cohésion des services spéciaux du monde libre[10]. » En contrepartie, Marenches se dit prêt à discuter des questions – *dixit* le chef de poste – « qui préoccupent le plus nos correspondants portugais convaincus qu'ils n'arriveront jamais à juguler le terrorisme au Portugal et outre-mer sans l'aide des pays européens en général et de la France en particulier. D'après eux, les opérations sont souvent montées en France et, le coup fait, c'est encore en France qu'on vient chercher refuge[11] ».

Le SDECE ignorerait-il le combat des opposants au régime de Lisbonne afin de s'assurer la coopération des autorités portugaises dans la lutte anticommuniste, particulièrement dans leurs colonies d'Afrique où des agents soviétiques sont recensés ? Le sujet est bien abordé, mais le SDECE n'en a cure. Parmi les « terroristes » ciblés par Lisbonne, figurent ainsi les leaders de la contestation angolaise que les services français se gardent d'arrêter lors de leurs séjours en France. Pour autant, la faveur de Marenches pour les régimes autoritaires ne fait pas l'ombre d'un doute, même s'il tient à la distinction avec les dictatures. Se référant au shah, il explique que « l'autocrate se laisse insulter tous les vendredis par un type monté dans un minaret. Le dictateur, lui, ne se laisse insulter qu'une fois[12] ». Ainsi le directeur général porte-t-il une affection toute particulière aux autorités espagnoles, peut-être au général Franco lui-même, mais sûrement à celui qui a été désigné pour présider le gouvernement, l'amiral Luis Carrero Blanco, auquel il rendra des visites régulières jusqu'à son assassinat par l'ETA, le 20 décembre 1973. L'attachement à la dynastie qui sera bientôt rétablie, lui, est une question de fidélité à ses origines, l'un de ses ancêtres ayant servi le roi d'Espagne. Proche de la comtesse de Barcelone, mère de Juan Carlos, Marenches est partisan de l'adhésion de l'Espagne à la Communauté économique européenne, tout renfort n'étant jamais de trop face au monde soviétique. Comme au Portugal, l'entente en tout cas est remarquable avec le directeur général de la Seguridad, le colonel Blanco Rodriguez.

La joie de l'âme est dans l'action

Reconfiguration de la présence du SDECE à l'étranger, mutation des outils technologiques, le DG peut désormais se consacrer à ce qu'il préfère. « Il venait à Cercottes pour chaque fête de la Saint-Michel, se souvient un cadre du camp. Mais il demeurait toujours simple. Quelques mots de discours, rien de barbant. On sentait qu'il était heureux d'être parmi nous[13]. » Peut-être le souvenir d'y avoir appris l'accident survenu à son fils contribue-t-il à lui faire considérer l'antre des clandestins comme une sorte de lieu intime. « À la centrale, clame-t-il, il n'y a que des gens désireux d'aller se la couler douce en ambassade. Ce ne sont pas des aventuriers[14] ! » Au SA, il est servi. Obéissance, audace, disponibilité – même si celle-ci tient au désœuvrement conjoncturel. Depuis des années, le SA se contente d'entraînements et de missions de formation en Guinée-Bissau, en Rhodésie du Sud, la plus révélatrice restant celle du Maroc. La crainte d'une déstabilisation de la France ne date pas en effet de Marenches. « En mai 1968, relate un ancien cadre du SA, derrière les gamineries des étudiants, des communications ont été interceptées par les services entre Moscou et des agents dormants en France, laissant à penser à un projet d'insurrection[15]. » Le directeur de la DST, Marcel Chalet, en témoigne également dans ses Mémoires. Avec le printemps de Prague pour fâcheux précédent, le SDECE a anticipé rien de moins qu'une invasion soviétique. Afin de ne pas revivre juin 1940, des études furent lancées pour déterminer où mettre à l'abri ses archives les plus sensibles, ainsi qu'une sorte d'excroissance du service qui éviterait de repartir de zéro. C'est sous l'ère Marenches que le choix s'est porté sur le Maroc. La proximité du directeur général avec Hassan II n'en est qu'une des raisons. Elle aurait même pu être rédhibitoire puisque Marenches a été un temps soupçonné d'être derrière l'attentat manqué du 16 août 1972, visant à faire abattre le Boeing royal par des chasseurs de l'armée de l'air marocaine. Un

déjeuner la semaine précédente, avec son vieil ami le général Oufkir, cerveau de l'affaire, fut à l'origine des rumeurs. « Mais si c'est moi qui l'avais ordonné, aurait-il plaidé, je ne l'aurais pas loupé[16] ! » « On a estimé, poursuit un officier du SA, que le Maroc serait le seul pays d'Afrique que les États-Unis n'accepteraient jamais d'abandonner à l'ennemi[17]. » La structure mise en place consiste essentiellement en un poste renforcé, mais, en échange, le SA bâtit le Cercottes local où il instruit les Marocains aux techniques de l'ombre.

Après l'attentat des JO de Munich le 5 septembre 1972, l'unité se rode par ailleurs à la libération d'otages dans un aéronef. Cela permettra au DG de proposer ses services lors d'un détournement à La Haye, en 1974. De fait, le SA est un peu sa carte de visite vis-à-vis de ses partenaires français et étrangers. L'action parle mieux que le papier ! Le général de Gaulle en savait quelque chose qui, bien que considérant le SA avec des pincettes, lui avait demandé après son envolée sur le « Québec libre » de larguer une caisse, rien qu'une, au-dessus de la province. « Elle était vide, en rit encore un grand ancien. C'était juste pour rendre les Canadiens furieux[18] ! » Le SA a aussi permis à Marenches de frapper un coup mémorable en août 1971. Toutes les bases de la force de dissuasion nucléaire française ont été investies, des charges fictives étant déposées de telle sorte qu'en conditions réelles le parapluie atomique de la France serait resté fermé. Marenches s'est délecté à en faire lui-même le *debriefing* devant les huiles militaires qui n'en menaient pas large. Le plus jubilatoire, ou le plus inquiétant, est que l'exercice sera renouvelé durant la décennie, et toujours avec le même succès… À chaque fois, en tout cas, le DG trouve le moyen de grappiller une rallonge budgétaire ou des renforts, le chef d'état-major des armées, le général Fourquet, ayant lui-même reconnu en 1971 que « le Service [était] devenu squelettique[19] ». Encore faut-il trouver les candidats. Une

tournée des régiments est opérée pour amener l'effectif du SA à cinq cents hommes, un volume en apparence encore modeste, mais il faut y ajouter la réserve, mille cinq cents personnes.

Malgré cela, le SA traverse une crise de commandement. Le colonel Devigny a tiré sa révérence en 1971 avec les étoiles de général en guise de cadeau d'adieu. Lui ont succédé deux autres colonels, Martin puis Morbieu, qui ne laisseront pas un souvenir impérissable. Mais l'avenir du SA se joue ailleurs qu'à Noisy. Continuant à recruter dans la bonne société, Marenches a fait venir un autre « seigneur à grande tente », selon son expression, une tête de rapace à la diction parfaite et dotée d'un humour semblable au sien, le lieutenant-colonel Alain Gaigneron de Marolles. D'une grande famille nantaise, ce saint-cyrien, sorti modestement dans le train, a fait sienne une devise de Lyautey qui a tout pour plaire au DG : « La joie de l'âme est dans l'action. » Pourtant, même s'il a connu les mésaventures de la décolonisation avec le 11e Choc, Marolles n'est pas vraiment un guerrier, plutôt un penseur de la guerre, dont le mémoire rédigé lors de son passage à l'IHEDN est de ces ouvrages qui marquent sans jamais avoir été lus *in extenso*. Car tous les anciens en conviennent : si la pensée est forte, le style est anarchique.

Qu'à cela ne tienne, Marenches ne lit jamais les rapports. Il n'a retenu que le titre, « Paix atomique et guerre révolutionnaire », qui fait écho à son adage favori : « La paix est la continuation de la guerre par d'autres moyens. » Avec Marolles, il est sûr d'avoir trouvé l'architecte capable de rénover le SA selon ses rêves. Pas seulement un fournisseur de formations aux services de sécurité des potentats amis de la France, mais une force élastique, capable d'exercer la noble tâche qu'il a fini par oublier : renseigner. Non pas tuer, ni détruire – cela, il a toujours su faire –, mais infiltrer un pays, une organisation, une entreprise pour en extraire les informations qui

éclaireront ceux qui sont à la fois les clients et les censeurs du SDECE, les autorités politiques.

« Plus c'était tordu, se souvient le général Michel de Noray qui l'a pratiqué, plus Marolles était à l'aise. Il ne ménageait ni son temps, ni sa peine, on pouvait le joindre à peu près à n'importe quelle heure[20]. » Pareille évolution ne peut cependant s'opérer dans la précipitation. La clandestinité est un iceberg dont la mission sur le terrain ne représente que la partie émergée. L'essentiel se passe avant : fabrication des couvertures et des légendes, normalisation des mesures de sécurité, formation et entraînement. Pour jeter les fondations de ce nouveau SA, Marenches confie donc à Marolles une structure légère auprès du directeur du renseignement, le colonel Lacaze, pas mécontent de la compagnie d'officiers de son ancienne unité. La direction du SA, elle, a du mal à cacher sa colère. La voilà obligée de composer avec un satellite sur lequel elle n'a aucune prise et dont elle sait qu'il finira par l'annexer.

---

*1. Un mort et douze blessés.

*2. Elle a été laissée vacante par le colonel Richard qui n'a succédé au redouté Beaumont que quelques mois.

16

« Je n’y connaissais rien »

Maintenant que Marenches a pris ses marques, il faut revenir sur cette question : pourquoi Georges Pompidou l’a-t-il nommé à la tête du SDECE ? Même en 2018, le débat reste ouvert. Grand résistant ? Il ne l’a pas été. Grand combattant ? Une semaine de front (mais un taux d’invalidité de 100 % à la fin de sa vie). Marenches disposait toutefois d’une troisième carte qu’il a jouée au cours des vingt-cinq années suivant la fin de la guerre : il aurait mené, affirmera-t-il, des « missions secrètes », « plus ou moins confidentielles »[1], au service de la France. Voilà de quoi faire taire tous les doutes : le président de la République aurait choisi un spécialiste du métier, d’où la purge engagée dès son arrivée, et d’où son opinion marquée sur l’usage à faire du SDECE…

Revenons en 1945. Depuis la libération de Paris, Marenches mène la vie dont il a rêvé. Il a le prestige de l’officier décoré, il est bel homme, il roule dans la Rolls de sa mère, il fait tomber les filles. Monique de Groote est toujours sa préférée. En avril, il déjeune avec elle avant de la laisser pour un cinq à sept avec Marguerite, puis la retrouve à dîner, pour ensuite l’emmener aux Rotoirs où s’écoule « une nuit magnifique ».

Quand il n'est pas avec Monique, ou avec Pierrette, ou avec Viviane, ou avec Pascale (qui inscrit elle-même ses coordonnées dans l'agenda Hermès pour être sûre qu'il se souvienne d'elle), Marenches retrouve le général Juin, mais si peu souvent qu'il en vient à écrire parfois : « Journée de bureau ! » Il est en revanche de tous les déplacements de son patron, même si, en raison de sa santé défaillante, il a manqué le premier aux côtés de De Gaulle, à Moscou, en décembre 1944. Au début d'avril 1945, il peut féliciter les premiers éléments français qui ont franchi le Rhin ; à la fin du même mois, il gagne San Francisco où cinquante États sont en train de créer l'Organisation des nations unies. Le voyage ressemble à une réunion de famille ; Marenches dîne avec Pershing et son ancien chef d'état-major McCoy ainsi que Marshall, tous passés jadis aux Rotoirs. Mais il profite aussi largement des charmes du Nouveau Monde. À l'hôtel Fairmont – aux « petites Chinoises des ascenseurs ravissantes[2] » –, il fréquente une hôtesse notée « TB », Mrs W.H.N., ainsi que la veuve d'un commandant de destroyer disparu en mer. Le 8 mai, le dessin d'un massif « V-E-Day[*1] » sur son carnet est le seul défouloir à sa portée car, comme il l'écrit ensuite, « tout est calme à San Francisco. Les bars sont fermés. Ici c'est la guerre du Pacifique qui intéresse tout le monde[3] ». Le retour sur la côte Est lui offre de multiples rencontres : un dîner très étoilé avec toutes les gloires de la Première Guerre mondiale, des sorties galantes avec une actrice de vingt et un ans qui ne percera jamais, Cynthia B. ; une réception chez la fille du président Theodore Roosevelt, Alice Longworth, dont le salon est très couru dans la capitale même si elle a déclaré en 1940 qu'elle préférerait voter Hitler plutôt que pour un troisième mandat de son cousin Franklin Delanoe. Le 17 mai tourne au feu d'artifice avec un passage dans le Bureau ovale de Harry Truman et, au préalable, en présence de Juin et de Marshall, les retrouvailles avec sa mère qu'il

n'a pas vue depuis l'été 1940. Enfin il peut lui montrer avec fierté ses galons et son placard de médailles.

Le faux grand homme

Si Margaret reste aux États-Unis, Alexandre part retrouver une France libérée, mais à reconstruire entièrement. Des places s'ouvrent aux ambitieux, et, avec son pedigree, Alexandre pourrait naturellement y postuler. La gloire lui fait d'ailleurs manifestement tourner la tête, lui qui, le 31 août 1948, sera condamné à mille francs d'amende pour insulte à agent de la circulation. Ainsi quarante ans plus tard, n'aura-t-il pas son pareil pour relater qu'en 1945, alors qu'il estimait que les Alliés auraient dû terrasser l'URSS, « quelques Américains perspicaces ont senti les dangers de manière aussi intense que de Gaulle, Juin, et [lui]-même[4] ».

À un officier de liaison qui se permet de se hisser au niveau d'un chef de gouvernement et de son chef d'état-major général, rien ne semble impossible. Plus tard il avancera qu'à la fin de 1945, comme il avait décidé de raccrocher l'uniforme, le héros du 18 Juin l'aurait fait venir à sa résidence pour lui proposer une circonscription électorale. « Le général de Gaulle a toujours été très gentil pour moi, expliquera-t-il. J'étais d'abord le fils de son vieil ami qui avait été l'élève de son père. Il m'a manifesté non seulement de la sympathie, mais aussi une totale confiance[5]. » Marenches aurait poliment décliné l'offre en rétorquant : « Non, mon Général. Je suis venu pour faire la guerre. C'est fini. D'ailleurs, je ne suis pas sûr que nous l'ayons gagnée, mais c'est un autre sujet. Maintenant, je rentre chez moi[6]. » Ayant entre-temps abandonné la présidence du Conseil et créé le Rassemblement

du peuple français (RPF), le Général lui aurait alors offert le secrétariat du « comité de financement pour l'action du général de Gaulle[7] ». Voilà un jeune homme de vingt-cinq ans bien courtisé…

Après la capitulation allemande, Marenches a incontestablement rencontré de Gaulle ainsi que son aide de camp, le lieutenant Claude Guy, à au moins deux reprises, mais il omet de préciser que la raison en était son poste auprès de Juin, pas lui. S'il s'ouvre à Guy de ses « idées sur l'institution de la défense nationale et son utilité », c'est parce qu'il peut discuter d'égal à égal avec un jeune officier. Mais quand il se rend effectivement chez de Gaulle, le 13 novembre 1945, à Neuilly, c'est au général Juin que celui-ci, en civil, les traits tirés, s'adresse, en des termes que Marenches rapporte dans son carnet : « Et puis, fais ce que je te dis, n'est-ce pas[8] ! »

Rien en revanche sur la suggestion d'entrer en politique, ce qui, après tout, aurait été possible : Marenches porte beau, parle bien, pourquoi ne pas en faire un député ? Mais à bien considérer les positions des deux hommes, c'est beaucoup moins évident. De Gaulle, président du Conseil, rempart et épée de la France pendant quatre ans, s'adressant directement à un officier de liaison qu'il n'a vu qu'une fois en Italie, et deux ou trois fois en France, pour parler « petite soupe », ainsi qu'il aime à qualifier la vie politique ? Ou encore, quelques mois plus tard, pour lui confier le trésor de guerre de son mouvement… ?

Quant à Marenches, même si ces propositions lui ont été faites, ce sera tout d'abord par dédain pour la politicaillerie qu'il les aura refusées. « Tous les vieux cons reviennent ! commente-t-il en mai 1945. Le pays est f… Plus aucune dignité, démagogie[9]. » Au-delà de ce ras-le-bol, une conviction est ancrée très profondément en lui, mais il se garde évidemment de la répandre à l'heure du gaullisme triomphant : il ne souffre rien de la geste de la France libre. Taxer de

« planqués » ceux qui ont rallié Londres en juin 1940 : une immense majorité de Français, travaillés par la propagande de Vichy, s'y adonnent. Mais lui, c'est le Général lui-même qu'il qualifie en privé d'« imposteur », de « faux grand homme[10] ». En novembre 1947, il pourra ainsi sans vergogne l'accuser de la mort du général Leclerc pourtant victime d'un accident d'avion.

Il est à noter d'autre part qu'aucun ancien collaborateur du chef de la France libre n'a jamais évoqué Marenches dans les nombreux Mémoires parus depuis. L'Union privée pour l'aide à l'action nationale du général de Gaulle, qui a bien existé, dirigée par Claude Guy, porte mention de l'adhésion de célébrités comme Joséphine Baker ou Paul Claudel, d'entrepreneurs très établis, mais pas de celle de Marenches. À sa décharge, aucun des survivants n'a contesté ses propos à la parution de ses Souvenirs en 1986. Mais peut-être son passage à la tête des services secrets a-t-il eu un effet dissuasif…

De toute façon, l'aversion de Marenches pour de Gaulle s'inscrit d'abord dans son attachement inaliénable à Pétain. Avec Juin, il est certes à bonne école : le vainqueur du Garigliano ne reniera jamais son serment de fidélité à celui de Verdun. Marenches racontera ainsi avoir proposé d'organiser un « accident[11] » en Allemagne pour que Pétain ne puisse être jugé en France. Que Juin, comme il l'affirmera, ait accepté qu'il s'en ouvre ensuite au cabinet de De Gaulle est des plus douteux : un général aussi légaliste que lui n'en aurait jamais pris le risque. Toutefois, la motivation mérite attention : en imaginant une porte de sortie au Maréchal, Marenches cherche avant tout à lui épargner « à lui et à la France les humiliations et les divisions qui ont suivi et qui, aujourd'hui encore, ne sont pas encore cicatrisées[12] ». Et encore, ces mots datent de 1986. En 1945, le jeune lieutenant ne retient pas sa plume. « Nous sommes indignes[13] », note-t-il en avril en apprenant le retour en France du Maréchal et son emprisonnement.

Le 10 août, assistant au procès à la demande de Juin à qui de Gaulle a interdit de témoigner, il décrit : « Je suis assis derrière les juges [*sic*[*2]]. Certains des jurés [*resic*] parlementaires ou de la résistance dorment. D'autres lisent le journal. C'est une parodie […]. Le général de Lannurien, dernier témoin, parle avec émotion. La salle applaudit. Pénible ! 7 des 24 jurés sont juifs. » La tragédie ne l'empêche pas néanmoins de filer aux Folies-Bergère juste après, mais c'est pour toucher le fond de la consternation deux jours plus tard : « Le procès Pétain est une nouvelle affaire Dreyfus. À travers le maréchal, c'est l'Armée, le Clergé et la vieille France que l'on attaque[14]. » C'est-à-dire Marenches lui-même.

La guerre ne l'a pas changé, mais il sera assez habile pour le faire croire, y compris aux gardiens du temple gaulliste comme Pierre Messmer ou Michel Debré. L'un de ses amis du Jockey Club, Gérard de Chaunac-Lanzac, qui a lui-même été l'aide de camp de Leclerc, a une bonne formule : « Alexandre était gaulliste non pratiquant[15]. » On pourrait dire « gaullien ». Ses points communs avec le Général sont une aspiration à la grandeur de la France, à son indépendance, à son rayonnement dans le monde. Mais il ne prendra parti pour lui qu'une seule fois, du bout du stylo et bien sûr en privé, lors de la crise gouvernementale de la fin de 1945 : « Le conflit est ouvert avec les communistes, grommelle-t-il. Thorez l'infâme déserteur contre le général de Gaulle ! C'est joli[16] ! » Mais il est vrai que, dans le combat à mort contre le dragon rouge, il serait prêt à accepter n'importe quel allié !

La disparition du vieil Alex

Qu'a donc fait Marenches une fois libéré de ses obligations militaires, le 31 décembre 1945, avec une prime royale de mille huit cent quatre-vingts francs ? Il suffit de compulser les *curriculum vitae* figurant dans son dossier de réserviste. À la mention « profession », il répond « agriculteur » ou « propriétaire exploitant agricole ». La seconde formulation est plus appropriée pour qui roule en Buick et fait la bringue dans les lieux chics de la capitale en compagnie du journaliste Albert Plécy, qu'il a connu en Italie et qui vient de contribuer à la création de *Point de vue*. Marenches reprend sa vie aux Rotoirs là où il l'avait laissée. Saint-Aubin a été l'enjeu d'âpres combats en août 1944, les Américains venant y couper la retraite des Allemands sur la Seine. Les corps de la cinquantaine de tués ont été relevés, mais des carcasses de véhicules signent encore le fracas de la rencontre.

La propriété, qui abritait la défense antiaérienne allemande, a subi pour un million de francs de dégâts et Marenches s'agace de retrouver des employés avec une « mentalité de froussards égoïstes[17] ». L'une des exceptions est la gouvernante d'origine espagnole, Florence, qui a tenu tête aux SS quand ils ont occupé le château. L'une des premières décisions de Marenches est pourtant de la congédier, sans en donner la raison, même à son demi-frère qui tente vainement de la faire réintégrer. Il n'est pas totalement à écarter qu'un amour impossible en soit la cause – « Florence est magnifique », note-t-il dans son carnet – et qu'il dise vrai quand il affirme que le départ de la jeune femme a été volontaire. Quoi qu'il en soit, cela fait un grief de plus pour François Monahan qui dépeint à leur mère restée en Amérique le tableau d'un châtelain prétentieux, n'en faisant qu'à sa tête et très dépensier. Dès le retour d'Alexandre en France, le système de fait a repris ses droits : François lui verse 400 000 francs d'argent de poche pour la fin 1944, 200 000 en 1945,

mais cela semble ne pas suffire. Marenches, en effet, a soumis à son demi-frère un projet d'entreprise, avec l'ami de régiment Jean-Louis Bilet pour associé, nécessitant un apport initial de 400 000 francs pour acheter le terrain. De quelle usine s'agit-il ? Mystère. Mais le travail de Marenches consisterait à décrocher « les permis et faveurs refusés au commun des mortels[18] ». Peu importe de toute façon pour Monahan qui ne retient que le trou creusé dans l'héritage de son père. Pourquoi, lui suggère-t-il, ne pas vendre la Mercedes rapportée d'Allemagne, aucune voiture de cette marque ne se négociant à moins de 700 000 francs ? « À moins, informe-t-il leur mère le 24 janvier 1946, que vous ne lui écriviez qu'il ne doit pas prendre de décision importante sans mon approbation initiale, et qu'il ne doit pas prendre des fonds des Rotoirs, il va simplement financer ses projets de cette sorte. Et comme il est incroyablement ignorant sur la question business, et complètement à la merci de quiconque l'appelle “monsieur le comte”, les choses pourraient facilement prendre mauvaise tournure. »

Conclusion de François : « J'espère que dans un monde apaisé, le vieil Alex (qui réapparaît à certaines occasions) se réaffirmera[19]. » De son palace à Washington, Margaret a tendance à croire son fils aîné. C'est ainsi qu'elle revient en France en février 1946 sans en prévenir Alexandre, mais ses dispositions vont changer. « À mon retour, notifiera-t-elle peu avant sa mort en guise de testament, François a peint un terrible tableau d'Alex. Donc, pendant presqu'une année, j'étais sur mes gardes et ai mis Alex à l'épreuve. J'ai depuis compris[20]… »

C'est une histoire d'or qui met le feu aux poudres. Partie en 1940 avec bijoux, argenterie, bons de guerre et deux mille dollars en or, Mme de Marenches avait aussi fait enterrer des napoléons dans le parc des Rotoirs afin que ses fils puissent parer à l'imprévu. Les demi-

frères s'accusent mutuellement d'en avoir récupéré une partie et caché l'autre ailleurs. La somme concernée, de l'ordre de vingt mille dollars-or, sert de révélateur à une tension que Margaret sous-estimait et qui explose dans l'année 1946. François réclame un accord définitif sur la propriété du trust familial. La discussion vire à la bataille rangée avec sa mère, chacun dressant des comptes d'apothicaire pour savoir qui a payé quoi pendant la guerre, en envoyant à la face de l'autre les souvenirs terribles de la mort du premier mari et père. Margaret signe finalement un accord en janvier 1947 avec, dit-elle, « un pistolet sur la tempe[21] », puisque François menaçait de saisir les tribunaux. L'essentiel du capital est attribué à son fils, elle en conserve les dividendes qui iront à Alexandre à sa mort. Mais Margaret et François resteront à jamais irréconciliables.

Remue-ménage

Durant toutes les négociations, Alexandre a eu l'intelligence de ne pas intervenir. Même quand François réclame qu'il soit acté qu'une partie du mobilier des Rotoirs, pourtant sa propriété, lui sera cédé à la mort de leur mère, il lâche princièrement : « Je ne me battrai pas pour quelques morceaux de bois[22]. » Il faut dire qu'il n'y a pas du tout intérêt : si la justice se saisissait du litige, la loi française attribuerait probablement toute la succession de Frederick Monahan à son seul fils et lui n'aurait plus rien… Fini la vie de cocagne, à courir les concessionnaires auto, à inviter chez Cartier ou au Claridge l'ami Jean-Louis Bilet et ses conquêtes, à refaire la garde-robe de la nouvelle élue de son cœur, la belle Pierrette. Même si c'est avec une

Valérie que, le 1er juillet 1946, il vit ses premières « expériences de bikini ».

Les femmes virevoltent comme dans un film dans la vie d'Alexandre qui peut écrire dans ses carnets, tel un réalisateur, le mot « Fin », puis revoir ladite Pierrette le 2 décembre après une « séance pénible de vidage de sac », juste avant de dîner avec Bernadette, pour retrouver ensuite Pierrette dans les heures suivantes, tout en offrant du Balenciaga à Monique… « Vraiment les femmes sont faciles ! écrit-il en février 1947, en jouant les bégueules. Céliane, Odette, Paulette et amoureuses avec ça… Je ne leur en demande pas tant[23] ! »

Une femme, néanmoins, lui mène la vie un peu plus dure. Devant laisser la rue Weber, Margaret le missionne pour lui dénicher un appartement à Paris. *A priori*, rien d'insurmontable, sauf qu'elle veut du prestige, du vaste, du clinquant. Par conséquent, même quand Alexandre trouve une très belle adresse, au 6, place Vendôme, il doit encore dégoter les bons artisans d'antan, puis des caisses de whisky et de son champagne de prédilection pour lui permettre de recevoir comme jadis. Margaret n'a pas quitté les années folles. Elle adore s'étourdir de réception en cocktail à tel point qu'un jour, elle s'est sentie obligée d'inviter tous les passagers du *liner* qui la ramenait en France avant de s'apercevoir qu'elle n'aurait pas assez de chaises aux Rotoirs ! Succombant à l'envoûtement du voyage chérifien, elle peut aussi débourser vingt mille dollars sur un coup de tête pour acheter la villa Saint-Gilles à Tanger.

Marenches lui aussi est obligé de changer de domicile. Cap sur le XVIe arrondissement, 47, avenue du Maréchal-Lyautey. Un trois pièces de cent quarante mètres carrés, au quatrième étage, où il n'échappe pas tout à fait à la férule de sa mère puisque c'est elle qui s'occupe de la décoration. Beaucoup de tout, de meubles, de boiseries, de commodes chinoises. Un mini-Rotoirs pour un comte qui de toute

façon n'aime pas y recevoir, même ses partenaires d'un moment. Très rares sont celles qui ont droit à la Normandie : Marenches la préserve comme un sanctuaire sur lequel veille un nouveau régisseur à partir de mai 1949, Eugène Denizot. Un ancien d'Indochine, de dix ans son aîné, qui n'hésite pas à lui livrer le fond de sa pensée quand il le faut. Avec sa femme Bruna et leur fille Monique, ils forment une famille comme Alexandre n'en a jamais eue et qu'il se plaît à retrouver pour des déjeuners très simples. « Il répétait à mon père qu'il avait de la chance, se souvient Monique Denizot. Alors que lui avait tout[24] ! »

Une start-up industrielle

Les Marenches vendent la ferme des Rotoirs en 1952, se rendant compte bien tardivement qu'elle n'a jamais été rentable et qu'en revanche elle profitait fort bien à quelques habitants du coin. Alexandre s'en accommode. C'est qu'il a tellement d'affaires à traiter, à en croire la presse, beaucoup plus tard, quand il sera nommé au SDECE ! En réalité, il passe le cap de la trentaine sans avoir d'activités ni régulières ni profitables. « Il s'occupe », répondent ses proches. Même le général Marshall échoue à le caser auprès d'un ancien colonel de l'armée américaine, Frank McCarthy : « Les dépenses qu'[Alexandre] effectuait, écrit-il le 30 janvier 1952, devaient venir des biens de sa mère et il sent maintenant qu'il doit se trouver un emploi stable et rémunéré[25]. » L'intéressé s'en est ouvert à un collaborateur de Marshall : il veut mettre à profit ses relations et sa pratique de l'anglais pour aider des entreprises américaines à s'implanter en France. Pourquoi McCarthy ne l'embaucherait-il pas, lui qui a des projets en Europe ? Il n'y aura pas de suite, et Marenches

ne fera donc pas carrière à Hollywood – le colonel est producteur de cinéma, nommé aux oscars l'année précédente.

C'est cependant cette même année 1952 que Marenches va faire enfin son entrée dans le monde des affaires. Un épais brouillard recouvrant tout son passé, certains avanceront dans les années 1970 qu'il a dirigé un golf. L'idée lui a bien effleuré l'esprit de transformer les Rotoirs pour ce sport que pourtant il méprise, mais des complications inhérentes au cadastre l'en ont dissuadé. D'autres prétendront qu'il s'est lancé dans un « juteux commerce d'automobiles » ou dans une activité de « transformation des ordures ménagères ». Sa passion pour les belles carrosseries peut l'expliquer, mais l'imaginer au milieu des déchets relève de l'élucubration ou de la petite vengeance. Pour autant, l'évocation que Marenches fera de son activité ne procède pas non plus d'une sagesse exemplaire : « J'ai passé quinze ans dans une société de mécanique moyenne, une période très enrichissante car je n'y connaissais rien et comme cela se passait en banlieue parisienne, j'ai vu un nouvel aspect de la société parisienne que j'ignorais totalement[26]. » Ou comment concilier travail et anthropologie… C'est en effet dans les trois mille mètres carrés d'un entrepôt du Pré-Saint-Gervais, 9, rue Marceau, que la Société générale thermique (SGT), créée le 17 mai 1952 avec un capital modeste de cinq millions de francs, a ses locaux. Au rez-de-chaussée et au premier étage, les ateliers de production. Au second, le bureau d'études où sont mis au point les prototypes. Faut-il y voir un mauvais présage ? Les occupants précédents ont déposé leur bilan deux ans plus tôt.

Au XXIe siècle, on parlerait volontiers de *start-up* industrielle. Celui qui en est à l'origine est un savant génial de quarante ans, roumain de naissance, Gabriel Brola, dont la guerre a propulsé la carrière. Les restrictions énergétiques imposaient en effet de doper le rendement

des centrales thermiques. Entré au laboratoire des hautes températures de la Sorbonne, Brola a développé des projets précurseurs qui sont la base du développement du moteur à réaction français. La naissance de son fils l'a ensuite poussé à entrer dans le privé qu'il espère plus rémunérateur, ses connaissances en matière de générateurs de vapeur et d'eau chaude étant à même de révolutionner une industrie qui tourne encore quasi exclusivement au charbon.

A priori, les chances qu'il rencontre un jour Marenches étaient nulles : le Jockey Club ou le Traveller's comptent fort peu d'individus de cette espèce parmi leurs membres. Et les lectures d'Alexandre sont assez éloignées de *Science et Vie* qui a consacré un article au docteur ès sciences. Qui les a réunis ? Sans doute les autres compères de l'équipée, François et Pierre De Bois, deux frères, Belges, que Marenches présente – mais sans les citer – dans ses Souvenirs, comme des « amis de la guerre[27] ». Se seraient-ils connus par l'intermédiaire de Monique de Groote, également de nationalité belge et qui surtout gravitait dans les milieux de l'art qui font leurs délices ? Chez François De Bois aussi, on adore recevoir, on fraie avec le beau monde. Et on s'y connaît aussi peu en turbines à gaz que les Marenches. Brola a sans doute un autre don, celui de la vulgarisation, pour convaincre le trio de l'intérêt de son projet dont le logo de la SGT dit presque tout : une flamme, d'un brûleur de sa conception, aux débouchés immenses dans le chauffage et la propulsion. « J'étais dans le privé, s'amusera à raconter Marenches à son chauffeur à la fin de sa vie. Mais je ne me suis jamais pris au sérieux[28] ! » Ne voit-il pas aussi comme un pied de nez de l'histoire cette occasion de prospérer à son tour dans le chauffage comme le premier mari de sa mère auquel il doit sa fortune ? Brola lui plaît parce qu'il est son contraire : scientifique, très diplômé, travailleur à ne jamais s'accorder de

dimanche, si dévoué à sa passion qu'il refuse les ponts d'or des grands groupes et des universités américaines, et même un poste de ministre de l'Industrie dans son pays natal. Car l'homme est aussi viscéralement attaché à la France qui, *via* son ambassade à Bucarest, lui a attribué en 1934 une bourse d'études.

Des turbines à bout de souffle

Les tâches se répartissent d'elles-mêmes. À François De Bois, avocat de son état, la présidence. À son frère Pierre, le secrétariat général. À Brola, la direction technique. À Marenches, les relations publiques. Au sens large. Quand la SGT a besoin de cinquante millions de francs de subventions, il prend son carnet d'adresses et contacte la bonne personne au Louvre (qui hébergeait alors le ministère des Finances). Très imprégné du modèle américain, il milite pour l'instauration de crédits d'impôts ou de fonds d'épargne privés, si possible au niveau européen, qui doperaient la recherche française. Quand il s'agit de décrocher des marchés, il est encore à la manœuvre, que ce soit pour l'aménagement des lycées qui sont construits à la chaîne en raison du baby-boom ou pour l'équipement de la piscine centrale de Monaco dont le raffinement est poussé jusqu'à faire évacuer les vapeurs par le mât des drapeaux. L'un des arguments forts de l'entreprise : le brûleur Brola permet de diminuer de 20 % la consommation de fuel. À l'échelle du pays, ce sont un million et demi de tonnes qui seraient économisées, soit douze millions de dollars. Un cliché montre ainsi Marenches, magnifique, faisant l'article au président de la République Vincent Auriol lors d'une foire. Aux États-Unis, il convainc le célèbre professeur Theodor von Karman du profit que ses recherches sur l'hypersonique et

l'aérodynamique haute vitesse pourraient tirer des avancées de Brola – il y va de rien de moins que de l'entrée dans l'atmosphère des têtes atomiques américaines…

Après un démarrage remarquable – que vient d'ailleurs filmer l'ORTF –, la SGT s'essouffle. Brola l'a toujours conçue comme un laboratoire d'études, un incubateur de brevets dont la vente devait permettre le développement des projets suivants. Certes, il n'est jamais à court d'idées, lui qui déposera un brevet par an jusqu'à sa mort. Marenches le met aussi régulièrement à contribution en enlevant des marchés militaires grâce à ses relations. De la turbine, Brola doit ainsi passer à la grenade fusée ou au gilet pare-balles renforcé afin de tenter de limiter les pertes en Algérie : trente-trois mille exemplaires sont commandés, obligeant la SGT à sous-traiter. Au début des années 1960 toutefois, l'ouverture du Marché commun accroît la concurrence et la société arrive à un point où, pour continuer, elle doit impérativement s'agrandir. Or le foncier a augmenté dans la petite couronne de Paris et, malgré ses neuf cent millions de chiffre d'affaires – et autant de pertes –, la SGT n'a pas les ressources pour racheter un rival. Elle se rabat donc sur des coupes des frais généraux puis de la masse salariale… Et en 1967, déficitaire et endettée, elle est avalée par Fives-Penhoet, un groupe industriel ayant de très belles réalisations à son actif comme les ascenseurs de la tour Eiffel ou de la gare d'Orsay.

Un grand voyageur…

Dans ses Souvenirs parus aux États-Unis trois avant sa mort, Marenches raconte que la SGT et son rachat par un « grand conglomérat[29] » lui ont donné l'indépendance financière qui faisait sa

force. C'est une acrobatie qui lui permet d'une part de ne pas justifier la véritable origine de sa fortune personnelle, qui est la seule à lui avoir permis de s'offrir une Rolls en 1956, et d'autre part de présenter comme une réussite ce qui se termine sans gloire puisque la SGT est dissoute en 1968. Les mauvais esprits affirment d'ailleurs au moment de son arrivée à la caserne des Tourelles que des fonds secrets ont servi à renflouer la société. Ils ne sont pas les premiers à jeter un pont entre les deux entités que ne séparera bientôt que le fleuve du boulevard périphérique. Les employés, une cinquantaine, de la SGT, s'accordent en effet pour décrire Marenches comme un homme d'un tact exquis, mais souvent absent. Lui-même rendra d'ailleurs hommage à ses associés de lui avoir laissé « le temps nécessaire pour parcourir le monde tout en continuant à mener les missions dont [il était] souvent chargé[30] ». Voilà qui recoupe les soupçons des salariés : il travaillait pour les services secrets et la SGT n'était qu'une couverture !

Tout est toujours dans la nuance. Le directeur général n'a jamais affirmé qu'il avait été « espion », mais, en expliquant que ces « missions un peu exceptionnelles » lui « étaient données par les gouvernements français successifs »[31], il induit le doute *volens nolens*. Or deux choses sont indiscutables : oui, de 1946 à 1970, Marenches a beaucoup plus voyagé qu'un Français de son rang ; non, il ne s'agissait pas d'un travail de renseignement.

Prenons les déplacements dans l'ordre chronologique. En avril 1946, il s'envole pour l'Extrême-Orient avec le général Juin. Il a pourtant quitté l'armée, mais le chef d'état-major général lui a demandé d'assurer quelque temps la direction de son cabinet civil. Le jeune homme inaugure de la sorte son parcours de réserviste auquel il prêtera une très vive attention. En Inde, en Chine, au Tonkin, au Cambodge, il suit la délégation, ici en s'extasiant sur les « jolies

femmes hindoues drapées dans l'élégant sari de toutes couleurs, transparent à la taille nue », là en raillant les « innombrables drapeaux du Vietnam rouge à l'étoile d'or et [les] ridicules soldats vietnamiens[32] ». Au bout de ce mois de périple, il ne remet aucun rapport officiel, toutefois il en tirera un article, « Que vont faire les Américains en Chine ? », mais paru dans la revue *Carrefour*, deux ans plus tard seulement, et où il expose que Mao ne serait qu'un faux-nez de Staline dont le rêve serait de dépasser Gengis Khan et de bâtir un empire de la mer Noire à la mer de Chine…

De ce voyage, Marenches conserve surtout une anecdote qui fait les délices de nombre de ses repas. Au décollage de Singapour, l'avion a connu une grave avarie qui manqua d'être fatale à ses occupants. Le directeur général aime à raconter que personne n'a paniqué, mais que, quand d'autres rédigeaient leur dernière lettre, lui, impérial, buvait du Veuve Clicquot rosé 1928, « un peu tiède ». Ce n'est pas la seule fois qu'il aurait regardé la mort avec flegme. « Un jour que nous revenions de Suisse, dans les années 1980, se souvient son officier de sécurité Jean-Noël, j'ai évité d'extrême justesse un carambolage qui aurait pu s'avérer très grave puisque nous étions à pleine vitesse. Pendant les quelques secondes qui m'ont paru des heures, Monsieur le Comte est resté stoïque, sans dire un mot, presque décontracté. Une fois sortis d'affaire, il a juste lâché : "C'est bien !"[33]. »

En février 1948, Marenches part pour l'Afrique noire. Congo belge, Rhodésie, Afrique du Sud, Kenya : ces deux mois figurent parmi les « missions » qu'il indiquera quand l'armée lui demandera un *curriculum vitae*. Certes, il y anticipe les processus irrémédiables d'indépendance. À Livingstone, actuelle Maramba, capitale de la Zambie, il note ainsi que « l'évolution des indigènes [en] est à peine à ses débuts. Le travail est obligatoire pour plusieurs années dans les mines, séparés de leurs familles. Couvre-feu à 8 heures dans leurs

cantonnements entourés de barbelés ! La plupart des Blancs sont inquiets pour l'avenir. En Rhodésie du Sud, 100 000 Blancs pour 1,8 million de Noirs[34] ». De même, à Salisbury (Harare), capitale du Zimbabwe : « Nous avons vu le spectacle d'un Noir frappé par un Blanc simplement par plaisir de dominer. Ils vont tout de même un peu fort[35]. » Mais ce sont là les seuls commentaires dans ses agendas à portée générale. Tout le reste concerne les safaris avec son ami McKenzie – un « Lawrence d'Arabie en plus modeste[36] » –, le tourisme, une Miss France d'après-guerre croisée par hasard et des études, mais pour son propre compte, sur les cultures locales dont il envisagerait de reproduire le modèle en France ou dans lesquelles il pourrait investir. À chaque étape, il rencontre les autorités locales, qu'elles soient belges ou britanniques, mais cela relève pour celles-ci de la simple et bonne diplomatie à l'égard d'un grand nom.

En juillet 1948, il se rend à Prague gouvernée par les communistes depuis février précédent. Mais il ne fait que répondre à l'invitation amicale d'un ami officier américain et se contente des charmes de la ville. Suivent des séjours au Maroc, autant pour l'amour qu'il porte au royaume chérifien que pour ses périodes de réserve accomplies au cabinet de Juin qui en est le résident général depuis 1947. Il n'oublie jamais non plus de faire de longues pauses à Tanger dans la villa de sa mère, ni de s'arrêter au retour ou à l'aller, en Espagne, l'ami journaliste Ralph Forte l'emmenant à la corrida ou chez une amie, « F », dont il apprécie les charmes.

En 1950 et 1951, Marenches visite assidûment les États-Unis. Et il ne lésine pas sur les explications : René Pleven, président du Conseil depuis juillet 1950, lui aurait tout d'abord demandé d'« essayer d'apprendre, de savoir ou de deviner quelle allait être la politique américaine dans le Pacifique au cours des dix ans à venir[37] ». Puis, en janvier 1951, il l'aurait prié d'obtenir des Américains les avions qui

permettraient d'inverser la tendance en Indochine. Pour la première mission, Marenches raconte qu'il serait allé frapper à la porte du général Marshall qui, après avoir à peine hésité, lui aurait fait établir un ordre de mission au nom de « colonel David Alexander » afin qu'il puisse voyager à sa guise. Le Français s'est bien rendu à Hawaï, à Guam et à Tokyo, mais comment lui a-t-il été possible de statuer sur un enjeu aussi fondamental en si peu de temps, au gré de rencontres rapidement montées, avec de surcroît des interlocuteurs qui ne livreraient certainement pas leurs secrets au premier cinq galons venu… ? Au demeurant, la conclusion du rapport que Marenches affirme avoir remis n'est pas frappée de la plus grande originalité puisqu'elle avance que les États-Unis sont appelés de plus en plus à délaisser l'Europe au profit du Pacifique, ce que tout le monde sait depuis la guerre.

Quant à la seconde mission que lui aurait donnée Pleven, Marenches se vantera d'avoir arraché au commandement américain des chasseurs et des bombardiers qui auraient favorisé rien de moins que la « première véritable coopération américano-européenne aux prémices de la 3e guerre mondiale[38] ». Les États-Unis n'ont-ils pas effectivement donné leur accord pour un soutien aérien ? Marenches dit donc vrai ! Il omet juste de préciser que, si jamais sa participation a été effective, elle a été précédée quelques mois plus tôt par les visites à Washington du général Juin, des ministres des Finances et des Affaires étrangères, et qu'elle sera suivie en septembre par celle du commandant en chef des forces françaises en Indochine, le général de Lattre. Il n'est pas besoin de longtemps réfléchir pour déterminer quel avis pesa le plus dans la balance américaine… Enfin, Marenches passe sous silence l'embarquement dans l'avion non seulement de Juin qui l'emmène – et non le contraire – chez le

président Truman, mais de la moitié du Quai d'Orsay décidée à plaider la cause française…

Dans les années 1950, Marenches effectue ses périodes de réserve à Fontainebleau où Juin prend le commandement des forces Centre-Europe de l'Otan. Il l'accompagne aussi en Corée, au Japon et encore en Indochine bientôt perdue par la France. En 1955, il fait une escapade, seul, au Liberia où il s'entretient avec le vice-président Tolbert, mais là encore pour des projets personnels et avortés de reprise de mines ou de plantations d'hévéa. Le SDECE a-t-il jamais su qu'il a failli être dirigé par un roi du caoutchouc ?

---

*1. Victory in Europe Day.

*2. Annotation de Marenches qui consigne de la sorte son mépris pour le tribunal réuni.

17

Fille d'empires

Quand elle arrive à Grasse en juillet 1971, la fille de l'ancien régisseur des Rotoirs, Monique Denizot, est confrontée à une ambiance de mort. Indiquant d'un geste las des essais de peinture sur la façade, Alexandre de Marenches lui glisse dans un souffle : « Tout cela n'a plus aucune importance. » La jeune femme est également stupéfiée par la métamorphose de Lilian. « J'avais quitté une Liz Taylor, se souvient-elle, et je retrouvais une femme brisée[1]. » Les tenues un peu trop fleuries qu'elle a l'habitude de porter ne sont plus compensées par ce charme qui a fait tourner les têtes depuis l'adolescence. Son regard gris a chaviré dans la noirceur du deuil et les souvenirs dévorants d'une maternité difficile. Lilian a été mère à trente-deux ans, un âge plutôt avancé dans les années 1950, notamment en raison d'aléas physiologiques qui ont fait précéder la naissance d'Anselme d'une demi-douzaine de fausses couches. L'enfant est apparu alors qu'il n'était presque plus attendu. C'était le 3 janvier 1956, une dizaine d'années après le mariage lui-même survenu peu après la Libération, à en croire les confidences d'Alexandre de Marenches à Christine Ockrent : « À la fin de la guerre, elle changea heureusement d'avis et m'épousa[2]. » C'est qu'il

ne lui fallait pas laisser s'échapper cette ravissante jeune femme surnommée à Rabat « Ouh la ! » en référence au personnage principal du film de Wilhelm Thiele, *Hula, fille de la brousse*. Même chevelure noire, signant une longue silhouette pulpeuse de près d'un mètre quatre-vingts. La comparaison est flatteuse puisque le rôle était tenu par Dorothy Lamour, star montante d'Hollywood dont le portrait fut l'un des plus punaisés par les GI de par le monde aux côtés de celui de Rita Hayworth.

D'autres affirment que le surnom viendrait plutôt du « Ouh la ! » que tous les hommes lâchaient sur son passage. Lilian a fait des ravages dans le corps expéditionnaire français en Italie. Car, pour être belle, elle n'en est pas moins courageuse. Engagée à dix-huit ans comme infirmière, elle sait ce qu'est la guerre pour en avoir pris en charge des centaines de victimes à quelques kilomètres du front. Les cris de douleur, les odeurs pestilentielles des membres gangrenés, les éclaboussures de sang, les amputations à la chaîne, les tombes creusées à la va-vite pour les blessés succombant à leurs blessures, Lilian a tout connu du 30 décembre 1943, jour du débarquement à Venafro, au 15 août 1944 qui marque son retour au Maroc. Le charme en effet a un prix. Lilian fait partie d'une unité originale, la Formation chirurgicale mobile franco-américaine (FCM), plus sobrement baptisée « formation du Luart » du nom de sa créatrice et directrice, Leïla Hagondokoff, fille d'un officier tcherkesse, mariée en secondes noces au Français Ladislas du Luart. Une maîtresse femme, elle-même engagée en 1917 comme infirmière qui, depuis la guerre d'Espagne, gère son unité avec autorité. On y dîne comme en ville, on y joue du piano grâce à un médecin musicien, le tout sous la houlette d'une comtesse à la fois général en chef et femme du monde. La FCM est connue pour ses filles toujours impeccables avec tablier et coiffe, son confort sans égal, des lits faits, des pyjamas repassés, la

possibilité de prendre une douche et des repas parfois confectionnés par la directrice elle-même.

Mme du Luart éprouve une tendresse particulière pour les deux benjamines. En Christiane, ancienne élève de l'école de Croix-Rouge à Oran, elle retrouve l'exilée, la famille Bockel ayant dû fuir sa terre natale d'Alsace en 1940, mais aussi la combattante, déterminée à libérer son pays. Avec elle, les liens pourraient être de mère à fille, mais, avec Lilian, c'est différent. Mme du Luart voit bien que même les médecins perdent toute raison à son contact. Elle se dit qu'elle serait parfaite pour Nicky, son fils unique. Rome libérée, Lilian et Christiane se voient donc offrir une suite à l'hôtel Excelsior, un mille étoiles puisque les plus hautes autorités militaires alliées y descendent. « Il y avait des miroirs partout, se souvient Christiane. C'était la première fois que nous nous voyions depuis des mois[3] ! » Comme par hasard, Nicky y a aussi une chambre. Il passe la soirée avec Lilian, mais l'alchimie ne se fait pas. Le jeune garçon en aura peut-être le cœur brisé, mais sa mère, elle, ne s'embarrasse pas de sentiments : renvoyée en Afrique du Nord, Lilian est privée de la libération de la France et du défilé de la victoire, le 14 juillet 1945, sur les Champs-Élysées. « Touchant de voir avec quelle rapidité l'amour maternel se transforme en haine[4] ! » écrit-elle à Christiane. Ses notes démontrent toutefois que Mme du Luart n'est pas rancunière jusqu'au bout puisqu'elles soulignent « sa discipline, son dévouement et son grand cœur », ainsi que son « aide précieuse à ses chefs dans leur effort de sauvetage de nombreuses vies humaines »[5]. Citée à l'ordre du régiment, Lilian se voit même décerner la croix de guerre.

Noces à retardement

Où Marenches a-t-il fait la connaissance de celle que l'on a vue sur toutes les photos du magazine américain *Life* consacré aux infirmières françaises ? Le romantisme aurait voulu que ce fût sous une tente, lui blessé, sur un brancard, elle à son chevet. Mais son nom ne figure pas sur le registre des blessés de la formation Du Luart. La réponse est donnée par Lilian qui, pour rappeler à une amie cet officier qui lui tourne autour en octobre 1944, évoque le « reporter, "Marench", tu sais, un spahi qui venait assez souvent à la FCM accompagner les Anglais[6] ». Alexandre racontera longtemps après que Lilian avait été « la seule fille à cette époque qui avait refusé de sortir avec [lui], ce qu'[il avait] trouvé aussi surprenant que choquant[7] ». Indéniablement, lui aussi est ensorcelé. Des dizaines d'années après leur mariage, il ne dédaigne pas de raconter avec son art habituel qu'un jour il a aperçu une magnifique jeune femme au volant dans les rues de Paris, qu'il l'a suivie en s'étonnant de ce qu'elle prenne le chemin de son propre domicile. Et pour cause, c'était sa femme !

Alexandre aime Lilian et Lilian, dans les années 1970 encore, est touchante par l'admiration qu'elle porte à Alexandre. Mais alors, pourquoi un mariage si tardif ? Marenches, en effet, n'a pas dit toute la vérité à Christine Ockrent à ce sujet. Les « oui » n'ont pas été prononcés devant la mairie du XVIe arrondissement, avec le maréchal Juin pour témoin, juste après la fin de la guerre, ni en 1946, ni en 1947, mais le 2 septembre 1953…

La première raison est simple. À la capitulation des Allemands, Marenches a vingt-quatre ans et n'éprouve rigoureusement aucune envie de se caser. Rien que pour 1945, il a recensé dans ses carnets trente-deux aventures qui seraient probablement deux fois plus nombreuses si la moitié de l'année n'avait été passée en déplacement

aux côtés de Juin. Françoise, Renée, Mimi, Marie, Pierrette, Jacqueline, Bernadette, Hélène, Dominique, Lucienne, Jeanine, Simone… Monique de Groote figure toujours en bonne place, mais elle se marie à cette époque avec le peintre Paul Georges Klein. La première mention d'une « miss Witchell » – nom de jeune fille de Lilian – apparaît le 29 août 1944, suivie d'un numéro de téléphone à Alger : 677.03. Rendez-vous est pris pour une soirée, le 5 septembre, en présence d'une amie, mais plus rien ensuite, en tout cas jusqu'au 28 mai 1945, sans autre commentaire qu'un nouveau numéro de téléphone, à Paris cette fois : Auteuil 68.02. Lilian revient pour un déjeuner le 11 juin, pour un dîner au Jimmy's le 7 juillet. Mais c'est la quatrième apparition qui résout une partie de l'énigme des neuf années précédant le mariage avec Alexandre : dans la liste des trente-deux flirts, « Witchell » est barré et remplacé par « Holford ». C'est tout à fait dans l'esprit de Marenches : nombre de proches, y compris dans la famille, y compris vingt ans après sa mort, ignorent que sa femme était divorcée.

Le vrai « amour de guerre » est là : Lilian et Peter, l'infirmière française et le soldat anglais. Débutée en Italie, l'idylle se transporte à Londres après le mariage, le 27 juillet 1945, à Paris. Mais elle ne résiste pas au climat local, à moins que ce ne soient des aspects jusque-là bien cachés de la personnalité de Peter qui ne fassent regretter sa décision à la jeune femme. Le réseau italien se révèle alors très utile. Dans les Abruzzes, Lilian a veillé sur la santé d'un jeune officier, Guy de Lestrange, ou sur celle de son frère, Fernand, également affecté au corps expéditionnaire. Peu importe d'ailleurs puisque tous deux servent désormais à l'ambassade de France à Londres, l'un comme civil, l'autre comme attaché militaire. L'un et l'autre ne sont pas de trop pour permettre à Lilian de rompre son mariage sans éclat. De fait, c'est dorénavant une « L. Witchell

Holford » qui réapparaît dans un agenda de Marenches, à la date du 25 juin 1949, mais avec une adresse inattendue : « Immeuble Trianon, 6 avenue Jaulerry, Biarritz ». Pour subvenir à ses besoins, Lilian a en effet trouvé un travail de commerciale chez Elizabeth Arden.

En 1949, le divorce n'est pas une infamie, mais il ne facilite rien non plus. Avec le nom qu'il porte, Marenches a le souci de sa réputation, et sa mère rêverait pour lui d'une fille de la noblesse. Un parti plairait d'ailleurs aux deux. Alexandre en fera plus tard la confidence à son fidèle officier de sécurité Jean-Noël : il a pensé à Alix de Foresta, de cinq ans sa benjamine. Par son père, une grande famille provençale, les marquis de La Roquette, riches propriétaires terriens ; par sa mère, une lignée d'ingénieurs et de militaires… Marenches la connaît depuis l'adolescence ; sa mère et lui ont été invités à Marseille, dans l'appartement familial de la rue Rodocanacchi. Mais l'histoire, la grande, en a décidé autrement : grâce à sa magnifique guerre, le prince Napoléon a été partiellement exempté de la loi d'exil touchant sa famille depuis 1886. Alix se fiance à lui en juin 1949, les deux points d'exclamation inscrits par Alexandre ce jour-là sur son carnet n'étant pas sans témoigner d'une certaine stupeur.

La rencontre entre Lilian et Margaret n'aurait pas été débordante de chaleur – c'est une litote. Qui, d'Alexandre ou de sa mère, est responsable des quatre années qui vont encore s'écouler avant le mariage ? Les versions varient là encore. À ses employés de maison à Grasse, Lilian confiera au soir de sa vie avoir fait lanterner « Monsieur le Comte » qui aurait dû revenir plusieurs fois à la charge pour obtenir sa main. D'autres de ses familiers jurent au contraire que c'est elle qui aurait dû faire preuve de patience, Alexandre n'ayant toujours nulle envie d'abandonner sa chasse aux jupons. « Donnez-

moi de vos nouvelles… si vous m’aimez autant que vous le dites[8] ! » en vient-elle à lui écrire alors qu’il court non pas quelque contrée éloignée, mais l’autre bout du XVIe arrondissement. Alexandre lui cède finalement, la trentaine franchie, peut-être lassé d’entendre sa belle lui professer que « le célibataire est la sangsue et le parasite de la société ». Mais le mariage est réduit à l’essentiel : pas d’église, par la force des choses, et moins d’une dizaine d’invités triés sur un volet intransigeant. Des mauvaises langues disent que Marenches aurait glissé dans la corbeille de la mariée un échange tacite : un titre de comtesse contre le désir de continuer à papillonner…

Il faudrait certainement plus que le handicap d’un divorce pour accepter un tel marché. Avec ses atouts, Lilian aurait toujours réussi à se trouver un mari en France, au Maroc où la rumeur affirme que le comte de Paris lui aurait fait un brin de cour, ou même aux États-Unis où Elizabeth Arden avait prévu de lui confier l’ouverture d’une boutique. Néanmoins, l’espoir d’obtenir la fidélité de son époux – qu’elle appelle affectueusement « deary », ou encore « poutch » – se trahit dans le mot qu’elle lui envoie le 1er janvier 1956 : « Puis-je compter sur vous maintenant ? Qu’un petit être dépendra de vous[9] ? » Dans deux jours, Anselme, l’enfant tant espéré, va naître. Et Lilian est à Londres – les Marenches souhaitent qu’il ait la double nationalité – seule, dans l’une des plus vieilles maternités d’Europe, le Queen Charlotte’s Hospital. Alexandre a-t-il été présent à la naissance ? En tout cas, Lilian a passé ensuite plusieurs semaines sans lui à l’excellente adresse du 47, Albany Street, tout près de Regent’s Park, le plus souvent alitée, car la grossesse a été compliquée. « Derrière le rideau de la salle à manger, lui explique-t-elle ainsi par courrier quand il lui demande depuis Paris où sont les plans des Rotoirs. Vous voyez ce que c’est que de ne pas écouter[10] ! »

Une Britannique à Mortier ?

Le comportement d'Alexandre a au moins valu à Lilian la compassion de Margaret qui, abandonnant ses derniers griefs, lui a ouvert les portes de la villa Saint-Gilles à Tanger pour de longs séjours entre femmes et bébé. Marenches n'a pas vraiment quitté l'Ancien Régime. Son épouse a droit à tous les égards. D'emblée il la couvre de jades, d'émeraudes, de manteaux de fourrure. Elle peut être assurée d'être la seule femme qui compte vraiment pour lui. Mais elle doit aussi vivre avec le chaos de tromperies permanentes après une jeunesse déjà bien mouvementée.

Si Alexandre est comte, Lilian est fille d'empires : son père, James Henry Witchell, de nationalité britannique, était ingénieur en Chine ; sa mère, Félicie Hélène Dansan, française, a vécu toute son enfance en Indochine dans une plantation d'hévéa et de vanille. Hélène a d'abord été la gouvernante des deux aînés de James qui sortait d'un divorce. Ils se sont mariés en 1922 et c'est à Hong Kong que Lilian voit le jour, le 24 octobre 1924, sujette du roi George V. Mais c'est au Maroc qu'elle est élevée, et par un autre haut fonctionnaire, français, Albert Normandin. Porté sur la bouteille, violent, James pousse en effet sa femme à rentrer en Indochine comme une voleuse avec sa fille de trois ans sous le bras. Lilian a très peu connu son père dont elle a pris les yeux, ainsi que l'ovale prononcé du visage, la marque des Witchell, et ne le reverra plus avant sa mort d'une crise cardiaque, à Bombay, le 8 novembre 1943. Sa mère s'étant remariée en 1930, le Maroc est sa nouvelle terre d'élection, Normandin, ingénieur des Ponts et chaussées, y étant chargé du développement du réseau routier. Grâce à lui, elle côtoie très tôt la famille royale, dont le futur Hassan II. Sans doute par souci d'équité, le sort lui fera

accompagner en Italie en 1944 le dernier souffle du fils de son futur opposant, le Glaoui de Marrakech.

Rabat, l'avenue de la Victoire… c'est la charmante et douce vie de la bourgeoisie coloniale. Mais Lilian préférera au seuil de sa vie raconter à ses employées transformées en confidentes ses heures plus tristes dans les pensionnats indochinois et métropolitain où sa mère la plaça au gré du tumulte de sa vie. À Mortier en tout cas, les troupes n'ont pas manqué de relever qu'avec elle le directeur général enfreint la consigne à valeur de règle de ne pas avoir de conjoint étranger. Elles ignorent que Lilian a été naturalisée dès 1932.

18

L’art du réseautage

Le sommet des « missions secrètes » prétendument menées par Marenches entre la Seconde Guerre mondiale et le SDECE serait survenu à la fin des années 1950. Bien qu’elle fût la plus sensible, il est incapable de se souvenir de la date dans ses Souvenirs parus en 1986, ses propos laissant même à penser qu’elle a eu lieu en 1947. Le livre publié aux États-Unis au crépuscule de sa vie la fixe finalement en juillet 1959. La mission, confiée par le général de Gaulle à l’Élysée : convaincre les Américains de donner aux Français le dernier coup de main technologique qui leur permettra d’acquérir la bombe atomique. Tout paraît logique : Marenches n’est-il pas de mère américaine et n’est-il pas connu depuis la guerre par l’Occupant du Bureau ovale, le général Eisenhower ? Le dialogue qu’il aurait eu avec l’ancien commandant suprême, lui, est resté gravé : « Général, nous avons besoin de votre aide pour construire la bombe atomique française[1]. » Impossible, rétorque le président qui invoque l’infiltration par les communistes des milieux de la recherche en France. « J’aurai ma bombe, Marenches ! enrage de Gaulle à son retour. Vous comprenez ? J’aurai ma bombe[2] ! »

À l'appui de cette version, Marenches accomplit bien une période de réserve en juin 1959 – et non juillet, mais une erreur d'un mois est toujours possible – et son dossier militaire signale à ce moment-là un séjour de seize jours aux États-Unis pour « conversation avec les hautes autorités civiles et militaires américaines[3] ». Par ailleurs, un article du quotidien londonien l'*Evening Standard*, du 4 septembre 1959, fait état du mystérieux voyage du Français chez le président américain « ces dernières semaines[4] ».

N'est-il pas curieux toutefois qu'une mission aussi secrète soit éventée par la presse, de surcroît anglaise ? Le journaliste Sam White avance une fuite du Quai d'Orsay, mais faut-il aller chercher si loin lorsque le papier décrit la « très belle femme » de Marenches, parlant l'anglais avec « un séduisant accent français » ? Pour voir et entendre Lilian, il faut forcément l'avoir rencontrée, ainsi que son mari, qui ne se sera donc peut-être pas privé de raconter l'une de ces histoires à cheval entre son récent passé et ce qu'il aimerait qu'il fût… Il paraît en effet difficilement concevable que le général de Gaulle ait confié une mission si capitale à un homme de trente-huit ans dont il sait très bien, lui, que le lien avec Eisenhower se résumait en 1944-1945 à celui d'un général d'armée commandant la plus grande opération de tous les temps avec l'ordonnance d'un de ses correspondants français… Par ailleurs, la chronologie ne colle pas : le premier essai de la bombe française aura lieu le 13 février 1960 ; de quelle aide aurait-il pu dépendre seulement huit mois plus tôt, après des années d'études secrètes ? Les archives commencent à peine à s'ouvrir, mais le spécialiste Bruno Tertrais n'a pas relevé à ce jour de blocage majeur dans la coopération franco-américaine en la matière jusqu'en 1961. Enfin, si Marenches a vraiment rencontré Eisenhower dans le Bureau ovale, comme il l'indique, alors la Maison-Blanche aura pris soin de n'en conserver aucune preuve dans les agendas du président, ni dans

les papiers des secrétaires d'État Dulles et Herter, ni dans tout ce qui eut trait, sous cette présidence, au programme nucléaire français…

En prétendant avoir été choisi par le plus haut personnage de l'État pour offrir au pays ce qui fait l'attribut premier de son indépendance, Marenches a voulu fournir la démonstration ultime de sa place à part dans les institutions. Sa façon de décrire son lien avec de Gaulle est emblématique. Avant et après cet épisode, il aurait eu avec lui de fréquents tête-à-tête, où il lui aurait fait partager, par exemple, ses idées sur le Sahara. De Gaulle de son côté lui aurait proposé une fonction officielle après son entrée à l'Élysée, fonction qu'il se serait permis de refuser pour, dit-il, ne pas se mêler à « la politique avec un petit p… ». Pourtant, de ces multiples échanges ne demeurent dans ses archives personnelles que des cartes de vœux, Marenches prenant soin de marquer sur son agenda de ne jamais oublier de présenter les siens au Général qui y répond toujours lapidairement, voire par le biais d'un collaborateur… Il ne manque pas non plus d'envoyer ses condoléances à la mort de son frère Pierre, le 26 décembre 1959. Neuf ans plus tard, c'est le Général qui témoigne de sa tristesse lors de la disparition de la mère de Marenches, mais son bristol est très révélateur : « Soyez assuré que je prends bien sincèrement part à votre deuil en raison même de l'amitié que j'ai pour vous et du souvenir que je garde de votre père[5]. » Et d'ajouter : « Sachez aussi que j'ai pris note du souhait exprimé dans votre lettre[6]. » Ce qui signifie, d'abord, que c'est Marenches qui lui a appris la nouvelle, ensuite, qu'il en a profité pour lui demander une faveur[*1]…

Des amitiés savamment entretenues

Pourquoi Pompidou a-t-il choisi Marenches à la tête du SDECE ? La raison affleure : Marenches n'a jamais été un proche de De Gaulle qu'il n'a en réalité plus jamais rencontré à partir de 1959[7], mais il s'est astreint à nourrir un lien, même ténu, qui, le cas échéant, pourrait lui être utile. Après ses souvenirs, c'est de fait un livre sur l'art du « réseautage » qu'il aurait dû écrire. Que le moteur en soit l'amitié ou l'intérêt, Marenches sait entretenir mieux que quiconque les relations nouées à chaque étape de la vie. Même s'il n'y est en tout resté que quelques mois, il participe ainsi aux réunions des anciens des Roches où s'active la progéniture de nombreuses familles influentes. Il y a ensuite le cercle des amis, ceux qui ont droit à une invitation aux Rotoirs, ou qu'il régale dans les bonnes adresses de Paris. L'ancien spahi Jean-Louis Bilet n'est jamais loin, et le résistant Jean-François Baubiet-Cau est un compagnon régulier de bamboche. Marenches recrute aussi chez les praticiens qu'il consulte : son dentiste Pierre Lagny, futur dirigeant de groupe pharmaceutique, ou encore l'endocrinologue Guy Pitchal, bientôt surnommé le « médecin des stars » puisque Sartre, Gary ou encore le président Edgar Faure fréquentent son cabinet. Il y a aussi le réseau le plus naturel, celui de ses semblables de la noblesse et de la grande bourgeoisie qu'il retrouve avec plaisir dans les clubs parisiens plutôt que dans les dîners en ville qu'il abhorre. Marenches est incollable sur le Bottin mondain, un atout dans ce monde où, après quelques discussions, les uns se découvrent souvent cousins des autres. Il est enfin de toutes les associations d'anciens combattants : amicale des officiers de réserve de la cavalerie, union des évadés de France, anciens du corps expéditionnaire en Italie dont il est membre fondateur en 1947. Le prestige de son nom lui vaut en général d'y être nommé au comité de direction où il fréquente de très grands noms de l'armée française, entre ceux qui étaient cinq étoiles en 1945 et les lieutenants d'hier

qui le deviennent. Même si les anciens d'Italie ne rivaliseront jamais avec Rhin et Danube, qui regroupe les vétérans de la 1re armée de De Lattre, ils comptent dans leurs rangs des ministres, des préfets, des ambassadeurs. Tous ne portent pas Marenches dans leur cœur d'ailleurs, certains lui reprochant d'usurper le titre d'ancien aide de camp de Juin. L'annuaire ne le mentionne de fait que comme « chef du cabinet civil ». Mais c'est à l'un d'eux, une figure du barreau de Paris, Robert Abdesselam, qu'il confie la vente de la villa de Tanger à un couple de Britanniques en 1956. Présent à toutes les assemblées générales, il se démène toujours pour rendre service, par exemple quand il s'agit de décrocher une décoration ou de trouver une subvention pour régler les arriérés de loyer du siège. Il fait alors jouer un quatrième cercle de relations, les politiques, en tout cas ceux qui gravitent près du pouvoir et dont il a fait la connaissance depuis 1945. De Gaulle, en effet, n'est pas le seul à recevoir ses vœux. Le président du Conseil René Pleven y a droit aussi. Marenches l'a approché *via* la première femme chef de cabinet à Matignon, Jeanne Sicard. Il a également sympathisé avec Georges Zerbini, proche collaborateur de Félix Gouin tandis que des ministres comme Jean Letourneau sont peu à peu devenus des familiers, voire des intimes.

Que ce soit voulu ou non, la force de ces réseaux est qu'ils se complètent sans presque se recouper. Ceux qui ont connu le Marenches militaire ne connaissent pas le Marenches privé ; la sphère de la Société générale thermique est éloignée de celle du monde politique. De sorte que jamais, ou presque, Marenches ne peut être contredit ou pris en défaut. Ainsi réussit-il pendant vingt-cinq ans à tirer de substantiels avantages de la situation. Quand la plus haute figure de l'armée française, le bientôt maréchal Juin, écrit dans ses notes qu'un officier lui a rendu, personnellement, d'« inestimables services dans des missions de liaison importantes[8] », en le

recommandant pour le grade de capitaine, l'intendance n'a plus qu'à obtempérer. Et tant pis si le consciencieux commandant Sandras, s'avise de relever, au début des années 1950, que Marenches a été condamné pour outrage à agent et qu'il accole illégalement à son nom celui de Champvans pour faire comme tous les résistants qui n'ont pas voulu laisser tomber leur pseudonyme de guerre : il progressera grade après grade dans la réserve. De même il remporte son combat contre les ministres successifs des Anciens combattants pour que lui soit reconnue une seconde fois la qualité d'engagé volontaire au titre de son évasion en 1942. Collectionnant les médailles, il réussit à se faire promouvoir officier de la Légion d'honneur après seulement six années comme chevalier. Et quand le tribunal des pensions fait la grimace pour augmenter son taux d'invalidité, il ne rechigne pas à solliciter le témoignage de Juin à propos d'une dysenterie contractée en 1943, soit avant qu'ils se soient rencontrés.

Les réseaux peuvent être profitables d'une autre manière. C'est en gardant le lien avec Juin au Maroc que Marenches accède en 1950 à la cour du sultan Sidi Mohammed Ben Youssef, futur Mohammed V. Et avant de disparaître dans l'explosion d'une mine en Indochine, le colonel Edon, un sien ami, chef du cabinet militaire du résident général, lui présente en 1950 le prince héritier et futur Hassan II dont, à son tour, il devient proche. Les relations sont aussi bénéfiques sur un plan plus concret. Son appartement de l'avenue Lyautey, par exemple, appartient à la Ville de Paris qui lui loue cent quarante mètres carrés au prix d'un deux pièces. En 1957, Marenches jouit encore d'un passe-droit pour intégrer, à trente-six ans à peine, l'Institut des hautes études de la défense nationale, qui est la matrice de l'un des réseaux les plus puissants au sein des institutions. Même s'il n'est pas le plus assidu de cette dixième session, le général Blanc,

commandant des lieux, salue un « esprit brillant », aux « très bonnes qualités »[9] d'organisateur. Il aurait pu ajouter : de son propre destin.

La bonne étoile italienne

Des années passées à écrire des cartes de vœux, à participer à des réunions, à savourer aussi les amitiés sincères apparues au fil du temps et tout finit par s'agréger en 1970 dans le bureau du président de la République. L'homme que Georges Pompidou reçoit le 25 septembre 1970 pour lui annoncer sa décision de lui donner le SDECE n'est pas un inconnu : Marenches est déjà venu le voir quatre fois dans son bureau de directeur de cabinet du général de Gaulle en 1958 et 1959, et trois autres fois depuis son départ de Matignon après mai 1968. Il affirmera même l'avoir connu du temps de la société Transocéan dont Guy de Rothschild lui avait confié la cogérance. Mais il l'a aussi fréquenté en privé, grâce au seul témoin de la scène du 25 septembre, Anne-Marie Dupuy, une « solide et merveilleuse Ardennaise », « la droiture, l'intelligence, le travail personnifiés », que Marenches dira considérer « un peu comme une sœur »[10]. D'un caractère bien trempé, cette juriste est le chaînon manquant entre les deux hommes qu'elle pratique d'aussi longue date l'un que l'autre, elle qui suit Pompidou depuis Transocéan. Ambulancière en Italie, après avoir elle aussi franchi les Pyrénées, elle a porté l'Association des anciens du corps expéditionnaire sur les fonts baptismaux en en rédigeant elle-même les statuts et en convainquant son ami François Castex d'en prendre la présidence – le premier siège ne fut autre que son propre domicile, 2 rue Mizon, à Paris. Toutefois, c'est probablement Castex qui a organisé le premier

dîner entre le vieux complice Alexandre et celui dont il a épousé la belle-sœur, Georges Pompidou. Le courant passe immédiatement, Marenches trouvant chez l'Auvergnat les « vertus cardinales » – « bon sens, intelligence, sensibilité, humour et modestie » – dont la classe politique lui semble totalement dépourvue : « En vérité, maugrée-t-il, dans le haut personnel politique, les gens qui n'ont pas de "casseroles où je pense" sont assez rares[11]. » Pompidou, lui, est ce normalien très cultivé qui se délecte des anecdotes que nul autre ne lui servirait parce que seul Marenches les a vécues ou parce qu'il a le talent pour les magnifier.

Toutefois, il faut plus que de la sympathie et l'entregent des Dupuy-Castex pour amener le chef de l'État à la conclusion que cet administrateur d'une société en calamiteux état, qui certes parle idéalement l'anglais à l'heure du réchauffement franco-américain et qui connaît beaucoup de monde, peut assumer la direction générale du service de renseignement extérieur de la France. Il se trouve que, toujours grâce aux réseaux, Marenches est proche aussi du conseiller de l'ombre de Pompidou, Pierre Juillet, et plus précisément de son frère, Jacques, un temps secrétaire général de la préfecture de l'Eure, où sont localisés les Rotoirs. Avec lui, il a même imaginé participer à la reconstruction des villes détruites de Normandie, fût-ce avec l'aide du député-maire de Louviers et président du conseil général, Pierre Mendès France, qu'il ne porte pourtant pas du tout dans son cœur. Cela ne s'est pas fait, mais toute la famille Juillet a été régulièrement conviée aux déjeuners dominicaux servis par Ben, un vieux majordome très guindé, en livrée et gants blancs. Échange de bonnes manières, Alexandre et Lilian ont ensuite été reçus à Barcelone où Jacques a été consul général de France.

Selon Anne-Marie Dupuy cependant, Pierre Juillet n'aurait pas été informé du choix de Marenches par Pompidou. Dans le cas contraire,

il n'a pu que contribuer à donner de lui la meilleure des images, comme il l'a fait avec Michel Debré. « C'est l'homme, confie-t-il au ministre de la Défense, qui saura donner à la maison le dynamisme voulu[12]. »

De toute façon, c'est l'opinion d'un cinquième homme qui a fait le plus réfléchir le président de la République. Pierre Messmer non plus n'avait *a priori* guère de chances de fonctionner avec Marenches. Gaulliste, ancien haut-commissaire de l'AOF, ministre des Armées du Général, il est d'un abord aussi fermé que Marenches peut sembler ouvert, un petit-fils de paysans alsaciens face au débonnaire aristocrate parisien. C'est encore Juin qui les rapproche. Cinq jours après le coup d'Alger du 13 mai 1958, il missionne Marenches auprès de De Gaulle pour lui faire part de ses préoccupations : « Je t'envoie ce mot par Marenches qui, bien informé, te mettra au courant des derniers aspects de la situation écrit-il au Général. À voir les hommes du gouvernement Pflimlin, ils paraissent butés […]. Mais, à la vérité, ils sont prêts à se dégonfler, n'étant plus retenus que par l'idée de ne point trop perdre la face. Les choses peuvent aller maintenant assez vite, et cela dépendra un peu de ce que tu diras demain. Pas d'ambiguïté sur la politique algérienne. Je te le demande pour moi qui naturellement suis de cœur et d'esprit avec mes frères algériens[13]. »

Le lendemain, de Gaulle fait rire les journalistes en niant avoir envie, à soixante-sept ans, de « commencer une carrière de dictateur » avant de poursuivre une marche qui le conduira à l'Élysée, puis à mettre fin à l'Algérie française. Juin mène la contestation, d'abord dans le bureau de son ancien camarade de Saint-Cyr, puis dans la presse. Et Marenches est entièrement de son avis. Certes, il n'a pas d'attaches pieds-noirs, mais après la perte de l'Indochine, il voit dans celle de l'Algérie une nouvelle dégradation de la puissance

de la France, un grief de plus à l'encontre de De Gaulle. Néanmoins, sans qu'il puisse être clairement établi s'il a été mandaté ou s'il s'est auto-investi, il s'emploie à faire retomber la pression entre les deux gloires de l'histoire contemporaine. Il n'y réussit qu'en partie puisque Juin est sanctionné, mais Messmer, qui est à la manœuvre du côté du gouvernement, apprécie son savoir-faire. Ainsi le prendra-t-il à son cabinet pour ses périodes de réserve en 1963 et 1964. C'est à cette époque que Marenches, la quarantaine toute fraîche, commence à irriguer le pouvoir avec ses sentences géopolitiques. Le 9 octobre 1963, il dépeint un Extrême-Orient en ébullition à cause des projets prêtés à Mao : « Les 200 000 hommes stationnés au Tibet coûtent cher, expose-t-il à Messmer. La mousson est terminée. Pourquoi n'attaquent-ils pas une Inde qui n'a rien appris de la dernière leçon ? Je suggère que la réponse à cette question se trouve au Sin-Kiang, marche la plus contestée entre la Chine et l'URSS (d'autres suivront)[14]. » Selon lui, les Soviétiques se prépareraient à annexer ce dernier territoire afin de se constituer un glacis de protection : « Depuis quelque temps, Moscou prépare l'opinion mondiale (minorités oppressées, réfugiés, récits d'atrocités…) d'une façon qui rappelle aux gens de notre génération les préparatifs à l'annexion de l'Autriche et du pays des Sudètes[15]. »

C'est le style Marenches : des propos alarmistes, assénés comme des coups de marteau. Mais rien de ce genre ne se produit. D'où la désapprobation, voire la moquerie, mais aussi la curiosité et même l'éblouissement chez ceux que les relations internationales ne passionnent guère ou qui n'ont pas de temps à leur consacrer. Messmer appartient à la seconde catégorie. En juillet 1960, il a déjà adressé une lettre de félicitations à Marenches pour son rôle au sein de la délégation française dans les négociations militaires de l'Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est où il effectua une période

de réserve. En 1962, il l'invite à embarquer à bord du porte-avions *Clemenceau* pour une virée réservée aux « grands responsables les plus importants de nos activités nationales ». Celui qui administre alors la modeste SGT n'a pu qu'en être flatté… Il y goûte en tout cas avec un émerveillement juvénile : « C'est formidable[16] ! », écrit-il sur une carte postale à l'attention de Lilian et d'Anselme.

Cependant, même le brio d'un Marenches ne suffirait pas à briser la carapace de Messmer. « Il arrivait à le faire sourire, c'était déjà une performance ! remarque avec humour Michel Roussin[17]. » Pour preuve, le refus du ministre de promouvoir Marenches aux grades de lieutenant-colonel de réserve et de commandeur de la Légion d'honneur, en dépit de l'insistance de Juin lui-même, qui met en valeur en 1964 les « services très exceptionnels et de toute nature qu'il a rendus au pays[18] ». Il faut dire que cet avis n'est pas partagé par tout le monde. Interrogée en 1960, l'armée de terre a répondu que « rien ne ressort dans son dossier administratif » sur le fait qu'il ait rendu d'« importants services à la défense nationale »[19].

Messmer se doit d'être plus diplomate avec le dernier maréchal de France pour lequel, de surcroît, il a du respect et de l'admiration : « La réglementation édictée par le code de la Légion d'honneur, lui explique-t-il le 13 mai 1964, me fait obligation de présenter au conseil de l'ordre des candidats justifiant de titres de guerre nouveaux. Or le lieutenant-colonel de Marenches n'est titulaire, postérieurement à la croix d'officier de la Légion d'honneur, que d'un titre de guerre : la croix du combattant volontaire de la guerre 39-45[20]. » De fait, toujours avide de reconnaissance, Marenches a postulé pour cette médaille, l'une des plus belles puisqu'elle récompense une décision personnelle, et non pas subie, de prendre les armes pour la défense de la France. Mais, insatiable, il a aussi obtenu, en 1961, la croix du combattant volontaire de la Résistance,

décernée à toute personne ayant appartenu pendant trois mois, avant le 6 juin 1944, à la Résistance intérieure ou… à des unités militaires françaises ayant mené bataille contre les forces de l'Axe. Il la doit donc beaucoup plus au corps expéditionnaire en Italie qu'au mystérieux « groupe Administrations », mais qui s'avisera de le remarquer ?

L'onction de Messmer

La patience de Marenches est récompensée : en 1968, il décroche les deux promotions qu'il espérait, huit mois supplémentaires à peine le faisant accéder au grade de colonel, le plus haut dans la réserve. Et qu'importe qu'il n'ait quasiment pas assisté en 1966 aux cours de l'École supérieure des officiers de réserve par laquelle le cursus classique l'obligeait de passer, ni que sa période de réserve de l'année 1968 se soit déroulée dans le bien peu trépidant Comité exécutif de la confédération interalliée des officiers de réserve à Bruxelles. De toute façon, son avenir est ailleurs. Et même s'il est loin du ministère des Armées depuis l'élection de Pompidou, Messmer y veille. « Quant au SDECE, écrit-il le 21 mars 1970 à Roger Barberot, compagnon de la Libération comme lui, je suis de près les règlements de comptes qui se font au détriment des gaullistes et je me propose d'en parler à Debré dès que je rentrerai à Paris[21]. » L'affaire Markovic est alors à son paroxysme, la base Bison a été épurée : Pompidou réfléchit à un renouvellement général. Messmer entend encore l'amiral Ortoli, devenu conseiller d'État, lui certifier en 1961 que « Monsieur de Marenches représente une valeur exceptionnelle qui doit être utilisée[22] ». « Utilisez-le, a ajouté Juin depuis, car c'est un homme

d’une grande expérience et d’une loyauté totale[23]. » C’est ce qu’écrit Messmer au président de la République le 11 juin 1970 : pour remettre de l’ordre à Mortier, « un homme que je connais et que vous connaissez aussi me semble avoir les qualités souhaitables : c’est Alexandre de Marenches. Il est passionné de politique étrangère et il a, dans ce domaine, une clarté de vues que je ne connais à personne d’autre. Il est indifférent à la politique intérieure, ce qui est une rare vertu au SDECE ! Il est enfin, pour son chef, d’une fidélité dont témoigne son attachement, jusqu’à la mort, au maréchal Juin[24]. » Manifestement Marenches aura au moins réussi à cacher à Messmer ses sentiments à l’égard de De Gaulle.

---

*1. De fait, les Archives nationales conservent la lettre correspondante, envoyée au président de la république le 20 août 1968, où Marenches réclame de… faire partie de la délégation française envoyée aux funérailles du général Eisenhower, lequel ne mourra pourtant que cinq mois plus tard… « Lettre un peu curieuse », a noté le cabinet du Général en usant sans doute d’une litote… (AN 5AG1/1219).

19

Mais alors pourquoi lui ?

Marenches a toujours prétendu avoir été l'homme du dernier recours. « J'ai une force considérable, se plaît-il ainsi à répéter au colonel Singland à Mortier : je n'ai pas demandé ce poste et je n'en ai pas besoin[1]. » Mais sa version du cheminement qui a conduit Pompidou à le choisir est alambiquée : le président de la République lui aurait tout d'abord proposé l'ambassade de France à Washington, mais il l'aurait refusée car ce n'était pas assez moderne et trop risqué pour sa ligne… Puis, Pompidou en serait venu à penser à la direction des services en lui laissant une année de réflexion. Mais les dates, qui certes ne sont pas le fort de Marenches, ne collent pas, et ne sont pas les mêmes dans ses Souvenirs français et américains…

Quelques éléments autorisent à proposer un scénario plus simple. Si le nom de Marenches vient à l'esprit de Pompidou pour le SDECE, c'est bien Messmer qui en est l'indubitable responsable. Et celui-ci ne s'est pas seulement appuyé sur le fait qu'il soit apprécié par deux monstres sacrés comme de Gaulle et Juin mais sur des dispositions affichées depuis de longues années. Dès le mois de novembre 1963, Marenches lui a en effet remis une note, tirée d'entretiens avec divers responsables de la Défense, annonçant la ligne qu'il développera au

SDECE[*1] : « La notion de “guerre” et de “paix” n’existe plus, mais la guerre froide est permanente. Étant donné la puissance des armes en présence, sauf accidents ou conflits locaux, une phase “militaire” n’est pas pour demain ! Ainsi, nous ne pouvons plus que gagner la paix[2]. » Dans ce document où il dressait le portrait de l’officier de liaison – en fait le sien –, il appelait à une « refonte des services de renseignement » : « Composés d’un personnel sédentaire, civil et militaire, souvent non spécialisé, doté trop souvent de moyens périmés, leur rendement n’est pas celui qu’est en droit d’attendre l’État qui doit gouverner dans un Monde où domine le Fait économique et scientifique. » En découlaient des propositions qu’il a par la suite commencé à appliquer : « Recrutement, instruction, infiltration, manipulation d’agents qualifiés », « postes à l’étranger mais avec des couvertures appropriées, à l’exclusion de la couverture diplomatique périmée », « recours aux HC[*2] ».

Par ailleurs, quand il souffle son nom à Pompidou, Messmer sait vraisemblablement que Marenches a déjà offert ses services à l’État. En 1960, il fait ainsi le siège de l’Élysée pour décrocher une mission à propos de l’Algérie qui, prévoit-il, va finir par faire triompher le communisme en France… Ne voyant rien venir du Général[*3], il se rabat sur son gendre, Alain de Boissieu, en lui écrivant le 24 octobre 1962, en pleine crise des missiles à Cuba : « Étant donné les événements, j’ai le désir de me rendre utile et de servir, en apportant sur le plan américain un passé et une expérience, peut-être assez rares comme vous le savez[3]. » Marenches laissera ainsi croire que Pompidou est venu le chercher pour le SDECE. Or son amie Anne-Marie Dupuy rapporte une tout autre attitude au moment où il commence à se murmurer que le président de la République s’apprête à changer le directeur du service de renseignement : « Écoutez, Anne-Marie, j’ai bien réfléchi, se lance-t-il un soir chez elle. J’ai pris une

décision, je ne sais pas si elle sera suivie d'effet, mais je suis candidat au poste de directeur général du SDECE[4]. »

Le virage de la cinquantaine

En 1970, Marenches se sait à un tournant. Professionnellement, c'est le trou noir. La SGT n'existe plus et un nouvel investissement n'a pas été récompensé. Créée en 1961 par son compagnon de la campagne d'Italie, le fondateur de *Point de vue* Albert Plécy, la société Esthétiques nouvelles avait pour ambition affichée d'être un « centre européen d'idées et de promotion esthétique », avec pour première adresse celle du Pré-Saint-Gervais. Jamais à court d'idées, Plécy rebondit sur d'autres projets, mais Marenches, lui, se trouve sans occupation. Pour preuve, son passeport ne compte que deux tampons des douanes américaines. Un conflit l'oppose d'ailleurs à la Sécurité sociale, car, pour expliquer son absence d'activité entre le 1er février 1967 et le 31 octobre 1970, il se déclare « malade[5] », sans parvenir à fournir de justificatifs… Nul doute que sa nomination, quelques semaines plus tard, à la tête des services secrets aura arrangé l'affaire.

Quelle que soit la raison de son inactivité, la santé de Marenches est médiocre. Sa jambe le faisant toujours souffrir, il réduit ses déplacements et prend du poids, ce qui accroît la douleur et l'incite un peu plus à l'immobilité. La cinquantaine approchante est pour lui la fin d'une époque. Celui qui a fait sa carrière, le maréchal Juin, est mort le 27 janvier 1967. Dans les années 1950, Marenches le recevait aux Rotoirs même si, à cause de sa blessure, c'est le régisseur, Denizot, qui lui faisait les honneurs de la propriété. Dans les années 1960, il lui rendait régulièrement visite à l'adresse des

maréchaux, 26, avenue Kléber, où l'État logeait également la famille du général Leclerc. Chaque prise de position publique du maréchal avait ses faveurs : la stratégie de l'Otan, la dissuasion nucléaire, l'Algérie. Cela valut aussi pour la rancune contre de Gaulle. L'une de ses blagues préférées reste ce dialogue que Juin racontait avoir eu au moment de l'élection présidentielle de 1965 avec « Gaulle », comme l'appelaient les médisants à Saint-Cyr : « J'ai envie de me retirer, se serait interrogé le chef de l'État. – Ce n'est pas toi, c'est ton père qui aurait dû[6] ! » aurait rétorqué le maréchal.

De Gaulle n'a certes pas prononcé l'éloge funèbre de son ancien camarade, mais il a été au tout premier rang de la cathédrale Notre-Dame, agenouillé sur un prie-dieu, pour l'accompagner dans son dernier voyage. Marenches, lui, a fait partie des dix personnalités à tenir les cordons du poêle tout au long de la procession dans Paris. En uniforme, il arbora toutes ses médailles, manifestement très ému et recueilli. Faisant taire ceux qui le soupçonnaient d'hypocrisie, il restera fidèle à la mémoire du maréchal en veillant sur son aide de camp, le colonel Puga, rayé des contrôles des armées après le putsch de 1961, et surtout sur la maréchale qu'il continuera à recevoir à Grasse jusqu'à sa mort en 1982.

Un peu plus d'un an après avoir perdu son père spirituel, c'est sa mère que Marenches voit partir. Margaret s'éteint le 3 mai 1968, chez lui, avenue Lyautey, quatre jours avant son quatre-vingt-quatrième anniversaire. Alexandre lui a été entièrement dévoué, jusqu'au bout, accomplissant chacune des tâches qu'elle continuait à lui assigner, comme acheter des pieds de fraisiers ou faire réparer les lavabos de son appartement parisien. Son mariage avec Lilian n'avait rien changé pour « Mother », la présence d'Anselme lui offrant même de nouveaux centres d'intérêt. « J'espère vraiment que vous lui parlez en anglais, suggérait-elle ainsi à la fin des années 1960. Il devrait

commencer une troisième langue, par exemple le russe ou l'arabe[7]. » Conseils suivis, sauf pour l'arabe qu'Alexandre réservait probablement pour le lycée.

Handicapée par une polyarthrite dont la soulageait autant que possible son indéfectible gouvernante Henriette, Margaret sortait moins. L'une de ses dernières réceptions avait été celle organisée par Alexandre pour sa promotion dans la Légion d'honneur, présidée par Messmer. Généreuse, elle fit don en cette occasion aux Barra, montés de Grasse avec Lilian, d'une enveloppe bien garnie pour leur permettre de découvrir Paris dans les meilleures conditions. L'argent l'a tourmentée pourtant jusqu'à la fin, terrifiée qu'à sa mort son fils aîné ne mette à exécution ses menaces de laisser Alexandre sans le sou.

Marenches a-t-il craint un moment de se retrouver sur la paille ? En tout cas, il continuera à bénéficier du trust le restant de ses jours, François Monahan n'en modifiant pas le fonctionnement. Ni son train de vie ni ses habitudes singulières n'en seront affectés. Il peut ainsi écrire à Lilian : « Encore une fois, si vous voulez aller au théâtre, etc., il faut me dire ce que vous désirez voir par retour de courrier[8] ». Alexandre remplit ses agendas de pense-bêtes pour régler les dépenses de sa femme qui parfois s'élèvent à plusieurs dizaines de milliers de francs par mois. Il prête également beaucoup d'argent à ses partenaires d'infortune professionnelle comme aux amis qui oublient parfois de rembourser. Et il sait se montrer princier quand, apprenant que les ouvriers travaillant dans sa propriété de Grasse n'ont pas fait grève en Mai 1968, il double leur paie.

La morale est sauve

Même s'il ne se vante jamais de sa fortune, Marenches joue d'une formule pour expliquer la décision de Pompidou : « Personne ne peut m'acheter[9]. » Pourtant, s'il y a un reproche qui n'a jamais été adressé à ses prédécesseurs les plus récents, c'est celui de la vénalité. Au demeurant, on racontera qu'il a refusé d'être rémunéré. Or non seulement un traitement lui est versé, mais il sera triplé au terme de ses onze années d'exercice soit à sa demande, soit pour récompenser ses résultats. D'autre part, si le SDECE traîne comme un boulet le scandale, survenu juste après la Libération, du détournement de fonds secrets vers des partis et des personnalités politiques, vingt-cinq ans ont passé et le chef de l'État n'a probablement pas fait des risques de corruption et de détournements l'un de ses critères de choix. Pas plus que l'expérience des affaires qui aurait pu être le moyen de développer le renseignement économique. *Le Monde* décrit Marenches comme « un ancien président-directeur général de la Société générale thermique[10] », ce qu'il n'a jamais été, « très introduit dans les milieux d'affaires[11] », ce qui est quelque peu exagéré…

Ce n'est pas non plus la virulence de l'anticommunisme de Marenches qui aura séduit. Deux semaines avant de le nommer, dans le droit-fil gaullien, Pompidou signait en effet à Moscou un protocole prévoyant que la France et l'URSS se concerteraient en cas de péril majeur pour la paix. Se présenter comme un ennemi viscéral d'un État[*4] avec lequel le président de la République voudrait normaliser les relations n'était peut-être pas très valorisant… À moins que le président ait eu en tête de placer le SDECE là où il est vraiment utile, c'est-à-dire dans les interstices de la diplomatie officielle. Dans ce cas, ce n'est pas non plus la vision que Marenches a dû lui présenter qui l'aura convaincu. Celle-ci figure dans une note qui se trouve dans ses archives, à une date non précisée, mais elle a assurément été rédigée pour indiquer aux autorités politiques la manière dont il envisageait

sa tâche. C'est une succession de poncifs sur une activité « au service exclusif de l'État », remplissant des objectifs précis à l'étranger, main dans la main avec la DST en France, avec un personnel à la « valeur morale et intellectuelle indispensable », ayant « la foi dans l'importance et l'utilité de [ses] travaux », recruté « dans tous les horizons », aux moyens techniques si possible d'avant-garde, le tout avec une « certaine souplesse dans les conditions d'emploi »[12] du budget alloué…

Mais pourquoi donc, à la fin des fins, Pompidou a-t-il nommé Marenches ? Ce qui est certain est qu'il a pris la décision seul. Michel Debré voulait un connaisseur. Ont été envisagés Pierre Pascal, sur lequel Pompidou a un temps hésité – preuve qu'il l'avait blanchi d'une quelconque responsabilité dans l'affaire Markovic – puis le général Pierre Thozet, directeur adjoint de la Sécurité militaire. Marenches comptait d'ailleurs aussi des détracteurs à l'intérieur même de l'Élysée, en particulier le secrétaire général Michel Jobert, pourtant un ancien de la campagne d'Italie, qui s'alarmait de l'étroitesse de ses liens avec les Américains.

La vérité est que Pompidou a horreur du monde du renseignement. « Il faudra que vous m'en parliez, a-t-il ainsi confié à Foccart, parce que je ne sais pas du tout à quoi cela sert, comment ça marche[13]. » L'affaire Markovic l'a renforcé dans sa conviction que ce n'était qu'affaire de gens médiocres et sans culture. Voilà Marenches qui se présente à lui avec le double argument de se montrer intéressé et de faire partie, grâce à son charisme et à sa distance avec les opposants de toutes sortes, de la caste des chevaliers blancs de la République qui, telle Anne-Marie Dupuy, sont encore capables de proclamer que « servir l'État, c'est quelque chose qui compte ». Pour ne rien gâter, le postulant est appuyé par Messmer. Enfin ses origines américaines accompagnent le réchauffement des relations avec les

États-Unis mises à mal par onze ans de gaullisme. Va pour Marenches !

La morale est sauve. Pompidou ne lui confie pas ces hautes responsabilités pour ce qu'il dit qu'il a été, mais pour ce qu'il est : un patriote, courageux, héritier d'un monde en voie de disparition où la loyauté a encore du sens. Le président ne veut pas revivre l'atmosphère de trahison qu'il a connue lorsque le gouvernement parlait de l'affaire Markovic et que lui-même en ignorait tout. Cette relation de confiance totale, Marenches est si prompt à la lui offrir qu'il l'appelle lui-même de ses vœux, conscient que le SDECE est une administration comme les autres – à part qu'elle est unique. Avec son sens de la formule, il racontera plus tard que Pompidou lui était définitivement apparu comme un chef d'État parce que, contrairement à l'homme politique qui est un « marchand de bonnes nouvelles », il aurait réclamé, « en ami[14] », de n'avoir connaissance que des mauvaises. Il ignorait que la pire de toutes serait la mort de son propre fils.

---

*1. Il n'est pas certain que Marenches en soit le seul auteur. En tout cas, il a fait sien son contenu.

*2. Horribles correspondants.

*3. Dans un courrier expédié le 10 août 1960, Marenches invoquait en particulier « l'attachement que j'ai eu pour votre personne ». De Gaulle souligna « j'ai eu », et ajouta en marge un point d'interrogation : s'étonna-t-il ainsi de l'emploi du passé ou de la référence à une relation de confiance dont il n'avait pas de souvenir ? Il indiqua clairement à son cabinet de ne pas répondre.

*4. Que Marenches interdit d'ailleurs à ses troupes d'appeler « URSS », préférant ne parler que de « système impérial russe ».

20

Trop jeune pour mourir

Comment ignorer la fatalité à laquelle les Marenches semblent ne pas pouvoir échapper ? Alexandre et Lilian forment un couple d'enfants uniques qui à leur tour n'ont eu qu'un seul fils. Anselme est l'archétype de la reproduction sociale. Ainsi Alexandre a-t-il été traumatisé par la mort de son père alors qu'il avait neuf ans et garde l'image d'une mère qu'il ne voyait qu'entre deux réceptions mondaines. Même chose pour Lilian qui n'a pas apprécié d'être éloignée de sa propre mère. Et pourtant, ils ne manqueront pas de faire vivre à Anselme les joies et les peines de l'internat… Et pourtant, au cours des trois années d'efforts qu'elle a déployés pour devenir mère, combien de fois Lilian a souffert de sa solitude, allant jusqu'à parler de « nouvelles de la famille[1] » pour évoquer les exploits des chiens des Rotoirs… Et pourtant, Anselme est le portrait craché d'Alexandre qui ne voit aucun inconvénient à ce qu'il serve de modèle pour le vitrail de la Nativité de l'église Sainte-Marie-Sainte-Jeanne de Tanger. Mais les vertus de la pension sont tellement portées aux nues à l'époque… Rien de tel, dit-on, pour développer l'indépendance de l'enfant et favoriser les amitiés dans le seul monde qui tienne, le sien.

Après les premières années passées avec des nurses, c'est donc à l'École des Roches que, tout naturellement, Anselme est inscrit. Le sentiment de culpabilité, ou le désarroi, pousse cependant ses parents à lui passer à peu près tous ses caprices. En conséquence, Anselme est un adorable petit garçon, à la gentillesse partout célébrée, mais qui n'en fait qu'à sa tête. Le médecin qui l'examine en 1970 résume la situation au terme d'une batterie de tests : « Anselme est un préadolescent normal et bien doué. Une vie très protégée dans un monde intellectuel riche où on est très attentif à ses besoins lui a évité l'épreuve de désirer avant d'obtenir, d'accepter ou refuser la frustration. Il n'a pas eu à lutter[2]. » Le praticien a été consulté car les parents ont toujours nourri beaucoup d'inquiétude au sujet de la santé de leur fils. En 1963 déjà, des crises d'asthme leur ont fait quitter Les Rotoirs pour la Côte d'Azur. Certes sans regrets pour Alexandre qui y a gagné une villa au soleil et… l'éloignement de Lilian. Quelques années plus tard, c'est la prétendue désinvolture d'Anselme qui tourmente son épouse. Il est vrai que ses résultats scolaires à Sorèze, sa nouvelle pension dans le Tarn, ont été si médiocres que l'expulsion a été envisagée à la fin de la sixième. L'intervention du père – appelé là-bas « le colonel » – en écarte toutefois vite le danger… Des cours particuliers feront gagner à l'enfant une dizaine de places au classement, et le recrutement d'un professeur de sport, quelques minutes dans les épreuves d'endurance.

Et si les difficultés d'Anselme n'étaient pas à chercher, comme Lilian le croit, dans le traumatisme crânien qu'il a subi à l'âge de six mois, mais tout simplement dans la séparation de son foyer de Grasse ? Quand il n'est pas occupé à la maison par ses cours de russe, d'allemand et d'anglais, l'enfant avoue à la gouvernante Renée Barra qu'il n'oublie jamais d'embrasser à la fête des mères : « Papa et Maman me manquent, je ne les ai vus que trois fois cette année[3]. »

Comme tant de parents, les Marenches ne savent pas montrer autrement leur amour qu'en exprimant leurs angoisses. Anselme a-t-il jamais su que, vers ses huit ans, son père a redouté qu'il ne soit kidnappé ? Mais celui qui a le mieux prédit son sort, c'est Anselme lui-même. Parmi ses dessins réalisés un ou deux ans avant le drame, il en est un qui interroge : un accident de moto, avec pour légende : « Je suis trop jeune pour mourir[4]. » La faute à une voyante consultée avec un copain de Sorèze pour s'amuser. Quand elle en avait reçu la confidence, Renée Barra s'était employée à le rassurer…

21

Pas de pétrole mais des idées

Alexandre de Marenches n'aime pas les réceptions officielles. Trop long, trop ennuyeux et un peu l'impression de se faire voler la vedette. Mais, ce 14 mai 1972, il traverse avec Lilian à son bras la cour de l'Élysée pour assister au dîner d'État donné en l'honneur d'Elizabeth II. Auparavant, le prince Philip a signé le diplôme faisant de lui un *Honorary Knight Commander* de la division civile de l'Ordre de l'Empire britannique, soit le quatrième des cinq grades possibles. À ce titre, il pourrait faire précéder son prénom par « Sir »… s'il prenait la nationalité britannique, ce qui est très improbable.

Même si elle entre dans la routine des relations bilatérales, la décoration sanctionne l'excellence de la collaboration établie par le directeur général du SDECE avec son homologue du MI6, John Rennie. Elle rejoindra le cigare offert par Winston Churchill à la fin de la guerre ainsi que les dizaines de médailles qu'il recevra durant tout son mandat et qui s'entasseront, à Mortier, sur le coin droit de son bureau. Cela fait partie des rites. Depuis son fauteuil à bascule, Marenches peut les contempler à ses moments perdus, lui qui a pour marotte de s'asseoir sur le siège d'en face afin de se mettre dans la peau de son interlocuteur du jour ou de son adversaire d'une vie. La

solitude du chef le taraude d'autant plus qu'il lui a fallu attendre cinquante ans pour se voir confier des responsabilités. Des milliers de carrières sont sous sa coupe. Le cabinet est là pour soulager le fardeau, mais il sait qu'en cas d'échec rien ne lui sera épargné. Un directeur du SDECE doit être prêt à assumer la responsabilité d'opérations qu'il décide, tout en en ignorant les détails.

Avec Pompidou, Marenches sait qu'il ne dispose pas d'un bouclier à toute épreuve, mais d'une oreille compréhensive et sage. Le lien direct lui offre la position privilégiée qu'il juge indispensable étant donné le caractère sensible de ses fonctions. Ainsi aurait-il même réussi à convaincre le chef de l'État de communiquer par gestes pour les questions les plus délicates : l'Élysée pourrait être écouté… L'accès lui sera moins facile après le départ, fin 1972, de la sœur d'armes, Anne-Marie Dupuy, dont le président a récompensé la fidélité avec une place au Conseil d'État. Il reste cependant Pierre Juillet, les autres membres du cabinet de la présidence ne conservant de lui, quarante ans plus tard, que le souvenir d'une silhouette furtive dans les couloirs de l'Élysée. « Ce qui parfois pouvait prêter à des épisodes comiques, souligne Marie-France Garaud, car, avec son physique, il passait difficilement inaperçu[1]. » En avril 1973, Marenches doit aussi se faire au départ de Michel Debré de l'hôtel de Brienne. « Le sens de l'État, avait-il noté à son sujet après leur tout premier entretien trois ans plus tôt, mais pas le sens de l'humour[2]. » Le ministre a été pour lui une sorte de tuteur au cours de ses premières années de direction, mais leurs conversations ont rarement débordé du cadre professionnel. Le 5 avril, Debré lui envoie un message « à la fois officiel et amical ». Officiel, car il le félicite de l'efficacité dont il a fait preuve à la tête de cette maison singulière ; amical car « nos relations établies dès le premier jour sur le plan d'une confiance née d'un idéal national commun n'ont cessé au cours des jours de devenir plus

étroites […]. Continuez votre tâche. Améliorez sans cesse le rendement de votre Service. L'État, expression de la Nation et de la Patrie, a besoin de grands serviteurs[3] ».

Les changements de ministres et surtout de leurs cabinets génèrent toujours une période de flottement, mais ce n'est pas le cas en l'occurrence. Non pas tant en raison de la personnalité du successeur de Michel Debré, Robert Galley, mais surtout parce que, le 5 juillet, Pompidou nomme Messmer Premier ministre. « Sans s'annoncer – ce qu'il ne faisait jamais –, Pierre Auguste [Messmer], se souvient Philippe Mestre, a débarqué dans mon bureau dit des grenouilles, à Matignon et, en pointant le bureau du dessus m'a fait comprendre qu'il venait d'être choisi[4]. » Resté aux affaires politiques à Matignon, Mestre est le témoin des sentiments de Messmer pour Marenches : « Il m'en parlait comme d'un ami, qu'il appréciait, je suppose, en raison de son caractère militaire, mais aussi de sa personne même. Marenches venait régulièrement. J'assistais parfois à leurs entretiens et il était manifeste que les deux entretenaient une relation amicale en dépit de leurs caractères opposés. Messmer appréciait son intelligence et Marenches l'investissement de ce dernier au service de l'État[5]. »

Pompidou a en son nouveau Premier ministre une confiance qu'il n'a jamais eue pour Jacques Chaban-Delmas. La configuration au sommet de l'État est donc idéale pour Marenches qui, dans un brouillon de réponse à Debré, se dit prêt « à persévérer au mieux de [ses] possibilités dans [sa] tâche noble et délicate à la tête d'un service qui doit être de granit[6] ». Toutefois, il lui faudra attendre encore quelques années pour que le SDECE soit apte à remplir les missions à la hauteur de ses ambitions. Pour l'heure, il se plie à ce qui fait le quotidien d'un directeur général. En février 1973, il reçoit Ramji Kao, directeur du Research and Analysis Wing, équivalent

indien du SDECE, et un an plus tard, du 11 au 17 mars, il effectue à New Delhi une visite à laquelle Lilian est conviée. Dans le petit cercle des chefs de service de renseignement, on sait s'échanger des amabilités. Marenches se fait l'intermédiaire de Kao pour arranger une rencontre avec le général Nassiri, chef de l'Organisation pour le renseignement et la sécurité nationale iranienne (Savak) ; en septembre 1973, c'est le général sud-africain Van der Berghe qui lui transmet le souhait du Taïwanais Chou Chung Fung de discuter avec lui : le Français accepte et propose de se retrouver à Rome.

Ces discussions sont loin de déboucher toutes sur la mise en place de coopérations. Mais si un service s'interdit, ou si le pouvoir lui interdit d'approcher certains interlocuteurs, alors il ne sert à rien. Tout en échangeant avec les Taïwanais, Marenches entre en contact avec la Chine populaire et se déplace à Hong Kong en 1974. Les détracteurs peuvent bien parler d'hypocrisie ou de double jeu, c'est la finalité même des services. Il n'y a que dans les dictatures que la diplomatie officielle peut se passer de celle de l'ombre puisqu'elles se confondent dans de mêmes ambitions délétères. Le SDECE n'est pas contraire à la République, il lui est consubstantiel.

La place d'un directeur général

Chassant sur les mêmes terres, les diplomates et les officiers de renseignement se toisent le plus souvent. Il suffit de relever la facilité avec laquelle nombre d'ambassadeurs ont oublié, quarante ans plus tard, leur réception à Mortier pour juger de leur peu d'enthousiasme. Certains, toutefois, savent en tirer profit. La plupart du temps, l'exposé géopolitique du directeur général passé, ils expriment une requête : Aspiro. Un service clés en main du SDECE consistant à

traquer les micros dans les locaux à risque. À l'été 1973, Louis Dauge, en partance pour Varsovie, a même droit à une démonstration. « Il m'a amené, relate-t-il, dans une pièce qui s'avérera ressembler beaucoup à mon futur bureau à l'ambassade. Nous y avons discuté de tout et de rien pendant un quart d'heure. Et puis, il m'a conduit dans la pièce voisine, une sorte d'antichambre, et nous avons pu réécouter tout ce que nous nous étions dit ! Il avait voulu me mettre en situation et me prévenir donc contre le risque d'écoute[7]. » Ce n'est donc pas vraiment une surprise pour l'ambassadeur quand, quelques mois plus tard, des anomalies sont mises au jour dans sa nouvelle chancellerie construite par une société polonaise… « En fait, poursuit Louis Dauge, le SDECE a envoyé des démineurs qui, en creusant des trous, sont tombés sur des fils téléphoniques. Il y en avait jusque dans l'accoudoir de mon fauteuil ! »

Marenches, dit-on, se serait délecté à apporter tous les matériels récupérés au ministre français des Affaires étrangères qui se serait exclamé : « Oh, mon Dieu, ce n'est pas possible… Que vont dire les Polonais[8] ? » Une légende qu'il aura vraisemblablement inventée afin d'illustrer l'insouciance des autorités face aux dangers. Lui-même trépigne de devoir se cantonner à un rôle de prestataire de services alors que le monde change à quelques kilomètres seulement de Mortier. Henry Kissinger et Richard Nixon ont en effet choisi Paris pour cadre de leurs discussions secrètes en Asie. À l'issue d'une série de rencontres à Neuilly avec l'ambassadeur de Chine en France, le président américain est ainsi le premier à se rendre à Pékin depuis l'avènement des communistes. Et c'est à Gif-sur-Yvette que, le 8 octobre 1972, Kissinger s'est accordé avec Le Duc Tho pour mettre fin au désastre vietnamien, avant la signature des accords de paix, le 27 janvier suivant, avenue Kléber, à Paris.

Il est possible que Marenches ait suivi ces pourparlers grâce à l'attaché militaire de l'ambassade américaine, le général Vernon Walters, un ami depuis la campagne d'Italie où celui qui n'était encore que capitaine faisait office d'interprète entre le commandement allié et le général Juin. Toutefois, c'est avec l'Élysée et le Quai d'Orsay que Kissinger a traité, pas avec lui. Sa seule contribution a été de suggérer le 19 décembre 1972 à l'ambassadeur américain à Paris, Arthur Watson, de faire lire Sun Tzu au conseiller du président Nixon puisque ce serait, selon lui, « la meilleure clé d'une meilleure compréhension de la stratégie russe et chinoise d'aujourd'hui[9] ».

Les dirigeants français, eux, seraient bien inspirés de mieux connaître Jefferson ou Tocqueville face à un pays que, dans la lignée du général de Gaulle, ils adorent détester. Le 31 mai 1973, le sommet franco-américain est à nouveau scandé de désaccords, l'Élysée soupçonnant la Maison-Blanche d'appuyer la construction européenne – désormais renforcée par l'adhésion depuis le 1er janvier du Danemark, de l'Irlande et de la Grande-Bretagne – pour rabaisser la position de la France. Comme le général Juin, Marenches redoute le départ des troupes américaines dont l'amendement Mansfield, rejeté de justesse par le Congrès, prévoyait en 1971 le rapatriement de la moitié du contingent, ce qui ferait de l'Europe occidentale une proie facile dans les griffes de l'ours soviétique. Toute sa science des États-Unis n'est pas superflue pour essayer de faire comprendre que l'administration américaine est logiquement courroucée de voir ses partenaires européens s'enrichir à l'abri d'une pergola militaire à laquelle ils ne cotisent qu'à la marge en refusant d'augmenter leurs budgets consacrés à la défense. Toujours aussi peu gaulliste, Marenches serait partisan de resserrer les liens entre cette Europe qu'il encourage – quand Pompidou n'y voit qu'un « système

médiocre » – et sa patrie maternelle qui seule a la puissance de s’opposer au bloc de l’Est. Mais la révélation du Watergate, en avril 1973, ne lui facilite pas la tâche, le gouvernement américain sombrant dans un marasme des plus angoissants pour qui, en première ligne, compte ses troupes face à l’ennemi.

En mai, Marenches en vient à tirer la sonnette d’alarme sur les conséquences de la crise du pétrole qui s’annonce. Les pays de l’OPEP ont décidé une augmentation drastique des redevances dues par les compagnies d’exploitation. D’ici deux ans, cinquante milliards de dollars, soit vingt de plus que prévu, vont déferler sur des États qui, selon Marenches, sont incapables de les absorber vu la faible densité de leur population. Avec l’équivalent de l’ensemble des réserves en or de toutes les banques centrales du monde, « le monde arabe, prévient-il, est en train de se constituer un “trésor de guerre”[10] », au service d’une « stratégie arabe », encore « nébuleuse », mais dont il est certain qu’Israël ne serait pas la seule victime. Quatre « canaux de dégorgement stratégique », c’est-à-dire d’utilisation de cette manne, s’offrent à ses yeux. Le premier est ce qu’il appelle la « guerre financière » qui ne semble pas encore lancée : aucune coordination n’a été relevée dans le mouvement des énormes masses de capitaux. Marenches alerte cependant sur le développement d’un réseau bancaire en Europe et en Amérique, pour l’instant mixte, mais qui pourrait se transformer à terme en arme financière. Deuxième canal : les prises de participation arabes dans les sociétés françaises, potentiellement déstabilisatrices pour l’économie. Ensuite, plus redoutable encore, l’aide aux organisations terroristes. En l’occurrence, Marenches vise surtout le Guide suprême de la Libye, le colonel Mouammar Kadhafi, dont le SDECE a relevé l’influence dans des attentats commis au Maroc, en Jordanie et sans doute en Tunisie, au Soudan et en Arabie Saoudite. Des liens ont été identifiés entre

Tripoli et les islamistes indonésiens et philippins, mais aussi des mouvements non musulmans comme l'IRA, le Black Power américain, les Tupamaros uruguayens. Mais Marenches désigne aussi l'Algérie, qui héberge de nombreux mouvements révolutionnaires de libération africains et sud-américains, avec une mise en garde qui, à l'époque, n'atteint que le petit monde du renseignement : « La présence de quelque 700 000 Algériens en France constitue un réseau potentiel de soutien au terrorisme et à la subversion[11]. » Cependant, le pire des quatre « canaux stratégiques » resterait selon lui la corruption généralisée. Ici encore, Kadhafi est dans le collimateur, qui a tissé sa toile en Égypte, au Liban, en Mauritanie, au Mali, au Niger, au Tchad, en Ouganda…

Le mystère du Mystère 20

L'obsession anticommuniste de Marenches l'amène à se focaliser sur les cas préoccupants de Tripoli et d'Alger, parce qu'il ne peut les considérer autrement que comme des jouets de l'URSS. À l'instar des États-Unis au Vietnam et d'une partie de la IVe République avant eux en Indochine et en Algérie, il néglige le fait nationaliste chez les Algériens et les Libyens qui veulent s'écarter de l'ancienne puissance coloniale. En revanche, il ne s'inquiète pas de l'Arabie Saoudite qui pourtant s'arme le plus avec l'argent du pétrole, mais Riyad jouit de l'estampille américaine. Alors que la famille régnante finance l'opposition au régime du Caire que soutient l'URSS, les Occidentaux ne veulent voir que la contribution au combat anticommuniste et oublient que les bénéficiaires des fonds sont des musulmans extrémistes.

Marenches ne trouve non plus rien à redire au fait que la CIA s'empare de la question palestinienne à l'occasion d'une rencontre, le 3 novembre 1973, de son ami Vernon Walters, devenu numéro 2 de l'agence, avec Yasser Arafat, au Maroc : l'Europe ne comprend pas encore que le Proche et le Moyen-Orient lui échappent. Le Français raisonne en termes de camp. Tant mieux si les Américains sont disposés à écouter les Palestiniens dont la revendication d'un État laïque, ayant vocation à faire disparaître Israël, ne cache, pour lui, qu'une énième manœuvre de Moscou.

Les lacunes des analyses de Marenches sur la région sont mises à nu à l'automne 1973. Pour contrer les « infiltrations soviétiques » dans les pays du Golfe, la nécessité s'impose à ses yeux de renforcer les liens avec l'Arabie Saoudite érigée en pilier de la défense occidentale – ce qui n'était pas évident de prime abord. Ayant emporté l'adhésion de Pompidou, il fait jouer ses réseaux et missionne sur place non pas un de ses subordonnés, mais l'avocat et ami Jean-Louis Aujol, très proche de la famille régnante. Les Français sont dans les petits papiers des Saoudiens depuis la vente de centaines d'automitrailleuses Panhard en 1968 et de plus de cent quatre-vingts chars AMX en 1972. En outre, Thomson-CSF s'apprête à conclure les contrats Oasis 1 à 3 pour des batteries de missiles. Aujol n'éprouve donc aucune peine à obtenir un rendez-vous pour le directeur général du SDECE le 9 juillet 1973. Malheureusement, un lumbago – bien réel ou diplomatique ?– oblige Marenches à demander un report au 6 octobre, finalement calé le 7 par le protocole saoudien. Ce jour-là est désormais associé à l'attaque d'Israël par les armées égyptienne et syrienne. « Nous fûmes capables, affirmera Marenches, d'indiquer la date du déclenchement des opérations à quarante-huit heures près[12]. » Mais pourquoi alors est-il monté exactement à ce moment-là à bord d'un Mystère 20, avion

militaire, en direction d'Athènes puis de Riyad, le plan de vol traversant la zone de conflit, avec le risque, aussitôt dénoncé par Pompidou, d'y impliquer la France ?

Obligé de rebrousser chemin, au grand dam de Jean-Louis Aujol qui regrette l'affront fait aux Saoudiens, Marenches doit présenter ses excuses les plus plates au roi Fayçal cinq jours plus tard : « C'est au cours de l'escale technique de Nice que me sont parvenues, samedi 6 octobre, les nouvelles des événements qui venaient de se produire[13]. » Le directeur général cependant n'a pas à rougir de son ignorance : dans son bulletin du jour, la CIA, sûre de son emprise sur l'Égyptien Anouar el-Sadate, estimait tout conflit au Moyen-Orient improbable. Quant aux Israéliens, la période de Ramadan, l'approche de la mauvaise saison et le tuyau d'une de leurs taupes très haut placée – le propre gendre de Nasser – les avaient convaincus que rien ne se produirait avant le printemps suivant.

Mais comment les armées arabes ont-elles pu se mettre sur le pied de guerre sans alerter l'Occident ? Le chef de poste du SDECE à Beyrouth s'était évertué à envoyer des télégrammes plus alarmistes les uns que les autres sur les préparatifs militaires de l'autre côté de la frontière. Ses messages se seront perdus avant d'atteindre la direction générale. Un poste dépend en effet d'un secteur géographique, lequel relève d'une sous-direction, elle-même subordonnée à la direction du renseignement. Plusieurs responsables ont donc pu s'improviser censeurs, jusqu'au cabinet qui, souvent, couve le directeur général comme une mère voulant empêcher son fils de découvrir la cruauté du monde. En tout cas, ces sonnettes d'alarme tirées dans le désert permettront à Marenches de prétendre qu'il a prédit le conflit, un peu comme un voyant qui trouve la preuve de ses talents divinatoires dans l'almanach de l'année précédente…

Il faut dire que le Proche-Orient n'est pas vraiment la zone de prédilection du DG. Un ambassadeur de France en Israël estime ainsi que le chef de poste à Tel-Aviv était « d'une trop grande naïveté » : « Je me demande comment Marenches pouvait le laisser en place dans une région aussi sensible[14]. » À la décharge du directeur général, sa marge de manœuvre est mince. En apprenant, en février 1972, que le SDECE s'apprêtait à recevoir secrètement une deuxième fois à Paris le chef d'un service de renseignement israélien, Michel Debré avait mis son veto : « Il faut faire très attention, et en aucune façon donner prise aux gouvernements arabes et leur permettre de croire que nous sommes secrètement en cheville avec les services israéliens, écrivit-il en urgence à Marenches. […] Les Israéliens se servent de nous et ne nous donnent que très peu de renseignements[15]. » Il semble toutefois que Marenches prenne prétexte de l'étau de la politique gaullienne pour se détourner du casse-tête israélo-arabe qui ne l'a jamais passionné. En 1974, il barrera d'un « inepte » en rouge une analyse affirmant « l'imminence d'affrontements civils graves au Liban, significatifs d'une déstabilisation généralisée de la région[16] ». Quelques mois plus tard, le pays en prendra pour quinze ans de guerre civile.

De l'obsession

Si Marenches se penche tout de même sur la guerre du Kippour, c'est moins parce qu'Israël risque d'être vaincu que pour les enseignements à tirer sur l'état de la « détente » vendue par les deux blocs depuis dix ans. Les effets de l'attaque arabe n'ont rien de surprenant : les Américains appliquent la « doctrine Nixon » – certes

discrètement – en bourrant des avions civils de la compagnie El-Al de matériel militaire, tandis que les Soviétiques font de même avec le régime de Damas. Même le danger d'une Troisième Guerre mondiale, apparu au moment où les Soviétiques envisagent d'envoyer des troupes en interposition, ne mobilise pas Marenches : c'est aux diplomates de désamorcer ce genre de bombe. Ce qui l'intéresse, c'est de savoir qui a amorcé celle-ci. Sadate a sans doute voulu renforcer la position de l'Égypte à la table des négociations, et les Syriens réaliser des conquêtes territoriales. Mais il en est toujours aussi convaincu, il y a derrière tout cela la main de l'URSS dont le but serait de saper l'approvisionnement de l'Occident en pétrole. De fait, les 16 et 17 octobre, les pays arabes membres de l'OPEP réagissent à l'aide apportée par les États-Unis à Israël en augmentant de 70 % le prix du baril de brut tout en réduisant la production de 5 %.

Le lien formel entre l'URSS et l'OPEP n'a jamais été démontré. « Moi aussi j'étais anticommuniste, admet Jean-René Bernard alors au cabinet de Georges Pompidou. Marenches, lui, était obsédé. Il les voyait partout. Mais, pour moi, ce n'était pas forcément un défaut. À la tête de ce genre d'organisation, il faut sans doute des gens de cette espèce[17]. »

Le gouvernement français est plus préoccupé par l'approvisionnement du pays en hydrocarbures. Contrariant Washington – qui de son côté se sait à l'abri d'une pénurie grâce aux réserves de son territoire –, Pierre Messmer propose aux pays producteurs des projets industriels contre du pétrole. L'Arabie Saoudite est l'objectif prioritaire puisqu'elle assure à elle seule le quart des livraisons. Le 30 novembre 1973, les négociations aboutissent à un mémorandum prévoyant la fourniture de millions de tonnes de brut jusqu'en 1990 pour les deux sociétés françaises, Elf et CFP, en l'échange d'usines pétrochimiques et minières.

Bien que tout cela fût placé sous le sceau du secret – aussitôt brisé par Kissinger dans le but de saboter l'accord –, le SDECE n'est pas intervenu. C'est l'ingénieur général de l'armement Hugues de L'Estoile, directeur des relations internationales au ministère de la Défense, qui a été choisi en raison de sa participation aux contrats d'armement précédents. Conformément aux prédictions de Jean-Louis Aujol, les Saoudiens pour leur part ne se sont pas précipités pour proposer à Marenches une nouvelle date de visite. Celui-ci n'atterrira à Djeddah que le 10 février 1974, mais pour une série d'entretiens au plus haut niveau, depuis le roi et plusieurs princes jusqu'aux responsables des services locaux[*1], Kamal Adham et Turki, le plus jeune des fils de Fayçal, vingt-neuf ans à peine. Les lettres de remerciement que le directeur général adresse au retour à Paris empruntent tout au langage diplomatique ; elles saluent une « identité de vues sur les nombreuses questions abordées[18] », un « gage de réussite pour une collaboration qui ne manquera pas de porter des fruits[19] ». Marenches a incontestablement réussi à marquer des points au sein de la cour royale. Ce n'était pas gagné au départ…

---

*1. Les Moukhabarat.

22

Ces pères qu'on abat

L'année 1973 est le vrai départ de l'action de Marenches à la tête du SDECE. La crise pétrolière lui a déjà permis de se rapprocher de l'Arabie Saoudite. Au tour de l'Iran dans lequel, désormais, les États-Unis voient plus un allié qu'un vassal. En application de la doctrine Nixon, Washington lève la plupart de ses réticences sur les commandes d'armes du shah, l'Irak voisin ayant signé en avril 1972 un traité d'amitié avec l'URSS.

Paris n'est pas en reste. Pierre Messmer a profité d'un séjour de Mohammad Reza Pahlavi en France pour obtenir son accord sur le marché « pétrole contre industrialisation ». Un mois seulement après celui de Riyad, Marenches accomplit le voyage à Téhéran où le SDECE n'est que le spectateur d'une foire d'empoigne entre services de renseignement. Dotée d'un fort bataillon, la CIA soutient massivement la Savak, l'autorisant même à pourchasser les étudiants iraniens hostiles au régime sur le sol des États-Unis. Les services soviétiques aussi sont très présents, ayant profité de l'occupation du nord du pays par l'URSS jusqu'en 1946 pour infiltrer un grand nombre d'organisations et certaines populations, principalement les Kurdes. Le Mossad enfin se sert de la présence d'une communauté

juive à Téhéran – aussi réduite qu'influente puisqu'elle tient le bazar – pour disposer d'une connaissance précise de ce pays en pleine crise de croissance. Ainsi que Marenches l'a souligné, un torrent de dollars inonde le vieil empire de Perse, porteur de modernisation, mais aussi de déstabilisation. Le directeur général du SDECE se réjouit de l'une sans négliger l'autre. Trouvant « superbe » le Royal Teheran Hilton où le poste lui a réservé une chambre à partir du 17 mars 1974, il vante en petit comité l'ambition réformatrice du shah, sa haute conscience des responsabilités, sa francophilie, mais le portrait qu'il trace pour le président de la République est plus mitigé : « L'empereur d'Iran, écrit-il le 21 juin suivant, se veut le protecteur du golfe Persique que les autres riverains appellent Arabique. Cet homme-orchestre a une certaine tendance à la mégalomanie. Il a surarmé son pays. "Rien n'est trop bon ou trop cher", dit-il, mais il manque de personnels qualifiés pour servir et ces matériels et ses ambitions[1]. »

Habitué aux grands de ce monde, Marenches parvient néanmoins à établir avec le shah une relation de qualité. Dans le même courrier, il se targue ainsi auprès du président de la République de lui avoir « fait lire *L'Art de la guerre* ». Allusion en réalité à cette fiche de deux pages dont il a demandé la rédaction à son cabinet et qu'il aime distribuer au gré de ses rencontres : « On ne connaît un impérialisme que si l'on pénètre au cœur du système qui inspire sa stratégie globale. En Chine, il y a vingt-cinq siècles, étaient formulés les principes de la guerre subversive. Maître à penser de Mao Tsé-Toung, le génial Sun Tzu est l'auteur le plus actuel. *Mein Kampf* ne fut lu par beaucoup qu'après le cataclysme qu'il portait en lui. Il est urgent d'étudier *L'Art de la guerre* du maître chinois. Puissions-nous lire à temps cet ouvrage capital et en tirer les principes de défense et de contre-offensive qui assureront la survie de notre indépendance[2]. » Marenches ne dit pas ce que le shah en a pensé. En tout cas, celui-ci

ne s'offusque pas de la démarche puisqu'il est de loin le dirigeant étranger qui lui est le plus facile d'accès. Rien que pour l'année 1976, le directeur général déjeunera avec lui à Saint-Moritz le 16 janvier, puis assistera au dîner donné en son honneur à Versailles le 24 juin, le rejoindra quatre jours après pour une conversation en tête à tête aux Baux-de-Provence et enfin le retrouvera à Téhéran du 24 au 27 novembre.

Les questions de service ne sauraient seules justifier une telle fréquence. Le poste iranien du SDECE est Totem, c'est-à-dire qu'il est censé coopérer pleinement avec la Savak. Or après trois années d'exercice, Marenches pense pouvoir pousser des projets plus ambitieux : de quel théâtre plus grandiose que la Perse pourrait-il rêver pour en jeter les fondations ? « Nous avons longuement parlé de la conquête du monde et en particulier de sa région par l'arme de la subversion, expose-t-il ainsi en toute modestie au président de la République le 21 juin 1974. L'homme, très intelligent, […] financera ce projet (en annexe) car il a compris. Il est un des seuls à qui vous pourrez parler des problèmes de la haute stratégie. Le Shah vole haut[3] ! » L'annexe ? Un projet ambitieux, à la démesure de Marenches : former des étudiants de « divers pays du monde libre qui, ayant fait l'objet d'une sélection extrêmement sévère, seront destinés à devenir des spécialistes hautement qualifiés de la contre-subversion ». Leur mission : « Impulser dans tout le Monde libre des initiatives de contre-offensive rationnelle pour harceler, désorienter et finalement désagréger l'entreprise de subversion mondiale. » Par exemple « l'acquisition d'organes de presse, la diffusion de thèmes idéologiques par des procédés modernes de publicité, le soutien de l'action de groupes d'études privés qui ont entrepris l'analyse critique de l'épidémie marxiste ». Bref, sous la forme d'une fondation, c'est à une véritable académie internationale de la clandestinité que le

directeur général du SDECE aspire sur le postulat qu'à une offensive mondiale et secrète il faut une réplique mondiale et secrète. Tout cela, reconnaît-il, coûtera forcément cher, très cher. « Il nous faudrait le budget du KGB ! » s'exclame le shah. Soit, précise la fiche, quatre milliards de dollars, et encore ne s'agit-il que d'une « fraction des dépenses consenties chaque année par le bloc soviétique pour entretenir et développer la subversion mondiale ». Pour ne pas décourager les autorités, Marenches avance que vingt millions de dollars permettraient d'amorcer la pompe et qu'une installation de la fondation en Suisse permettrait de rendre totalement opaque l'origine des fonds. Et il en sait quelque chose… Nom de code de l'opération : *Sun Tzu*, évidemment.

Derrière le masque

Le shah a donné son accord de principe et Marenches ira aller en parler en décembre 1974 avec les Saoudiens. Il sera d'autant plus écouté qu'intervient entre-temps un événement qu'il perçoit comme une nouvelle offensive de l'Empire soviétique, la révolution des Œillets au Portugal : le 25 avril, un putsch renverse le régime autoritaire installé depuis quarante-huit ans. À ce moment-là, le général Cardoso, responsable des opérations africaines de la Policia Internacional de Defense do Estado, la PIDE, se trouve à Mortier. De là des conjectures sur l'implication possible du SDECE, mais Marenches les balaie d'un revers de main : « Le Portugal ne se trouvait pas au centre de nos préoccupations internationales. La France a des moyens restreints. Ce n'était pas une affaire de premier

rang[4]. » Il ne peut toutefois s'empêcher de rajouter : « Mais on l'avait assez bien vue[5]. »

Les Français coopèrent efficacement avec leurs homologues portugais, mais leurs centres d'intérêt primordiaux sont les possessions africaines de Lisbonne, l'Angola, le Mozambique, le Cap-Vert et la Guinée-Bissau, pas la situation intérieure. Au demeurant, pourquoi le SDECE aiderait-il à faire chuter un gouvernement qui est farouchement anticommuniste, donc dans le « bon » camp ? La PIDE et lui ont réfléchi ensemble sur des projets de déstabilisation de certains leaders africains, parmi lesquels le Guinéen Sékou Touré, mais aucun n'a abouti. L'indignation suscitée par les institutions antidémocratiques du Portugal n'était pas du ressort du DG du SDECE. Et de même, lorsque son homologue allemand Gerhard Wessel lui dit du bien des nouveaux dirigeants à Lisbonne, de la promotion de Cardoso – « un Monsieur » – à la tête de la PIDE, ainsi que de « la ligne de conduite [qui] va clairement dans le sens d'une démocratie à l'occidentale »[6], il le tempère aussitôt : « Il semblerait, écrit-il le 10 mai à celui avec lequel il a noué des liens d'amitié, que les hommes mis en avant sont des gens parfois convenables, mais que, derrière eux et prêts à les remplacer rapidement, se profilent des personnages beaucoup plus inquiétants. Cette fiction serait maintenue jusqu'au moment où les pays de l'Ouest auraient consenti à un certain nombre d'avantages, entre autres aide financière. Le masque tomberait ensuite[7] ! » Apparaîtrait alors le visage de l'ogre communiste à la manœuvre. Une partie de la CIA soupçonne fortement l'URSS de vouloir briser les accords de Yalta en s'emparant d'une nation occidentale. Partageant l'avis du colonel de Marolles auquel il a confié la réflexion sur le service Action, Marenches penche plutôt, lui, pour un plan de démantèlement en règle de l'empire colonial portugais, riche en matières premières, et ensuite du Zaïre et

de l'Afrique du Sud dont la situation géographique est capitale pour le transport des hydrocarbures vers l'Europe. Ne s'était-il pas réjoui, dix-huit mois plus tôt à peine, à l'occasion des vœux au personnel, de ce que « l'entreprise de subversion permanente à laquelle nous devons faire face a heureusement marqué le pas[8] » ?

Convaincu de l'omnipotence du KGB, le directeur général ne peut s'autoriser à baisser la garde. Au Portugal, il en viendra à favoriser les socialistes alliés au centre-droit parce qu'il y voit, avec Marolles, le meilleur barrage à opposer aux communistes en pleine dynamique. En France, telle officine d'obédience gaulliste, avec pour membres d'éminentes personnalités, se voit suspecter d'être un cheval de Troie communiste puisqu'elle milite pour le rejet de l'Otan et l'instauration de relations sereines avec l'URSS – ce qui n'est pourtant que l'alpha et l'oméga de la politique étrangère du Général. Rien n'échappe à Marenches qui, le 15 octobre 1973, s'indigne auprès de Robert Galley, ministre de la Défense, de ce que le film *R.A.S.*, évoquant la torture en Algérie, « a bénéficié d'une avance, sans intérêts, de l'État de 350 000 francs ! Nous creusons la tombe dans laquelle nous tomberons. Je suis profondément indigné et inquiet[9] ». En mars 1974, c'est la prise de contrôle d'une importante entreprise du cinéma français par un « groupe aux tendances gauchistes certaines » qui le révulse : « peu souhaitable, voire dangereux »[10], fait-il savoir à ses autorités.

Ces foucades ont rarement de suites. Le directeur général est dans son rôle en alertant, le gouvernement dans le sien en pondérant. Le cas Günter Guillaume, conseiller du chancelier allemand Willy Brandt dont il entraîne la chute en avril 1974 avec la révélation de son appartenance aux services est-allemands, sonne comme un nouveau rappel des dangers en cours. Marenches n'avait d'ailleurs pas attendu pour adresser à ses troupes, le 10 octobre 1973, un tonitruant rappel

à l’ordre : « J’ai été amené à constater que beaucoup trop de personnes s’absentent hors du Service, pendant les heures de travail, et que toutes ou presque toutes sont couvertes par leurs responsables hiérarchiques. » Un système de contrôle du temps de travail a donc été instauré, mais « il y a malheureusement plus grave : un laxisme certain dans l’application des règles de sécurité ou du règlement en général avec le plus souvent cette même tendance qui consiste pour le supérieur à protéger le coupable en espérant l’impunité pour tous à travers l’oubli. C’est un raisonnement stupide, indigne des fonctionnaires du SDECE, une preuve de lâcheté et d’inaptitude[11] ».

Police de la pensée

Le directeur général qui avouait à sa prise de fonction « avoir peur » est bien loin. Ayant gagné en assurance, pénétré de la justesse de son analyse, il s’autorise la même véhémence avec le président de la République en abordant des sujets de société normalement hors de son domaine de compétences : « L’État, la société française, clame-t-il le 20 novembre 1973, font l’objet d’une entreprise de conquête par subversion généralisée qui a parfois atteint le stade du terrorisme larvé (ex. : incendies d’usines, d’entrepôts, d’écoles ; sabotages divers). Cette entreprise est méthodique. Elle obéit à une stratégie dont la direction suprême est à l’étranger[12] » – comprendre à Moscou. « En face d’elle, l’État ne mène qu’un combat défensif linéaire. Il subit plutôt qu’il ne conduit une guerre dont dépend pourtant la liberté du pays. L’histoire de ces dernières années est l’histoire des reculs de la puissance et de la sécurité publique. Des portions de territoire ont été littéralement abandonnées à un pouvoir

insurrectionnel diffus : universités (Vincennes), entreprises (île Seguin), bidonvilles suburbains, "médias", etc. L'information est de plus en plus dénaturée non par la censure gouvernementale, inexistante, mais par celle qu'exerce ce pouvoir parallèle. Celui-ci, partout, et jusqu'au sein de l'appareil d'État, trouve des complaisants, des auxiliaires, des apologistes. L'avertissement grave des émeutes de mai 1968 avait été presque oublié. L'avertissement sérieux des élections [législatives] de mars 1973[*1] a pourtant rappelé que le danger progresse. Il n'est plus possible que, face à cette stratégie de la destruction, la résistance continue à être hésitante et comme résignée à la défaite finale. Il n'est plus possible que la France reste démunie d'un plan de reconquête de sa propre substance, de son autonomie de jugement, de sa dignité. Il n'est plus possible qu'elle ne soit pas guidée par une stratégie d'État. »

À demi-mot, Marenches accuse le gouvernement, et donc le chef de l'État qu'il admire pourtant, de passivité. Il faut que le péril lui paraisse immense pour qu'il foule ainsi au pied les règles de la bienséance. Mais parce que le SDECE est pour lui le premier rempart de la société française, il considère de son devoir non seulement de dénoncer les brèches qu'il juge béantes, mais encore de proposer une parade : « La constitution d'un groupe de quelques personnes (sept au maximum) très expérimentées, très sûres et très discrètes, qui travailleraient à l'élaboration d'un projet définissant : la structure et les points forts et faibles de l'offensive ennemie, les objectifs à court, moyen ou long terme d'une contre-offensive, les méthodes de cette contre-offensive, les urgences et l'échelonnement des premières mesures à prendre (probablement dans les deux secteurs de l'Information et de l'Éducation nationale)[13]. »

Comment Pompidou a-t-il pu réagir à pareille initiative ? Le fait que son conseiller Pierre Juillet, à la fureur de Marenches, ait bloqué

la première note envoyée en mars témoigne en tout cas du malaise qu'elle peut susciter. Entre-t-il dans les prérogatives d'un dirigeant du SDECE de donner son avis sur l'enseignement ? En tout cas, le chef de l'État ne lui accordera pas d'entretien avant le 27 mars 1974. Qu'il lui ait ou non répondu, il suffit peut-être de relever que le groupe imaginé par Marenches ne verra jamais le jour.

De fait, Pompidou apprécie Marenches, mais pas au point de transformer le SDECE en police de la pensée. Ce n'est certainement pas de lui qu'il attend une réflexion sur la civilisation occidentale. Le président, et encore plus son entourage, veulent du concret, des « secrets », de quoi disposer d'un coup d'avance sur les chefs d'État étrangers voire… sur l'opposition. Marenches avouera lui-même avoir pris un plaisir sadique à foncer vers une personnalité, présente par hasard dans le même lieu que lui, en la harponnant d'un « ah ! ah ! » accusateur, comme s'il savait tout de ses turpitudes. « Ils sont tellement bêtes[14] ! » se gausse-t-il ensuite. Mais son intérêt pour la vie publique ne se limite pas à des enfantillages. Par ses réseaux personnels, il capte des informations sur le comportement d'hommes politiques comme Jean de Broglie, président de la commission des Affaires étrangères à l'Assemblée nationale. Dès le 3 novembre 1972, soit quatre ans avant l'assassinat de celui-ci et neuf avant que l'affaire soit rendue publique au cours du procès, il apprend les déboires de l'ancien ministre du général de Gaulle avec l'État espagnol et la société Matesa[*2]. En aucune manière il n'aura été mêlé à l'affaire dont il s'est contenté d'avertir l'Élysée. Mais le plus intéressant est le nom de sa source : Michel Poniatowski, un poids lourd de la majorité présidentielle, secrétaire général de la Fédération des républicains indépendants. Les deux hommes s'apprécient de longue date, probablement du cours Saint-Louis, rue de Monceau. Ils se ressemblent aussi : mêmes taille et corpulence, même air détaché,

mais pas le même passé puisque, après avoir terminé la guerre dans le 1er bataillon de Choc, « Ponia » a mené une solide carrière dans la haute administration en ayant au passage réussi l'ENA. « Marenches avait certes l'habitude de raconter partout, se souvient un membre de cabinet de Giscard à l'Élysée, que, lui, il avait été reçu dernier au concours[15] ! » Une fable de plus qui, de toute manière, ne peut tromper personne dans le milieu politique, incollable sur le *Who's Who* – il est vrai que Marenches refuse d'y figurer. Moins par ses attaches avec l'impératrice Joséphine que par sa filiation avec le dernier roi de Pologne, Poniatowski est en tout cas un interlocuteur tout à fait à son niveau, proche du SDECE où il était « traité » par son ancien camarade de régiment Raymond Muelle, et conseiller de l'étoile montante de la vie politique française, Valéry Giscard d'Estaing. L'échange est productif entre l'un qui veut bien vérifier si le SDECE a des biscuits sur telle personnalité, et l'autre qui alimente en informations, consolidées ou non, sur les intervenants du jeu politique.

Dialogue avec une tombe

Il n'est pas certain que Pompidou ait bénéficié de semblables confidences. Marenches en effet sait son aversion pour des méthodes dont il a lui-même tellement souffert. Il lui transmet en revanche sans filtre ce qu'il remonte de ses filets sur les mouvements d'argent étranger vers les partis politiques de tous bords à l'occasion des élections. La réflexion sur la Troisième Guerre mondiale qu'il réclame à cor et à cri semble alors disparaître au profit de considérations nettement moins nobles, mais si le diable se glisse dans les détails, le communisme ne pourrait-il se cacher aussi derrière un billet de dix

dollars ? Ainsi Marenches a-t-il informé Pompidou dès décembre 1972 que les chefs d'État africains, à l'instigation de Jacques Foccart, auraient fait leur choix dans la majorité présidentielle en faveur de Giscard d'Estaing. En laissant traîner une oreille, le SDECE a également acquis la conviction que, lors des législatives de 1973, les États arabes se sont cotisés à hauteur de plusieurs millions de francs pour soutenir le parti gaulliste, le plus proche de leurs aspirations face à l'État d'Israël qui, en conséquence, subventionnerait, lui, l'Union de la gauche.

Ces informations ne surprendront pas Georges Pompidou puisqu'elles ne font que reproduire ce qui s'est vraisemblablement passé en 1969 lors de sa propre élection. Mais elles seraient susceptibles de peser différemment à l'occasion d'un chamboulement politique majeur, tel candidat pouvant alors se vexer de ne pas être mieux loti et faire jouer ses amitiés dans le monde arabe pour réorienter les flux financiers en sa faveur. Or, le 2 avril 1974, en soirée, Marenches barre la page de son agenda d'un « Mort GP » rouge incandescent. Sa dernière rencontre avec le président, le 7 mars, avait été deux fois reportée ; il le savait malade. « La cortisone l'avait transformé, relate Jean-René Bernard, alors secrétaire général adjoint de l'Élysée. Ses yeux étaient sanguinolents ; semaine après semaine, il s'affaissait de plus en plus dans son fauteuil. Intellectuellement il était resté le même, mais son caractère avait changé – il piquait des colères, ce qui ne lui arrivait jamais au préalable. Et puis, lui qui avait une telle conscience du service public, il a lancé un jour à l'un de ses très bons amis : “Comment pourrais-je m'intéresser à la vie des autres quand je suis en train de perdre la mienne[16] ?” »

Marenches est dévasté. « La perte du président Pompidou, écrit-il à une amie, est un drame pour la France et aussi pour moi, car il était

mon ami et j'étais le sien[17]. » Après son père et le maréchal Juin, il perd le troisième de ces hommes qui aident à bâtir une vie et il sait qu'il sera sans doute le dernier.

Il est 1 heure du matin quand Jean-René Bernard le reçoit à l'Élysée. « Le secrétaire général Édouard Balladur était occupé, se souvient ce dernier. Marenches était violemment ému. Au bout de quelques instants, il m'a annoncé vouloir démissionner[18]. » Une réaction réflexe, non préméditée, celle d'un chevalier à la mort de son roi. « Il fut bien le seul dans son cas ! » souligne Jean-René Bernard qui prend prétexte de la gravité du moment pour lui suggérer de s'accorder quelques jours de réflexion. Tactique payante, Marenches n'y reviendra pas. Sa présence à l'Élysée néanmoins n'est pas fortuite. Alors que la famille a réclamé de ne pas officialiser la nouvelle tout de suite, le DG du SDECE s'est vu convier à gagner au plus vite le faubourg Saint-Honoré. Pour un conciliabule sur l'avenir des affaires en cours ? Pour veiller le corps qui se trouve encore au domicile personnel des Pompidou, quai de Béthune ? Non, Marenches se voit indiquer à son arrivée que le coffre-fort du président est impossible à ouvrir. Un opérateur spécialiste de la marque Fichet, précise le DG, est mandé, introduit par l'entrée plus discrète de la grille du Coq pour ne pas éveiller l'attention. Marenches obtient que Pierre Juillet et le fils du président s'entassent dans la petite salle de bains pour assister à l'opération. La porte ouverte, tous se penchent pour scruter l'intérieur. Mais au fait, qu'espèrent-ils y trouver de si important que la présence du chef du service de renseignement français soit requise ?

Le motif souvent avancé est le doute entretenu par une partie du cabinet sur l'existence d'un testament politique. La thèse perd en crédibilité quand Marenches avance que Pompidou aurait pu y coucher le nom de celui qui lui semblait le plus apte à lui succéder, et

qui, dès lors, l'émotion générale aidant, aurait été facilement élu. Probablement le poids de ses origines familiales et de son penchant pour la monarchie…

Hormis un testament, que pouvait donc chercher le cabinet à l'heure du deuil ? Aucun témoignage à l'Élysée ne le corrobore, mais curieusement, au même moment, les forces aériennes stratégiques se voient aviser de ne surtout pas obéir à un ordre d'engager le feu nucléaire car le code du président de la République serait introuvable… Chaque chef d'État a son astuce pour s'en souvenir ; Georges Pompidou aurait-il pu le mettre à l'abri dans un coffre ? Mais il n'y a rien. Pas de testament, pas de combinaison chiffrée.

Marenches rentre avenue Lyautey, orphelin de ses pères. Malgré son affection pour Pompidou, il n'assiste pas aux obsèques nationales, le 6 avril, en la cathédrale Notre-Dame, ni à l'inhumation dans le petit cimetière d'Orvilliers, dans les Yvelines. Toujours son obsession de ne pas apparaître en public. Pourtant, quand il se fait conduire sur la tombe quelques semaines plus tard, un photographe de *Spectacle du monde* l'attend dans un recoin pour immortaliser la scène. Ainsi le directeur général aura-t-il eu son dernier entretien seul à seul avec le chef de l'État, mais il aura aussi signalé à la France entière, et peut-être même au monde, que lui ne s'adresse qu'aux plus puissants.

---

*1. Où la majorité présidentielle, emmenée par Pierre Messmer, l'a emporté d'une courte tête contre l'Union de la gauche de François Mitterrand.

*2. Qui lui reprochent de ne pas avoir honoré un contrat pour lequel il a été rétribué.

23

Sur une route du Midi, Anselme est mort, assassiné

Ce n'est que le 6 juillet 1971 qu'un entrefilet signale dans la presse la disparition d'Anselme de Marenches. Les cadres et employés du SDECE l'ont apprise cinq jours plus tôt par une note de service tout aussi serrée : « Le directeur général a la douleur de faire part du décès de son fils. Il demande que les condoléances des personnels du service se traduisent simplement par une pieuse pensée[1]. » Formule convenue, le peu de foi chrétienne qu'il restait à Marenches ayant été balayé par le drame. Il ne se rendra plus jamais à la messe le dimanche et Jésus-Christ ne sera plus désormais dans sa bouche que le « berger analphabète d'il y a deux mille ans[2] ». « Les croyants ont de la chance, confie-t-il à ses proches, car avec Dieu ils ne sont pas seuls[3]. » Pourtant, seul, il ne l'est pas tout à fait. Les témoignages d'affection affluent de toutes parts. Celui qui vise le plus juste est sans doute le vieux complice des Roches, Guy Miellet : « Je te sais rude, mais sous cette cuirasse, infiniment sensible. Je ne te plains pas cependant, les Marenches, j'imagine, n'aiment pas qu'on les plaigne[4]. »

De fait, Alexandre préférerait probablement faire son deuil dans l'intimité. Mais du fait de sa fonction, il va recevoir des condoléances sans fin, ressassant chaque jour la difficulté à mettre des mots sur pareilles circonstances, mais en les trouvant quand même. Tout ce que la France compte d'autorités écrit, tous les anciens directeurs généraux du SDECE écrivent, les quelques amis d'hier et les tellement plus nombreux depuis l'accession à Mortier écrivent…

Étant donné la position du père du défunt, la police de Grasse passe l'accident au crible. Revenant d'un tennis à Grasse, Anselme a donc percuté une camionnette Citroën immatriculée 472 PD 06 qui se dirigeait vers la vieille ville en provenance de Saint-Cézaire. À son volant, Dominique C.[*1], trente-six ans, un commerçant itinérant originaire de la région, au casier judiciaire vierge, accompagné de sa belle-sœur Renée. Il roulait, affirme-t-il, à quarante kilomètres-heure, quand il a vu arriver en sens inverse l'adolescent, tête baissée, au centre de la chaussée. Renée s'est écriée : « Mais il va nous rentrer dedans, celui-là[5] ! » Le conducteur a klaxonné, en braquant le volant au maximum vers le bas-côté, sur sa droite. En vain.

La camionnette ayant été déplacée après l'accident, il a été impossible de déterminer exactement le lieu du choc, mais des traces de ripage sur la route font penser au frottement d'une béquille de mobylette, des taches de sang étant visibles six mètres plus loin. Les deux experts mandatés, Valfort et Grauby, relèvent sur la Citroën des marques sur le côté gauche et un bas de caisse légèrement enfoncé. D'autre part, « la partie gauche du pare-chocs arrière se trouve au-dessous du niveau du bas de caisse et n'est tenue que par un boulon[6] ». La mobylette, elle, est en excellent état, mis à part un phare et le garde-boue légèrement déformés, l'axe de pédale gauche tordu ainsi qu'« un enfoncement très marqué sur une largeur de 10 cm de largeur[7] » de la jante de la roue avant.

En conclusion, il est établi qu'Anselme devait lui aussi rouler aux alentours de quarante kilomètres-heure, mais à proximité de l'axe médian car il sortait d'une série de virages : il a accroché le camion sur sa gauche, glissé le long du flanc jusqu'à ce que sa roue avant se prenne dans le pare-chocs qui dépassait plus que de raison. Il a alors pivoté sur sa droite et chuté au sol. Comme tous les jeunes de cette époque, il n'était pas casqué : sa tête est venue percuter le muret, causant une fracture sur la partie latérale du crâne.

De tous ces éléments, les parents retiennent essentiellement que la largeur de la chaussée était de l'ordre de cinq mètres sur les lieux du choc, soit trois de plus que celle du camion : pourquoi Dominique C. n'a-t-il pas réussi à éviter leur fils ? Pour Lilian, il ne peut s'agir que de la volonté de perpétrer un meurtre. Elle se fait aussi à l'idée qu'une corde a été tendue en travers de la chaussée et ôtée avant l'intervention des secours…

Alexandre, lui, se tait. À de rares confidents, il fait part du calvaire qu'il endure, mais sans jamais s'épancher sur les circonstances du drame. Seuls ceux qui le pratiquent quotidiennement au SDECE notent un appétit décuplé, jusqu'à se faire servir un grand bol de soupe à onze heures avant d'engloutir deux steaks au déjeuner. Personne, à l'intérieur comme à l'extérieur, ne l'a jamais vu pleurer. Mieux, il a la force, au moins en apparence, de transcender l'épreuve. « Il me reste à poursuivre la tâche et à défendre la cause qui nous est commune[8] », écrit-il ainsi à Dick Helms, patron de la CIA. Quand il remercie Pompidou, l'expression devient : « Il ne me reste que ce bon combat. » « Ma femme et moi, précise-t-il, avions élevé notre fils dans des idées, périmées pour certains, que nous chérissons ensemble et que je défends à vos côtés[9]. » Le chagrin ne lui fait pas oublier cependant de conclure en souhaitant à son correspondant : « Bon anniversaire, Monsieur le

Président, restez-nous longtemps. » Mais cette dernière formule était tout autre dans son brouillon et elle en disait beaucoup plus long sur l'état d'esprit de son auteur : « Puisse ce sacrifice qui nous est demandé servir notre cause[10] ! » Anselme en victime expiatoire de la guerre contre le communisme : le choc de la perte du fils unique explique l'exagération de l'image. Mais qu'on se le dise, Marenches ne se laissera jamais abattre. Dans la tourmente, il s'accroche au mât qui a guidé tous ses ancêtres, celui du service de la France.

---

*1. Au royaume des pseudos, il est apparu naturel d'en donner un ici.

24

Le féal à la Tour-Fondue

Une campagne pour l'élection présidentielle ne devrait pas mobiliser le directeur général du SDECE. Néanmoins, en 1974, Marenches est sur tous les fronts. En un mois, il rencontre plusieurs fois Pierre Messmer, mais aussi Jacques Chirac, alors ministre de l'Intérieur, les proches de Pompidou comme Pierre Juillet et Anne-Marie Dupuy et ceux de Giscard d'Estaing, Poniatowski et René Journiac, pourtant l'adjoint de Foccart au secrétariat général pour les Affaires africaines. Mais c'est son rendez-vous du 25 avril qui va être le plus commenté dans les cabinets ministériels les mieux informés. Jacques Chaban-Delmas est le seul candidat que le directeur général rencontre pendant la campagne. Certes, Marenches s'est astreint à une discipline démocratique exemplaire depuis un an. Estimant qu'une nouvelle majorité ne devrait pas découvrir le SDECE à son installation, il a organisé, en accord avec le président de la République, des visites à Mortier pour chaque grande tendance, communistes exceptés naturellement. C'est ainsi que Valéry Giscard d'Estaing a eu droit au programme standard, le 20 juillet 1973 – et le fait que Marenches rappelle précisément dans ses Souvenirs la date n'est pas anodin. Le centriste Jean Lecanuet l'a suivi. Puis, au début

de 1974, un officier de sécurité est allé récupérer rue Blanche deux visiteurs qui ont pris place à l'arrière de sa voiture. À gauche, Thérèse de Saint-Phalle, romancière et éditrice à succès, qui s'est récemment avisée d'un lien de parenté avec Alexandre de Marenches : la duchesse de Tourzel, dernière gouvernante des Enfants de France, est leur aïeule commune.

La jeune femme n'est pas impressionnée par la fonction de son cousin auprès duquel elle s'est imposée comme une rabatteuse du monde littéraire et politique. En onze années de mandat, son prénom est probablement celui qui revient le plus dans les agendas Hermès, collaborateurs du SDECE mis à part. Personne à vrai dire ne peut durablement résister à sa détermination mâtinée d'un mélange de savoir-vivre aristocratique et de fantaisie artistique. Son voisin de droite pourrait en témoigner, dont elle vient de publier le dernier livre chez Flammarion, *La Paille et le Grain*. Le socialiste François Mitterrand, chantre du Programme commun, chez le général en chef de l'anticommunisme français ! En l'apercevant se tasser au maximum dans son fauteuil pour ne pas être reconnu, le chauffeur a su en tout cas lequel des deux était le plus gêné.

La bobine qui a figé ce moment pour les archives du SDECE mériterait sans doute une création théâtrale. Mitterrand a-t-il été intimidé par Marenches devant lequel d'aucuns préféraient prendre les devants et déballer leurs secrets, certains qu'ils n'en étaient pas pour lui ? Le SDECE savait pour son passé à Vichy, la photo le montrant serrant la main du maréchal Pétain circulait dans les coulisses de la droite depuis au moins l'élection présidentielle de 1965 où le général de Gaulle avait interdit que l'on s'abaisse à l'exploiter. Marenches et Mitterrand se sont déjà croisés en 1947, au ministère des Anciens combattants et Victimes de guerre, sans doute présentés l'un à l'autre par l'ami Georges Debierre. Mais cela ne

saurait expliquer l'assurance donnée par le socialiste de ne pas nommer un nouveau directeur général au SDECE en cas de victoire de la gauche. Homme de droite à peine refoulé et pétri d'histoire, est-il charmé par les manières et les origines de Marenches ? Sa promesse témoigne en tout cas de la qualité du travail accompli par celui-ci depuis quatre ans : à défaut de susciter l'enthousiasme, le SDECE ne fait plus redouter ni coups tordus ni scandales politiques.

Le mariage ne fut pas conclu pour autant. Marenches mit une condition à son maintien : l'absence de ministres communistes. « Ah là ! aurait lâché Mitterrand en riant. Surtout pas, il n'y a aucun danger[1] ! » En pleine ferveur du Programme commun, le propos ressemble à une promesse de Gascon. À moins que Marenches l'ait déformé pour réserver un coup de Jarnac au Charentais, président de la République au moment de la publication de ses Souvenirs en 1986 ? Peut-être la bande magnétique parlera-t-elle un jour…

L'attitude de Marenches n'est en rien de la complaisance. Car derrière les amabilités, c'est un nouveau coup de Prague qu'il redoute : Mitterrand prend le pouvoir, nomme un gouvernement avec des ministres communistes et, trois ans plus tard, des manifestations de syndicats pas tout à fait spontanées obtiendront le départ des socialistes. Le SDECE planche donc sur les moyens de déstabiliser le camp de l'Union de la gauche. Des projets d'affiches sont étudiés, comme celle où des chars soviétiques défilent dans la capitale tchécoslovaque avec pour légende : « Mitterrand : direction Prague, Marchais : direction Moscou. » Ou une autre : « Derrière Brandt : un espion communiste, derrière Mitterrand : qui ? »[2]. Sans suite.

Pour Marenches, la meilleure arme serait de trouver un candidat de haute volée. Il y en a un, Pierre Messmer, héritier du gaullisme et du pompidolisme à la fois, mais le Premier ministre résiste aux appels de son entourage et refuse d'élargir l'offre électorale à droite car cela

risquerait d’accroître mécaniquement le score de la gauche qui, elle, est unie. Restent Giscard d’Estaing et Chaban-Delmas. Marenches suit les pompidoliens qui ne veulent pas du gaulliste et opte pour le premier, pour sa jeunesse, son allant, son intelligence. Mais que dit-il donc à Chaban quand il le retrouve à deux semaines seulement du premier tour, le 25 avril, à 11 heures 30 ? Au cours des trois années que le maire de Bordeaux a passées à Matignon, les contacts ont été rares. Marenches n’aime ni son képi de général gagné à vingt-huit ans à peine dans la Résistance, ni son projet de « nouvelle société », un vilain oxymore pour un conservateur comme lui. L’ancien Premier ministre, de son côté, n’a aucun goût pour les questions de renseignement ; il a déjà confié à Pierre Pascal qu’en cas d’élection il lui confierait ce SDECE qui lui a échappé en 1970. Marenches lui a-t-il fait l’exposé pédagogique qu’il a déjà délivré à ses concurrents ? Comme à peu près toutes les personnalités politiques de cette époque, Chaban est aussi soupçonné de posséder des comptes en Suisse dont le SDECE pourrait s’être vu proposer les numéros, ce qui permettrait à son directeur général d’intimider le rival de Giscard… Mais il aurait fallu que Marenches ait été subjugué par ce dernier pour se laisser aller à pareille pratique. D’ailleurs, jamais Chaban ne s’est dit victime de ce qu’il faudrait bien appeler un chantage d’État. Et de toute façon, le mal avait déjà été fait par *Le Canard enchaîné* en janvier 1972 avec ses révélations sur les revenus non imposables de l’ancien président de l’Assemblée nationale.

Manœuvres de séduction

Giscard est élu le 19 mai 1974. Dans les jours suivants, Marenches enchaîne les entretiens avec Poniatowski et le général François

Maurin, chef d'état-major des armées. La mort brutale de Pompidou appelle à des réglages pour assurer une transition sans à-coups. Jean Sérisé est le premier élément de la nouvelle équipe à l'Élysée à s'entretenir avec le directeur général. De petite taille, mais grand commis de l'État, le Béarnais est le conseiller de Valéry Giscard d'Estaing depuis une dizaine d'années après avoir été aux côtés de Pierre Mendès France. Sans attribution précise dans l'organigramme, c'est lui qui hérite de la liaison avec les services de renseignement, succédant ainsi à Pierre Juillet. Son premier contact avec Marenches date d'avant l'élection. En fait, ils auraient même pu se croiser pendant la guerre, Sérisé ayant été affecté à l'une des divisions du corps expéditionnaire du général Juin, mais après le débarquement auquel Marenches n'a pas participé. En tout cas, c'est l'inévitable Anne-Marie Dupuy, amie d'enfance de Sérisé, qui est à l'origine de leur rencontre. Quand Dupuy, alors au cabinet de Pompidou, appelle Sérisé pour lui signifier que Marenches souhaite faire sa connaissance, il ne l'a pas revue depuis une nuit de septembre 1940 passée dans le wagon à bestiaux censé leur faire franchir la ligne de démarcation. Déjeuner à Mortier, démonstration des services d'écoute et de crochetage de serrures, enfin, « un cours de géopolitique de haute volée » qui le bluffe. « Cet homme avait vraiment une vision très élevée de sa tâche »[3], souligne-t-il. Mais l'enthousiasme retombe lors de la deuxième entrevue : Sérisé, stupéfait, a droit au même discours, presque au mot près… « J'avais déjà eu cette mauvaise expérience, se souvient-il, avec un professeur à l'ENA qui, oubliant où il avait arrêté le cours avant les vacances, l'avait repris un peu trop tôt en nous débitant exactement les mêmes choses alors qu'il était censé improviser. C'était très décevant… J'ai été tenté d'arrêter le directeur général pour le lui faire remarquer, mais je ne l'ai pas fait.

Je comprenais qu'à travers moi c'était le président qu'il voulait toucher[4]. »

De fait, Marenches est impatient de savoir si le mode de fonctionnement établi avec Georges Pompidou sera prorogé. Mauvais signe, il n'est reçu qu'un mois après l'élection, le 18 juin, à 15 heures. Mais il en faut plus pour le démonter. Le SDECE compte alors trois mille employés – les mille supplémentaires correspondent à l'intégration du Groupement des contrôles radioélectriques – pour un budget de cent cinquante-sept millions de francs, dont un tiers en fonds secrets. Comme tout directeur d'administration, Marenches espère davantage, mais il souhaite aussi que soit effacée la décision du général de Gaulle, considérée comme une brimade, de placer le service sous la tutelle du ministre de la Défense : à la rigueur, il consentirait à s'expliquer avec le Premier ministre, d'autant qu'il s'agit de Jacques Chirac, ancien de l'écurie Pompidou. Quelques heures avant son audience à l'Élysée, il couche dans un pense-bête sa conception de la relation avec le chef de l'État : « Si vous voulez un féal ami. Tout dire. Confiance à 100 %[5] ? »

Dans son vocabulaire, comme dans son comportement, Marenches est resté un homme du XVIIIe siècle, non sans écarter les artifices de la flatterie : « Je suis ambitieux pour vous car j'aime la France et vous avez des enfants ! projette-t-il de dire. Vous serez président des États-Unis d'Europe dont la capitale sera un “Brasilia” français. Vous trouverez de nouvelles aventures pour les jeunes : océans. Vous inspirerez la stratégie de l'Occident. Vous organiserez la défense européenne par l'Eurafrique[6]. » Comment ne pas se satisfaire d'un pareil trône… ?

L'entreprise de séduction paraît fonctionner. Valéry Giscard d'Estaing autorise Marenches à rencontrer le roi Fayçal ainsi que le shah d'Iran ; il confie quelques jours plus tard à Thérèse de Saint-

Phalle, qui le connaît de longue date, que « le comportement de quelqu'un appartenant à une famille sélectionnée depuis mille ans est d'une autre qualité que celui des autres… Marenches est parfait, merveilleux et cette loi doit, sans doute, jouer à son égard[7] ! ».

Rassuré, le directeur général ne change donc rien à son attitude. Le « féal peut-il tout dire ? ». Oui, répond-il encore en rouge le 2 novembre 1974. Comme Pompidou, Giscard d'Estaing a donc droit aux fiches du SDECE. En juin, celle sur le « pouvoir culturel » est à l'honneur – elle atterrira à l'Élysée, à l'état-major des armées, à Langley sur le bureau du nouveau directeur, William Colby. Des « idéocrates », prévient-elle, ont pour ambition de balayer toutes les valeurs d'hier pour les remplacer par de plus « modernes ». Ils prospèrent grâce à « l'intensification des médias de masse, mais aussi l'accroissement des loisirs. Une société de loisirs et de consommation est une société moins stable, moins ferme sur ses principes, plus avide de sensations étonnantes et de modes intellectuelles, plus exigeante de nouveautés, et finalement plus crédule parce que plus sensible aux snobismes de la pensée[8] ». Pour Marenches, seule une « guerre de l'intelligence » permettra à l'État de rétablir le tir, surtout auprès des jeunes qui feront la France de demain et qui sont matraqués quotidiennement. Il y voit même « la bataille dont dépend le salut du pays[9] ». La relation de ces propos avec les attributions d'un directeur général de service de renseignement extérieur n'est pas évidente.

Marenches ne s'arrête pas là. En juillet, il ne s'interdit pas de critiquer le choix du président de la République pour la Défense nationale, Jacques Soufflet, glorieux pilote de la France libre, qu'il décrit comme « un parlementaire âgé et éloigné depuis trop longtemps des armées pour connaître leurs problèmes[10] ». Âgé de soixante-deux ans, ce saint-cyrien a de fait embrassé une carrière politique après la guerre en restant d'une fidélité totale à l'homme du

18 Juin, lui qui a été gaulliste avant l'heure puisqu'il a rejoint Londres dès le 17. L'argument paraît un peu spécieux, un gouvernement ne pouvant se bâtir uniquement avec des hommes nouveaux, issus des administrations qu'ils vont avoir sous leur coupe. Mais Marenches persévère : cette nomination est interprétée comme « un signe de désintéressement de la chose militaire », les armées ayant l'impression d'être des laissés-pour-compte. « Tous attendent maintenant un message du président de la République, chef des armées, définissant leur mission et leur place dans le grand courant qui est en train de naître. L'exégèse en sera faite et chaque officier, chaque sous-officier y cherchera sa raison d'être »[11].

En terrain miné

Le féal peut tout dire, mais le doit-il vraiment ? Marenches s'immisce dans le cœur d'un système politique dont la prudence lui conseillerait de rester éloigné. Un directeur de la Sécurité sociale se permettrait-il de houspiller le président sur la nomination du ministre de la Santé ? Mais, cette année-là, Marenches se refuse à toute trêve de Noël. Le 26 décembre 1974, il revient à la charge en évoquant le « grave malaise qui récemment s'est répandu dans l'armée » et prédit que, si le fossé entre l'armée et la nation n'est pas rapidement comblé, « le pays tout entier risquerait, à l'occasion de malaises dégénérant en manifestations, puis en mutineries, puis en révoltes, d'être entraîné dans le processus révolutionnaire que connaît actuellement le Portugal »[12].

Comme à son habitude, Marenches ne se contente pas d'un diagnostic, il propose des remèdes : dégraissage d'effectifs

pléthoriques, amélioration de la condition des cadres, réforme du service national – avec même le menu des tâches à confier aux jeunes gens sous les drapeaux. « Ce n’est pas facile, conclut-il, ce n’est pas gratuit et ce n’est pas sans risques, mais si ce regroupement des énergies n’est pas opéré par l’État au profit de la nation, il le sera par le Contre-État au profit de la subversion. C’est d’ailleurs là le schéma de toute situation prérévolutionnaire[13]. »

Le fond de l’analyse est juste : les armées traversent une crise liée à la fonte des budgets et au manque de vision sur leur rôle futur. Mais le directeur général est probablement le seul à oser en déduire la probabilité d’un putsch.

Les effets de ces prises de position ne tardent pas : l’euphorie de l’élection présidentielle n’a pas été le prélude à une idylle, mais à un divorce par consentement mutuel. Certes, dans les sept derniers mois de 1974, le président a accordé quatre entretiens à Marenches, un rythme jamais atteint sous Pompidou, mais un coup d’État, une fondation internationale secrète, des commentaires sur le personnel politique : Giscard n’en veut plus ! Le plus insupportable pour lui est certainement le ton professoral et à l’occasion moralisateur de Marenches. Pour s’en rendre compte, il suffit de lire dans ses Souvenirs le portrait dépeint par le directeur général à l’occasion de la visite à Mortier : « Il n’était pas très au fait des affaires internationales, puisqu’à l’époque il était ministre de l’Économie et des Finances[14]. »

Après douze années de responsabilités ministérielles, des centaines de Conseils des ministres, des milliers de réunions avec des interlocuteurs étrangers dont certains ont depuis pris les rênes de leur pays, à traiter de questions aussi essentielles que le cours du franc ou la dette nationale, Valéry Giscard d’Estaing n’aurait rien appris de la marche du monde ? C’est tout le contraire : il a investi l’Élysée avec

l'intention très affirmée de rénover la politique étrangère, en rassurant Gerald Ford, successeur de Nixon démissionnaire, sur sa volonté de rapprocher la France des États-Unis. Kissinger est le premier à louer sa maîtrise des dossiers : « un étudiant extraordinairement attentif des enjeux globaux », « de loin le plus cosmopolite des présidents de la Ve République »[15]. Giscard accomplit même la prouesse de s'attirer la bienveillance du camp d'en face, Brejnev effectuant une visite en France en décembre 1974. « Il a maintes fois participé à des rencontres soviéto-françaises, note le ministre des Affaires étrangères Andreï Gromyko. Pendant longtemps, il avait dirigé la partie française de la Commission mixte pour la collaboration technico-économique. Enfin, il avait lui-même contribué au développement des relations commerciales entre la France et l'URSS […]. Dans l'ensemble, les contacts avec Giscard d'Estaing permettent d'affirmer qu'il avait une connaissance suffisante des problèmes[16]. »

En réalité, il y a l'éternelle maldonne. « Valéry déteste le blabla, souligne Jean Sérisé. Il y voit une perte de temps et il a horreur de perdre son temps. Il attendait de Marenches des secrets, le plan de telle arme, les manœuvres de tel dirigeant, pas des cours de géopolitique. De plus, la production du SDECE était médiocre. Nous avions autant, si ce n'est mieux, par notre réseau diplomatique, l'un des plus performants au monde. Et, pour l'Afrique, c'était incontestablement le réseau Foccart le plus performant[17]. »

Circonstance aggravante, Giscard est un adepte de la diplomatie directe, avec un goût prononcé du secret. Même les ambassadeurs doivent se faire à ses coups de téléphone par-dessus leur tête aux dirigeants de la planète. Marenches perd l'uniforme de messager qui faisait sa force. Sa manière de dépeindre l'évolution de ses rapports avec l'Élysée en dit long : « Ils ont été parfaitement coordonnés et

extrêmement sympathiques sous le président Pompidou. Ils ont été moins coordonnés sous le septennat suivant[18]. » On en conclut qu'ils n'ont pas été très cordiaux non plus…

De fait, moins il se sent apprécié, plus Marenches a tendance à verser dans la grandiloquence, aggravant son image auprès d'un cabinet renforcé en énarques à qui on ne la fait pas. En retour, il ne cessera de dénigrer Giscard qu'il n'appelle au SDECE que « La Tour-Fondue », premier patronyme avec lequel la famille du président a naguère pensé relever le sien. Voilà au moins un terrain sur lequel aucun procès en légitimité ne pourra être intenté au directeur général ! Et il en abuse en taxant Giscard de « faux noble », d'« usurpateur »[19], qui plus est coureur de jupons. Le DG est pourtant bien mal placé pour donner des leçons en la matière, lui qui disparaît une fois par semaine, sur le coup de 17 heures, seul au volant de sa voiture, en ordonnant qu'on ne le suive pas… Mais dans la conception qu'il se fait du pouvoir, le chef de l'État est une figure tutélaire quasi parfaite, dont le comportement irréprochable est un gage de sécurité puisque toute aventure extraconjugale est une faille potentielle pour l'ennemi. De manière symptomatique, alors qu'il concluait ses lettres au précédent occupant de l'Élysée en l'assurant de ses « sentiments très respectueux et [du] dévouement absolu qu'[il] porte à [sa] Personne », Giscard n'aura droit qu'aux « sentiments très respectueux de [son] serviteur ».

Pour Marenches, un président de la République se doit d'être un de Gaulle sans le gaullisme. Un Pompidou. Il ne se fera jamais à Giscard. Après 1981, en week-end à Grasse, il lui arrivera de refuser de le prendre au téléphone en demandant qu'on lui réponde qu'il est à table. Du temps de Mortier, il refuse ses invitations à dîner quand d'autres convives sont prévus. Autant dire qu'il n'assiste à aucun. Plus tard, il affectera souvent d'invoquer le « contrat[20] » qui le liait au

président de la République et qu'il aurait pu dénoncer à sa guise pour reprendre sa liberté. Une manière de sauver la face, de se hisser au même niveau que le chef de l'État, car sa situation en réalité est celle d'un contractuel détaché sur un emploi de directeur d'administration centrale. La procédure, rarement appliquée, prévoit des clauses de résiliation ainsi qu'un dédommagement financier si la puissance publique y met un terme prématuré. Mais c'était déjà le cas sous Pompidou. Rien de nouveau sous le soleil de Mortier. De toute façon, le *spoil system* n'est pas pratiqué en France, tout au moins à cette époque ; l'arrivée d'un nouveau président ne signifie pas la décapitation de toute l'administration. Cela poserait certes de graves problèmes aux nouvelles autorités en matière de renseignement extérieur qui n'est que la cinquième roue de leur carrosse. En France, un directeur général du SDECE se choisit généralement dans la précipitation, en cherchant un homme qui, dans l'entourage le moins éloigné, a eu une vague expérience de la chose. D'où la tendance à hésiter entre préfets et ambassadeurs. Giscard a conservé Marenches par désintérêt, plus que par respect des institutions. Le SDECE n'a pas fait de vagues durant le quinquennat précédent, et son DG a un petit côté pompidolien qui le séduit : pourquoi en changer ?

25

L’heure des croisés

Marenches ne se fera jamais au style de Giscard. Démissionner toutefois, ce serait déserter puisque la Troisième Guerre mondiale selon lui est ouverte. Le 22 août 1974, son ami Gerhard Wessel, patron du BND allemand, lui fait partager sa conviction d’un « danger croissant de terrorisme » en Italie et de difficultés en Espagne où « la situation est complètement ouverte après la mort de Franco »[1]. Une coopération plus resserrée en cas de conflit est mise à l’étude, confiée au colonel de Marolles qui, en juin, a pris la tête du service Action. « La vie d’un homme digne de ce nom, estime Marenches, doit être une aventure, si possible élégante. Je me méfie des aventuriers, mais j’aime les aventureux[2]. » Marolles n’est pas un guerrier, mais il imagine le renseignement comme un monde d’audace. Après deux ans à la petite cellule créée à son intention où Marenches lui a demandé de penser différemment le SA, le colonel est prêt à mettre en application ses réflexions sur la clandestinité. En premier lieu, d’accord avec le DG sur la nécessité de faire des choix étant donné la taille modeste du SDECE, certains secteurs géographiques sont privilégiés dans la guerre souterraine face à l’URSS : le Proche et le Moyen-Orient, et surtout l’Afrique. En guise d’unités de combat,

Marolles dessine des « structures », en fait des sociétés, des associations, des instituts créés de toutes pièces mais ayant une véritable activité, vérifiable par tout un chacun et surtout par n'importe quel service adverse. Contrairement aux fictions du cinéma, elles sont en général rudimentaires et n'ont guère de moyens financiers, le but étant d'offrir le moins d'aspérités possible. Pour les faux papiers, l'heure n'étant pas encore à la biométrie, le SDECE a une unité spécialisée, que tout le milieu envierait puisque jamais aucun douanier ne démasquera ses œuvres.

L'officier clandestin est certes régulièrement formé à déjouer l'attention, mais il peut aussi voyager sous sa propre identité. C'est ce que fera pendant trente ans, à l'intérieur et hors du SDECE, l'un des principaux adjoints de Marolles, et contributeur à la nouvelle doctrine du SA, le capitaine Philippe Rondot *alias* Max. En 1974, il a déjà dix ans de service et a mené une opération qui fera les délices des déjeuners de Marenches jusqu'à la fin de sa vie. Depuis son installation, le DG s'est en effet vu fixer par le gouvernement comme priorité le bon déroulement de la campagne d'essais nucléaires en Polynésie[*1]. En août 1971, il a assuré Michel Debré de la coopération de ses homologues locaux, disposés à renseigner sur « d'éventuelles entraves aux opérations nucléaires françaises à partir de certaines îles du Pacifique[3] » à condition de les informer chaque fois de la fin de la phase d'essais pour qu'ils puissent lever le dispositif de surveillance. Même si leurs autorités se livraient à des protestations officielles contre la France, a prévenu Marenches, celles-ci ne seraient que de pure forme, pour contenter l'opinion publique. Échange de bons procédés, ils seront briefés par le SDECE sur les méthodes d'espionnage chinoises.

Dans la cible des services : l'ONG Greenpeace dont les agissements depuis 1972 contre les intérêts français signent, pour

Mortier, une manipulation par les Soviétiques. Au cours des étés 1973 et 1974, l'organisation a eu droit à tout : pannes inexplicables et avaries subites. À la fin de sa vie, Marenches chiffrera à trente le nombre d'embarcations ainsi immobilisées. Même si le bilan est en réalité trois fois inférieur, cela n'en reste pas moins un modèle de travail de sape, sans violence, sans morts. « Marenches adorait ça, relate le général Rondot, car il avait cet esprit d'aventure. Il nous recevait, nous les jeunes capitaines du SA, et il nous paraissait un puits de science. Il savait enthousiasmer ses troupes. En plus, il avait des idées. Ce n'était pas du vide, il connaissait le contexte local. Et il se fiait à nos avis. Si on lui disait que telle opération n'était pas possible, il ne nous la demandait pas. Une fois actée, nous avions toutes les rênes. Mais si nous échouions, nous étions aussi attendus de pied ferme[4] ! »

Les structures

Avec le SA, Marenches est rarement déçu. Marolles, Rondot et le saint-cyrien Ivan de Lignières *alias* Lionel – encore une particule… – ont une place à part dans son monde de lutte permanente contre le mal rouge. Devant normalement faire l'interface avec la direction générale, le colonel Lacaze est souvent réduit à entériner des opérations décidées sans lui, mais qu'il accepte avec courage de couvrir de sa responsabilité. Les « structures » de Marolles, de toute façon, ne tolèrent pas les fuites. Marenches ne les connaît d'ailleurs pas toutes, à une exception près au moins, la Fondation pour le développement et l'étude de la culture arabe (Fondeca), mais parce qu'il peut lui arriver de déjeuner avec les pointures de la diplomatie et du Collège de France qui en composent le conseil d'administration.

Créée le 8 mars 1974, « apolitique et désintéressée », elle annonce dans ses statuts avoir pour but de « favoriser une meilleure connaissance de la culture arabe parmi les divers milieux qui, en France, se doivent de bien la connaître »[5]. Organisant débats, expositions et concerts, elle dispense aussi des cours de langue arabe et distribue des bourses d'études. Pour en comprendre l'intérêt, il suffit de découvrir dans sa brochure de présentation quelles personnes sont censées la fréquenter : « L'environnement immédiat représente environ 150 personnes : tous les ambassadeurs arabes en poste à Paris sont (ou ont été) les hôtes de la Fondeca », de même que la plupart des conseillers politiques, économiques, culturels de ces représentations, mais aussi des économistes, des universitaires et des religieux arabes en poste ou de passage à Paris. Le meilleur des intermédiaires pour le SDECE n'est autre que le propre père de « Max », le général Pierre Rondot, éminent spécialiste du monde arabo-musulman. Cette filiation suffit à Philippe pour se faire ouvrir des portes fermées à beaucoup d'autres.

Remarquable d'efficacité – par exemple pour débloquer en urgence l'obtention d'un visa –, la Fondeca est l'illustration de la clandestinité telle qu'elle est conçue par Marolles et les siens : un réseau de sources reposant initialement sur les proches, les connaissances et les anciens du service. Les premières recrues du colonel appartiennent à sa propre famille et à celle de son épouse. D'aucuns soulignent le danger d'introduire des fragilités dans une organisation dont le succès dépend grandement de la sécurité, mais Marenches, qui procède de la même façon depuis quatre ans, ne s'en alarme pas pour l'instant. Le MI6, dont l'effectif réel est relativement limité, ne fait-il pas appel à un nombre d'honorables correspondants bien plus élevé que le SDECE ?

Outre la Fondeca, sont créés une association pour la promotion du sport, un centre d'études de la politique de défense… Le service Action retrouve une activité qu'il n'a pas connue depuis longtemps. À Noisy, l'état-major se divise en deux entités séparées par un couloir : d'un côté, les structures supervisées, dans une grande salle de réunion, par Marolles, Rondot, Lignières et un glorieux ancien du 11e Choc, Francesco ; de l'autre, dans une série de bureaux, les « opérations spéciales ». « Nous ne nous mélangions pas vraiment, témoigne un officier de l'époque. Personne ne savait ce que faisait l'autre. Certains s'enfermaient à clé dans leur bureau pour ne pas être vus d'un éventuel visiteur. D'autres retournaient la page sur laquelle ils étaient en train d'écrire si on venait les déranger[6]. »

Désormais en ordre de marche, le SA se voit attribuer par la presse des événements marquants telle l'élimination à Paris, le 26 août 1973, d'Outel Bono, opposant au président tchadien. L'hypothèse la plus plausible semble que François Tombalbaye, en poste depuis quinze ans, a fait éliminer un homme accusé par la rumeur de fomenter un coup d'État. Elle était en tout cas assez crédible pour avoir mis en rage le Premier ministre Pierre Messmer qui ne pouvait souffrir de voir Paris servir aux Tchadiens de terrain de règlement de comptes. Mais pour certains, qui relèvent que Bono était un sympathisant communiste et que le tuer sauvait le Tchad d'un basculement dans l'orbite soviétique tout en compromettant un président peu docile, la main du SDECE était évidente – on ne prête qu'aux riches. Le SA n'a certainement pas tué Outel Bono car il est difficile d'imaginer Pompidou ou Messmer se prêter à pareille entreprise, encore moins sur le sol français. Marenches lui-même – comme la plupart de ses homologues passés et futurs – n'est d'ailleurs pas un adepte de ce genre de méthodes. Non par éthique, mais parce que tuer constitue pour un service une prise de risque maximale et

signe l'échec des autres interventions possibles. En cas de révélation, c'est la France qui est mise à l'index, c'est le SDECE qui est dénigré et c'est le DG qui en porte la responsabilité finale. De 1970 à 1977 au moins, Marenches n'aura ordonné aucune opération dite « homo[*2] ».

Le service Action sème plutôt des graines dont la moisson ne sera parfois récoltée que des décennies plus tard. Ainsi Marenches missionne-t-il Rondot, à la demande de l'Élysée, pour établir le contact avec l'OLP à Paris ou à Beyrouth. En découle le soutien de la France en 1974 à l'élection de l'organisation comme membre observateur de l'ONU, des assurances ayant été données sur les intentions véritables des Palestiniens. Rondot, toujours lui, écume en 1975 le Kurdistan irakien, son père étant un proche ami du leader Mustafa Barzani. Les aspirations à l'autonomie sont combattues par le pouvoir central. Une cinquième guerre a éclaté, où l'URSS soutient Bagdad en délaissant ses protégés kurdes d'hier qui se rabattent sur l'Iran, lequel en appelle à l'aide financière des États-Unis, pour damer le pion à l'ennemi irakien… Le SDECE n'est pas là dans son élément et ne participe pas à la mêlée générale dont les Kurdes sortent gagnants. Toutefois les liens noués par Rondot et l'intérêt porté par les Français en pleine tourmente ne seront pas oubliés : au tournant du millénaire, des officiers de la DGSE pourront revenir sur place entre les deux guerres du Golfe pour mesurer les effets de l'une et tenter d'anticiper l'autre.

Un prompt renfort pour le SA

Le Kurdistan est l'illustration de la dernière évolution majeure du service Action. Face à un ennemi tentaculaire qui déborde largement le bloc de l'Est, le SDECE ne peut se résoudre, comme le voudrait

Foccart, à protéger le seul pré carré africain. La meilleure défense étant l'attaque, il doit se porter partout où cela peut faire mal, à la lisière des zones d'influence traditionnelle de la France. Mais avec seulement cinq cents hommes, son effectif n'est pas de taille. Il lui faut du renfort, et certainement pas puisé dans des régiments d'appelés, comme cela a pu se pratiquer auparavant. En 1973, Marenches a donc négocié un montage singulier avec l'état-major des armées et son chef, le général Maurin, scellé le 15 mai : le SDECE ayant besoin de « personnels susceptibles de remplir des missions de commando particulières », un « groupement opérationnel » (GO) a été créé au sein de la 11e division parachutiste, commandée par le général Guy Le Borgne.

Ce ne sera pas la première fois que le service Action opérera avec ce que l'on nomme aujourd'hui des « forces spéciales » : le 11e Choc a été son partenaire sur nombre de théâtres de la Seconde Guerre jusqu'à sa dissolution en 1963, à cause de la participation au putsch d'Alger d'une partie de ses chefs. Marenches est ravi : il a son réservoir d'hommes en cas de « grosse » opération. Le 1er régiment parachutiste d'infanterie de marine (RPIMa) aussi, qui, sans cette décision, aurait vraisemblablement disparu. « À l'époque, se souvient son chef de corps en 1974, le général Michel de Noray, il n'était pas aussi flamboyant que maintenant. Il venait de perdre sa fonction de centre d'instruction pour les paras d'outre-mer et l'on parlait même de sa dissolution[7]. » Heureux a-t-il donc été d'entendre Marolles, accompagné de son ancien camarade du 11e Choc, Francesco, venir lui annoncer : « On aimerait bien travailler avec vous » !

Noray n'a plus qu'une idée en tête : « Il faut sauver le cher vieux drapeau. » Comme l'atteste sa croix de Compagnon de la Libération, le régiment est l'héritier des mythiques SAS de la France libre, ces commandos parachutés derrière les lignes allemandes la veille du

débarquement en Normandie. Mais comme Noray s’en plaint au commandement de la 11e division parachutiste, « seul Dieu le Père peut faire quelque chose avec rien[8] ». En manque d’effectifs lui aussi, et convaincu que l’efficacité opérationnelle d’une unité dépend avant tout de son encadrement, il fait la tournée des régiments parachutistes en promettant une « unité spéciale, la suite du 11e Choc et des SAS ». Dans le même temps, il met au point avec son entourage des tests de sélection pour ceux qui osent braver l’hostilité de leur hiérarchie. « Que ceux qui les rateront, s’exclame un chef de corps, n’espèrent pas revenir chez moi[9] ! »

En 1975, c’est un invité de marque que Noray reçoit sur ses terres. « Monsieur de Marenches veut vous voir, l’a prévenu le général Le Borgne. Recevez-le discrètement[10] ! » Sans autre cérémonial qu’un piquet d’honneur, le colonel accueille donc le directeur général dans la citadelle de Bayonne où il se fend d’un exposé sans prétention. L’heure du déjeuner sonne. Le mess se situe à Château-Vieux, dans la salle Du Guesclin. « Il était difficile d’être discret, note Noray, alors qu’il fallait traverser toute la première salle où déjeunaient les officiers… Une fois les portes refermées, nous nous attendions à ce que Marenches fasse un petit speech sur la re-création des SAS, la complémentarité des forces spéciales avec le service Action, etc. Rien de tout cela. De sa voix de stentor, il s’est exclamé : “Vous êtes là pour défendre la civilisation occidentale contre les communistes ! Vous êtes des croisés[11] !” »

Marenches repart de Bayonne sans avoir posé aucune question. Il n’est pas sûr qu’il ait tout à fait mesuré les conséquences du montage décidé par le chef d’état-major des armées en 1973 : « J’estime indispensable, avait écrit le général Maurin, que, pour éviter les mécomptes, cette organisation soit menée dans le cadre strict de la hiérarchie militaire[12]. » Quelle sera l’efficacité du GO si, chaque fois

qu'il est sollicité par le SDECE, il continue à répondre à des ordres extérieurs ? Mais Marenches a un plan de ce côté-là aussi : après avoir lourdement insisté pour lui faire décrocher ses premières étoiles, il a manigancé pour que son directeur du renseignement, le colonel Lacaze, accède au commandement de la 11e division parachutiste à sa sortie du SDECE, prévue pour fin 1975, d'abord comme adjoint du commandant, puis comme numéro un. Promesse du ministre de la Défense, Yvon Bourges. Mais ne sera-t-il pas trop tard ? Marenches en est certain : le Grand Soir est pour bientôt. Les Français et les Occidentaux dansent au bord d'un volcan dont la lave, rouge évidemment, s'apprête à les submerger.

Première secousse de l'année 1975 : le 13 avril, se déclenche au Liban une guerre de plus de quinze ans, celle-là même que Marenches n'aurait jamais voulu voir. La discorde entre maronites et sunnites, l'explosion démographique chez les musulmans, l'activisme de l'OLP qui, chassée de la Jordanie, a transposé dans ce pays la désunion israélo-arabe, le cocktail paraissait pourtant bien explosif. L'affaire se complique encore avec l'immixtion de multiples puissances. L'Égypte et l'Arabie Saoudite appuient l'OLP ; l'Irak, l'Algérie, la Libye, les radicaux musulmans ; Israël et la Syrie, les chrétiens…

Marenches dépêche Rondot sur place. Au retour, après un *debriefing* par un Lacaze aussi mutique que d'habitude, le capitaine pénètre dans le bureau à moquette épaisse : « Alors, vous revenez du Liban ? lui lance le directeur général d'un ton ingénu. – Eh bien, s'étonne Rondot, c'est vous qui m'y avez envoyé. – Certes, lâche Marenches, usant d'une de ses expressions favorites. Et alors[13] ? » Une douzaine de jours plus tôt, le chef du MI6 lui a écrit que, dans le contexte général de tensions, les Occidentaux avaient « le devoir d'être réalistes et dans le même temps actifs, pas seulement le devoir

de “savoir”, mais aussi de “faire” ». L’officier du service Action toutefois ne mâche pas ses mots : « Il faut absolument éviter d’être impliqué au Liban de la plus quelconque des manières ! » Le SDECE se contentera donc pour l’heure de savoir, Marenches considérant comme une évidence que l’URSS prend une nouvelle fois sa part dans le chaos du Moyen-Orient.

L’entrée des Khmers rouges à Phnom Penh seulement quatre jours après le début des hostilités au Liban accroît ses angoisses, tout en lui offrant un nouvel instant de grâce. En effet, l’afflux de Cambodgiens et de ressortissants d’autres pays venus demander asile à l’ambassade de France est un symbole du triomphe du communisme dans le monde, mais il offre aussi à Marenches l’occasion de renouer le lien avec l’ambassade d’URSS à Paris, dirigée par Stepan Tchervonenko depuis deux ans, car sept citoyens soviétiques font partie du millier de réfugiés. Le diplomate accepte de se rendre à Mortier deux jours plus tard. Se référant au « souvenir des contacts amicaux » qu’il avait noués avec son prédécesseur Abrasimov, Marenches lui assure qu’il ne nourrit aucune arrière-pensée politique. « Il y a une affaire humaine et une affaire qui me déplaît tout à fait[14] », avance-t-il avant d’invoquer une solidarité entre « Blancs ». Si le Soviétique observe le bureau, il peut en trouver la preuve par l’image. Au-dessus du grand canapé chesterfield, le DG a en effet accroché un portrait de cosaque. À chacun de ses visiteurs qui se demande pourquoi, il fait la même réponse : « Ils seront les derniers à nous protéger contre les Chinois. » Il est vrai que le livre d’Alain Peyrefitte, *Quand la Chine s’éveillera… le monde tremblera*, paru deux ans plus tôt, a fait un tabac. Marenches anticipe et fait montre d’une forme de pragmatisme : face au milliard de Chinois annoncé, il serait prêt à faire alliance avec les Russes, comme naguère les Alliés avec Staline.

Pour l'instant, toutefois, c'est le Cambodge qui le préoccupe, car la situation est grave : l'ambassade est encerclée par les Khmers rouges, un bol de riz par jour pour toute nourriture et l'eau du Mékong pour étancher la soif. La conversation est surréaliste : Tchervonenko demande si les Chinois sont derrière. Marenches le croit puisqu'ils n'apprécient pas de voir les Soviétiques remplacer les Américains au Vietnam. Le diplomate accepterait volontiers la liaison radio que le Français lui propose, mais il doit en référer à sa hiérarchie. Marenches insiste pour que le Quai d'Orsay n'en sache rien : « Cette affaire, c'est une affaire entre nous. Je trouve simplement que moi, je ne suis pas un homme politique, je ne fais pas de politique de gauche ou de droite. Je trouve que nous pouvons avoir nos disputes ici et ailleurs, mais, devant cette affaire de l'Extrême-Orient, que j'ai toujours considérée comme très grave pour l'avenir, je trouve que nous devons faire bloc. Donc, si nous avons des nouvelles qui peuvent être intéressantes pour vous, nous vous les donnerons[15]. »

L'ambassadeur s'exécute et dicte un message de soutien enjoignant à ses compatriotes de s'en remettre à « nos amis français ». Face aux « sauvages », aux « barbares », comme les appelle Marenches, n'y a-t-il plus de guerre au communisme qui tienne ? Pas mécontent de sa manœuvre, le directeur général n'oublie pas de faire partager à son invité quelques-unes de ses analyses « géopolitiques ». Mais il se garde d'évoquer le choc entre l'Est et l'Ouest. Ce ne serait pas « convenable », ainsi qu'il aime à dire. Debout face sa carte murale, il imagine un « monde jaune », grossièrement bouddhiste, et un « monde brun », musulman, se séparant au niveau du fleuve birman de l'Irrawaddy. « C'est peut-être là la frontière, pour la fin du vingtième siècle », assène-t-il. « Là, c'est Pékin ? demande l'ambassadeur. – Oui », réplique Marenches qui veut ainsi faire passer l'idée que, tôt ou tard, les deux blocs aujourd'hui opposés devront

s’unir face à l’islam. Mais quel est son degré de sincérité ? Quelle est la part de ruse destinée à convaincre l’interlocuteur de dévoiler un peu du jeu de l’URSS ? Marenches est trop viscéralement anticommuniste pour se projeter dans un nouveau combat sans savoir qui sortira vainqueur du précédent. En tout cas, il s’attire les éloges du MI6 qui, contrairement au Quai d’Orsay, a droit au compte rendu de l’entretien. Invité à cultiver ce lien paradoxal, mais qui est la raison d’être des services de renseignement, Marenches se voit même suggérer de communiquer, en guise d’informations censées entretenir les bonnes relations, de faux indices sur les velléités du Parti communiste français de se désolidariser du grand frère soviétique.

Le jugement de Dieu

Au printemps 1975, Pékin est au cœur des réflexions du SDECE. En mai, le vice-Premier ministre Deng Xiaoping accomplit à Paris la première visite officielle d’un dirigeant chinois dans un grand pays occidental. Reçu à l’Élysée, Marenches livre les conclusions du SDECE : Deng, affirme-t-il, ne sera pas le successeur de Mao ; il est appelé à retourner dans l’ombre. C’est bien vu à court terme, puisque, à la mort du Grand Timonier le 9 septembre 1976, c’est Hua Guofeng qui prend la suite, mais faux à moyen terme : Deng est bien l’homme fort de la Chine à partir de 1978 et le restera pendant les quatorze années suivantes. Du danger de se livrer à des prédictions et non à des analyses objectives, lesquelles n’interdisent pas des projections, mais différenciées. Avec l’assurance des années passées à la tête du service, Marenches a tendance à céder à la tentation de l’omniscience. Or savoir ce que d’autres ignorent ne signifie pas tout comprendre…

La Chine et sa civilisation quatre fois millénaire échappent de surcroît à l'intérêt du directeur général accaparé par les agissements soviétiques. Le 7 juillet 1975, il plaide ainsi auprès de Valéry Giscard d'Estaing pour que Mayotte, seule île des Comores à ne pas avoir voté l'indépendance à l'occasion d'un récent référundum, reste française. L'aérodrome de Pamandzi, les possibilités de mouillage et d'installation d'un centre d'écoutes en font un point d'appui stratégique face aux Soviétiques qui ont pris pied dans la corne africaine. « Le droit et la morale coïncidant avec nos intérêts, insiste-t-il, notre retrait ne pourrait être interprété par les puissances hostiles que comme l'indice d'une secrète faiblesse[16]. » Deux jours plus tard, le gouvernement français annonce qu'il prend acte du souhait des Mahorais.

Tout en voyant désormais plus régulièrement le Premier ministre Jacques Chirac pour le quotidien du SDECE et Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur, pour faire passer des messages au président de la République, Marenches ne renonce pas encore tout à fait à sa conception élitiste du rôle de directeur général. En juillet 1975, il ressort son idée de « plan Pompidou » pour l'Afrique, logiquement rebaptisé « plan Giscard ». Sans succès. Un peu plus tôt, il s'est autorisé à tempêter contre le choix du nouveau directeur de la Sécurité militaire. Il voulait placer le général Candelier, mais un désaccord entre Matignon et la place Beauvau a tout fait capoter : « Je demande le jugement de Dieu, a-t-il exposé au président le 18 mars. Je ne veux pas me faire "récupérer" car je suis votre féal. Je n'ai pas à connaître les affaires Ponia-Chirac. Je ne suis pas un politique. Moi, je ne veux rien[17]. » Ce qui n'est pas rigoureusement exact… Par exemple, portant la parole de ses camarades du corps expéditionnaire d'Italie, il tente d'obtenir, en vain, que la mémoire du maréchal Juin soit à nouveau honorée après que Paris lui a accordé une place dans

le XVIIe arrondissement. Et puis, le 8 août, qu'écrit-il sur son agenda ? « AM à Conseil d'État avec OK de VGE[18]. » Traduction : le président de la République entérine la promesse de Pompidou de lui accorder une place dans l'institution à son départ du SDECE. Comme son amie Anne-Marie Dupuy, comme son prédécesseur le général Guibaud. Il y a pire façon de ne pas être apprécié… Si Marenches projette d'offrir *Le Soldat oublié* aux deux fils de Giscard d'Estaing, c'est bien pour la qualité qu'il attribue au roman de Guy Sajer et non par allusion à son sort futur…

L'audace est encore plus flagrante à l'échelle du SDECE. Le 23 novembre 1975, le DG s'en prend une nouvelle fois à la diplomatie traditionnelle qui, incapable de résister à la désinformation du KGB, ne serait plus apte à s'occuper des affaires du monde. Les conflits, affirme-t-il, « ne se résolvent plus, comme à l'époque de Metternich, par des négociations entre représentants d'un monde relevant d'une même civilisation et d'une même éthique ou, au pire, par des conflits réglés comme des duels. Ils se résolvent aujourd'hui contre nous par le chantage et la violence sans limites et sans référence à un quelconque droit des gens. Je suis convaincu que le fond des plus graves questions est beaucoup plus approché lors des échanges d'informations autorisés entre les services secrets occidentaux que lors des conversations et conférences tenues entre diplomates[19] ». Conséquences inévitables – et vitales : la nécessaire redéfinition des missions du SDECE, afin de coller au « jeu international véritable », et l'accroissement de ses moyens humains et matériels pour le mettre au moins au niveau du BND qui, par exemple, peut disposer d'un poste à l'intérieur de chaque ambassade allemande quand les Français ne le peuvent que pour la moitié.

Le gouvernement passe sur les critiques du Quai d'Orsay qui a tout autant de reproches à faire au SDECE : pas un ministre, pas un

diplomate pour oublier la « médiocrité » des notes envoyées par Mortier. Cela n'empêche pas le budget pour 1976 d'être revu à la hausse, pour un total – hors fonds spéciaux – de cent quinze millions de francs. Aménagement du nouveau bâtiment des Tourelles, rénovation de stations d'écoute et du camp de Cercottes sont au programme. Pour le recrutement, la création de diplômes techniques de différents niveaux, longtemps réclamée par Marenches, permet d'attirer les militaires dont le cursus était bloqué par leur passage au SDECE. « Dans les années 1970, se souvient l'un d'eux, il fallait avoir la foi chevillée au corps, car, en s'engageant dans la boîte, même un brillant saint-cyrien était condamné à terminer au mieux comme colonel quand ses camarades de promo finissaient généraux[20]. » Les services peinent également du côté des civils. Malgré l'impulsion donnée auprès des grandes écoles, Mortier fait toujours aussi peu rêver. De fait, en maintenant la presse à distance, le DG se protège de ce qui n'est pour lui qu'un vivier de gauchistes, mais, lui qui est pourtant si imbibé du modèle américain, il ne saisit pas l'occasion d'offrir un autre visage du SDECE. La CIA et le Mossad impressionnent autant, et même beaucoup plus, par la légende que leur ont fabriquée les médias que par leurs faits d'armes véritables. Ainsi Marenches peut-il continuer de crier à la désinformation de la part du camp d'en face, mais il ne suggère pas d'autre riposte que des éditoriaux dans des journaux trop classés à droite pour être prescripteurs ou des romans dont la lecture est fastidieuse à la jeunesse. Les spécialistes se gobergent des clichés grotesques propagés par la série *James Bond*, mais dans le même temps que propose la France ? *OSS 117* et *SAS*, des pastiches souvent très bien sourcés, mais extravagants, et où le héros ne peut même pas assumer sa nationalité française…

---

*1. Ils ne sont souterrains qu'à partir de 1975.

*2. Pour homicide.

26

Au secours d’un maoïste

Malgré sa science des institutions, Valéry Giscard d’Estaing ne sait sans doute pas tout ce que le SDECE est capable de réaliser. Et le saurait-il qu’il n’en tiendrait pas compte. Marenches en a une nouvelle preuve avec le Tchad où, le 21 avril 1974, l’ethnologue Françoise Claustre a été enlevée par les rebelles du Nord. Le motif est inavouable. Depuis quelques années en effet, le président Tombalbaye n’était plus en cour à Paris. La France armait son opposition et même la composait puisqu’elle avait placé à sa tête l’un de ses propres sous-préfets, Hissène Habré, transporté jusqu’au Tchad par le SDECE depuis son poste à Luxeuil-les-Bains. Mais les livraisons d’armes ont cessé. Pour pousser Paris à revenir sur cette décision, Goukouni Oueddei et Hissène Habré ont entrepris de kidnapper non pas l’ethnologue, mais l’épouse de Pierre Claustre, directeur à N’Djamena de la Mission de réforme administrative mise sur pied par Foccart. Aujourd’hui, la presse la qualifierait d’« otage » et la DGSE serait toute désignée pour obtenir sa libération, mais en 1974, le SDECE n’est même pas sollicité.

Comme toujours, Cercottes est pourtant entré en ébullition : une opération hardie de parachutage nocturne, suivie d’un assaut dans le

Tibesti, est imaginée. Mais l'Élysée n'en veut pas : le dossier a été confié à Foccart qui a ouvert des négociations avec le président tchadien. La décision est prise d'envoyer dans le nord du pays le commandant Pierre Gallopin, ancien formateur de la garde présidentielle, mais également officier traitant de Habré, et ce malgré sa mauvaise réputation chez les insurgés qui l'accusent de brutalités : à son tour enlevé le 4 août 1975, il est assassiné le 4 avril suivant. Neuf jours plus tard, François Tombalbaye est renversé par un coup d'État militaire qui lui coûte la vie et place Félix Malloum au pouvoir. L'affaire vire au vaudeville lorsque le propre mari de l'otage doit s'improviser négociateur et marchand d'armes afin de satisfaire les exigences des rebelles… avant d'être capturé à son tour, en août… Tout ne sera réglé qu'au bout de deux ans, à l'occasion d'une parenthèse dans les détestables relations de la France avec la Libye de Kadhafi. C'était l'une des « affaires réservées » du président de la République, relèvera avec délectation Marenches, et qui « a coûté fort cher aux contribuables français ».

Carlotta à Luanda

Le Tchad n'est qu'un petit pétard dans le monde du directeur général en comparaison de la bombe qui explose en Angola en novembre 1975. Depuis la révolution des Œillets, l'empire colonial portugais tombe par morceaux. La Guinée-Bissau a pris la première le chemin de l'indépendance le 10 septembre 1974, suivie du Mozambique et du Cap-Vert. Le destin de l'Angola est fixé, le 15 janvier 1975, à Alvor (Portugal) entre le gouvernement de Lisbonne et les trois principaux mouvements de libération. Mais le MPLA d'Agostinho Neto, centré sur la capitale Luanda, ouvre

rapidement les hostilités avec le Front national de libération de l'Angola (FNLA) d'Holden Roberto qui se considère l'héritier de l'antique royaume du Congo, et l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA) de Jonas Savimbi, plus représentatif du Sud. En avril, le président zambien Kenneth Kaunda se transporte à Washington pour convaincre Gerald Ford d'un péril latent : le MPLA, d'obédience communiste, ne serait que la marionnette de l'URSS qui lui livrerait des armes. La Chine, de son côté, soutient Savimbi que Mao a reçu en 1967 et qu'elle a formé à la guerre révolutionnaire. Les Américains ne sont pas en reste, ils ont opté pour Holden, réfugié chez le président du Zaïre, Mobutu, dont il est proche. Mais la contribution de la CIA ne dépasse pas cent mille dollars par an.

À ce stade, la France n'est pas partie prenante même si Savimbi a reçu l'onction de ses deux principaux alliés en Afrique, le Sénégalais Senghor et l'Ivoirien Houphouët-Boigny. Inspiré par sa carte, Marenches pointe l'intérêt des matières premières – le pétrole au nord, les pierres précieuses au sud – que convoitent tous les intervenants derrière leurs prétextes politiques –, mais Paris n'est pas doué pour défendre une cause autre qu'idéologique. Et puis le pays n'appartient pas à son pré carré, il y a comme un manque de repères. « L'Angola, c'est loin[1] », aurait dit Giscard d'Estaing à Marenches. Le Département d'État américain n'est pas loin de partager cet avis. Jusqu'alors peu concernés par la guerre froide, ses responsables Afrique se considèrent comme les gardiens du temple wilsonien, les hérauts d'une Amérique dominant ses instincts guerriers et agissant pour le bien des peuples. Alarmé par le tableau du Zambien Kaunda que confirme le 9 juillet la mainmise complète du MPLA sur la capitale, Luanda, Kissinger vient toutefois à bout des réticences de Ford et obtient un accroissement de l'aide de la CIA, principalement

vers Holden, pour un montant, encore mesuré, de vingt millions de dollars.

Essorée par la décennie vietnamienne, perquisitionnée par des commissions parlementaires, l'agence américaine n'est pas en état de mener à bien une mission censée rester ultrasecrète. Elle soupçonne de plus le secrétaire d'État de vouloir rendre la monnaie de leur pièce aux Soviétiques, sans chercher la victoire, ce qui n'est jamais très motivant… En tout cas, la tactique est pour l'heure rentable : même si les armes américaines livrées à Kinshasa sont des fonds de stocks de la Seconde Guerre dont se débarrassent l'armée et la garde nationale, le MPLA est cantonné à Luanda par Holden et Savimbi, lequel reçoit des soutiens d'Afrique du Sud. Pretoria, de fait, ne veut pas d'un régime prosoviétique à proximité qui chercherait probablement à saper le régime d'apartheid. Bien que noir et maoïste, Savimbi lui semble le meilleur allié. Le chef des services sud-africains vient à Paris pour échanger avec la CIA et le SDECE au côté duquel il a déjà opéré au Biafra. Mais la secrète alliance compte aussi Houphouët-Boigny, Senghor et Bongo qui, au nom de la lutte anticommuniste, sont prêts à pactiser avec des ségrégationnistes. La guerre froide quitte alors les plaines d'Europe centrale pour s'introduire sournoisement dans le continent noir. Le MPLA s'appuie sur l'intrusion de conseillers sud-africains pour appeler officiellement à l'aide la grande famille communiste. À partir du 5 novembre 1975, soit une semaine avant la date de l'indépendance fixée par les accords d'Alvor, les soldats cubains débarquent à Luanda avec armes et bagages, appuyés par 1 400 militaires et 2 700 conseillers économiques issus directement du bloc de l'Est. Nom de code : *Carlotta*. À la fin de 1976, leur effectif total sera estimé à 20 000 hommes et ils repoussent le FNLA et l'UNITA loin de la capitale, en bénéficiant d'un soutien logistique de 38 000 tonnes de

matériel soviétique, ce qui fera de l'Angola le théâtre où l'URSS s'est le plus engagée à l'extérieur du bloc de l'Est. Légitime défense, plaidera-t-elle, sauf que les premiers « conseillers » cubains sont arrivés par petits groupes entre janvier et juillet 1975. Reste à savoir qui a poussé l'autre : est-ce Moscou qui a sous-traité l'Angola à La Havane ou La Havane qui, se sentant pousser des ailes, a précipité l'engagement de Moscou ?

Peu importe pour Marenches, c'est bonnet rouge et rouge bonnet. Lui retient que, comme il l'annonçait depuis longtemps, les portes de l'enfer ont commencé à s'ouvrir. Après la chute de Phnom Penh et de Saigon, le communisme ne prend même plus la peine de revêtir un masque pour assouvir sa soif de conquêtes. En face, la réplique paraît faiblarde. Quatre-vingt-trois hommes de la CIA à l'œuvre au Zaïre, c'est largement insuffisant, estime Marenches. Si Washington veut inverser la tendance, il lui faudra passer la vitesse supérieure. Mais le directeur général ne mesure pas l'ampleur du délitement dans les services américains.

La déconfiture occidentale

Le 16 décembre, Kissinger évoque l'Angola avec Giscard d'Estaing : « Charmant, chaleureux, brillant[2] », le président de la République déclare que la France ne restera pas les bras croisés, sous peine de laisser la menace se propager dans l'Afrique francophone. Par ailleurs, le MPLA appuie les milices qui, comme hier avec Moïse Tshombé, lorgnent encore vers la riche province zaïroise du Katanga. « Dans toute l'affaire angolaise, écrira le secrétaire d'État, le gouvernement français a démontré un intérêt bienveillant, et son audacieux et imaginatif directeur des services de renseignement, le

comte Alexandre de Marenches, a donné des conseils inestimables et, à l'occasion, un soutien technique[3]. » Celui-ci n'a-t-il pas déjà commencé ? Dès janvier 1976, le patron de la CIA remercie Marenches pour son « aide exceptionnelle[4] ». Fait-il allusion à l'enclave de Cabinda, ce territoire angolais à cheval entre Zaïre et Congo-Brazzaville, dont, le 1er octobre 1975, des rebelles ont proclamé l'indépendance ? Le Front de libération (FLEC), emmené par Nzita Henriques Tiago, est soutenu par Mobutu, qui rêve d'annexion en raison des immenses réserves pétrolières, et épaulé par une dizaine de mercenaires français sous les ordres de Robert Dulac, adjoint de Bob Denard. Ces hommes ne sont pas très différents des paramilitaires qui, sans appartenir aux services, peuvent être actionnés pour servir les intérêts de la France. En l'espèce toutefois, l'idée d'une sécession du Cabinda a germé du côté d'une sorte de cartel formé par le président du Gabon, Omar Bongo, la compagnie Elf et Jacques Foccart qui n'est plus officiellement aux affaires mais a réussi à placer son adjoint, René Journiac, au poste de conseiller Afrique de Giscard. L'opération est un échec, mais, quoiqu'il n'y ait joué aucun rôle direct, le SDECE devenu DGSE continuera jusque dans le milieu des années 1990 à envoyer des officiers au Cabinda.

Le schéma est identique en Angola. Ce sont les mercenaires de Denard qui arrivent les premiers à Kinshasa en janvier 1976 après avoir âprement négocié le tarif avec les Américains. Le commandant local des opérations de la CIA, Robert Stockwell, prétendra qu'au moins un élément du SDECE se trouvait parmi eux. En fait, le service n'a pas besoin d'être sur le terrain pour entretenir des liens avec des supplétifs. De plus, l'un de ses responsables opérations à l'époque précise que « nous n'avions personne de disponible[5] ». Dans le même esprit, l'Élysée demande aux Américains des avions pour transporter au Zaïre les quatre hélicoptères Alouette équipées de missiles

antichars que le président a promis avec l'envoi de chasseurs-bombardiers et une action diplomatique auprès de l'Afrique francophone. Le budget doit encore être revu à la hausse. Si la CIA se contenterait de trente millions de dollars, Kissinger vise le double. Le président Ford pense pouvoir continuer à bénéficier du soutien du Congrès, mais la divulgation par la presse de ces opérations confidentielles fait s'agiter un spectre inquiétant dans les couloirs du Capitole – « *a new Vietnam* », explique Marenches à Giscard. En conséquence, le Sénat interdit le 19 décembre 1975 le versement de nouveaux fonds pour l'Angola ; en janvier suivant, l'amendement Clark ferme les portes du pays à la CIA en conditionnant à son autorisation toute opération clandestine ou toute assistance à un mouvement d'opposition.

Le programme vire à la déconfiture. Les mercenaires se montrent inefficaces, les missiles sol-air, à l'utilisation desquels ils sont les seuls à avoir été formés, manquent leurs cibles, les Alouette arrivent sans équipage et le différentiel de qualité et de calibre des armes distribuées est beaucoup trop élevé par rapport à celles du camp opposé. Même si elle s'est affirmée comme le mouvement leader de la contestation, l'UNITA perd les villes qu'elle tenait. Huambo, située au centre du pays, et où elle a proclamé un gouvernement provisoire avec le FNLA, est investie par les Cubains et le MPLA le 8 février 1976. Savimbi, qui a gagné ses galons de principal opposant, doit prendre le maquis.

Le désastre militaire se double d'une défaite politique : 41 des 46 pays membres de l'Organisation de l'unité africaine reconnaissent les nouvelles autorités de Luanda. Quant à l'Afrique du Sud, qui retire ses troupes fin janvier, tout en espérant que les millions de dollars qu'elle a investis favoriseraient son retour en grâce sur la scène internationale, elle encaissera un vote négatif des États-Unis au

Conseil de sécurité en avril. Savimbi, pour sa part, est condamné à devoir expliquer pendant de longues années comment il a pu accepter d'être aidé par des partisans de l'apartheid.

Les barbares bientôt aux portes

Première sortie des Soviétiques de leurs frontières et première débâcle pour l'Occident. Comment Marenches ne serait-il pas abattu ? Ce sont des images d'apocalypse qui se fichent dans son esprit. Quand il les dévoile, son personnage se transforme. L'aristocrate onctueux et prévenant laisse place à un prédicateur glaçant, au ton martial, à la violence tout juste contenue par la force des convenances. Le 16 mai 1975, l'aréopage de la défense réuni pour l'écouter a eu droit à l'une de ces métamorphoses. Aux côtés d'Yvon Bourges, ministre depuis quatre mois, son cabinet, les chefs d'état-major et leurs grands subordonnés. En préambule, le directeur général cite Bertolt Brecht : « Celui qui ne sait pas est un imbécile, celui qui sait et qui ne dit rien est un criminel[6]. » Trop respectueux des lois, Marenches se lance dans une heure de prêche sur cette guerre que les troupes officielles, celles qui portent un uniforme, bercées par des discours politiques et médiatiques inconscients ou partisans, ne pourraient pas aussi bien comprendre que les soutiers du SDECE. « Il ne faut pas se tromper de guerre ! martèle le directeur général. Nous avons négligé la guerre globale, celle qui agresse les cœurs, les âmes, les cerveaux. La guerre est totale, globale, multichrome. Méfiez-vous des gens qui vous disent qu'il n'y a pas de conflit. Ils sont dangereux. Moi, je vous dis que jamais, jamais, la situation n'a été aussi dangereuse car nous nous trouvons face à un système d'arme psychologique dont nous n'avons pas l'habitude. » La voix est puissante, hargneuse ; chaque phrase est

un *uppercut* qu'il envoie aux plus hauts responsables des armées. « Vous serez des inutiles », leur assène-t-il en envisageant le cas où ils ne s'adapteraient pas à la nouvelle donne. « Il va falloir apprendre à oublier, et c'est le plus dur à un certain âge. »

Il faut être pénétré de l'imminence de la fin du monde et sûr de ses cinq années d'expérience à la tête de la DGSE pour s'autoriser, lorsqu'on est un colonel de réserve aux états de service militaires limités, à secouer de la sorte des vétérans de toutes les guerres du demi-siècle écoulé. « Nous venons de voir dans le Sud-Est asiatique, annonce Marenches, la victoire de la guerre révolutionnaire sur la guerre classique, la victoire des va-nu-pieds sur la richesse et nous allons voir des choses pires encore parce que la puissance américaine a été en face du soldat politique qui est de tous les temps » – et de citer en exemple les soldats du Christ, d'Allah, les Waffen SS à Stalingrad, le combattant viet. « Déjà en Thaïlande, en Birmanie, en Malaisie, on organise des caches d'armes, de munitions, de nourriture pour dans six mois, un an, deux ans… L'intendance ne suit plus, elle précède et tous ceux qui étaient en Indochine le savent. »

Pourtant, ce n'est pas un appel aux armes que lance le directeur général. Se sentant certainement en confiance avec un public de connaisseurs, comme il l'a été à Bayonne au 1er RPIMa, il aspire à une mobilisation politique et même philosophique. « Je ne vois pas aujourd'hui, ni dans l'Occident européen ni aux États-Unis après l'affaire du Watergate – qui restera dans l'histoire aussi importante que l'affaire Toukhatchevski ou du Chevalier du Temple –, de motivations chez nous de conserver quelque chose. Alors pourquoi ne serions-nous pas nous aussi les chevaliers de la liberté, du libéralisme ? Mais dans ce cas-là, il ne faut pas en avoir honte et le dire ! » Et d'en venir à son meilleur ennemi : « La plus grande diablerie du diable, expose-t-il, est de faire croire qu'il n'existe pas. »

En cause : la subversion. « Vous ne pouvez plus l'attaquer, car vous êtes vite traités de fascistes […]. Cette guerre est très dangereuse et vous la voyez dans la conquête d'une partie des mass-media, de ceux qui enseignent aux âmes et aux cervelles, le clergé, l'université, l'école. On n'y apprend plus, comme dans les pays de l'Est, l'amour de la patrie, du travail et de la famille. On y apprend la dégradation, on y montre un film, actuellement à Cannes, où on voit un homme devenu l'amant d'une truie. On dit "Ah, que c'est beau l'intelligentsia !" Moi je vous dis que c'est dangereux, que les barbares seront bientôt aux portes et que, comme à Phnom Penh, ils ramèneront la pureté. »

Paranoïa, penseront certains. Peut-être, mais consubstantielle à la guerre froide. Ainsi une partie du KGB a-t-elle interprété le scandale du Watergate comme une manipulation du complexe militaro-sioniste américain qui ne voudrait pas de la détente. Des deux côtés du mur de Berlin, les services conjecturent plus qu'ils n'agissent. Le transfuge du KGB Alexis Myagkov révélera ainsi que « la plupart des officiers du contre-espionnage [soviétique] n'ont vu d'espions qu'au cinéma[7] ». Craignant d'être accusés d'incompétence, ses anciens camarades en ont été réduits à inventer des ennemis de l'intérieur, quitte à faire condamner des innocents, les victimes les plus tristement classiques étant les juifs que Gromyko ordonna, en 1972, de placer sous surveillance : se créer un ennemi est la meilleure assurance de le capturer. L'ancien directeur adjoint du contre-espionnage, Oleg Kalouguine, qualifiera de « presque comique[8] » la peur inspirée par ses services. Les grands coups, tels l'espionnage de la bombe américaine, l'infiltration « profonde » des services de renseignement « français, britannique et italien » dans les années 1950 et 1960 sont des arbres datés qui cachent une forêt de jeunes pousses sans avenir pour la raison première que « plus personne ne [croit] en l'URSS[9] ».

Myagkov et Kalouguine toutefois ne s'exprimeront publiquement qu'à la chute du Mur. En 1975, au moment où Marenches se perche dans les échauguettes de Mortier, il voit un KGB qui, rien qu'avec ses implantations moscovites, dépasse l'effectif de la CIA et du FBI réunis. D'ailleurs la Loubianka, son siège historique, étant trop petit, un complexe d'une vingtaine de bâtiments, surnommé « le bois », est en chantier à Iasenevo.

Le directeur général en a terminé avec son allocution. Le silence absolu de l'assistance reflète sa sidération. En une heure, Marenches, l'homme qui est censé en savoir plus que les autres sur ce qui se trame à l'extérieur de la France, vient d'annoncer qu'un fléau gigantesque est sur le point de la submerger et que tout espoir est quasiment vain car « nous ne croyons plus à grand-chose »…

Encore le ministre et les chefs d'état-major échappent-ils aux promesses de sanctions que le directeur réserve à ses troupes, par exemple lors d'une cérémonie de vœux censée apporter un peu d'espérance : « Nous sommes une unité d'élite, clame-t-il le 9 janvier 1976. Je ne veux pas que les gens s'interrogent pour savoir quelles sont leurs motivations à l'intérieur. Leur seule motivation intérieure, leur seul problème moral, c'est celui du service d'État, du combat que nous avons à mener, nous qui sommes sans arrêt en guerre. Les autres […], je n'en veux pas. Est-ce que ça, c'est clair ? Je ne suis pas un raconteur d'histoires, moi. Je ne suis pas un démagogue. Je vous dis aujourd'hui : nous devons servir, nous devons nous battre. Et ceux qui n'aiment pas ça, lâche-t-il au bord de la colère, ils n'ont qu'à aller à la pêche[10] ! »

27

Succès et sacrifice

Les murs de la caserne des Tourelles ont certainement des oreilles, mais, dans les années 1970, ils ne parlent pas. Aucun sémillant officier n'est offert en pâture à la presse pour répondre à ses questions. Les contempteurs du SDECE au sein des ministères ne se privent pas dès lors de ridiculiser une analyse erronée et ceux qui chantent ses louanges sont soupçonnés d'être manipulés. Le 23 juillet 1976, *Le Monde*, après avoir pointé les difficultés rencontrées dans le recrutement d'ingénieurs de bon niveau, enchaîne sur le mécontentement « du gouvernement et les grandes administrations qui utilisent ses services, [et qui] n'ont pas toujours le sentiment que les résultats sont à la hauteur des moyens financiers et techniques mis en œuvre ». Et de citer « le domaine de la recherche nucléaire, par exemple, à propos duquel le Commissariat à l'énergie atomique a été déçu par les renseignements collectés à l'étranger par le SDECE ». Or, à peine un mois plus tôt, André Giraud, administrateur général du même CEA, a félicité Marenches : « Dans des négociations internationales difficiles, le commissariat a pu bénéficier d'informations de toute première importance […]. Il n'est pas douteux que la liaison directe établie depuis quelques années a

permis, en orientant utilement les investigations, de donner tout leur prix aux renseignements d'ordre technique obtenus par vos services, et de permettre leur exploitation rapide[1]. »

Compliments de circonstance ? Le 26 mai 1975 déjà, Giraud s'était réjoui des « documents très utiles pour l'accomplissement des missions du CEA, notamment dans le domaine de l'uranium et des centrales nucléaires, ainsi que dans le secteur de l'enrichissement de l'uranium », fournis par le SDECE « depuis plusieurs années ». « Certains documents reçus ces derniers mois, concluait-il même, présentent un intérêt exceptionnel[2]. » Marenches ne s'en est jamais vanté. Pourtant, en une décennie, il aura rempli la mission assignée par Pompidou de faire du service un précieux auxiliaire du gouvernement dans le domaine économique. Même Pierre Guillaumat, président d'Elf-ERAP, aux réseaux parallèles souvent décriés à Mortier, le félicitait en 1973 pour la qualité de son analyse sur l'évolution du marché pétrolier.

Dans les années 1970, ce secteur d'activité est orienté vers les Alliés puisque le bloc de l'Est se révèle hermétique – et à vrai dire hors concurrence. Marenches imagine par exemple d'approcher les jeunes Français employés dans les nouvelles technologies. Mais l'opération ne s'avère guère productive. D'autres stratagèmes sont inventés, parfois avec la complicité de sociétés françaises travaillant des deux côtés de l'Atlantique, mais le succès est mitigé, par manque de personnel qualifié pour trier le bon grain de l'ivraie, ou par frilosité de la hiérarchie et des autorités politiques, l'une et les autres n'ayant pas envie que des pays amis les accusent de vol…

Promis juré, le SDECE n'est pour rien dans la découverte d'un gros dossier à l'intérieur de l'enceinte parisienne accueillant la première conférence Nord-Sud. Le 12 janvier 1976, Marenches explique à son homologue de la CIA que la liasse est « tombée par un hasard

providentiel entre les mains de [son] service ». Après tout, qui n'a jamais égaré un bagage ? Sauf que le propriétaire s'appelle Henry Kissinger, secrétaire d'État ! Libre à la CIA de penser ce qu'elle voudra, mais le directeur du SDECE comprend ce que la situation a d'embarrassant : « Il s'agit d'une simple solidarité permanente et indispensable entre nous, en ces temps de subversion totale contre le monde libre[3]. »

La paille et la poutre

Accomplissant consciencieusement sa tâche pas toujours flatteuse, Marenches s'estime en droit d'appeler les autorités politiques à ne rien céder à ce que l'on appelle aujourd'hui le politiquement correct. L'Afrique australe, note-t-il, est « le cas type où les aspects politiques et économiques (apartheid, uranium, ressources minières) sont opposés. À l'évidence, la solution exige une approche "révolutionnaire" et des applications de ce type. Il ne serait pas concevable, au nom d'une solidarité diplomatique avec ceux qui s'opposent à la politique d'apartheid de l'Afrique du Sud, de compromettre les intérêts stratégiques de la France et de l'Europe. Ceux-ci pourraient être sauvegardés par des relations de type clandestin[4] ». Traduction : le SDECE pourrait assurer dans l'ombre, avec son homologue du BOSS, les relations que Paris rechignerait à prolonger publiquement avec Pretoria. Ce qui n'empêche nullement, en 1976, le poste local du service de prédire qu'une guérilla éclatera dans les deux ans, et que ce sont les populations noires qui gagneront. Même si le communisme était endigué, explique-t-il, « l'Afrique du Sud est perméable aux discours d'émancipation venus

des États-Unis[5] ». Le SDECE propose à la fois d'y accroître la « recherche offensive dans le domaine minier » qui a déjà rapporté aux entreprises françaises la construction de la centrale nucléaire de Koeberg, et de « nouer des contacts chez les Noirs modérés et antisoviétiques ». C'est la stratégie classique des deux tableaux même si Marenches ne cache pas sa sympathie pour les régimes durs de la région – le chef des services de Rhodésie du Sud, Van der Byl, est de ses amis.

Il en va de même outre-Atlantique. Avec un poste pour l'ensemble de l'Amérique du Sud, le SDECE ne semble pas manifester un intérêt prioritaire pour la zone bien que le colonel Lacaze déclare à son unique représentant sur place : « Le DG suit avec beaucoup d'attention l'évolution de la situation[6]. » Basé à Rio de Janeiro puis à Brasilia, ce chef de poste ne peut s'occuper que de trois autres pays, l'Uruguay, le Paraguay et l'Argentine, ce qui le condamne à passer sa vie dans les avions. Farc en Colombie, Sentier lumineux au Pérou, Tupamaros en Uruguay, Montoneros en Argentine : la subversion version Marenches prospère sur tout le continent avec Cuba pour catalyseur. Le SDECE échange sans vergogne avec les services de renseignement des régimes autoritaires, à l'exception du Chili de Pinochet dont il se distancie. Sa représentation minimaliste est compensée par le niveau de ses sources, l'ancien chef des services secrets brésiliens (SNI), le général Joao Baptista Figueiredo, devenant par exemple chef de l'État en 1977.

Pour autant, le SDECE n'est en rien associé à l'opération *Condor* par laquelle six dictateurs unissent leurs efforts pour mater dans le sang les mouvements insurrectionnels de la région. À l'effectif si réduit à l'échelle mondiale, il a tellement à faire ! À commencer par la France elle-même. Marenches, rejoint par la DST, s'alarme d'un accord qui a décidé l'ouverture d'un consulat d'URSS à Marseille en

échange d'une représentation française à Leningrad. Moscou a prévu de dépêcher dix fois plus de « diplomates » que Paris – autant dire d'espions –, la région abritant plusieurs sites stratégiques de la défense française ainsi que des entreprises florissantes. Le patron d'IBM France serait ainsi venu informer le SDECE du flirt entre l'un de ses ingénieurs et une employée du consulat. Pour sa part, le service technique a fait remarquer que l'URSS a ouvert sa nouvelle ambassade à Paris, 40, boulevard Lannes, à l'exacte intersection de deux axes reliant, du sud au nord, l'état-major de l'armée de l'air à Balard et le commandement des forces stratégiques à Taverny, et d'ouest en est, le cœur névralgique des armées, boulevard Saint-Germain, et le mont Valérien, centre des télécommunications militaires… « C'est bien simple, raille le général Jousol débutant alors une carrière qui le mènera jusqu'au poste de chef du service des télécommunications : pour savoir quel grade avait tel officier français, il suffisait d'appeler l'ambassade soviétique[7] ! » Heureusement, le boulevard Lannes compte quelques bonnes âmes qui proposent d'elles-mêmes d'offrir leur balcon aux antennes du SDECE !

Marenches s'indigne aussi que des rouages clés du nucléaire français aient embauché des réfugiés politiques connus pour leurs engagements nationalistes – pour lui synonymes de communistes. Et encore ne tient-il pas compte des lettres de bons citoyens français qui, sûrement nostalgiques de la guerre, accusent certains de leurs compatriotes de sentiments antifrançais en donnant le plus souvent pour motif leurs origines juives.

Mais le SDECE lui-même n'est-il pas contaminé ? En juin 1976, l'adjoint au chef du contre-espionnage, Maurice Clément, trente ans de service, passe au rouleau compresseur de l'Inquisition maison. Emmené dans un pavillon clandestin, il est séquestré, rudoyé, sommé

d'avouer sa trahison au profit de l'URSS et finalement viré. Sept années lui seront nécessaires pour obtenir réparation, mais il ne sera jamais réhabilité. Marenches a beau le prétendre hermétique à la paranoïa d'un James Angleton, le contre-espionnage est une machine à broyer que personne n'ose contredire de peur d'être à son tour suspecté. Sa prochaine victime vient à peine d'être nommée, à l'été 1976, numéro 2 du SDECE, c'est-à-dire directeur du renseignement, en remplacement de Lacaze. Le colonel Bernard Grué, cinquante-trois ans, russophone et persanophone, est un spécialiste des pays de l'Est dont il a expérimenté le système concentrationnaire en Indochine. Un an après sa nomination, il fait venir dans son bureau le lieutenant-colonel Singland qu'il a choisi pour chef d'état-major : « Mon vieux, au revoir, demain matin, je ne serai plus là. Je m'en vais[8] ! » L'officier n'y croit pas, mais le contre-espionnage a parlé : le directeur du renseignement n'aurait pas su expliquer certaines anomalies dans son emploi du temps quand il était attaché militaire adjoint, c'est-à-dire chef de poste, entre 1968 et 1971, à Moscou. Au cœur de la subversion mondiale.

Lorsqu'il prendra lui-même les commandes du contre-espionnage, Singland théorisera sur le concept de « doute insupportable » : « On convoque la personne incriminée et on lui demande de démontrer que ce qu'on lui reproche est faux. Si elle échoue, on lui fait comprendre qu'un doute demeure, que ce n'est pas supportable et qu'il faut donc nous quitter, mais en bons termes, vers une voie de sortie honorable[9]. » Le point sensible est l'origine des suspicions : véritable enquête ou accès paranoïaque ? Quand le litige atterrit sur son bureau, Marenches pour sa part ne peut qu'entériner la décision. Toute remise en cause des défenseurs de la citadelle risquerait d'être interprétée comme une faiblesse. En l'occurrence, le directeur général profite du départ de Grué pour offrir à son conseiller militaire, le

général René Candelier, la place qu'il ne lui a pas obtenue à la Sécurité militaire. Candelier est un ancien sous-officier avec de très beaux états de service en Indochine, mais sans autre expérience du renseignement que la direction du bureau réservé au cabinet de la Défense : à défaut d'un expert comme le colonel Eyraud, sinisant émérite, qui, comme adjoint de Grué, semblait destiné au poste, Marenches s'assure encore d'un numéro 2 discipliné.

L'un des meilleurs officiers sous ses ordres

À la décharge du contre-espionnage, il faut dire que les services de l'Est ne connaissent guère de limites pour retourner leurs proies, avec une prédilection pour le sexe. Les anciens chefs de poste de l'autre côté du Mur ont tous pu croire en leur *sex-appeal* en voyant le nombre de jolies jeunes filles leur tourner autour. Tel officier n'a trouvé d'autre remède pour faire cesser le manège nuisible à son couple que la masturbation devant un miroir dont il avait la certitude qu'il était sans tain… Un autre a succombé aux avances d'une beauté jetée dans ses bras par le service local. Mais Marenches pourrait y trouver de quoi se rassurer, l'amour a été plus fort que la subversion : la jeune femme s'éprit de l'officier français qui ne renonça qu'à la dernière minute à lui faire passer la frontière planquée dans son coffre. *Happy end* tout de même : ils se sont mariés, avec la bénédiction de la DST !

Autant de manœuvres qui incitent le directeur général à ne pas baisser la garde. Un officier du service Action pour lequel il a tant d'estime que certains évoquent un « fils spirituel » en fait les frais en 1977. Philippe Rondot a senti le coup venir : le commandant Camus,

exécuteur des basses œuvres du contre-espionnage, l'a sommé d'expliquer un trou dans son agenda de chef de poste à Bucarest en 1966 : pourquoi n'a-t-il pas signalé, comme il le devait, sa participation à un cocktail où son radio a avoué avoir été approché par la Securitate, le KGB roumain ? N'aurait-il pas été recruté lui aussi ? Rondot a beau nier catégoriquement, expliquer son absence par un déménagement l'ayant contraint à dormir à l'hôtel, son dossier est transmis à la direction générale. Marenches le convoque, admet qu'il n'a rien à lui reprocher mais ajoute qu'il ne peut pas le garder. Rondot quitte donc le SDECE, mais pas le renseignement puisque, pendant vingt-cinq ans, le Quai d'Orsay, puis la Défense et l'Intérieur se serviront de ses réseaux sans équivalent dans nombre d'affaires sensibles. « Au fond, lâchera-t-il à Marenches lors de leurs retrouvailles dans les années 1980, vous m'avez rendu service… – C'est comme ça qu'il faut le prendre[10] ! » n'hésitera pas à lui répondre l'ancien DG.

Sur l'autel de la subversion, Marenches a donc sacrifié celui qu'il présentera à sa femme peu avant sa mort comme « l'un des meilleurs officiers qu'[il] ait eu sous [ses] ordres[11] ». Il n'oubliera pas cependant de confier au général la raison première du procès en sorcellerie qui lui a été intenté : Abou Daoud. Le 7 janvier 1977, ce Palestinien de quarante ans, ancien instituteur, est arrêté à Paris alors que des charges gravissimes pèsent contre lui : il est l'un des organisateurs en chef de la prise d'otages des JO de Munich, fatale à onze Israéliens. Depuis, le Mossad traque et élimine un à un participants, commanditaires et représentants de l'OLP en Europe : Tel-Aviv ainsi que Bonn réclament l'extradition. Depuis trois ans – comme les Allemands, les Britanniques ou encore les Italiens –, Rondot, à la demande de Marenches, a jeté des passerelles avec les mouvements palestiniens, ce qui a eu pour principal effet de mettre

un terme à leurs attentats en France[*1]. « Que fait-on[12] ? » demande, bien embarrassé par l'arrestation d'Abou Daoud, le conseiller diplomatique de Giscard, Gabriel Robin, à Rondot. L'officier ne tergiverse pas : remettre Abou Daoud aux Israéliens ou aux Allemands dilapiderait tout ce qui a été acquis ; il faut l'exfiltrer, d'une manière ou d'une autre. L'Élysée tranche en sa faveur : le Palestinien est expulsé vers Alger, à la colère d'Israël, mais aussi d'une partie du Quai d'Orsay.

Enfermé dans ses certitudes, le contre-espionnage a-t-il fait de l'intervention de Rondot la preuve de sa collusion avec les services de l'Est ? L'attitude de l'URSS à l'égard de l'OLP n'est pourtant pas si nette. En 1976, les troupes syriennes sont entrées en territoire libanais et, alliées aux chrétiens, ont refoulé les milices palestiniennes et musulmanes au sud du pays. Depuis, entre Damas et l'OLP, Moscou n'hésite pas : l'alliance stratégique avec la Syrie l'emporte sur un levier de subversion, comme dirait Marenches. Toutefois, si l'OLP ne bénéficie pas d'aide matérielle soviétique, son leader Yasser Arafat est reçu pour la première fois par Brejnev en avril 1977, ce qui suffit aux tenants d'une synergie machiavélique. L'organisation du SDECE parle d'elle-même : le bureau antiterroriste relève de la section V du contre-espionnage qui assure le suivi des mouvements de masse, comme les partis communistes et les syndicats, ainsi que des agents d'influence. Son effectif, d'une dizaine de personnes seulement, illustre aussi les limites de l'action envisageable par le SDECE en ce domaine très largement préempté par la DST. Dans les faits, la cause palestinienne est essentiellement analysée à travers le prisme politique, mission dévolue aux spécialistes du monde arabe du service de recherche – R2 dans le jargon du SDECE. À eux de faire la distinction au sein de l'OLP entre l'appareil historique de plus en plus accepté par la communauté internationale et les factions armées,

comme le FPLP de Georges Habache, Septembre noir de Wadie Haddad ou le Fatah-Conseil révolutionnaire d'Abou Nidal, qui assument le recours au terrorisme pour la défense de leur cause.

Les tringleries du terrorisme

L'instruction venue de l'Élysée de ne pas trop se mêler des affaires des Palestiniens afin de ne pas incommoder leurs protecteurs saoudiens achève de cantonner le SDECE dans un rôle secondaire là où naguère la voix de la France aurait été primordiale. Néanmoins, quelques individus ont droit à une attention toute particulière, le SDECE renouant même des liens à cette occasion avec les Israéliens. En 1977, le Mossad officialise à Paris le poste qu'il a dû maintenir clandestinement puisque les autorités françaises redoutaient des représailles arabes. Arrêté un jour par la DST qui ignore sa véritable fonction, le chef de ce poste ironise avec jubilation : « Cela fait longtemps que je cherchais à vous rencontrer[13] ! » Aucune opération commune avec le SDECE n'est pourtant envisagée, plutôt des échanges d'informations et diverses facilités administratives. C'est ainsi par une des sources israéliennes à Beyrouth que les Français apprennent en juin 1975 qu'Illich Ramirez Sanchez, *alias* Carlos, qui a revendiqué plusieurs attentats depuis deux ans, se planque rue Toullier à Paris. Le SDECE transmet l'information à la DST laquelle perd deux inspecteurs tués sur place. Marenches fait de Carlos un dossier prioritaire. « Il y tenait vraiment beaucoup[14] ! » témoigne Rondot auquel le DG rend la politesse en 1991 : « Le général en a fait une histoire personnelle pendant vingt ans[15]. »

Tant qu'il est encore au SA, Rondot, assisté de Lignières, va jusqu'à traquer le terroriste dans son pays d'origine, le Venezuela. Leur couverture est devenue célèbre : le sport cycliste. La cible est « logée » au bout de plusieurs mois, le service Action est prêt à agir. Pour Marenches, les terroristes n'appellent aucune pitié : « Là, on n'a pas affaire à notre forme de logique. Notre cartésianisme nous empêche de comprendre beaucoup de ces événements. [...] Il n'y a plus de règle. Tous les coups sont permis[16]. » Mais Carlos y échappera encore cette fois : feu rouge de l'Élysée. « Quand nous l'avons eu dans la ligne de mire, racontera Marenches, il y a eu une affaire internationale mêlée à cela, ce qui a fait que nous n'avons pas pu aller au bout de notre action[17]. »

À quoi fait-il allusion ? Mystère[*2]. En revanche, il ne cachera pas s'être penché sur les attentats perpétrés par les groupes régionalistes français. *A priori*, la DST est ici seule légitime, mais il en va pour Marenches du terrorisme comme du théâtre : dans les coulisses de l'actualité se dissimulent des « tringleries » qui déborderaient très largement la scène nationale. Partageant son avis, Michel Debré, ministre de la Défense, en avait même fait l'une de ses premières directives en visant plus particulièrement les nationalistes bretons : « Nous devons donner priorité, lui avait-il écrit le 21 juin 1972, aux attaques contre l'unité nationale et, en précaution [?][*3], aux attaques venant d'Irlande et qui ont pour objet d'alimenter de toutes les façons argent, brochures, explosifs, armes, les cellules à la fois gauchistes et autonomistes dans les cinq départements de Loire-Atlantique, d'Ille-et-Vilaine, du Finistère, du Morbihan et des Côtes-du-Nord[18]. » Marenches demande de l'aide à son ami le patron du MI6 pour tenter de cerner les connexions bretonnes avec l'IRA. De même, le SDECE commence-t-il à s'intéresser de près aux indépendantistes corses qui

déclenchent la lutte armée le 21 août 1975 et créent le Front de libération nationale corse (FLNC) l'année suivante.

Le directeur général du SDECE en est sûr : Bretons, Corses et Basques reçoivent consignes et matériels de l'extérieur, de l'ennemi, de la sphère communiste, ce qui justifie amplement la mobilisation du SDECE – et tant pis si la police s'en émeut ! Avec cinq années d'ancienneté, il ne détient pas encore le record de Boursicot (1951-1957), mais il a pris du poids. Il se charge ainsi en personne de remettre à leur place ceux qui pourraient oublier le statut particulier du SDECE qu'il ne conçoit qu'aux seuls ordres du président de la République. Quand Michel Dupuch, directeur de cabinet du ministre de la Défense, émet en coulisse des critiques, la réplique du DG jaillit quasiment dans l'heure : « Nos rapports, lui écrit-il le 30 juin 1976, me paraissent […] suffisants pour nous permettre de débattre loyalement, et en responsables, de questions de cette sorte si elles viennent à se poser, plutôt que de procéder auprès de tiers par affirmations gratuites, ou non vérifiées, que je regarde comme malveillantes[19]. » Dans le langage feutré des cabinets ministériels, cela équivaut à lui passer une soufflante[*4].

L'antienne de la démission

Marenches n'a pas à pâtir de son comportement. Jacques Chirac, Premier ministre démissionnaire, salue le 25 août 1976 « l'action méthodique et efficace » des officiers du SDECE qui « incarnent parfaitement la tradition de courage et de droiture que les services spéciaux ont toujours eu honneur à respecter »[20]. Une formule que le futur président de la République a dû longuement cogiter étant

donné son mépris pour les activités de l'ombre. Il n'a aussi que des louanges pour le directeur général qui a su « insuffler les qualités éminentes qui sont les [siennes] ». Au SDECE, poursuit Chirac, « vous avez continué à servir la France de manière exceptionnelle. Je vous en suis personnellement très reconnaissant et je me suis réjoui que notre vieille amitié ait encore accru l'efficacité de ce travail en commun ». Pourtant, quand Alexandre lui a donné du « Jacques » lors de sa visite à Mortier, le Premier ministre n'a pas semblé porté à la familiarité[*5]…

Les louanges de Jacques Chirac sont symétriques à celle d'une partie de la gauche. Le plus souvent accompagné par Thérèse de Saint-Phalle, Michel Rocard est désormais un habitué de Mortier. Aux plaisirs de la table, il aime ajouter « l'intelligence d'un directeur général dont la lecture du monde était puisée directement aux meilleures sources[21] ». Le petit inspecteur des Finances protestant continuera à voir le grand aristocrate catholique après qu'il aura quitté la commission de la Défense nationale et Marenches le SDECE. « Il fut un maître[22] », commente-t-il sans oser le qualifier d'ami.

Valéry Giscard d'Estaing, lui, n'en aura même jamais l'idée. Bien qu'il ait compris que l'époque Pompidou était révolue, Marenches continue à lui adresser – à un rythme moins soutenu – conseils et analyses. Le livre *Les Russes* du Britannique Hedrick Smith, paru en janvier 1976, lui donne même l'occasion de conjuguer les deux : « Faisons en sorte, par notre détermination et notre unité, de survivre la dizaine d'années après laquelle nous pouvons espérer voir ses maîtres [de la Russie], sortis de leur religiosité militante, rejoindre nos nations, reprenant ainsi sa mission historique aux marches du monde blanc : le Bogatyr[*6] dressé face à la steppe[23]. » Pas vraiment le genre de prédiction susceptible d'améliorer la cote de l'auteur à l'Élysée…

La fin de 1976 voit d'ailleurs la presse faire assaut d'annonces sur son prochain départ. « Cette fois, écrit ainsi *La Lettre de l'Expansion* le 19 septembre, c'est définitif, Alexandre de Marenches, patron du SDECE, s'en va. » Le successeur serait déjà désigné : Daniel Doustin, directeur de cabinet du nouveau locataire de Matignon, Raymond Barre, ou encore un énigmatique « directeur de compagnie aérienne » qui aurait les faveurs du président de la République. Pour les uns, Marenches aurait présenté sa démission, ulcéré du peu de cas fait aux notes de son service. Pour les autres, Giscard le sanctionnerait pour ne pas avoir vu venir la victoire du démocrate Jimmy Carter à l'élection présidentielle américaine. Certains hebdomadaires reconstituent un échange houleux entre les deux hommes au début de décembre 1976. À en croire les agendas de Marenches pourtant, son dernier entretien avec le chef de l'État remonte au 26 octobre, une semaine avant la défaite de Gerald Ford… Et personne dans son entourage n'a le souvenir d'une volonté de quitter son poste. « On ne sait au juste qui répand ces bruits[24] », souligne *Minute*. Des concurrents ? Des détracteurs, qui sont nombreux à l'Élysée, au Quai d'Orsay, chez les anciens de la France d'outre-mer ? La rumeur est un feu de broussaille qui reprendra à peu près chaque année en exploitant les tensions, avérées, entre le chef de l'État et le directeur général. Mais pour qu'elle soit crédible, il faudrait d'autres arguments qu'une erreur de prédiction qui conforte le SDECE dans son image déplacée de cartomancienne de la République et Giscard dans celle d'un Médicis ne pouvant se passer de son mage Ruggieri.

Temps mauvais à Washington

La seule réalité de ce tourbillon dans le Tout-Paris, qui n'est qu'un tout petit bout de l'Hexagone, est que l'élection de Carter est désagréablement perçue par les autorités françaises. Raillé pour avoir fait carrière dans les cacahuètes, l'ancien gouverneur de Géorgie s'érige à peine élu en chevalier blanc de la moralisation des relations internationales. Cette image ne peut qu'effrayer un Marenches qui a les mains dans le cambouis. Vingt-quatre heures seulement après sa prise de fonction, Carter ordonne le retrait des armes nucléaires américaines installées en Corée du Sud sous ses prédécesseurs, le Pentagone, qu'il n'a pas consulté, devant s'employer pour l'en dissuader de justesse. Le président se veut l'anti-Kissinger : plus de négociations secrètes, plus d'opérations militaires, encore moins clandestines. Les États-Unis doivent assumer leur politique, mais aussi leur passé. Une ère de repentance s'ouvre sous la houlette de ce fils de baptistes pratiquants. Washington semble prêt à s'accuser de tous les péchés du globe, du Vietnam aux dictatures d'Amérique du Sud en passant par la Grèce des colonels et même l'Angola, ici parce qu'il a été trop présent, là trop absent.

Carter sonne aussi la fin de l'opposition frontale avec l'URSS : des terrains d'entente seraient tout à fait envisageables ! Pourquoi alors est-il détesté par l'appareil soviétique ? Parce que, en promouvant son pays, dans la foulée de la conférence d'Helsinki, comme le défenseur universel des droits de l'homme, Carter tourne la page de la *Realpolitik* des conservateurs et s'immisce pour la première fois dans les affaires intérieures de l'URSS. Le dinosaure Andreï Gromyko est ainsi choqué de l'entendre prendre la défense d'un « quelconque dissident » lors de sa première visite à la Maison-Blanche. « L'objectif de toutes ces manœuvres, écrit le ministre des Affaires étrangères, consistait à troubler l'opinion publique et à camoufler la véritable

stratégie de Washington, qui était d'intensifier la course aux armements[25]. »

Marenches peut goûter ce retour de balle à l'envoyeur : voilà Carter accusé à son tour de pratiquer la désinformation ! Encore ne sait-il pas que le président a approuvé l'idée de son conseiller à la sécurité nationale, Zbigniew Brzezinski, de mener des opérations secrètes de propagande de l'autre côté du Mur. Mais le saurait-il qu'il n'en modifierait pas son avis très négatif sur la CIA qu'une énième affaire – dite des « bijoux de famille[*7] » – achève de faire sombrer dans un long coma. Le nouveau directeur nommé à la place de l'ami George Bush n'est pas pour rassurer Marenches. Ancien camarade de promotion du président à l'Académie navale, Stansfield Turner est un marin, mais un pur marin de surface ; les bas-fonds lui sont étrangers. Dans une CIA déjà laminée par plusieurs années de purges, Turner parvient à supprimer encore huit cent vingt postes à la direction des opérations, qui n'est plus qu'une usine à analyses éthérées, sans lien avec le terrain. Bientôt, Carter lui-même n'arrivera plus à retenir ses bâillements lors des présentations que Turner viendra lui administrer dans le Bureau ovale.

Marenches pourrait éprouver de la solidarité à l'égard d'un homologue lui aussi malmené ; au contraire, il l'enfonce après une première rencontre mémorable, le 15 septembre 1977. Turner avait pourtant bien fait les choses en lui réservant l'un de ses tout premiers rendez-vous et en affirmant qu'il espérait des relations aussi bonnes qu'avec George Bush. Premier mauvais point, il veut la jouer à l'américaine. « *Call me Stan !* » lance-t-il à Marenches qui claque un retentissant : « *No, Admiral !* » Le pire est encore à venir : « Dans le monde d'aujourd'hui, risque le patron de la CIA, croyez-vous que le communisme soit toujours à redouter[26] ? »

Sept siècles plus tôt, Marenches l'aurait fait brûler pour hérésie. Comment peut-on poser pareille question ? « Il était sérieux, notera-t-il. Terriblement sérieux. Pour ma part, notre conversation venait de commencer et se terminait là[27]. » Le « marin », comme il l'appellera dédaigneusement désormais, ne doit pas en avoir été informé, car, à peine rentré à Langley, il revient par écrit sur l'un de leurs sujets de conversation : « Depuis mon retour, avance-t-il le 22 septembre, j'ai de nouveau regardé la question de l'Iran et je peux vous assurer que notre position reste telle que je vous l'ai décrite à Paris. Tous signaux que vous pourriez recevoir indiquant le contraire sont probablement de la désinformation et nous vous serions reconnaissants de les porter à notre attention[28]. » Turner a vendu à Marenches un Iran problématique, mais pas dramatique. Une année suffira pour juger de la pertinence de cette analyse…

---

*1. Le directeur général n'a jamais été clair à ce sujet. Dans ses Souvenirs publiés en France, il niera farouchement tout accord en invoquant une « grande lâcheté », mais, quelques années plus tard, dans leur version américaine, il le reconnaîtra, tout en en reportant la responsabilité, pour ne pas dire l'infamie, sur d'autres services – comprendre la DST.

*2. Dans leur remarquable ouvrage, *Histoire politique des services secrets français. De la Seconde Guerre mondiale à nos jours* (La Découverte, 2012), Roger Faligot, Jean Guisnel et Rémi Kauffer invoquent l'interférence du Mossad.

*3. Mot illisible.

*4. Quarante ans plus tard, un autre directeur général et un autre directeur de cabinet passeront le quinquennat d'un président « normal » à s'envoyer des roses tout autant serties de ronces, mais ils se garderont de les développer par écrit…

*5. Mais il s'est souvenu probablement longtemps de ce subordonné de Marenches qui sut répondre à une question sur laquelle il séchait. Non seulement celle-ci concernait l'un de ses sujets de prédilection, l'art pygmée, mais l'individu était un huissier, une de ces ombres de l'ombre chargées de faciliter la vie de la direction générale, en passant le plus inaperçu possible. Voilà donc qu'à Mortier, elles parlent et qu'elles surclassent un Premier ministre avant de poursuivre leur carrière, débutée comme apprenti-boucher, dans l'expertise reconnue des arts premiers !

*6. Héros de contes russes.

*7. Elle révèle l'existence de pratiques interdites à l'intérieur même des États-Unis et donne des dizaines de noms de responsables.

28

Kolwezi avant Kolwezi

Alexandre de Marenches en est à son cinquième directeur de la CIA et bientôt à son troisième « M », le patron du MI6. Avec l'Allemand Gerhard Wessel, son ami, en poste depuis huit ans, il fait figure de patriarche du renseignement. « J'ai trouvé nos discussions des plus stimulantes, lui relate son homologue australien Woodward qui l'a reçu dans le Nouveau Monde, et je me suis trouvé à vous citer à quelques reprises dans mes échanges avec d'autres services[1]. » De fait, le directeur général semble chercher dans des déplacements virevoltants ce qu'il ne trouve pas auprès de ses autorités. À partir de la fin 1976, l'avion est son bureau, et son agenda le carnet de bal le plus prestigieux de la planète. En 1977 y figurent, dans l'ordre chronologique, le roi Juan Carlos et le vice-président du gouvernement espagnol, Hassan II, le shah, Mobutu, le roi Khaled d'Arabie Saoudite et leurs chefs de service de renseignement respectifs. Sans oublier des déplacements répétés en Suisse à bord de *Colibri*, le petit jet du SDECE, en particulier pour y retirer les dizaines de milliers de francs qui aideront Lilian à ensevelir son chagrin sous les pelletées de terre et les sacs de ciment des aménagements de Grasse.

Le Maroc est la première de toutes les destinations. En 1977, Marenches s'y rend à cinq reprises, chaque fois pour au moins deux jours. Les charmes de la Mamounia de Marrakech rivalisent certes en intérêt avec l'efficacité de la coopération interservices – le service Action y maintient une présence renforcée depuis plusieurs années.

L'Iran ensuite. À Téhéran, à Paris mais aussi à Saint-Moritz, le directeur général du SDECE multiplie les entretiens avec le shah dont le représentant des services en France, Homayoun Keykavoussi, est également l'un de ses interlocuteurs les plus réguliers. En février 1975, Marenches s'est même improvisé conseiller en image en proposant au shah les offices de son ami britannique David Ogilvy. Cet ancien de l'Intelligence Service est depuis 1949 à la tête d'une florissante société de communication qui revendique un millier de clients dans le monde. L'homme a indubitablement le sens de la formule puisque, pour défaire l'Iranien de l'habit de dictateur dont certains l'affublent, il parle d'un « coût inférieur à celui d'un Concorde ou d'un destroyer[2] ».

Quand Marenches revient à des sujets plus habituels pour un directeur du SDECE, il aborde la formation par le service Action des techniciens iraniens, engagée en 1972. Il développe aussi des projets de plus grande ampleur, telle la création d'un axe Paris-Téhéran-New Delhi dès 1975. La gouvernante de Grasse, la si dévouée Mme Barra, n'en est pas revenue qui, un week-end de la Toussaint, a dû préparer une réception en l'honneur de l'Indien Ramji Kao et de l'Iranien Nematollah Nassiri. « Nous recevons un quart de la planète[3] ! » jubilait Marenches. Le projet commun, de surveillance radio du golfe Persique et du golfe d'Oman par où transitent les tankers qui alimentent la planète en pétrole, en devient presque secondaire. Marenches ne se borne plus à contempler la carte de son bureau, il la

redessine en imaginant des alliances insolites. Le Roi-Soleil lui-même n'avait pas étendu son royaume à la Perse et aux Indes !

Le Safari Club

La troisième des destinations prioritaires de Marenches représente un autre enjeu. « Ces gens-là, explique-t-il à un colonel qui s'interroge sur les règles de bienséance avec les dirigeants arabes, au-dessus de quatre chèvres, on leur dit : "Excellence[4]". » À Djeddah ou Riyad, il ne lui vient pas à l'esprit de conseiller la famille royale comme à Téhéran. C'est le pragmatisme qui le guide : même si Khaled ne partage pas tous les sentiments pro-occidentaux de son prédécesseur, il est prêt à dépenser beaucoup d'argent pour assurer ce qui compte légitimement le plus à ses yeux, le maintien de sa famille au pouvoir et, au-delà, son emprise sur tous les sunnites. Parfois, ce dessein sert les intérêts de l'Ouest, parfois il leur nuit. Avec les Français, les Saoudiens pensent disposer d'un dérivatif à leur puissant partenariat avec les Américains que George Bush a encore contribué à renforcer à la tête de la CIA. À l'occasion, tel dirigeant du General Intelligence Directorate peut solliciter l'avis de Marenches sur le fricotage d'une liste d'étrangers et de nationaux avec la CIA. En 1977, lorsque le prince Turki succède à Kamal Adham, il noue, en dépit de leur quart de siècle de différence d'âge, des liens d'amitié avec le patron du SDECE. Ce qui n'incitera jamais celui-ci, comme le veut une rumeur tenace, à s'autoriser avec lui, et surtout avec son père le roi, des rencontres secrètes ignorées du président de la République. Les ambassadeurs peuvent en témoigner. S'ils n'ont pas toujours su la présence du directeur du SDECE dans leur pays d'affectation, il est impossible qu'ils n'aient pas appris un rendez-vous avec le chef de

l'État concerné. Et d'ailleurs, à quoi bon cacher ? Marenches n'a aucune intention de comploter contre la République. Enfin, son carnet d'adresses fait certes sa force, mais celui de Giscard n'est pas mal non plus après quinze ans de responsabilités ministérielles. Quand, en décembre 1975, Marenches s'envole pour l'Arabie Saoudite, c'est bien le chef de l'État qui rédige pour lui une sorte de lettre de créance : « Je tiens à vous envoyer, par mon ami le comte de Marenches, en visite dans votre pays, et en qui vous pouvez avoir la plus complète confiance, l'expression de ma très haute considération personnelle[5]. »

Le prince Turki est une des pièces maîtresses d'une réalisation qui tient à cœur au directeur général. Dans ses Souvenirs, Marenches en fait remonter l'idée au premier choc pétrolier de 1973, lorsque l'effondrement des économies de l'Ouest risquait d'entraîner celui du Moyen-Orient. Pourquoi ne pas rassembler « quelques représentants clés du monde musulman et de l'Occident pour former un front uni contre les éléments plus irresponsables qui pourraient profiter de la crise pour provoquer une confrontation militaire ou diplomatique sur une échelle globale[6] » ? La réalisation n'apparaît dans les carnets Hermès qu'en 1976 : « Triangle : Séoud-Téhéran-Le Caire, écrit-il le 7 janvier en prélude à une rencontre avec le président de la République. État-major au Caire, AM conseiller[7]. » AM, c'est-à-dire Alexandre de Marenches qui a déjà ajouté l'Égypte à la paire irano-saoudienne. Mais le triangle devient rapidement carré car le Maroc est intégré dans ce qui passera à la postérité sous le nom de « Safari Club », inspiré pour les uns de son tropisme africain, pour les autres du nom de l'hôtel où se serait tenue la première réunion des cinq patrons des services de renseignement.

Le journaliste égyptien Mohammed Heikal, ancien conseiller et confident de Nasser, a été le premier à en révéler l'existence dans les

années 1980 grâce aux archives du shah que le nouveau régime iranien lui a permis de consulter. Un document du 1er septembre 1976 fait office de déclaration des statuts. « Les événements récents en Angola et dans d’autres parties de l’Afrique ont démontré le rôle du continent comme théâtre de guerres révolutionnaires encouragées et conduites par l’URSS qui utilise des individus ou des organisations adhérents ou contrôlés par l’idéologie marxiste[8]. » Le siège est fixé au Caire avec un secrétariat et des départements Opérations et Planification. La France étant chargée de la sécurité, elle ne manquera pas de s’alarmer lorsque le général Nassiri se verra voler codes et fréquences radio lors du cambriolage de son appartement à Nice.

Dans *Le Secret des princes*, Marenches livre une curieuse définition de sa contribution auprès des dirigeants des pays concernés : « Même si le président de la France est informé de mes actions, je n’agis pas dans le cadre de mes fonctions officielles de directeur général du SDECE, mais plutôt comme un facilitateur privé dont la *Realpolitik* est bien connue de chacun de ces leaders[9]. » Était-il plus dans son rôle quand il proposait au shah d’améliorer sa communication ? Un voile de mystère recouvre le Safari Club qui n’est en fait que l’affirmation d’une coopération interservices comme il peut en exister dans d’autres domaines et à d’autres époques. En 1982, un « Médi Club » verra ainsi le jour avec l’Espagne, l’Italie, le Maroc et la Tunisie. Le principe est de faciliter l’échange de renseignements, voire de coordonner des opérations, mais sur un sujet commun, non pour l’ensemble des activités desdits services. Et puis, dans « Safari Club », il y a « club ». « Les officiers de renseignement aiment bien les coopérations, rappelle l’ancien chef de service à la DGSE Alain Chouet. Elles leur donnent l’occasion de voyages à visage découvert, de séjours dans des hôtels confortables, de réunions amicales entre

professionnels conclues par des repas raffinés entre amis. Les directeurs généraux des services alliés s'y échangent congratulations mutuelles, médailles scintillantes, promesses de solidarité éternelle, engagements à mener des actions coordonnées mirobolantes et décisives. Ce sont des moments privilégiés où l'officier de renseignement a l'impression d'être un acteur majeur des relations internationales et de la paix entre les peuples. C'est parfois vrai[10]. »

Les couloirs des palaces réservés pour l'occasion frappent par une double incongruité. Tout d'abord, l'absence des Américains. De fait, le Safari apparaît comme la béquille temporaire d'une CIA aux jambes brisées par la succession de mauvais coups que lui ont portés les administrations et les Congrès successifs, eux-mêmes poussés par une presse enflammée. Si le dynamisme et la force de conviction de Marenches ont été décisifs à la création du Club, la volonté concomitante d'Henry Kissinger et de George Bush de mettre sur pied un palliatif à l'action secrète des États-Unis a été fondamentale, particulièrement auprès des Saoudiens, mais aussi des Iraniens. Il suffit de relever que l'ambassadeur américain à Téhéran depuis 1973 n'est autre que l'ancien directeur de la CIA Richard Helms. Assumant sa stratégie de fermeture des postes à l'Est pour se focaliser sur le Sud, Marenches a raison de se présenter comme le commandant des forces secrètes du monde libre en Afrique, mais il ne doit pas faire oublier le commandant suprême, les États-Unis, pour qui le Safari reste avant tout l'outil permettant de continuer à meurtrir l'URSS en se passant de l'aval des parlementaires.

La seconde caractéristique flagrante du Club est qu'il est, hormis les Français, entièrement musulman. Pour un croisé comme Marenches, comment le concevoir alors que le conflit entre les deux grands blocs, très majoritairement chrétiens, s'est déplacé sur des terres africaines également peu conquises par l'islam ? La réponse est

simple : face aux périls menaçant l'Occident, tous les coups sont bons. L'Arabie Saoudite et l'Iran ont beaucoup d'argent, le Maroc des réseaux inégalables dans toute l'Afrique, l'Égypte des plateformes portuaires et aériennes idéalement placées : la sauvegarde de la France vaut bien un appel du muezzin. C'est pourtant le début d'un engrenage qui n'a pas fini de produire ses effets pervers quarante ans plus tard…

Bordel au Zaïre

Le Saoudien Turki, l'Égyptien Moubarak, l'Iranien Nassiri et le Marocain Dlimi se retrouveront avec Marenches à intervalles irréguliers jusqu'à ce que des éléments extérieurs viennent contrarier leurs plans. Le véritable travail est assuré au quotidien par des officiers de liaison entre les centrales et les postes des différents services dans les capitales respectives, des réunions au Caire essayant de donner de la cohérence à ces résultats disparates. Mais comme toujours, les plans qui en sortent sont surtout destinés à remplir des armoires. L'actualité ne laisse aucun répit, même à des services censés l'anticiper. En ce premier trimestre 1977, Marenches ignore par exemple qu'il entame les années les plus trépidantes de son mandat où ses efforts d'hier vont permettre de placer sa maison au cœur d'enjeux majeurs. À la fin du mois de mars, il accoste ainsi un commandant du SA dont il apprécie l'audace : « Vous savez ce qui se passe[11] ? » Devant les dénégations de l'officier, il ajoute : « Bouan va vous expliquer. » Ce colonel dirige le secteur Afrique à la direction du renseignement. « Les Katangais, révèle-t-il au commandant, sont entrés au Shaba[*1] le 8. C'est le bordel au Zaïre ! »

Ni le SDECE, ni la CIA, ni quelque autre service de renseignement que ce soit n'ont vu le coup venir. Certes l'affaire sent le réchauffé, dix-sept ans après la tentative de sécession dont Mobutu avait profité pour prendre le pouvoir à Kinshasa, mais le chef d'État zaïrois a beau s'être choisi pour surnom « le guerrier tout-puissant qui laisse le feu sur son passage et va de conquête en conquête[*2] », il ne semble pas du tout capable de rétablir l'ordre. Son armée se débande et les chefs d'État africains qu'il a appelés à la rescousse – y compris le redouté Idi Amin Dada de l'Ouganda – se sont fait porter pâles. L'Élysée non plus n'est pas prêt à une intervention massive de l'armée française. Cependant, le 31 mars, le chef de corps du 1er RPIMa, le colonel Michel Franceschi, est appelé à Paris en urgence. Sautant dans le dernier train en partance de Bayonne, il débarque à 7 heures 30 le lendemain matin et gagne le boulevard Saint-Germain où il est reçu par le chef d'état-major des armées, le général Méry, lequel, séance tenante, l'emmène à l'Élysée auprès du chef d'état-major particulier, le général Vanbremeersch. Plus besoin, à vrai dire, de lui expliquer combien l'opération est sensible… Le colonel a un jour pour gagner Kolwezi, ville minière où résident de nombreux Européens, à la sauvegarde de laquelle le président attache le « plus grand prix[12] ». Première véritable opération pour le GO, le groupement opérationnel du 1er RPIMa dont Marenches a réclamé la création quatre ans auparavant et qui ne s'est vu confier jusqu'alors que des missions subalternes de couverture ou de protection d'ambassadeurs. Une vraie mission de forces spéciales, comme leurs descendants en accumulent de nos jours : agir vite, en petit nombre, pour un effet maximal.

Afin de gagner du temps, Franceschi, accompagné de son chef opérations, le commandant Olivier Leblanc, effectue le voyage dans le seul avion disponible, un ravitailleur des forces stratégiques. Sur

place, quelques heures lui suffisent pour se faire une opinion. Par un télégramme envoyé en flash de l'ambassade de Kinshasa, il informe sa hiérarchie que vingt hommes lui semblent suffisants. Paris donne son accord pour l'opération *Mazurka*. À partir du 3 avril, les parachutistes font étalage de leur savoir-faire puisé dans l'histoire des SAS, mais aussi de l'empire colonial. Franceschi remotive les Zaïrois sans avoir besoin d'user de l'autorisation donnée par Mobutu de fusiller les cadres réticents. Avec l'appui de la société d'État Gécamines[*3], maîtresse des lieux, il met ensuite Kolwezi, proie de toutes les attaques en raison de ses mines de cuivre très lucratives, en état de tenir un siège. Mais l'ennemi ne paraît pas prêt à porter le fer. Dans ses Souvenirs, Marenches fournira une explication très vraisemblable : les bérets rouges arborés par le détachement du GO auraient intimidé l'encadrement katangais.

Franceschi ne peut qu'apprécier puisque c'est lui qui a insisté, avant son départ, pour que ses hommes soient engagés sous uniforme, afin qu'en cas de capture ils puissent se prévaloir de la convention de Genève. L'état-major des armées lui a donné satisfaction, mais qu'en a vraiment pensé Marenches ? Tel qu'il l'imaginait, le GO, en effet, devait être mis à la disposition du SDECE et donc emprunter les codes de la clandestinité. Quoi qu'il en soit, il a décroché pour les siens le volet renseignement de l'opération dont le 1er RPIMa n'a encore ni l'expertise ni les moyens matériels. « Prenez une équipe, lance-t-il à un commandant du SA, et partez sur place[13] ! » Au service Action, le DG n'a pas le temps de terminer sa phrase que l'avion a déjà mis les gaz. Sur place, l'ambassadeur français André Ross paraît soulagé : « La France intervient ? interroge-t-il. – Je n'en sais rien… tempère l'officier. – Mais vous êtes combien ? s'inquiète-t-il alors. – Sept », assure le commandant qui, voyant la mine déconfite du diplomate, se présente comme un

« détachement précurseur ». Tellement précurseur que le gros de la troupe est appelé à ne jamais le rejoindre…

Au palais présidentiel, l'affolement règne encore. Livide, Mobutu, qui a revêtu un casque, prépare ses valises. Le SA, heureusement, a ses habitudes au Zaïre. « Où est le bataillon Kamanyola ? » s'enquiert le commandant qui mise sur ces parachutistes aguerris pour renverser la vapeur. « Ça, c'est l'Afrique ! » pourra-t-il entonner en entendant la réponse de Mobutu : « Ils ne se sont pas exercés depuis des lustres. De toute façon, il n'y a pas de parachutes disponibles ni d'avions puisque le chef d'état-major de l'armée de l'air les a affectés aux plantations de café. » Et il faut aussi prendre en compte la rébellion d'une partie des troupes du centre du pays. De quoi perdre la face pour un président fier de lui et de son peuple qu'il voudrait voir à l'avant-garde de l'Afrique. Après douze ans de pouvoir toutefois, la plus marquante de ses réformes demeure le « retour à l'authenticité » proclamé en 1970, un retour aux racines africaines dont le symbole a été le changement du nom du pays, anciennement République démocratique du Congo. La crise économique, elle, est toujours là et le constat évident : Mobutu est incapable de mater la rébellion.

Première pour le Safari

Le détachement du SA boucle les deux mille kilomètres nécessaires pour gagner Kolwezi. Son chef avise le commandant des lieux, le général Singba, qui se dit encore trop démuni. Un saut à Lubumbashi, capitale du Katanga, lui confirme l'impression de naufrage imminent.

En Afrique, les situations peuvent basculer en quelques heures. Et le contenu du message qu'apporte à Mobutu, le 6 avril, un autre

officier du SA, Milord, va largement y contribuer. « N'oubliez pas de lui donner du “citoyen-président-fondateur[14]” ! » le prévient l'ambassadeur qui, le voyant en tenue décontractée, lui prête un costume. Milord surprend le maréchal au premier étage, avachi sur un canapé. Pour flatter son ego de militaire, il préfère l'interpeller par un « mon général » qui fait son effet. « J'ai quelque chose à vous dire, peut-il alors expliquer : mille cinq cents soldats marocains arrivent, nous les transportons ! – Ça, admet Mobutu, c'est une bonne nouvelle ! » Elle est confirmée par Giscard à la télévision française le 7 avril au soir : répondant à l'appel à l'aide du Zaïre, la France a organisé depuis quelques heures un pont aérien vers Kinshasa. D'ici deux jours, onze appareils Transall vont acheminer les deux bataillons concernés.

Qui, de Marenches ou de Giscard, a persuadé Hassan II de se mêler de cette lointaine affaire ? Les deux lui ont parlé pour le convaincre de l'urgence de ne pas laisser le Zaïre s'écrouler. Comme avec les Iraniens et les Saoudiens – chez lesquels il se rend les 16 et 17 avril –, le directeur général du SDECE a certainement employé l'argument massue pour une mise en action du Safari Club : les Katangais sont encadrés de Cubains – il le resservira dans ses Souvenirs. La présomption est dans l'air du temps : les officiers de Castro œuvrent de l'autre côté de la frontière, en Angola ; La Havane aura voulu faire coup double au Zaïre. En juin, le SDECE établira pourtant l'absence de « preuve de la présence de conseillers non africains au Shaba[15] ». Et pour cause : le régime de Luanda n'a nulle envie de susciter des vocations sécessionnistes dans et autour de ses frontières. Tout « progressiste » qu'il soit, il partage l'obsession de la plupart des gouvernements africains : préserver le découpage même imparfait des colonisateurs car le continent sombrerait sinon dans des guerres sans fin.

Qui est derrière les Katangais, alors ? Le SDECE identifie « certains milieux belges et américains opposés à Mobutu », attirés par les mines sans doute… Quoi qu'il en soit, le remède franco-marocain est efficace : le 21 avril, Giscard lui-même annonce la fin des hostilités. Mais les Katangais sont toujours là, fondus dans la population. Si le colonel Franceschi lui-même rentre en France, sa troupe prend ses quartiers au Zaïre, de même que le SDECE. Mieux vaut en effet souffler régulièrement sur les braises pour éviter que le feu de la combativité ne s'éteigne. Forces spéciales et SA cohabiteront sans éclat grâce à la complicité de leurs chefs respectifs, mais, à Paris, l'état-major du SDECE regrettera l'absence de commandement unique comme il l'espérait à la création du GO. En novembre, ils seront encore quinze du service Action, répartis entre Kolwezi et Kinshasa, pour certains sous la couverture bien pratique de mercenaires français qui les autorisera, au cas par cas, à en embaucher de véritables. Pour une fois au moins, le lien des chiens de guerre avec le Service sera avéré ! La comédie est d'ailleurs si parfaitement jouée que la direction de la Gécamines propose au chef du détachement à Kolwezi de le rémunérer ! L'officier se débrouille pour refuser sans éveiller pour autant les soupçons. Marenches, de toute façon, a réglé la question du financement avec le Safari, surtout la partie marocaine, car le volet strictement français n'est pas dispendieux – de l'ordre d'un million de francs.

Employé sur plusieurs fronts, le SA revit. Milord rentré en France, c'est Lignières, le plus proche collaborateur de Marolles, qui assure la coordination des deux pôles d'activité dans le pays. À Kinshasa, il forme la garde de Mobutu – dont des femmes – au tir, au karaté, à la protection de son bateau. Une trentaine de Zaïrois reçoivent les rudiments du travail de renseignement. Bref, rien que de très classique pour le SA. Dans le Sud-Est, il soutient les deux bataillons

chérifiens dont le chef, le colonel Loubaris, a été très grièvement blessé en protégeant le roi de son corps lors d'une tentative d'assassinat. La coopération est fluide, Français et Marocains se pratiquant dans de nombreuses contrées africaines, les seconds ayant par exemple été choisis par le Gabonais Bongo pour former sa garde rapprochée. Dans le cas très improbable d'un blocage, Marenches peut contacter à tout moment « Parmentier », surnom donné au colonel el-Harchi en raison des rencontres organisées dans une planque parisienne de la rue éponyme*4 : depuis Ben Barka, mieux vaut éviter que des Marocains soient aperçus dans les parages de Mortier…

---

*1. Autre nom de la province du Katanga.

*2. Mobutu Sese Soko Kuku Ngbendu Wasa Danga.

*3. Générale des carrières et des mines.

*4. Il n'est pas interdit de penser que le nom du Marocain se prête aussi à un jeu de mots…

29

L’Angola, c’est loin

L’efficacité du SDECE au Zaïre est reconnue de toutes parts. Le travail porte enfin ses fruits. Enivré, le service assure, en novembre 1977, que toute récidive est improbable : l’Angola ne laisserait pas faire et Mobutu a pris conscience de ses faiblesses. Est-ce si sûr ?

Persuadé d’être confronté à un danger mondial, Marenches n’est pas du genre à se reposer sur ses lauriers. Dès le 12 avril 1977, alors que Kolwezi n’était pas encore tiré d’affaire, il a appelé Giscard à convaincre l’Europe de mettre en place un vaste plan d’assistance économique et technique à destination des populations africaines. C’est à vrai dire le seul antidote efficace contre le virus de la révolte, quel qu’en soit le motif, quelle que soit la région du monde, quelle que soit l’époque. Mais ce n’est jamais celui qui est appliqué. Même si tous prônent le développement, les gouvernements renoncent tôt ou tard à gravir le sommet vertigineux qui s’élève devant eux.

Le Zaïre permet au moins à Marenches de se féliciter du brio de ses troupes, ainsi que de la qualité des connexions au sein du Safari Club qui, outre la Chine, aurait pu accueillir un ultime partenaire. Le 24 mars 1977, Marenches en effet a soumis au général Shlomo Gazit,

du renseignement militaire israélien, une proposition de « coopération opérationnelle ». Tel-Aviv n'a pas donné suite, sans doute intrigué par l'offre alors que les relations entre le Mossad et le SDECE venaient à peine de reprendre en France.

Le directeur général espérait-il vraiment une réponse positive ? Son approche des conflits, en tout cas, se veut novatrice, par obligation : « Le remède et la condition pour que l'Occident survive, explique-t-il au président de la République en octobre, est de cesser de penser (stratégiquement) à l'échelon national ou régional, mais de le faire à l'échelon global planétaire comme l'Empire soviétique qui possède un "maître plan" tandis que l'Occident ne possède qu'une "non-stratégie[1]" ! » À condition qu'elles tirent dans le même sens, toutes les bonnes volontés sont donc les bienvenues, qu'elles soient issues d'« Europe ou d'Afrique blanche du Nord (et peut-être aussi du Sud) ». Pour un maximum d'effets, Marenches propose ce qui ne se pratique plus depuis la Seconde Guerre, la coordination des actions « ouvertes » (militaires, diplomatiques, économiques) et clandestines afin que « la bataille de l'Afrique d'ores et déjà engagée ne soit pas perdue [...]. À ces conditions, et seulement, conclut-il en usant d'une citation d'Albert de Mun, nous ne serons pas les soldats vaincus d'une cause invincible ». Sans grand succès.

Non seulement le président estime pouvoir se passer de lui pour définir les grandes lignes stratégiques de la France, mais il ne le consulte pas non plus lorsqu'il s'agit de préparer le sommet franco-africain de Dakar en avril. Une semaine plus tôt, Marenches lui avait pourtant fait part de ses « très graves inquiétudes sur le sort du continent africain, menacé d'une colonisation stratégique totale par l'Empire soviétique et ses alliés[2] ». Pire, il dénonce la tentative de déstabilisation, en janvier 1977, du président béninois, Mathieu Kérékou, pourtant marxiste. Ses notes en prélude à une rencontre

avec le chef de l'État en disent la raison : « Bongo, Foccart, Journiac, Bob Denard, Maroc[3]. » Il n'y a qu'un absent : le SDECE qui, de fait, n'a pas été mis dans la boucle. Dans l'ancien Dahomey (Bénin), ce sont les réseaux Foccart et Elf qui ont la main, eux que Journiac, Monsieur Afrique de l'Élysée, sollicite pour activer les mercenaires de « Monsieur Bob », soutenus financièrement et matériellement par le Gabon et le Maroc. Denard est traité au SDECE, il est vrai, mais si le service devait être rendu responsable des agissements de toutes les personnes avec lesquelles il est en lien, alors Dieu lui-même serait soumis à une sévère concurrence.

L'Afrique prend l'eau

Comment les visites en Afrique de Fidel Castro, du leader roumain Ceausescu ou du chef du présidium du Soviet suprême Nikolaï Podgorny n'apparaissent-elles pas au gouvernement français comme le prélude évident à la prise de contrôle rampante du continent par le bloc de l'Est ? Et pourquoi les Soviétiques freinent-ils, comme par hasard, au même moment les discussions sur la réduction du nombre de têtes nucléaires ? « La course aux armements va-t-elle reprendre, s'interroge Marenches, et conduire tôt ou tard à une déflagration mondiale[4] ? »

Le catastrophisme du directeur général peut encore une fois prêter à sourire au XXIe siècle qui a vu la pyramide de l'URSS se déliter en moins de temps que Gustave Eiffel n'en eut besoin pour ériger sa tour. Certes, les ex-dirigeants soviétiques ont réfuté tout plan visant à la conquête de l'Afrique, et l'on oublie les échecs au Liban, où l'armée syrienne ne les écoute pas, en Inde ou en Indonésie

où les gouvernements sont jaloux de leur indépendance. Mais, en 1977, des dizaines de milliers de Cubains s'activent en Angola où l'Allemagne de l'Est et le KGB forment les services du président Neto. Au Mozambique, Moscou appuie depuis 1975 le Front de libération du Mozambique (Frelimo) du président Samora Machel dans lequel il place les plus grands espoirs. En Rhodésie, il se trompe en snobant Robert Mugabe, chef de l'Union nationale africaine du Zimbabwe (ZANU), qui a le tort de se présenter comme « marxiste-léniniste de pensée maoïste », mais il arme l'Union du peuple africain du Zimbabwe (ZAPU) depuis la Zambie. En Afrique du Sud, le KGB finance grassement les communistes très présents au sein de l'ANC et les équipe en matériel militaire par la Tanzanie, l'Angola et de nouveau la Zambie. Et comme pour signer son crime, c'est au tour de l'Éthiopie de tomber en juillet 1977. Le pays a été central dans la réflexion de l'Occident. Avant le Safari Club, les États-Unis avaient même imaginé une alliance royale entre le Saoudien Fayçal, l'Iranien Pahlavi et l'Éthiopien Hailé Sélassié pour contrer les menées soviétiques au Yémen du Sud et en Somalie, les Égyptiens et les Soudanais devant fournir les effectifs, mais la déposition du Négus par le marxiste Mengistu en 1974 avait fait capoter le projet. Trois ans après, l'ancienne Abyssinie est en ébullition avec, au nord, les fortes poussées indépendantistes de l'Érythrée, et, au sud-est, une insurrection dans l'Ogaden. Appelée à la rescousse par Mengistu, Moscou lâche sans vergogne son allié somalien qui alimente les contestations : l'Éthiopie est mieux située géographiquement, dix fois plus peuplée et chrétienne – donc, croit-on plus perméable au marxisme.

Des milliers de soldats cubains, mille conseillers soviétiques et quatre cents Allemands de l'Est sont débarqués au rythme d'un avion toutes les vingt minutes. Marenches regarde du côté des États-Unis,

mais ses maigres espoirs sont douchés : Carter campe sur sa ligne passive, le secrétaire d'État Cyrus Vance ne voulant pas polluer les SALT[*1] qu'il juge prioritaires. Que les capitales amies ou ennemies se le tiennent pour dit : les États-Unis n'interviendront en Afrique que si leurs intérêts vitaux sont en jeu. Le budget total des opérations spéciales américaines passe d'un milliard de dollars à la fin des années 1960 à une centaine de millions dix ans plus tard. Dans le même temps, de 1976 à 1980, le bloc communiste fournira pour quatre milliards de dollars d'armes aux mouvements et régimes favorables en Afrique.

La crise existentielle à Washington confirme Marenches dans sa conviction qu'il est avec le SDECE le dernier rempart de la civilisation occidentale dans cette partie du monde. Loués soient les Saoudiens qui, à coups de millions eux aussi, confortent le Yémen et le Soudan face à leurs oppositions communistes ! Mais le directeur général anticipe-t-il l'intrusion concomitante du salafisme dans ces contrées qui seront vingt ans plus tard des foyers djihadistes ?

Il y a urgence ! Le bateau africain prend l'eau de toutes parts. Le 15 septembre 1977, Marenches alerte cette fois le président de la République sur le Tchad dont, depuis 1973, la Libye occupe les cent premiers kilomètres de territoire limitrophe, la bande d'Aozou[*2]. Le directeur général n'accorde aucune importance à ce litige qui ne concerne que deux cent mille Toubous, soit, note-t-il, « une minorité démographiquement et culturellement infime qui n'atteint même pas le dixième de la population de la Bosnie-Herzégovine en 1914[5] ». Ce qui est vraiment important, c'est que l'instigateur est le colonel Kadhafi, objet selon lui d'une « manipulation indirecte par la puissance ayant la stratégie la plus offensive sur l'échiquier mondial ». Inutile de préciser davantage…

Grâce au traité signé avec Moscou en 1974, le « Guide » va acquérir en dix ans pour vingt milliards de dollars d'armements avec lesquels il entend assouvir ses rêves de domination. Marenches préconise de faire preuve de pondération : appuyer le gouvernement de N'Djamena tout en le dissuadant de tenter de reconquérir la bande d'Aozou à laquelle la Libye est trop attachée ; dans le même temps, prendre contact avec les opposants pour qu'ils cessent de marcher vers le sud. Ménager la chèvre centrale et le chou rebelle, c'est la vocation du SDECE qui pense pouvoir retourner la situation à son avantage. En accordant l'autonomie aux Toubous tchadiens, leurs cousins libyens pourraient être tentés de réclamer le même traitement à Tripoli. Alors, écrit Marenches, « le problème toubou [cessera] d'être une écharde dans le corps tchadien [et] pourrait devenir une épine dans le pied libyen ». Dernière recommandation : que « l'intervention de la France soit très discrète » afin de ne pas alimenter les diatribes anti-impérialistes de Kadhafi. De fait, Paris ne renforce pas sa mission militaire à N'Djamena et le leader des Toubous tchadiens, Hissène Habré, celui qui a enlevé le couple Claustre, ouvre des négociations avec le président Malloum.

Le SA fait le Viet

Ce qui passionne vraiment Marenches, c'est l'Angola. Un peu pour le cuivre que Mobutu peine à exporter à cause des attaques contre le chemin de fer qui l'achemine, un peu pour faire plaisir à Bongo, un peu pour soulager les Sud-Africains harcelés par l'ANC, mais surtout pour narguer les « Soviets ». Ainsi a-t-il dissuadé Mobutu de pactiser avec son homologue Neto en lui disant en substance : vous n'encouragez plus la sécession katangaise, je ne facilite plus votre

opposition. Rien de fait n'aurait empêché les Angolais de continuer à perturber le trafic ferroviaire sur leur sol. Marenches veut que les Cubains – que Castro n'a pas rapatriés, notamment parce qu'ils sont contaminés par la syphilis – et les Allemands de l'Est – dont le SDECE intercepte les communications à la radio – ne soient jamais laissés tranquilles. « Faire le Viet », résume-t-il auprès des responsables politiques qui demeurent mitigés. La réplique de Giscard, « L'Angola, c'est loin[6] », résonne encore dans sa tête. « Oui, mais ça se rapproche », aime-t-il à répéter de son côté. Pour empêcher la contamination communiste, il se rend à plusieurs reprises à Kinshasa où, à l'été 1977, au sortir du bureau de Mobutu, il lance à l'officier qui dirige la mission clandestine du SA à Kolwezi : « On va aider l'UNITA ! Trouvez-moi Savimbi[7] ! » Le commandant n'en mène pas large : il ignore à qui il fait allusion… Les seuls Angolais qu'il ait jamais croisés étaient de pauvres hères en haillons le long de la voie ferrée du Katanga, fuyant leur pays où ils avaient essuyé déroute sur déroute.

La décision de Marenches repose sur des critères objectifs : Savimbi est le plus actif face au régime communiste, et il est appuyé par Mobutu. La popularité dont il jouit en France grâce au battage de l'écrivain Dominique de Roux y a aussi sa part, au moins inconsciente. Savimbi est un héros comme la France les adore, francophone et francophile, lui qui a vécu quelques mois dans le Sud-Ouest pendant ses études. De même que le fondamentalisme musulman de l'Afghan Massoud sera passé par pertes et profits quelques années plus tard, de même le maoïsme de Savimbi n'effraie pas un Marenches pourtant d'ordinaire allergique à toute teinture rouge.

Accompagné de Lignières, le leader angolais embarque pour la France où il est discrètement logé en proche banlieue parisienne. Le

30 novembre 1977, il enlève pour une fois son béret rouge à quatre étoiles et troque son treillis pour un costume clair. Mais sa barbe fournie encadre toujours un sourire communicatif, même s'il est un peu forcé au vu des circonstances. Être reçu dans l'antre d'un service de renseignement impressionne toujours un peu. Marenches est tout de même conquis par le charisme et l'érudition de ce commandant de quarante-trois ans, ancien étudiant en médecine au Portugal et en sciences politiques en Suisse, qui a déjà une quinzaine d'années d'opposition puis de guérilla derrière lui, et qui, avec une assurance qu'il tient de son père pasteur évangélique, se dit certain de la victoire… à condition d'être aidé. Même s'il ne l'appelle que « Monsieur le Président », Marenches ne lui en demande pas tant ! Certes, Savimbi serait préférable à Neto à la tête du pays, d'autant que des contrats pétroliers sont en cours de discussion, mais l'essentiel est qu'il combatte le bloc de l'Est. C'est le drame de toutes les rébellions qui, aveuglées par leurs folles espérances, oublient que, lorsque l'étranger vient les aider, c'est avant tout dans son propre intérêt.

Tous les commandants de guérilla agissent de la même façon. Passé le temps des amabilités, ils sortent de leur poche une interminable liste d'équipements militaires puisqu'en général ils n'ont rien. De leur côté, les services français font toujours mine de compatir, mais quand ils ouvrent les caisses qu'ils finissent par recevoir, les combattants doivent se contenter d'armes de petit calibre, en faible quantité, complétées d'un peu de matériel radio, d'uniformes ou de chaussures : manque d'argent, peur surtout d'impliquer la France dans des conflits hasardeux. Toutefois, Savimbi, lui, va profiter des largesses du Safari dont Marenches a mis tous les membres à contribution. Plus de sept tonnes d'armement ont déjà été acheminées à Kamina par les avions chérifiens, contenant fusils,

lance-roquettes et munitions. Un chargement identique doit arriver le 21 novembre à Kinshasa à destination des rebelles de l'enclave du Cabinda qui coordonnent leurs efforts avec Savimbi. Marenches entend se procurer encore deux mille armes automatiques, des dizaines de mortiers, sept tonnes d'explosifs, mais aussi près de deux cents SA-7, des missiles sol-air, afin de faire perdre à l'ennemi la maîtrise des airs – la CIA agira de même en Afghanistan à partir de 1985 en dotant les moudjahidines de Stingers. « Si vous pouviez un jour, déclare le DG, ficher en l'air un avion cubain, plein de soldats, avec 3 ou 400 types à bord qui s'en aillent à Cuba ou qui arrivent, ça aurait un effet psychologique énorme ! Énorme ! Énorme[8] ! » Volume total estimé des livraisons : cent trente tonnes. Le service Action parlera de « log jaune » – log pour logistique, jaune pour les Chinois qui, fournisseurs des armes, sont enchantés de planter une épée dans les reins soviétiques.

Comme plus tard Massoud, Savimbi dispose de financements grâce aux pierres précieuses extraites des mines qui sont sous son contrôle et que les joailliers sud-africains achètent à bon prix. Mais il est impensable pour lui d'honorer la facture des livraisons d'armes, c'est le Safari qui s'en occupe. Le shah s'est déjà fendu d'un demi-million de dollars, les Saoudiens et les Marocains de quelques millions chacun. Au moins une dizaine de millions manquent pour la tranche suivante, en incluant l'aide médicale. Marenches en fait son affaire personnelle. La contribution proprement française fait appel aux savoir-faire traditionnels du SA. Des centaines de commandos angolais sont formés à Kinshasa, aux côtés des Zaïrois, mais aussi au Gabon et en Côte d'Ivoire. En Europe, ils sont dirigés vers le centre des commandos de Mont-Louis (Pyrénées-Orientales), mais aussi, plus insolite, vers Bruxelles – en raison de la forte communauté congolaise qui réside dans le quartier de Molenbeek – bien entendu

sans l'accord des autorités locales qui ne cessent de se plaindre de la facilité avec laquelle ces damnés Français utilisent leur pays comme terrain d'exercice. Marenches feint toujours de s'en trouver marri quand celles-ci lui en parlent, mais dès qu'il a raccroché le téléphone, il se moque de son homologue belge et de sa manie de priser : « On va lui faire manger sa tabatière[9] ! »

Comme Savimbi regrette qu'il ne puisse constater de ses yeux le résultat de ses efforts, Marenches, se prenant au jeu, finit par le rencontrer dans l'un de ses PC à la frontière angolaise, côté zaïrois. Dans ce campement sommaire où se mêlent combattants et familles réfugiées, il vit vraisemblablement l'apothéose de sa carrière. Lui qui n'est pas allé à Londres rejoindre ce Général qu'il n'aimait pas, il jubile de sillonner l'Afrique de sa jeunesse pour encourager Savimbi, le « de Gaulle africain », comme il l'appelle. Margaret de Marenches aurait-elle jamais pu imaginer son fils adoré, en le voyant dans les salons parisiens en jaquette impeccable et cheveux gominés, frayer un jour avec des guérilleros africains, chemise ouverte et cheveux en désordre, affichant sur son visage la fierté de mener, comme jadis son maître le général Juin, la bataille du bien contre le mal ? « Notre ami Marenches, témoignera Savimbi, m'a aidé aussi longtemps qu'il l'a pu. Je lui en suis très reconnaissant. Marenches est un homme courageux. Quand il vous promet quelque chose, il le tient[10]. » Jusqu'à ce que sa hiérarchie lui ordonne le contraire…

---

*1. Strategic Arms Limitation Talks. Négociations sur la limitation des armes stratégiques.

*2. Cela au nom d'accords qui en 1935 ont prévu leur cession à l'ancienne puissance coloniale italienne.

30

Tous les chemins mènent à Moscou

N'oubliant jamais les circonstances de sa nomination, et désireux, quoiqu'il en dise, de conserver un poste inespéré au vu de sa modeste carrière professionnelle, Alexandre de Marenches s'échine à tenir les autorités politiques au courant des opérations menées par ses services avec l'argent public. Ainsi est-il le participant le plus régulier du Comité interministériel du renseignement qui se réunit en alternance à l'Élysée ou au pavillon de musique à Matignon – qu'il a, bien entendu, préalablement proposé de faire nettoyer d'éventuels micros. Deux fois par mois, le directeur de cabinet du Premier ministre, Philippe Mestre, le secrétaire général de l'Élysée, Jacques Wahl, le directeur de la DST, Marcel Chalet, et les représentants des ministères de la Défense, de l'Intérieur et des Affaires étrangères ont droit au show Marenches avec révélation enjouée de petits coups tordus du SDECE et conjectures moins enthousiasmantes sur la géopolitique. « Il développait souvent sa théorie des mers chaudes, note Mestre. J'ai vu des sourires s'afficher sur le visage de certains participants quand il abordait ce genre de questions, mais au fond, nous étions nombreux à penser comme lui à l'époque[1] ! »

De fait, cette ironie est bien injuste. Peut-être le directeur général s'égarerait-il moins dans des démonstrations nébuleuses si le gouvernement lui donnait une véritable feuille de route ? Le Plan de renseignement gouvernemental rédigé chaque année s'apparente à un catalogue de préconisations qui, davantage qu'à orienter le SDECE, semble destiné à prémunir ses rédacteurs contre toute accusation de négligence dans l'anticipation des soubresauts du monde. Marenches enfin n'est jamais invité au Conseil de défense, que le président de la République convoque épisodiquement à l'Élysée. Le SDECE est inefficace, raillent certains. Mais, pour juger de l'efficacité d'un outil, ne faudrait-il pas commencer par s'en servir ?

Marenches persiste donc à écrire, avec la volonté probable que trace soit gardée de tout ce qu'il dit et qui est rarement suivi d'effet. Toutefois ce n'est pas Giscard d'Estaing qui le remercie le 13 juillet 1977 des activités récentes du SDECE au Zaïre et de celles qu'il projette « d'y poursuivre à la demande du président Mobutu », mais Yvon Bourges. Le ministre de la Défense saisit l'occasion pour lui demander de continuer à l'informer car il serait « essentiel[2] » qu'il en sache le plus possible… Le chef de l'État pour sa part reçoit Marenches à quatre reprises en 1977. C'est insuffisant pour réfléchir à la stratégie globale dont le directeur général rêve pour la France et l'Europe, mais c'est plus que ce que Pompidou accordait. Marenches en profite pour aborder une large palette de sujets dont la liste, comme celle qu'il a préparée pour l'entretien du 17 octobre, vire à l'inventaire de Prévert : « Besoins de Savimbi, formation de commandos “action” en Égypte, marché télévision couleur pour la France, problème du Grumman[*1] […]. Les Russes fournissent des orgues de Staline à l'Éthiopie. Bouteflika[*2] a disparu d'Alger. Il serait à Paris “en plongée”… depuis le 11 août. Les Algériens sont très bien renseignés sur les contacts Fahed[*3] – Juan Carlos à Madrid[3]. »

Même si cela ne signifie pas que le dossier n’a pas été abordé, la fiche bristol ne cite pas le Maroc qui pourtant préoccupe beaucoup Marenches à cette période. Depuis deux ans en effet, Hassan II a ouvert les hostilités pour prendre possession du Sahara occidental. Le 6 novembre 1975, des centaines de milliers de ses sujets, formant une « Marche verte », sont entrés dans le territoire, armés du seul Coran, pour manifester leur attachement dont l’Espagne, puissance coloniale, a pris acte. Les accords de Madrid, signés huit jours plus tard, ont accordé les deux tiers du pays (le nord) au royaume chérifien, le reste à la Mauritanie. En février 1976, le Front Polisario[*4] a néanmoins proclamé la « République arabe saharienne démocratique ». Avec trente mille hommes, auxquels il convient d’ajouter, de l’autre côté, quelques milliers de Mauritaniens, l’armée marocaine semblait pouvoir juguler les agissements des cinq mille Sahraoui. Mais, armés par la Libye et épaulés par l’Algérie, ceux-ci ont entamé une guérilla intensive qui a coûté la vie à deux coopérants français, le 1er mai, lors de l’attaque de la cité minière de Zouerate.

Depuis la création du Safari Club, le SDECE est de plus en plus présent au Maroc. Le service Action y forme son homologue local ainsi que les combattants de diverses rébellions africaines. Il se dit même que certains de ses membres ont figuré dans la Marche verte. Mais ce n’est qu’à la demande de « Hannibal » – pseudo du roi Hassan II pour le service – que Marenches se penche sur la guerre au Sahara et qu’avec son sens habituel de la retenue, il en fait une cause majeure pour l’avenir de tout un pan de l’humanité. « Comme derrière le Polisario il y a l’Algérie, et que derrière l’Algérie il y a l’Empire soviétique, écrit-il au roi le 13 octobre 1977, j’estime que le Maroc se trouve maintenant en première ligne d’un conflit qui ne peut être compris que par référence au contexte stratégique mondial.

Votre Majesté est affrontée à son destin historique car, de l'issue du conflit, dépendra non seulement l'avenir du Royaume, mais aussi l'avenir de la Communauté de civilisation arabo-islamique et celui du Bassin méditerranéen[4]. » Marenches place en effet la religion au cœur de l'enjeu : si le Maroc est défait, l'URSS et par conséquent l'athéisme fondront à coup sûr sur « cette terre de vieille civilisation musulmane [...]. Ce que la colonisation européenne a respecté, la colonisation marxiste en détruirait jusqu'aux fondements. Le monde arabe ne serait plus qu'une sorte d'Ouzbékistan où les mosquées auraient été transformées en musées ou en entrepôts ». Ni l'Algérie ni la Libye ne seraient épargnées par ce « cataclysme », leurs dirigeants ne réalisant que trop tard leurs fourvoiements.

Pour l'heure, les Marocains enchaînent revers sur revers et il faut avant tout les remotiver. Le directeur général du SDECE se fait psychologue militaire. L'armée, selon lui, doit « sentir la volonté du commandement », « disposer des moyens » de sa mission, « sentir et expérimenter constamment qu'elle agit selon des méthodes efficaces qui "rentabilisent" sa bravoure ». Le roi doit accomplir des « visites chocs » au front afin de galvaniser ses hommes. Tel un professeur de contre-insurrection à l'École de guerre, Marenches délivre ensuite une série de conseils sur l'organisation du théâtre d'opérations, la composition et les prérogatives des états-majors, ainsi que sur des pistes d'actions en faveur de la population. Pour éclairer au quotidien les généraux marocains, il propose les services d'« un officier d'une valeur exceptionnelle qui est un des meilleurs spécialistes de ce genre de guerre ». Il pense à Georges Grillot, célèbre pour avoir commandé en Algérie un commando de chasse qui portait son prénom : « Le colonel est un véritable homme de guerre qui, s'il ne se heurte pas à l'obstacle de la routine et du formalisme, est capable de refondre en quelques mois les unités qui sont ou seront mises à la disposition du

commandement opérationnel, de les adapter à leur mission et de les lancer dans une guerre qui sera pour le Polisario une guerre surprise. » Seule condition : agir dans les cinq mois car la météo sera ensuite rédhibitoire.

Au chevet de Juan Carlos

En attendant que les conseils du service Action produisent leurs effets au Maroc, Paris interviendra militairement en Mauritanie en décembre 1977 afin de sauver la mise du président Moktar Ould Daddah, en place depuis l'indépendance. Les hordes de pick-up du Polisario seront traquées et détruites par l'aviation française, mais l'opération *Lamantin* ne pourra rien contre le coup d'État qui, après avoir renversé le gouvernement le 10 juillet 1978, se hâtera de signer un cessez-le-feu avec les rebelles.

Auparavant, toujours dans le cadre du Safari Club, Marenches est reçu le 27 septembre 1977 par le chef d'État égyptien Anouar el-Sadate. Évoquent-ils le conflit israélo-arabe ? Quatre jours plus tard, en tout cas, les États-Unis et l'URSS signent une déclaration commune appelant à sa résolution. Et le 19 novembre, Sadate accomplit sa célèbre visite en Israël, la première d'un dirigeant arabe. L'événement dépasse les considérations d'un directeur de service de renseignement. Certains veulent quand même y voir un succès du Safari Club, dont Le Caire héberge les bureaux, mais ce faisant, ils lui attribuent les mérites d'un seul de ses membres, Hassan II, qui a accueilli les représentants des deux pays et organisé les premières rencontres secrètes. En réalité, au mieux, les membres du Safari ont conforté le roi dans sa volonté d'aider à ce rapprochement inédit.

La colère des dirigeants soviétiques voyant l'Égypte leur échapper dans un Proche-Orient où ils ne brillaient déjà pas suffit à enchanter Marenches. Braqué sur l'Afrique en raison des infiltrations communistes, le SDECE doit réserver son attention dans le « Monde libre » aux pays les plus fragiles. En Espagne, le directeur général fait ainsi jouer son inégalable entregent en accédant directement au roi qu'il a connu jeune, à la Cour en exil de son père. Lors de leur rencontre du 8 février 1977, Juan Carlos lui paraît isolé, dépourvu de confidents au sein du gouvernement, presque désemparé. Sans ambages, Marenches lui conseille de prendre de vitesse la classe politique en annonçant lui-même la tenue des élections et en indiquant le parti qui a sa préférence. Il l'invite aussi fermement à se méfier de l'extrême gauche qui, comme au Portugal, pourrait avoir la tentation de prendre le pouvoir. Le roi marque son étonnement : il pensait que le danger viendrait plutôt du bord opposé. Et il a raison puisque, le 23 février 1981, ce sont les nostalgiques du franquisme qui tenteront de renverser l'État. Mais sur le moment, Marenches les juge « folkloriques », l'absence de relais internationaux les condamnant à l'impuissance. Juan Carlos s'en irrite, lui qui croyait à la théorie d'une internationale fasciste. Il se plaint de ne pas être correctement informé ? Marenches bondit comme un tigre sur sa proie : le SDECE pourrait parfaitement remplir ce rôle et former un conseiller digne de confiance !

Souffler à l'oreille des puissants est banal pour le Service, mais en Afrique, pas en Europe. La perspective de conseiller lui-même une tête couronnée séduit Marenches qui propose au roi de renouveler ce genre de conversation. Tous les mois ! s'enthousiasme Juan Carlos. Le Français divise la fréquence par deux, en raison de son agenda très chargé. Et même si, finalement, les visites sont moins nombreuses encore, il n'oublie jamais de vérifier que ses conseils sont suivis. Juan

Carlos ne s'embarrasse pas pour aborder avec lui des questions de politique intérieure. S'il voit en Adolfo Suarez, président du gouvernement depuis 1976, un « merveilleux animal politique[5] », il est tourmenté par l'absence de personnalité charismatique pour prendre la relève. À part, peut-être, Felipe Gonzalez, mais il est socialiste, et la société espagnole, estime-t-il, ne serait pas prête à l'accepter. Marenches non plus d'ailleurs…

Suarez demeurera en fonction jusqu'en 1981, mais le directeur général du SDECE ne se prive pas d'alerter le roi d'Espagne quand certaines décisions vont dans le sens de l'ennemi. C'est le cas en juin 1977, lors de négociations ouvertes par l'ambassade d'URSS avec le gouvernement espagnol pour faciliter le travail de la marine soviétique dans les Canaries ainsi qu'à Algésiras. Le ministre de la Défense s'y est vivement opposé, les sous-marins nucléaires américains mouillant dans la base voisine de Rota. Mais le chef du service de renseignement, le général Vallespin, interpelle son homologue français sur les influents relais dont bénéficient les Soviétiques dans les milieux politiques et financiers. Le sang du Français ne fait qu'un tour : le 9 décembre, il bondit chez le roi Juan Carlos et contribue au refus des autorités espagnoles.

La fin du libre arbitre

Combien de temps le mur européen résistera-t-il aux coups de boutoir ? « Depuis six ans, a écrit Marenches à Giscard et Barre le 23 mars 1977, les mécanismes d'attaque du Monde libre ont été de plus en plus sophistiqués[6]. » Un autre pays le tourmente au plus haut point, l'Italie, théâtre de ce qu'il présente comme une nouvelle

« manœuvre de grande envergure », laquelle ne fait que confirmer sa conviction que « le jeu international [est] dominé par la stratégie soviétique et que l'arme principale de celle-ci, dans la phase actuelle, [est] la désinformation ». Il agite même une menace suprême : « Ma crainte, est que les Soviétiques acquièrent, dans cette technologie très particulière, une telle supériorité qu'ils finissent par annihiler notre liberté de jugement, liberté essentielle dont toutes les autres dépendent et qui est la condition préalable à toute politique d'indépendance. »

Certes, pour ceux qui le lisent régulièrement, Marenches a déjà annoncé plusieurs fois la fin de la civilisation occidentale. Mais cette fois-ci, il ne prévoit rien de moins que la disparition du libre arbitre. L'objet de ses angoisses : l'eurocommunisme. Théorisée par le leader du PC espagnol, Santiago Carrillo, cette idée a séduit le Français Georges Marchais et l'Italien Enrico Berlinguer. Non, tonne Marenches, le sommet des dix-neuf partis communistes européens à Berlin-Est en juin 1976 n'a pas consacré « la fin de la suprématie du PC de l'URSS », comme l'a prétendu la presse. La renonciation à la dictature du prolétariat annoncée par Marchais en 1976 ? De la poudre aux yeux. Tout comme l'audacieux discours de Berlinguer devant le XXVe congrès du PCUS à Moscou la même année. Marenches observe, « tout au contraire, une intensification des relations entre les partis » soviétique et italien. Et de souligner l'absence de renouvellement à la tête de ces organisations : « Comment croire que, par une métamorphose subite, synchrone et globale, les mêmes hommes qui ont été sélectionnés, depuis quarante ans, en fonction avant tout de leur soumission à l'orthodoxie, versent brusquement, dans le même temps, et d'un bloc, dans le schisme, voire l'hérésie ? Et comment admettre que ce retournement incroyable affecte non pas un, mais trois partis communistes ? » Cette

fable, ajoute-t-il, a « peut-être été imaginée et suggérée par le parti communiste italien, mais décidée par Moscou et mise au point avec Moscou ». Dans quel but ? Faire baisser la garde de l'Occident face aux PC nationaux qui serviront de cheval de Troie aux Soviétiques, mais aussi venir en aide à l'URSS, en proie à des « dissensions potentiellement mortelles » que cherchent à récupérer des « forces de la révolution mondiale permanente », c'est-à-dire les trotskystes. Marenches verse alors dans le catastrophisme : « Cette "récupération" est également grave pour le Monde libre, car si les tensions nationales et sociales à l'Est n'espèrent plus trouver d'issue que dans une "deuxième révolution", il est à craindre que l'Empire soviétique menacé ne cherche dans des actions extérieures la solution de ses conflits intérieurs. On ne peut guère admettre que, disposant d'une formidable puissance militaire, il attende, l'arme au râtelier, sa "chute finale*5" que certains prophétisent imprudemment. »

Rien depuis n'est venu confirmer cette thèse. Certes, le PCF rompt l'Union de la gauche en 1977 et se replace dans une ligne « bolchevique », mais c'est surtout parce qu'il essaie d'endiguer la fuite de son électorat vers le Parti socialiste. Santiago Carrillo, lui, a appuyé l'instauration de la monarchie parlementaire, favorisant la transition démocratique en Espagne. Quant à Berlinguer, il rompra définitivement avec Moscou dans les années 1980, dénonçant en particulier le soutien des pays socialistes aux Brigades rouges.

Marenches n'en a pas fini avec l'Italie qui est, selon lui, « à la fois le maillon le plus faible de la chaîne atlantique et la clef de la Méditerranée ». Quand Aldo Moro est enlevé et assassiné le 9 mai 1978, il réfute la version la plus répandue selon laquelle les Brigades rouges auraient cherché à saper l'accord de gouvernement entre le Parti communiste et la démocratie-chrétienne (DC). Non, soutient-il le 12 mai, Moro n'était pas l'homme du « compromis historique »,

mais « un réaliste qui livrait depuis des années un combat de retardement infiniment souple contre la montée communiste. Il était sur ce terrain le seul stratège intelligent de la DC et par conséquent le principal obstacle à la poussée du PCI »[7]. Selon Marenches, il s'agit d'un chef-d'œuvre de désinformation, cachant la manipulation des Brigades rouges par Moscou quand bien même leurs membres n'en auraient pas conscience. « Même le KGB, argue-t-il, prend des précautions extraordinaires de cloisonnement puisqu'il délègue le travail terroriste aux services du StB tchèque et du MfS est-allemand qui ont pris vers 1975 la relève de la DGI[*6] cubaine. » Seuls les services de renseignement italiens pourraient mettre ces liens en lumière, mais ils ont été démantelés en 1973 et 1975 en raison, s'amuse le DG, des accusations lancées par le PCI de « complots contre l'ordre démocratique ». Et de conclure : « C'est en aveugle que l'Italie court vers son destin. »

La méthode ne fonctionne toujours pas avec les autorités politiques. Chaque soir, vers 19 heures, le secrétaire général de l'Élysée, Jacques Wahl, apporte au président les dossiers urgents, les notes qu'il a demandées et la production des services. « Comme je lisais souvent la presse anglo-saxonne, raconte-t-il, je me rendais bien compte que 80 % de leurs informations en étaient tirées. Sur l'Afrique, nous avions par nos propres canaux ce qu'il nous fallait. En revanche, ils étaient très bons sur la Libye et le Proche-Orient[8]. » Le Quai d'Orsay se montre encore moins complaisant. Son titulaire à partir de novembre 1978, Jean François-Poncet, lâche au directeur de cabinet de Marenches que « les notes du SDECE, souvent, ne valent pas une copie de Sciences-Po[9] ». De quoi mériter le surnom dont l'a méchamment affublé le directeur général en raison de sa taille : « le Pygmée blanc ».

En apparence, l'augmentation constante du budget du SDECE pendant le septennat de Giscard est une manifestation de la satisfaction du pouvoir. Mais depuis la nomination de Raymond Barre à Matignon, Marenches estime qu'il s'agit presque d'une formalité. « Avec lui, a-t-il expliqué à Bontoux à son arrivée à Mortier, tout passera comme une lettre à la poste. » De fait, comme Messmer et Rocard, le nouveau Premier ministre apprécie sa prose audacieuse et nourrie de géopolitique. Pas d'inquiétude non plus à entretenir du côté du président de chambre de la Cour des comptes qui veille sur l'emploi des fonds secrets : « C'est un baron d'Empire, persifle-t-il, il n'oserait pas lever la voix ! »

Marenches doit tout de même se faire une raison : le boulevard Mortier est pour lui une impasse. Il n'obtiendra jamais la fusion des services de contre-espionnage qu'il propose depuis une dizaine d'années, et encore moins ce qu'il n'a de toute façon jamais demandé, contrairement aux affirmations de la presse, l'absorption totale de la DST avec la création d'une « agence centrale de renseignement et de surveillance ». Sa proximité avec Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur, est la cause des extrapolations, mais de toute façon flics et espions ne font que rarement bon ménage. Des années plus tard, il regrettera de n'avoir pas été non plus l'espèce de superconseiller au sein d'un conseil de sécurité nationale dont il souhaitait la création. « Je suis pour une démocratie qui soit un peu plus musclée dans certains domaines, expliquera-t-il, mais dans certains domaines seulement [...]. Il faut un secteur réservé où des gens tout à fait responsables et complètement apolitiques forment une sorte de bouclier permanent grâce auquel la démocratie libérale – que j'ai tout de même beaucoup défendue depuis 1939 – pourra toujours jouer ses jeux délicieux[10]. »

Dans les pas de Leclerc

Ne se jugeant pas assez écouté en France, Marenches trouve un appui auprès de ses homologues étrangers, particulièrement aux États-Unis. « Zbig[*7] et moi, lui écrit par exemple l'amiral Turner, patron de la CIA, le 5 avril 1978, sommes tous les deux désireux de développer vos suggestions enthousiasmantes au sujet d'une meilleure coordination de nos activités de renseignement et d'action politique en Afrique. » Le « marin », *dixit* Marenches, se focalise sur la corne de l'Afrique où l'URSS a effectué un complet renversement d'alliances. « Il me semble, a analysé Turner le 24 mars, que beaucoup dépendra de notre capacité à vous et à moi, dans ce brouillard, de discerner comment les Soviétiques vont procéder pour essayer de consolider leur position en Éthiopie et de la rétablir en Somalie. Essayer de faire la part entre une authentique invasion de la Somalie et les activités d'un "front de libération de la Somalie du Nord" marionnette sera difficile[11]. »

Plus au sud dans l'océan Indien, les services occidentaux en revanche ont déjà fait le tour d'un autre problème. Porté au pouvoir grâce à l'arrestation d'Ahmed Abdallah par les mercenaires de Bob Denard, le président des Comores, Ali Soilih, a basculé dans un marxisme teinté de révolution culturelle à la chinoise. Ni les Français ni les Sud-Africains ne peuvent tolérer la présence d'un phare rouge à l'entrée du canal du Mozambique. Le 13 mai 1978, Denard revient dans l'archipel, arrête Soilih, libère Abdallah qui retrouve son poste et forme sa garde pour empêcher tout nouvel incident. A-t-il vraiment agi seul ? En réalité, à chaque fois, le service Action l'a précédé sur place et lui a mâché le travail.

À la même époque, le SDECE doit s'occuper d'une autre région d'Afrique. Le 17 février, les rebelles du Nord tchadien ont pris la ville

de Faya-Largeau où le colonel Leclerc a jadis fourbi ses armes contre les Italiens installés en Libye. Comme le prouve l'attaque d'un appareil tchadien par un missile sol-air, le Front de libération nationale du Tchad (Frolinat) de Goukouni Oueddei est puissamment aidé par Kadhafi, lequel est perçu par Mortier comme une marionnette dont les Soviétiques se partagent les ficelles avec la folie. Le commandant du SA qui a conduit les opérations à Kolwezi en 1977 est dépêché à N'Djamena avec une équipe composée de deux radios, d'un sous-officier et d'un médecin, bientôt renforcés de trois autres éléments. Autant dire qu'il ne vient pas préparer la reprise de Faya, comme le croit le général Delayen, conseiller français du chef d'état-major tchadien. Sa mission est de négocier la libération de deux otages, un Français et un Suisse, capturés près du lac Tchad le 18 janvier, ce qui sera chose faite en avril, après une médiation kenyane. Entre-temps, le détachement expérimente les ratés du tandem SA-forces spéciales. Au vu du rapport qu'il transmet, Marenches décide en effet de demander à l'Élysée l'engagement du GO du 1er RPIMa : une vingtaine de parachutistes débarquent à N'Djamena, sous les ordres du colonel Leblanc. Le SA ne compte que huit éléments, mais la question du commandement de l'ensemble ne se pose pas pour son officier sur place : les forces spéciales sont à la disposition du SDECE, c'est donc à lui de l'assumer. Mais quand il envisage de préparer un parachutage sur Faya, Leblanc, en chef responsable, rétorque qu'il n'a pas composé son unité à cette fin…

Le commandant du SA propose de se rendre à Abéché d'où la progression des rebelles pourrait également être contenue. Lors d'une reconnaissance près d'Iriba, il est pris par des Toubous qui, ne croyant pas du tout à sa couverture, le conduisent à leur campement à la frontière soudanaise. « On me cherche, on dirait[12] ? » lance l'hôte des lieux en venant à la rencontre des Français. L'officier reconnaît

Hissène Habré que le service avait ramené au Tchad. L'ancien sous-préfet est fortement suspecté d'avoir exécuté le commandant Gallopin, le SA ayant réfléchi à son élimination en représailles. « Si Goukouni et les Libyens descendent, demande le commandant du SA, êtes-vous en capacité de les arrêter ? » En réalité, il lui suffit de jeter un regard sur les environs pour comprendre que non. Il fait quand même savoir à Mortier qu'à condition d'être soutenu, Habré est prêt à faire barrage avec ses guerriers. Un intendant du service se présente bientôt et satisfait la plupart de ses commandes. En août 1978, Habré prendra le poste de Premier ministre après un accord définitif avec le président Malloum.

Retour à Kolwezi

Les mois suivants, l'opération *Tacaud* enclenchée par l'armée française sur ordre de l'Élysée contient les rebelles du Nord au prix de dix-huit tués. Mais les frottements entre le SA et les forces spéciales continuent. Le montage hybride imaginé par Marenches et les armées le laissait prévoir… « Je ne suis pas un aubergiste[13] », aurait lâché le chef de corps du 1er RPIMa à son homologue du service Action. Cependant, un autre théâtre d'opération donne satisfaction. En mai 1978, le chef du détachement du SA au Tchad est consulté en urgence sur les meilleurs sites de parachutage à Kolwezi. Les Katangais en effet ont repris les hostilités. Cette fois encadrés par les Cubains et les Allemands de l'Est, ils ont franchi la frontière zaïro-angolaise avant d'investir le fief minier où des dizaines d'Européens ont été assassinés. Giscard d'Estaing opte pour une opération confiée à la Légion étrangère. Comme l'aéroport, site habituel des largages, est aux mains de l'ennemi, une opération en ville est privilégiée. Le

19 mai dans l'après-midi, sept cents légionnaires sautent au-dessus de Kolwezi dont ils prennent le contrôle en déplorant cinq tués et vingt blessés. C'est probablement en raison de ce succès que Marenches attendra six mois pour faire part de sa rancœur au président de la République : « Nous ne sommes pas associés à la préparation des actions militaires françaises, se plaindra-t-il le 9 novembre. Le Service n'a été informé qu'après le déclenchement de l'opération de Kolwezi […]. Le Service aurait pu être utilement consulté pour la préparation de cette opération puisque ses personnels avaient été engagés à l'occasion de la "1re guerre du Shaba". La connaissance du pays, des problèmes locaux par un certain nombre de nos officiers aurait pu être d'une grande utilité[14]. »

Le récit qu'il fera à la fin de sa vie des lendemains de cette opération *Bonite* est toutefois en contradiction. Pendant que se déroulaient les négociations du gouvernement avec la Belgique, ancienne puissance coloniale, il se serait rendu en urgence au Maroc pour arracher à Hassan II la relève des Français par une force africaine. Cette démarche semble prouver qu'il était informé de ce qui se tramait… Son agenda atteste en tout cas d'une visite au Maroc les 17 et 18 mai, soit la veille du largage. Par ailleurs, une équipe du SA – « certains déguisés en cuisiniers ou en coiffeurs », précisera-t-il – est entrée dans Kolwezi avant la Légion afin d'installer une liaison radio avec le sol. Le service aura-t-il été alerté *in extremis*, ou bien aura-t-il profité d'une confidence de Mobutu ? De fait le chef du dispositif au Zaïre, Ivan de Lignières, a noué avec lui des relations de complicité. Après le parachutage du 2e REP, il reçoit le renfort du groupement opérationnel pour enquêter sur la disparition de coopérants français – ce sont leurs cadavres qui seront finalement retrouvés. La traque permettra de localiser des véhicules en fuite vers l'Angola où les Kantagais seront pourchassés par les troupes de Savimbi.

Un mystère demeure sur le comportement des « conseillers » cubains et est-allemands qui auraient quitté Kolwezi bien avant l'arrivée des légionnaires. Certains pensent que leur véritable objectif était la concession accordée au Katanga par Mobutu à une société allemande, OTRAG, dont l'ambition était de développer un lanceur de satellites privé. L'URSS s'en serait-elle pris à un concurrent potentiel qu'elle soupçonnait en outre de vouloir se reconvertir dans les missiles ? Rien n'est venu accréditer cette hypothèse. Il est certain en revanche que le SDECE a veillé de près sur la destinée d'OTRAG dont le président, Lutz Kayser, se désespérait de la frilosité de son gouvernement. Un mois avant Kolwezi, Marenches s'en est entretenu avec le prince Turki, patron des services saoudiens, la famille royale semblant prête à apporter un soutien financier. Il se trouve que deux de ses camarades de guerre, Roger Foucher-Creteau et Georges Debierre, ont participé au développement d'OTRAG en France. Mais l'amitié a-t-elle vraiment pu conduire Marenches à favoriser une entreprise allemande concurrente de l'un des plus grands espoirs de l'industrie française – et européenne –, la fusée Ariane, dont le premier tir aurait lieu trois ans plus tard ?

---

*1. Marque de l'avion de Savimbi.

*2. Actuel chef d'État algérien, il présidait alors l'assemblée générale de l'ONU.

*3. Prince héritier d'Arabie Saoudite.

*4. Acronyme du Front populaire de la libération de la Seguia el-Hamra et du Rio de Oro.

*5. Allusion sans doute à l'ouvrage éponyme d'Emmanuel Todd, paru en 1976.

*6. StB : Sécurité d'État. MfS : ministère de la Sécurité d'État (plus communément appelé Stasi). DGI : Dirección General de Inteligencia.

*7. Zbigniew Brzezinski, conseiller à la sécurité nationale du président Carter.

31

Le Safari en feu

Le Zaïre, l'Angola, le Tchad, l'Éthiopie : depuis 1977, Marenches s'effraie de voir l'Occident sur la défensive, réduit à colmater les brèches ouvertes par les Soviétiques en Afrique. Le deuxième trimestre de 1978 voit la contagion à l'Orient et à l'Asie se confirmer. En avril, l'Afghanistan sort des coulisses du monde avec un coup d'État qui remplace le général Daoud, cousin de l'ancien roi Zaher, par le prosoviétique Mohamed Taraki. « Pour la première fois depuis 1945, note Marenches, un petit pays limitrophe de l'URSS passe au communisme. L'inquiétude de la Chine et de l'Inde à ce sujet est explicable. L'indifférence de l'Occident ne l'est pas[1]. »

En juin, le président du Sud-Yémen Salem Roubaya Ali est renversé et exécuté : Abdel Fattah Ismaïl, autre suppôt de Moscou selon le SDECE, prend le pouvoir. Il est évident pour Marenches que « l'impérialisme soviétique rogne les marges, mais vise le cœur géographique de l'Orient (Iran, Irak, Arabie) qui est en même temps le cœur énergétique de l'Europe occidentale et du Japon. Si cette région basculait dans le camp soviétique, les conséquences en seraient incalculables ». Et d'ajouter : « La subversion soviétique travaille spécialement l'Empire d'Iran et le royaume séoudien qui sont

les deux piliers de la résistance à Moscou. L'Arabie séoudite, en particulier, a, depuis quelques années, une diplomatie très active dans tout le monde arabe, cherchant à atténuer ses divisions et à l'unir face à la menace principale. Ceci n'est pas ignoré des Soviétiques et n'était pas ignoré du jeune Séoudien qui, en mars 1975, assassina le roi Fayçal[2]. »

Sa vision quelque peu angélique de l'Arabie saoudite a depuis été nettement corrigée. Mais pour les mêmes raisons, il approuve le régime irakien qui, sous prétexte de ne pas subir le sort de Daoud et Roubaya, a fait exécuter « plusieurs dizaines d'officiers » qui auraient ourdi un « complot communiste » : « Les relations de l'Irak avec ses deux grands voisins, l'Iran et l'Arabie Saoudite, sont en nette amélioration tant il est vrai que rien ne peut mieux unir que la prise de conscience d'une grave menace commune. » Le directeur général se vantera d'avoir été « le premier Occidental à ouvrir la porte de l'Irak[3] ». Toutefois, comme souvent, mesurer la réalité de son influence est une tâche compliquée. Ce qui est sûr, c'est que depuis le milieu des années 1970, le DG accomplit au moins un voyage par an à Bagdad où il est reçu avec faste. À l'origine de ce regain d'intérêt, des visées mercantiles : pourquoi l'Irak n'achèterait-il pas des armes françaises ? Un Libanais, Fouad Issa, se présente comme le « représentant du général Sadoun Chaker », chef des services de renseignement irakiens, avec un accès direct à l'homme fort du pays dont il n'est encore que le vice-président, Saddam Hussein. Marenches identifie tout de suite ce dernier comme le « patron de l'Irak », celui qui, bien que sunnite, parvient par sa fermeté à tenir un pays majoritairement chiite.

Parce que l'Irak se met effectivement à passer des commandes à la France et parce qu'il expulse les Palestiniens qui ont recours aux attentats, Marenches revendiquera l'arrimage de ce pays au camp

occidental. En réalité, Paris a vendu des armes à l'Irak dès décembre 1967, de Gaulle y projetant même une visite en dépit de la mise au ban international. Au début des années 1970, le pétrole irakien représentait le quart de l'approvisionnement français. En 1972, Bagdad a nationalisé l'Iraq Petroleum Company tout en faisant passer le message à Paris que ses intérêts seraient considérés de manière privilégiée. Dans les mois suivants, Pompidou a donné son accord pour la vente de matériels militaires – en excluant tout de même les chasseurs Mirage. Et Saddam, en visite à Paris, ayant, selon ses propres termes, « claqué la porte » aux autres Occidentaux, proposa aux Français de travailler avec lui dans des conditions identiques à celles qui régissaient les relations avec la « meilleure amie » des Irakiens, l'Union soviétique. Les ultimes réticences françaises disparurent. En 1974, Thomson-CSF obtint la couverture radar de l'Irak pour plus de 1,7 milliard de francs et le Premier ministre Jacques Chirac révéla, à Bagdad même, la signature de contrats pour une somme près de dix fois supérieure. En novembre 1975, il y eut l'accord de coopération nucléaire et enfin, deux ans plus tard, Raymond Barre rendit publique la vente de soixante-douze Mirage F1.

Le SDECE n'a pas été directement mêlé à ces négociations. Cependant, il a pu les influencer en éclairant le gouvernement français sur la situation. Dès les premières rencontres, il avait compris que les Irakiens achetaient des armes à Moscou non pas parce qu'ils se sentaient en communion avec lui, mais parce que les Soviétiques étaient les seuls à leur en vendre. De même, il serait présomptueux d'évoquer à présent un rapprochement de l'Irak du camp occidental. « La politique indépendante que mène la France, écrit en tout cas à Marenches le chef des services de renseignement irakien en 1978, occupe une place d'un niveau élevé aux yeux de l'Irak qui lui aussi

poursuit une politique indépendante découlant de l'application des principes et de la pensée du parti socialiste arabe du Baath[4]. » Et d'inviter Marenches à un nouveau voyage en compagnie de son épouse, « ce qui créerait pour nous l'occasion la plus propice d'étudier conjointement les moyens de donner à nos relations un élan nouveau contribuant à la marche vers ce à quoi nous aspirons ». La date est fixée au 3 novembre 1978.

Sire, on vous trompe !

À la réception de la lettre de son homologue irakien, Marenches ignore encore l'effervescence qui s'annonce pour l'automne. Deux des piliers du Safari Club vacillent. En Iran, la contestation gronde depuis des mois en raison d'un chômage endémique et d'une inflation galopante. Le 9 janvier, la police a tiré sur des manifestants à Qom et tué une dizaine d'entre eux. Le 4 septembre, un million de personnes se massent dans les rues pour la fin du Ramadan. Des cinémas et des cafés sont vandalisés. Comme une nouvelle manifestation est prévue pour le 8, le pouvoir décrète l'état d'urgence. Ce jour-là, l'armée, qui n'est pas formée au contrôle de foule, ouvre le feu place Jaleh. Le nombre de victimes de ce « vendredi noir » varie d'une centaine à un millier selon les sources. Le shah, cherchant à se donner une image de modéré, appelle le gouvernement à la retenue.

Une révolution est en marche à Téhéran, et un désastre guette le Maroc. En dépit du matraquage par l'aviation française, le Polisario continue à mener des raids dévastateurs qui mettront bientôt la Mauritanie à genoux. Le 31 octobre, Marenches, qui s'est déjà rendu là-bas à six reprises depuis le 1er janvier, s'envole pour Rabat avec, dans son inséparable attaché-case, une lettre retentissante pour le roi

Hassan II. « Le Sahara occidental, expose-t-il en préambule, n'est qu'une des cases de l'échiquier mondial où le joueur qui a su garder jusqu'ici l'initiative, le Russe, pousse ses pions en masquant autant que possible son objectif final. Celui-ci n'est pas plus la “libération du peuple sahraoui” qu'ailleurs la “libération” des peuples afghan, angolais, éthiopien, namibien, palestinien, etc. […] Le monde islamique se trouve être maintenant entre les deux blocs, américano-ouest-européen d'une part, sino-japonais d'autre part, le front principal d'attaque de la stratégie soviétique. De la mer d'Oman à l'Atlantique, le vieil impérialisme continental des Russes cherche à ouvrir une immense brèche. Il veut s'assurer la maîtrise du détroit d'Ormuz, la route vitale du pétrole, et celle de Gibraltar, qui commande la route vitale de la VIe flotte américaine[5]. » Convaincu d'un drame imminent, le directeur général conclut : « La chute de Téhéran et de Rabat ne précéderait pas de beaucoup celle de Paris, Madrid et Pékin. »

L'année précédente, Marenches – en « ami que Vous me permettez d'être », précisa-t-il – avait prodigué en urgence des conseils militaires pour placer le souverain en position de force à la table des négociations. Un « officier de grande valeur » avait été mis à disposition. Mais le colonel Grillot « s'est heurté à mille obstacles ». Certes, le plan qu'il préconisait a échoué, souligne Marenches, mais c'est parce qu'« il n'a pas été appliqué […]. Ces vérités sont amères, mais ce n'est qu'en les considérant sans faiblesse que l'on peut espérer sauver le Royaume et sa dynastie. D'autres Vous tiennent, sans doute, un langage diplomatique ou courtisan. Je me dois de Vous dire la vérité totale même si notre amitié doit provisoirement en souffrir. Sire, on Vous trompe. La situation n'est pas simplement préoccupante, elle est très inquiétante. Comme il arrive toujours en pareil cas, tout un système de petites et grandes dissimulations

s’organise pour masquer au Chef à la fois la gravité de la situation et les responsabilités dans les carences qui ont mené à celle-ci. Ce système pousse le Maroc au bord de l’abîme. S’il n’est pas une trahison intentionnelle envers Votre Personne, il en a tous les effets. »

Marenches est-il à ce point inquiet pour oser sermonner un monarque dont la bienveillance est capitale pour la France ? Il est vrai qu’il s’est engagé, en recevant le grand cordon du Ouissam Alaouite un an plus tôt, à toujours agir « comme un gardien fidèle de l’Ordre » qui ferait « tout [son] possible pour conserver la confiance qui [lui] est faite par cette haute faveur royale ». Hassan II se voit donc proposer le « plan de la dernière chance ». D’un point de vue diplomatique, « la clef du problème est à Alger. Mais l’Algérie n’est pas irrémédiablement liée à Moscou ; elle peut accéder à la même prise de conscience que l’Irak. La négociation sera difficile. Elle n’est pas perdue d’avance car il n’y a pas que le Maroc qui a intérêt à détourner l’Algérie de la voie soviétique ». La condition : que le roi s’y consacre pleinement, et donc qu’il abandonne à un « homme lige » la définition et la conduite des opérations. Habile manière de ne pas mettre en cause la pertinence parfois douteuse des choix militaires du trône.

Le survol en hélicoptère des positions marocaines sur le front peut faire frémir. « Ils n’avaient que quelques chars et ils étaient enterrés, se souvient un participant au voyage. Les campements étaient misérables. Dans la nuit, pour s’amuser, l’un de nous a fait le tour des sentinelles endormies pour leur subtiliser leurs fusils[6]. » Grillot en a déjà fait le constat, mais il n’a pas su faire preuve de diplomatie. Au service Action, le bruit court qu’il aurait tenté d’édulcorer ses critiques en écrivant au roi : « Majesté, j’ai fait un rêve »… Rêve qui a d’ailleurs failli tourner au cauchemar puisqu’il n’a réchappé que de justesse à un camion fonçant sur lui à Rabat. Cela expliquerait

l’embrassade par laquelle il tient à conclure la transmission des consignes à son successeur, Jousol. Comme celui-ci ne peut retenir son étonnement, il précise : « Je ne vous reverrai peut-être pas vivant[7] ! »

Un chef-d’œuvre d’analyse

Suivant les suggestions du SDECE, le Maroc se lancera en 1980 dans l’édification d’une barrière de deux mille sept cents kilomètres de tranchées infranchissables, doublées d’une nuée de mines, articulées autour de plots de défense surarmés, le tout équipé de puissants radars agissant tels des sonars de la mer de sable. Mais tant que cette défense n’aura pas été terminée, le Royaume devra encaisser encore de cinglants revers qui justifieront les craintes de Marenches sur ce qui serait interprété comme une victoire de l’Algérie et donc, à ses yeux, de l’URSS. L’Iran pour sa part aura disparu de ses destinations privilégiées. Il affirmera plus tard qu’il en avait vu très tôt l’évolution funeste. En tout cas, pas avant le mois de septembre 1978 puisque le poste du SDECE à Téhéran a eu la stupeur d’apprendre non seulement qu’il maintenait son voyage le 22, en dépit des émeutes, mais encore qu’il serait accompagné de sa femme et du prince et de la princesse Napoléon ! Après un déjeuner à Mortier, tous quatre ont décollé vers la capitale en ébullition où chaque carrefour était gardé par des soldats en armes. Et le programme de quatre jours a été accompli comme prévu. Marenches y a développé avec le shah et avec son homologue de la Savak les sujets qu’il avait choisis : la situation intérieure et surtout le champ d’action du Safari Club. Le souverain s’est encore vu offrir les fiches

préférées du directeur général sur la désinformation, l’eurocommunisme, Soljénitsyne ou Mac-Arthur.

Marenches n’aurait jamais emmené Lilian et son amie Alix s’il avait jugé l’Iran au bord du naufrage. Les espoirs qu’il nourrit encore découlent d’une lecture biaisée des événements, elle-même issue de ses obsessions antisoviétiques. Selon lui en effet, le shah n’est pas en cause : dans un pays fragile comme l’Iran, il estime qu’un dirigeant à poigne – sans tomber dans l’excès – est indispensable. À ceux qui, à l’Ouest, s’offusquent des méthodes des services iraniens de sécurité, il répond : « La Savak était un mythe. Ce n’était pas l’organisation sans foi ni loi que les gens pensaient[8]. » L’Iran paie les conséquences de son trop rapide enrichissement dû à la hausse des prix du pétrole. Si une révolution est bien à craindre, ses causes sont sociales et le Parti communiste iranien, le Toudeh, téléguidé par l’URSS, est son moteur principal.

Cette vision d’une agitation encouragée par Moscou et non réprimée à cause des diktats de Carter sur la défense des droits de l’homme a l’avantage d’offrir une porte de sortie que Marenches a exposée au shah le 23 septembre. Pour la restauration de l’État, deux voies seraient possibles : une dictature grâce à l’appui de l’armée qui reste fidèle, mais cela ne ferait que remettre les problèmes à plus tard, ou bien l’instauration d’une monarchie constitutionnelle, qui a sa préférence. La dissolution du Parlement, des élections libres et même la suppression de la Savak dont le général Nassiri a déjà abandonné la direction en juin seraient souhaitables. Un gouvernement neuf, débarrassé des « vieux routiers de la politique », aurait alors « une chance de gagner la confiance des Iraniens » qui – Marenches n’a pas mâché ses mots – sont « las de la corruption, du mensonge et de l’incapacité de leurs dirigeants »[9].

Pour endiguer la colère sociale, le directeur général propose classiquement de « rétablir la justice sociale », d'« harmoniser le rythme du développement économique », de « lutter contre l'évasion fiscale et la fuite des capitaux » avec un objectif précis : « Le très sérieux péril que court la dynastie Pahlavi n'est pas seulement marxiste. C'est surtout la participation de la masse iranienne qui fait courir le plus grand risque au régime. Or la population dans sa majorité suit les mots d'ordre des religieux modérés, non marxistes, et disposés à composer avec le pouvoir si satisfaction était donnée à leurs revendications […]. C'est donc sur cette opposition islamique modérée et sur les paysans et petits commerçants qui composent sa clientèle que le gouvernement pourrait faire porter son action. »

Le nœud gordien de la révolution iranienne est là. Marenches aura raison d'affirmer qu'il a annoncé un bouleversement en Iran, mais il n'évoquera pas les erreurs qu'il a commises sur les causes. À la base, un constat : le shah a voulu moderniser trop brusquement son pays qui, au lieu de progresser dans son ensemble, s'est fracturé entre une élite, prospère et occidentalisée, et le peuple, pauvre et figé dans l'archaïsme. Ensuite les analyses divergent. Au bout de huit années à la tête du SDECE, Marenches applique à l'Iran la théorie d'une grogne sociale exploitée par l'URSS. Rares sont ceux qui osent exprimer leur scepticisme : à leurs yeux, la révolution iranienne n'est pas sociale, mais religieuse. L'un des subordonnés de Marenches, Alain Pallu de Beaupuy, ne cesse de le répéter depuis son affectation à Téhéran en juillet 1976. Chargé d'observer l'évolution de la société iranienne, il n'a pas manqué, dès la première visite du directeur général en septembre 1977, de souligner les risques de dégradation en raison de l'opposition religieuse. Car le pétrole n'est pas le seul responsable du désordre. En 1963, le shah a initié une « révolution blanche » dont une des conséquences a été la réforme agraire au détriment du clergé

chiite. Quatorze ans plus tard, la politique d'austérité l'amène à supprimer les subventions qui lui étaient dispensées secrètement et même l'assujettit à des taxes. Les ayatollahs et les mollahs ne peuvent que protester véhémentement contre ce pouvoir qui, de surcroît, développe l'éducation dans les campagnes, accorde des facilités nouvelles aux femmes et, pour comble, multiplie les références à la Perse antique, où l'islam n'était pas encore advenu.

Beaupuy exprime ses inquiétudes au « secteur », c'est-à-dire à ses supérieurs au sein de la direction du renseignement. Sans suite. Le 1er mars 1978, il s'autorise donc à rédiger un rapport qui pourrait être cité en modèle à tous les élèves analystes puisqu'il identifie, à contre-courant, la source du torrent révolutionnaire et son aboutissement inévitable. L'attitude des États-Unis et leur passion pour les droits de l'homme, la crise économique (les loyers quintuplent en quatre ans), la corruption font certes partie des ferments de la contestation, mais l'officier est l'un des très rares à relever également que les étudiants iraniens, alors que leurs homologues occidentaux défendaient le libertarisme à cor et à cri en mai 1968, réclament le port du tchador à l'université. La misère ne saurait être invoquée non plus pour expliquer la présence parmi les contestataires des très riches commerçants du bazar. L'opposition religieuse, prévient Beaupuy, est la plus redoutable car elle puise ses racines dans l'histoire. Beaucoup mieux structurée que le Toudeh, elle seule est capable de mobiliser des foules pouvant faire chuter le shah. Rejoignant cette fois Marenches, il décrit en face une Savak impotente et une armée peu fiable, avec un commandement recruté pour sa servilité et une base perméable aux revendications du peuple dont elle est issue. Sa sentence est sans réplique : c'est le clergé, et non Moscou, qui est à la manœuvre. Les intellectuels communistes peuvent bien croire qu'ils manipulent ces religieux obtus et sans

culture, mais c'est le contraire qui va se produire. Si les chiites mettent en mouvement les masses qui leur sont dévouées, alors le Shah pourra tomber.

Cette analyse est d'autant plus remarquable que Beaupuy n'a pas les moyens de la CIA. Sa réflexion repose tout d'abord sur des connaissances livresques. Ce saint-cyrien passé par la Légion pendant la guerre d'Algérie semblait pourtant destiné au bloc de l'Est puisqu'il parle le russe. Avant son départ pour Téhéran, il s'astreignit à étudier le Coran, mais aussi à lire les premiers orientalistes, par exemple Tavernier, Chardin et Gobineau, bien que certains d'entre eux soient mal vus au XXe siècle pour leur vision différenciée des peuples. Une fois sur place, il n'a pas pu non plus récupérer des centaines de sources de son prédécesseur, comme le font ses confrères de la CIA. Mais les rares contacts dont il dispose sont bien placés, le meilleur étant un « pilier de mosquée[10] », un laïc, lucide sur les courants à l'œuvre dans la société.

C'est à partir de cet amalgame de culture personnelle et de travail de renseignement que l'officier a écrit son rapport. Et c'est aussi pourquoi ce texte reçoit un accueil mitigé. À Téhéran même, les connaisseurs approuvent son raisonnement : diplomates français, que Beaupuy a mis dans la confidence – comme il y est autorisé en cas de situation grave –, ou agents du Mossad qui, très à l'écoute du bazar, sont exactement sur la même ligne. Pour leur part, les diplomates américains, à qui il a aussi communiqué son rapport, lui ont attribué le surnom de « Cassandre ». Leur prise de conscience de la situation n'est intervenue qu'après le « vendredi noir », mais l'ambassadeur, William Sullivan, affole dorénavant Washington en estimant qu'un départ du shah n'est plus invraisemblable. Carter envisage même de le rappeler avant d'en être dissuadé par Kissinger.

De fait, dans les capitales occidentales, les interlocuteurs des agences de renseignement appartiennent à des élites iraniennes qui se sont converties à l'Occident beaucoup plus vite que celles des pays arabes. En découle une image faussée du pays où le shah, parce qu'il s'est fait proclamer lors du 2 500e anniversaire de la Perse « roi des rois, lumière des Aryens », est assimilé à un despote, et où, par contraste, l'opposition est considérée comme moderne et libérale… Comment imaginer que ce rempart à l'URSS, soutenu par les États-Unis dont il est le premier acheteur d'armement, pilier du Safari Club, héritier d'un empire millénaire, puisse disparaître si brutalement ? La direction centrale du SDECE évoque également le précédent d'août 1953 quand la CIA, secondée par le MI6, a « accompagné » l'éviction du Premier ministre Mossadegh qui menaçait le trône. En cas de coup dur, Washington ne laissera pas tomber le shah, c'est certain.

En guise de réponse à son rapport, Beaupuy est invité à garder pour lui sa prose aussi pessimiste que mal venue : ce que l'on attend de lui, ce sont des renseignements ponctuels, pas une analyse globale de la situation… Une question se pose cependant : Marenches en a-t-il eu connaissance ? À voir le *satisfecit* qu'il adresse dans ses Mémoires à son « remarquable représentant sur place[11] », on peut en douter puisque le « colonel L. » qu'il vise a quitté Téhéran depuis plus d'un an, remplacé par le « colonel G. ». L'Iran de 1978 n'est pas sans ressembler à l'Égypte de 1973 quand la guerre de Kippour a surpris la centrale française en dépit des alertes lancées par la base. Le directeur du renseignement, le chef du secteur Proche et Moyen-Orient ainsi que le chef du sous-secteur Moyen-Orient s'interposent entre le directeur général et l'officier du poste de Téhéran. Et manifestement, la majorité d'entre eux croient encore aux chances du shah…

32

Le cimetière des illusions

Le traitement réservé à l'ayatollah Khomeiny illustre parfaitement l'incompréhension quasi générale des événements en Iran. En révolte ouverte contre le pouvoir, le dignitaire a été arrêté en 1963 et exilé un an plus tard en Irak d'où il ne cesse de critiquer le shah et sa politique. En 1978, sa dénonciation du régime lui vaut une certaine approbation dans des milieux politiques, médiatiques et intellectuels occidentaux qui oublient volontiers l'adjectif « islamique » accolé à la « république » qu'il projette d'instaurer. Voici l'ayatollah passant pour un Danton barbu…

Saddam Hussein l'expulse le 6 octobre 1978. Veut-il ainsi complaire au shah ou ne supporte-t-il plus les plaintes des Occidentaux ? Le SDECE en aurait fait partie, auquel le Rais aurait répondu du tac au tac, presque courroucé : « Vous souhaitez que je l'élimine[1] ? » Mais comme la mort de cet opposant en aurait fait un martyr, l'exil s'est imposé. Après un court séjour au Koweït, le proscrit doit choisir entre les deux seuls pays à ne pas demander de visa, la France et l'Algérie. En bon stratège, il saisit tout de suite les avantages offerts par une démocratie avec son culte de la liberté

d'expression. Sans que le gouvernement français puisse s'y opposer, c'est à l'ombre de la tour Eiffel qu'il vient poursuivre ses incantations.

Au moment où l'exilé pose le pied à Roissy, le SDECE doit passer la main à la DST. Charge à celle-ci de surveiller les dizaines d'opposants iraniens qui convergent vers la maison en briques rouges de Neauphle-le-Château où il s'installe. Le service Action n'exécutera donc pas l'ayatollah, ce qui étonne Saddam, abasourdi par les libertés qui lui sont accordées. Les Éditions libres-Hallier publient ainsi en 1979 les *Principes politiques, philosophiques, sociaux et religieux* qui exposent la conception très personnelle que se fait Khomeiny du pouvoir : « Le gouvernement islamique ne peut être ni totalitaire ni despotique, mais constitutionnel et démocratique[2]. » Voilà de quoi rassurer les bonnes consciences de l'Ouest qui ne lisent sans doute pas, un peu plus loin, que « le gouvernement islamique est le gouvernement de droit divin, et ses lois ne peuvent être ni changées, ni modifiées, ni contestées ». S'offusquent-elles plus de voir leur monde réduit sous la plume de l'auteur à « un ensemble de dictatures pleines d'injustices » que « l'humanité entière doit frapper d'une poigne de fer […] si elle veut retrouver sa tranquillité » ?

Les partisans de l'ayatollah ont beaucoup moins besoin de s'échiner à distribuer ses cassettes sous le manteau : son discours est retransmis par tous les médias internationaux qui, BBC en tête, font le pied de grue à Neauphle-le-Château. Si jamais Marenches avait eu l'intention de le faire taire définitivement, la renommée dont jouit désormais l'exilé est sa meilleure protection. Et d'ailleurs, quel gouvernement voudrait s'attirer la haine de ceux qui apparaissent de plus en plus comme les futurs dirigeants d'un pays aussi stratégique que l'Iran ? Sans le dire, Paris, Washington et Londres parient déjà sur la chute du souverain qui pourtant croit toujours en leur soutien. Jimmy Carter rapportera ainsi qu'au sommet de la Guadeloupe en

janvier 1979, réunissant Américains, Britanniques, Allemands de l'Ouest et Français, « aucun de [ses] interlocuteurs ne se montra très empressé à défendre le shah[3] ».

C'est un nouveau point de désaccord avec Marenches pour qui il ne saurait y avoir de salut que dans son maintien. Chaque jour, le SDECE apporte des preuves de la collusion de Khomeiny avec le Toudeh qui se charge de diffuser *via* Berlin-Est des discours de l'ayatollah moins policés que ceux qui sont réservés à l'opinion occidentale. Le directeur général plaide pour une expulsion rapide vers l'Afrique du Nord ou le Moyen-Orient, en tout cas vers un pays où le pouvoir politique prendra moins de gants pour lui faire baisser le ton. Le gouvernement français l'accepte, mais il change d'avis dès le lendemain. L'ambassadeur d'Iran à Paris avance en effet que le shah préférerait que Khomeiny reste en France… Marenches saute aussitôt dans un avion pour le vérifier. Le mystère de fait plane autour du messager, et même de l'auteur de cette décision. Pour certains, ce serait en fait le général Fardust, numéro 2 de la Savak, lequel retournera bientôt sa veste en faveur de la révolution… Le directeur de cabinet de Raymond Barre, Philippe Mestre, donne une autre version : « C'est Marenches qui a insisté fortement pour qu'on accepte la venue de Khomeiny en France car le shah le lui avait demandé. Il était trop proche de lui pour s'y opposer. Cette relation nous avait apporté d'excellents renseignements par le passé, mais, en l'occurrence, on aurait dû faire autrement[4]. » Le directeur général niera toujours avoir agi en ce sens – son directeur de cabinet, Michel Roussin, est catégorique là-dessus – et montrera du doigt ses ennemis préférés du Quai d'Orsay.

Il est foutu !

Marenches racontera que Giscard l'a missionné pour confirmer l'accord du shah sur le maintien de Khomeiny en France. En réalité, il lui est plus exactement demandé d'annoncer que « la France [est] décidée à faire cesser cet abus du droit d'asile et à ramener la liberté d'expression de l'ayatollah dans les bornes de réserve que les réfugiés politiques se doivent d'observer[5] ». La nuance est de taille : le shah ne se voit pas solliciter son avis ; il est simplement informé de la position de la France.

Le 8 novembre, vers 15 heures, après avoir traversé une capitale au bord du chaos, Marenches ne pénètre pas dans le palais royal mais dans le cimetière de ses illusions… Caché derrière des lunettes de soleil en dépit de la pénombre, le shah, affaibli physiquement, assure qu'il préfère voir Khomeiny à Paris plutôt qu'à Damas ou Tripoli dont il se méfie. Que ses « amis français » trouvent la manière de limiter son pouvoir de nuisance. L'Iranien démontre par là qu'il méconnaît le fonctionnement des sociétés occidentales autant que celui de son propre pays. Marenches l'adjure de faire, enfin, preuve de fermeté, mais Michel Roussin, qui est du voyage, comprend dans l'avion du retour que la conversation a été un échec : « Le directeur général était assis à ma droite, sur le siège adapté à sa carrure. Manifestement, il accusait le coup. Ce n'est qu'au bout de deux heures de vol qu'il a enfin prononcé ses premiers mots. “C'est Louis XVI, m'a-t-il alors lâché en se tournant vers moi. Il ne veut pas faire donner les Suisses. Il est foutu[6] !” »

Dès le 10 novembre au matin cependant, Marenches est à l'Élysée et les conclusions qu'il y livre démontrent qu'il n'a pas varié sur les causes de la révolution en cours. En Iran, expose-t-il, « se développe un processus comparable à celui qui, en avril dernier, a provoqué le

basculement de l'Afghanistan dans le camp soviétique […]. Le fanatisme religieux y est de plus en plus canalisé par le parti communiste clandestin […] afin que sa force de destruction aveugle fraie la voie à un régime de “front national”. Celui-ci, manipulé dès l'origine, amènerait inévitablement la satellisation du pays par l'Empire soviétique[7] ».

Marenches n'est pas le seul à soutenir ce point de vue. En février 1979, Kissinger, maître à penser des républicains américains, estimera que « l'Iran est victime d'une vaste opération clandestine hostile aux États-Unis. Tout professionnel de la politique sait qu'il n'est pas possible qu'un million de personnes descendent dans la rue en criant des slogans identiques, en brandissant les mêmes portraits sans que l'affaire ait été organisée par des gens ayant de grands moyens à leur disposition. Contrastant avec l'état précaire de la CIA, les opérations clandestines soviétiques se portent bien[8] ».

Comme il l'a fait déjà en juillet 1973 dans son bureau de Mortier, Marenches administre au président de la République un cours sur l'un de ses thèmes récurrents : « Un Iran “afghanisé”, explique-t-il, ce serait le rêve de Pierre le Grand réalisé : l'accès direct de la Russie aux mers chaudes, c'est-à-dire un des événements géostratégiques les plus importants de ce siècle. Ce serait en outre le contrôle direct du détroit d'Ormuz qui commande le golfe Persique et, par conséquent, la route vitale du ravitaillement pétrolier de l'Europe et du Japon ; la menace directe sur l'Irak, les Émirats, l'Arabie Séoudite et le sultanat d'Oman ; l'intégration dans le système du Pacte de Varsovie de la plus moderne armée du Tiers Monde non communiste ; la capture de réserves et de stocks bien supérieurs à ceux abandonnés par les Américains dans les dépôts et arsenaux du Sud-Vietnam et récupérés en 1975 par les troupes communistes du Nord[9]. »

La théorie des mers chaudes n’est pas une lubie[*1]. Ce qui agace, c’est le systématisme avec lequel Marenches l’évoque, en ne laissant jamais aucune chance à l’Occident. En l’occurrence, le désastre annoncé oblige selon lui à croire envers et contre tout aux chances du shah. « Le régime actuel n’est pas encore condamné », écrit-il le 8 décembre. L’énorme erreur d’appréciation qu’il commet ensuite est cohérente avec son système de pensée : « Même s’il devait s’effondrer, l’ayatollah Khomeiny n’a aucun avenir politique. Il serait immanquablement balayé par les forces révolutionnaires qui le manipulent. » Cette lettre au chef de l’État est probablement la plus véhémente qu’il ait écrite durant les onze années au SDECE. Il y développe des idées divergeant fondamentalement de celles de l’Élysée, qu’il accuse implicitement de complicité avec l’ayatollah. Le shah, souligne-t-il, « était en droit d’espérer que la France le soutiendrait dans l’épreuve ou, tout au moins, ne soutiendrait pas ses ennemis ». Marenches rappelle la mission que Giscard lui a donnée en novembre d’assurer le souverain de sa décision de « “serrer la vis” à l’excessif vieillard ». Le shah avait manifesté sa gratitude. Or, en un mois, les appels à la désobéissance civile, à la grève de l’impôt, à la désertion se sont multipliés. Marenches dénonce, « en [sa] qualité de serviteur de l’État », « la tolérance dont bénéficie l’ayatollah [qui] constitue un précédent redoutable pour l’ordre national et international ». « Je viens d’apprendre, poursuit-il, que le shah ne comprend pas l’attitude de la France et qu’il la considère comme unique dans les annales diplomatiques […]. [Il] est si affecté par ce qu’il considère comme un “lâchage” de la France et comme un coup de poignard dans le dos qu’il commencerait à envisager une rupture diplomatique et, plus grave, des mesures de rétorsion économique contre notre pays ».

Les débiles

Dans son plaidoyer au président, Marenches n'oublie pas le gouvernement américain qu'il accuse sans détour de « débilité » : « Il me paraît tragique que l'emporte la tendance à sacrifier nos alliés les plus sûrs sur l'autel de la "démocratie" à l'américaine et à favoriser, sous prétexte de progrès et de libéralisation, l'instauration d'un pouvoir théocratique qui serait, dans un Orient médiéval, le fourrier de la dictature marxiste. » Le directeur général abomine Carter, ce « boy-scout au visage poupin [devant] tout juste savoir où se trouve l'Iran », et son « désir imbécile » de changer le régime iranien. « Nos amis d'outre-Atlantique, écrira-t-il plus tard, croient que leur système démocratique et l'*American Way of Life* peuvent s'appliquer partout. » S'il approuvera la première guerre du Golfe en 1991, parce qu'elle entendra libérer le Koweït envahi par l'Irak, il n'aurait probablement pas soutenu la seconde parce qu'elle visera à détruire l'État irakien. C'est un conservateur convaincu, pas un néoconservateur. Mais uniquement pour les pays du Moyen-Orient. Car s'il affirme qu'« il ne faut pas commettre l'erreur fréquente de juger avec notre propre éthique, avec nos propres lunettes, ce qui se passe chez les autres[10] », il ne s'en prive pas pour l'URSS dont il n'a de cesse de dénoncer le système répressif et attentatoire aux libertés…

Par ailleurs, sa perception de la politique cartérienne est caricaturale. Si le président américain anticipe la fin du régime iranien, c'est pour des raisons morales autant que par stratégie : un Iran trop fort du point de vue militaire comme du point de vue pétrolier ferait de l'ombre aux alliés primordiaux des Américains dans la région, les Saoudiens. En janvier 1979, il missionne ainsi le général Huyser auprès de l'armée iranienne, mais les objectifs demeurent flous. Officiellement, il s'agit d'aider le shah à conserver son trône

grâce à l'armée. Mais d'aucuns estiment qu'en fait, le but serait d'annihiler toute velléité des militaires iraniens de prendre la relève. Marenches est de ceux-là, qui se serait ouvert au monarque du projet américain de le déposer. « Je crois tout ce que vous me dites, aurait répliqué le Shah, mais pas ça[11]. »

Un constat s'avère, lui, à peu près indiscutable : quand le shah a le regard braqué sur Washington, Washington regarde ailleurs. Au milieu de cette relation, Marenches sait son rôle subalterne, mais pour une fois à la manière d'un de Gaulle, il croit à la vertu de la volonté. « L'expérience de l'histoire, conclut-il dans sa supplique du 8 décembre, et, grâce à votre action, Monsieur le Président, l'expérience récente du Shaba, ont démontré que seule la lucidité alliée à la fermeté était payante. J'espère que c'est la leçon de l'expérience qui prévaudra pour notre honneur autant que pour l'intérêt général du monde libre. »

La liberté de ton qu'il s'est – certes « respectueusement » – autorisée est-elle la raison pour laquelle ce n'est pas lui, mais Michel Poniatowski, alors simple président d'honneur du parti présidentiel, que Giscard mandate auprès du shah, le 22 décembre 1978 ? Le dessein ne varie pas : sonder l'état d'esprit du souverain et sa capacité de résistance. L'ancien ministre de l'Intérieur relatera lui avoir suggéré de « s'occuper lui-même du destin de Khomeiny[12] », c'est-à-dire de laisser la Savak procéder à une exécution en bonne et due forme, en France. Mais il ne précisera pas si ce fut de son initiative ou sous l'impulsion du président de la République.

Secret médical contre secret d'État

Marenches affectera de ne pas avoir été averti de la mission de « Ponia ». « Ce n'était pas en coordination avec moi[13] », dira-t-il de manière ambiguë. De toute façon, le souverain a réservé à son ancien camarade de collège les mêmes réponses : il ne fera tirer ni sur l'ayatollah ni sur son peuple. Poniatowski pour sa part insiste sur la santé préoccupante du shah : « Au lieu de l'homme énergique, allant et volontaire que j'avais connu, je me suis trouvé devant un homme malade, épuisé, ne pensant qu'à partir[14]. » C'est le mystère subsidiaire – ou peut-être premier – de la révolution iranienne. En 1974, le diagnostic est tombé : le shah est atteint de la maladie de Waldenström, la même qui a emporté Pompidou. Mais seules six personnes sont dans la confidence : deux collaborateurs et quatre médecins, un Iranien et trois étrangers. En raison du secret professionnel, le moment auquel le shah a su qu'il était si gravement malade n'a jamais été parfaitement établi, ce qui pourrait éclairer l'état dépressif dans lequel ses visiteurs français l'ont trouvé plongé. Toutefois, si les médicaments peuvent bien modifier un caractère, ils ne le font que rarement changer du tout au tout. Mohammad Reza Pahlavi a depuis toujours semblé l'opposé de son père, dont les manières courtoises dissimulaient une extrême dureté. La posture rigide qu'il emprunte parfois est surtout une façon de dissimuler sa réserve naturelle. Dépourvu de confidents en dehors de sa famille, atteint de paranoïa à la suite de plusieurs attentats, il s'est isolé au sommet du pouvoir, confortant le portrait d'une partie de la presse occidentale qui dépeint un dictateur sanguinaire, alors qu'il aurait voulu passer pour un roi moderne et proche de son peuple.

Les services de renseignement français et américain répéteront qu'ils n'ont jamais mesuré la gravité du mal. Aujourd'hui encore les seconds soupçonnent même les premiers de la leur avoir cachée puisque les trois étrangers qui se trouvaient au chevet du shah étaient

des Français, les professeurs Bernard et Milliez ainsi que le docteur Flandrin[15]. Et pourtant tous les dirigeants et acteurs du SDECE, de Marenches à Beaupuy, affirment le contraire. De fait, terre de contes millénaires, l'Iran est aussi le théâtre d'une pièce à double morale. La première est que les services de renseignement, même suréquipés en satellites, informatique et électronique – ce qui est alors déjà le cas de la CIA –, peuvent être impuissants face au devoir professionnel de praticiens qui, tout patriotes soient-ils, protègent avant tout la santé de leur patient. Mais s'il en avait été autrement, en quoi le fait de connaître la décrépitude du shah aurait-il permis d'inverser le cours de l'histoire ? La violence de la lame de fond religieuse a été telle qu'aucune tactique politique ou militaire venue d'Occident n'aurait pu l'enrayer. Même au moment où Beaupuy a tiré la bonne sonnette d'alarme, le 1er mars 1978, le train de la révolution iranienne était déjà lancé à pleine vitesse.

Seconde morale, l'Iran est un cas de figure où, en se limitant à une seule catégorie de sources, les services se sont condamnés à jouer avec plusieurs coups de retard. En septembre 1978, le renseignement militaire américain donnait encore dix ans au régime. Quant au SDECE, deux semaines encore avant sa chute, la centrale en était à demander à Beaupuy si le monarque conservait des chances de garder son trône… L'ancienne actrice reconvertie en ambassadrice Shirley Temple a démontré qu'elle était loin de la naïve Heidi qu'elle avait incarnée jadis à Hollywood en dressant une comparaison plus que pertinente : les adversaires de l'Occident, URSS et Chine, auxquels peuvent être assimilés les régimes islamiques radicaux, sont des joueurs d'échecs quand les Américains, et tous les Occidentaux derrière eux, sont des joueurs de poker. Les uns anticipent, les autres réagissent.

Pas de répit pour les sauveurs de l'Occident

Marenches aimera sermonner ses interlocuteurs de la CIA en usant d'une image un peu expéditive, mais assez juste : « *Too much time in the PX*[*2]*, no time in the bazar*[16] *!* » Les Américains se retranchent dans les pays où ils sont affectés alors que les Français, héritiers d'une longue histoire coloniale, trouvent naturel d'aller au contact de la population. Beaupuy en fournit une nouvelle preuve en se rendant, le 1er février 1979, au pied de la tour Shayad afin d'observer le retour triomphal de Khomeiny à Téhéran. Sa présence – il est le seul Occidental – ne suscite aucune colère, ce qui montre que le mouvement est parfaitement tenu. Le shah a fui depuis quinze jours, sans avoir abdiqué, en laissant aux commandes l'opposant qu'il a nommé Premier ministre, un ancien étudiant à la Sorbonne engagé dans les Brigades internationales en Espagne et dans la Résistance en France, Chapour Bakhtiar, avec le général américain Huyser pour tuteur. Après une première étape « safarienne », puisqu'il a été accueilli par l'Égypte, il en accomplit une deuxième au Maroc où il apprend la chute du gouvernement de Bakhtiar le 10 février, son remplacement par Medhi Bazargan, l'avènement de Khomeiny comme « chef de la révolution iranienne », enfin le référendum du 30 mars instaurant la République islamique. Ce jour-là, le souverain déchu est en partance pour les Bahamas après un entretien avec Marenches que celui-ci juge « l'un des plus tragiques de [son] existence[17] ». Les mollahs ont menacé de représailles tous les dirigeants qui recevraient dans leur pays le proscrit qu'ils veulent traduire devant les tribunaux. Marenches informe Hassan II de projets d'enlèvement de la famille royale pour servir de monnaie d'échange, mais il a beau dénoncer les risques de déstabilisation de

l'ensemble du « camp de la liberté », le roi refuse de déroger au devoir d'hospitalité imposé par le Coran. D'où sa démarche directe auprès du couple impérial qui choisit de lui-même un nouvel exil.

Le shah sera finalement autorisé à entrer aux États-Unis, mais c'est dans un hôpital égyptien qu'il rendra son dernier souffle, le 27 juillet 1980. Pour Marenches, la mort avait choisi son camp dès la victoire des révolutionnaires. Avec le régime, tout un pan de son monde, celui qu'il décrivait dans son bureau à chacun de ses interlocuteurs, a disparu dans les abîmes du communisme triomphant. Désormais, il a presque l'impression de sentir le souffle des Soviétiques sur sa nuque. À la fin de 1978, il a alerté sur l'« autrichisation » de la République fédérale d'Allemagne qui, délaissée par des États-Unis isolationnistes, aurait tendance à se déporter vers l'URSS. Depuis 1977 en effet, les Soviétiques ont déployé en Europe les missiles SS-20 à portée limitée, ce qui leur permet d'échapper aux négociations de réduction des armements. Carter propose de riposter avec une armada de Pershing II, le sommet de la Guadeloupe du 5 au 7 janvier 1979 entérinant le principe de la « double décision » : si Moscou retire ses missiles, alors Washington gardera les siens aux États-Unis.

Marenches pourrait se sentir rassuré, mais le Moyen-Orient le tourmente encore. En mars 1979, il remet à l'Élysée une note prédisant le pire en Arabie Saoudite, pays que l'URSS prendrait en tenaille avec ses menées au Yémen – un « Cuba du Golfe », dit-il – et aux Émirats arabes unis déstabilisés par des migrations de population forcément manipulées. À l'intérieur du royaume, la fracture serait béante entre l'élite, occidentalisée, et la population, traditionaliste : un scénario à l'iranienne s'y profilerait. Marenches suggère de l'endiguer en convainquant Riyad de lutter contre la corruption et la confiscation des richesses.

Il y a aussi l'Irak : au nord, les Kurdes, il en est sûr, sont téléguidés par Moscou tandis qu'au sud les chiites s'apprêtent à imiter leurs cousins iraniens. Bagdad ne va pas tarder à basculer dans le giron communiste et le mouvement selon lui a déjà commencé, à en juger par les Irakiens qui transitent entre l'Allemagne de l'Est et le Yémen du Sud. Bref, c'est un Moyen-Orient à feu et à sang que Marenches annonce depuis son quartier général de Mortier. Or en 1979 le mal se propage aussi en Amérique centrale avec le coup d'État communiste du 13 mars à la Grenade, puis avec la prise de pouvoir par les sandinistes au Nicaragua le 19 juillet. L'Europe n'est pas épargnée avec le terrorisme italien et irlandais. Pour Marenches, tout cela est cousu de fil rouge avec la volonté de « provoquer la dislocation de l'OTAN, [de] couper politiquement l'Europe de l'Amérique, [de] capter les économies européennes au profit de l'économie de guerre du bloc de l'Est, [de] neutraliser en Europe toutes les forces contraires à ce grand dessein de finlandisation de notre continent[18] ». Le directeur général n'attend plus rien du chien de garde américain anesthésié par le « moralisme cartérien ». Pourtant, le président a signé le 3 juillet le *Finding Act* autorisant la CIA à mener en Amérique latine des opérations clandestines de propagande pour dénoncer l'intrusion des Cubains. Mais c'est sans compter sur le Congrès qui oblige l'agence à cesser ses activités à la Grenade. L'amiral Turner n'en remercie pas moins Marenches qui lui a récemment recommandé de surveiller la région. « C'étaient certainement de bons conseils, comme les récents événements nous l'ont montré[19] ! » lui écrit-il le 3 août avant de l'interpeller sur les troubles en cours à Djibouti : « Je serais très curieux de connaître votre opinion au sujet de ce qui se trame derrière l'accroissement du terrorisme et de la guérilla chez les Afar. Est-ce quelque chose que les Éthiopiens font de leur propre initiative ou y a-t-il des preuves de manigances soviétiques ? »

La multiplication des foyers d'incendie conforte Marenches dans sa certitude qu'il existe bien un pyromane. « À nouveau, a-t-il écrit à Turner le 8 mars 1979, je voudrais mettre en garde le responsable du renseignement des États-Unis au seuil d'une période que je considère comme une zone de convergence des menaces les plus graves. Cette conjoncture, qui contient en germe des sources de conflit pouvant modifier définitivement l'équilibre du monde, implique de l'administration américaine, comme de toutes les nations libres, une résolution et une détermination sans faille[20]. » Sachant l'impéritie à l'œuvre à Washington, Marenches en appelle à ce qu'il reste du Safari Club, à Giscard qu'il invite à prendre la tête du camp occidental. « La défense des valeurs auxquelles nous sommes tant attachés est possible, explique-t-il au directeur de la CIA, si ceux qui en ont la charge gardent vigilance et clairvoyance dans une évaluation rigoureuse des risques et des atouts. Alors, ensemble, nous franchirons le cap des tempêtes. » Sauf celle qui, depuis ce sinistre jour d'été 1971, les ballotte, Lilian et lui, au bord des ténèbres.

---

*1. Le conflit en Syrie depuis 2013 et la crise de Crimée en 2014 ont rappelé combien elle est encore d'actualité en Russie.

*2. « Trop de temps passé au Post Exchange, pas assez au bazar ». Le Post Exchange désigne les services d'intendance de l'armée américaine.

33

Un repaire au soleil

Peut-on imaginer plus triste Noël ? À la fin des années 1970, c'est dans une baraque Algeco perdue au milieu de leurs trois hectares de terrain à Grasse – mais décorée tout de même d'un mobilier Louis XVI – que les Marenches passent les fêtes. Lilian s'est astreinte à décorer un sapin, surtout pour le dernier-né de leurs amis Fontmichel, filleul de son mari dont il porte le prénom. Même si le couple donne le change avec dignité, l'ambiance n'a rien à voir avec celle des virées d'antan sur la côte d'Azur en compagnie des Normandin et des Kermadec. En 1971, Hervé de Fontmichel a remporté les élections à la mairie, mais il les a perdues six ans plus tard. Ce n'est pas sans incidence sur les travaux colossaux que les Marenches ont engagés un peu plus haut sur la colline. Lilian a convaincu Alexandre d'y bâtir, en dépit du dénivelé, une nouvelle demeure à la mesure de l'étendue de son chagrin : plusieurs centaines de mètres carrés, soit cinq chambres, quatre salles de bains, deux salles à manger, un grand salon, une salle des coffres… Une vaste piscine encastrée doit être alimentée en permanence par une fontaine dont l'eau sera pompée cinquante mètres plus bas. Seule la

question du chauffage a été réglée d'avance grâce à la turbine de l'ancienne Société générale thermique !

Devant l'amoncellement de factures, Marenches doit effectuer de multiples allers et retours en Suisse, où est géré le trust familial. « Je ne veux pas qu'il y ait d'affaire d'argent entre nous[1] ! » lâche-t-il dans un rare moment d'agacement alors que sa femme lui annonce de futures dépenses. Parfois, lorsque le travail le retient à Paris le week-end, elle le rejoint avenue Lyautey où l'attendent montres ou bijoux des meilleurs joailliers. L'infidélité aurait-elle un prix ? L'éloignement offre à Alexandre une liberté dont il ne se prive pas, mais il reste très attaché à son épouse. Ainsi qu'il le confiera plus tard à son filleul Fontmichel devenu adulte, « il y a les femmes avec lesquelles on couche et celle avec laquelle on se marie[2] ».

La métamorphose

La nouvelle villa des Hautes Terres ne se fera pas en un jour. Pendant des années, Marenches lance donc, le lundi, à ses collaborateurs auxquels il a demandé leurs occupations du week-end : « Moi, j'ai fait tourner la bétonnière[3] ! » Il ne s'épanche jamais cependant sur les complications administratives que les travaux soulèvent. En avril 1979, le successeur d'Hervé de Fontmichel à la mairie, Georges Vassalo, n'hésite pas à refuser le permis de construire en arguant d'infractions vis-à-vis du plan d'occupation des sols dans un « espace naturel protégé, remarquable par la qualité du paysage[4] ». Marenches s'en étonne à peine : certes, l'élu appartient à l'Union de la gauche, mais surtout il connaît son amitié avec l'ancien maire et toujours membre du conseil municipal. Fontmichel intervient

auprès du préfet des Alpes-Maritimes qui, le 8 juin, finit par délivrer l'autorisation en échange de la construction de murs moins hauts. Mais Vassalo s'insurge à la lecture du nouveau permis : « Je tiens à ce que le droit de tous soit respecté de la même manière, réplique-t-il au préfet. Personne ne doit avoir de droit supérieur, tous les citoyens sont égaux devant la loi[5] ! »

Marenches se montre pourtant généreux avec la commune. En 1972, il a joué de ses relations pour aider à la sauvegarde de la route Napoléon et décroché du ministre de l'Intérieur, Raymond Marcellin, une somme de deux cent mille francs pour l'extension du cimetière. Un an plus tard, c'est Robert Galley, ministre de l'Équipement, qui a subi ses assauts pour la construction de la rocade qui relie désormais Grasse à Cannes. En 1975, Robert Pandraud, directeur de la police nationale, augmente à sa demande les effectifs de la police de la ville qui n'ont pas varié depuis 1938, et le ministère de la Santé suit avec un intérêt appuyé le chantier du centre hospitalier que Simone Veil inaugure en personne le 1er octobre 1976. Pas de doute, la présence du directeur général du SDECE peut s'avérer utile pour une ville… Elle suscite même des jalousies alentour : en 1973, le maire UDR de Cagnes-sur-Mer reproche ainsi à Hervé de Fontmichel d'exploiter cette amitié et se plaint que « Monsieur de Marenge [*sic*][6] » parade dans les bureaux de vote lors des législatives. Mais ce reproche est sans doute à mettre sur le compte d'une antipathie personnelle car très peu de Français sont en mesure de reconnaître le directeur du SDECE.

Les mauvaises langues locales racontent que les Marenches érigent un « château ». Il est vrai qu'Alexandre agit en seigneur, attentif aux soucis du personnel. Il a par exemple fait retaper une maison à Saint-Quay-Portrieux afin d'offrir un lieu de vacances au bord de la mer aux employés du SDECE. À Grasse, les trois hommes

qui assurent sa sécurité rapprochée sont flattés de le voir chaque jour prendre de leurs nouvelles. « C'était un grand monsieur, se rappelle l'un d'eux. À tous les sens du terme. Il savait être prévoyant avec les petits comme nous, même si l'on dit toujours à la boîte qu'il n'y a ni grand ni petit[7]. » Si, au cours d'un trajet, la radio relate quelque événement dans le monde, il n'est pas rare que Marenches fasse profiter de sa science chauffeur et gardes du corps. « C'était vraiment inespéré pour nous ! souligne un autre. On en a transporté des moins puissants qui se la jouaient beaucoup plus[8]. »

Une petite métamorphose s'opère de fait entre Paris et Grasse. Tous ceux qui connaissent Marenches là-bas le trouvent changé ici. Détendu, moins grandiloquent, sombre parfois avec le souvenir présent d'Anselme. Les tourments face à un monde en perdition ne l'abandonnent pas pour autant. Dès qu'il débarque à l'aéroport de Nice, la sécurité lui remet son Smith & Wesson. Le trajet jusqu'à la propriété est ponctué de plusieurs points radio. Certes, les services de l'Est n'ont jamais attenté à la vie d'un cador du camp d'en face, mais s'ils voulaient innover ?

Marenches reçoit régulièrement des menaces de mort, comme celle venue de cet aimable anonyme qui lui reproche de s'être « prostitué à ce misérable régime de juifs immondes, de milliardaires enculés, de criminels infâmes[9] ». « Le Jockey Club, la police et toute votre pitrerie vont être inefficaces, poursuit-il. Je vais être beaucoup plus difficile à tuer que Markovitch. Qui se sert de l'épée… À très vite, Monsieur le Colonel-Comte. » Lettre d'un déséquilibré selon toute vraisemblance, mais qui ajoute de la tension dans un contexte difficile. À Grasse comme à Paris, le DG garde une arme à portée de main, rangée dans un tiroir de sa table de nuit.

Des nostalgies

La lecture de la presse, un rituel matinal, irrite souvent Marenches. Sauf peut-être celle de l'hebdomadaire *Le Meilleur* qui, en 1979, lui consacre une pleine page avec pour titre : « Le seul Français qui n'a pas peur de Giscard[10]. » Sous-titre : « Cet homme est indéboulonnable. » « Détenteur de secrets d'État, explique l'article, il est le seul en France à ne pas craindre les foudres du président dont il est presque l'égal. » « Presque » est sans doute de trop…

De manière générale, Marenches reproche aux médias de ne pas donner du SDECE l'image qu'il souhaite. Il admet pourtant adorer les films de James Bond et multiplier les artifices pour ne pas être reconnu quand il va les voir au cinéma. Paradoxal, il juge le héros de Fleming caricatural tout en affirmant que « Ça existe, les James Bond[11] ! ». Mais les héros qu'il prise le plus sont ceux du Britannique John Le Carré et du Français Pierre Nord, pseudonyme du bien nommé colonel Brouillard. À croire que rien ne vaut un passage par les services pour les raconter ensuite…

Pour le reste, les écrivains sont rares à la table de Marenches hormis Jean Lartéguy ou Jean d'Ormesson qui a son rond de serviette à Mortier. En octobre 1974, le directeur général lui a associé pour un déjeuner le prince de Metternich, Wernher von Braun, père de la conquête spatiale américaine, et un descendant de la famille Torlonia qui a longtemps géré les finances pontificales. Le passé, le présent et de la bonne chère : que demander de plus ? Des amis récents comme Jacques Lobet, très influent intermédiaire entre le monde politique et celui des affaires, des amis de toujours, comme la princesse Napoléon dont il oublie rarement de célébrer la fête, le 9 janvier. Le couple princier l'a mandaté, en mai 1977, pour mener les négociations avec

l'État autour de la succession des deux empereurs. Il leur a obtenu un déjeuner avec Raymond Barre et finalement l'accord de Giscard.

Franz Josef Strauss, ministre-président de Bavière à partir de novembre 1978, est probablement le visiteur étranger le plus régulier dans la maison de Grasse. Marenches se délecte de son conservatisme opiniâtre. Il en va de même avec Otto de Habsbourg et Robert d'Autriche-Este. Aux Hautes Terres, on refait un monde où il n'y a ni communistes, ni pilule contraceptive, ni drogues dures. Et on reçoit avec panache : « Ça fait riche[12] ! » commente un jour Marenches en découvrant le buffet préparé par Renée Barra. « Nouveaux riches », persiflent certains qui ne se feront jamais aux goûts décoratifs de Lilian. Seule l'allure des Rotoirs leur paraissait adaptée à un Marenches. Celui-ci demande parfois à son chauffeur de mettre le cap sur la Normandie et sur Saint-Aubin pour discuter avec son ancien régisseur, Eugène Denizot, de la vente de ses dernières terres. Il ne lui restera bientôt plus qu'un petit calvaire gardé par trois tilleuls à l'entrée du château. Les dieux de Normandie se vengeront quand il s'en séparera : la foudre tombera sur deux jeunes gens qui, croyant y avoir trouvé refuge, y laisseront la vie.

« Appelez-moi souvent, demande-t-il à Denizot, ça me fera du bien[13] ! » La façon qu'a l'ancien sous-officier de rouler les *r* agit sur lui comme une mélodie nostalgique. Les conversations avec son successeur, Roger Loriot – dont la mère Yvonne a été cuisinière aux Rotoirs – l'enchantent également. Les souvenirs heureux ne l'empêchent pas cependant de profiter des bienfaits du Midi. D'interminables séances de piscine l'aident à calmer les séquelles de ses blessures de guerre et les effets de l'âge. En dix ans, et autant de voyages et de réceptions, il a pris du poids, en dépit de la vigilance du docteur Beccuau et de Lilian, mais aussi de Renée Barra qui n'en démord pas : « Non, Monsieur le Comte n'a jamais été le gros

mangeur que l'on raconte[14] ! » La gouvernante sait comment lui faire plaisir : poulet aux girolles, rôti de porc à l'ail et à la sauge, potage au cresson, pot-au-feu sauce ravigote… Des plats du terroir, très rarement agrémentés de vin et jamais précédés d'apéritif. Pour le dessert, les fantaisies sont rares : corbeille de fruits ou crème anglaise. Sa seule gourmandise, ce sont les œufs. Un poulailler a même été dressé au fond de la propriété pour assurer la consommation de « Monsieur le Comte » qui, vers 17 heures, aime à réclamer à Renée Barra deux de ses « excellents » œufs en gelée. Il n'est pas rare non plus que, le lundi matin, il glisse dans son attaché-case des œufs frais que le chef de Mortier se voit requis de préparer à l'écossaise, c'est-à-dire durs, panés et fris – au grand dam de Beccuau censé composer les menus. Lilian est plus intransigeante. Quand elle déjeune aux Tourelles, c'est grillades et portions réduites. Et jamais de grands crus : si le SDECE est l'une des rares directions à conserver une cuisine, il n'a pas de cave. Affectée aux vins en tout cas…

Cela n'empêche pas une certaine presse de s'en prendre au luxe de la table, la noblesse du directeur général étant censée lui donner la nostalgie des fastes de Versailles. En réalité, les déjeuners de Mortier sont avant tout des mises en scène. Les participants au repas donné pour le chef des services brésiliens, le général Octavio Aguiar de Medeiros, n'oublieront jamais comment, peu avant le dessert, Marenches s'adresse au colonel Pierre Latanne : « Après le repas, vous irez faire visiter Paris au général[15]. » L'ancien chef de poste à Brasilia marque son étonnement, mais le directeur général enchaîne : « Vous prendrez mon hélicoptère. » Se tournant vers le patron du contre-espionnage, il ajoute : « Singland, faites préparer l'appareil, demandez qu'une voiture vous attende dans vingt minutes en bas et occupez-vous des autorisations de survol de la capitale. » Avant de préciser à Latanne : « Faites survoler tous les sites touristiques de la

ville. Que notre invité emporte une belle image de notre pays ! » Peu lui importe que ses services en soient quittes pour des heures de palabres avec la sécurité aérienne…

De bonnes anecdotes

Le général brésilien aura bien droit à sa virée au-dessus des toits de Paris, et Marenches à la délectable sensation d'avoir permis l'impossible. Depuis la mort d'Anselme, le SDECE est devenu un refuge où il trouve un sens à sa vie. « Je suis heureux que vous soyez avec moi, déclare-t-il à ses collaborateurs à l'occasion d'un nouvel an. Je tiens à vous, à vos familles, à ceux que vous aimez. Aimez-les très fort ! Soyez heureux en dehors de ça et continuez à nous aider à livrer ce combat[16] ! » Lui-même veille sur certains proches. Henri de Drouas, fils unique – lui aussi – de Thérèse de Saint-Phalle, bénéficie d'un programme sur mesure pour apprendre l'arabe au Moyen-Orient – les postes locaux du SDECE sont appelés à lui réserver le meilleur accueil. Marenches suit également le parcours des fils de son cousin La Haye, Hubert, compagnon de jeu d'Anselme, et Francis, officier de la Royale qui le renseigne par exemple sur la façon d'identifier un commandant de sous-marin à son comportement à la mer, ou sur certaines activités qu'il a observées au large de la Libye et de Gibraltar. Mais même avec ce futur amiral, « oncle Alexandre » sait rester mystérieux. En dehors d'anecdotes classiques sur l'espionnage, il ne souffle mot des opérations en cours.

Et pourtant, il aurait tellement à raconter au début de l'été 1979 ! Naguère surtout menacé par l'ennui, le service Action est sur tous les fronts. En Iran, il met à l'abri les amis de la France, en tout cas ceux qui devraient l'être puisqu'ils sont les ennemis des mollahs. Au

printemps, un capitaine de frégate – pseudo : Adrian – est ainsi parti pour Téhéran afin d'exfiltrer un ingénieur du programme nucléaire iranien. Une formation dispensée à la hâte est censée lui permettre de donner le change, mais mieux vaut que la conversation ne dure pas trop… En dix jours, il fait changer d'apparence à l'Iranien et lui enseigne la « légende » concoctée pour lui[*1]. Le jour J, il disparaît comme il était prévu, et ce n'est donc que plus tard qu'il apprendra que ses consignes n'ont pas été suivies à la lettre : « Il devait calmement aller à l'aéroport, récupérer ses faux papiers dans le coffre d'une voiture, raconte Adrian. Au lieu de cela, il est arrivé excité, facilement repérable… Mais tout s'est bien passé[17]. » Le même mode opératoire est d'ailleurs utilisé pour sortir du pays Chapour Bakhtiar, éphémère Premier ministre, grimé semble-t-il en steward d'Air France[*2].

De l'audace comme il aime : Marenches jubile. Il en fut de même lorsque le patron du SA, le colonel de Marolles, lui proposa d'acheter un voilier qui, sous couvert de croisière, permettrait de disposer dans les Caraïbes d'un point d'appui pour des opérations contre Cuba. En janvier 1978, juste avant son appareillage, le *Karamay* reçut la visite d'un directeur général enchanté d'avoir sous ses ordres un équipage de flibustiers… mais surpris d'apprendre l'absence d'armes à bord. Les marins durent lui expliquer que ce serait difficile à justifier puisque la couverture consistait à dispenser des cours de plongée aux vacanciers…

L'opération, baptisée *Rigadot*, ne sert pas à grand-chose puisque le service ne mène finalement aucune incursion dans l'île. Un peu plus tard, Fidel Castro restant dans le collimateur, le service Action dépose à la consigne d'une gare d'un pays limitrophe de la France un pistolet de fabrication soviétique, accompagné des plans d'un prétendu attentat cubain contre des intérêts français. Des fumigènes sont

activés à distance afin que la police locale ne passe pas à côté de cette aubaine… L'affaire fait grand bruit localement, mais pour un rendement discutable…

Quand il aura quitté le SDECE, Marenches ne se fera pas prier pour relater un certain nombre de « coups » du même acabit, par exemple le détournement des eaux usées de la chambre d'hôtel de Brejnev pour établir son bilan de santé. Mais quelle sera la part de vérité ? Ainsi racontera-t-il également que ses troupes ont mené « une quarantaine d'opérations du même niveau qu'Entebbe[*3][18] ». Sachant que les Israéliens ont engagé une centaine des leurs pour arracher la libération des derniers passagers, il peut être établi sans risque que, même s'il s'est entraîné après les attentats de Munich, le service Action n'a jamais atteint pareil bilan. En Angola, au Zaïre, au Tchad, il n'est intervenu que par petites escouades dont l'impératif premier était de se tenir à distance de toute démonstration de force. Sans doute Marenches a-t-il été piégé par le fouillis de sa mémoire…

---

*1. À la manière de ce que l'on verra en 2012 dans le film *Argo* de Ben Affleck.

*2. Yannick Denoël l'évoque dans son excellent *1979, guerre secrète au Moyen-Orient* (Nouveau Monde, 2008).

*3. Prise en otage par les Palestiniens, le 27 juin 1976, d'un vol en provenance de Tel Aviv, devant normalement relier Athènes à Paris, détourné dans un premier temps vers Benghazi (Libye), puis vers la capitale ougandaise.

34

Bien joué !

La fin de l'été 1979 est marquée par une opération du service Action que Marenches se délectera à raconter pour le restant de ses jours.

La Centrafrique n'a jamais eu l'importance de la Côte d'Ivoire ou du Sénégal pour la France. Son nom en résume le principal intérêt : au cœur du continent, elle est un peu l'Afghanistan de l'Afrique, un carrefour de peuples et d'empires. Le SDECE n'y a pas de poste, mais des officiers prodiguent leurs conseils à ses dirigeants depuis l'indépendance. Jean-Bedel Bokassa, qui s'est proclamé empereur en 1976 après dix ans de présidence, a un point commun avec Marenches : il considère n'avoir à en référer qu'au président de la République française. De Gaulle ne supportait pas de se faire appeler « papa » et le traitait de « couillon » ; Giscard, lui, n'hésite pas à lui dire « mon cher parent » et charge son propre cousin Jacques d'un projet prometteur de mine d'uranium. Cette relation singulière pourrait faire croire que Paris agit à Bangui à sa guise. Si cette époque a existé, elle est révolue en 1979. Depuis deux ans, la France refuse de fournir l'aide financière réclamée par Bokassa – devenu Salah Eddine Ahmed Bokassa depuis sa conversion à l'islam – pour

équilibrer son budget. Le mécontentement populaire monte. Certains pensent que les autorités sont manipulées par le SDECE, mais y a-t-il besoin de lui quand un personnage aussi fantasque gouverne un pays aussi pauvre ?

En revanche, il est certain que la Centrafrique clignote en rouge sur la carte de Marenches en raison du récent rapprochement de celui que tout le SDECE appelle « le Bok » avec la Libye, la Roumanie, la Corée du Nord et l'URSS. Depuis un voyage à Tripoli en septembre 1976, le gouvernement centrafricain a même été rebaptisé « conseil de la révolution ». Autant dire que Marenches le voit déjà entrer à son tour dans la ronde sabbatique de l'Angola, de l'Éthiopie et du Congo-Brazzaville que domine le « socialisme scientifique » depuis 1968. Bokassa ne doit pas terminer l'année au pouvoir, martèle le directeur général. Posture néocolonialiste ? Pourquoi la France s'arrogerait-elle le droit de sanctionner le chef d'un État étranger ? En cette fin des années 1970, le SDECE est toujours marqué au fer rouge de la guerre froide : ne rien faire reviendrait à parier sur la fidélité de l'empereur. Or les mauvaises surprises des années précédentes peuvent laisser à penser que l'Occident a perdu la main.

Dès le printemps 1979, Marenches aurait donc suggéré à Giscard d'intervenir. C'est en tout cas ce qu'il confiera dans ses Souvenirs, mais il est à se demander si la Centrafrique ne lui servira pas à ce moment-là de prétexte pour régler un vieux compte. Il attribuera en effet les refus qu'il aurait essuyés aux liens personnels de Giscard avec Bokassa : « La France lui prodiguait ses faveurs. C'était assez commode pour les grandes chasses[1]. » Dans l'édition américaine parue en 1992, il ira jusqu'à qualifier l'empereur de « garde forestier privé » du président, en glissant de surcroît une allusion à l'affaire des diamants. « Je ne suis pas contre l'intendance de menus plaisirs à

condition qu'elle ne se confonde pas avec la raison d'État. Chacun a le droit d'aller faire du sport et de se livrer aux activités qu'il choisit. Mais à partir du moment où l'on s'associe avec des gens qui ne sont pas très dignes, on commence à courir un risque politique. Alors là, je me mêle de l'affaire et je dis : "Attention[2] !" »

Marenches ne peut ignorer pourtant que si le gouvernement n'a pas tenu rigueur pendant longtemps à Bokassa de son flirt avec le bloc de l'Est, c'est parce qu'il estimait que le Centrafricain bluffait pour conserver l'appui de la France qui lui était indispensable. Car, de leur côté, Hassan II, Bongo et Houphouët-Boigny ne peuvent plus le souffrir. En mai 1979, le sommet France-Afrique de Kigali a même créé une commission d'enquête sur des massacres d'écoliers dont l'empereur est accusé. Marenches ne sait-il pas non plus que, le 1er août, René Journiac, le « Monsieur Afrique » de l'Élysée, a déclenché la fureur du « Bok » en lui demandant d'abdiquer ?

Nous allons virer le Bok !

En septembre, l'empereur commet l'erreur fatale d'accepter l'envoi de conseillers par la Libye. Cette fois, Marenches voit s'allumer toute une ligne nord-sud sur sa carte murale. Il en est sûr : déjà présent au Tchad, Kadhafi veut ouvrir un axe depuis Tripoli vers le golfe de Guinée ou l'Éthiopie. Il affirmera que c'est sur la base de ces nouveaux éléments qu'il a arraché l'autorisation du président pour intervenir. Dans ses Souvenirs publiés aux États-Unis, il ajoute même qu'il lui a annoncé qu'il consignerait la gravité de la situation par écrit afin que les archives de l'Élysée gardent la trace de ses mises en garde. Au cas où, par exemple, des Européens de l'Est succéderaient

aux Libyens. « Que voulez-vous[3] ? » aurait répondu Giscard, gêné. Le directeur général aurait alors suggéré de profiter d'un déplacement de Bokassa à Tripoli pour installer à Bangui un chef d'État plus raisonnable.

Comme souvent, l'ancien DG a la mémoire sélective. L'entretien qu'il rapporte a bien lieu, le 18 septembre 1979. De retour à Mortier, il lance fièrement à ses troupes rassemblées dans la salle des opérations : « Messieurs, j'arrive de la présidence : nous allons mettre fin à cette pantalonnade grotesque ! Nous allons virer le Bok[4] ! » Il se tourne ensuite vers le colonel de Marolles : « Où en êtes-vous ? » Le service Action planche sur la Centrafrique depuis quelques semaines. Un premier scénario reposait sur les offres de service faites par Henri Maïdou. Du fond de la prison où Bokassa l'a enfermé, l'ancien Premier ministre a fait savoir qu'il serait prêt à lancer un appel à l'aide à la France… à condition de recouvrer sa liberté. Épaulé par le général Bozizé, il déclencherait ensuite un putsch, le SDECE restant en coulisse. Presqu'une formalité. Pour réfléchir à une exfiltration, Marolles a positionné à Bangui Adrian, sous couverture. Le « marin » du SA a reconnu l'itinéraire, le véhicule à louer, mais Maïdou a exigé que sa famille soit mise à l'abri. L'opération, devenue trop compliquée, a été annulée. D'où les tergiversations de Marolles et la réponse du directeur général : « Je vais être obligé de vous mettre l'épée dans les reins[5]… » Et d'expliquer que Journiac a déjà placé Bob Denard dans les starting-blocks. Si le SA ne se hâte pas, ce sont les mercenaires qui vont rafler la mise…

La révélation montre bien que Giscard a décidé de régler prestement l'épisode Bokassa. La Centrafrique n'est que la réplique du Zaïre et du Tchad. Tournant la page gaullienne du pré carré africain où la France se bornait à assurer la sécurité de ses anciennes colonies en application d'accords officiels ou secrets, le président

s'affirme comme le premier pourfendeur de l'expansion communiste en Afrique. Voilà au moins un point sur lequel Marenches et lui se rejoignent…

Le SA déploie son savoir-faire. L'officier déjà présent à Bangui reçoit le renfort d'une équipe de trois hommes qui sera le point d'ancrage de l'opération, baptisée *Caban*. À eux de procéder au balisage de l'aéroport afin de permettre l'atterrissage clandestin du gros des forces, Marenches faisant de nouveau appel au groupement opérationnel. Environ quatre-vingts hommes se préparent à Bayonne avec leur chef de corps, le colonel Briançon-Rouge[*1]. Reste un point à régler, et non des moindres : par qui remplacer « le Bok » ?

La vacance du pouvoir créerait l'anarchie, qui serait pire encore. Maïdou et Bozizé écartés, il y a bien le premier président de la République, David Dacko, renversé par Bokassa à la fin de 1965. Le SDECE le connaît très bien puisqu'il veille sur sa famille et lui dans l'appartement qu'il leur loue près des Champs-Élysées. Problème : il n'a nulle envie de reprendre du service. Trop vieux, avancera Marenches dans ses Souvenirs américains : il n'a pourtant que quarante-sept ans. Peut-être a-t-il voulu dire : trop timoré. Mais qui ne le serait face à la violence qui ravage la société centrafricaine ? L'officier du SA chargé de l'escorter lui donne du « Monsieur le Président » pour le préparer à sa tâche. « J'ai dit que je ne voulais pas redevenir président[6] ! » répète Dacko qui finit pourtant par accepter le lendemain le rendez-vous proposé à l'Élysée. Le destin ne pouvait mieux faire : le matin même, le chef d'état-major du SA a été avisé par les responsables du dossier qu'il n'y avait plus de budget pour régler le loyer parisien ! « Mais vous allez toujours m'emmerder avec vos histoires de pognon[7] ? » a-t-il bougonné.

Dacko doit apprendre une leçon : dans la nuit du 20 au 21 septembre, le SDECE le transportera à Bangui où il prononcera

une allocution pour appeler la France à l'aide. C'est ensuite que sera déclenchée l'opération officielle, l'envoi de troupes basées au Tchad dans le cadre de l'opération *Tacaud* – nom de code : « Barracuda ». Dévoué à son pays, Dacko accepte enfin, mais à condition d'être remplacé au bout de deux ans. Comme il ne paraît toujours pas très combatif, le service prend des assurances en lui faisant enregistrer son discours en trois langues dans un studio parisien. Et le 20 septembre, une partie de l'aréopage du SDECE le conduit à l'avion, boucle sa ceinture et lui glisse sa mallette sous le siège.

Gare aux cardiaques !

Marenches a prévu, selon son agenda, de se rendre à partir de 17 heures dans la salle des opérations. Il n'y a pas de retransmission vidéo à l'époque, mais l'assistance peut vibrer au gré des échanges radio. Ce qui ne va pas manquer d'arriver car une mission précipitée est souvent synonyme de couacs en série.

Tout commence par l'annonce de l'arrivée imprévue d'un avion d'Air Cameroun à Bangui en plein cœur de l'action, mais un responsable du SA parvient à joindre en urgence un ancien camarade de promotion travaillant dans une compagnie nationale française : « Débrouille-toi pour qu'il n'arrive pas à bon port[8] ! » L'homme fait mieux : il cloue l'appareil sur le tarmac de Douala.

C'est ensuite au tour de l'équipe au sol de faire face à des imprévus. Pourtant un vieux de la vieille, l'officier traitant responsable confesse ne pas avoir trouvé le moyen de s'infiltrer nuitamment sur la piste : manque de temps et couverture inadaptée… Tant pis pour la discrétion : Adrian fait monter ses coéquipiers dans sa propre voiture et emprunte un itinéraire qu'il a

déjà repéré pour longer les pistes en direction du point où la clôture lui était apparue fragilisée. Le groupe pénètre dans l'enceinte et dispose les lampes sur le terrain afin d'indiquer la voie aux équipages. Comme au temps de la Résistance, il s'agit d'atterrir toutes lumières éteintes. Sauf que, nouveau grain de sable, les appareils français en approche s'aperçoivent qu'un intrus s'apprête à se poser ! Il est décidé de le laisser faire et d'atterrir immédiatement derrière. Pour les hommes au sol, cela peut être dramatique puisque la piste s'allume lors des atterrissages. Les voilà éclairés comme en plein jour ! C'est sûr, le Centrafricain qui patrouille à mobylette pour contrôler l'état du tarmac ne va pas manquer de les surprendre. Mais la chance est bien de leur côté : l'homme passe son chemin. Ou il ne les a pas vus, ou il n'a pas voulu les voir…

L'avion finit par atterrir. Il est égyptien. Mais il n'aura pas le temps de livrer les armes qu'il apporte pour Bokassa. Voilà les deux transporteurs français qui touchent déjà terre à 23 h 01, en profitant du balisage normal de l'aéroport. Aussitôt libérées, les forces spéciales mettent les gardes centrafricains hors d'état de nuire, la surprise dispensant d'ouvrir le feu. La tour de contrôle est prise dans le même temps, permettant l'atterrissage de deux nouveaux appareils français.

Dacko débarque, toujours aussi peu serein. Il reconnaît cependant Adrian qui lui rendait régulièrement visite dans son appartement parisien. Rassuré, il monte à bord de la Jeep du chef du groupement opérationnel, direction la radio, distante d'une quinzaine de kilomètres. Avec une crainte : la station cesse d'émettre à minuit. De fait, le timing n'a pas été respecté. Lors de l'escale à N'Djamena, le colonel Gérard Briançon-Rouge a créé la surprise en réclamant un ordre écrit de sa hiérarchie. Puisque ses hommes étaient engagés en uniforme, et non en civil comme cela a été un temps envisagé, cela

lui semblait des plus logiques. Mais aussi, il a eu la stupeur en arrivant au Tchad de constater que les responsables de l'opération officielle *Barracuda*, dépendant de l'état-major des armées, n'avaient pas été avertis de sa venue, décidée à l'Élysée ! Et que, par conséquent, ils n'étaient pas d'accord pour que, selon les ordres reçus, le déclenchement de *Barracuda* dépende de son analyse de la situation à Bangui. Un différend assez gênant en cas de grabuge… Le temps d'obtenir satisfaction, un peu plus d'une heure a été perdue. Et Marenches ne cache pas sa colère : « Si le GO est à ma disposition, tempête-t-il, à quoi cela rime-t-il ? » Il fera une croix sur ce modèle[*2].

Le contretemps néanmoins est rattrapé à Bangui. À 23 h 55, Dacko approche du micro. Ému, il commence son discours en sango avant de revenir au français, langue tout de même plus pratique pour être compris de Milord qui ne l'a pas lâché d'une semelle… Les versions varient ensuite. Pour ceux qui étaient sur place, l'appel a été lancé comme prévu avant minuit. Pour ceux qui suivaient depuis Paris, l'horaire a été dépassé… Qu'importe à vrai dire. Un des adjoints de Marolles entretient le contact avec un expatrié français qui accepte d'indiquer à l'AFP qu'il a bien entendu l'appel à l'aide de Dacko. Briançon-Rouge ayant assuré qu'il contrôlait l'aéroport, le feu vert est donc donné à N'Djamena pour lancer l'opération officielle *Barracuda* qui surgit à son tour à Bangui, peu avant 4 heures du matin.

Avant de repartir avec les mêmes appareils, le GO transmet en toute sécurité aux forces du Tchad les centres névralgiques de la ville. Le SA en revanche maintient une présence aux côtés de Dacko à la manière des médecins après une opération lourde. Journiac, à l'Élysée, a d'ailleurs demandé de veiller aussi sur la santé de l'ambassadeur français qui n'a pas été mis dans la confidence ; par crainte pour son cœur fragile, un pacemaker a été glissé dans les bagages de l'expédition…

Tandis que Bokassa, ayant quitté Tripoli, décide de manifester sa colère en allant se poser à Évreux, le nouveau pouvoir prend ses marques en Centrafrique. Dacko investit la présidence, Adrian ne le lâchant pas. Le SA est le premier à investir le bureau du « Bok » où il doit s'emparer de tous les documents « intéressants ». Ordre de l'Élysée ou de Marenches ? En tout cas, le service met la main sur les requêtes de plusieurs hommes politiques français quémandant qui une décoration, qui une faveur financière. La plupart sont détruites. Vins millésimés, cigares, vêtements de marque : les découvertes sont somptuaires… et macabres. Dans des réfrigérateurs, certains croient reconnaître des restes humains. Les rumeurs d'anthropophagie au sujet de Bokassa, l'« ogre de Bérengo », seraient-elles fondées ? D'autres n'ont rien vu et Bokassa sera blanchi de ces accusations lors de son procès.

Le sceptre et la couronne du sacre, quant à eux, seront remis à Dacko ainsi qu'un bocal plein de diamants. Deux semaines plus tard, le *Canard enchaîné* associera le nom de Giscard à ce mystérieux homme politique que le journaliste Pierre Péan a déjà décrit comme le bénéficiaire des cadeaux du « Bok » ; il y gagnera le surnom de « Giscarat » pour un don estimé à un million de francs. Le montant réel est dix fois inférieur puisqu'il ne s'agit que de pierres brutes, et l'affirmation, tendancieuse puisque n'importe quelle personnalité passant par Bangui s'en voyait offrir. Cela fera néanmoins perdre au président sortant une partie du million de voix qui le séparera de Mitterrand le 10 mai 1981. Pour autant, le SDECE n'est pour rien dans l'affaire : la première source était un fonctionnaire français à Bangui qui ne supportait plus la consanguinité des relations franco-centrafricaines. Et Marenches aurait bien volontiers supporté mille ans de giscardisme supplémentaires plutôt que de favoriser le candidat socialiste et ses alliés communistes…

L'opération *Caban* fera sa fierté à jamais. Quoi de plus spectaculaire que la déposition d'un chef d'État, la mise en œuvre de presque toute la panoplie du SDECE ? L'opposition en France apprécie beaucoup moins, elle qui s'esclaffe bruyamment quand, le 3 octobre, Jean François-Poncet, ministre des Affaires étrangères, explique aux députés que « le président Dacko nous a demandé d'assurer son transport à Bangui[9] ». En réalité, le SDECE s'est quasiment emparé de la Centrafrique où il jouit même du luxe de disposer d'un officier traitant sous couverture auprès du principal opposant au nouveau régime, Ange-Félix Patassé. Comme il ne peut pas l'avouer à Dacko, Adrian en est réduit à lui suggérer de le faire arrêter et de l'expulser. On n'est jamais mieux servi que par un ami…

Faure-Beaulieu fort critique

Pour un temps, Marenches oublie les aléas de l'opération *Caban* et félicite le colonel de Marolles. « Aux ordres du président de la République, lui écrit-il le 21 septembre 1979, votre action a grandement aidé à la fin d'une tyrannie… Il y en a d'autres ! Les personnels féminins, les personnels civils, les officiers, sous-officiers gradés et hommes du rang sous vos ordres se sont montrés dignes en tous points – détermination, organisation, technicité – du Service et des traditions de la force spéciale. Bien joué[10]. » Mais cet enthousiasme du directeur général ne fait pas l'unanimité à l'intérieur du SDECE. Certains estiment qu'une action de soutien plus conventionnelle à un mouvement d'opposition aurait pu fonctionner aussi bien. D'autres font la moue devant l'inflation d'opérations tous azimuts. Mais il faut du courage pour se lever et le dire à un patron si

charismatique. Le premier à l'avoir osé fut celui qui pouvait se targuer de la plus longue ancienneté à ses côtés. Le 6 décembre 1977, Didier Faure-Beaulieu, directeur de cabinet de Marenches depuis sept ans, a profité de son départ à la retraite pour remettre en cause le fonctionnement de la maison. Il s'en prit en particulier au SA : « La création d'un SDECE parallèle et clandestin, échappant à toute hiérarchie, sans contrôle valable des recrutements, de ses activités, de sa production, sans protection du contre-espionnage, est [...] susceptible de mettre en cause à tout moment l'existence même du vrai service[11]. » Même s'il ne le citait pas, Faure-Beaulieu visait en fait Marolles et ses mystérieuses « structures » qui, au nom de l'efficacité, échappent à la plupart des contrôles. « Le SDECE, ajouta-t-il, n'est ni un hochet ni une société anonyme, mais une administration. Administration très spéciale, certes, mais qui ne peut faire fi cependant de tous les règlements, au risque un jour de faire le faux pas guetté par beaucoup et qui signifierait sa condamnation. Pareil drame a failli se produire dans un passé assez récent, et ce pour des motifs dont l'origine était l'abus d'actions non contrôlées de toute nature. Si la première qualité du Service est d'être opérationnel, celle-ci se doit d'être étayée par une rigueur de gestion et de comportement de tous, tant sur le plan professionnel que personnel : probité et respect des règles de sécurité doivent être notre Bible. »

Marenches ne peut pas ne pas s'être senti interpellé par ce qui ressemblait fort à une leçon de morale. Lui, le directeur général, aveugle et impuissant ? De la part de quelqu'un d'autre, il aurait tonné à en faire vibrer les murs. Mais Faure-Beaulieu jouissait d'un grand prestige au SDECE, et il avait été son mentor, son guide dans le monde opaque de la clandestinité. Le message porta d'autant plus qu'il n'est pas isolé. Le principe d'autofinancement des structures continue à faire jaser car il autorise à se passer des procédures de

contrôle. Des alertes à la compromission ont régulièrement été déclenchées par le contre-espionnage, mais, habitué à entendre crier après lui, le loup prend tranquillement ses quartiers dans la bergerie… Le lendemain même de l'opération *Caban*, Marenches nomme Marolles à la tête de la direction du renseignement. La place de numéro 2 ne ressemble pas une sanction, ce qui serait au demeurant injuste au regard des réussites du colonel dans toute l'Afrique et au Moyen-Orient. Mais le directeur général espère que le service Action, confié à Georges Grillot, ex-conseiller de l'armée marocaine, cessera ses menées solitaires. Et comme il n'est pas homme à laisser le flou perdurer, il invite fermement Marolles à profiter de son changement de poste pour mettre fin aux structures existantes.

Le SDECE ne sera jamais le MI6

La lettre testament de Faure-Beaulieu contenait un reproche subsidiaire : « Le service vit aujourd'hui au-dessus de ses moyens, le nombre et la nature des missions excédant son potentiel[12]. » Voilà Marenches accusé de mauvaise gestion. Cette seconde pique eut un effet à retardement. Sans doute le directeur général préférait-il ficeler son dossier avant de monter au combat. Depuis quinze ans, les effectifs stagnaient, les fonds spéciaux étaient restés les mêmes depuis 1963. Les gros investissements faits dans la technologie et la sécurité étaient à peine compensés par la fermeture de près de la moitié des postes à l'étranger. La comparaison avec les services alliés était sans appel : 2 800 employés pour le SDECE, 6 630 pour le BND, 14 000 pour le MI6. 311 millions de francs en France, 430 en Allemagne de l'Ouest, 1,1 milliard en Angleterre où le seul budget

consacré aux interceptions était deux fois supérieur à la totalité de celui du SDECE… Même Cuba avait davantage d'agents à l'étranger que la France !

Le 27 février 1979, le directeur général a donc dressé pour le président un état des lieux alarmant : « La politique d'indépendance de la France et le rôle que notre pays entend jouer, tant en Europe occidentale qu'en Afrique, justifieraient au minimum que les moyens du SDECE soient comparables à ceux des services britanniques ou allemands […]. Les échanges de renseignements avec nos deux alliés s'en ressentent dès qu'il s'agit de l'essentiel […]. » Marenches parla d'« indigence » qui obligerait à faire des choix : « L'explosion des turbulences africaines a imposé de prélever sur des moyens pourtant indispensables. [Notre] capacité de devancer l'événement et d'évaluer ses répercussions sur les intérêts nationaux est insuffisante de l'Asie centrale à l'Extrême-Orient. Alors que les sciences et les techniques connaissent une extension très rapide, l'effort de renseignement imposé par les priorités gouvernementales dans ce domaine est d'une importance croissante. Or le SDECE manque des personnels qualifiés et des ressources financières pour maintenir à un rythme satisfaisant cette recherche de renseignements scientifiques et techniques, même après une sévère sélection de ses axes d'effort[13]. »

En réalité, cette lettre pointe le dilemme auquel est confronté tout service de renseignement : faute de stratégie politique, les décisions sont prises en urgence, ce qui coûte très cher. Même au bout de neuf ans, Marenches n'a pas réussi à trouver le moyen d'anticiper les agissements erratiques du gouvernement et neuf années supplémentaires n'y changeraient rien, le renseignement n'étant pas considéré en France comme une priorité. Est-ce un effet de la vanité de ce pays qui nourrit de telles certitudes sur le monde que les éclairages extérieurs n'auraient pas d'importance ? Marenches

réclame à Giscard un comité restreint de défense pour chercher des réponses. Il ne l'obtient pas*3.

Finalement, le SDECE aura probablement obtenu une augmentation des fonds spéciaux, mais pas à la mesure des ambitions de son chef : il ne sera jamais le MI6. Il y a, en cette fin d'année 1979, comme une prise de conscience mêlée de lassitude. Ce n'est pas un hasard si les rumeurs sur le départ de Marenches n'ont jamais été aussi fortes. La presse lui donne pour successeur Michel Dupuch, diplomate spécialiste de l'Afrique à Matignon, ou bien Daniel Doustin qui a quitté la direction du cabinet de Raymond Barre en avril 1978. Marenches lui-même semble avoir pensé qu'il pourrait s'agir de l'ancien président de la chambre de commerce de Marseille, Pierre Blum : un grand résistant qui a mis toute son intelligence au service de-là collectivité*4.

Philippe Mestre, successeur de Doustin à Matignon, souligne qu'« il n'a jamais été question d'un remplacement en 1979. J'en aurais pour le moins été prévenu[14] ! ». Il est toutefois indubitable que l'idée de son départ s'est installée dans l'esprit de Marenches. Juste avant les vacances d'été 1979, il a ainsi demandé à Bontoux de lui faire un point sur sa situation administrative et financière au cas où Giscard tiendrait sa promesse de le nommer au Conseil d'État. Ayant négocié un traitement de directeur d'administration centrale, il ne veut pas perdre trop de plumes dans le calcul de sa retraite. « Il m'a dit plusieurs fois, témoigne Bontoux, qu'il avait la hantise de mourir avant son épouse et de ne rien lui laisser comme retraite[15]. » Le trust familial de fait sera dissous à sa mort et Lilian dépense tellement…

---

*1. « En salle opérations, se souvient, amusé, Michel Roussin, quand nous entendions son nom à la radio, on croyait à un pseudo ! »

*2. Le GO sera dissous des mois plus tard, le camp de Cercottes n'en récupérant que 32 des 62 sous-officiers, et 16 des 34 officiers, dont le chef du GO, Milord, qui prendra le commandement du service Action dans les années 1980.

*3. Il faut toutefois relever qu'entre 1978 et 1981, le directeur financier, Jean Bontoux, ne se souvient pas d'avoir dû puiser dans les « réserves » pour financer des opérations impromptues : il lui suffisait en pareil cas de demander une rallonge auprès du Budget.

*4. L'ancien agent 10 201 du réseau Gallia y croit suffisamment pour conseiller à son ancien directeur de cabinet de réfléchir à un déménagement. Mais Jean Notin devra attendre que son fils se mette en tête d'écrire sur les services de renseignement pour se rapprocher de Mortier…

35

Sur une route du Midi, Anselme est mort, assassiné par le KGB

Le 10 juillet 1972, Alexandre et Lilian de Marenches ont choisi de ne pas se déplacer au tribunal correctionnel de Grasse. Ce sont Renée Barra et son mari qui les représenteront aux côtés de leur avocat.

L'affaire est vite expédiée. Après les conclusions des experts, le prononcé du verdict s'enfonce tel un poignard dans leur cœur. Dominique C. est reconnu coupable d'homicide – c'est une petite satisfaction –, toutefois le caractère intentionnel n'est pas reconnu. Les Marenches peuvent encore se dire qu'il sera établi au gré d'une enquête beaucoup plus fouillée. Mais le pire est à venir : la responsabilité du drame est partagée entre Dominique C. et Anselme de Marenches, l'un ayant fauté par « maladresse », l'autre par « imprudence »[1].

Un scandale ! Quand l'enquête fait apparaître que leur fils disposait de trente mètres de visibilité, soit assez pour éviter le camion, et qu'aucune trace de freinage n'a été détectée de son côté, Alexandre et Lilian renversent l'argument et en font le point central de leur soupçon : si le jeune homme n'a pas freiné, c'est qu'il pensait pouvoir continuer normalement sa route. Et donc qu'il a dû faire face

à un imprévu : soit un coup de volant délibéré, soit un obstacle qu'il n'a pas vu. Et puis, le chauffeur de la camionnette n'a-t-il pas finalement admis qu'il empiétait peut-être sur l'axe médian ?

Les Marenches vont boire le calice jusqu'à la lie. Sachant que Dominique C., en l'état de la législation, ne risquait guère plus qu'une amende et une suspension de permis de conduire, ils ont demandé cinquante mille francs de dommages et intérêts pour chacun d'entre eux, et deux mille francs pour les dégâts matériels[*1]. Ce montant, disproportionné par rapport à la profession du coupable et au train de vie des parties civiles, est un reflet de leur désespoir. Mais les juges ne le laissent pas passer. Sans se limiter à énoncer les dix mille francs octroyés, l'un d'eux se permet d'ajouter : « Ils sont riches, ils n'ont qu'à adopter un enfant[2] ! »

Lilian et Alexandre ont-ils envisagé la vente de Grasse ? Le bruit a couru après la mort d'Anselme, mais en définitive rien ne change dans leur vie. Alexandre s'enferme un peu plus dans le travail à Paris, Lilian dans ses projets d'embellissement à Grasse. Chez l'un, le pessimisme devient une doctrine ; chez l'autre, s'ouvre une très longue période de dépression. « Nous n'avons jamais pleuré ensemble[3] » confiera Lilian à ses proches. Mais une certitude les lie : Anselme n'a pas été victime d'un accident.

Ce n'est pas possible… La route était assez large pour les deux véhicules, une corde avait été tendue en travers, c'est un assassinat, Lilian en est sûre. Alexandre ne dirige-t-il pas l'une des principales unités du monde occidental ?

Le coupable, c'est l'ennemi, le KGB. Peut-être voulait-il seulement faire peur, adresser un message au chef du SDECE… En tout cas, quand ils acceptent d'évoquer l'événement, les Marenches n'hésitent pas à imputer le drame aux Soviétiques.

La thèse est ravageuse. Car si le KGB est bien derrière, inutile d'attendre des preuves ; il est trop efficace pour en avoir laissé. Les parents sont condamnés à ne jamais connaître l'entière vérité, mais le contexte ne suffit-il pas ? Certains employés des Hautes Terres ont été licenciés du jour au lendemain pour avoir déclaré qu'ils ne baptiseraient pas leur nouveau-né car ils étaient communistes et athées… Et encore Marenches a-t-il certainement ignoré que le père de l'un de ces ouvriers travaillait au SDECE, sinon il aurait aussitôt procédé à une nouvelle purge. Avec sa femme, il vit dans un climat permanent de menace. À Paris comme à Grasse, des gardes du corps les accompagnent, mais il réclame de disposer en outre d'une arme pendant ses déplacements. Il a d'ailleurs prévenu : « Si jamais nous sommes piégés, tirez-moi une balle dans la tête[4] ! » Alors, oui, pour un homme qui mène une guerre aussi totale que secrète, perdre son fils au combat fait partie des hypothèses vraisemblables.

Le 20 décembre 1972, la cour d'appel d'Aix-en-Provence confirme le jugement de Grasse qui établit que Dominique C. n'a serré sur sa droite que dans les ultimes secondes, ce qui explique que son pare-chocs ait continué à dépasser. Invité à Grasse une dizaine d'années plus tard, l'écrivain Gérard de Villiers y entendra encore parler du KGB, preuve que la phase judiciaire n'aura servi à rien. « Les esprits les plus brillants peuvent déraper[5] », conclut-il. Mais l'auteur de *SAS*, lui, a toujours ses deux enfants… alors que les Marenches vont devoir vivre jusqu'au bout avec le sentiment d'avoir un abîme sous les pieds. « J'ai tout, dit un jour le directeur général à l'épouse de Vladimir Volkoff, mais je n'ai rien[6]. » Il est alors loin, le Marenches magnifique, admiré, craint, voire moqué. Riche et puissant, mais seul. Cette solitude l'obsède, même s'il s'en cache. À Mortier, la note de service interdisant les cartes de vœux à la fin de 1971 n'a surpris personne.

Dans les rares dîners désormais acceptés, il suffit qu'un invité dise qu'il vient d'avoir un enfant pour que Marenches lui lance, presque comme un ordre : « N'ayez jamais qu'un seul enfant ! » On raconte que Lilian aurait voulu en avoir un autre. À quarante-sept ans, et après une première naissance compliquée, les chances étaient très faibles. Alexandre, de toute manière, aurait refusé. Il n'est plus l'homme que d'un combat, celui de la liberté contre le communisme.

---

*1. Soit un total équivalant à cent mille euros.

36

Le prophète et le Guide

À la fin de 1979, Marenches ne conçoit pas que ses croyances puissent ne pas être des évidences pour le reste de l'humanité. Comment le gouvernement ne peut-il voir que tout, dans l'accélération des tourments de ce monde, a pour principale origine le souhait de Moscou de profiter de la faiblesse de Washington ? Le Vietnam, le Cambodge, le Laos, le Yémen, l'ex-Empire portugais, l'Éthiopie ont basculé de son côté : que leur faut-il de plus ? Les événements de Noël constituent pour le directeur général la preuve ultime : l'Armée rouge envahit l'Afghanistan, une première depuis le printemps de Prague en 1968.

Cette fois, Brejnev valide la théorie qu'il a exposée à tant de visiteurs sur sa carte de Mortier : depuis Pierre le Grand, la Russie n'aspire qu'à disposer de ports en eaux chaudes. La course aux armements qui a appauvri son peuple et la concurrence de la Chine l'ont convaincue de passer enfin à l'acte. Après l'Iran et l'Afghanistan, le contrat est pour ainsi dire rempli. Pourquoi les Soviétiques se priveraient-ils en effet d'envoyer le modeste escadron d'automitrailleuses qui suffirait pour pourfendre le Baloutchistan iranien et atteindre le port stratégique de Bandar Shah, à l'entrée du

détroit d'Ormuz ? Quelques années auparavant, le shah avait été fier de montrer à Marenches, parmi tous les grands travaux engagés, la route nord-sud qu'il avait fait construire le long de la frontière avec le Pakistan. « C'est le chemin de la future invasion soviétique vers les mers chaudes[1] ! » s'était exclamé Marenches. « Le shah n'avait pas ri », aime-t-il à raconter désormais.

« L'homme qui a prédit au jour près l'invasion de l'Afghanistan ! » C'est ainsi que Reagan l'aurait un jour accueilli. Version Marenches. Le petit manège d'un général soviétique faisant clandestinement des allers-retours avec Kaboul lui aurait mis la puce à l'oreille. Mais les services américains étaient loin d'être en reste. Le patron de la CIA, Stansfield Turner, n'a eu de cesse à partir du 19 décembre de mettre en garde le gouvernement américain en raison de l'afflux de troupes à la frontière. Le 22, le directeur de la NSA, Bobby Inman, a fait mieux en donnant un délai de soixante-douze heures, réduit à quinze le 24… En fait, les services de renseignement occidentaux n'ont pas tant divergé sur la lecture du jeu de l'URSS que sur sa capacité à passer à l'acte.

Les motivations aussi divisent. L'administration américaine croit plutôt qu'il s'agit d'une opération de soutien à un régime ami. Elle est d'autant mieux placée que Carter a autorisé six mois plus tôt une action clandestine de la CIA en Afghanistan. D'un montant modeste de 500 000 dollars, celle-ci néanmoins ne saurait être rendue responsable de la brutale dégradation. Washington estime que les Soviétiques redoutent de voir le précédent iranien pousser les Afghans à couper tous liens avec eux. Certains dirigeants de l'époque ont depuis confirmé cette idée : Gromyko, Ponomarev, Souslov et d'autres ont cédé à la panique en restant convaincus que personne ne s'intéresserait à ce petit pays loin de tout. Mais, pour valider cette thèse, il faudrait encore admettre que la révolution iranienne était

une révolution nationale. Or si les États-Unis ont fini par le comprendre au bout de plusieurs mois, Marenches, lui, reste persuadé que l'URSS était à la manœuvre. Dès le 12 février 1980, il va à Washington le répéter à Brzezinski : l'Armée rouge est sur le point de pénétrer en Iran ! En ce cas, répond le conseiller à la sécurité nationale, les États-Unis pourraient utiliser l'arme nucléaire… Le directeur général insiste : en trois jours, les Soviétiques seront sur le détroit d'Ormuz ! Toute « fluctuante, incertaine et au final angoissante[2] » son image soit-elle, Brzezinski lui réaffirme que son gouvernement est déterminé à bloquer la poussée soviétique. Et il lui livre les prémices de ce que sera la matrice du programme d'aide aux moudjahidines dans les dix années suivantes : la volonté des Pakistanais de tout centraliser et le partage du financement avec les pays du Golfe.

Historiquement absent de cette région, le SDECE n'a pas encore de proposition à faire. Mais l'Afghanistan valide dix ans de conjectures. Le 11 janvier 1980, Marenches s'affranchit donc de toute retenue pour prédire tout simplement à Giscard « la perte de l'indépendance du monde libre » sous trois à cinq ans[3]. Cette échéance correspond à une analyse du SDECE sur l'industrie de guerre ennemie : « Divers renseignements se recoupent pour indiquer que la politique d'armement à l'Est vise à mettre à la disposition des chefs militaires soviétiques vers 1982-1984 un outil militaire homogène combinant le maximum qualificatif possible avec le maximum quantitatif possible. » Par exemple, la production du dernier char, le T72, est passée de mille unités en 1977 à deux mille en 1978, ce qui permettra en 1982 d'en équiper les quarante-cinq divisions blindées de l'URSS. Le reste est à l'avenant, en particulier le déploiement de mille deux cents missiles SS-20 alors que l'Europe va traîner les pieds pour accueillir les Pershing américains. « Ainsi,

souligne la note du SDECE, la période 1982-1984 qui correspond pour les Soviétiques à la possession d'un outil de combat moderne homogène correspond, pour les Allemands et plus encore pour les Américains, au passage d'un gué entre deux générations de systèmes d'armes[*1]. »

Marenches évoque une guerre totale où l'URSS a pris l'avantage dans tous les domaines, notamment celui de la désinformation : « Les opinions publiques occidentales, toujours avides d'informations rassurantes sont des dupes toujours satisfaites. C'est ainsi qu'on voit se développer en France depuis quelques mois, jusque dans les milieux les plus culturellement distingués, des thèses stupéfiantes tendant à exagérer au-delà de toute mesure les difficultés internes de l'Empire soviétique. De là, on conclut à l'"impossibilité" que cet empire ait une politique expansionniste et, par un tour de prestidigitation, on substitue à la menace réelle du bloc de l'Est la menace imaginaire d'une Allemagne réunifiée. Le danger véritable et actuel ne serait pas à Moscou, mais à Bonn. » Or « l'hypothèse d'une réunification allemande (même et surtout sous l'égide de Moscou) est absolument exclue »[4]…

Pour Marenches, l'Occident est anesthésié par sa prospérité : il ne veut pas imaginer qu'une guerre est possible. « Aucun décret de la Providence, écrit-il, ne garantit que Hambourg ne subira pas le sort de Saigon, Rome celui de Kaboul, Paris celui de Prague. » Il préconise donc « un combat très technique et très difficile de contre-désinformation », ainsi que, comme lors de la crise des missiles à Cuba, « une conjonction des volontés de résistance de tous les grands États encore indépendants se décidant à renoncer à un système de diplomatie passive qui n'est que l'art de négocier des reculs successifs, et à prendre des contre-mesures rapides, coordonnées et efficaces, à l'égard de toute agression directe ou indirecte, ouverte ou

camouflée ». Au premier rang de ces initiatives diplomatiques isolées, Marenches redoute que le gouvernement français, anticipant le départ des Américains d'Europe, ne se rapproche de Moscou. Il ne croit pas que son pays soit en mesure d'infléchir la politique du mastodonte soviétique.

Le crève-cœur

Le directeur général est dans son rôle en livrant aux autorités l'analyse pessimiste que lui inspire le contexte, mais son propos est trop excessif pour être entendu. Dans un pays où personne ne croyait à une offensive allemande en mai 1940, annoncer un conflit dans les quatre ans à venir équivaut à ne rien annoncer. Il semble loin le temps où, prenant possession de Mortier, Marenches déclarait que « le problème des services n'est pas d'anticiper, mais de décrire la situation en formulant des options à l'adresse des politiques[5] ». À présent, il ne propose plus, il prophétise. Or, la facilité avec laquelle il range tous les événements dans le même tiroir de l'expansionnisme soviétique le discrédite dans les hautes sphères. « L'appareil de conquête soviétique est une extraordinaire usine de récupération et de traitement de toute pulsion, de toute croyance, de toute superstition, de toute idéologie, de toute frustration, de toute marginalité. » L'anticommunisme en Iran ? Un paravent de l'URSS. L'indépendantisme en Irlande du Nord ? Toujours l'URSS… Le diplomate Jacques Viot, directeur de cabinet du ministre des Affaires étrangères, se plaît ainsi à noter que les « réunions du comité interministériel du renseignement sont rehaussées par la personnalité colorée d'AdM. Plutôt que de donner des informations ponctuelles et précises, il aime à développer, dans des interventions rédigées avec

soin, des vues volontiers apocalyptiques sur l'évolution du monde. Ce n'est pas que ses conclusions soient fausses. Mais sa vision manichéenne simplifie à l'excès lorsqu'il dénonce la main de Moscou dans le comportement de Kadhafi, dans les événements d'Iran, dans l'évolution de l'Amérique centrale et des Caraïbes[6] ».

Un des résultats est que, le 19 mai 1980, sûr de son pouvoir de conviction personnel, Giscard part rencontrer Leonid Brejnev à Varsovie et que le SDECE n'en est pas informé. C'est du moins ce que dit Marenches dans ses Mémoires, car son directeur de cabinet, Michel Roussin, est certain du contraire. Le DG aura-t-il préféré passer pour un homme qui n'est pas consulté plutôt que pour celui qui n'est pas écouté ? « Diplomatie de la prière[7] », dénonce pour sa part l'éditorialiste Jean-François Revel qui lui rend régulièrement visite. Le directeur général ne donne pas cher du mouvement impulsé en Pologne par le syndicat Solidarnosc. « Il était visible pour qui savait lire une carte, dira-t-il en 1985 encore, que Lech Walesa se trompait en croyant que son printemps à lui serait plus fort que l'emprise de l'Empire soviétique [...]. Tant qu'il n'y a pas ce changement à Moscou, l'ordre régnera à Varsovie[8]. » C'est pourtant l'inverse qui s'est produit.

Marenches trépigne, interpelle, revient à la charge. Mais pour quel résultat ? En tout cas, Giscard ignore son avis en décidant l'arrêt de l'aide à Savimbi en Angola. « Pour ne pas déplaire aux Soviétiques[9] », tranche le directeur général dans ses Souvenirs. Peut-être aussi pour ne pas nuire aux intérêts des compagnies pétrolières françaises dans la répartition des marchés opérée par le gouvernement angolais ? Depuis deux ans, Marenches remue ciel et terre pour aider Savimbi. Maintenant il doit l'abandonner ? Le commandant rebelle n'a aucune chance de l'emporter, explique l'Élysée. Mais Marenches ne l'a jamais pensé ! Savimbi, c'est son

cavalier sur l'échiquier de la guerre subversive, la pièce qui portera le fer dans le dos de l'ennemi pour qu'il ne se sente jamais en sécurité. Le laisser tomber est un crève-cœur. Mais pour d'autres au SDECE, la vision des choses semblait bien romantique au regard des intérêts économiques qui sont en jeu à Luanda. Marenches obtempère-t-il ? Selon Savimbi, « grâce à ses contacts avec les Arabes, [il] a poursuivi [l'aide] jusqu'à ce qu'il quitte le SDECE, d'une façon ou d'une autre[10] ». Des missions continueront certes à se rendre auprès du commandant longtemps après le départ de Marenches, mais essentiellement pour entretenir le contact. Plus de livraisons d'armes d'ampleur comme à la fin des années 1970, et si certaines formations militaires continueront à être dispensées, ce sera de façon ponctuelle, en échange de renseignements.

L'exécutant

Malgré tout, le directeur général n'a pas encore perdu la foi. Toujours animateur d'un Safari Club amoindri, il multiplie les rencontres avec Hassan II, avec le prince saoudien Fahed, et discute avec Kissinger lors de ses passages en Suisse. Mobutu et le chef de son service Seti Yale ont même droit aux honneurs de la maison de Grasse. À Tunis, Marenches est reçu par le président Bourguiba. Le 30 septembre 1980, c'est le général Zia, chef de l'État pakistanais, qui lui accorde une audience au Crillon. Le plus grand absent de l'agenda est finalement Giscard lui-même qu'il ne rencontre qu'une seule fois en 1980 – le 11 novembre – façon, peut-être, de marquer le dixième anniversaire de sa nomination. Pas assez pour l'apaiser face aux dangers auxquels il estime l'Occident exposé. Sa lettre apocalyptique du 11 janvier précédent, à propos de l'Afghanistan, est restée lettre

morte, le conseiller du président Jean Sérisé s'étant contenté de l'inviter à déjeuner à l'Élysée la semaine suivante. C'est de cette époque que date la légende d'un Marenches jouant sa propre partition sans en référer à personne : après tout, si Giscard ne veut pas de lui, pourquoi s'en embarrasser ?

Se fondant sur une note de la Sûreté du ministère de l'Intérieur de Bavière, l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel* avance ainsi qu'une « organisation transnationale de sécurité[11] » serait en cours de création dans le plus grand secret autour d'Alexandre de Marenches, de son homologue britannique Sir Dickie Franks, des services suisses, de journalistes, mais aussi de Franz Josef Strauss, afin de sauver l'Europe en favorisant l'élection de gouvernements « bien-pensants », celle de Margaret Thatcher à Londres en mai 1979 étant considérée comme la première de ses victoires… Mais ce n'est pas parce que deux conservateurs comme Marenches et Strauss partagent les mêmes amitiés avec les milieux de la droite dure d'Afrique du Sud et de Rhodésie du Sud qu'ils complotent. Pas plus que les conversations avec Otto de Habsbourg ne travaillent à la renaissance de l'empire austro-hongrois.

Plus curieuse paraît la visite envisagée à la fin de 1980 au général Carlos Alberto Martinez, chef de la SIDE, les services de renseignement d'une Argentine livrée à une junte militaire sanglante. Neuf mois après le coup d'État du 24 mars 1976, l'un des prédécesseurs de Martinez s'est déjà félicité de « l'importance de la collaboration » et des « excellentes relations » avec le SDECE. Mais en conclure que les Français se sont fourvoyés dans des coups tordus serait se méprendre sur le mode de fonctionnement de Marenches et oublier le travail accompli depuis 1970. Le directeur général s'est échiné à remettre le SDECE sur les rails de la légalité. « Il ne disait certainement pas tout, reconnaît Philippe Mestre, alors directeur de

cabinet de Raymond Barre, mais ce qu'il taisait ne concernait que des opérations minimes, sans conséquence sur la politique de la France. Il était en cela dans son rôle puisque le directeur général se doit d'assumer sa part de responsabilité[12]. » Sur chaque dossier d'envergure, Marenches tient rigoureusement l'Élysée au courant de ses rencontres et de leurs conclusions. À la fois par légalisme et par souci de ne pas porter seul le fardeau d'actions périlleuses. Enfin Giscard tient à être le seul à conduire la diplomatie, qu'elle soit officielle ou parallèle. Il décide, Marenches exécute.

La guerre que déclenche Saddam Hussein le 22 septembre 1980 offre une nouvelle occasion de s'en rendre compte. Comme Marenches l'a expliqué à Brzezinski, la France « a contribué à une certaine réorientation de l'Irak[13] ». Avec ses déplacements, il en a pris sa part, mais la politique générale à l'égard de ce pays le dépasse. Décidée à l'Élysée dès le premier choc pétrolier, elle a été incarnée par les plus hauts personnages de l'État, l'ancien Premier ministre Jacques Chirac en tête. Le directeur général du SDECE a-t-il incité Saddam à attaquer l'Iran ? Il n'y en a pas de preuve, en France en tout cas. En revanche, le service a parfaitement analysé le jeu du régime. « Les Irakiens, notifiait-il au gouvernement le 4 juillet 1979, sont décontenancés par ce qui se passe en Iran et avouent être dans l'impossibilité de faire une analyse objective du personnage de Khomeiny et des membres de son entourage. Ils redoutent le péril communiste, prennent ombrage du nationalisme iranien renaissant, historiquement hostile au monde arabe et à l'islam sunnite, et redoutent une poussée de l'impérialisme persan en direction du Golfe. » Le soutien de Bagdad aux revendications des Arabes de la province du Khouzistan a été identifié clairement ; Saddam ne surprend pas en plaçant la conquête de cette province iranienne parmi les priorités.

Qu’il ait ou non joué un rôle dans le déclenchement des hostilités, Marenches apprécie certainement la revanche prise sur l’alliance « islamo-communiste » qui a chassé son ami le shah. Mais, comme la plupart des services de renseignement de la planète, il se trompe en croyant que la partie sera facile pour les Irakiens face à un pays dévasté par le tourbillon révolutionnaire. Le peuple iranien va se souder comme jamais face à un adversaire qui accumule dès le début les absurdités tactiques en appliquant une doctrine soviétique dépassée. Plutôt que l’enterrement du régime des ayatollahs, Marenches, le gouvernement français et tout le camp occidental, de même que les Saoudiens – qui tous ont fourni à Saddam les dernières raisons de franchir le pas – ont offert à l’Iran le ciment le plus redoutable qui puisse unir une nation : un mélange de peur et de sang.

La traque de la pieuvre

Les questions relatives à la guerre Iran-Irak néanmoins dépassent les attributions d’un directeur de service de renseignement. En mettant à profit les liens tissés depuis dix ans, ses agents vont en peindre régulièrement un tableau détaillé, mais ce n’est pas à leur patron de décider ou non de livraisons secrètes d’armes. Il est cependant une mission qui relève totalement de sa compétence, l’une de celles pour lesquelles un clignement de paupière suffit en guise d’accord du chef de l’État. Si prompt à livrer ses souvenirs, Marenches n’a jamais été très clair sur les opérations homo qu’il aurait ordonnées. La pudeur et le respect du secret, ainsi qu’une répulsion pour ce genre de méthodes, le lui imposent. L’ère de l’Algérie où des centaines d’individus ont payé de leur vie leur soutien aux fellaghas

est close. Aucune élimination physique n'a été menée à bien par le SA de 1970 à au moins 1977. Toutefois, au fil des années, certains dirigeants sont parvenus à résister aux tentatives de déstabilisation. Il ne reste plus pour les empêcher de sévir que la méthode expéditive à laquelle, en raison du risque pour ses exécutants et pour l'image de la France, les autorités ne peuvent recourir qu'exceptionnellement. « Je trouve très dommage qu'on n'en ait pas éliminé au moins deux, déclarera Marenches en 1991. Tout le monde le sait[14]. » Formule habile puisqu'elle ne dit rien d'un éventuel passage à l'acte, ni même d'une décision de l'Élysée. Giscard lui aussi est resté très discret sur le sujet. Il faudra attendre quarante ans pour qu'un président de la République se vante d'avoir ordonné quatre exécutions dans le cadre des attentats djihadistes de 2015.

Si l'identité de l'un des deux hommes visés par Marenches n'a jamais été divulguée – le feu rouge de l'Élysée lui ayant permis d'accéder aux plus hautes fonctions dans son pays –, celle du second relève du secret de Polichinelle. Par ses manœuvres antifrançaises en Afrique, par son soutien aux groupes terroristes et par le sac de l'ambassade française à Tripoli en juin 1980, Mouammar Kadhafi coche toutes les cases du candidat à une opération homo. Marenches n'a jamais rien voulu reconnaître publiquement, préférant rappeler la « question un peu farfelue » posée par Sadate en mars 1978 et qu'il aurait balayée en répliquant qu'il n'était pas « à la tête d'une équipe de tueurs à gage »[15]. Mais en privé, dans un salon du Jockey ou du Traveller's, le directeur général a souvent confié un de ces secrets à ne jamais répéter : « Oui, témoigne l'une de ses connaissances de l'époque, il m'a bien annoncé qu'il avait cherché à faire disparaître Kadhafi[16]. »

Il est impossible d'imaginer que l'ordre ne serait pas venu de l'Élysée. Et il l'est tout autant d'envisager que la moindre trace écrite

puisse être trouvée dans les archives. Un cadre du SDECE affirme en tout cas qu'alors qu'il se trouvait dans le bureau de Journiac à l'Élysée, il a distinctement entendu le président s'exclamer à l'interphone, au sujet du leader libyen : « Comment se fait-il qu'il n'ait pas encore deux balles dans la tête, celui-là[17] ? »

Toujours est-il qu'à la fin de 1979, un des officiers les plus expérimentés en matière d'« opérations spéciales » présente à Marenches un plan contre toute la galaxie libyenne : pas seulement des opérations visant le Guide, mais aussi la destruction d'intérêts divers, si possible en mouillant au passage certains pays européens qui, en quête de faveurs, continuent de le flatter. Le DG est enthousiaste : « Kadhafi est une pieuvre, a-t-il déjà affirmé. Il faut lui taper sur toutes les tentacules[18]. » Pour ne pas laisser de preuve derrière soi et s'affranchir des contrôles, le budget nécessaire viendra de sa « cassette personnelle ».

Des bombes se mettent à exploser ici ou là, mais elles ne causent que des dégâts matériels : la Libye doit savoir que nulle part ses intérêts ne sont à l'abri. Parmi les réussites les plus spectaculaires du programme logiquement baptisé *Pieuvre*, deux nageurs de combat envoient par le fond, en octobre 1980, le fleuron de la marine libyenne en Méditerranée. Du vieux matériel de plongée britannique est abandonné pour permettre à l'opposition libyenne, encore embryonnaire, de s'attribuer le mérite de l'opération. Il y a aussi des ratés. Par exemple, la surveillance de l'ambassadeur de Tripoli dans une capitale européenne manque de mal finir, car le SA ne s'est pas informé sur l'identité du propriétaire de l'appartement du dessous. Il s'agit du procureur de la république – qui, étonné par le bruit, donne l'alerte… Un sous-officier est arrêté, mais on ne retient contre lui qu'une tentative de vol de mobylette et il est libéré au bout de deux jours.

Une autre opération échoue par la faute du dieu Vulcain. Tout avait été soigneusement préparé : l'engin explosif avait été récupéré, la cible – un conteneur dans le port de Naples – identifiée et surveillée. L'équipe est en route pour terminer le travail quand le Vésuve entre en éruption… La ville est plongée dans le noir : plus d'électricité, plus moyen de circuler… Le service Action doit battre en retraite devant probablement le « cas non conforme » le mieux nommé de son histoire.

Quant à Kadhafi, il n'a sans doute jamais su qu'à deux reprises, les services français ont été très près de l'éliminer. *Pieuvre* a ainsi prévu de placer des explosifs sur le passage de son cortège. En février 1981, Marenches va solliciter le soutien de George H. Bush, nouveau vice-président de Reagan et ancien homologue à la CIA. « Notre réponse, affirme le juge Clark, proche conseiller du président des États-Unis, a été que nous comprenions ses sentiments à l'égard de cet homme, mais que nous ne pratiquions pas les assassinats[19]. » Le Français en a-t-il été vraiment surpris ? Il sait que Reagan partage sa vision du monde, mais aussi qu'il n'est à la Maison-Blanche que depuis un mois, trop peu pour avoir levé dix ans de blocage idéologique. Tant pis pour le coup de main américain !

Kadhafi a la baraka des dictateurs. Le jour J, le piège ne fonctionne pas. Le service Action planifie une autre tentative, avec pour cadre une conférence de presse. Tout a été soigneusement vérifié et revérifié. Impossible d'y réchapper à la distance prévue. Mais si une bombe conduira bien le Guide vers la mort, ce ne sera que le 20 octobre 2011, par le fait d'un Mirage 2000 de l'opération *Harmattan*. Car le jour prévu, trente ans plus tôt, il ne se présente pas devant les journalistes…

*1. Analyse validée un an plus tard par le commandant suprême de l'Otan en Europe, le général Bernard Rodgers, qui déclarera que « l'URSS possède une large avance par rapport à l'Otan dans le développement des armes atomiques », d'où « une première moitié de la décennie actuelle [qui] pourrait bien être pour les Occidentaux la période la plus critique ».

37

Plutôt vert que rouge

Le duel à distance avec Kadhafi n'est pas sans conséquence pour Marenches. Le fils de son cousin La Haye apprend ainsi qu'il est contraint de vivre volets fermés avenue Lyautey en raison d'un « contrat[1] » que le dictateur aurait passé pour l'éliminer… Personne d'autres n'en a le souvenir, en particulier son chauffeur et officier de sécurité qui est en permanence sur le qui-vive. Selon certains, l'opération Kadhafi aurait pourtant bien fait une victime au SDECE. Parallèlement à l'opération *Pieuvre*, la direction du renseignement aurait imaginé une autre manière, plus classique, de faire chuter le Guide : un coup d'État porté à bout de bras par le Safari Club, Égyptiens en tête. Comme jadis Mossadegh en Iran, l'idée consistait à favoriser des mutineries qui mettraient le feu aux poudres à Benghazi et à Tobrouk, à partir du 5 août. Cette fois encore, l'opération échoue et l'ordonnateur du projet, le colonel de Marolles, patron de la direction du renseignement, est sacrifié en septembre 1980.

Il fallait bien cela pour que Marenches se sépare de l'un de ses principaux collaborateurs que, de surcroît, la presse considérait comme un directeur général en puissance. Ce qui est surprenant, c'est que la raison de la séparation court très vite les journaux qui

décrivent un Marolles ourdissant des « coups », de mèche avec Giscard, dans le dos de Marenches. Le président de la République n'aurait-il donc plus aucune considération pour le directeur général du SDECE ? Mais après le succès en Centrafrique, l'action au Tchad, le rendement élevé de l'espionnage économique et l'absence de coups tordus, pourquoi pareille idée aurait-elle germé dans la tête du chef de l'État ? Par ailleurs, c'est méconnaître la haute conception qu'il se fait de sa fonction, et de sa personne, que de l'imaginer en train de rencontrer en catimini – car tout se sait à l'Élysée – un simple directeur d'administration…

Enfin le SDECE de 1980 n'est plus la pétaudière d'antan. Si un coup d'État a bel et bien été monté en Libye durant l'été avec l'implication du Safari Club, Marenches a forcément été au courant. Ne serait-ce que parce que renverser une dictature nécessite beaucoup d'argent. Il ne suffit pas de maquiller quelques notes de frais, il y a une procédure. Il n'est pas non plus possible que le directeur général ait pris prétexte de l'échec pour congédier Marolles. Nul service de renseignement ne pourrait fonctionner sans prise de risques. À vrai dire, des anciens du SDECE, qui n'en ont rien su sur le moment, se demandent aujourd'hui si cette opération a jamais eu lieu… « C'est une blague ! Faux de A à Z[2] ! » tonnera Marenches lui-même quand la presse s'étonnera qu'il n'en parle pas dans ses Souvenirs. Une « histoire rocambolesque, dira-t-il encore, dans laquelle on a voulu “mouiller” l'un des membres de mon équipe, le colonel de M.[*1] ».

Pour autant, c'est bien le comportement singulier de Marolles qui est à l'origine de sa disgrâce. Certains évoquent le veto qu'il aurait opposé à certaines opérations trop hardies réclamées par son chef, tel le sabotage d'un chalutier – en fait un navire du renseignement soviétique –, qui faisait escale à Las Palmas, aux Canaries. « Donnons-

leur une leçon[3] ! » avait lancé le directeur général qui n'aurait pas digéré ensuite la décision de Marolles de tout arrêter alors que la bombe et l'équipe étaient en place. Le problème fut que le bateau-école de la marine française, la *Jeanne d'Arc*, fit une escale inopinée à Las Palmas. Un grave incident diplomatique aurait donc pu survenir, la France risquant d'être accusée de la destruction du bateau. Marenches n'y a rien trouvé à redire.

Le désaccord entre les deux hommes est en fait beaucoup plus profond. Un an plus tôt, Marenches avait bien spécifié à Marolles lors de sa nomination à la direction du renseignement : « Mettez un terme à vos structures[4] ! » Mais le colonel n'en a rien fait. Les « structures » font jaser à Mortier : que font-elles, où trouvent-elles leurs budgets étant donné que la direction générale ne veut plus en entendre parler ? À chaque nouvelle opération, Jean Bontoux reçoit un émissaire du service Action qui lui fait part de ses besoins en cash. Un de ses subordonnés, armé, prend le chemin de la Banque de France où il puise dans les fonds spéciaux. La Cour des comptes n'est jamais informée de l'utilisation de cet argent et Bontoux ne voit jamais revenir le reliquat : sert-il à financer les « structures » ? Marenches aurait dès lors une part de responsabilité dans ces pratiques, lui qui n'a jamais prêté d'intérêt aux questions d'intendance.

En fait, les montages clandestins, pour la plupart en sommeil, permettent essentiellement d'entretenir des réseaux de relations qui pourraient un jour servir. Quant à la moralité des « structures », dont le budget vient essentiellement de leurs activités de couverture, Marenches lui-même avait suggéré à Messmer dès 1963 que « la direction financière et économique [devrait], dans toute la mesure du possible, pratiquer l'autofinancement après avoir fait les investissements nécessaires – "Maisons de France", centre

d'information, de propagande, de culture et d'échange de toutes natures[5] ».

Dans un premier temps, sans doute le directeur général n'a-t-il pas cru au dossier constitué par le contre-espionnage. L'une des « structures » est une société de production audiovisuelle. Avec des reportages d'excellente tenue à son actif, elle s'est invitée au festival de Cannes où elle a été approchée par un Géorgien, novice dans la production, mais qui s'est montré si entreprenant qu'il a séduit l'une de ses collaboratrices. Qu'est-ce qui a le plus fait tiquer Marenches : que l'homme appartienne au KGB ou que la jeune femme soit une proche du directeur du renseignement ? Certes, il pouvait passer bien des choses à un Marolles, mais pas cela… En outre, ces gredins de la DST disposeraient de clichés montrant les tourtereaux au café…

Les deux crocodiles

Quand la sécurité du service est en jeu, il n'y a plus ni solidarité aristocratique ni nostalgie qui tiennent. La sentence est sans appel : Marolles devra laisser sa place à la fin de l'été, date de l'année où se produisent les changements d'affectation. C'est un colonel, Jacques Sylla-Fouilland, *alias* Fillon, qui le remplacera, mais il est si peu porté sur le renseignement que, lorsque l'un de ses anciens subordonnés de l'infanterie coloniale du Maroc l'aperçoit dans la cour d'honneur, il ne peut s'empêcher de lui lancer : « Vous êtes gonflé[6] ! » ; le colonel lui avait formellement déconseillé de rejoindre le SDECE. En quatre ans, il est le sixième titulaire au poste pourtant stratégique de directeur du renseignement.

Pour les partisans de Marolles – et ils sont nombreux –, le responsable de son éviction s'appelle Singland, aux états de service indiscutés, mais qui, le 26 septembre 1979, au moment de la nomination de Marolles à la DR, avait suggéré la fusion du contre-espionnage et de la sécurité sous le motif que le second exploite les renseignements du premier. Désireux de redonner du lustre à ces deux unités très controversées, Marenches avait accepté l'idée. Le départ à la retraite de leurs chefs respectifs, qui avaient terrorisé le SDECE, ainsi que la prise de commandement de Singland laissent présager un retour à la sérénité. Cependant, cela n'empêchera pas un responsable du contre-espionnage de proposer bientôt le sabotage sur les autoroutes françaises de tous les camions en provenance de Roumanie. Le prétexte : grâce à une croix dessinée sur le toit des véhicules, des satellites pourraient géolocaliser les sites stratégiques en France.

Lors de la réforme de 1979, Singland a obtenu davantage : être directement rattaché à la direction générale afin de ne plus dépendre de la direction du renseignement. Il en a été de même pour le service Action que le colonel tenait à éloigner de Marolles avec toutes ces rumeurs sur les « structures ». « Vous êtes deux crocodiles dans le même marigot[7] ! » avait souri Marenches. Il est notoire que les deux colonels ne s'apprécient guère. Singland reconnaît à Marolles son esprit inventif et lui est redevable du commandement du camp de Cercottes, mais il a toujours douté de ses capacités – faute de pratique – à commander un groupe aussi délicat que le service Action. De son côté, Marolles, ne pouvant guère dénier à Singland une expérience supérieure du renseignement, n'a pas été le dernier à l'affubler du surnom de « jésuite » à la fois pour sa tonsure et pour sa pondération, forcément douteuse. Il a aussi été de ceux qui ont alimenté les rumeurs détestables d'un retournement par le Vietminh

lors de sa détention en Indochine. Le SDECE compte pourtant d'autres survivants de ce camp terrible de Tuan Giao qui peuvent jurer du contraire.

Marolles et Singland ne s'entendent pas, soit. Mais Marenches se refuse à les renvoyer dos à dos. Il a atteint un stade de saturation. Pendant un an, malgré la présence de Marolles à la direction générale, il lui a été impossible d'en savoir plus sur ces « structures ». Pour tenter de dissiper le brouillard, Singland en a été réduit avec ses équipiers à sonder un à un, discrètement, leurs camarades du SA. Sans guère de succès. « Marolles, précise-t-il, avait un adage. Il disait que quand une personne était mise dans la confidence, cela fait I en chiffre romain. Quand deux personnes savaient, ça faisait II, c'est-à-dire 11, et trois personnes, 111[8] ! »

De guerre lasse, le colonel a déposé, le 10 mars 1980, sur le bureau du directeur général une note suggérant que le Service de contre-espionnage et de sécurité (SCES), dont il a obtenu la création et le commandement, soit « informé de toutes les activités menées au nom du service », y compris celles de R1 (c'est-à-dire du service Action), « puisque ce sont les plus dangereuses » : tout contact, tout recrutement, toute source doivent obligatoirement passer sous ses fourches caudines. « Aucune dérogation ne sera tolérée », précisait bien le document. Marenches a signé sans hésitation. « C'était un vrai chef, note Singland. Il pouvait tolérer certains comportements, mais au final, ce qui lui importait le plus était d'être obéi[9]. »

Marenches n'en oublie pas les bonnes manières pour autant. À sa demande expresse, son directeur de cabinet, Michel Roussin, successeur de Didier Faure-Beaulieu, plaide à Matignon et Brienne pour que Marolles parte avec les étoiles. Plus tard, il interviendra aussi auprès de son ami Jérôme Monod pour lui assurer un poste à la Lyonnaise des eaux.

Vous ne vous ennuierez pas !

Avec le départ de son directeur du renseignement, le SDECE de 1980 ne ressemble plus guère à celui de 1970. À part le bon docteur Beccuau et l'inamovible Mlle Le Saux, tout l'entourage de Marenches a changé. Les recrues qu'a fait venir Michel Roussin, pour apporter du sang neuf autant que pour se constituer une garde rapprochée, préfigurent la DGSE d'aujourd'hui : son camarade de promotion Olivier de Noray, également diplômé de Sup-Élec, aux services techniques ; le colonel Michel Vernière, un gendarme, comme lui, à la sécurité ; Jean-Claude Baleyte au contre-espionnage et Raymond Vidal à l'administration ; enfin le jeune Gérard Delbauffe, détaché du contrôle général des armées pour continuer à assainir le fonctionnement budgétaire du service. Roussin, sous-préfet de quarante-deux ans, y gagne une moisson de critiques dont la presse fait ses choux gras. « Reprise en main au SDECE ! » titre *Le Monde* en janvier. « Iznogoud ! » s'alarment les uns ; « Usurpateur ! » disent d'autres, lui déniant toute influence à la direction générale ; « Poisson pilote de Chirac et du RPR ! » s'indignent ceux qui mélangent son passé et son avenir. Roussin n'a pas le parcours d'un Faure-Beaulieu ou d'un Singland dans la pratique du renseignement, mais cet ancien d'Algérie a baigné dans le milieu depuis des années, à Matignon, sous Messmer, Chaban et Chirac. Du temps du deuxième, il a ainsi mené la « cellule d'échange des agents » chargée de l'échange de prisonniers avec l'Est. Voilà la raison pour laquelle Marenches l'a sollicité. « Rejoignez-moi ! Vous ne vous ennuierez pas[10] ! » lui a-t-il écrit, expliquant au ministre de l'Intérieur le 24 mars 1977 : « Il m'apparaît posséder toutes les qualités requises pour occuper ce poste, d'autant qu'il connaît bien ce service dont il suivait quotidiennement les activités depuis Matignon où il était affecté entre 1972 et 1976[11]. »

Plus de quatre ans de collaboration quotidienne ne l'ont pas fait changer d'avis puisqu'il loue encore en 1981 sa « courtoisie », son « autorité naturelle », sa vaste culture. Grâce à son cursus, Roussin met de l'huile dans les rouages entre le SDECE et toutes ces maisons qui voudraient en savoir tellement plus : l'Élysée, Matignon, la Défense, le Quai… Il est à l'autre bout de l'interministériel quand Marenches est en déplacement. Il est le plus souvent présent aux entretiens privés avec les chefs des services étrangers reçus à Mortier et participe à des voyages aussi décisifs que Téhéran en plein naufrage et Bagdad à l'aube de la guerre. Enfin, il entretient lui-même le contact avec quelques grandes plumes de la presse qui entendent continuer à prouver leur indépendance en accouchant malgré tout de papiers salés sur le SDECE…

Mais il est indéniable que le directeur de cabinet n'est pas toujours informé de tout. Le DG tient à son quant à soi, et il lui arrive de sommer le service Action de ne rien dire à Roussin d'une opération, jugée « sensible ». Il peut aussi le sermonner à sa manière, comme le jour où une équipe inexpérimentée est missionnée pour aller récupérer des fonds sur l'autre versant du Jura où la douane les intercepte… « Vous ne m'avez pas dit ce qu'il s'est passé en Suisse[12] », lui assène-t-il sans perdre pour autant son calme. Mais Roussin bénéficie par deux fois d'une démonstration de confiance qui suffit à dire l'estime que lui porte le directeur général. En octobre 1978, une cabale est montée contre lui : le voici soupçonné de liens avec les services spéciaux turcs et même avec le Parti communiste français… Marenches reçoit le dossier qui n'est même pas passé par le filtre de la direction du renseignement. Il sourit. Roussin n'a rien à craindre de lui. Mais il diligente Singland pour faire toute la lumière car il est des plus inquiétants que pareille information puisse arriver sur le bureau

du directeur général. Le chef de poste à Ankara y laissera des plumes…

Roussin, qui a envisagé de démissionner, en ressort plus solide encore, ce qui lui permet d'administrer également un savon aux directeurs et chefs de service réunis : « Dans ces conditions, puis-je prendre sans risque la responsabilité [de] me porter garant de la qualité des renseignements que vous me soumettez et que j'adresse à nos grands correspondants ? […] Je voudrais vous dire qu'il était effectivement pour moi très difficile de supporter une attaque aussi subalterne sans réagir et je dois dire que la surprise de nos plus hautes autorités de tutelle, auxquelles j'ai évidemment rendu compte, a été grande[13]. » Même les plus hostiles doivent lui reconnaître du cran pour s'exprimer ainsi devant l'état-major du SDECE.

La seconde marque de confiance de Marenches est le geste le plus fort qu'un directeur général d'administration puisse réserver à l'un de ses subordonnés. Roussin a reçu la délégation de signature sur l'ensemble des activités du SDECE. Un cas unique, Jean Bontoux n'en disposant que pour les questions financières. Les détracteurs de Marenches y verront une preuve supplémentaire de son désintérêt pour les affaires intérieures de la maison. Ils n'auront pas totalement tort : plus le temps passe, plus le DG se détourne des rouages de la machine, le danger d'une guerre mondiale perdue d'avance par l'Occident se précisant de plus en plus selon lui.

Marenches laisse l'intendance à Roussin et s'en va un peu partout tenter d'empêcher l'inéluctable. De ce combat-là il ne débat qu'avec les plus grands et même celui qu'il tient pour le plus grand des plus grands depuis la chute du shah, Hassan II, descendant du Prophète. Cette filiation est au cœur de sa réflexion ; elle va, pense-t-il, charpenter le monde des décennies suivantes.

Le rempart islamique contre le communisme

Comme toujours chez Marenches, tout commence par un exposé géopolitique. « Dès maintenant, écrit-il au roi le 29 janvier 1980, le détroit d'Ormuz est à la portée des chasseurs-bombardiers soviétiques et sa côte nord peut être atteinte sans difficultés par les blindés russes, en coordination avec des opérations menées à partir du Sud-Yémen[14]. » Pourtant, il ne croit pas à une action militaire aussi franche de l'URSS car les États-Unis ne pourraient alors riposter que par l'arme nucléaire tactique. Il privilégie l'hypothèse d'actions par touches régionales : subversion en Iran, isolement de l'Irak, maintien de la division entre États de la péninsule Arabique, attaques redoublées contre les familles au pouvoir en Arabie Saoudite. « Le développement de telles entreprises pourrait aller à l'égard du Royaume jusqu'à l'avènement à Riyad d'un “nouveau Kadhafi” ou à celui d'une sorte de “Khomeiny”. » Faute de pouvoir compter sur les Américains, et ayant – comme l'a écrit Gramsci – « le pessimisme de l'intelligence », Marenches en appelle à « l'optimisme de la volonté ». Que propose-t-il ? Une riposte globale et sans relâche, particulièrement « sur le terrain de prédilection de l'adversaire, celui du renseignement, de la subversion, de la désinformation, de la propagande et de la pénétration [...]. L'expérience du “Club” a montré qu'une mise en commun secrète des ressources et des apports spécifiques de chaque service ami pouvait permettre d'atteindre un tel objectif avec une efficacité accrue (l'union fait la force)[15] ».

Le directeur général trace deux axes d'effort. Sur le plan défensif, il faut « contribuer au renforcement de la péninsule [Arabique] » avec la facilitation « en sous-main » des accords de défense entre les États qui la composent, la « constitution d'un corps d'intervention

hautement efficace qui lui soit propre », la lutte contre la désinformation. Mais c'est sur l'offensive que Marenches franchit un cap déterminant. Il faut, explique-t-il à Hassan II, « répondre à l'attente du monde musulman en prorogeant, à partir de la région même où naquit l'islam, les thèmes propres à assurer sa défense contre le paganisme » et « attaquer les points faibles de l'adversaire (Afghanistan, Érythrée, Angola…) en fournissant conseils, encadrement, soutien logistique et financement aux mouvements qui le combattent pour défendre ou regagner leur liberté »[16]. En d'autres termes, Marenches jette les fondations du rempart islamique contre le communisme.

Un des drames du XXIe siècle est que ce projet est échafaudé au moment précis où le courant fondamentaliste, dont l'État islamique n'est que l'ultime rejeton, traverse une de ses phases de résurgence comme il en connaît depuis des siècles en alternance avec de longues absences. Dans sa croisade antisoviétique, Marenches croit avoir trouvé des supplétifs faciles, or ils vont se révéler des ennemis plus redoutables encore. Un événement majeur a bien montré l'erreur de lecture : la prise d'assaut des Lieux saints de La Mecque, le 20 novembre 1979, par des opposants fondamentalistes au trône saoudien. Il faut préciser pour commencer que ce n'est pas le SA, ni aucun Français d'ailleurs, qui a sauvé la famille royale. Il se trouve simplement que, dans le cadre du Safari, il était installé à Tayif depuis quelques mois pour former les membres des services de sécurité saoudiens. Lors de l'assaut, l'instruction ayant été suspendue, les trois instructeurs français ont rejoint leurs compatriotes du GIGN qui, dépêchés sur place en urgence, ignoraient même leur présence dans le pays. Les gendarmes ne furent pas beaucoup plus impliqués, les Saoudiens les ayant surtout réclamés pour leur expertise sur des gaz incapacitants. Le prince Turki n'en remercia pas moins Marenches

pour l'action de ses hommes qui « ont certainement facilité notre tâche[17] ».

Le Lieu saint se transforma en un champ de bataille où la monarchie ne s'interdit pas d'utiliser les chars et les tirs de missiles pour venir à bout d'assaillants très bien organisés et renseignés sur le dédale souterrain. Quoiqu'équipée à grands frais, l'armée saoudienne mit deux semaines à venir à bout des insurgés. Le bilan officiel, sans doute largement minoré, fit état d'une centaine de morts.

Impénitent, Marenches racontera qu'il avait prévenu depuis longtemps Riyad, et plus largement l'Occident, de l'entrée d'armes par le Yémen du Sud *via* la base soviétique de Socotra. Au comité interministériel du renseignement du 13 décembre, il a précisé que les dirigeants saoudiens avaient totalement été pris au dépourvu. L'événement, de fait, est emblématique d'un basculement de l'histoire. C'est un ancien de la garde nationale, Juhayman al-Otaybi, qui était à la manœuvre. Issu d'une famille de Bédouins historiquement en lutte avec les Saoud après les avoir portés au pouvoir, il était convaincu de compter dans sa famille le Mahdi, le « sauveur », descendu sur terre à la fin des temps pour chasser les « croisés » et les Juifs, réunifier le monde arabe et préparer le retour du Messie. Désigner Al-Otaybi comme une marionnette des Soviétiques, c'est se voiler la face sur le pouvoir de nuisance des fondamentalistes, ulcérés par le comportement de la famille royale, sa corruption et ses accointances avec l'Occident.

L'erreur sur les conséquences de cette affaire est plus grave encore. Très fortement ébranlé, le régime saoudien va multiplier les gages de rigorisme, durcissant les lois sur l'alcool et sur les femmes, distribuant des dollars à ceux qui se targuent de promouvoir le « véritable » islam. Comme aux grandes heures du Safari, Marenches croit disposer avec lui d'alliés sûrs dans sa croisade antisoviétique. Il ne se

rend pas compte que vont en émerger les fléaux qui vont terroriser le monde.

Le directeur général se serait-il mépris ? Comme à peu près tout le monde à l'époque. À Washington, l'administration Carter pointe l'Iran derrière l'assaut de La Mecque parce que le Mahdi est une figure également vénérée par les chiites. Si souvent accusée d'indolence, elle a même dépêché sa flotte dans le Golfe pour afficher son soutien aux Saoudiens, ce qui déclenche des émeutes contre les ambassades américaines du monde entier et la contraint à ordonner l'évacuation de son personnel diplomatique dans presque tout le Moyen-Orient. Aux yeux des musulmans, c'est un aveu de faiblesse. Dans son discours sur l'état de l'Union le 23 janvier 1980, Carter annonce que son pays interviendra militairement au nom de la mise en danger de ses intérêts vitaux chaque fois qu'un pays allié de la région sera attaqué.

Maître à penser ?

Si l'anticommunisme de Marenches apparaît avec le recul comme une forme d'aveuglement, il ne faut pas oublier qu'au temps de la guerre froide les regards étaient braqués sur l'Est. Le rouge était l'ennemi, et le vert, l'allié. L'islamisme va bientôt tuer Anouar el-Sadate, mais peu de responsables y verront le ferment d'un mal durable et mondial. Quand Valéry Giscard d'Estaing répugne à qualifier de « résistants » les moudjahidines afghans, ce n'est pas parce qu'il mesure le danger fondamentaliste, mais dans un esprit de conciliation envers les Soviétiques. De même, les rencontres à Paris de Marenches et du patron de l'ISI, son homologue pakistanais, ainsi que l'envoi sur place du colonel Crignola n'auront pour résultat que la

création d'un poste Totem à Islamabad. Et en novembre 1980, l'officier désigné à sa tête reçoit pour seule consigne, ou presque, de combattre la « vérole communiste[18] » sans merci.

Bien entendu, c'est des Américains que Marenches attend le plus. L'élection du républicain Reagan le 4 novembre annonce pour lui la fin du cartérisme et des méfaits de cette « détente » qui n'aurait de nom que pour les Occidentaux. La puissance de ses réseaux se lit dans la rapidité – dix-sept jours – avec laquelle il décroche un entretien avec le nouvel élu alors que les deux mois qui précèdent l'investiture sont ordinairement surchargés. Le cadre : la villa à Los Angeles de l'homme d'affaires Alfred Bloomingdale, vieil ami de l'ancien gouverneur de Californie. Marenches s'épanche sur cette rencontre dans ses Souvenirs. Il raconte comment Reagan a été subjugué par ses prédictions sur l'Afghanistan, mais aussi par le plan *Moustique* – l'insecte qui peut rendre fou l'ours soviétique – qu'il lui aurait soumis, prévoyant en particulier l'envoi à Kaboul de bibles en russe et la création d'un journal anticommuniste destiné aux soldats de l'Armée rouge.

À ne pas en douter, aux yeux du nouveau président américain, le directeur général est, au bout de dix années à la tête du SDECE, une voix à écouter. Mais comment pourrait-il accepter, comme le Français le lui aurait proposé, de détourner les saisies de drogue aux États-Unis pour en intoxiquer les Soviétiques en Afghanistan et leur rendre ainsi la monnaie de leur pièce vietnamienne ? Marenches dira que l'idée a finalement achoppé sur l'impossibilité de garantir une discrétion absolue. Comme toujours avec lui, l'essentiel de cette visite ne réside pourtant pas dans les détails qu'il relate. L'unique autre récit de cet entretien, celui du journaliste Bob Woodward, est probablement plus proche de la réalité. Le directeur général du SDECE y apparaît désireux de livrer à son interlocuteur sa vision de la

CIA : un club d'impotents qui désertent le champ de bataille. « Ne croyez pas la CIA, lâche-t-il. Ce ne sont pas des gens sérieux[19]. » Ce qu'il voudrait, ce n'est pas un improbable « plan *Moustique* », mais que les Américains reviennent dans les coulisses agitées du monde, qu'ils cessent de se reposer sur la technologie et retournent aux missions clandestines, en particulier aux opérations homo : « Où est la frontière entre la tuerie légale et illégale ? confiera-t-il à Christine Ockrent. N'est-ce pas couvert par une immense hypocrisie[20] ? » Que la CIA investisse massivement l'Afghanistan, mais aussi l'Angola où l'amendement Clark lui a coupé les ailes. Reagan se voit fermement invité à rencontrer Savimbi : « Quand vous voulez savoir ce qu'est l'enfer, vous devez parler à ceux qui y ont été[21] ! »

Cet exposé a-t-il appris quelque chose à l'Américain qui, la veille, a été briefé par l'amiral Turner, patron de la CIA ? Dans son équipe figurent également deux anciens directeurs de l'agence, son colistier George Bush et Bill Casey, vétéran de l'OSS pendant la guerre, appelé à prendre les commandes de Langley pour six ans. Marenches est parfois décrit comme un « maître à penser » des conservateurs américains avec tout ce qu'il peut y avoir, en France, de péjoratif dans cette assertion. Mais les relations qu'il entretient de longue date avec quelques-unes de leurs figures sont d'abord des liens d'amitié. Le voyage de novembre 1980 aura tout au plus confirmé Reagan dans son intention de passer à une politique extérieure plus offensive, mais à moyen terme. L'amendement Clark, par exemple, ne sera levé qu'en juillet 1985 en raison des contrats pétroliers passés avec le régime de Luanda. Les missiles antichars et antiaériens alors reçus par Savimbi lui permettront de rétablir la balance face aux 60 000 hommes alignés par le gouvernement et épaulés par 40 000 Cubains, 6 000 agents de l'Est, des chars et des chasseurs Mig…

La vraie surprise d'octobre

Preuve de sa connivence avec les conservateurs américains selon certains, Marenches est suspecté d'avoir participé à *October Surprise*, un arrangement passé par l'équipe de Reagan avec le gouvernement iranien pour retarder la libération des diplomates retenus en otages à Téhéran et priver Carter d'un regain de popularité, un mois avant le scrutin présidentiel. En 2018 encore, la réalité de ces tractations est débattue à Washington, même si l'enquête du Congrès a conclu dans les années 1990 à l'absence de preuves. Le rôle du SDECE y aurait été mineur puisqu'il lui aurait été demandé d'assurer la sécurité des réunions organisées à Paris entre l'entourage du candidat et les envoyés de Khomeiny. D'aucuns avancent que Marenches pour sa part aurait échangé sur le sujet avec Bill Casey au cours du second semestre de 1980. Il l'aurait d'ailleurs avoué au journaliste américain avec lequel il publiera ses Souvenirs aux États-Unis en 1992[22]. Mais ses agendas n'en font pas mention. Et il niera avec insistance devant le présentateur vedette de CBS, Charlie Rose : toute cette affaire est « une invention totale et une fabrication totale […]. Si Bill Casey était venu à Paris, j'aurais été une des premières personnes informées et j'y aurais participé[23] ». Faut-il en conclure que ni lui ni ses troupes n'ont en rien été impliqués ?

Le SDECE a bien planché sur la libération des otages américains. Au premier trimestre 1980, un officier du service Action, guidé par un Iranien, a effectué des reconnaissances autour de l'ambassade avec la liste des questions remises à Ankara par la CIA : du nombre de lampadaires alentour à l'horaire des rondes de surveillance, tout était détaillé. Un plan d'action hardi prévoyant l'atterrissage des hélicoptères d'assaut en pleine ville, avec mouvement de foule en guise de diversion, en a découlé. La CIA apprécia l'idée mais préféra

lancer l'opération *Eagle Claw* qui imaginait de transférer en camion les forces spéciales après leur débarquement dans le désert. Un désastre, qui s'est soldé en avril 1980 par la perte de deux aéronefs et la mort de huit soldats.

Marenches, toutefois, a peut-être été impliqué davantage, ainsi qu'un document à ce jour jamais révélé l'établit. Le 12 décembre 1980, il aurait fait part à Saddam Hussein de ses « réflexions sur une affaire qui risque d'avoir des conséquences très graves pour [l'Irak][24] » : « Le processus actuel de libération des otages américains est sur le point d'aboutir, écrit-il. Téhéran veut obtenir à tout prix la fourniture du matériel de guerre américain. Il pense qu'il a maintenant tiré tout le parti politique possible de l'opération "otages" et il va donc les libérer. » Parle-t-il du marché « armes contre otages », prétendument concocté par l'équipe Reagan qui aurait eu connaissance des connexions du SDECE avec le régime de Bagdad, ou bien émet-il seulement des conjectures ? En tout cas, son parti pris ne fait aucun doute : « Carter veut tout régler avant la fin de son mandat pour recueillir le bénéfice politique de l'opération. L'Irak a tout à perdre si la libération des otages a lieu selon le schéma ci-dessus : le potentiel de guerre iranien va se trouver très rapidement sérieusement renforcé. Il y a peut-être une action à mener pour essayer de changer le cours des événements. L'Irak pourrait proposer publiquement d'échanger la libération des otages américains contre celle du ministre du Pétrole iranien et de ses compagnons[25]. » En guise de récompense, Marenches fait miroiter à Saddam une image rehaussée de l'Irak à Washington.

Il faut souligner que, dans les archives du directeur général, ne figure qu'une copie, non signée, de cette lettre. Rien ne prouve qu'elle a été envoyée et qu'elle a pris une part au processus de libération des Américains. Au demeurant, c'est dans les geôles de Saddam que

Mohamed Javad Tondguyan, ministre capturé par les forces irakiennes lors d'une visite sur le front, mourra des années plus tard. Il n'en reste pas moins que ces lignes montrent ce que Marenches était prêt à imaginer pour enfoncer la présidence de Carter, responsable à ses yeux de la dérive mortifère du monde libre. De cela, il ne se vantera jamais, préférant jeter en pâture dans ses Souvenirs un projet abracadabrantesque d'enlèvement de Khomeiny dans la ville sainte de Qom afin de se procurer une monnaie d'échange. Nul ancien du SDECE n'en a le souvenir…

---

*1. Dans leur *Histoire politique des services secrets français*, Roger Faligot, Jean Guisnel et Rémi Kauffer écrivent pourtant que Marenches leur avait confirmé « sans ambiguïté » que le président de la République avait directement demandé à Marolles de supprimer Kadhafi. Valéry Giscard d'Estaing, pour sa part, fait bien mention d'une opération dans ses Mémoires, mais il la situe en 1977 et évoque la main de l'Égypte. À ne plus rien y comprendre… comme souvent avec Marenches !

38

Quelle retraite pour un croisé ?

À l'amorce des années 1980, le jusqu'au-boutisme de Marenches est motivé par son intime conviction que, cette fois, c'est la France qui est directement menacée.

Non loin tout d'abord, il y a la Pologne où, dans le sillage de la conférence d'Helsinki, divers mouvements de défense des droits de l'homme et des travailleurs ont vu le jour, s'opposant à la baisse des salaires et à l'augmentation des prix. Arrestations massives, grève des chantiers navals de Gdansk, apparition du syndicat Solidarnosc : Marenches est persuadé que l'URSS, ne pouvant laisser passer pareil affront, va envahir le pays avant la fin de l'année 1980.

Plus grave, le sanctuaire national lui-même est touché par le cancer communiste. En cause, l'agitation de mouvements indépendantistes de tous poils, forcément manipulés par Moscou. En tête, les nationalistes corses qui ont ponctué l'année 1979 de plasticages dans l'île comme sur le continent. Le 6 mai a vu la première « nuit bleue[*1] », mais pour Marenches, elle était rouge comme les deux qui devaient suivre. Le FLNC, c'est le ver communiste dans le fruit tricolore. Il faut donc le traiter. Et le directeur général, enhardi par des mois d'opérations dans les deux

hémisphères, ne se refuse rien. En août 1980, le service Action se voit ordonner de détruire l'émetteur de Radio corse internationale, station créée un an auparavant sur l'île d'Elbe, en Italie donc, où les nationalistes se croient à l'abri. Presqu'une routine pour l'équipe déjà employée contre Kadhafi. La bombe est expédiée dans un pays voisin, transférée sur l'île en bateau où d'autres agents du SA la récupèrent le 14 avant de faire taire les ondes incriminées.

« Champagne[1] ! » jubile Marenches. Et qu'importent la grogne du gouvernement italien et la réparation de la station dès le 18 novembre suivant : le DG voulait faire passer un message. Dans ses entretiens avec Christine Ockrent, il se vantera même d'avoir fait appeler au téléphone les leaders au cours d'une réunion secrète, histoire de leur montrer qu'ils ne seraient nulle part tranquilles, puis d'avoir suggéré à l'Élysée de faire éliminer les cinq principaux, l'un après l'autre, en soulignant qu'il n'y aurait pas besoin d'aller jusqu'au troisième : « Ils ne sont pas comme ces fanatiques du Moyen-Orient ou du Japon qui sont prêts à donner leur vie pour leur cause. Ils ont de l'argent. Ils vivent dans des maisons somptueuses, avec des filles. Ce sont de grands héros dans leur petit milieu. Et ils adorent ça. Ils adorent la vie. Ils ne veulent pas mourir[2]. »

Si aucun ordre de cette nature n'a été donné par les autorités politiques, en revanche, le SA a bien reçu mission, mais c'est le cas depuis plusieurs années, de mettre au jour les liens du FLNC avec l'Armée républicaine irlandaise (IRA), l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et Kadhafi, ce qui validerait la thèse d'une manipulation soviétique. « Rien n'a jamais vraiment abouti[3] », selon un responsable de l'époque. Qu'à cela ne tienne, la fourberie de l'empire n'a pas de limite pour Marenches qui s'alarme devant la multiplication des attentats en France depuis la fin des années 1970. La bombe est à la mode, actionnée par l'extrême droite, les Bretons,

les anticapitalistes, un « comité contre les crapules atomiques ». Les mouvements structurés comme l'Armée secrète de libération de l'Arménie (ASALA) focalisent évidemment l'attention, mais c'est l'attentat de la rue Copernic contre une synagogue, le 3 octobre 1980, qui pousse Marenches à franchir le pas. « Les terroristes, avait-il lancé à un collaborateur, je vais aller les chercher, et je vais les flinguer. – Vous n'en avez pas le droit[4] », lui avait répliqué le colonel en lui rappelant que c'était du seul ressort du président de la République. Mais justement un ordre tombe de l'Élysée : il ne faut pas que cet attentat reste sans conséquence. Le SA mène en urgence une opération à l'explosif contre une cible palestinienne identifiée de longue date et prend soin de laisser une inscription, « Remember Copernic[5] ». Le Mossad s'en verra ainsi attribuer la paternité, ce qui n'est pas pour lui déplaire, sa stratégie étant de faire croire à son don d'ubiquité.

« Champagne ! » lance une nouvelle fois Marenches en apprenant la réussite de l'opération au retour d'un voyage. L'affaire manque toutefois de tourner au vinaigre quelques semaines plus tard quand, en visite à Cercottes, un connaisseur du dossier reconnaît dans une vitrine du musée-maison la réplique de l'engin explosif… En se limitant à un silence amusé, il évite une guerre des services, elle aussi très en vogue. De toute façon, le conflit aurait-il dépassé le seuil de Matignon ? Raymond Barre apprécie beaucoup Marenches qui, lors de la même visite à Cercottes, s'autorise à lui raconter l'une de ces histoires qu'il affectionne : « C'est un Premier ministre qui quitte Matignon. Dans le coffre, il laisse à son successeur trois enveloppes numérotées de 1 à 3, à ouvrir à intervalles réguliers. À la première manifestation dans la rue, première enveloppe : "Dites que c'est la faute du prédécesseur, ça marche." Six mois plus tard, nouvelle manifestation, donc nouvelle enveloppe : "Promettez une hausse des

salaires, ça marche.” Six mois plus tard, encore une manifestation et c’est la dernière enveloppe : “Préparez trois enveloppes”[6]. »

Marenches rit beaucoup, Barre moins, mais cela ne les empêchera pas de se voir pendant de longues années. Grâce à cette entente, le SDECE n’a aucune difficulté à faire accepter un projet ambitieux, défensif cette fois. Anticipant l’invasion du territoire, le directeur général n’a jamais renoncé à l’idée de mettre à l’abri les archives les plus sensibles du SDECE[*2]. En 1977, le colonel Latanne a ainsi reçu à Brasilia un télégramme de la direction générale, répertorié « Secret – Réservé – À ne déchiffrer que par le chef de poste[7] ». Lui était demandé d’étudier la possibilité d’acheter un terrain au Brésil en bord de mer, proche d’une voie de communication, des réseaux d’électricité, d’eau potable et d’assez bonnes dimensions afin qu’une petite piste d’atterrissage soit aménageable et que des bateaux relativement gros puissent accoster. Latanne trouva la perle rare, à trois cents kilomètres au nord-est de Rio, dans la ville de Vitoria. Le prix était raisonnable, mais Marenches préféra finalement Saint-Barthélemy, l’île appartenant à la France. La roublardise du colonel Singland, dépêché sur place pour identifier le meilleur site, le vieux fort colonial Oscar, permet de lever les ultimes réticences du préfet qui s’inquiète de la hauteur des antennes pour les avions civils en phase d’atterrissage : il parle d’un mètre vingt, soit le dixième de la réalité… L’Élysée donne son accord.

L’année sera terrible

Voilà donc le SDECE assuré d’un point de chute ! Mais Marenches ne verra pas la fin des travaux d’aménagement et le fort servira

finalement de station d'écoute. L'histoire étant décidément injuste, il ne profitera pas non plus du bateau qu'il a tenté de faire acheter par le SDECE pour transporter les archives ni des villas d'agrément prévues pour les directeurs. Il est vrai que le responsable des finances, Jean Bontoux, a mis fin à ces ambitions en pointant un montant de dépenses cinq fois supérieur aux prévisions…

En stratège, et avec le recul de dix années dans l'appareil d'État, Marenches tente également de placer aux leviers décisifs des hommes à lui. Mais les résultats ne sont pas à la hauteur de ses espérances. Un jour de février 1981, « Marenches, relate le général Singland, nous a fait appeler dans son bureau. Comme il était absent, il a demandé à son aide de camp, le commandant Petit, de faire servir le champagne. Une fois arrivé, il s'est exclamé : "Messieurs, je vous propose de boire au chef d'état-major des armées que je viens de faire nommer"[8]. » Les directeurs et chefs de service sont interloqués. Il explique : « J'étais chez le président de la République qui m'a annoncé que la mort du général Vanbremeersch, titulaire du poste depuis deux ans, le mettait dans l'embarras. "Auriez-vous quelqu'un ? – m'a-t-il demandé. – Oui, ai-je répondu, Lacaze. – Vous me le garantissez ?", a insisté le président. » Comment Marenches ne l'aurait-il pu, lui qui s'est naguère démené pour décrocher les étoiles de général pour le « Sphinx », puis le commandement de la 11e division parachutiste ?

Comme d'habitude, il n'est pas certain que le scénario soit entièrement exact. Giscard a probablement recueilli d'autres avis étant donné l'estime mesurée qu'il a pour lui. Quoi qu'il en soit, avec son ancien numéro 2 à la tête des armées, Marenches peut raisonnablement compter sur un appui compréhensif. Malheureusement, l'accession au sommet aura plutôt tendance à aggraver l'attitude marmoréenne de Lacaze. Ainsi, très tôt informé du traitement par la DST de la source Farewell à Moscou, normalement

terre du SDECE, n'en dit-il rien à son ancien patron. La plus importante affaire de contre-espionnage en France échappe totalement à Marenches. « Le directeur de la Sécurité du territoire, Marcel Chalet, ne m'en a rien dit, mais je l'en excuse[9] », note pour sa part un haut responsable du contre-espionnage, qui dresse un constat mitigé des relations SDECE-DST : « En général, ils avaient à notre égard de la condescendance courtoise ; les policiers ont toujours eu du mépris pour les militaires que nous sommes. Entre eux et nous, c'était une paix armée, sans atomes crochus. Le problème venait du fait que nous avions tous des droits de suite chez l'autre. Or nous ne nous concertions pas. Nous apprenions généralement les choses dans les journaux[10]. » L'affaire Farewell ne dérogera pas à la règle, puisque Marenches n'apprendra son existence qu'après son départ du SDECE[*3].

En attendant, c'est le sort de la France elle-même qui est en jeu avec une échéance qui avance à grands pas : le premier tour de l'élection présidentielle est fixé au 26 avril. Conformément à la démarche républicaine qu'il a suivie en 1974, Marenches reçoit à Mortier quelques leaders de la gauche, PCF toujours mis à part bien sûr. Le 11 mars, c'est le tour de Michel Rocard qu'il revoit avec plaisir et réciproquement. Lui fait-il partager la crainte que lui inspire l'arrivée possible de communistes au gouvernement ? Le général Richard, inspecteur général de l'armée de terre, a pu se faire une idée de son état d'esprit, lui qui a reçu le 15 janvier une carte de vœux ainsi libellée : « L'année 1981 sera terrible […]. Nous aurons à nous entraider pour affronter les difficultés et exploiter les lueurs d'espoir : elles existent, en particulier aux États-Unis[11]. » Plus qu'une crainte, une terreur irrationnelle. Les cadres du SDECE ont coutume d'entendre leur chef se lamenter sur « les Français qui vont danser devant le frigidaire » à cause des rationnements. Pour éviter la

catastrophe, Marenches fait accentuer la surveillance des communistes : la police aux frontières à Roissy l'alimente en photocopies des passeports des hiérarques du PC et des visiteurs en provenance de l'Est. « Faites-nous un complet[12] ! » a-t-il pris l'habitude de lui demander pour un dossier individuel contenant tous les éléments d'identification possibles. « J'échangeais avec lui sans en avertir ma hiérarchie, souligne un des officiers de police de l'époque. Seul l'intérêt général me guidait, et puis c'était un vrai “patron” – le terme est fort chez nous[13]. »

Les mots de Norodom Sihanouk tournent en boucle dans la tête de Marenches : « Quand je veux un communiste, je l'envoie à Paris. Quand je veux un anticommuniste, je l'envoie à Moscou ! » Le compte à rebours avant le scrutin l'affole. « Marenches, témoigne Philippe Mestre alors à Matignon, était obsédé par les communistes et appelait à prendre beaucoup de précautions. Il se basait sur les écoutes des responsables du PCF qu'il supervisait pour nous[14]. » Comment, en pleine guerre froide, les activités d'une entité comme le PCF, qui a ouvertement déclaré, lors de l'invasion de l'Afghanistan, son parfait alignement sur la position de l'URSS, pourraient-elles ne pas être surveillées ? Le secrétaire général, Georges Marchais, n'est pas épargné naturellement. Le SDECE rassemble tout ce qui pourrait être porté à son discrédit : son engagement volontaire pour travailler en Allemagne en 1941[*4], mais aussi, plus grave, son recrutement en 1939 par les services soviétiques qui seraient à l'origine de son départ outre-Rhin – cela expliquerait aussi son ascension fulgurante au sein du parti. Mais il ne s'agit que de supputations, sans preuve, et que l'excellent biographe de Marchais, Thomas Hofnung, démonte sans difficulté, y compris le séjour dans le Reich, résultat en fait d'une réquisition de main-d'œuvre.

Non, le SDECE ne sait pas tout sur tout le monde. Parfois, et même souvent, il se contente de collecter les rumeurs, non pas pour les exploiter, mais pour être à la page, en quelque sorte. Même s'il rencontre fréquemment Poniatowski à cette époque, Marenches ne paraît guère avoir pesé dans l'élection de 1981. Pour qui roulerait-il d'ailleurs ? Giscard, au mieux, l'indiffère, Chirac est d'une autre génération, Debré et Marie-France Garaud sont trop gaullistes. Même les quelques éléments compromettants sur le passé de François Mitterrand pendant l'Occupation, que Michel Roussin a extirpés de son dossier à la demande de Matignon, ne seront pas exploités.

Le choix du dauphin

Le SDECE ne verra plus guère son directeur général avant l'élection. En mars, il accomplit un dernier voyage au Maroc pour observer, à pied et en hélicoptère, le système de défense édifié dans le Sahara. Le Polisario étant enfin contenu, il savoure avec plaisir les somptueux hôtels de ce pays qu'il aime tant, sans oublier d'en faire, comme toujours, un peu trop : « Quand nous sommes allés chez le roi, se souvient un membre de la délégation française, il nous a parlé pendant trois quarts d'heure dans l'antichambre. Mais quand son aide de camp a voulu prendre la parole, il lui a fait “chut !” en portant son index aux lèvres avant de lâcher : “Attention aux micros !”[15]. »

L'ultime tournée des grands ducs a lieu aux États-Unis : Marenches s'entretient une dernière fois avec le vice-président Bush, ses homologues de la CIA et de la DIA ainsi que les amis de toujours comme Jim Shepley, directeur de *Time*, ou le « cousin » Arnaud de Borchgrave. Le 11 avril, il met le cap sur Saint-Barthélemy avec le prétexte d'une visite de chantier du fort récemment acquis. En fait,

les douze jours qu'il passe sur l'île sont surtout occupés par des séances de massage, des discussions avec son ami Roger Lacour et des réflexions autour des travaux dispendieux engagés par Lilian à Grasse.

À ne pas en douter, Marenches est vraiment en train de lâcher la barre. Usé, gêné par son poids – il pèse plus de cent vingt kilos –, il multiplie les séjours à l'hôpital Bégin où ses excellentes manières lui valent un grand succès auprès des infirmières. L'année précédente, ses appréciations sur l'Afghanistan avaient incité la presse à parier une nouvelle fois sur son limogeage. Le départ du fidèle aide de camp, le commandant Petit, pour l'ambassade au Maroc est interprété comme un signe annonciateur. Le nom de Pierre Pascal, qui avait été barré par l'affaire Markovic en 1970, refait encore surface et le préfet Paul Masson serait aussi en lice. C'est cependant à Philippe Mestre, directeur de cabinet du Premier ministre, que Marenches a lui-même pensé quelques mois auparavant. « Réfléchissez à ma place qui est passionnante, ça vous plaira, lui avait-il lancé. C'est le poste qu'il vous faut[16] ! » Pour avoir pratiqué Mestre pendant des années, en particulier au Comité interministériel du renseignement, il lui trouve « les qualités [nécessaires] d'intelligence, d'entregent, de sérénité, l'habitude des hauts emplois, le sens du commandement et de l'humour ». Séduit, l'intéressé s'en est ouvert au Premier ministre : « Celui-ci s'est exclamé : "quelle drôle d'idée !" Mais il a été d'accord, et Giscard aussi. » Depuis, Marenches l'a convié à diverses réunions internes et lui a fait visiter les installations du SDECE.

Le roi a adoubé son dauphin et s'apprête à lui transmettre la couronne avec d'autant plus de facilité qu'il a déjà réglé son avenir personnel. « Cela fait dix ans que je suis là, a-t-il confié à Mestre, je veux faire autre chose et aller au Conseil d'État[17]. » Le directeur de cabinet n'a pas caché sa surprise : « Voilà une idée bien singulière ! »

Peut-on imaginer un chevalier Bayard confronté à des piles de dossiers ? « Je pense, analyse Mestre, qu'il s'est figuré qu'il n'aurait rien à y faire… Il voulait être haut fonctionnaire, sans doute plus pour le titre que pour la rémunération[18]. »

Le successeur désigné ne voit juste qu'à moitié. Marenches a fait plancher son cabinet : à soixante ans, après quinze années de service effectif, dont quatre et demie dans les armées, que lui faut-il pour s'assurer la meilleure retraite possible à taux plein ? Réponse de Bontoux : six mois comme conseiller d'État. Le général Guibaud y a déjà eu droit et l'amie très chère, Anne-Marie Dupuy, aussi. Alors, pourquoi pas lui ? Mestre accepte en tout cas de transmettre la requête au Premier ministre et au président de la République, lequel est au courant depuis 1975. En attendant, il est indéniable que Marenches se relâche. Les journalistes se succèdent à sa table, à Mortier ou ailleurs. Souvent chaperonnés par l'infatigable cousine Thérèse, Georges Suffert du *Figaro*, Claude Imbert du *Point* ou André Fontaine du *Monde* bénéficient des confidences d'un directeur général en bout de course. Depuis quelques années, le SDECE a également fortement développé son réseau d'agents au sein de la presse. Des journalistes de tous bords, dont certains ont pignon sur rue, sont rémunérés pour distiller les informations qu'il faut, au moment choisi, ou pour défendre l'image si souvent décriée du SDECE. Michel Roussin et le colonel Singland assument en personne le suivi, le partage s'effectuant sur des critères incertains. Ainsi d'un écrivain, issu d'une famille originaire de l'est de l'Europe, venu spontanément se présenter à Mortier. « Comment est-il[19] ? » demande Marenches. Comme l'aide de camp lui précise qu'il n'est pas très grand, il lâche en se tournant vers l'un de ses collaborateurs : « Je n'aime pas les petits, voulez-vous vous en occuper vous-même ? » En l'occurrence, Vladimir Volkoff ne sera jamais rétribué, mais il reconnaîtra lui-même dans son

autobiographie que Marenches l'a orienté dans certains de ses écrits[20]. » Pour sa part, Gérard de Villiers parvient depuis longtemps à placer *SAS* dans les gares quand il fait la connaissance de Marenches. La célébrité aidant, il a souvent été catalogué non pas comme un modeste « honorable correspondant », mais comme un « membre du service Action ». Il n'en est rien. Convié par Ivan de Lignières à des déjeuners souvent enjoués à Mortier, il permet surtout à Marenches de jouir d'un public jamais rassasié d'histoires cent fois entendues par ses invités habituels…

Rémunérer des journalistes donne au SDECE un air de RG-*bis*. Marenches estime cependant qu'il ne fait là que copier le camp d'en face qui paie des rédacteurs, pigistes, intellectuels et artistes – parfois sans que ces proies en aient bien conscience. Mais il a prévenu mille fois : la guerre est totale, aucune arme ne doit être écartée.

---

*1. Nuit marquée par plusieurs attentats.

*2. En papier pour l'essentiel, donc trop longues à détruire en cas de ruée de blindés soviétiques.

*3. Et il en nourrira une rancœur tenace à l'égard de Lacaze.

*4. Révélé en 1976.

39

« On ne pouvait pas le garder »

Les écrivains qui passent à Mortier sont probablement ravis de ne pas avoir, pour une fois, à inventer ce personnage de roman : il est là, devant eux, en chair et en os, pour le meilleur et pour le pire. À force de menacer, voilà le cataclysme qui surgit en effet, le 10 mai 1981 : victoire de François Mitterrand, du « socialo-communisme », de la chienlit.

Dans la citadelle des Tourelles, pourtant habitée par un complexe obsidional, c'est un peu la panique. Un mois plus tôt, Marenches a confié à Beaupuy en partance pour les Affaires étrangères que « Giscard n'avait aucune chance d'être réélu[1] ». Pas de surprise chez lui donc, alors que le SDECE, comme l'équipe de campagne du président, était persuadé du contraire. « Je ne sais pas si la France s'en remettra[2] ! » assène-t-il à Renée Barra qui n'en mène pas large à Grasse. Certes, le service n'en est pas encore à déclencher le plan *Parsifal* qui prévoit l'activation de tous les réseaux *stay behind*[*1] et le repli général en Espagne, mais tout de même. Certaines archives sont mises de côté au contre-espionnage pour être emportées dès que possible. Elles sont finalement brûlées : hors de question de laisser les

communistes prendre connaissance de l'identité des sources derrière le rideau de fer. Certaines l'ont même été avant le second tour…

Marenches, lui, a déjà trié ses dossiers personnels et commencé à les faire porter dans son appartement de l'avenue Lyautey. À quelle fin ? Entend-il s'en servir dans le cadre d'autres activités ? Serait-il déjà nostalgique de ce qui s'annonce comme la période la plus riche de sa vie ? C'est que son sort n'est peut-être pas aussi scellé que l'opinion générale le pense. Lors de leur dernière rencontre, une nouvelle fois organisée par Thérèse de Saint-Phalle, Mitterrand lui a proposé, comme en 1974, de rester à son poste. Pour son carnet d'adresses ? « Le président de la République, souligne François Cailleteau, bientôt membre du cabinet du ministre de la Défense, avait sans doute un meilleur réseau que lui encore, particulièrement en Afrique, qui datait de la IVe République. Il ne faut pas oublier que l'UDSR[*2] s'appelait UDSR-RDA pour "Rassemblement démocratique africain". Il les connaissait personnellement et de longue date[3]. »

Quelles que soient les critiques qui lui ont été adressées, Marenches a démontré sa capacité à tenir le SDECE. Pourquoi ne continuerait-il pas ? Il est souvent avancé que son départ a été lié à la perspective de la nomination de ministres communistes. L'impossibilité dans laquelle Mitterrand s'est trouvé de lui certifier le contraire a évidemment joué. Mais les principaux responsables de son éviction sont les spécialistes des questions de défense du candidat socialiste, Jean-François Dubos en tête. À leurs yeux, il est impensable de maintenir Marenches. « Son remplacement, indique François Cailleteau, était aussi évident que celui du secrétaire général de l'Élysée au changement de majorité ! Marenches n'était pas un directeur comme un autre. Il était très marqué par Giscard, il avait été son intermédiaire avec différents chefs d'État africains. On ne pouvait pas le garder[4]. » Le bilan même est contesté : « Le SDECE,

poursuit François Cailleteau, était en pleine déshérence. Marenches ne le dirigeait pas véritablement. Il y avait lui, en lien direct avec le SA, et le reste des directions qui n'avaient vraiment rien de fameux. Sa production était de qualité médiocre, au mieux, banale, au pire fausse[5]. » D'où l'ambition affichée de la gauche de supprimer tout bonnement le SDECE. La droite y voit une manifestation d'antimilitarisme, en oubliant que la DST, soupçonnée d'avoir fomenté des attentats attribués aux nationalistes bretons, est aussi dans le collimateur. Par ailleurs, la gauche prévoit ensuite de reconstruire les services, ce qui est exactement ce que Pompidou lui-même avait donné à Marenches pour feuille de route.

Legs de lettres de noblesse

Le flou autour du devenir du SDECE n'est que la confirmation des soupçons qu'il continue de générer. En cause, le sacro-saint secret, garantie de la sécurité, mais poison de la postérité. Pas de délégation parlementaire au renseignement pour informer les assemblées ; très peu de communication, même au niveau le plus élevé, sur ce qu'il s'y passe vraiment. Marenches a échoué à gommer totalement l'image négative que le SDECE traînait à sa prise de fonction.

Son bilan cependant est plus qu'honorable. Le SDECE qu'il laisse a résolument tourné le dos au capharnaüm d'hier et annonce la DGSE d'aujourd'hui. Pendant près de onze ans, il n'y a pas eu l'ombre d'une affaire Markovic ni de *Rainbow Warrior* : comment mieux apprécier la poigne de Marenches qu'en relevant que certains éléments du service se sont fourvoyés avant et après son règne, mais jamais pendant ? Le directeur général a fait montre d'une loyauté absolue envers le pouvoir politique, qu'il soit incarné par le très estimé Pompidou ou

l’insupportable Giscard. « Les autorités, souligne Philippe Mestre, avaient totalement confiance en lui. Nous ne craignions rien du côté du SDECE. » La clandestinité en particulier, sans retrouver le niveau inégalable de la Résistance, a développé un savoir-faire dont les jeunes officiers traitants du XXI[e] siècle, quand leur hiérarchie et les instances politiques ont l’audace de les utiliser, profitent encore. Les multiples opérations africaines, le Safari Club ont redoré chez les alliés un blason autrefois rouillé. Combien de directeurs généraux ont pu se prévaloir, avant et après lui, de voir un haut responsable de la CIA surgir dans leur bureau, une requête urgente à la bouche : « Nous sommes submergés de renseignements de toutes sortes, mais incapables de dire lesquels sont bons. Qu’en pensez-vous[6] ? » Ou un ex-numéro deux de la même agence déclarer à la radio : « le service et [son] chef, M. de Marenches font l’admiration des professionnels du monde entier, dans quelque camp qu’ils soient[7] » ? Lequel encore a pu s’entretenir directement avec le roi du Maroc, le « Léopard du Zaïre » ou le Raïs de Bagdad ? À tel point que même le patron du MI6, pourtant le service de renseignement de l’ancienne puissance occupante, Dickie Franks, a pu demander, en mai 1980, à Marenches d’obtenir la préservation des intérêts britanniques dans la capitale irakienne en pleine effervescence. « La France de Marenches avait de la gueule ! s’exclame Pierre Lethier, alors jeune cadre à la direction générale. La France, cela voulait dire quelque chose dans le monde. Marenches était vraiment écouté[8]. »

N’ayant plus de postérité, le patron a en quelque sorte légué ses lettres de noblesse au SDECE. Or pour un service de renseignement, le prestige vaut bien des informations recueillies par les satellites. Le Mossad en est le parangon, lui dont une savante propagande a réussi à ne vanter que les succès et à faire oublier les ratés qui ne sont pas moins nombreux.

Les membres du SDECE ont aussi profité d'améliorations concrètes. À l'initiative de Jean Bontoux qui a négocié directement avec ses correspondants du ministère des Finances, Marenches a enfin obtenu une revalorisation du statut du personnel, prévoyant en particulier une augmentation des indices pour compenser l'absence de syndicat. Les moyens techniques et humains ont été considérablement accrus. Avec quatre cent millions de francs et trois mille deux cents employés, le budget a quintuplé et l'effectif crû de moitié depuis 1970. Qui dit mieux ?

Les détracteurs déplorent le retard pris en matière d'interception et d'ordinateurs ? De fait, le « centre informatique du service » stupéfie le jeune polytechnicien Henri Serres au moment où il arrive en 1981 : « De vieilles bécanes, au rez-de-chaussée de l'immeuble qui avait été construit de l'autre côté du boulevard Mortier. Je me suis dit que, comme je n'étais pas encore pleinement habilité, on me montrait ce qui était montrable, que le trésor du SDECE se trouvait en sous-sol[9]… » Non, tout est là. De plus, la centrale se sert aussi de ce matériel pour sa comptabilité, ses fichiers internes et l'administration. De leur côté, les capacités d'interception du centre de Domme sont déjà sous-dimensionnées en raison de l'explosion des communications satellitaires. Enfin, la cryptographie est rudimentaire : des centaines d'opérateurs travaillent toujours avec le morse qui est le système de transmission militaire du bloc de l'Est. « Nous étions donc très au fait des mouvements de troupes, de leur moral, souligne un responsable de l'époque, mais nous n'avions quasiment rien en termes de renseignements politiques ou de contre-terrorisme. » Henri Serres de conclure : « Le service technique était tellement médiocre que la NSA m'a prévenu, à mon arrivée, que cela ne pouvait pas durer[10]. » Il était dangereux pour la communauté du renseignement occidental qu'un service allié présente de pareilles failles.

Pour pallier une part de ces faiblesses, Marenches a conclu en 1980 un accord sans précédent avec le GCHQ[*3] de son ami Brian Tovey, mettant en place un canal télégraphique direct entre les deux centrales : à défaut de représenter un bond technologique, cet outil aura été le premier à relier l'île au continent. De toute façon, comment reprocher à un homme qui a hérité d'une ruine de ne pas en avoir fait un palais, en dix ans seulement, et avec des gouvernements culturellement rétifs ? Aux États-Unis en 1981, la communauté du renseignement, c'est trente milliards de dollars de budget, trente fois celui du SDECE. Constantin Melnik, qui a connu aux côtés de Michel Debré les heures tourmentées de la guerre d'Algérie, résume le tout en écrivant à Marenches : « Si le service est parvenu à survivre dans ces temps difficiles, s'il parvient dans le futur à remplir ses missions, ce sera essentiellement grâce au sens de l'État et de la discipline que vous lui avez insufflés, grâce à l'efficacité technique et au prestige international que vous avez su lui conférer[11]. »

Personne n'est parfait…

Pour autant, dans la galerie de portraits des directeurs généraux du SDECE, celui de Marenches ne mérite pas non plus une louange immodérée. Comme l'a souligné le rapport de Gérard Delbauffe en 1980, le SDECE abuse du cloisonnement, les directions ne se parlent pas. Ce n'est pas une faille mineure puisqu'un renseignement ne vaut que s'il est corroboré. « Il ne s'agit pas de tout dire, détaille Delbauffe, mais au moins que les autres soient un peu au courant ! Le secret avait bon dos, c'était surtout une question de très forts ego[12]. » De

compétences aussi : la coordination incombe au directeur du renseignement qui, comme le souligne Michel Roussin, « est à la boîte ce qu'un directeur général est à une société[13] ». Or la cascade de nominations à ce poste et la personnalité des titulaires choisis par Marenches ont bloqué toute amélioration en la matière.

L'autre faille majeure identifiée par le contrôleur des armées en est le corollaire – ou le préambule : « Encore en 1981, il y avait un très gros problème de recrutement. Clairement, chez les militaires, le SDECE était considéré comme une voie de garage au même titre que la sécurité militaire. Et c'était pire chez les civils où l'on se recrutait essentiellement par cooptation[14]. »

Trop loin du fonctionnement réel du service, Marenches n'a pas su ou pas voulu inverser la vapeur. Né officiellement en 1921, mais en réalité au XVIIe siècle, il a exercé ses fonctions comme personne ne pourra plus le faire. Il a tellement confondu ses vies à l'intérieur et à l'extérieur du SDECE qu'en digne serviteur de Louis XIV il aurait pu lâcher : « Le service, c'est moi ! » Certes, il a obtenu le triplement de son traitement en dix ans, mais cela restait peu de chose face à ce que lui versait le trust familial. En revanche, le voilier qu'il voulait faire acheter à Saint-Barthélemy, soi-disant pour transporter des archives, prêtait plus à caution. Et que dire de sa première propriété de Grasse, revendue en 1979 à des Irakiens pour 4,8 millions de francs par le truchement des réseaux du SDECE, en l'occurrence le Libanais Fouad Issa ? On s'interroge encore plus face à la décision prise en 1980 d'acquérir un hôtel particulier à Londres pour y installer une antenne du SDECE dans le très huppé quartier de Hyde Park. Évidemment, les locaux du service outre-Manche n'étaient pas à la hauteur des exigences du directeur général – toujours cette soif de prestige vis-à-vis du MI6 tant jalousé. La transaction eut lieu par l'entremise d'un avocat anglais, un ami de Marenches qui avait écarté le montage

financier imaginé par ses services. Les occupants versent désormais un loyer qui échoit à une société, à laquelle Marenches ne serait pas tout à fait étranger… Le voilà donc plus ou moins bailleur de son propre service… En 2018, on parlerait d'abus de biens sociaux. Mais le XXIe siècle n'est pas le siècle de Marenches. Lui tient davantage du flamboyant Belmondo dans *Le Magnifique* que de l'austère Kassovitz du *Bureau des légendes*. Pourtant, le même homme est aussi capable de se montrer d'une rigueur janséniste en séparant à Grasse les carnets de timbres pour son usage personnel ou professionnel, et en présentant la note d'essence à la gouvernante si elle a été conduite en ville par une voiture du SDECE.

Mais c'est probablement sa vision d'un monde menacé à tout moment d'effondrement qui a le plus marqué les esprits. Son discours bien rodé, tissé d'anecdotes et de prédictions toutes plus alarmantes les unes que les autres, a souvent fasciné, parfois exaspéré. Avec le temps, plutôt que d'éclairer le pouvoir politique sur l'actualité, il a de plus en plus cédé à la tentation de prédire l'avenir. Or, à se présenter tel un oracle, il a pris le risque de n'être connu que pour ses ratés. Dernier exemple en date, l'invasion annoncée de la Pologne par l'URSS : elle n'a pas eu lieu, Moscou étant rassurée par les mesures de fermeté du gouvernement, incarnée par la nomination d'un général, Wojciech Jaruzelski au poste de président du Conseil des ministres.

Plus que tout, le manichéisme de Marenches a simplifié à l'extrême le fonctionnement d'un monde certes soumis à la guerre froide, mais aussi aux réveils des nationalismes, à la résurgence du fondamentalisme sunnite comme chiite, à des tensions autour des marchés de l'énergie… Le mépris de ces autres facteurs l'a conduit à un contresens historique, il est vrai largement répandu : l'invasion de l'Afghanistan n'a pas été la première étape d'une expansion mondiale

de l'URSS, mais le symptôme de son effondrement imminent. Contre toutes les prédictions du directeur général, les va-nu-pieds de Massoud et ceux de Walesa en Pologne vont terrasser l'ogre soviétique. Mais Marenches aura lâché prise depuis longtemps. Le 13 mai 1981, Raymond Barre lui écrit que, sur sa proposition, le Conseil des ministres du jour, le dernier du septennat, l'a nommé au Conseil d'État. « J'espère que le SDECE, ajoute-t-il, saura poursuivre, dans les temps difficiles que nous allons connaître, avec le même idéal et la même abnégation, sa mission plus nécessaire et plus vitale que jamais[15]. »

Giscard a donc tenu parole. « Il n'y a qu'Alexandre de Marenches et le général Alain de Boissieu, explique Jacques Wahl, alors secrétaire général de l'Élysée, qui ont tout de suite fait savoir leur refus de servir un président socialiste. Le président de la République a souhaité le récompenser comme un haut fonctionnaire et il a donc été nommé conseiller d'État. C'était une porte de sortie très honorable[16]. » Marenches a-t-il osé rappeler au chef de l'État qu'en janvier 1977 il lui avait également promis la grand-croix de la Légion d'honneur « à la fin » ? En tout cas, le décret entérinant sa nomination est publié le 18 mai, mettant un terme à une collaboration, contre toute attente, plutôt réussie. Marenches a adulé Pompidou, mais le SDECE est le plus souvent resté l'arme au pied entre 1970 et 1974. Il a détesté Giscard, mais le service a accompli de 1974 à 1981 ce que même aujourd'hui il ne fait plus. Renverser des régimes, soutenir des guérillas, éliminer des ennemis de la France : des directeurs généraux de la DGSE en ont peut-être rêvé, Marenches l'a fait. Grâce à ses équipes certes, grâce à Giscard aussi.

Pourtant, Marenches ne cessera de se répandre jusqu'à la fin de sa vie sur la faiblesse dont aurait fait preuve l'ancien chef de l'État dans les affaires concernant le SDECE. Paradoxal, il lui reprochera aussi,

de manière détournée – « j'ai eu l'expérience d'un président de la République[17] », se contentera-t-il de dire –, d'avoir voulu se mêler de l'exécution des opérations. À une exception près – la traque de Carlos –, Giscard a pourtant démontré que sa jeunesse et son désir de moderniser la vie politique n'étaient pas incompatibles avec cette relique de l'Ancien Régime de pouvoir décider presque seul du sort de gouvernements et de la vie d'individus à l'autre bout de la planète. Alors qu'il ne portait pas Marenches dans son cœur, il a autorisé pour la dernière année une hausse des dépenses du SDECE de 20 % supérieure au reste de la fonction publique. L'argent parle souvent mieux que les sentiments.

Qu'à cela ne tienne, Marenches ne pourra s'empêcher, en 1984, de remuer allégrement le couteau dans la plaie de l'un des plus gros scandales du septennat, les avions renifleurs[*4]. Témoignant devant la commission d'enquête de l'Assemblée nationale, il affirmera avoir informé très tôt le pouvoir de ses mauvais pressentiments. Dans son collimateur surtout, l'avocat Jean Violet, central dans l'affaire, qu'il a évincé de la liste des « honorables correspondants » dès son arrivée à Mortier. « Un jour, relate Philippe Mestre, Marenches me demande si je connais Albin Chalandon, PDG d'ELF. "Je me suis aperçu, m'explique-t-il, qu'un type que j'ai viré, Violet, est souvent dans ses pattes, qu'il le reçoit. Dites-lui qu'il n'est pas convenable !"[18] » Le directeur de cabinet ne comprit l'ampleur de l'affaire qu'une semaine plus tard, en recevant Chalandon à Matignon. « Raymond Barre, précise-t-il, ne m'en avait rien dit. » Et tant pis si, comme le lobbyiste conservateur Brian Crozier le relève, Marenches accepte de parler à une commission dont le rapporteur général est communiste ! L'ancien directeur général éprouve trop de plaisir à brocarder ce président de la République qui pouffait quand il lui confiait ses analyses géopolitiques.

---

*1. Cellules clandestines présentes dans quinze pays européens et en Turquie, coordonnées par l'Otan.

*2. Union démocratique et socialiste de la Résistance.

*3. Government Communications Headquarters – Service britannique d'interception des communications.

*4. Appareils censés repérer les gisements de pétrole depuis les airs.

40

Une nouvelle ère

La rancœur de Marenches est à géométrie variable. Quelques semaines après sa défaite, Giscard confie à Jacques Wahl son regret ne pas avoir pu rencontrer Ronald Reagan, alors simple candidat à la présidentielle, lors de son passage à Paris en 1979. Informé, Marenches met aussitôt son carnet d'adresses à contribution. Et en septembre, il propose à Wahl d'accompagner l'ancien président de la République jusqu'à New York où l'avion de Kissinger les attend pour les emmener à Grand Rapids. Gerald Ford y inaugure sa *library* en présence du gratin politique américain, Reagan en tête, avec lequel un entretien privé, *dixit* Marenches, est prévu. Wahl en est bluffé : « C'est là que j'ai compris qu'il connaissait vraiment beaucoup de monde[1] ! »

Marenches a-t-il voulu rester dans les petits papiers de Giscard au cas où ? Pour fréquenter les mêmes hôpitaux, il est très vite informé du cancer de Mitterrand et peut parier sur une nouvelle élection à court terme. Toutefois, après onze années, il est peu probable qu'il ait encore envie d'occuper un poste dont il a fait le tour. Durant l'intérim, il ne vient même plus à Mortier. Par lassitude, par fatigue aussi : en mars, l'hôpital Bégin lui a préconisé un mois d'arrêt pour une

affection « particulièrement invalidante[2] ». Le colonel Singland, le plus proche après Beccuau, revient plusieurs fois à la charge : « “Ne partez pas, vous allez nous servir de paratonnerre !” Mais Marenches répondait toujours préférer s’en aller en pleine gloire. Je lui répétais qu’il allait s’ennuyer, et qu’il allait aussi nous poser des problèmes car, inexorablement, il allait se promener partout dans le monde… “Mais non, m’assurait-il, vous n’entendrez plus parler de moi !” Je prédisais aussi qu’il ne manquerait pas de publier ses Mémoires, et il me jurait le contraire[3]… »

Marenches pense certainement tout cela sur le moment. Il en a assez du SDECE. Le lendemain de la victoire de François Mitterrand, il est bien plus préoccupé par l’Audi qu’il a commandée pour son propre usage et la prise de l’antidiabétique prescrit avec insistance par les médecins. Il ne voit plus grand monde, à part l’amiral Lacoste, directeur du cabinet militaire du Premier ministre, et le prince Turki le 21 mai. Entre des déplacements d’agrément à Londres, Grasse et Genève, il effectue un dernier passage aux Tourelles pour saluer son état-major et inaugurer les locaux de l’association du personnel. En fin de journée, Michel Roussin le voit sortir de son ancien bureau devenu mythique et lui donner l’accolade : « *Michael, keep the flag floating*[4] *!* »

Même si Roussin, que Philippe Mestre avait prévu de conserver à son poste, assure les affaires courantes, la vacance de la direction tombe mal. Le jour où est publié le décret de nomination au Conseil d’État, le pape Jean-Paul II est victime d’un attentat, place Saint-Pierre à Rome. Pour Marenches, l’évidence saute aux yeux : le tireur, Ali Agça, est un agent du KGB qui aura voulu faire taire ce pape si influent à l’Est. Dans les années suivantes, il fera même de l’affaire le symbole de la tragédie du renseignement : le SDECE avait l’information, l’a transmise, mais le Vatican ne l’a pas cru. « J’ai

prévenu personnellement le nonce apostolique du danger mortel que courait le pape, clamera-t-il dans *Le Figaro* en décembre 1981. Le nonce en a, bien sûr, averti le Vatican. » Réplique du ministre de l'Intérieur italien : « Ni les services de renseignement italiens ni la police, qui, en tout état de cause, devaient être les destinataires légitimes et responsables de cette information[*1], ne l'ont reçue. J'ai toutes les raisons de penser que cette information n'est pas parvenue au Vatican. »

Cafouillage ? Plutôt le goût de Marenches pour l'extrapolation. Dès le 1er juin 1979, des officiers du SDECE se sont bien rendus à plusieurs reprises au Vatican. Signe du caractère sensible du dossier, le docteur Beccuau lui-même a été diligenté. Le lieutenant-colonel de Colbert-Turgis aussi a fait l'aller et retour. Cet aristocrate, gravement blessé à la main par une rafale de mitrailleuse en Algérie, jouit de relations au sein de la curie. Enfin Marenches en personne fait le voyage, le 27 mai 1980, en compagnie de Michel Roussin, pour être reçu par le camerlingue, le cardinal Bertoli. « Il en était si fier, relate Singland, qu'il disait à Roussin : "Michel, dites-leur comment ça s'est passé !"[5]. »

Précisément, comment cela s'est-il passé ? Les nombreux contacts du SDECE avec le Vatican, et plus largement l'Italie, se placent dans le cadre d'une collaboration foisonnante. « Dans nos échanges Totem, explique Roussin, ils nous alimentaient sur l'est du bassin méditerranéen qu'ils connaissaient particulièrement bien, et nous leur donnions ce que nous avions sur les groupes terroristes qui sévissaient chez eux. » Le général Santovito, patron des services extérieurs italiens, est un interlocuteur assidu de Marenches. Mais les alertes que le SDECE lançait étaient au mieux générales, au pire elles mettaient à côté de la plaque. En juin 1979, c'est ainsi un empoisonnement du pape lors de son prochain voyage en Pologne

que Beccuau est allé annoncer – Marenches était convaincu que Pompidou avait subi le même sort à Moscou et que c'était la cause de sa mort…

Colbert-Turgis étant revenu avec une demande d'étude du Vatican sur la sécurité du pape, le SA a échafaudé toutes sortes d'hypothèses, y compris que le dentifrice du Saint-Père puisse être toxique… Les dernières mises en garde du SDECE datent du 20 avril 1981, le Maroc lui ayant transmis des informations concordantes. Marenches n'a jamais voulu révéler le contenu de sa conversation avec le juge Martella chargé de l'enquête sur l'attentat contre Jean-Paul II. Mais c'est sans doute par incapacité à révéler des informations détaillées – date, lieu, méthode – plus que par respect du secret de l'instruction qu'il s'est tu. Rien ne figure en tout cas dans ses archives.

Il faut souligner enfin que, trente-sept ans après les faits, l'implication des services soviétiques ou bulgares n'a pas été formellement prouvée[*2]. Comme le souligne Robert Gates, alors analyste à la CIA[*3], l'URSS n'avait peut-être pas tellement intérêt à voir disparaître un homme qui, à partir de septembre 1980, a contribué, en demandant à l'Église polonaise d'intervenir, puis en recevant l'ambassadeur soviétique à Rome, à empêcher la situation en Pologne de dégénérer. La base de la CIA a considéré que le pape était perçu par l'URSS comme un facteur de stabilisation et non d'agitation. Mais son directeur, Bill Casey, a lui été convaincu de la responsabilité soviétique dans l'attentat. Au fond, c'est une affaire de croyance : Marenches et son homologue américain n'ont pas besoin de preuves ; le diable existe, il s'appelle l'URSS. « Je suis sûr que le service, vigie d'une nation guettée par tant d'orages, écrit le directeur général dans son dernier ordre du jour, continuera à servir l'État avec honneur, fidélité et, ce qui n'est pas toujours aussi facile qu'on le croit, avec la plus ardente objectivité. En effet, hors de l'intelligence

claire et précise des réalités mondiales, et tout particulièrement de celles qui évoluent sous les camouflages les plus divers, il n'est de salut ni pour le pays, ni pour l'État, ni pour nos libertés[6]. »

Mort d'une ombre

La décision de Marenches de ne pas retourner à Mortier après la victoire de la gauche a une conséquence fâcheuse. Les dirigeants peuvent bien passer, les opérations sur le terrain continuent. C'est le cas au Tchad où le dispositif du Safari Club a pris son rythme de croisière. Les Saoudiens paient le matériel militaire, dont beaucoup de missiles sol-air, que les Américains acheminent au Caire. De là, de gros-porteurs emportent la cargaison vers Khartoum où les autorités exigent le maximum de discrétion. C'est d'autant moins un problème pour le SDECE que le chef du service de renseignement soudanais est probablement de mèche avec l'ennemi libyen. Les caisses sont ensuite chargées sur un train, direction la frontière du côté d'El-Genaïna. À l'occasion d'une navette aérienne, le responsable du dispositif français doit un jour embarquer au Caire en compagnie d'Hissène Habré. Un contretemps l'oblige finalement à laisser partir seul son adjoint avec le chargement. Il remonte en voiture, mais n'a roulé que quelques minutes quand il entend un grand bruit : l'avion vient d'exploser à une dizaine de kilomètres au sud du Caire. Il sera l'un des rares représentants du SDECE à accompagner le cercueil de son camarade jusqu'à l'École des troupes aéroportées de Pau où une cérémonie sera improvisée. Les membres du service sont certes conditionnés pour mourir dans l'ignorance de la nation, mais celui-ci aura eu la malchance supplémentaire de disparaître lors du chamboulement à la direction générale. Le responsable des opérations au Tchad devra se

contenter de ses certitudes d'une responsabilité libyenne, le changement de majorité faisant passer le drame à la trappe.

Marenches en a-t-il même eu connaissance, lui qui n'en parle dans aucun de ses livres de souvenirs ? Le sous-officier disparu en Égypte est le seul qui soit mort en opération durant son mandat[*4].

Voilà le nouveau conseiller d'État qui rend à ses pairs les visites d'usage : chez le vice-président, Marc Barbet, le 19 mai, chez tous les présidents de section le lendemain. Sept entretiens en tout, qui ne durent pas plus d'un quart d'heure chacun. Marenches a mis ses services à contribution en leur demandant une fiche sur l'institution, histoire d'avoir un peu de conversation, et c'est Beccuau qui a rempli le *curriculum vitae* exigé : à la rubrique « diplômes », il a écrit « École des roches » et « examen d'EOR en 1939 », deux échecs…

Déjà vu ?

Les semaines passent. Dans l'euphorie de la victoire de la gauche, personne ne semble s'aviser de la vacance à la direction générale du SDECE. François Mitterrand rencontre bien des officiers de haut rang, mais c'est à l'instigation de son équipe de campagne qui veut le défaire de sa méfiance naturelle envers l'armée. Il semble n'avoir aucun avis sur cette nomination. « Il faut voir tout ce qu'il y a à gérer quand on arrive au pouvoir, explique Jean-François Dubos. Ce n'est pas pareil d'y réfléchir avant, à froid, et de le faire une fois aux manettes[7]. » Une foire d'empoigne débute. Le ministre de l'Intérieur, Gaston Defferre, qui ne voit dans le SDECE qu'un « nid d'espions soviétiques », propose un préfet proche de la retraite. À la Défense, Charles Hernu redoute une mise sous tutelle du SDECE par la DST.

« On a pensé à des généraux, poursuit Dubos : Becam, respecté du milieu, a refusé car il était sorti des cadres, Barry, qui commandait la 1re armée, a refusé parce qu'il pensait pouvoir devenir chef d'état-major des armées. Et puis on s'est dit qu'il ne fallait peut-être pas un militaire, Lacaze venant déjà du SDECE. »

C'est donc quelques minutes avant un Conseil des ministres de juin que Michel Rocard, alors ministre d'État en charge du Plan et de l'Aménagement du territoire, découvre parmi les nominations du jour que l'un des dirigeants de la SNIAS[*5], Pierre Marion, est désigné pour prendre la suite de Marenches. « Il se trouve que durant la décennie précédente, se souvient-il, je donnais des conférences rémunérées dans des formations de cadres, en particulier pour Air France. J'avais ainsi appris sa déraison, je savais qu'il avait été suivi pour des troubles psychiatriques[8]. » Il accoste le ministre de la Défense : « Es-tu vraiment sûr de ton choix ? – Te mêle pas de ça ! réplique sèchement Charles Hernu. – Mais vous allez nommer un malade mental !, insiste-t-il. – Fous-nous la paix[9] ! » Rocard abandonne. De toute façon, Mitterrand ne l'écoutera jamais, lui, l'opposant historique, alors que Hernu fait partie de sa garde noire. Dès le conseil achevé, il joint d'urgence Marenches qu'il tient en haute estime depuis ses déjeuners à Mortier. « Il en a été stupéfait, relate Rocard. Il y eut comme un long silence, sans commentaires. Puis, très digne, il a lâché : “On ne commande pas les hommes”. »

Pour Rocard, le choix de Marion est à attribuer à son appartenance à la même loge maçonnique que Hernu, et à sa participation, durant la campagne, aux réflexions du PS sur la Défense. D'autres avanceront que, Air France entretenant des liens privilégiés avec le SDECE, Marion aurait été un « honorable correspondant » – mais personne à la DG ne s'en souvient…

La réserve de Marenches peut s'expliquer par une impression de déjà-vu : un novice en matière de renseignement, né en 1921, avec une expérience militaire réduite, issu de l'entreprise et ayant de fortes attaches avec les États-Unis… ? Cela ne rappelle-t-il pas son propre profil en 1970 ? La vérité est que si les deux hommes ont *a priori* beaucoup de points communs, Marion pour sa part n'a pas été candidat. Il écrira même avec franchise s'être retrouvé « littéralement sur le cul[10] » quand Hernu lui a appris la nouvelle. Mais peut-être ne l'a-t-il pas été autant que ceux qui, dix ans plus tard, liront dans ses Mémoires le récit de la passation de pouvoir. Le 26 juin donc, Marion, venu prendre ses quartiers à Mortier, se souviendra d'avoir été accueilli par « un homme à la corpulence avantageuse[11] », Marenches, qui, dans la seconde version de ses Mémoires, devient « un personnage ventru et hautain » : « Il débite un petit discours désagréable qu'il termine, s'adressant au groupe, par ces mots : “Je vous plains d'avoir désormais à travailler dans de telles conditions et pour un tel président.” Le ton est donné. Je suis arrivé dans un nid politisé[12]. »

Se donnant le beau rôle, Marion affirmera avoir relevé « l'outrage » en répondant « avec la plus extrême fermeté », mais il se trouve qu'aucun des directeurs et des chefs de service présents, dont certains vont continuer à travailler avec lui, ne s'en souvient. Or on n'oublie pas l'exécution d'un géant en place publique. Marenches a bien des défauts, mais il n'est pas discourtois. Pourquoi en voudrait-il à Marion qu'il ne connaît pas ? Quant à la pique à l'adresse de François Mitterrand, il a souvent montré à quel point elle était infondée.

Marion est de ces hommes qui ont besoin de rabaisser leur prédécesseur pour rehausser leur propre position. La suite de son réquisitoire est encore plus cinglante : « Promenant le regard autour

de moi, je découvre un lieu [le bureau de Marenches] anti-fonctionnel en même temps que froid, inamical, prétentieux. À l'exception de deux téléphones d'allure archaïque, le bureau est vide [...]. L'homme qui siégeait dans ce bureau travaillait peu. Il ne réunissait pas ses collaborateurs. Cette idée me vient peu à peu à l'esprit. Je ne puis me défendre de penser : peut-être n'était-il qu'une façade ? Peut-être passait-il le plus clair de son temps à voyager, à rencontrer des éminences – de préférence de sang royal –, à faire de la géopolitique en chambre : c'est ainsi que certains le décrivaient. Et si c'était vrai ? L'invraisemblable accueil qu'il m'avait réservé cachait-il alors autre chose que le vide de sa compétence professionnelle[13] ? »

Cette charge excessive a l'intérêt de refléter l'image que les nouvelles autorités se font de Marenches. Marion est tout aussi acerbe à l'égard de la troupe qui lui donne une impression générale de « médiocrité et de routine », avec trop de militaires et des civils sans plan de carrière. Roussin ? Un « maître Jacques sans réelle autorité. Directeur général *bis*, actif, habile, laborieux et fiable ». Beccuau ? « Homme indéfinissable [qui] se présente comme le conseiller psychologique du service, sans fonctions définies. Étrange ! » Bontoux ? Un « administrateur des finances [ayant] l'air d'être à la fois un rejet et un informateur de la rue de Rivoli ».

Marion enfin fait étalage de son ignorance – bien compréhensible en 1981, mais moins dans les Mémoires – sur deux points fondamentaux de l'héritage de Marenches. Le premier concerne l'implantation des postes à l'étranger. Quand le colonel Crignola lui révèle qu'il n'y en a qu'un seul de l'autre côté du rideau de fer – en Roumanie – il explose : « Enfin, Messieurs, où se trouve donc la menace : à l'Est ou à l'Ouest[14] ? » Au moins cette exclamation rassure-t-elle les troupes sur la volonté de la gauche de continuer le combat face à l'URSS. Mais peut-être Marion a-t-il trop côtoyé

l’opulente CIA et ne saisit-il pas l’intérêt que peut avoir un service modeste comme le SDECE à entretenir une représentation dans des pays où il est condamné à ne rien récolter. En outre, absence de poste ne signifie pas absence du SDECE : des clandestins opèrent en Russie sous couverture civile.

L’ignorance de Marion se révèle plus encore dans son appréciation du service Action : « La présentation du colonel [Grillot] me fait une impression curieuse, sans substance. Cette unité d’élite ne se morfond-elle pas en l’absence de missions à la hauteur de ses qualifications[15] ? » *Quid* de l’Angola, du Zaïre, de la Centrafrique, de la guerre tous azimuts contre Kadhafi ? Comme Marion n’a pas compris la stratégie de l’ère Marenches, il est logique qu’il passe à côté de l’outil principal qui a permis d’en appliquer la tactique.

À la décharge du nouveau directeur général, il faut remarquer que les cadres du SA sont des tombes qui détruisent à coups de masse les rouleaux d’encre usagés de leurs machines à écrire. La traque du leader libyen ayant peut-être été révélée par Giscard à Mitterrand lors de la passation de pouvoir à l’Élysée, Marion réclame des détails à celui qui en avait la charge. « Monsieur le directeur général, a répondu celui-ci, ce n’est pas ainsi que procède le service. Si Monsieur de Marenches avait voulu vous en parler, il l’aurait fait[16] ! » Marion souligne que celui-ci ne lui a laissé aucun dossier – sans effet. Une semaine plus tard, le nouveau directeur exige de Grillot une attestation – papier à en-tête « service Action » – pour signifier noir sur blanc son refus de l’informer. L’ancien chef du commando Georges ne le prend pas à la légère. Après avoir revêtu son uniforme, il se présente dans le bureau du DG pour mettre sa démission dans la balance. Certes, Marion est colérique, mais il sait reconnaître ses erreurs. « Mon colonel, répond-il finalement, vous m’avez fait comprendre aujourd’hui comment le service fonctionne. J’ai une

mission pour vous[17]. » La suite est moins glorieuse : il s'agit de faire traverser l'Atlantique à son bateau personnel. Au moins Marion n'aura-t-il pas tout effacé des pratiques de Marenches…

Le SA lui réserve un second cuisant revers. Sans doute inquiet des agissements des Gladio en Italie, qui ont pris leur part dans le scandale de la loge P2[*6], Marion arrive au SDECE avec la volonté arrêtée de dissoudre leur pendant dans l'hexagone, le « réseau France ». Des cellules de trois ou quatre personnes maillent tout le territoire national, comme leurs homologues dans de nombreux pays d'Europe, en entretenant le savoir-faire des atterrissages et amerrissages clandestins. Bénéficiant de formations régulières, équipées de postes radio à la pointe de la technique, elles ne sont connues que du SDECE. Dans les années 1970 déjà, la presse a avancé que Marenches les avait dissoutes. Le SA le confirme à Marion : « Le réseau France n'existe plus[18]. » Sauf que tout cela est faux. Comme il se veut un antidote à une situation semblable à celle de 1940 où, en raison de l'occupation, le BCRA dut tout rebâtir de zéro, le réseau France existe encore et il survivra à Pierre Marion. Et à ses successeurs. Peut-être même existe-t-il toujours aujourd'hui…

Le gestionnaire et le poète

Comme Marenches jadis, le nouveau directeur général procède à une purge – de moindre ampleur cependant : *exit* Roussin, Beccuau, Bontoux et quelques autres. Des principaux cadres du SDECE, c'est Singland qui tire le mieux son épingle du jeu en prenant place à la droite du seigneur avec un mystérieux poste de « chargé de mission ». Cela lui vaudra d'être considéré par les défenseurs du Temple comme

un traître, mais pas de la part de Marenches qui, quoi qu'en disent certains, a le souci sincère de voir le SDECE continuer à prospérer.

Comme son prédécesseur, Marion se plaint très vite du parasitage des réseaux Elf et Foccart, du double jeu de certains de ses subordonnés : à son tour d'apprendre les limites de sa mission et de faire connaissance avec la paranoïa… Et lui aussi s'estime légitime pour rencontrer les puissants du monde, à commencer par le roi Fahd d'Arabie Saoudite ou le général Zia, président de ce Pakistan qui s'affirme comme la tête de proue de la lutte antisoviétique en Afghanistan. Mais, contrairement à Pompidou et Giscard, Mitterrand lui fait aussitôt savoir son désaccord. « Il est clair, note Marion, qu'il ne veut pas utiliser la voie parallèle du renseignement[19]. » N'est pas non plus Marenches qui veut.

S'il est certainement le directeur général qui s'attire rétrospectivement le plus de critiques, Marion réussit néanmoins à faire oublier son prédécesseur sur plusieurs aspects. Dans le comportement d'abord. Il se lève pour recevoir ses visiteurs, il les écoute attentivement et les pousse dans leurs retranchements. Cela change d'un Marenches qui restait constamment assis – en raison de ses douleurs à la jambe – et qui s'impatientait rapidement. Marion est un travailleur et un gestionnaire quand Marenches était une sorte de poète de la géopolitique. Il dirige quand son prédécesseur régnait. Avec son expérience du secteur privé, il identifie ainsi rapidement les principales failles du SDECE : manque de coordination entre services, renseignements pays par pays, sans guère de synthèse. « Si je lui suggérais l'ouverture d'un poste, se rappelle un haut responsable, Marenches s'emballait sur de grandes questions internationales quand Marion, lui, m'interrogeait systématiquement sur le coût et le rendement de l'opération[20]. » Déjà très proche de l'ancien DG, Singland sera l'âme damnée de Marion. C'est lui qui sera à l'origine

du décret du 2 avril 1982, transformant le SDECE en DGSE. Bien placé pour comparer les deux périodes, il reconnaît à Marion un courage qui aurait manqué à Marenches : « Lui seul a pu avoir le cran de refuser l'accès de Mortier aux directeurs de cabinet des quatre ministres communistes fraîchement nommés car le contraire nous aurait discrédités auprès de nos alliés. Marenches, lui, aurait tout fait pour ne pas ébruiter l'affaire, mais il les aurait sans doute reçus[21]. »

Marion recrute le polytechnicien Henri Serres à qui la DGSE doit une direction technique si puissante qu'elle est devenue un État dans l'État. Enfin, il clôt vraiment l'ère Marenches en usant de toute son autorité pour dissoudre ces fameuses « structures » qui ont provoqué le départ fracassant du colonel de Marolles. En un an, les derniers collaborateurs du désormais général sont priés de faire le ménage avec un budget de plusieurs centaines de milliers de francs à l'appui. C'est qu'il n'est pas si facile de fermer sans attirer l'attention ni jeter les employés concernés à la rue : ici une fondation, là une société… Marion a réussi là où Marenches a échoué, même s'il est probable que quelques rares entités existent toujours en 2018, tous les liens avec la DGSE ayant toutefois été coupés.

Refusant le bureau de son prédécesseur qu'il juge vide et affreusement décoré, le nouveau maître des lieux fait construire dans la cour d'honneur un pavillon moderne où les directeurs généraux se succèdent depuis. De Marenches, il ne reste plus désormais à Mortier qu'une paire d'épées et l'ensemble de fauteuils chesterfield.

---

*1. C'est en effet l'État italien qui, depuis les accords de Latran, assure la sécurité du pape.

*2. Même si, en 2006, la commission d'enquête italienne a conclu à une culpabilité soviétique, essentiellement sur la base du témoignage du défecteur Mitrokhine qui, dans les années 1990, a pointé du doigt Brejnev lui-même.

*3. Qu'il dirigera par la suite.

*4. Deux nageurs de combat sont décédés à l'entraînement.

*5. Actuelle Aérospatiale.

*6. Les Gladio sont les *stay behind* italiens. Ils sont soupçonnés, entre autres choses, d'avoir comploté avec la loge maçonnique P2 pour empêcher l'arrivée des communistes au pouvoir.

41

Ne jamais dire jamais

La manière dont les services de renseignement stimulent l'imagination est fascinante. Même un haut fonctionnaire aussi consciencieux que Philippe Mestre croit ainsi se souvenir, avec la plus parfaite honnêteté, que le blindage de la voiture de Marenches était si épais que le véhicule peinait à manœuvrer dans la cour de Matignon et qu'il était équipé de gadgets comme un projecteur d'huile pour retarder les éventuels poursuivants…

La DS couleur tabac est pourtant des plus classiques, avec pour seule originalité un moteur à injection et un téléphone intérieur. À son bord, Marenches s'apprête à quitter Mortier après avoir souhaité bonne chance à son successeur. Il garde aussi son chauffeur et officier de sécurité, Jean-Noël, un jeune homme d'une trentaine d'années entré au SDECE en 1972 après son service militaire. Lui qui se destinait à l'industrie automobile avec son bagage d'ajusteur-mécanicien a été propulsé deuxième chauffeur de la direction générale alors qu'il ne connaissait même pas Paris. « À mes yeux, aime à lui dire Marenches, vous êtes aussi important qu'un directeur de cabinet[1] ! » De fait, Jean-Noël voit et entend beaucoup de choses, ce qui lui confère une place à part dans l'entourage. Sa parfaite

discrétion et sa fidélité totale lui vaudront de rester quatorze années de plus au service d'un patron qu'il vénère.

De fait, Marenches, par son charisme, a su fédérer ses troupes. Leur représentante lui a d'ailleurs remis en cadeau d'adieu un livre d'art « en mémoire des excellentes relations que vous avez toujours su maintenir avec la représentation des personnels[2] ».

La DS démarre. Parmi ses toutes dernières tâches, Marenches a rédigé une lettre pour Léopold Sédar Senghor, endeuillé par la mort de son fils Philippe : « La mort d'un fils, lui confie-t-il, est un drame indicible et j'en sais quelque chose. Je sais aussi qu'aucune lettre, aucune parole ne sauraient atténuer la douleur des parents[3]. » Là encore, c'est un accident de la circulation qui a provoqué le drame. La fatalité se sera rappelée à lui jusqu'à la dernière minute.

Jean-Noël fait le tour de la cour d'honneur. Au moment de franchir le seuil, Marenches lui lance : « Alors, pas de regrets ? Allons… filons[4] ! » Il ne reviendra jamais au SDECE. Et il n'y fera jamais plus allusion qu'en employant l'expression « quand j'étais aux affaires ». Il est vrai que Marion ne l'invite jamais non plus. Marenches retrouve sa liberté, toute sa liberté, même s'il ne s'est jamais gêné pour en user. Après un séjour à Bégin, il est mis au régime sec et sans sucre, ce qui ne sera pas pour l'aider dans l'épreuve qui l'attend. Le nouveau conseiller d'État est censé intégrer la section du contentieux, 10e sous-section. Le confident des grands de ce monde découvre un univers terrible où il est censé ingurgiter des piles de dossiers sans secrétaire ni même un bureau attitré, le tout pour trancher sur des questions administratives qui l'indiffèrent au plus haut point. Le jour de son arrivée, le 15 septembre 1981, son agenda révèle ses véritables centres d'intérêt : achat de *L'Auto-Journal* et envoi de fleurs à la maréchale Juin. « Une fois au Conseil d'État,

note Philippe Mestre un rien amusé, il a reçu un accueil courtois, mais on s'est avisé de le faire travailler[5]. »

L'intermède sera heureusement de courte durée. Au bout des six mois nécessaires pour toucher une retraite pleine, Marenches démissionne afin, tentera-t-il d'expliquer plus noblement, « de recouvrer une indépendance totale qui est, avec le silence, le dernier grand luxe de notre époque[6] ». À lui d'apprendre à vivre de l'autre côté du miroir, celui où les bouleversements du monde se découvrent dans la presse ou à la télévision dont il n'est guère friand. Cette phase de transition est souvent délétère pour les anciens du service qui doivent s'habituer à parler de ce qu'ils font sans craindre de se le voir reprocher. Mais Marenches a toujours observé avec ses responsabilités une distance qui lui permet d'envisager la suite avec plus de sérénité. Lors du pot de départ, le docteur Beccuau a conclu son discours par une note d'optimisme pondéré : « Pour Mme de Marenches et pour vous-même, nous formons des vœux sincères pour une vie que nous souhaitons conforme à ce que vous désirez l'un et l'autre en sachant pourtant qu'elle ne sera jamais complètement comblée[7]. »

Le couple a figé son mode de fonctionnement depuis longtemps. Alexandre règle sans discuter les innombrables factures qu'aligne Lilian pour faire de Grasse la propriété de ses rêves : près de trois cent mille francs, rien que pour l'été 1981. C'est une raison de plus pour continuer à travailler afin de ne pas siphonner le trust familial en quelques années. Or qui dit travail dit forcément séjours à Paris, en Suisse ou aux États-Unis où il mène sa double voire triple vie. Les conquêtes sont toujours aussi nombreuses et éphémères. Il suffit qu'il se trouve à côté d'une jeune femme de son goût chez sa cousine Thérèse pour qu'il l'emmène en Espagne sitôt le dîner terminé. Il arrive même que les passades aient des conséquences jusqu'en Asie. Depuis 1976, il a pour amis un couple de Texans, les Herring : Robert

a fait fortune dans le pétrole, Joanne se répand dans le grand monde. Il leur a même accordé la faveur – tout de même exceptionnelle pour le président d'une compagnie pétrolière américaine – de les inviter à déjeuner à Mortier. Certains ont imaginé qu'il s'était laissé séduire par la blonde aux faux airs de Zsa Zsa Gábor. En tout cas, c'est bien lui qui a également organisé la rencontre avec l'ambassadeur pakistanais à Washington, Yaqub Khan, lequel, séduit, a proposé à Joanne Herring de devenir consul honoraire de son pays à Houston. Quand le général Zia prit le pouvoir à Islamabad, elle n'hésita pas à faire le voyage. Et à son tour, alors qu'il entreprenait une islamisation à marche forcée, le président tomba sous le charme de cette chrétienne qui, depuis l'invasion soviétique en Afghanistan, s'est révélée comme sa meilleure porte-parole à Washington. C'est elle qui, avec le *congressman* Charlie Wilson, obtiendra les premiers missiles sol-air Stinger pour les moudjahidines.

Atlas à l'Élysée

Depuis la France, Marenches suit attentivement l'évolution du djihad antisoviétique. Il fait même un don à Médecins du monde pour soutenir l'action des *French Doctors*, ce qu'il ne faudrait pas interpréter comme une preuve de collusion entre ONG et services de renseignement… D'autres dossiers lui tiennent toujours à cœur : l'Angola, le Liban, le terrorisme à Paris avec l'attentat de la rue Marbeuf le 23 avril 1982. Quoi qu'il en dise, il lui est sans doute pénible de ne plus pouvoir apporter sa pierre. D'autant que les ponts ne sont finalement pas tout à fait coupés avec le SDECE. Il y a les anciens collaborateurs qu'il retrouve à l'occasion, dans ses nouveaux QG que sont la brasserie La Lorraine de la place des Ternes et le

Jockey Club. Beccuau est le premier d'entre tous, qui fait également fonction de médecin traitant, et Michel Roussin le tient au courant de sa carrière. Il y a surtout le jeune capitaine Pierre Lethier, toujours en poste, et qui vient régulièrement avenue Lyautey. « On ne pouvait pas laisser un tel monstre dans la nature sans garder de lien, admet-il aujourd'hui. D'autant que, très rapidement, il a affirmé qu'il voulait participer à une histoire des services extérieurs français[8]… » C'est d'ailleurs sans doute par suite d'un malencontreux hasard que l'appartement de l'ancien DG, pourtant sous surveillance, est cambriolé deux fois dans les premières années de retraite du SDECE. La Brigade de répression du banditisme en tout cas ne retrouvera pas les coupables et se refusera à établir « une origine autre que crapuleuse » tout en notant : « on ignore si des documents confidentiels ont été dérobés »[9].

Contre quelques études et fiches marquées du sceau « Confidentiel défense », le SDECE surveille son ancien dirigeant. Car contrairement à tout ce qu'il racontera, Marenches a jeté dès sa sortie une autre passerelle, plus inattendue. Dès le 9 juillet 1981, il a déjeuné avec Charles Hernu, ministre de la Défense, le 18 septembre, avec Pierre Mauroy, Premier ministre. L'ancien directeur général les avait reçus au SDECE, et il semble qu'avec ces nouveaux entretiens, il a surtout cherché à rendre service à des industriels amis désireux de faire passer un message à la gauche. Mais une relation plus construite a débuté le 22 juin, avant même les adieux au SDECE. Si Marenches est Porthos, François Durand de Grossouvre serait plutôt Aramis, aussi svelte que l'autre est massif. Aujourd'hui encore, son rôle exact auprès de Mitterrand prête à controverse. Pour certains, il était chargé du lien avec le SDECE et les chefs d'État qu'il connaissait personnellement comme Hassan II ; pour d'autres, il n'était que l'ami auquel le président avait confié la présidence du comité des chasses

présidentielles pour le remercier de son aide lors de l'ascension vers le pouvoir. « Il répétait sans arrêt : "le président m'a dit", se souvient Jean-François Dubos. Or tout le monde savait que c'était faux. François Mitterrand ne recevait que très rarement ses conseillers, se contentant d'inscrire un "vu" en marge de leurs notes[10]. » Il est peu probable, toutefois, que Marenches se soit astreint à rencontrer Grossouvre à une cinquantaine de reprises, la dernière une semaine avant sa mort, uniquement pour parler des plaisirs de la chasse. De surcroît, il ne le connaissait pas auparavant et il n'avait pour l'homme guère d'estime en raison de son bref engagement dans le Service d'ordre légionnaire au début de l'Occupation et de sa réussite dans des affaires qu'il juge opaques. « Il est beaucoup plus Durand que Grossouvre[11] », commente-t-il à l'occasion en se référant au décret de Napoléon III autorisant la famille à porter ce patronyme. Mais il sait aussi que Grossouvre a frayé avec le service 7 de Leroy-Finville dans les années 1950 et 1960. Cela fait au moins un lien, l'autre étant bien sûr l'attrait pour l'ombre. Les deux hommes ont tout à gagner à se rapprocher. Grossouvre, qui se rêve aussi à la tête d'un conseil national de sécurité à l'américaine, espère apprendre des onze années d'exercice de Marenches qui, en retour, garde un pied dans les sphères de décision.

Les archives du conseiller de Mitterrand ayant opportunément disparu à sa mort, nul ne sait de quoi ils parlaient, mais des faits ne trompent pas. Le 22 janvier 1982, Marenches est ainsi reçu par François Mitterrand. Dans son livre avec Christine Ockrent, il rattachera cette entrevue à son départ du Conseil d'État. Le président de la République tiendrait-il l'institution en telle estime qu'il accorderait de son temps à chacun de ses retraités ? Les sujets possibles sont multiples. Et comme d'habitude avec Marenches, ils vont certainement de sa personne au sort du monde. L'une de ses

préoccupations concerne encore et toujours la grand-croix de la Légion d'honneur que Giscard ne lui a pas accordée. Grand officier depuis huit ans, il s'y prend un peu tôt, mais qui n'ose pas… L'ancien directeur général peut aussi poser sur la table un projet à sa (dé)mesure, initié du temps du SDECE par le roi du Maroc. Nom de code, *Atlas*, celui de la société d'études qu'il a créée avec un associé qu'il connaît depuis quelques années, un jeune ingénieur de Thomson, Charles Hunt. Objectif : creuser un tunnel sous le détroit de Gibraltar pour y faire passer le chemin de fer mais aussi un pipeline qui, longeant les côtes africaines de l'Atlantique, permettrait d'alimenter usines et centrales électriques. Marenches, qui y croit dur comme fer, se prévaut de ses relations avec Hassan II, Juan Carlos et le roi Fahd, ce dernier étant prêt à financer.

Si même le sujet a été abordé, il est quasiment certain que Mitterrand n'y a guère prêté d'attention. *Atlas* serait une révolution qui bouleverserait tous les équilibres en permettant à l'Europe de se passer du gaz soviétique. Ce n'est pas en début de mandat que le président va lancer pareille entreprise, mais il se peut qu'il ait noté la proximité de son visiteur avec Hassan II. Marenches est d'ailleurs admis le 30 avril 1982 à l'Académie royale du Maroc où il aura pour confrères son ami Maurice Druon, Henry Kissinger et l'astronaute Neil Armstrong. Reçu par Otto de Habsbourg, il consacrera naturellement son discours à la désinformation et à la prolifération du terrorisme mondial à cause de l'URSS. À enceinte prestigieuse, déclaration tonitruante : « 1966 a vu la fin de l'hégémonie de la démocratie chrétienne[12]. »

Mitterrand a-t-il « actionné » l'ancien directeur général pour réchauffer ses relations avec Hassan II ? Quand, le 25 janvier 1982, il s'en va rendre visite au souverain en son château de Betz dans l'Oise, Marenches note dans son carnet : « Parler de François Mitterrand au

roi[13]. » Hassan II se présente à l'Élysée le lendemain avec deux heures de retard, mais l'essentiel est que le lien soit rétabli. Marenches en est-il le seul responsable ? Certainement pas. L'ambassadeur de France à Rabat, Jacques Morizet, a aussi accompli un travail de couturier pour raccommoder patiemment les deux parties. Mais dénier toute influence à l'ancien patron du SDECE serait désinvolte. À partir de juin 1981, Marenches est un carnet d'adresses qu'il serait déraisonnable de ne pas exploiter. Les voyages qu'il accomplit après sa réception chez les Immortels marocains montrent que la nouvelle équipe au pouvoir en France l'a bien compris. Du 14 au 16 mai, il voit le roi Khaled d'Arabie Saoudite, le prince Turki et Maarouf al-Dawalibi, ex-Premier ministre syrien en exil depuis la prise de pouvoir par les baasistes. Au retour, il fait escale au Maroc pour revoir le roi, s'arrête à Paris deux jours et repart cette fois pour les États-Unis où il discute pendant une semaine avec Dick Allen, conseiller à la sécurité nationale de Reagan, l'amiral Burkhalter, patron de la DIA, Henry Kissinger, toujours aussi influent, Jeane Kirkpatrick, ambassadrice à l'ONU, enfin Caspar Weinberger, secrétaire à la Défense. Les 13 et 14 juillet, ses anciens interlocuteurs des services irakiens reçoivent sa visite à Bagdad. Même un ancien chef du service de renseignement extérieur ne peut remplir pareil agenda sans avoir été mandaté par les autorités de son pays. Le motif est incertain : « Recréer Club », le Safari. C'est ce que Marenches consigne dans son carnet à la date du 28 juillet. Il connaît tous les acteurs du renseignement, il est disponible. Mais mesure-t-il le rejet qu'il inspire à la gauche ? Même un Mitterrand est obligé d'en tenir compte. Marenches, que ce soit de sa propre initiative ou qu'il soit sollicité par l'Élysée, n'entreprend-il pas simplement de tranquilliser les alliés sur les bonnes dispositions de la nouvelle majorité ?

L'homme qui a toujours honni les communistes s'en ferait alors presque l'avocat.

Faiseur de DG

Le naturel reprenant le dessus, l'ancien chef du SDECE fait passer aux gouvernements français, marocains ou saoudien des analyses personnelles sur les sujets de son choix. « La Turquie, écrit-il par exemple en juin 1982, sera bientôt totalement encerclée par l'URSS, nos approvisionnements pétroliers seront compromis […]. Il importe donc, pour gagner du temps, d'aider Bagdad à faire la paix, puis de procéder à une analyse du conflit entre l'islam chiite et sunnite. Ceci devra être suivi d'une action imaginative[14]. » Si jamais il en a été le destinataire, qu'a pu en penser Mitterrand ? A-t-il seulement demandé pareille prose ? Marenches niera avoir jamais été pour lui un « conseiller spécial », mais il est troublant de relever que l'une de ses analyses porte l'en-tête « chargé de mission auprès du PR », certes biffé.

Les retours de l'Élysée sont très mesurés. S'il obtient la Légion d'honneur pour le docteur Beccuau, Marenches ne voit toujours pas arriver la grand-croix en dépit de l'intervention écrite du chef d'état-major des armées, le général Lacaze, le 25 août 1982. Mitterrand le Florentin veut-il garder un hochet pour s'assurer de sa collaboration ? Est-il seulement envisageable de récompenser une figure aussi marquée à droite et qui, d'après les RG, entretient des relations avec Jacques Chirac et Jean-Marie Le Pen ?

Les deux septennats de Mitterrand s'écouleront sans que Marenches ait droit à la cérémonie de ses rêves. De même le projet *Atlas* s'enlise. Le changement de monarque à Riyad y a sa part : Fahd

succède à Khaled en juin 1982 et subit moins le charme de Marenches. Hassan II lui-même fait la moue. « L'avance prise par Atlas sur les projets concurrents (traversée Soudan-Cameroun, remontée Nigeria-Espagne…) sera perdue, soutiendra encore Marenches le 26 juillet 1983, si une décision positive n'est pas prise dans les mois qui viennent. Ce projet, dont Votre Majesté est l'Inventeur, comme l'on dit légalement du découvreur d'un trésor, est une grande affaire géopolitique, au plus haut niveau de la stratégie mondiale, dont le déroulement devrait transcender les circonstances budgétaires du moment. Si les pétroliers du Moyen-Orient ne comprennent pas l'importance d'Atlas, ils perdent une occasion de justifier l'emploi de leurs richesses vis-à-vis de l'histoire de cette fin de siècle. Le tiers-monde absent du projet, il ne resterait plus qu'à se tourner vers les puissances de l'Europe occidentale et de l'Amérique du Nord. Je ne veux pas croire que cette grande idée, née au Maroc, y trouve une fin, indigne de l'intelligence des nations[15]. »

Certes, Hassan II apprécie Marenches, avec lequel il lui arrive de chasser, mais le Français ne jouit pas non plus d'un traitement de faveur. Quand Jean-Noël le dépose au château de Betz, il le voit patienter des heures avant que Sa Majesté condescende à le recevoir. Si l'on ajoute de vives tensions avec l'associé Charles Hunt, *Atlas* est condamné à ne rester qu'une de ces utopies que des entrepreneurs plus investis ou mieux soutenus transformeront peut-être un jour en réalité.

La principale réussite de Marenches restera donc la prochaine nomination à son ancien fauteuil. De toutes parts, il lui remonte de ce qui s'appelle maintenant la DGSE que la « greffe Marion » ne prend pas. Et comme l'Élysée également a des griefs contre lui, les jours du directeur général sont comptés. Des noms circulent. Marenches retient celui de Pierre Lacoste. Dès le mois de mai 1982, il s'autorise à

l'appeler pour lui suggérer Mortier. « Je n'ai pas du tout pris ces propos au sérieux[16] », se rappellera Lacoste. Il est vrai que l'évidence ne saute pas aux yeux : Lacoste est amiral, commandant l'escadre de Méditerranée, et il s'imagine prendre la suite de Philippe de Gaulle à l'Inspection générale de la marine. Mais Marenches sait ce qu'il fait. Outre le comportement exemplaire de l'officier pendant la guerre, il a apprécié durant six années ses qualités de réflexion et de pondération au cabinet militaire du ministre de la Défense puis à Matignon, à l'époque bénie de Philippe Mestre. Son commandement arrivant à terme, Lacoste finit par se laisser tenter. Pour bien assurer le coup, Marenches l'emmène lui-même à l'Élysée où Grossouvre lui annonce qu'il est aussi le candidat du président. Son influence est certaine puisque Mitterrand, à sa prise de fonction, avait catégoriquement écarté l'idée de nommer un militaire et que son entourage débordait de suggestions.

Pour bien s'assurer que le ciment prenne, Marenches rencontre Lacoste à plusieurs reprises, parfois accompagné de Beccuau, jusqu'au début de 1983. L'amiral prend ensuite le large, conduisant la DGSE vers les technologies de pointe auxquelles elle reste encore trop étrangère, mais aussi vers un scandale qui lui fera perdre des années chèrement gagnées. Puisque la porte des autorités politiques ne lui est qu'entrouverte, le retraité se met en quête d'autres activités. Ce ne sont pas les trente-six mille dollars versés annuellement par l'Académie du Maroc qui peuvent soutenir le train de vie du couple. La création de l'impôt sur la fortune l'a mis hors de lui. Sur les huit employés de la maison à Grasse, un jardinier et un maçon sont licenciés. « Mais pourquoi ? lui demande la gouvernante, Renée Barra. Vous qui êtes d'habitude si gentil… – Mitterrand m'a imposé sur l'ISF ! fulmine Alexandre. Les personnes que je licencie vont être payées au chômage avec mon argent[17] ! » Quelque temps plus tard, il

obtient sa domiciliation fiscale au Maroc – seuls les mauvais esprits y verront une manœuvre pour ne plus payer ses impôts en France… De même, en 1986, lorsque les Marenches deviendront résidents suisses, ce sera seulement pour jouir pleinement de la maison de vignerons qu'ils ont achetée sur les hauts du lac Léman, à Chardonne…

Ave Maria pour Rita

La retraite ? Très peu pour Marenches dont le passeport – diplomatique grâce aux Marocains – est couvert de visas pour les États-Unis, le Moyen-Orient, les Antilles. À Paris, pour honorer ses rendez-vous, il passe du Jockey au Traveller's, du Traveller's à la Maison de la chasse. Une joyeuse bande se crée autour de lui avec le député-maire Robert-André Vivien, l'avocat et ancien du BCRA René Moatti, la star du moment, Philippe Bouvard, qui boit ses anecdotes savoureuses et s'esclaffe devant ses imitations de Giscard. Mais, respectant sa promesse, il ne trahira aucun secret. « En cela, s'amuse-t-il, je fais un bien piètre journaliste car les bons n'hésitent pas à exploiter toutes leurs relations à fond. Moi, je me suis tu pendant trente ans[18]… » C'est à cette époque que se dégage l'image d'un Marenches servi au Jockey, au coin du feu, mondain, hautain, diront certains, feignant méconnaître l'utilité de ces lieux pour qui n'a plus de bureau. Il pourrait sans doute se faire recruter par ses amis PDG Jean Delorme à Air Liquide ou François Michelin. Depuis quelques années, il a aussi sympathisé avec le patron de Matra, Jean-Luc Lagardère, qui ne le reçoit que chez lui, au 31, avenue Hoche. « Mon père le consultait souvent, se souvient Arnaud Lagardère. Il appréciait beaucoup ses analyses, au point de l'appeler régulièrement. Il aimait cette sorte de ping-pong intellectuel. Marenches a été

particulièrement utile lors de la nationalisation de Matra en 1981, où l'État ne prit finalement que 51 % des parts des activités défense. Il était pour lui une sorte de conseiller spécial, un coach intellectuel, comme il n'y en avait aucun autre dans son entourage[19]. »

Mais sa santé se dégradant au fil des mois, les journées finissent par se remplir de rendez-vous chez les médecins, le notaire, les conseillers financiers… À la fin de 1981, Marenches aurait refusé une offre de Henry Kissinger par peur de séjours trop prolongés à l'étranger. En 1983, il contribue pourtant de façon décisive à un marché soumis à un appel d'offres comme seuls les États-Unis peuvent en concevoir : l'équipement de vingt-six divisions américaines en télécommunications, pour un montant global de 4,5 milliards de dollars. Proposant le système RITA, le français Thomson est en concurrence avec les Britanniques. Venu du cabinet du ministre de la Défense, François Heisbourg a convaincu la direction du groupe de ne surtout pas faire comme le camp d'en face qui mise tout sur le volet politique : « Les militaires américains détestent que Washington leur mette le couteau sous la gorge. Ils veulent pouvoir décider en toute liberté[20]. » La direction de Thomson approche Marenches : qui serait mieux que lui pour mettre de l'huile dans les rouages franco-américains ?

L'ancien DG n'a qu'à compulser son carnet d'adresses : Henry Kissinger pour le réseau, l'amiral Burkhalter pour l'oreille de Reagan, Robert McFarlane, conseiller à la Sécurité nationale ou encore le sénateur Sam Nunn, un démocrate, mais membre influent de la très importante Commission des services armés, sans compter toutes les amitiés nouées depuis la guerre dans le monde économique et les médias, qui sont tous des relais d'influence potentiels. « Il se rendait régulièrement sur place pour détecter les signaux faibles, détaille Heisbourg, afin que nous puissions parer les éventuels coups fourrés.

Je le débriefais régulièrement là-bas, entre deux Concorde. Il prenait sa tâche très à cœur, ça lui rappelait sans doute sa jeunesse ! Il se rendait utile, pour la France, en plus. » Marenches hérite même d'un pseudo, « Ave Maria », qui reprend ses initiales. « Cela nous paraissait indispensable, avance Heisbourg, en raison des écoutes que les Britanniques ne devaient pas manquer de réaliser sur nos lignes. » La méthode se révèle en tout cas payante puisque Thomson emporte en 1985 une commande record d'un milliard de dollars.

Marenches s'est-il occupé d'autres contrats d'armement ? Rien ne l'atteste, mais le contraire serait surprenant puisqu'il se trouve au cœur du système avec d'un côté les vendeurs comme Thomson et Matra et de l'autre les acheteurs comme les monarchies du Golfe et le régime irakien. En huit ans de guerre, celui-ci va acquérir pour un milliard de francs par an de matériel français. En 1991, à l'occasion du renouvellement de son permis de port d'armes et de celui de son chauffeur, le ministère de l'Intérieur confirme le « rôle important [qu'il joue toujours] dans les négociations commerciales sur le matériel d'armement […]. Les missions confiées à M. de Marenches font de lui-même et [de] son accompagnateur les cibles potentielles pour des groupuscules terroristes[21] ».

Le conseiller

En dépit de ses erreurs d'appréciation passées, Marenches en revient toujours à son dialogue avec la marche du monde. Sa prédiction d'une attaque soviétique en Occident en 1985 ne se réalise pas. Mais comme beaucoup d'autres, un mois avant la chute du Mur, il ne croira toujours pas à l'effondrement de l'« empire rouge ». Il s'inquiète encore pour l'Iran où il commence à peine à reconnaître la

prédominance de la question religieuse. « L'explosion chiite va tout ravager, note-t-il. Si l'Irak s'effondre (52 % de chiites), l'Occident aveugle aura devant lui un vaste empire clérical du Pakistan à la Méditerranée. La Turquie laïque [sera] menacée et Israël en grand danger[22]. » L'Arabie Saoudite et les États du Golfe « ont perdu leur âme et leurs vertus bédouines dans l'argent et la facilité. Ils ont la puissance militaire d'autant de Monaco. Le meilleur matériel ne sert à rien s'il n'est pas servi par des hommes décidés ». En outre, les Américains vont être « paralysés » jusqu'à la fin de 1984 à cause de l'élection présidentielle. Tout cela, c'est plus fort que lui, il veut le faire partager au président de la République comme autrefois à Pompidou et Giscard. Dans ses archives figure le brouillon d'une lettre étrange à François Mitterrand, datée du 14 février 1984. Il y manie l'encensoir – « votre image personnelle dans le vaste monde, que je parcours, est fort bonne et encore intacte » – pour en venir ensuite à une suggestion assez osée : « Vous êtes seul, pas suivi, mal servi. Au plan qui est le mien, la géostratégie, vous êtes un géant entouré de pygmées blancs ! […]. François de G. [Grossouvre] fait tout ce qu'il peut, mais il est, aussi, bien seul. Bonne image extérieure, mais le Quai est jaloux. Il vous faut au Quai un homme discipliné et fidèle à votre pensée, de bonne présentation (Jobert et Chesson ne sont pas des gens heureux !). » Conclusion : « L'époque demande un Churchill (la sueur, le sang, les larmes)… la place est vide depuis longtemps. On ne voit que des politiciens quand il faudrait un grand Homme d'État. »

À qui pense-t-il ? Veut-il inciter Mitterrand à plus de gaullisme ou serait-ce une offre de service non pas pour un maroquin ministériel, mais pour une place dans l'ombre ? Le document n'est qu'un brouillon et rien d'équivalent ne figure dans les archives du septennat de Mitterrand. Tout donne à penser que la lettre n'a pas été envoyée.

Mais elle trahit bien ce sentiment commun à tous ceux, particulièrement dans les services de renseignement, qui ont été et ne sont plus. Avec le temps, la DGSE a cessé d'alimenter Marenches en notes plus ou moins confidentielles. Comme il l'explique à ceux qui s'enquièrent de ses activités présentes : « Je ne fais plus de renseignement, je ne fais que du conseil[23]. » Ses sources : la presse, l'expérience, la réflexion. « On me demande mon avis sur un sujet ou un autre. Souvent, je dis que je ne sais pas, car il faut le dire. » En septembre 1985, malgré la levée récente de l'amendement Clark, l'ancien chef de poste de la CIA à Paris, James M. Potts, lui fait part de sa difficulté à débloquer l'appui militaire de son pays en faveur de Savimbi « soutenu par les Sud-Africains[24] » et donc marqué au fer rouge en pleine dénonciation mondiale de l'apartheid. L'aide sera finalement accordée, mais Marenches n'a pu y contribuer que très superficiellement. Il ne dirigera jamais non plus le conseil de sécurité nationale qu'il appelle depuis longtemps de ses vœux, Mitterrand ayant préféré créer une cellule antiterroriste à l'Élysée. Celle-ci s'occupera d'ailleurs davantage des journalistes et de la connaissance qu'ils pouvaient avoir de l'existence de Mazarine que de la préparation d'attentats[*1]. À soixante-cinq ans, Marenches doit s'y résoudre : son heure est passée.

---

*1. Dans *La Menace* (Fayard, 1987), Pierre Péan affirme que Marenches se serait rendu à Damas au début du mois de mai 1986 pour apporter son concours à la libération des otages français détenus au Liban. Tout est imaginable bien sûr, même si le mode opératoire décrit par une source libanaise ne lui correspond pas – on ne s'improvise pas négociateur de ce genre d'affaires ; et puis qui aurait osé mandater un personnage si facilement identifiable ? Aucun élément dans ses nombreuses archives ne permet de le corroborer en tout cas.

42

La tsarine et le comte

L'agenda se vide de rendez-vous avec les haut placés. Pour certains, Marenches compense en participant aux noirs desseins de *think tanks* élitistes. La « Trilatérale », fondé par ses amis David Rockefeller et Henry Kissinger, le « Cercle Pinay » du nom de l'ancien président du conseil, l'ISC de Brian Crozier et d'autres sont jetés en pâture par les adeptes de la théorie du complot. De l'aveu même de leurs dirigeants, Marenches n'a intégré ni les uns ni les autres, et de toute façon, composés de personnalités parfaitement respectables, ils n'ont rien de sectes tentaculaires.

C'est donc dans des lieux ouverts à tous, la brasserie La Lorraine, chez son Marocain préféré à Montparnasse ou dans ses clubs que l'ancien chef du SDECE régale ses amis et sa famille d'anecdotes sur un passé toujours un peu enjolivé. Au futur amiral Francis de La Haye, il explique un jour comment il les classe : « Ce que tu pourras dire à tes copains, ce que tu pourras dire après ma mort et ce que tu ne pourras jamais dire[1]. » À force d'entendre ces histoires, l'idée germe, en mai 1985, chez Thérèse de Saint-Phalle, d'en faire un livre. Les confidences d'un jeune retraité de la direction générale des services secrets, cela ne s'est encore jamais fait. Marenches, ignorant

les mises en garde de ses collaborateurs d'hier tel Michel Roussin, ou de ses amis Philippe Mestre et Michel Rocard, lui donne son accord. L'idée d'écrire lui trotte dans la tête depuis le SDECE, même s'il pensait plutôt à un recueil de bons mots. Peut-être est-il aiguillonné par la parution, un an plus tôt, du livre du général de Marolles, *L'Ultimatum*, tableau peu réjouissant d'un monde miné par les conflits révolutionnaires, religieux et ethniques ?

Le colonel Singland avait bien senti venir les choses, lui qui prévoyait dès 1981 que Marenches n'arriverait pas à garder le silence… Il ne reste qu'un obstacle : la DGSE aura le temps de changer encore de nom avant que son ancien chef accepte d'écrire plus de deux pages. Romancière elle-même, Thérèse pourrait servir de plume. Mais elle a l'intuition qui fait les meilleurs éditeurs : pondérer les propos du grand témoin par l'objectivité d'un journaliste, plutôt d'une journaliste – cela incitera sans doute Marenches à être plus bavard. Pourquoi ne pas s'adresser à la plus célèbre d'entre toutes, la « tsarine » du 20 heures, Christine Ockrent ?

Le mariage de l'ombre et de la lumière est scellé lors d'un dîner chez Thérèse. Il est promis à des étincelles. Comme bien souvent, les deux personnalités que tout oppose s'attirent. Et puis, comme il se plaira à le répéter lors de la promotion de l'ouvrage, Christine Ockrent « allie l'intelligence au charme, ce qui n'est pas si fréquent[2] ! ».

Thérèse a composé le meilleur des alliages. « Le contact est immédiatement passé, se souvient la journaliste. Il faisait montre d'une très grande délicatesse, ne s'énervant jamais, ne paraissant jamais fatigué ou agacé. Le fait que je présentais le 20 heures introduisait tout de suite de la familiarité alors qu'on ne se connaissait pas. Et puis mon côté américanisé lui plaisait naturellement[3]. » La « reine Christine » a les honneurs de Grasse où

seuls les intimes ou les puissants ont accès. Ainsi, enceinte, doit-elle supporter les interminables lacets menant aux Hautes Terres, son hôte se gardant de lui révéler qu'ils ont vu la mort d'Anselme. Presqu'aucune allusion non plus à Lilian, qu'il éloigne de leurs conversations, elle qui visiblement aimerait en apprendre un peu plus sur sa vie. Marenches cloisonne, comme toujours. Christine Ockrent peut lui poser toutes les questions qu'elle souhaite, mais il reste maître de ses réponses. « Il était suffisamment matou et charmeur pour contourner les obstacles, ajoute-t-elle. Quand un point le gênait, il glissait simplement : "Mais, ma chère amie, vous savez bien que je ne peux pas en parler !" »

Pour retranscrire les conversations, Marguerite Le Saux, l'ancienne secrétaire à Mortier, est mobilisée. Elle ne le fait pas par servilité – elle a montré son caractère trois années plus tôt en refusant la médaille que le service voulait lui décerner à son départ à la retraite. Sûrement prend-elle plaisir à revivre une période unique.

Le pompier de service

Le dieu du renseignement faisant bien les choses, l'année de ces entretiens voit éclater l'un des scandales majeurs de la DGSE. Le 10 juillet 1985, les nageurs de combat envoient par le fond le *Rainbow Warrior*, navire amiral de Greenpeace, dans le port d'Auckland. Consulté de toutes parts, Marenches a le réflexe du mépris : « De mon temps, nous avons fait des dizaines d'opérations de ce genre, et personne n'en a jamais entendu parler ! » Mieux informé des conditions de l'opération, il ne comprend pas que le service Action n'ait pas opéré hors des eaux néo-zélandaises, ou en ayant préalablement averti les services du pays – « ce ne sont pas des

manières ». « Du travail d'amateurs[4] », maugrée-t-il ensuite en apprenant par la presse la succession de ratés. La nature reprenant le dessus, il en vient à se dire que, non, ce scénario n'était pas fortuit. Le SA a forcément été manipulé par des « gens qui le craignent ou qui en sont jaloux ». Le coupable est vite trouvé : le KGB, agissant à travers des personnalités politiques socialistes.

Dans le même temps, quelques hauts cadres de la DGSE accréditent la thèse exactement inverse, à savoir que le SA aurait semé exprès sur son passage des éléments compromettants afin de savonner la planche du gouvernement socialiste. La réalité est tout autre. Depuis des années, la Royale réclamait la mise hors d'état de nuire des écologistes qui venaient parasiter les essais nucléaires dans son pré carré. « À deux ou trois reprises à la fin des années 1970, témoigne Philippe Mestre, les amiraux avaient réclamé la destruction des navires de Greenpeace. Je m'y étais fortement opposé car c'était catastrophique en termes d'image de détruire une organisation censément pacifique. Pour les neutraliser, il suffisait de s'en emparer lors de leur entrée dans les eaux territoriales ! Marenches était tout à fait de cet avis[5]. » À force d'insistance et à la faveur du changement de majorité, le projet aboutit sur le bureau de l'amiral Lacoste. Au printemps 1983 déjà, le SA s'est vu solliciter par le directeur général : le *Rainbow* mouillait alors au Pérou, il fallait le couler dans les trois jours… Un vieux briscard de l'ère Marenches opposa son veto : impossible dans un pareil délai. Deux années plus tard, l'opération est remise sur la table. Et les nageurs de combat l'acceptent, eux qui attendent leur heure depuis trop longtemps. L'affaire ne résulte donc pas d'un complot international mais bien d'un aveuglement des décideurs et d'une précipitation des exécutants.

Selon Gilles Ménage, directeur de cabinet de François Mitterrand, Marenches ne se serait pas contenté de réfléchir dans son coin sur les

tenants et les aboutissants du raté magistral : « Il prévient François de Grossouvre que, si on lâche la DGSE sur cette affaire, celle-ci sortira des dossiers compromettants sur plusieurs personnalités politiques et sur leurs liens présumés avec les services de renseignement de l'Union soviétique[6] ! » Quant au président de la République, qui l'aurait discrètement fait venir pour retirer son avis, Marenches lui aurait lancé, bravache : « Quand on met le feu quelque part, on n'appelle pas le pompier de service[7] ! » L'amiral Lacoste et le ministre Charles Hernu n'en seront pas moins contraints de démissionner.

Tout est vrai

Quoi qu'il en soit, *Dans le secret des princes*, titre choisi par Marenches lui-même pour ses entretiens avec Christine Ockrent, ne pouvait espérer meilleure rampe de lancement, en septembre 1986. L'ancien DG y décrit son enfance et la guerre, mais il livre finalement peu d'éléments sur ses onze années au SDECE en dehors des épisodes les plus marquants, chute du shah, déposition de Bokassa, aide à Savimbi, sans oublier naturellement de les accommoder à sa sauce. Comme Christine Ockrent le souligne pertinemment en préambule, « Alexandre de Marenches accepte aujourd'hui de se raconter. De raconter, pas toujours de parler[8]. » Consciente aussi des limites de la théorie d'une URSS omnisciente et omnipotente, elle conclut brutalement : « L'analyse peut paraître parfois caricaturale. Le parcours ne saurait laisser indifférent. »

Le succès est phénoménal. Il faut dire que Marenches se révèle très à son aise sur les plateaux de télévision. Toujours élégant et d'une parfaite courtoisie, ponctuant ses phrases par « n'est-ce pas ? »

ou « si vous voulez », il passe remarquablement à l'écran. Quand ses interviewers toujours un peu intimidés osent lui poser des questions précises, ses silences accompagnés d'un sourire contenu donnent aux téléspectateurs l'impression de pénétrer dans une zone de mystère. L'apothéose survient le 5 septembre à l'émission *Apostrophes*. Après le concerto de Rachmaninov, la caméra ouvre sur lui, massif, sévère, tempes blanches encadrant des sourcils toujours sombres, moustache impeccable comme tout le reste, cravate noire à pois. « Voici sous les projecteurs, s'élance Bernard Pivot, l'homme du secret, secret d'État, secret de la France, secret des princes qui gouvernent[9]. » Marenches esquisse un sourire et jette un coup d'œil à son voisin comme pour vérifier si la présentation ne le fait pas rire. L'humour est quand même de mise puisqu'il répond d'entrée de jeu qu'il espère que son micro marchera aussi bien que ceux qu'il faisait poser à son époque. Face à lui, Christine Ockrent, superbe dans son tailleur bleu incandescent. À sa droite, un professeur de philosophie à l'université de Caen, Bernard Sichère, qui ne parvient pas à décrocher son regard de Marenches quand est présenté son dernier roman d'espionnage, *La Gloire du traître*.

Les deux autres invités sont Patrick Modiano, plutôt mutique, et Pierre Assouline, jeune et échevelé, qui vient de publier un ouvrage sur le directeur de cabinet de Pierre Laval, Jean Jardin. Lui aussi ne cesse d'observer Marenches quand il doit répondre aux questions sur la vie politique en général et sur Vichy en particulier. Comme si un ancien directeur général du SDECE détenait la clé de tout. Pivot s'adresse à lui, d'ailleurs : le service a forcément un dossier sur Jardin ? « Peut-être, lâche Marenches, mais je ne l'ai jamais vu. » À question attendue, réponse évasive… Quand vient son tour, il explique avoir livré le « roman de [sa] vie, sauf que tout est vrai » avant, bien sûr, de vanter le talent et la beauté de sa « chère

Christine ». Le voici décrit comme un « mousquetaire », un « cavalier », un « aristocrate », un « grand résistant ». Il boit du petit-lait et fait même rire le public avec ses bons mots. « Peut-être savait-il tout, qu'il n'avait pas besoin de moi ? » répond-il avec jubilation à l'animateur qui s'étonne que Pierre Marion ne l'ait jamais consulté.

Chaque entretien lui vaut un concert unanime d'éloges ou de questions faciles. En privé, il compare les interviews à des « teckels accrochés à un sanglier[10] ». Le livre contient un épisode qui, plus encore que d'autres, attise toutes les curiosités. À sa prise de fonction, raconte-t-il, il a découvert « dix tonnes de papiers[11] » dans les sous-sols du fort de Noisy qui abrite en particulier le service Action. « Qu'est-ce ? – Les fameuses archives nazies de la Gestapo et de l'Abwehr, lui répondit-on, celles que les Allemands n'ont pu emporter lors de leur fuite en 1944. » Par manque de temps et faute de traducteurs, il renonça à les faire analyser. Les « énormes ballots » végètent donc sans doute encore à la DGSE en 1986. L'histoire aurait pu s'arrêter là, mais Marenches ne peut s'empêcher d'ajouter dans le livre, comme dans la plupart de ses entretiens avec la presse, qu'il a tout de même fait procéder à quelques « sondages » qui auraient révélé des cas de trahison notoires parmi « des personnalités ayant pignon sur rue », dont certains hommes politiques actuels, âgés d'une trentaine d'années pendant la guerre…

Son refus de donner les noms en invoquant l'obligation de préserver la concorde nationale n'y change rien. Les « teckels » se mettent à remuer ciel et terre pour identifier les coupables dans le contexte délétère de la cohabitation et de l'ouverture prochaine du procès de Klaus Barbie. Le tollé est énorme. « Des propos qui déshonorent leur auteur[12] », publie dans son bulletin la très influente Association des anciens des services spéciaux de la défense nationale, donc du SDECE lui-même. Souvent visé, mais toujours à mots

couverts, Jacques Chaban-Delmas, président de l'Assemblée nationale, préfère prendre les devants : « Le déshonneur ne peut être maintenu sur les résistants. Au Premier ministre de lancer les enquêtes qu'il faut au sein des archives prétendument déposées au fort de Noisy. Le gouvernement a en main tous les moyens de savoir pour l'opinion publique[13]. » D'autres figures de la Résistance ou du contre-espionnage avancent que ces documents, en rien inédits, ont été savamment épluchés à la Libération et qu'ils ont déjà permis de débusquer près de cinq mille agents français dont huit cents ont été condamnés à mort. Conscient du grave danger pour la classe politique, le gouvernement réagit promptement en ordonnant le transfert de l'ensemble au Service historique de l'armée de terre où une commission, dirigée par un ancien de la Résistance, du SDECE et de la justice militaire, le général Maurice Belleux, procède à un inventaire minutieux. Le 5 mai 1987, Chaban tient à en livrer lui-même les conclusions à la télévision : « Contrairement aux allégations du colonel de Marenches, ces papiers ne se rapportent en rien à des "archives de la Gestapo ou de l'Abwehr". Ils ne sont pas de nature à révéler quelque trahison que ce soit de la part des nôtres[14]. »

Malgré les relances du journaliste, l'ancien Premier ministre refuse de taxer Marenches de « menteur » et se limite à qualifier d'« incompréhensible » son attitude. C'est, de fait, la seule question qui vaille d'être posée : pourquoi Marenches s'est-il embarqué dans ce qui ressemble fort à une galère ? Le SDECE collecte les rumeurs depuis la Seconde Guerre mondiale. Visiblement féru d'archives, Marenches a lui-même diligenté une équipe à Madrid, au début de 1973 pour fouiller les papiers de Mgr Boyer-Mas, mort un an plus tôt, grillant ainsi la politesse aux services de l'État chargés de les récupérer, ainsi qu'aux associations d'anciens combattants. A-t-il espéré récupérer sa fiche, où serait mentionnée une date de passage

des Pyrénées différente de celle qu'il avait fini par adopter ? ou des éléments compromettants sur des notables ? Il en aurait alors été pour ses frais puisque l'équipe détachée sur place l'informa le 1er février qu'il n'y avait rien là d'« explosif[15] ». Histoire d'en être tout à fait sûr, il demanda tout de même à rencontrer la secrétaire du prélat, Mlle Guillermina…

Que des hommes politiques soient tombés dans les filets du SDECE en raison de leur passé entre 1940 et 1944 est statistiquement possible, mais cela n'a rien à voir avec des preuves irréfutables collectées chez les Allemands. Il ne peut exister que trois explications à la déclaration de Marenches dans *Le Secret des princes*. Celle qui plaira le plus : le SDECE n'a pas reversé toutes les archives au Service historique. Dans ses cales dorment donc encore des dossiers d'accusation. Pour le journaliste et expert du domaine Roger Faligot, les anciens résistants « sont plus nombreux qu'on ne le croit à savoir que Marenches a raison sur le fond, mais qu'il a eu tort sur la forme[16] ». Pourtant, aucun ne l'a soutenu. Ni publiquement ni en privé.

La deuxième hypothèse est plus osée : Marenches jette la suspicion sur la Résistance parce que lui-même, en dépit de tout ce qu'il a raconté, n'y a guère participé. On aurait alors affaire à un homme qui, en appelant autour de lui à fouiller les archives, paraît inconsciemment admettre les libertés qu'il a prises avec son passé…

La troisième explication est la plus vraisemblable : Marenches a cédé au désir de se replacer au centre des débats, de passer pour le maître des secrets d'un demi-siècle dont, au fond, il n'a jamais apprécié la tournure gaullienne : la France libre, les réseaux, les maquis, la Constitution de 1958, tout cela ne lui convient guère. Y semer la zizanie à peu de frais – les mots sont toujours choisis pour éviter la diffamation – ne serait pas pour lui déplaire. La légèreté avec

laquelle, trois ans plus tard, il confirme malgré tout ses allégations à Patrick Poivre d'Arvor va dans ce sens : « Tant pis si cela a déplu à certains, on ne peut pas plaire à tout le monde[17]. » Marenches ne peut pas faire machine arrière sous peine de se ridiculiser. Mais de la même façon, toujours dans *Le Secret des princes*, il s'est épanché sur un « grand défecteur » qui aurait livré au SDECE « ce que les membres d'une filiale du KGB pensaient d'un certain nombre de personnalités françaises du monde politique, administratif ou industriel, l'identité des hommes ou femmes achetés en espèces sonnantes et trébuchantes (et que l'on croise souvent dans les cocktails !) »[18]. S'il avait voulu faire naître le doute sur l'ensemble des élites françaises, il n'aurait pas procédé autrement…

L'oracle de la nation

L'aplomb dont il fait aussi preuve dans ses analyses sur le monde ne le sert guère lorsqu'il affirme qu'en 1986, trois ans, donc, avant l'effondrement, « le communisme est encore dans sa phase messianique[19] » et que jamais l'URSS ne se retirera d'Afghanistan – ce qu'elle fera moins de deux ans plus tard. Marenches ne croit pas non plus à l'émancipation de la Pologne – il compare Walesa à Dubcek –, ni à celle d'un quelconque autre pays de l'Est : « Le poisson pourrit toujours par la tête[20]. » Or, lorsque le Mur s'effondrera, ce sera bien sous la poussée des marches de l'empire.

Ce n'est pas à soixante-cinq ans que Marenches se trouvera un autre ennemi à sa démesure. Les attentats récents à Paris, au Liban, à Istanbul, Karachi ? « Il y a des tringleries tout à fait adaptées et équipées, explique-t-il à Anne Sinclair. Certaines en plastique

transparent, donc on ne peut pas les voir à la radio. Mais il y a des liens[21]. » En fait, après avoir été l'oracle des gouvernements, la télévision lui offre la possibilité d'être celui de la nation. Et il y va fort : « Le départ des GI's d'Europe, prophétise-t-il, déclenchera la panique[22]. » Or il est inéluctable « puisqu'il y a 320 millions d'Européens et 240 d'Américains ». Sans un sursaut la catastrophe est au bout… La dissuasion nucléaire ? « Une nouvelle ligne Maginot[23] » : l'Occident pense inconsidérément que le parapluie atomique le protège de tous les dangers. Avec quinze ans d'avance, l'ancien directeur général estime, cette fois avec beaucoup de perspicacité, que même les États-Unis ne sont pas à l'abri. « Il est certain, explique-t-il, que le terrorisme international atteindra les côtes américaines[24]. » À la veille du 11 septembre 2001, les responsables des services de renseignement alliés n'y croiront toujours pas.

Très marqué par le roman de Jean Raspail *Le Camp des saints*, Marenches prédit également une déferlante migratoire d'Afrique et d'Orient, en combinaison avec une natalité poussive en Europe. « Par égoïsme, dit-il, les gens ne veulent pas avoir plus de deux enfants. » Et l'homme de droite très conservateur finit de se dévoiler quand il lance sur le plateau de Fréquence protestante, suscitant un moment de gêne évident : « Le Liban, c'est le dernier acte des croisades. Les fanatiques ne seront pas satisfaits tant que le dernier chrétien ne sera pas rayé de la région. Nous y avons une attitude de grande lâcheté depuis la dernière guerre mondiale[25]. »

Marenches ne se voit plus seulement en adversaire du communisme, mais aussi en défenseur de la chrétienté face à la montée d'un islam politique qui emploierait le terrorisme pour tactique. Il était pourtant prêt à relier l'Europe à l'Afrique du Nord avec son projet de tunnel *Atlas*… « Un scénario me fait peur », décrit-

il dans *Le Secret des princes* : que Bagdad tombe aux mains des chiites, majoritaires en Irak, et « se constituerait un Empire chiite qui irait du Pakistan à la Méditerranée[*1]. Si Bagdad devait un jour être gouverné par un Khomeiny-*bis*, alors il faudrait sonner le tocsin car il se constituerait, comme je le répète, un empire allant de l'Inde aux rivages de la Méditerranée »[26]. Les monarchies du Golfe, « qui sont autant de Monaco en termes de possibilités de défense », seraient balayées, Israël paierait cher son soutien de jadis au shah, enfin les chrétiens vivraient le « dernier acte des croisades ».

Obnubilé par la guerre au Liban où la France perd soldats et otages, il identifie logiquement le chiisme, représenté par le Hezbollah, comme le courant le plus dangereux de l'islam, alors que ce sera du sunnisme que viendront les bataillons du 11 Septembre, de la gare d'Atocha et du Bataclan. Trente ans avant le califat décrété par l'État islamique, Marenches anticipe avec justesse l'expansion territoriale d'un fléau religieux alors confiné en Afghanistan, aujourd'hui aux portes du Vieux Continent. « Hier c'était une synagogue, dit-il en 1986, demain ce sera une église et ensuite ce sera une mosquée, ne nous trompons pas[27] ! » Certains des remèdes qu'il préconise sont encore débattus de nos jours : un FBI européen, voire « atlantique », un état-major interallié, civil et militaire, pour une « défense sur l'Eurafrique », une armée européenne aux standards américains. D'autres paraissent illusoires : les médias, à l'heure de leur liberté quasi totale, utilisés en arme psychologique ou des négociations avec les pays du Maghreb pour qu'ils acceptent l'installation de missiles intercontinentaux et la retraite sur leur sol des armées occidentales en cas d'invasion soviétique : « Nous sommes devant une maladie internationale, une sorte de SIDA qui tue des gens et va en tuer encore plus. Et nous, nous sommes encore avec notre vieux système de frontières[28]. »

Sa dernière préconisation a été l'objet d'une polémique intense, mais trente ans plus tard, à l'occasion des confidences de François Hollande dans *Un président ne devrait pas dire ça*. Mû par l'exaspération devant les attentats qui ensanglantent Paris en 1986, Marenches n'a de cesse de vitupérer les « démocraties molles » : « Le terrorisme n'en est qu'à ses débuts car ils sont des loups répandus dans toutes les sociétés qui sont des moutons[29]. » Quelle serait la solution face aux poseurs de bombes et aux preneurs d'otages ? « On a très mal traité ces affaires-là. À partir du Proche-Orient et du Moyen-Orient, baise la main que tu ne peux pas couper, c'est ça la règle. C'est une question de rapport de force, question de mort[30]. » L'État doit donc accepter de se salir les mains et laisser les services éliminer de la meilleure des manières les ennemis de la France. « Nous sommes bloqués par nos idées sur le temps de paix et le temps de guerre. La guerre, nous sommes dedans. La Troisième Guerre mondiale a commencé, et je regrette qu'un certain nombre de gens n'osent pas le dire. »

Marenches reprendrait sans doute volontiers l'expression du nouveau ministre de l'Intérieur, Charles Pasqua : « Il faut terroriser les terroristes. » Et il ne trouverait rien à redire aux pléonastiques « assassinats ciblés » abusivement prêtés en 2018 aux militaires français. « À un certain degré d'horreur, dira-t-il, on est obligé d'employer des moyens, un, illégaux, deux, que la morale réprouve [...]. Avec les terroristes, plus de règle ; tous les coups sont permis et devant cette horreur absolue, il faut prendre un certain nombre de moyens qui sont très difficiles à prendre pour des Occidentaux[31]. » La loi du Talion pour antidote au terrorisme ? Elle ne combattra que les effets et jamais les causes qui appellent des politiques tellement plus vastes dans le règlement de la misère, des conflits ethniques et religieux, qu'il est à craindre qu'elles ne soient jamais mises en

œuvre. Mais Marenches assume : « Je suis très content d'être qualifié de simpliste, car je suis un homme simple, m'exprimant dans un langage simple, pas éthéré. Je ne raconte pas de coups fumeux, j'essaie de coller à l'actualité qui hélas colle aux prédictions que j'ai pu faire dans les 15 ans, 10 ans, 5 ans[32]… »

Toutefois, emporté dans son élan, il en vient parfois à sortir de sa réserve et à lancer des accusations à l'emporte-pièce sur des services – parmi lesquels la DGSE – qui auraient, depuis des années, laissé tomber le volet contre-terroriste. Pierre Marion saisit l'occasion de se venger des coups de poignard de son prédécesseur qui le surnomme « l'intérimaire », et raconte qu'à son arrivée, le service contre-terroriste était totalement sinistré. Le déballage est si stupéfiant que la presse elle-même appelle à plus de dignité ces hommes qui imposaient à leurs troupes de garder le silence. Le ministre de la Défense André Giraud demande à Jacques Chirac de faire sanctionner Marenches d'une manière ou d'une autre pour avoir violé le devoir de réserve. Le Premier ministre se contentera d'interroger Michel Roussin sur l'opportunité de remercier l'ancien DG pour l'envoi de son livre. Sans doute s'est-il trouvé des fonctionnaires bien avisés pour mesurer les inconvénients d'une plainte contre un homme qui, comme il le confie à son ami Gérard de Chaunac-Lanzac, « n'a rien dit à Mme Ockrent[33] »…

---

*1. En incluant le Liban, donc.

43

La fin de son monde

Dans le secret des princes a remis Marenches au cœur des débats. Mais déjà les feux de l'actualité se tournent ailleurs. Que faire à présent ?

L'arrivée de la droite au pouvoir ne lui est pas profitable. Le Premier ministre Jacques Chirac a beau placer leur relation sous le sceau de l'amitié, Marenches n'a jamais accroché avec lui. Ce n'est pas qu'une question de génération. Le quadra François Léotard lui est très sympathique ; certains prétendent qu'à l'instigation de la mère de celui qui est alors ministre de la Culture, il lui a dispensé des cours de géopolitique lors de sa préparation au concours de l'ENA. Ce n'est pas non plus une affaire d'orientation politique : Chirac se révélera aussi peu gaulliste que Marenches. Le vrai problème est que, comme la grande majorité de la classe politique française, il est très peu porté sur le renseignement, ces *dirty tricks* qui ne rapportent que des ennuis. « Chirac était très sceptique à l'égard des services, témoigne Michel Roussin qui a pratiqué les deux hommes. Un jour où Marenches est venu lui rendre visite à Matignon, il lui a lancé, narquois : "Alors, Alexandre, que se passe-t-il à Moscou en ce moment ?" Marenches ne s'est pas démonté : "Monsieur le Premier

ministre, nous pourrions le savoir si nous avions plus de moyens !"[1]. » Pour lui, Chirac, qui ne tient jamais en place, restera un « bourdon pris dans un abat-jour ».

À la DGSE, Lacoste a cédé son fauteuil au général Imbot, puis au général Mermet sans qu'il soit intervenu ni qu'il ait été consulté. Les visites chez Grossouvre s'espacent, Mitterrand, désormais bien en place, et Chirac, secondé par Foccart, disposant de réseaux très solides. L'ancien chef du SDECE poursuit donc sa nouvelle carrière d'auteur en livrant un *Atlas géopolitique*. Après s'être confié sur sa vie, voici qu'il offre au public ses clés de compréhension sur la marche du monde qu'il a tenté d'expliquer aux plus hautes autorités quinze ans durant. « Je ne suis pas un écrivain professionnel, prévient-il cependant, et je m'arrête après ce que je viens de publier[2]. »

Conforté par son premier succès en librairie, Stock se frotte les mains, d'autant que ce style d'ouvrage est à la mode depuis l'atlas stratégique de Gérard Chaliand et Jean-Pierre Rageau chez Fayard en 1983. Et puis, la fin de la décennie est tellement riche en rebondissements ! Une équipe est vite composée : pour les cartes, le professeur de géographie Jean-Luc Mathier et pour les textes, un agrégé d'histoire de trente-six ans, Marc Nouschi. Car, évidemment, Marenches n'a toujours aucune intention de prendre son stylo, ni même à vrai dire de giberner avec Nouschi. L'ancien enseignant de Sciences-Po doit se contenter de quelques anecdotes transmises *via* l'éditeur. Heureusement, il a la plume facile.

À sa sortie à l'été 1988, l'ouvrage se fait étriller par le père de la géopolitique en France, Yves Lacoste : oublis, contresens, cartes dignes d'un manuel de secondaire, voire « scandaleusement inexactes ». « Alors que la politique du café du commerce était autrefois propos d'amateurs, déplore-t-il, cette géopolitique de supermarché est aujourd'hui le fait de médias qui utilisent la courte

prestation d'un spécialiste de renom pour lancer un ouvrage exécuté par des tâcherons, fussent-ils agrégés de l'université[3]. » Qu'à cela ne tienne, l'engouement est à nouveau au rendez-vous.

Marenches ne fait la connaissance de Marc Nouschi qu'après la parution, en l'invitant à Grasse, comme pour célébrer la réussite. Signe de l'amitié qui naît de leur rencontre, il confie à celui qu'il appelle « Monsieur le Professeur » la thèse sur l'implication du KGB dans la mort d'Anselme. Suivant un planning digne d'une rock-star, il retourne déverser sur les plateaux son incorrigible pessimisme. « Qui est M. Gorbatchev ? s'interroge-t-il. On ne sait pas très bien. J'attends de voir des faits précis[4]. » L'Armée rouge n'a-t-elle pas commencé à se retirer d'Afghanistan ? « Les Russes sont les spécialistes de l'entourloupette. » Il s'agit d'une « opération *Potemkine* » où l'URSS va chercher à conserver les provinces du Nord : « On va nous faire le coup de la Corée et du Vietnam[5] ! » Passons à l'Angola où un cessez-le-feu a été signé le 8 août… De l'esbroufe, car le pouvoir à Luanda aurait été contraint sinon de consacrer la victoire de Savimbi. Même chose pour la paix entre l'Iran et l'Irak proclamée le 20 août alors que Marenches avait prédit deux ans plus tôt le pire à Saddam : les Arabes, selon lui, ne pourraient jamais pactiser avec les Perses… Quant à la Pologne, où le gouvernement a finalement négocié avec Solidarnosc, il est suffisamment sûr de son fait pour exposer au journal télévisé de la Cinq le plan en cinq étapes de l'intervention à venir de l'Armée rouge. « J'ai été payé très longtemps pour préparer le pire[6] », conclut-il.

Le pire ne se produira nulle part. L'URSS – qu'il a tout de même encore le temps d'accuser de l'assassinat de Kennedy… – est en train de s'écrouler à une vitesse vertigineuse, sans qu'il accepte d'y croire. « Dans ces pays-là, déclare-t-il à un autre JT, il faut voir qui commande les services secrets et l'armée. Tant que vous aurez dans

ces deux postes-là des personnages qui sont des communistes, qui étaient encore des communistes il y a quinze jours ou quinze mois, il faut faire très attention[7]… » Le communisme et Marenches, c'est Mohammed Ali et George Foreman. L'un n'existe pas sans l'autre.

La Quatrième Guerre mondiale

La chute du Mur en 1989, puis l'implosion de l'URSS en 1990 renvoient Marenches au musée Grévin du XXe siècle. « Je ne pensais pas voir cela de mon vivant[8] », reconnaît-il en privé. Un producteur l'approche même pour faire un film de sa vie. D'emblée, Thérèse de Saint-Phalle impose un nom pour le rôle principal : Philippe Noiret. Marenches apprécie le comédien et l'invite au Jockey. Sait-il que Noiret a déjà interprété *Alexandre le Bienheureux* ?

Le projet n'aboutit pas. En revanche, contrairement à ce qu'il a annoncé, son parcours d'auteur n'est pas terminé. William Morrow, géant de la littérature aux États-Unis, achète les droits de son premier livre mais finit par estimer que le format de la conversation ne conviendra pas au public américain. Il veut un livre nouveau et sollicite l'avis de Marenches sur le choix de l'auteur. Celui-ci opte pour David Andelman, correspondant de CBS News à Paris dans les années 1980, période où il a fait sa connaissance. Le journaliste ne se fait pas prier. « J'ai bondi, se souvient-il, sur l'opportunité de travailler avec quelqu'un dont je pensais qu'il avait les clés du royaume et qui était disposé à m'y laisser entrer ! Mais j'ai été quelque peu déçu[9]… » Pendant quinze jours, les deux hommes se retrouvent chez Thérèse de Saint-Phalle. Sur la base de ces entretiens, Andelman écrit un premier jet qui ne convient pas à

l'éditeur : trop d'anecdotes, pas assez d'idées fortes. Rebelote. L'auteur revient à Paris, mais il pointe alors le défaut du personnage qui lui ressert les mêmes histoires soit parce qu'il n'en a pas d'autres, soit parce qu'il se refuse à en dire plus. Pire, la seconde version achevée laborieusement, il demande d'y ajouter un long encart où il affirme que les anciens dirigeants soviétiques auraient planqué dans les banques des quantités d'or afin de préparer leur retour au pouvoir. Depuis l'*Atlas* en effet, son monde s'est bien disloqué : plus d'URSS, l'Allemagne réunifiée, l'Afghanistan vidé des derniers « Popov », Ceausescu fusillé et Walesa élu à la présidence de la République polonaise. Le titre du nouvel ouvrage en porte les stigmates : *La Quatrième Guerre mondiale*, qui acte donc la fin de la Troisième, c'est-à-dire de la guerre froide. Mais Andelman exige des preuves. Et comme Marenches n'en a aucune, il s'y oppose. L'ancien chef du SDECE saisit la justice française pour interdire la publication – ce qui n'aurait d'ailleurs aucun effet outre-Atlantique. William Morrow en est refroidi, la parution retardée, et le livre est loin de connaître en 1992 le succès de *Dans le secret des princes*.

Malgré tout, cet opus vaut par sa tentative d'autojustification après la disparition de l'URSS, mais aussi pour une certaine capacité d'anticipation. Marenches y prétend que, pendant des années, l'objectif des Occidentaux a été de contenir l'URSS dans ses frontières, car, dit-il, « nous savions que ses propres faiblesses conduiraient à son implosion[10] », alors qu'en 1986 encore il donnait l'URSS gagnante à tous les coups. L'improbable stock d'or des dirigeants mis à part, il s'empresse de ranger l'ex-empire soviétique dans le camp des Alliés pour affronter les « nouveaux ennemis [qui] sont plus effrayants, peut-être finalement plus dangereux encore[11] » : les terroristes de tous bords, les dictateurs, les dealers de drogue. Et cette guerre pourrait être plus meurtrière que ce qu'aurait été le

conflit nucléaire tant redouté durant la guerre froide car elle aurait pour but l'extinction de la civilisation occidentale…

Le plus fascinant concerne l'analyse du nouvel ennemi, le « terrorisme musulman », au sujet duquel Marenches emploie de nouveau son expression « dernier acte des croisades ». Une interview donnée quelques mois avant sa mort est stupéfiante de prémonition : « Le terrorisme a un grand avenir […]. De ce point de vue, la France n'a encore vu que des actions artisanales. J'espère que les terroristes n'auront jamais d'imagination. C'est *a priori* ce qui leur manque pour pouvoir faire des choses abominables avec très peu de moyens[12]. » Certes, il vise des États comme la Syrie, l'Irak ou l'Iran, puisque personne à cette époque n'envisage de mouvances internationales comme Al-Qaida, qui naît la même année. Mais on ne peut qu'être troublé quand il avertit les Occidentaux de la détermination des terroristes, supérieure à celle des Soviétiques naguère, prêts à commettre des attentats-suicides qui les viseront aveuglément « au coin de leurs rues » : « Les missiles humains de la quatrième guerre sont déjà ici[13]. » Il pense à l'immigration en provenance du Maghreb et d'Afrique noire que le Front national a contribué à placer depuis une dizaine d'années au cœur du débat politique. Mais il n'a pas eu besoin de Le Pen ni des *think tanks* conservateurs pour accorder du crédit aux thèses les plus alarmistes sur le sujet. Trente ans avant les massacres du Bataclan et de la promenade des Anglais, il brandit le spectre d'une Cinquième Colonne manipulée par les ennemis de la France. Et il appelle à la châtier durement, sans attendre, par le biais d'une de ses nouvelles inventions, le Decent People's Club – comprenant en fait les membres de l'Otan auxquels s'ajouterait le Japon. L'opération *Tempête du désert*, lancée par une coalition d'une trentaine de pays en janvier 1991 pour ramener Saddam Hussein dans ses frontières, est selon lui le modèle à suivre même s'il

préférerait des actions coups de poing, ciblées sur les chefs de réseaux terroristes. Il jette ainsi les fondations de ce qui deviendra chez George W. Bush, repris par tous ses successeurs à Washington, mais aussi chez ses homologues français après Jacques Chirac, la « guerre contre le terrorisme ». Une guerre pourtant perdue d'avance puisque sans adversaire désigné. Le terrorisme n'est qu'un mode opératoire employé par les anarchistes au début du XXe siècle, par les résistants en son milieu et par Al-Qaida à sa fin.

Les grandes impuissances

Marenches achèvera sa vie plus pessimiste que jamais. Quelle que soit l'évolution du monde, il n'en verra que la face sombre, plongeant ses interlocuteurs les moins au fait de l'actualité internationale ou les téléspectateurs – puisqu'il compte désormais parmi les « spécialistes » invités régulièrement – dans des abîmes de perplexité. La mort d'Anselme n'y est pas pour rien et le désœuvrement la lui rend plus douloureusement présente à l'esprit. Il en vient même à confier la thèse sur l'implication du KGB au colonel Bout de Marnhac – un ancien du GO certes, mais pas un familier –, qui dirige le bureau réservé du ministre de la Défense.

Lilian, elle aussi, est hantée par la mort de son fils. À force d'obstination, elle a convaincu son mari, en octobre 1991, de créer une fondation qui entretiendrait la mémoire des Marenches et soutiendrait la recherche « dans diverses disciplines ». Le premier (et unique) lauréat du prix de la fondation est Agostino Paravicini Bagliani, spécialiste d'histoire médiévale et professeur à l'université de Lausanne. Car la fondation, après moult consultations, a été basée en Suisse dans le but inavoué de préserver les intérêts financiers du

couple. Si Marenches continue à batifoler malgré son âge et sa santé déclinante, il a pour obsession de mettre Lilian à l'abri, elle qui, depuis 1981, a triomphé d'une dépression, d'un cancer et d'un accident vasculaire cérébral… Mais il sait d'expérience que, toute combative soit-elle, elle ne fera pas le poids face aux prédateurs qui à sa mort voudront s'immiscer dans le savant fatras des biens qu'il a dispersés des deux côtés des Alpes. Les droits d'auteur qu'il perçoit pour les centaines de milliers d'exemplaires vendus de ses deux livres sont très largement distribués à des associations caritatives et le reste vient abonder la fondation.

Les Marenches sont domiciliés en Suisse depuis 1988. Et tant pis pour l'image de celui qui affirme avoir eu pour vocation de servir l'État. De toute façon, il ne s'y reconnaît plus. La cohabitation, qui l'a séduit en 1986, et la réélection de François Mitterrand, même sans les communistes, le plongent dans un brouillard d'indifférence. « Cette République nous enterrera[14] », écrit-il à Michel Roussin en lui apportant son soutien au moment où la justice se penche sur les conditions d'attribution des HLM de la Ville de Paris sous l'ère Chirac : « Je n'oublie pas que vous êtes un fidèle serviteur de l'État, car je suis bien placé pour le savoir et je vous renouvelle mon amitié. » Seules quelques individualités émergent de cet aréopage de « flibustiers », tel Michel Rocard qui, alors Premier ministre, a pris soin de le consulter pour ce qui reste, à ce jour, la dernière grande réforme du renseignement en France, ou le toujours si sympathique Raymond Barre, un habitué de Grasse avec sa femme. « Voyez-vous, confie-t-il à sa gouvernante, on l'aurait eu lui comme président, cela aurait été extra[15] ! »

François Léotard est pourtant devenu ministre de la Défense en 1993. Marenches se fait inviter à l'hôtel de Brienne, mais c'est désormais la légende de l'ombre que les cabinets ministériels

reçoivent en ayant l'impression de s'encanailler. Personne ne lui fera décerner la grand-croix que ses états de service devraient lui promettre. Pour les honneurs, il doit se tourner vers les États-Unis qui lui accordent celui de devenir membre de la Société des Cincinnati, non pas pour la filiation incertaine de sa mère avec une figure de l'indépendance américaine, mais pour le dévouement de son père aux côtés de Pershing durant la Grande Guerre.

À la même époque, de très gros contrats d'armement, Mouette et Sawari II, sont négociés par la France avec l'Arabie Saoudite, naguère une de ses terres d'élection. Marenches ne semble y avoir pris aucune part même s'il fait un voyage dans le royaume en décembre 1993 et si l'un de ses tout derniers rendez-vous marquants, le 9 février 1995, a été avec le ministre de la Défense. A-t-il servi d'entremetteur une dernière fois ? Aucun membre du cabinet n'en a le souvenir et Léotard invoque le « caractère confidentiel de [ses] échanges[16] » avec l'ancien directeur général.

D'autres marchés majeurs sont conclus dans le même temps. En novembre 1992, Jean-Luc Lagardère décroche l'achat de mille deux cents missiles air-air par l'armée taïwanaise tandis que du matériel militaire sera livré à l'État angolais jusqu'en 1995. Dans le premier cas, Marenches n'a pas de connexions suffisantes en Asie et dans l'autre, comment pourrait-il aider le président Dos Santos à chasser son ancien protégé Savimbi de la moitié du pays qu'il avait conquise ?

À soixante-treize ans, Marenches préfère se rêver en conscience de l'Occident. Dans une lettre adressée au Premier ministre Alain Juppé il fait ainsi part, le 28 novembre 1994, de son indignation au sujet de la guerre en ex-Yougoslavie : « Les “grandes impuissances” paieront cher l'élimination des Habsbourg et ce qui est moins connu : durant la Deuxième Guerre mondiale, la fantastique opération de désinformation du mythe Tito par l'état-major britannique du Caire

complètement pénétré et dont j'aimerais vous parler un jour. Que ferons-nous demain quand l'islam se vengera sur les minorités chrétiennes du Proche-Orient ? Les croisades ne sont pas finies ! Je vous prie de bien vouloir excuser l'indignation mal contenue de quelqu'un qui, depuis cinquante-cinq ans, a été témoin ou acteur de beaucoup de grands événements qui ont marqué notre époque[17]. » Aucun rendez-vous n'est fixé.

De même, le colonel Bout de Marnhac, du cabinet de la Défense, accepte un déjeuner pour parler de Savimbi qu'un retournement d'alliances de la part des Sud-Africains après la fin de l'apartheid semble avoir condamné. Marenches ne s'embarrasse pas de circonlocutions : « Pourquoi ne l'équipez-vous pas en missiles sol-air en passant par mes amis marocains[18] ? » Il sait pourtant pertinemment que ce genre de mission relèverait de son ancienne maison, et qu'elle n'a de toute façon aucune chance d'aboutir vu les contrats pétroliers en jeu. Mais, sans esprit de bravoure, Marenches ne serait plus Marenches. Le général Philippe Rondot peut en juger, un soir d'octobre, avenue Lyautey. Bien que très occupé par ses missions officieuses au service de la République, il refuse rarement un rendez-vous avec son ancien chef qui réunit régulièrement les grands anciens, Marolles et Lignières. Un peu de nostalgie sans doute, mais aussi la certitude de passer un moment agréable entre semblables.

Rondot ne sortira pas déçu de cette nouvelle discussion. Un ami commun, Édouard Sablier, est là aussi, que Marenches faisait déjà venir au SDECE. Un grand nom du journalisme de l'ORTF et de la radio, et – ce n'est pas anecdotique en ce jour – un natif de Bagdad où son père était diplomate. « J'ai un projet, s'élance Marenches : nous allons rétablir la dynastie hachémite à Bagdad[19] ! » Rien de moins… Rondot glisse un regard vers Sablier qui lève les yeux au ciel. Mais Marenches y met tellement de cœur qu'aucun n'ose lui apporter

la contradiction. « Le cousin du roi Fayçal, le chérif Ali Ben Hussein, est dans le Golfe, les tribus sont manipulables. Le roi Hussein de Jordanie serait d'accord. » Et de s'adresser au général : « Allez voir Hassan II, il a des idées là-dessus. Allez à Bagdad phosphorer sur le sujet ! » Il ne parlerait pas autrement à un officier du SA dans son bureau de Mortier. « C'était tout Marenches, se souvient Rondot. Il avait besoin de monter des coups extraordinaires. Il se créait son monde, avec des révolutions, des coups d'État improbables, le tout peuplé de personnages qu'il connaissait personnellement comme le roi du Maroc ou Reagan. Je ne sais pas s'il y croyait lui-même… »

En tout cas, cela le change indéniablement de ses rendez-vous médicaux. Cœur, diabète, cholestérol, poids, jambes, tout dysfonctionne. Le maître du secret, qui considérait la presse avec presque autant de suspicion que le KGB, en vient même à ouvrir son appartement à *Point de vue*, le magazine des familles royales et du Gotha. Il lui révèle que lorsqu'il était enfant son âne s'appelait Lily, que le commandant du 2e spahis aimait les roses, qu'il aime la cuisine simple car il « se méfie beaucoup des sauces qui sont souvent des opérations de désinformation gastronomique[20] ». Confortablement assis chez lui ou dans la salle d'attente de son dentiste, le lecteur y découvre aussi qu'il se lève à 7 heures, écoute la BBC, puis l'éditorialiste Philippe Alexandre sur RTL, qu'il prend du café au lait avec ses journaux, qu'il déjeune au Jockey ou au Traveller's, avant un « rendez-vous ou quelque promenade », qu'il prépare deux recueils de bons mots et enfin qu'il se couche tôt puisqu'il n'a que peu d'attirance pour les dîners en ville. Les anciens du KGB, dissous en 1991, doivent en être tout retournés…

Secrets de tombe

Même à la retraite, Renée Barra a continué à offrir ses services bénévoles à Lilian de Marenches. Il valait mieux être plusieurs pour satisfaire les besoins de « Madame la Comtesse » qui, en dépit des années, ne gagnait pas vraiment en sagesse. En France comme en Suisse, Lilian achetait propriété sur propriété, souvent en vertu de calculs généalogiques parfois complexes qui lui faisaient se prévaloir de liens familiaux avec les plus vieilles familles de France et de Grande-Bretagne. Des millions de francs – puis d'euros – ont été dépensés à restaurer, meubler, entretenir, revendre, racheter…

Depuis 2008, Lilian vit en Suisse dans une maison de repos, un établissement de prestige qui engloutira pendant quatre ans encore le reste de la fortune. L'argent lui a brûlé les doigts et sa santé mentale aussi. Restée, elle, à Grasse, l'ancienne gouvernante lui téléphone régulièrement. Ce n'est pas pour elle un devoir. Elle considère les Marenches comme sa famille : leur vie a été la sienne. Et en cette année 2012, elle est probablement celle qui sait le mieux que les joies n'ont jamais permis de surmonter les peines.

La magie opère à chaque fois. Même dans les brumes de la maladie, Lilian reconnaît tout de suite sa voix. « Ah, c'est vous, Renée ! Comme je suis contente de vous avoir[1]… » Il n'est pas certain du tout qu'elle se souvienne du jour où Mme Barra est entrée à son

service. Répondant à une offre d'emploi parue dans *Nice-Matin*, celle-ci s'était présentée aux Hautes Terres. « Vous savez cuisiner ? demanda Marenches. – Oui, mais pas comme vous en avez l'habitude ! » répondit-elle tranquillement avant de se voir invitée à préparer le déjeuner du jour. Un peu affolée, elle appela sa tante en quête de conseils : « Prépare-leur l'épaule de veau farcie que tu sais si bien faire ! » Les plats furent emportés par le majordome tandis que Renée se demandait avec angoisse si elle pourrait enfin décrocher cette place qui lui permettrait d'élever sa fille Anne-Marie. Les plats étaient revenus, vides, ce qui vaut tous les compliments pour une cuisinière. Le maître des lieux la fit même venir dans la salle à manger et lui posa la seule question qui lui importait : « Pouvez-vous m'assurer que vous cuisinerez toujours de la sorte ? »

Renée Barra aimerait bien faire revivre les souvenirs joyeux du voyage en Écosse en 1986, chez Lord Anstruther, trésorier de la reine mère – encore un de ces cousins que Lilian s'était trouvés –, ou des réceptions organisées à Grasse en l'honneur d'invités tels que le couple Barre, Mobutu et sa suite, Franz Josef Strauss… Tous ces noms disent-ils encore quelque chose à Mme de Marenches ?

Quand la vie s'achève, l'esprit se concentre sur l'essentiel. Renée Barra en a l'habitude. Après des banalités, Lilian en pleurs lui pose toujours la même question : « Ça fait longtemps que Monsieur est parti, tout de même… Vous croyez qu'il va rentrer bientôt ? »

Comment lui dire que son mari est mort depuis dix-sept ans déjà ? « Vous savez que Monsieur voyage beaucoup », trouve-t-elle la force de répondre. Pourtant, la gouvernante n'a rien oublié de ce 2 juin 1995 où Alexandre de Marenches, arrivé de Suisse depuis trois jours, a demandé à être conduit au centre cardio-thoracique de Monaco. Au téléphone, quelques heures plus tôt, il avait confié au général Rondot ses inquiétudes sur sa santé, tout en discutant du sort de la

Yougoslavie en pleine guerre. Toute la nuit, il avait été tourmenté par des douleurs au niveau du cœur. Rien de bien grave, avait-il expliqué au matin pour se rassurer et rassurer son entourage. Il faisait toute confiance au créateur du centre, le professeur Vincent Dor, pour ainsi dire un membre de la famille puisqu'il est le beau-frère d'Hervé de Fontmichel. « Je vous donne ma sacoche, avait-il glissé une fois sur place à Pierre qui était à son service depuis 1981. Revenez me chercher dans trois jours[2]. »

Restée à ses côtés, Lilian s'est sans doute agacée de le voir aussi charmeur que d'habitude avec les infirmières. « Madame, lança-t-il à la secrétaire du professeur, je n'ai jamais eu un aussi beau bureau que le vôtre[3] ! » De fait, la vue donnait sur toute la rade. « Monsieur, se contenta-t-elle de répondre, on vous attend ! » Le patient sembla rasséréné de se trouver entre de bonnes mains, mais une violente crise l'atteignit vers 16 heures. Une coronarographie fut prévue à 18 heures 30, mais ce fut au cours de l'examen que le cœur lâcha vers 19 heures. « J'étais assommée devant la brutalité de cette mort, a confessé Lilian à Hassan II. Nous n'avons rien compris. Il n'avait été question que d'un état diabétique entraînant une mauvaise irrigation des jambes[4]… »

Lilian en a longtemps voulu au centre médical. L'extrême fragilité des artères d'Alexandre aurait dû, selon elle, nécessiter beaucoup plus de précautions. La colère lui a servi de deuil, lui faisant oublier l'évidence d'un mari qui ne se souciait guère des mises en garde des docteurs. Onze années d'examens cliniques à répétition l'avaient vacciné contre la médecine. Son diabète avait connu une telle progression que Jean-Noël, le chauffeur, vivait dans la crainte de se voir reprocher un malaise de son passager. Celui-ci lui avait donné pour seule consigne en pareil cas de foncer vers l'hôpital Bégin.

Marenches négligeait sa santé. La marche le faisant de plus en plus souffrir, il avait réduit ses déplacements depuis trois ans. Mais il continuait à manger tout ce qui le tentait, surtout le soufflé au chocolat du Jockey, quitte à activer frénétiquement la pompe à insuline dont il avait accepté d'être équipé. « Il a servi son pays avec courage, avec abnégation, avec une grande intelligence des situations les plus complexes, écrivit Raymond Barre à sa femme. Et c'est toujours avec panache qu'il surmontait les difficultés. Sa mort fut brutale. Peut-être était-ce pour cet homme d'action la meilleure fin[5] ? »

La rage de Lilian face à une mort qu'elle refusait d'accepter dissipa la longue exaspération suscitée par les frasques d'Alexandre. À divers proches, elle avait confié un peu plus tôt que le divorce n'était plus l'abomination qu'une femme de son rang et de son temps s'échinait à fuir. Une cartomancienne lui aurait même suggéré d'attendre, car Alexandre mettrait fin à ses tourments en mourant dans l'année…

Marenches avait tout offert à Lilian, sauf ce qu'elle espérait sans doute le plus. Il lui a passé ses caprices d'architecte en herbe, de paysagiste pharaonique, de décoratrice au goût incertain, de généalogiste nébuleuse. Mais c'est ainsi qu'il s'acquittait du prix de ses escapades. « J'ai eu de la chance, reconnaissait-il. C'est la seule femme qui a pu me supporter plus de huit jours. C'est dire son dévouement et son abnégation depuis tant d'années[6]. » Car la soif de séduction ne l'a jamais abandonné. Dans les derniers temps, Lilian a dû endurer des situations qui feraient, aujourd'hui, éclater sur-le-champ n'importe quel couple. Le mur de Berlin s'était écroulé, le Safari Club avait perdu presque tous ses membres et les réseaux patiemment tissés disparaissaient. Naguère si attentif aux écoutes, Marenches se moquait des bruits désagréables qui circulaient à l'extérieur à son sujet. Les errances sentimentales étaient

probablement pour lui un secours, mais aussi un moyen de surmonter la douleur de la perte du fils unique. Chaque fois qu'il quittait les Hautes Terres, il empruntait la route fatale. Sans doute dès le premier jour sut-il que le KGB n'était pour rien dans le drame. Sur cette route étroite et sinueuse, il est à vrai dire miraculeux que les accrochages ne soient pas quotidiens. Et puis, certes, les Soviétiques étaient capables de tout, mais pourquoi auraient-ils voulu punir le directeur à peine nommé du service de renseignement d'un pays en train de réchauffer ses relations avec Moscou ?

En accusant le KGB, les Marenches n'ont-ils pas cherché à fuir leurs propres responsabilités ? Alexandre a pu en vouloir à sa femme qui l'avait poussé à revenir sur son refus d'acheter à Anselme la mobylette promise en récompense de l'obtention du brevet. Pour sa part, et même si le SDECE était une consécration pour tous les deux, Lilian détestait ce monde du secret qui avait un peu plus éloigné son mari.

Posée sur la toile cirée de la maison rose, la photo d'Alexandre, encore jeune et plein de vie, accompagne le visage poupon d'Anselme. C'étaient les deux seuls regards que Lilian pouvait interroger quand elle s'asseyait à cette même table pour tenter de mettre un peu d'ordre dans l'écheveau de ses achats fonciers. Pour se changer les idées, il lui suffisait de descendre dans la cour et de gagner le jardin. À l'époque, il y avait des oiseaux dans la volière et les buissons étaient taillés. Tapi dans les bambous, un pont conduisait au carrousel depuis lequel elle avait le loisir d'interpeller ses improbables ancêtres. Un incroyable château fort écrase le paysage depuis le XIIIe siècle. Impressionnant à l'extérieur, ruine à l'intérieur. Un gouffre financier que Lilian n'a pu s'empêcher d'acquérir le jour où la route eut le malheur de le lui faire approcher : sa « famille » l'aurait habité des siècles auparavant…

Elle se rêvait châtelaine, et ses camarades de la campagne d'Italie avaient été étonnées de sa propension à imiter leur chef, la comtesse du Luart. Comme elle, elle était devenue en 1995 marraine – ou plutôt « parraine », ainsi qu'elle tint à se faire appeler –, non pas d'une unité de légionnaires, mais de la promotion « Alexandre de Marenches » d'élèves officiers de réserve à Saint-Cyr. Comme elle, elle leur donnait beaucoup de son temps, les couvrait de cadeaux, hébergeait leurs retrouvailles. Plus généralement, sa vie et celle de « Gali » présentaient de stupéfiantes ressemblances. Toutes deux étaient nées dans des terres très lointaines et leurs pères avaient œuvré pour les chemins de fer en Asie. L'une et l'autre étaient divorcées et remariées à de riches aristocrates après plusieurs années de fréquentation assidue durant lesquelles elles avaient travaillé dans la mode. Toutes deux adoraient la décoration. Elles avaient surtout en commun d'avoir chacune perdu son fils unique. Ce sinistre privilège valait bien qu'on lui pardonne l'insistance un peu anachronique qu'elle mettait à se faire appeler « Madame la comtesse ». Comme Leïla du Luart…

La maison rose devait être un pied-à-terre. Elle se révéla un sanctuaire. Après avoir contemplé la vue sur la forteresse, Lilian pouvait emprunter l'allée centrale, alors large et dégagée, et rejoindre la modeste chapelle où tout se termine. Alexandre de Marenches, sa femme et leur fils Anselme reposent là. Quand on me l'annonça la première fois, à vrai dire, je n'ai pas compris. Quoi, où sont-ils ? Pas dans cette colonne de pierre où une petite Sainte Vierge bon marché semble se cacher de l'immense ange en fonte perché tout en haut ? Les Marenches possèdent un caveau dans leur fief franc-comtois de Dole et à Saint-Aubin-sur-Gaillon près des Rotoirs. « Si, si, me répondit-on non sans une certaine gêne, leurs cendres sont là. »

Alexandre avait eu trop d'aventures sentimentales dans sa vie. Lilian pouvait s'attendre à trouver un jour à sa porte un étranger qui n'en aurait pas vraiment été un. Un résident nord-américain, qui partagerait la taille, les intonations et la moustache de son défunt mari. Elle aurait été obligée de demander à la remplaçante de Renée Barra de préparer pour ce visiteur une chambre dans la propriété suisse de Chardonne. Elle se serait alors probablement souvenu des fréquentes vacances avec cet enfant dans les îles où il vivait avec ses parents. De la bienveillance que lui manifestait Alexandre, jusqu'à demander à des membres du SDECE de veiller sur lui pendant ses études dans le Quartier latin. Le trentenaire lui aurait raconté que Marenches lui avait avoué sa paternité quelques mois avant sa mort. Sans toutefois jamais le reconnaître officiellement car une couleur de peau différente de la sienne et les usages d'un certain monde le lui interdisaient…

Lilian aurait alors eu la confirmation de ce qu'elle redoutait depuis toujours et qui lui aurait été d'autant plus douloureux que la naissance de cet enfant aurait été proche de celle, si difficile, d'Anselme. Elle a probablement préféré faire disparaître tout ce que la science aurait pu utiliser pour l'attester. Ainsi a-t-elle pu ordonner que son fils soit exhumé et incinéré. Même sort pour Alexandre et pour elle bien sûr, après sa mort, le 23 août 2012. Mais cela ne ferait que trois urnes. Or la chapelle de la maison rose en abrite cinq… Lilian est allée jusqu'à faire exhumer ses beaux-parents en Normandie.

Le 8 juin 1995, Marenches a eu droit à une cérémonie funèbre comme sait les organiser l'École militaire, avec une garde d'honneur de jeunes officiers du 11e Choc. Sur le cercueil, Lilian avait fait déposer l'ordre du Ouissam Alaouite ainsi que le burnous du 2e spahis et le képi de jeune officier. Le roi du Maroc ne se déplaça

pas, ni aucun autre chef d'État d'ailleurs. Marenches retrouvait l'ombre qui lui seyait tant. « Dans le chagrin que nous éprouvons, déclara dans son éloge Jacques Dewatre, directeur général de la sécurité extérieure, souvenons-nous du don complet de lui-même qu'il avait fait au service de sa patrie et du don qu'il a fait à chacun de nous, de sa joie de vivre, d'agir et de servir que nous garderons comme un trésor[7]. »

Les journaux télévisés lui réservèrent quelques minutes ; pendant des semaines, les lettres de condoléances des amis, des relations, des officiers du renseignement de France et d'ailleurs, et même celle de Savimbi, transmise par Dewatre, ne cessèrent de venir gonfler les classeurs que Lilian acheta pour l'occasion. « Il demeurera une figure d'exemple dans notre histoire militaire, comme pour ceux qui mettent leur intelligence et leur énergie au service de la grandeur du pays[8] », écrivit Jacques Chirac, depuis peu président de la République.

Des siècles de grandeur. La gloire d'un père héros de guerre. L'insouciance d'une riche mère américaine. Le faste des Rotoirs. La ronde trépidante d'un jeune homme à qui tout réussissait. La folle joie de l'enfant enfin né. Les opérations d'anthologie du service et les plaisirs simples d'une vie sans contraintes. Tout cela compacté dans un misérable monument anonyme que des pillards sans pitié ont récemment amputé de son ange et que les vibrations du TGV tout proche pourraient un jour faire s'écrouler… Les cendres se disperseraient sans que personne ne s'en émeuve. Il n'y aurait alors vraiment plus aucune trace de l'existence de Marenches. Ne serait-ce pas là, après tout, l'aboutissement logique d'une vie de secrets ?

Notes

Abréviations utilisées :

AAM : Archives d'Alexandre de Marenches.

CPAM nº 084-02159 : Service historique de la Défense, Centre des archives du personnel militaire (Pau), Dossier d'Alexandre de Marenches nº 084-02159.

Dans le secret des princes : Christine OCKRENT, Alexandre DE MARENCHES, *Dans le secret des princes*, Paris, Stock, 1986.

The Fourth World War : Alexandre DE MARENCHES (COUNT), David A. ANDELMAN, *The Fourth World War : Diplomacy and Espionage in the Age of Terrorism*, New York, William Morrow & Co, 1992.

Croyez-le… ou non

1. AAM.

1. L'inconnu de l'Est parisien

1. AAM, Allocution du 10 novembre 1970.

2. *Ibid.*

3. *Ibid.*

4. AAM, Agenda du 10 novembre 1970.

5. Témoignage recueilli par l'auteur.

6. AAM, Lettre d'Henri Trautman à Pierre de Villemarest (non datée).

7. Thierry Wolton, *Les Écuries de la Ve*, Paris, Grasset, 1989.

8. *The Fourth World War.*

9. AAM, Lettre de Michel Debré à Alexandre de Marenches (1er décembre 1970).

10. AAM, Lettre d'Alexandre de Marenches à Valéry Giscard d'Estaing (23 novembre 1975).

11. Jean Rochet, *Cinq Ans à la tête de la DST, 1967-1972. La mission impossible*, Paris, Plon, 1985.

12. *Ibid.*

13. *Ibid.*

14. *Spy Master*, Londres, Smith Gryphon, 1994.

15. *Ibid.*

16. AAM, Note non datée d'Alexandre de Marenches à Michel Debré.

17. Témoignage recueilli par l'auteur.

18. Témoignage recueilli par l'auteur.

19. Témoignage recueilli par l'auteur.

20. Témoignage de Pierre Pascal recueilli par l'auteur.

21. Pierre Messmer, *Après tant de batailles*, Paris, Albin Michel, 1992.

22. *Dans le secret des princes*.

23. Témoignage de Pierre Pascal recueilli par l'auteur.

24. *Ibid*.

25. AAM, Note sur l'affaire Markovic (non datée).

26. Témoignage de Pierre Pascal recueilli par l'auteur.

27. *Ibid*.

28. Michel Debré, *Trois Républiques pour une France*, t. 5 : *Combattre toujours, 1969-1993*, Paris, Albin Michel, 1994.

29. Témoignage de Pierre Pascal recueilli par l'auteur.

30. *Ibid*.

31. AAM, Note sur l'affaire Markovic (non datée).

32. AAM, Lettre à Anne-Marie Dupuy (8 mai 1971).

33. AAM, Note sur l'affaire Markovic (non datée).

34. AAM, Vœux du contrôleur général Azam (8 janvier 1971).

35. AAM, Lettre d'Alexandre de Marenches à Valéry Giscard d'Estaing (23 novembre 1975).

36. Témoignage du général Philippe Rondot recueilli par l'auteur.

37. Témoignage recueilli par l'auteur.

2. Sur une route du Midi, Anselme

1. Témoignage de Renée Barra recueilli par l'auteur.

3. L'annexion

1. Témoignage recueilli par l'auteur.

2. AAM, Note d'Henri Azam (12 janvier 1971).

3. Article du *Monde* du 16 octobre 1970.

4. AAM, Lettre d'Alexandre de Marenches à Valéry Giscard d'Estaing (23 novembre 1975).

5. *Ibid*.

6. *Dans le secret des princes*.

7. Témoignage du général Jean Singland recueilli par l'auteur.

8. *Dans le secret des princes*.

9. Témoignage recueilli par l'auteur.

10. Témoignage de Michel Roussin recueilli par l'auteur.

11. Témoignage recueilli par l'auteur.

12. AAM, Note d'Alexandre de Marenches du 10 novembre 1970.

13. Témoignage recueilli par l'auteur.

14. Témoignage recueilli par l'auteur.

15. Témoignage recueilli par l'auteur.

16. Témoignage recueilli par l'auteur.

17. Témoignage de Jean Bontoux recueilli par l'auteur.

18. Témoignage recueilli par l'auteur.

19. Témoignage recueilli par l'auteur.

20. Témoignage du général Pierre Latanne recueilli par l'auteur.

21. Témoignage recueilli par l'auteur.

22. Témoignage recueilli par l'auteur.

23. Témoignage recueilli par l'auteur.

4. Une histoire d'armes et de radiateurs

1. Témoignage de Jean Bontoux recueilli par l'auteur.

2. AAM, Généalogie de la famille Marenches établie par le vicomte de Burey en 1983.

3. Témoignage recueilli par l'auteur.

4. *Dans le secret des princes.*

5. *Ibid.*

6. AAM, Note de Charles de Marenches à la section Afrique et Orient de l'état-major des armées (1916).

7. Librairie du Congrès (Washington), Lettre de Charles de Marenches au général Pershing (20 août 1920).

8. *Dans le secret des princes.*

9. AAM, Notes de Margaret de Marenches (non datées).

10. *Dans le secret des princes.*

11. AAM, Testament de Charles de Marenches (8 avril 1930).

12. AAM, Notes de Margaret de Marenches (non datées).

13. *Ibid.*

14. AAM, Lettre de Charles de Marenches à Alexandre de Marenches (20 février 1930).

15. *Dans le secret des princes.*

16. AAM, Lettre d'Alexandre de Marenches à Margaret de Marenches (24 juin 1934).

17. *Ibid.*

18. AAM, Lettre de Mme de L. à Alexandre de Marenches (août 1968).

19. *Dans le secret des princes.*

5. La « vérole »

1. *Dans le secret des princes.*

2. *Ibid*.

3. Témoignage recueilli par l'auteur.

4. INA, « Expliquez-moi : Alexandre de Marenches », *Ex Libris*, TF1 (1er février 1989).

5. INA, Interview d'Anne Sinclair sur *7 sur 7*, TF1 (7 septembre 1986).

6. AAM, Note politique d'Alexandre de Marenches (16 avril 1971).

7. *Dans le secret des princes.*

8. AAM, Lettre du général Nassiri à Alexandre de Marenches (30 novembre 1970).

9. Article du *Monde* du 17 octobre 1971.

10. Article de *Minute* (janvier 1972).

11. Témoignage de Pierre Pascal recueilli par l'auteur.

12. AAM, Note de mars 1971.

13. AAM, Note de Louis Saget à Alexandre de Marenches (1er mars 1971).

14. Henry Kissinger*, À la Maison-Blanche, 1968-1973*, Paris, Fayard, 1979, t. 1.

15. Andrei Gromyko, *Mémoires*, Paris, Belfond, 1989.

16. *The Fourth World War.*

17. AAM.

18. *Ibid*.

19. H. Kissinger*, À la Maison-Blanche*, *op. cit.*, t. 1.

20. Témoignage recueilli par l'auteur.

21. AAM.

6. Une excuse de taille

1. *The Fourth World War.*

2. CPAM no 084-02159.

3. *The Fourth World War.*

4. *Ibid*.

5. CPAM no 084-02159.

6. *Ibid*.

7. *Point de vue*. *Image du monde*, 2373.

8. Article du *Figaro* du 6 juin 1995.

9. *The Fourth World War.*

10. CPAM no 084-02159.

11. *Ibid*.

12. *Ibid*.

13. *Ibid*.

7. Pommes de terre, betteraves et Résistance

1. *Dans le secret des princes.*

2. *Ibid*.

3. *The Fourth World War.*

4. *Dans le secret des princes.*

5. AAM, Attestation d'Alexandre de Marenches pour Georges Debierre (2 septembre 1992).

6. *Ibid*.

7. AAM, Attestation sur l'honneur de Georges Debierre (7 octobre 1944).

8. Archives du Conseil d'État, Pourvoi no 13.032 (11 mai 1962) : rejet de la demande d'homologation du mouvement anti-axe.

9. *Ibid*.

10. Chancellerie de l'Ordre de la Libération, Dossier de la médaille de la Résistance attribuée à Georges Tenoudji Debierre.

11. Archives du Conseil d'État, Pourvoi no 13.032 (11 mai 1962) : rejet de la demande d'homologation du mouvement anti-axe.

12. *Ibid*.

13. AAM, Note du ministre des Armées au vice-président du Conseil d'État (29 mai 1959).

14. Service historique de la Défense, Bureau Résistance, dossier no 16P173164.

15. AAM, Agenda du 6 février 1941.

16. AAM, Lettre de François Monahan à Margaret de Marenches (16 janvier 1942).

17. *Dans le secret des princes.*

18. Charles Yriarte, *Les Cercles de Paris, 1828-1864*, Librairie parisienne, 1864.

8. Noël en octobre

1. *The Fourth World War.*

2. AAM, Lettre d'Alexandre de Marenches à Henri Duvillard, ministre des Anciens combattants (13 novembre 1969).

3. AAM, Lettre d'André Boyer-Mas à Alexandre de Marenches (1971).

4. *Dans le secret des princes.*

5. Guy Girard de Charbonnières, *Mon chemin vers de Gaulle*, Paris, Papyrus, 1989.

6. *Ibid*.

7. AAM, Lettre d'Alfred Bensaude à Alexandre de Marenches (6 mars 1970).

8. AAM, Lettre de Jesus Florentino Diaz à Alexandre de Marenches (juin 1971).

9. Marenches est né en Italie

1. *Dans le secret des princes.*

2. *Ibid*.

3. *Ibid*.

4. AAM, Agenda du 8 octobre 1943.

5. CPAM no 084-02159.

6. *Dans le secret des princes.*

7. AAM, Agenda du 26 mai 1943.

8. AAM, Agenda du 20 mai 1943.

9. AAM, Agenda du 25 mai 1943.

10. *Ibid*.

11. AAM, Agenda du 23 mai 1943.

12. AAM, Agenda du 8 octobre 1943.

13. *Dans le secret des princes.*

14. *Ibid*.

15. *Ibid*.

16. AAM, Agenda du 24 décembre 1943.

17. AAM, Agenda du 25 décembre 1943.

18. *Dans le secret des princes.*

19. *Ibid*.

20. AAM, Agenda du 21 janvier 1944.

21. AAM, Agenda du 24 janvier 1944.

22. Témoignage recueilli par l'auteur.

23. Témoignage recueilli par l'auteur.

10. Le retour du héros

1. AAM, Agenda du 27 mars 1944.

2. Témoignage recueilli par l'auteur.

3. AAM, Agenda du 12 mai 1944.

4. CPAM no 084-02159.

5. Témoignage recueilli par l'auteur.

6. AAM, Agenda du 17 juin 1944.

7. *Dans le secret des princes.*

8. *The Fourth World War.*

9. AAM, Lettre à Maximilienne Wolf de Saint-Firmin (1945).

10. AAM, *The Fourth World War.*

11. CPAM no 084-02159.

12. *Ibid.*

13. AAM, Note « personnelle et confidentielle » d'Alexandre de Marenches pour Pierre Messmer « dissuasion + persuasion » (novembre 1963).

11. Ami des rois ou chef de gang ?

1. AAM, Instructions de Michel Debré pour Marenches (1er décembre 1970).

2. Témoignage recueilli par l'auteur.

3. Témoignage recueilli par l'auteur.

4. AAM.

5. Témoignage de Jean-René Bernard recueilli par l'auteur.

6. *Ibid.*

7. AAM, Lettre d'Alexandre de Marenches à Georges Pompidou (9 avril 1971).

8. *Ibid.*

9. *Ibid.*

10. AAM, Entretien Christine Ockrent-Alexandre de Marenches (18 juin 1985).

11. AAM, Interview sur Radio Suisse Normande (20 octobre 1988).

12. Témoignage recueilli par l'auteur.

13. AAM, Lettre de Michel Debré à Alexandre de Marenches (1er décembre 1970).

14. *Ibid*.

15. *Ibid*.

16. AAM, Note de Michel Debré à Alexandre de Marenches (4 juin 1971).

12. Sur une route du Midi, Anselme est mort

1. AAM, Lettre de Georges Pompidou à Alexandre de Marenches (30 juin 1971).

2. Témoignage du général Jean Singland recueilli par l'auteur.

3. *Ibid*.

4. Témoignage de Renée Barra recueilli par l'auteur.

5. Témoignage d'Henri de Drouas recueilli par l'auteur.

13. « Méfiez-vous des représailles ! »

1. Témoignage du général Jean Singland recueilli par l'auteur.

2. AAM, Note d'Alexandre de Marenches (15 décembre 1971).

3. AAM, Lettre anonyme à Alexandre de Marenches (3 octobre 1971).

4. AAM, Lettre de Michel Debré à Alexandre de Marenches (29 juillet 1971).

5. Récit largement tiré des archives déposées par Roger Barberot à la Fondation de la France libre (fonds F26, références 23, 24, 26,27, 40 et 45).

6. *Dans le secret des princes.*

7. AAM, Lettre d'Arthur Watson à Alexandre de Marenches (6 novembre 1971).

8. Interview de Jacques Soustelle à Europe 1 (26 novembre 1971).

9. AAM, Aide-mémoire d'Alexandre de Marenches (19 novembre 1971).

10. AAM, Lettre d'Alexandre de Marenches au général Bigeard (20 novembre 1971).

11. AAM, Lettre de Raymond Dronne à Alexandre de Marenches (3 décembre 1971).

12. AAM, Lettre de Léon Delbecque à Alexandre de Marenches.

13. AAM, Note du 24 novembre 1971.

14. AAM, Portrait dédicacé par Georges Pompidou (1er janvier 1972).

15. Article du *Monde* du 15 novembre 1972.

16. Archives de l'Assemblée nationale.

17. AAM, Lettre d'André Féret-Patin à Alexandre de Marenches (15 décembre 1972).

18. AAM, Lettre d'Alexandre de Marenches à Maurice Robert (26 octobre 1973).

14. Dezinformasiya

1. Témoignage recueilli par l'auteur.

2. Témoignage du général Jousol recueilli par l'auteur.

3. Témoignage de Michel Roussin recueilli par l'auteur.

4. Témoignage du général Jousol recueilli par l'auteur.

5. Témoignage recueilli par l'auteur.

6. Témoignage du général Jousol recueilli par l'auteur.

7. Témoignage recueilli par l'auteur.

8. H. Kissinger, *À la Maison-Blanche*, *op. cit.*, t. 1.

9. Anatoly Dobrynin, *In Confidence*, New York, Times Books, 1995.

10. Archives de Michel Roussin, Lettre d'Alexandre de Marenches à Georges Pompidou (26 mai 1972).

11. *Ibid*.

12. *Ibid*.

13. AAM, Note du 19 mai 1972.

14. *Ibid*.

15. Article du *Point* du 21 juin 1976.

16. AAM, Interview à l'occasion de la parution de l'*Atlas géopolitique* (1988).

15. Feux rouges à l'Est

1. AAM, Compte-rendu du 1er décembre 1972.

2. AAM, Allocution d'Alexandre de Marenches du 22 février 1972.

3. *Ibid*.

4. Témoignage recueilli par l'auteur.

5. Témoignages recueillis par l'auteur.

6. Témoignage recueilli par l'auteur.

7. Témoignage recueilli par l'auteur.

8. Témoignage du général Jean Singland recueilli par l'auteur.

9. AAM, Lettre de Ken Flower à Alexandre de Marenches (mai 1972).

10. AAM.

11. AAM, Aide-mémoire, 1972.

12. Interview d'Anne Sinclair sur *7 sur 7*, TF1 (7 septembre 1986).

13. Témoignage recueilli par l'auteur.

14. Témoignage recueilli par l'auteur.

15. Témoignage recueilli par l'auteur.

16. Témoignage recueilli par l'auteur.

17. Témoignage recueilli par l'auteur.

18. Témoignage recueilli par l'auteur.

19. AAM, Compte-rendu d'une réunion entre le général Fourquet, Alexandre de Marenches et le colonel Devigny (2 mars 1971).

20. Témoignage du général Michel de Noray recueilli par l'auteur.

16. « Je n'y connaissais rien »

1. *Dans le secret des princes.*

2. AAM, Agenda du 28 avril 1945.

3. AAM, Agenda du 7 mai 1945.

4. *The Fourth World War.*

5. *Dans le secret des princes.*

6. *Ibid*.

7. *Ibid*.

8. AAM, Agenda du 13 novembre 1945.

9. AAM, Agenda du 22 mai 1945.

10. Témoignage recueilli par l'auteur.

11. *Dans le secret des princes.*

12. *Ibid*.

13. AAM, Agenda du 26 avril 1945.

14. AAM, Agenda du 10 août 1945.

15. Témoignage de Gérard de Chaunac-Lanzac recueilli par l'auteur.

16. AAM, Agenda du 18 novembre 1945.

17. Témoignage recueilli par l'auteur.

18. AAM, Lettre de François Monahan à Margaret de Marenches (24 janvier 1946).

19. *Ibid*.

20. AAM, Notes de Margaret de Marenches (non datées).

21. *Ibid*.

22. Témoignage recueilli par l'auteur.

23. AAM, Agenda du 28 février 1947.

24. Témoignage de Monique Denizot recueilli par l'auteur.

25. AAM, Lettre du Général Marshall au colonel Frank McCarthy (30 janvier 1952).

26. Interview sur France Culture, *Panorama. Club de la presse* (9 septembre 1986).

27. *The Fourth World War.*

28. Témoignage de Jean-Noël recueilli par l'auteur.

29. *The Fourth World War.*

30. *Dans le secret des princes.*

31. *The Fourth World War.*

32. AAM, Agenda du 24 avril 1946.

33. Témoignage de Jean-Noël recueilli par l'auteur.

34. AAM, Agenda du 17 février 1948.

35. AAM, Agenda du 1er mars 1948.

36. *Point de vue*. *Image du monde*, 2373.

37. *Dans le secret des princes.*

38. *The Fourth World War.*

17. Fille d'empires

1. Témoignage de Monique Denizot recueilli par l'auteur.

2. *Dans le secret des princes.*

3. Témoignage de Christiane Kammerer recueilli par l'auteur.

4. AAM, Lettre de Lilian Witchell à Christiane Bockel (24 octobre 1944).

5. AAM, Livret de Lilian Witchell.

6. AAM, Lettre de Lilian Witchell à Christiane Bockel (24 octobre 1944).

7. *Dans le secret des princes.*

8. AAM, Lettre de Lilian à Alexandre (non datée).

9. AAM, Lettre de Lilian à Alexandre (1er janvier 1956).

10. AAM, Lettre de Lillian à Alexandre (30 novembre 1955).

18. L'art du réseautage

1. *The Fourth World War.*

2. *Ibid.*

3. CPAM no 084-02159.

4. AAM, article de l'*Evening Standard* du 4 septembre 1959.

5. AN 5AG1/1219.

6. AAM, Lettre du général de Gaulle à Alexandre de Marenches (12 septembre 1968).

7. AN 5AG1/1219.

8. CPAM no 084-02159.

9. *Ibid.*

10. *Dans le secret des princes.*

11. *Ibid*

12. M. Debré, *Trois Républiques pour une France*, t. 5 : *Combattre toujours*, *op. cit.*

13. AAM, Lettre du maréchal Juin au général de Gaulle (18 mai 1958).

14. AAM, Lettre d'Alexandre de Marenches à Pierre Messmer (9 octobre 1963).

15. *Ibid.*

16. AAM, Lettre d'Alexandre à Anselme de Marenches (16 mai 1962).

17. Témoignage de Michel Roussin recueilli par l'auteur.

18. AAM, Lettre du maréchal Juin à Pierre Messmer (21 avril 1964).

19. CPAM no 084-02159.

20. AAM, Lettre de Pierre Messmer au maréchal Juin (13 mai 1964).

21. Fondation Charles de Gaulle, Archives Barberot F26/23, Lettre de Pierre Messmer à Roger Barberot (21 mars 1970).

22. CPAM no 084-02159.

23. AAM, Lettre du maréchal Juin à Pierre Messmer (21 avril 1964).

24. Archives de Michel Roussin, Lettre de Pierre Messmer à Georges Pompidou (11 juin 1970).

19. Mais alors pourquoi lui ?

1. Témoignage du général Jean Singland recueilli par l'auteur.

2. AAM, Note personnelle et confidentielle d'Alexandre de Marenches à Pierre Messmer « Dissuasion + persuasion » (novembre 1963).

3. AAM, Lettre d'Alexandre de Marenches au général Alain de Boissieu (24 octobre 1962).

4. Anne-Marie Dupuy, *Le Destin et la Volonté*, Paris, La Table Ronde, 1996.

5. AAM.

6. Témoignage recueilli par l'auteur.

7. AAM, Lettre de Margaret à Alexandre de Marenches (non datée).

8. AAM, Lettre d'Alexandre à Lilian (7 juin 1962).

9. Témoignage recueilli par l'auteur.

10. Article du *Monde* du 10 juillet 1971.

11. *Ibid*.

12. AAM, Note d'Alexandre de Marenches (non datée).

13. Jacques Foccart, *Foccart parle. Entretiens avec Philippe Gaillard*, t. 1, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1995.

14. *Dans le secret des princes.*

20. Trop jeune pour mourir

1. AAM, Lettre de Lilian à Alexandre (21 octobre 1954).

2. AAM.

3. Témoignage de Renée Barra recueilli par l'auteur.

4. AAM.

21. Pas de pétrole mais des idées

1. Témoignage de Marie-France Garaud recueilli par l'auteur.

2. AAM, Note du 25 octobre 1970.

3. AAM, Lettre de Michel Debré à Alexandre de Marenches (5 avril 1973).

4. Témoignage de Philippe Mestre recueilli par l'auteur.

5. *Ibid*.

6. AAM, Brouillon de lettre d'Alexandre de Marenches à Michel Debré (11 avril 1973).

7. Témoignage de Louis Dauge recueilli par l'auteur.

8. Témoignage recueilli par l'auteur.

9. AAM, Lettre d'Alexandre de Marenches à Arthur Watson (19 décembre 1972).

10. Archives de Michel Roussin, Lettre d'Alexandre de Marenches à Georges Pompidou (mai 1973).

11. AAM, Lettre d'Alexandre de Marenches à Georges Pompidou (mai 1973).

12. *Dans le secret des princes.*

13. AAM, Lettre d'Alexandre de Marenches au roi Fayçal (11 octobre 1973).

14. Témoignage recueilli par l'auteur.

15. AAM, Note personnelle de Michel Debré à Alexandre de Marenches (23 février 1972).

16. Témoignage recueilli par l'auteur.

17. Témoignage de Jean-René Bernard recueilli par l'auteur.

18. AAM, Lettre d'Alexandre de Marenches à Omar Chams (27 février 1974).

19. AAM, Lettre d'Alexandre de Marenches à Kamal Adham (1er mars 1974).

22. Ces pères qu'on abat

1. AAM, Lettre d'Alexandre de Marenches à Valéry Giscard d'Estaing (21 juin 1974).

2. AAM, Fiche « Sun Tzu ».

3. AAM, Lettre d'Alexandre de Marenches à Valéry Giscard d'Estaing (21 juin 1974).

4. *Dans le secret des princes.*

5. *Ibid.*

6. AAM, Lettre de Gerhard Wessel à Alexandre de Marenches (1974).

7. AAM, Lettre d'Alexandre de Marenches à Gerhard Wessel (10 mai 1974).

8. AAM, Vœux du directeur général au personnel (11 décembre 1972).

9. AAM, Lettre d'Alexandre de Marenches à Robert Galley (15 octobre 1973).

10. AAM, Fiche du 29 mars 1974.

11. AAM, Discours d'Alexandre de Marenches aux cadres (10 octobre 1973).

12. AAM, Lettre d'Alexandre de Marenches à Georges Pompidou (20 novembre 1973).

13. *Ibid*.

14. Témoignage de Monique Denizot recueilli par l'auteur.

15. Témoignage recueilli par l'auteur.

16. Témoignage de Jean Sérisé recueilli par l'auteur.

17. AAM, Lettre d'Alexandre de Marenches à Madame Edon (11 avril 1974).

18. Témoignage de Jean-René Bernard recueilli par l'auteur.

23. Sur une route du Midi, Anselme est mort, assassiné

1. AAM, Note (1er juillet 1971).

2. Témoignage recueilli par l'auteur.

3. Interview d'Alexandre de Marenches par Philippe Gildas, Canal Plus (11 septembre 1986).

4. AAM, Lettre de Guy Miellet à Alexandre de Marenches (non datée).

5. Archives départementales des Alpes-Maritimes, 870W16, Jugement du tribunal de grande instance de Nice du 10 juillet 1972.

6. *Ibid*.

7. *Ibid*.

8. AAM, Lettre de Dick Helms à Alexandre de Marenches (non datée).

9. AAM, Lettre d'Alexandre de Marenches à Georges Pompidou (6 juillet 1971).

10. AAM, Brouillon de lettre (6 juillet 1971).

24. Le féal à la Tour-Fondue

1. *Dans le secret des princes.*

2. AAM.

3. Témoignage de Jean Sérisé recueilli par l'auteur.

4. *Ibid*.

5. AAM, Aide-mémoire du 18 juin 1974.

6. *Ibid*.

7. AAM, Note de Thérèse de Saint-Phalle à Alexandre de Marenches (11 juillet 1974).

8. AAM, Note sur le « pouvoir culturel » (juin 1974).

9. *Ibid*.

10. AAM, Note d'Alexandre de Marenches à Valéry Giscard d'Estaing (4 juillet 1974).

11. *Ibid*.

12. AAM, Lettre d'Alexandre de Marenches à Valéry Giscard d'Estaing (26 décembre 1974).

13. *Ibid*.

14. *Dans le secret des princes*.

15. Henry Kissinger, *Years of Renewal : The Concluding Volume of His Memoirs*, Londres, Widenfeld & Nicolson, 1999.

16. Andrei Gromyko, *Mémoires*, Paris, Belfond, 1989.

17. Témoignage de Jean Sérisé recueilli par l'auteur.

18. *Dans le secret des princes*.

19. Témoignages recueillis par l'auteur.

20. Témoignages recueillis par l'auteur.

25. L'heure des croisés

1. AAM, Lettre de Gerhard Wessel à Alexandre de Marenches (22 août 1974).

2. *Dans le secret des princes*.

3. AAM, Lettre d'Alexandre de Marenches à Michel Debré (19 août 1971).

4. Témoignage du général Philippe Rondot recueilli par l'auteur.

5. Brochure de présentation de la Fondeca.

6. Témoignage recueilli par l'auteur

7. Témoignage du général Michel de Noray recueilli par l'auteur.

8. *Ibid*.

9. *Ibid*.

10. *Ibid*.

11. *Ibid*.

12. AAM, Lettre du général Maurin à Alexandre de Marenches (15 mai 1973).

13. Témoignage du général Philippe Rondot recueilli par l'auteur.

14. AAM, Compte-rendu de l'entretien Marenches-Tchernovenko du 25 avril 1975.

15. *Ibid*.

16. AAM, Lettre d'Alexandre de Marenches à Valéry Giscard d'Estaing (7 juillet 1975).

17. AAM, Aide-mémoire du 18 mars 1975.

18. AAM, Agenda du 8 août 1975.

19. AAM, Lettre d'Alexandre de Marenches à Valéry Giscard d'Estaing (23 novembre 1975).

20. Témoignage recueilli par l'auteur.

26. Au secours d'un maoïste

1. AAM, Entretien Christine Ockrent-Alexandre de Marenches (18 juin 1985).

2. H. Kissinger, *Years of Renewal*, *op. cit*.

3. *Ibid*.

4. AAM, Lettre de William Colby à Alexandre de Marenches (15 janvier 1976).

5. Témoignage recueilli par l'auteur.

6. AAM, Allocution d'Alexandre de Marenches (16 mai 1975).

7. Alexis Myagkov, *Un officier du KGB parle*, Éditions Albatros, 1977.

8. O. Kalugin, *Spy Master*, Londres, Smith Gryphon, 1994.

9. *Ibid*.

10. AAM, Vœux au personnel (9 janvier 1976).

27. Succès et sacrifice

1. AAM, Lettre d'André Giraud à Alexandre de Marenches (14 juin 1976).

2. AAM, Aide-mémoire, 1976.

3. AAM, Lettre d'Alexandre de Marenches à William Colby (12 janvier 1976).

4. AAM, Aide-mémoire sur l'Afrique australe (octobre 1977).

5. AAM, Note sur l'Afrique du Sud.

6. Témoignage du général Pierre Latanne recueilli par l'auteur.

7. Témoignage du général Jousol recueilli par l'auteur.

8. Témoignage du général Jean Singland recueilli par l'auteur.

9. *Ibid*.

10. Témoignage du général Philippe Rondot recueilli par l'auteur.

11. AAM, Lettre de Lilian de Marenches au général Rondot (6 juin 1995).

12. Témoignage du général Philippe Rondot recueilli par l'auteur.

13. Témoignage recueilli par l'auteur.

14. Témoignage du général Philippe Rondot recueilli par l'auteur.

15. Interview au JT de 20 heures de France 2 (15 août 1994).

16. *Dans le secret des princes*.

17. Interview au JT de 20 heures de France 2 (15 août 1994).

18. AAM, Instructions de Michel Debré à Alexandre de Marenches (21 juin 1972).

19. AAM, Lettre d'Alexandre de Marenches à Michel Dupuch (30 juin 1976).

20. AAM, Lettre de Jacques Chirac à Alexandre de Marenches (25 août 1976).

21. Témoignage de Michel Rocard recueilli par l'auteur.

22. *Ibid*.

23. AAM, Note d'Alexandre de Marenches à Valéry Giscard d'Estaing (1976).

24. Article de *Minute* du 5 janvier 1977.

25. A. Gromyko, *Mémoires*, *op. cit*.

26. Témoignage de Michel Roussin recueilli par l'auteur.

27. *The Fourth World War.*

28. AAM, Lettre de l'amiral Turner à Alexandre de Marenches (22 septembre 1977).

28. Kolwezi avant Kolwezi

1. AAM, Lettre de M. Woodward à Alexandre de Marenches (30 juin 1977).

2. AAM, Rapport de David Ogilvy (12 février 1975).

3. Témoignage de Renée Barra recueilli par l'auteur.

4. Témoignage recueilli par l'auteur.

5. AAM, Lettre de Valéry Giscard d'Estaing au roi Fayçal (30 décembre 1977).

6. *The Fourth World War.*

7. AAM, Note du 7 janvier 1976.

8. Muhamad Hasanayn Heikal, *Iran : The Untold Story*, Pantheon Books, 1982.

9. *Dans le secret des princes.*

10. Alain Chouet, *La Sagesse de l'espion*, Éditions Jean-Claude Béhar, 2010.

11. Témoignage recueilli par l'auteur.

12. Témoignage du général Michel Franceschi recueilli par l'auteur.

13. Témoignage recueilli par l'auteur.

14. Témoignage de Milord recueilli par l'auteur.

15. AAM, Note sur le Zaïre.

29. L'Angola, c'est loin

1. AAM, Aide-mémoire (octobre 1977).

2. AAM, Lettre d'Alexandre de Marenches à Valéry Giscard d'Estaing (12 avril 1977).

3. AAM, Aide-mémoire (17 janvier 1977).

4. AAM, Aide-mémoire (avril 1977).

5. AAM, Lettre d'Alexandre de Marenches à Valéry Giscard d'Estaing (15 septembre 1977).

6. AAM, Entretien Christine Ockrent-Alexandre de Marenches (18 juin 1985).

7. Témoignage recueilli par l'auteur.

8. AAM, Compte-rendu de l'entretien Marenches-Savimbi (30 novembre 1977).

9. Témoignage recueilli par l'auteur.

10. Yves Loiseau, Pierre-Guillaume de Roux, *Portrait d'un révolutionnaire en général. Jonas Savimbi*, Paris, La Table Ronde, 1987.

30. Tous les chemins mènent à Moscou

1. Témoignage de Philippe Mestre recueilli par l'auteur.

2. AAM, Lettre d'Yvon Bourges à Alexandre de Marenches (13 juillet 1977).

3. Témoignage recueilli par l'auteur.

4. AAM, Lettre d'Alexandre de Marenches à Hassan II (13 octobre 1977).

5. AAM, Compte-rendu de la rencontre Marenches, Juan Carlos (26 juillet 1978).

6. AAM, Lettre d'Alexandre de Marenches à Valéry Giscard d'Estaing (23 mars 1977).

7. AAM, Note sur l'affaire Aldo Moro (12 mai 1978).

8. Témoignage de Jacques Wahl recueilli par l'auteur.

9. Témoignage de Michel Roussin recueilli par l'auteur.

10. Interview sur France Culture, *Panorama. Club de la presse* (9 septembre 1986).

11. AAM, Lettre de l'amiral Turner à Alexandre de Marenches (24 mars 1978).

12. Témoignage recueilli par l'auteur.

13. Témoignage recueilli par l'auteur.

14. AAM, Lettre d'Alexandre de Marenches à Valéry Giscard d'Estaing (9 novembre 1978).

31. Le Safari en feu

1. AAM, Note « Menaces soviétiques sur l'Orient » (juillet 1978).

2. *Ibid*.

3. *Dans le secret des princes.*

4. AAM, Lettre de Barzan el-Tikriti à Alexandre de Marenches.

5. AAM, Lettre d'Alexandre de Marenches à Hassan II (30 octobre 1978).

6. Témoignage recueilli par l'auteur.

7. Témoignage recueilli par l'auteur.

8. Interview par Charlie Rose sur CBS (17 septembre 1992).

9. AAM, Note sur l'Iran (18 septembre 1978).

10. Témoignage d'Alain Pallu de Beaupuy recueilli par l'auteur.

11. *Dans le secret des princes.*

32. Le cimetière des illusions

1. Témoignage recueilli par l'auteur.

2. Ayatollah Khomeiny, *Principes politiques, philosophiques, sociaux*, Libres-Hallier, 1979.

3. Jimmy Carter, *Mémoires d'un président*, Paris, Plon, 1984.

4. Témoignage de Philippe Mestre recueilli par l'auteur.

5. AAM, Lettre d'Alexandre de Marenches à Valéry Giscard d'Estaing (8 décembre 1978).

6. Témoignage de Michel Roussin recueilli par l'auteur.

7. AAM, Lettre d'Alexandre de Marenches à Valéry Giscard d'Estaing (8 décembre 1978).

8. AAM, Fiche sur l'Iran par Henry Kissinger (6 février 1979).

9. AAM, Lettre d'Alexandre de Marenches à Valéry Giscard d'Estaing (8 décembre 1978).

10. *Dans le secret des princes.*

11. *The Fourth World War.*

12. Pierre et Christian Pahlavi, *Le Marécage des ayatollahs*, Paris, Perrin, coll. « Tempus », 2017.

13. *Dans le secret des princes.*

14. *Ibid.*

15. Témoignages recueillis par l'auteur.

16. Témoignage de Michel Roussin recueilli par l'auteur.

17. *Dans le secret des princes.*

18. AAM, Lettre d'Alexandre de Marenches à Valéry Giscard d'Estaing (11 janvier 1980).

19. AAM, Lettre de Stansfield Turner à Alexandre de Marenches (3 août 1979).

20. AAM, Lettre d'Alexandre de Marenches à l'amiral Turner (8 mars 1979).

33. Un repaire au soleil

1. Témoignage de Jean-Noël recueilli par l'auteur.

2. Témoignage d'Alexandre de Fontmichel recueilli par l'auteur.

3. Témoignage de Jean Bontoux recueilli par l'auteur.

4. AN 20070380/4, Dossier 36039, Dossier RG Marenches, Article « Grasse : remous autour d'un château ».

5. *Ibid.*

6. AAM.

7. Témoignage recueilli par l'auteur.

8. Témoignage recueilli par l'auteur.

9. AAM, Lettre anonyme non datée.

10. AAM, Article du *Meilleur* [publication à l'existence manifestement très éphémère… – *NdA*].

11. Interview sur Radio Suisse Normande (20 octobre 1988).

12. Témoignage de Monique Denizot recueilli par l'auteur.

13. *Ibid.*

14. Témoignage de Renée Barra recueilli par l'auteur.

15. Témoignage du général Pierre Latanne recueilli par l'auteur.

16. AAM, Allocution d'Alexandre de Marenches (non datée).

17. Témoignage d'Adrian recueilli par l'auteur.

18. *Dans le secret des princes*.

34. Bien joué !

1. *Dans le secret des princes.*
2. *Ibid.*
3. Témoignage recueilli par l'auteur.
4. Témoignage recueilli par l'auteur.
5. Témoignage recueilli par l'auteur.
6. Témoignage recueilli par l'auteur.
7. Témoignage recueilli par l'auteur.
8. Témoignage recueilli par l'auteur.
9. Assemblée nationale, Intervention du 3 octobre 1979.
10. AAM, Lettre d'Alexandre de Marenches à Alain de Marolles (21 septembre 1979).
11. AAM, Lettre de Didier Faure-Beaulieu à Alexandre de Marenches (6 décembre 1977).
12. *Ibid.*
13. AAM, Lettre d'Alexandre de Marenches à Valéry Giscard d'Estaing (27 février 1979).
14. Témoignage de Philippe Mestre recueilli par l'auteur.
15. Témoignage de Jean Bontoux recueilli par l'auteur.

35. Sur une route du Midi, Anselme est mort, assassiné par le KGB

1. Archives départementales des Alpes-Maritimes, 870W16, Jugement du tribunal de grande instance de Nice du 10 juillet 1972.

2. Témoignage recueilli par l'auteur.

3. Témoignage d'Henri de Drouas recueilli par l'auteur.

4. Témoignage recueilli par l'auteur.

5. Gérard de Villiers, *Sabre au clair, pied au plancher*, Paris, Fayard, 2005.

6. AAM, Témoignage de Vladimir Volkoff.

36. Le prophète et le Guide

1. AAM, Compte-rendu de l'entretien Marenches-Savimbi (30 novembre 1977).

2. AAM, Lettre d'Alexandre de Marenches à Zbigniew Brzezinski (12 février 1980).

3. AAM, Lettre d'Alexandre de Marenches à Valéry Giscard d'Estaing (11 janvier 1980).

4. *Ibid.*

5. Témoignage de Pierre Lethier recueilli par l'auteur.

6. Jacques Viot, *Au Quai d'Orsay avec Jean François-Poncet, 1978-1981*, Paris, A. Pedone, 2014.

7. *Ibid*.

8. *Dans le secret des princes.*

9. *Ibid.*

10. Y. Loiseau, P.-G. de Roux, *Portrait d'un révolutionnaire en général*, *op. cit*.

11. Article cité par Pierre Péan et Jean-Pierre Séréni dans *Les Émirs de la république* (Paris, Seuil, 1982).

12. Témoignage de Philippe Mestre recueilli par l'auteur.

13. AAM, Compte-rendu de l'entretien Marenches-Brzezinski, à Washington, le 12 février 1980.

14. INA, émission *Le Droit de savoir*, TF1, sur « Les armes décisives » (23 janvier 1991).

15. *Dans le secret des princes.*

16. Témoignage recueilli par l'auteur.

17. Témoignage recueilli par l'auteur.

18. Témoignage recueilli par l'auteur.

19. Paul Kengor, Patricia Clark Doerner, *The Judge, William P. Clark, Ronald Reagan's Top Hand*, Fort Collins, Ignatus Press, 2007.

37. Plutôt vert que rouge

1. Témoignage de l'amiral Francis de La Haye recueilli par l'auteur.

2. AAM, Entretien Christine Ockrent-Alexandre de Marenches (18 juin 1985).

3. Témoignage recueilli par l'auteur.

4. Témoignage recueilli par l'auteur.

5. AAM, Note personnelle et confidentielle pour Pierre Messmer : « Dissuasion + persuasion » (novembre 1963).

6. Témoignage recueilli par l'auteur.

7. Témoignage recueilli par l'auteur.

8. Témoignage recueilli par l'auteur.

9. Témoignage recueilli par l'auteur.

10. Témoignage de Michel Roussin recueilli par l'auteur.

11. Archives de Michel Roussin, Lettre d'Alexandre de Marenches à Michel Poniatowski (24 mars 1977).

12. Témoignage recueilli par l'auteur.

13. Archives de Michel Roussin.

14. AAM, Lettre d'Alexandre de Marenches à Hassan II (29 janvier 1980).

15. *Ibid*.

16. *Ibid*.

17. AAM, Lettre du prince Turki à Alexandre de Marenches (29 avril).

18. Témoignage recueilli par l'auteur.

19. Bob Woodward, *Veil, The Secret Wars of the CIA, 1981-1987*, Simon & Schuster, 1987.

20. AAM, Entretien Marenches-Ockrent (18 juin 1985).

21. Bob Woodward, *Veil, The Secret Wars of the CIA*, *1981-1987*, New York, Simon & Schuster, 1987.

22. https://blogs.mediapart.fr/danyves/blog/140817/le-russie-gate-ce-n-est-pas-le-watergate-ou-l-iran-contra-par-robert-parry.

23. Interview par Charlie Rose sur CBS (17 septembre 1992).

24. AAM, Message d'Alexandre de Marenches à Saddam Hussein (12 décembre 1980).

25. *Ibid*.

38. Quelle retraite pour un croisé ?

1. Témoignage recueilli par l'auteur.

2. *The Fourth World War.*

3. Témoignage recueilli par l'auteur.

4. Témoignage recueilli par l'auteur.

5. Témoignage recueilli par l'auteur.

6. Témoignage recueilli par l'auteur.

7. Témoignage du général Pierre Latanne recueilli par l'auteur.

8. Témoignage du général Jean Singland recueilli par l'auteur.

9. *Ibid*.

10. Témoignage recueilli par l'auteur.

11. AAM, Lettre d'Alexandre de Marenches au général Richard, inspecteur général à l'armée de terre (15 janvier 1981).

12. Témoignage recueilli par l'auteur.

13. Témoignage recueilli par l'auteur.

14. Témoignage de Philippe Mestre recueilli par l'auteur.

15. Témoignage recueilli par l'auteur.

16. Témoignage de Philippe Mestre recueilli par l'auteur.

17. *Ibid*.

18. *Ibid*.

19. Témoignage recueilli par l'auteur.

20. Guillaume Weill-Raynal, *Les Nouveaux Désinformateurs*, Paris, Armand Colin, 2007.

39. « On ne pouvait pas le garder »

1. Témoignage d’Alain Pallu de Beaupuy recueilli par l’auteur.

2. Témoignage de Renée Barra recueilli par l’auteur.

3. Témoignage de François Cailleteau recueilli par l’auteur.

4. *Ibid*.

5. *Ibid*.

6. Témoignage de Michel Roussin recueilli par l’auteur.

7. Interview du général Walters par Jacques Chancel, « Radioscopie » du 13 avril 1979.

8. Témoignage de Pierre Lethier recueilli par l’auteur.

9. Témoignage d’Henri Serres recueilli par l’auteur.

10. *Ibid*.

11. AAM, Lettre de Constantin Melnik à Alexandre de Marenches (non datée).

12. Témoignage du contrôleur-général Gérard Delbauffe recueilli par l’auteur.

13. Témoignage de Michel Roussin recueilli par l’auteur.

14. Témoignage du contrôleur-général Gérard Delbauffe recueilli par l’auteur.

15. AAM, Lettre de Raymond Barre à Alexandre de Marenches (13 mai 1981).

16. Témoignage de Jacques Wahl recueilli par l’auteur.

17. *Dans le secret des princes*.

18. Témoignage de Philippe Mestre recueilli par l’auteur.

40. Une nouvelle ère

1. Témoignage de Jacques Wahl recueilli par l’auteur.

2. AAM.

3. Témoignage du général Jean Singland recueilli par l’auteur.

4. Témoignage de Michel Roussin recueilli par l’auteur.

5. Témoignage du général Jean Singland recueilli par l’auteur.

6. Archives de Michel Roussin, ordre du jour d’Alexandre de Marenches à son départ (18 mai 1981).

7. Témoignage de Jean-François Dubos recueilli par l’auteur.

8. Témoignage de Michel Rocard recueilli par l’auteur.

9. *Ibid*.

10. Pierre Marion, *Mémoires de l’ombre. Un homme dans les secrets de l’État*, Paris, Flammarion, 1999.

11. Pierre Marion, *La Mission impossible*, Paris, Calmann-Lévy, 1991.

12. P. Marion, *Mémoires de l'ombre*, *op. cit*.

13. P. Marion, *La Mission impossible*, *op. cit*.

14. *Ibid*.

15. Témoignage recueilli par l'auteur.

16. Témoignage recueilli par l'auteur.

17. Témoignage recueilli par l'auteur.

18. Témoignage recueilli par l'auteur.

19. P. Marion, *Mémoires de l'ombre*, *op. cit*.

20. Témoignage recueilli par l'auteur.

21. Témoignage recueilli par l'auteur.

41. Ne jamais dire jamais

1. Témoignage de Jean-Noël recueilli par l'auteur.

2. AAM, Message du cercle d'entraide sociale et culturelle (22 juin 1981).

3. AAM, Lettre d'Alexandre de Marenches à Léopold Sédar Senghor (11 juin 1981).

4. Témoignage de Jean-Noël recueilli par l'auteur.

5. Témoignage de Philippe Mestre recueilli par l'auteur.

6. *Dans le secret des princes.*

7. AAM, Discours du docteur Beccuau (17 juin 1981).

8. Témoignage de Pierre Lethier recueilli par l'auteur.

9. AN 20070380/4, Dossier 36039, Dossier RG Marenches.

10. Témoignage de Jean-François Dubos recueilli par l'auteur.

11. Témoignage recueilli par l'auteur.

12. AAM, Discours d'Alexandre de Marenches à l'Académie royale du Maroc (30 avril 1982).

13. AAM, Aide-mémoire du 25 janvier 1982.

14. AAM, Note du 18 juin 1982.

15. AAM, Lettre d'Alexandre de Marenches à Hassan II (26 juillet 1983).

16. Amiral Lacoste, *Un amiral au secret*, Paris, Flammarion, 1997.

17. Témoignage de Renée Barra recueilli par l'auteur.

18. Témoignage de Philippe Bouvard recueilli par l'auteur.

19. Témoignage d'Arnaud Lagardère recueilli par l'auteur.

20. Témoignage de François Heisbourg recueilli par l'auteur.

21. AN 20070380/4, Dossier 36039, Dossier RG Marenches.

22. AAM, Brouillon de lettre à François Mitterrand (14 février 1984).

23. INA, Interview par Philippe Gildas sur Canal Plus (11 septembre 1986).

24. AAM, Lettre de James M. Potts à Alexandre de Marenches (6 septembre 1985).

42. La tsarine et le comte

1. Témoignage de l'amiral Francis de La Haye recueilli par l'auteur.

2. INA, *Apostrophes*, Antenne 2 (4 septembre 1986).

3. Témoignage de Christine Ockrent recueilli par l'auteur.

4. *Dans le secret des princes.*

5. Témoignage de Philippe Mestre recueilli par l'auteur.

6. Gilles Ménage, *L'Œil du pouvoir. Les affaires de l'État, 1981-1986*, Paris, Fayard, 1999.

7. Témoignage recueilli par l'auteur.

8. *Dans le secret des princes.*

9. INA, *Apostrophes*, Antenne 2 (4 septembre 1986).

10. Témoignage recueilli par l'auteur.

11. *Dans le secret des princes.*

12. Article du *Monde* du 19 décembre 1987.

13. INA, Rush d'une interview de Jacques Chaban-Delmas sur FR3 Aquitaine (24 septembre 1986).

14. INA, Interview de Jacques Chaban-Delmas au JT de 20 heures de TF1 (5 mai 1987).

15. AAM, Fiche du 1er février 1973.

16. Roger Faligot, Rémi Kauffer, *Les Résistants*, Paris, Fayard, 1989.

17. INA, « Expliquez-moi : Alexandre de Marenches », *Ex Libris*, TF1 (1er février 1989).

18. *Dans le secret des princes*.

19. AAM, Entretien Christine Ockrent-Alexandre de Marenches (18 juin 1985).

20. INA, Interview d'Anne Sinclair sur *7 sur 7*, TF1 (7 septembre 1986).

21. *Ibid*.

22. Interview sur Radio Suisse Normande (20 octobre 1988).

23. INA, Interview sur RTL (18 août 1988).

24. *The Fourth World War.*

25. Interview sur Fréquence Protestante (septembre 1988).

26. *Dans le secret des princes.*

27. AAM, Interview à la radio (station et date non déterminées).

28. INA, *Apostrophes*, Antenne 2 (4 septembre 1986).

29. AAM, Interview à la radio (station et date non déterminées).

30. INA, *Apostrophes*, Antenne 2 (4 septembre 1986).

31. AAM, Entretien Christine Ockrent-Alexandre de Marenches (18 juin 1985).

32. Interview sur France Culture, *Panorama. Club de la presse* (9 septembre 1986).

33. Témoignage de Gérard de Chaunac-Lanzac recueilli par l'auteur.

43. La fin de son monde

1. Témoignage de Michel Roussin recueilli par l'auteur.

2. Interview à la radio (date et station non identifiées).

3. Article d'Yves Lacoste dans *Hérodote*, 50/51, 1988.

4. Interview par Christine Clerc, RMC (14 octobre 1988).

5. Interview à *Agora* (14 octobre 1988).

6. INA, Interview au JT de la Cinq (23 août 1988).

7. INA, Interview au JT de 13 heures d'Antenne 2 (31 décembre 1989).

8. Témoignage d'Henri de Drouas recueilli par l'auteur.

9. Témoignage de David Andelman recueilli par l'auteur.

10. *The Fourth World War.*

11. *Ibid.*

12. Interview d'Alexandre de Marenches, Antenne 2 (17 août 1994).

13. *The Fourth World War.*

14. Archives de Michel Roussin.

15. Témoignage de Renée Barra recueilli par l'auteur.

16. Témoignage de François Léotard recueilli par l'auteur.

17. AAM, Lettre d'Alexandre de Marenches à Alain Juppé (28 novembre 1994).

18. Témoignage du général Xavier Bout de Marnhac recueilli par l'auteur.

19. Témoignage du général Philippe Rondot recueilli par l'auteur.

20. *Point de vue*. *Image du monde*, 2373.

Secrets de tombe

1. Témoignage de Renée Barra recueilli par l'auteur.
2. Témoignage recueilli par l'auteur.
3. Témoignage recueilli par l'auteur.
4. AAM, Lettre de Lilian de Marenches à Hassan II (non datée).
5. AAM, Lettre de Raymond Barre à Lilian de Marenches (non datée).
6. *Dans le secret des princes.*
7. AAM, Allocution prononcée par Jacques Dewatre à l'École militaire (8 juin 1995).
8. AAM, Lettre de Jacques Chirac à Lilian de Marenches (non datée).

Bibliographie

ABADIE Frédéric, CORCELETTE Jean-Pierre, *Georges Pompidou, 1911-1974*, Paris, Nouveau Monde, 2011.

AID Matthew M., WIEBES Cees, *Secrets of Signals Intelligence During the Cold War and Beyond*, Londres, Frank Cass, 2001.

ALARY Éric, *La Ligne de démarcation*, Paris, Perrin, 2003.

ANDREW Christopher Andrew, GORDIEVSKY Oleg, *KGB, The Inside Story*, Londres, Hodder & Stoughton, 1990.

ATTALI Jacques, *Verbatim (1981-1986)*, Paris, Fayard, 1993.

BACQUÉ Raphaëlle, *Le Dernier Mort de Mitterrand*, Paris, Grasset, 2010.

BARRIL Paul, *Guerres secrètes à l'Élysée*, Paris, Albin Michel, 1996.

BAT Jean-Pierre, *La Fabrique des barbouzes. Histoire des réseaux Foccart en Afrique*, Nouveau Monde, 2017.

–, *Le Syndrome Foccart. La politique française en Afrique, de 1959 à nos jours*, Paris, Gallimard, coll. « Folio », 2012.

BELOT Robert, *Aux frontières de la liberté*, Paris, Fayard, 1998.

BERNERT Philippe, *SDECE, Services secrets*, Paris, Presses de la Cité, 1980.

BORCHGRAVE Arnaud (DE), MOSS Robert, *L'Iceberg*, Paris, Jean-Claude Lattès/Tallandier, 1980.

BOUVARD Philippe, *Je crois me souvenir… 60 ans de journalisme*, Paris, Flammarion, 2013.

BRÉHÉRET Yves, SABLIER Édouard, ORMESSON Olivier (D'), *Savimbi. Demain la liberté*, Paris, Nouvelles Éditions Latines, 1988.

BUSH George, *Journal d'un président, 1942-2005*, Paris, Odile Jacob, 2005.

CARTER Jimmy, *Mémoires d'un président*, Paris, Plon, 1984.

CHAIROFF Patrice, *Dossier B… comme barbouzes*, Paris, Alain Moreau, 1975.

CHALET Marcel, WOLTON Thierry, *Les Visiteurs de l'ombre*, Paris, Grasset, 1990.

CHAMBRUN René (DE), *Général, comte de Chambrun, sorti du rang*, Paris, Atelier Marcel Jullian, 1980.

CHAUNAC-LANZAC Gérard (DE), *La Vie m'a fait crédit*, Pour Mémoire, 2001.

CHOUET Alain, *Au cœur des services spéciaux*, Paris, La Découverte, 2011.

–, *La Sagesse de l'espion*, Paris, Jean-Claude Béhar, 2010.

COLBY William, *30 ans de CIA*, Paris, Presses de la Renaissance, 1978.

COMBE Sonia, *Archive interdites*, Paris, La Découverte, 2010.

CRILE George, *Charlie Wilson's War*, New York, Grove Press, 2003.

CROZIER Brian, *Free Agent*, Londres, Harper Collins, 1993.

DALLE Ignace, *Hassan II. Entre tradition et absolutisme*, Paris, Fayard, 2011.

DEACON Richard, *« C ». A Biography of Sir Maurice Oldfield*, Londres, Macdonald, 1985.

DEBRÉ Michel, *Trois Républiques pour une France*, t. 5 : *Combattre toujours, 1969-1993*, Paris, Albin Michel, 1994.

DENOËL Yvonnick, *1979. Guerres secrètes au Moyen-Orient*, Paris, Nouveau Monde, 2008.

DOBRYNIN Anatoly, *In Confidence*, New York, Times Books, 1995.

DRUON Maurice, *Circonstances politiques, 1954-1974*, Monaco, Éd. du Rocher, 1998.

DUPUY Anne-Marie, *Le Destin et la Volonté*, Paris, La Table Ronde, 1996.

FALIGOT Roger, GUISNEL Jean (dir.), *Histoire secrète de la Ve République*, Paris, La Découverte, 2007.

FALIGOT Roger, GUISNEL Jean, KAUFFER Rémi, *Histoire politique des services secrets français de la Seconde Guerre mondiale à nos jours*, Paris, La Découverte, 2012.

FALIGOT Roger, KAUFFER Rémi, *Les Résistants*, Paris, Fayard, 1989.

FALIGOT Roger, KROP Pascal, *La Piscine. Les services secrets français, 1944-1984*, Paris, Seuil, 1985.

FAURE Claude, *Aux services de la République*, Paris, Fayard, 2004.

FOCCART Jacques, *Foccart parle. Entretiens avec Philippe Gaillard*, t. 1, Paris, Fayard/Jeune Afrique, 1995.

FOURNIER Nicolas, *E comme espionnage*, Paris, Alain Moreau, 1979.

FRANÇOIS-PONCET Jean, *37, Quai d'Orsay*, Paris, Odile Jacob, 2008.

GATES Robert M., *From the Shadows*, New York, Simon & Schuster, 1996.

GIRARD DE CHARBONNIÈRES Guy, *Mon chemin vers de Gaulle*, Paris, Papyrus, 1989.

GISCARD D'ESTAING Valéry, *Le Pouvoir et la Vie*, Paris, Compagnie 12, 1991.

GLEIJESES Piero, *Visions of Freedom : Havana, Washington, Pretoria, and the Struggle for Southern Africa*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 2013.

GROMYKO Andrei, *Mémoires*, Paris, Belfond, 1989.

GUISNEL Jean, *Armes de corruption massive. Secrets et combines des marchands de canons*, Paris, La Découverte, 2011.

GUISNEL Jean, KORN-BRZOZA David, *Au service secret de la France. Les maîtres de l'espionnage se livrent enfin…*, Paris, La Martinière, 2014.

GUY Claude, *En écoutant de Gaulle*, Paris, Grasset, 1996.

HEIKAL Muhamad Hasanayn, *Iran : The Untold Story*, Pantheon Books, 1982.

HOFFMAN Paul, *Tiger in the Court*, Playboy Press, 1973.

HURÉ Francis, *Martin en Israël*, Paris, de Fallois, 2011.

HUYSER Robert E. (général), *Mission to Tehran*, Londres, André Deutsch, 1986.

JOBERT Michel, *Mémoires d'avenir*, Paris, Grasset, 1974.

KALUGIN Oleg, *Spy Master*, Londres, Smith Gryphon, 1994.

KAUFFER Rémi, *Histoire mondiale des services secrets*, Paris, Perrin, 2015.

KENGOR Paul, CLARK DOERNER Patricia, *The Judge, William P. Clark, Ronald Reagan's Top Hand*, Fort Collins, Ignatus Press, 2007.

KISSINGER Henry, *À la Maison-Blanche, 1968-1973*, 2 t., Paris, Fayard, 1979.

–, *Les Années orageuses*, 2 t., Paris, Fayard, 1982.

–, *Years of Renewal : The Concluding Volume of His Memoirs*, Londres, Widenfeld & Nicolson, 1999.

LACOSTE Pierre (amiral), *Un amiral au secret*, Paris, Flammarion, 1997.

LANGELLIER Jean-Pierre, *Mobutu*, Paris, Perrin, 2017.

LASKE Karl, *Des coffres si bien garnis. Enquête sur les serviteurs de l'État-voyou*, Paris, Denoël, 2004.

LASKE Karl, VALDIGUIÉ Laurent, *Le Vrai Canard*, Paris, Stock, 2008.

LAURENT Frédéric, *L'Orchestre noir*, Paris, Nouveau Monde, 2013.

LE PAUTREMAT Pascal, *Les Guerriers de la république*, Paris, Choiseul, 2009.

LEMASSON Éric, *Marchiani. L'agent politique*, Paris, Seuil, 2000.

LETHIER Pierre, *Argent secret. L'espion de l'affaire Elf parle*, Paris, Albin Michel, 2001.

LOISEAU Yves, ROUX Pierre-Guillaume (DE), *Portrait d'un révolutionnaire en général. Jonas Savimbi*, Paris, La Table Ronde, 1987.

LUNEL Pierre, *Bob Denard. Le roi de fortune*, Paris, Éditions n° 1, 1991.

MADELIN Philippe, *Dans le secret des services*, Paris, Denoël, 2007.

MALOUBIER Bob, *L'Espion aux pieds palmés*, Monaco, Éd. du Rocher, 2013.

MAMDANI Mahmood, *Good Muslim, Bad Muslim*, New York, Permanent Black, 2005.

MANIFICAT Patrick, *Propousk ! Missions derrière le rideau de fer (1947-1989)*, Paris, Lavauzelle, 2008.

MARENCHES Alexandre (DE), *Atlas géopolitique*, Paris, Stock, 1988.

MARENCHES Alexandre (DE) (COUNT), ANDELMAN David A., *The Fourth World War : Diplomacy and Espionage in the Age of Terrorism*, New York, William Morrow & Co, 1992.

MARION Pierre, *La Mission impossible*, Paris, Calmann-Lévy, 1991.

–, *Mémoires de l'ombre. Un homme dans les secrets de l'État*, Paris, Flammarion, 1999.

MAURIAC Claude, *Aimer de Gaulle*, Paris, Grasset, 1978.

MAURIAC Jean, *L'Après-de Gaulle. Notes confidentielles (1969-1989)*, Paris, Fayard, 2006.

MÉFRET Jean-Pax, *La Sale Affaire Markovic*, Paris, Pygmalion, 2011.

MÉNAGE Gilles, *L'Œil du pouvoir. Les affaires de l'État, 1981-1986*, Paris, Fayard, 1999.

MERLEN Éric, PLOQUIN Frédéric, *Carnets intimes de la DST. 30 ans au cœur du contre-espionnage français*, Paris, Fayard, 2003.

MESSMER Pierre, *Après tant de batailles*, Paris, Albin Michel, 1992.

MOUSSEAU Jacques, *Chaban-Delmas*, Paris, Perrin, 2010.

MYAGKOV Alexis, *Un officier du KGB parle*, Paris, Albatros, 1977.

NIXON Richard, *The Memoirs of Richard Nixon*, New York, Grosset & Dunlap, 1978.

OCKRENT Christine, MARENCHES Alexandre (DE), *Dans le secret des princes*, Paris, Stock, 1986.

ORCIVAL François (D'), *Le Nouveau Roman de l'Élysée. Trois siècles d'histoires de France*, Monaco, Éd. du Rocher, 2012.

ORMESSON Jean (D'), *Une fête en larmes*, Paris, Robert Laffont, 2005.

PAHLAVI Pierre et Christian, *Le Marécage des ayatollahs*, Paris, Perrin, coll. « Tempus », 2017.

PÉAN Pierre, *Bokassa Ier*, Paris, Alain Moreau, 1977.

–, *Compromissions*, Paris, Fayard, 2015.

–, *L'homme de l'ombre*, Paris, Fayard, 1990.

–, *Secret d'État*, Paris, Fayard, 1986.

–, *V… Enquête sur l'affaire des « avions renifleurs »*, Paris, Fayard, 1984.

PÉAN Pierre, SÉRÉNI Jean-Pierre, *Les Émirs de la république*, Paris, Seuil, 1982.

PERRAULT Gilles, *L'Erreur*, Paris, Fayard, 1971.

–, *Notre ami le roi*, Paris, Gallimard, 1990.

PESNOT Patrick, *Les Dessous de la Françafrique*, Paris, Nouveau Monde, 2011.

POMPIDOU Claude, *L'Élan du cœur*, Paris, Plon, 1997.

POMPIDOU Georges, *Pour rétablir une vérité*, Paris, Flammarion, 1982.

RAZOUX Pierre, *La Guerre Iran-Irak*, Paris, Perrin, coll. « Tempus », 2017.

REAGAN Ronald, *The Reagan Diaries*, Londres, HarperCollins, 2007.

ROBERT Maurice, *« Ministre de l'Afrique »*, Paris, Seuil, 2004.

ROCHET Jean, *Cinq Ans à la tête de la DST, 1967-1972. La mission impossible*, Paris, Plon, 1985.

ROUSSEL Éric, *Pompidou*, Paris, Jean-Claude Lattès, 1984.

ROUSSIN Michel, *Le Gendarme de Chirac*, Paris, Albin Michel, 2006.

SAIRIGNÉ Guillemette (DE), *La Circassienne*, Paris, Robert Laffont, 2011.

SCHULTZ Richard H., *The Soviet Union and Revolutionary Warfare*, Stanford, Hoover Institution, 1988.

SICK Gary, *October Surprise*, New York, Crown, 1991.

SILBERZAHN Claude, *Au cœur du secret, 1500 jours aux commandes de la DGSE*, Paris, Fayard, 1995.

SMITH Stephen, FAES Géraldine, *Bokassa Ier*, Paris, Calmann-Lévy, 2000.

STERN Herbert J., *Diary of a DA*, New York, Skyhorse Publishing, 2012.

STOCKWELL John, *In Search of Enemies*, New York, Norton & Company, 1978.

THOMAS Gordon, *Histoire des services secrets britanniques*, Paris, Nouveau Monde, 2008.

THYRAUD DE VOSJOLI P. L., *Lamia. L'anti-barbouze*, Paris, L'Homme, 1972.

TRENTO Joseph J., *Prelude to Terror*, New York, Carroll & Graf, 2005.

TURNER Stansfield, *Burn Before Reading*, New York, Hyperion, 2006.

TURPIN Frédéric, *Jacques Foccart. Dans l'ombre du pouvoir*, Paris, CNRS Éditions, 2015.

VILLENEUVE Charles, PÉRET Jean-Pierre, *Histoire secrète du terrorisme*, Paris, Plon, 1987.

VILLIERS Gérard (DE), *Sabre au clair, pied au plancher*, Paris, Fayard, 2005.

VIOT Jacques, *Au Quai d'Orsay avec Jean François-Poncet, 1978-1981*, Paris, A. Pedone, 2014.

VOLKOFF Vladimir, *Petite histoire de la désinformation*, Monaco, Éd. du Rocher, 1999.

WALTERS Vernon, *Services discrets*, Paris, Plon, 1979.

WEILL Henri, *Trente ans deux mois. Du journalisme au cabinet d'Éric Besson*, Paris, Pascal Galobé, 2008.

WEILL-RAYNAL Guillaume, *Les Nouveaux Désinformateurs*, Paris, Armand Colin, 2007.

WOLTON Thierry, *Les Écuries de la Ve*, Paris, Grasset, 1989.

WOODWARD Bob, *Veil, The Secret Wars of the CIA, 1981-1987*, New York, Simon & Schuster, 1987.

Remerciements

En France, en Suisse, aux États-Unis, en Afrique.

Proches, amis et employés,
collaborateurs et subordonnés,
hommes politiques, ambassadeurs et militaires,
journalistes, avocats et médecins.

Ce sont au total plus de deux cents personnalités que j'ai dû retrouver puis convaincre de témoigner. Il n'en fallait pas moins pour retracer la carrière d'un homme qui a joué avec le mystère toute sa vie…

Avec elles, j'ai appris que le souvenir d'un maître de l'ombre disparu depuis vingt ans pouvait toujours impressionner. Beaucoup m'ont demandé de ne pas être citées. J'espère que les autres voudront bien me pardonner de faire de même avec elles ici, mais elles figurent dans le récit. À toutes, j'adresse ma plus grande reconnaissance. Ce sont elles qui, avec l'apport de la littérature consacrée aux services de renseignement, m'ont permis de réaliser la première esquisse de portrait. Les traits essentiels étaient là, mais des espaces vides ou flous demeuraient.

C'était avant la découverte des archives. D'abord celles des centres officiels des deux côtés de l'Atlantique. Je me dois de remercier très chaleureusement tous les conservateurs, conseillers et responsables que le personnage de Marenches a également passionnés.

Et puis, il y a eu ses archives personnelles. Toute ma gratitude va à ceux qui m'ont aidé dans leur découverte qui restera sans doute l'une des plus belles de ma carrière.

Je ne saurais évidemment oublier la fondation Comte et comtesse de Marenches dont je remercie chacun des membres, si dévoués à la mémoire du couple et qui ont fait preuve à mon égard d'une rare confiance.

Il s'est alors produit une merveille d'alchimie. Les milliers de pages exhumées ont agi comme un révélateur sur ma première ébauche. Bien des trous ont été comblés, des zones floues se sont clarifiées.

Je tiens néanmoins à préciser que tout ce que j'évoque repose sur une documentation qui m'est apparue suffisamment solide. Il reste des aspects encore obscurs, sur lesquels j'ai manqué de preuves. De toute façon, il serait vain de croire que l'on pourrait enfermer la vie d'un tel personnage dans le nombre de pages que mon cher éditeur – que je salue de la manière la plus amicale, lui et toute son équipe – a libéralement accepté. Peut-être, un jour, faudra-t-il un autre volume…

Index

DU MÊME AUTEUR

Essais

1061 Compagnons. Histoire des Compagnons de la Libération, Perrin, 2000.
La Campagne d'Italie, Les victoires oubliées de la France, Perrin, 2002.
Les Vaincus seront les vainqueurs. La France en Allemagne, Perrin, 2004.
Leclerc, Perrin, 2005.
Foch, Perrin, 2008.
Le Général Saint-Hillier. De Bir Hakeim au putsch d'Alger, Perrin, 2009.
La Guerre de l'ombre des Français en Afghanistan, Fayard, 2011.
La Vérité sur notre guerre en Libye, Fayard, 2012.
Le Crocodile et le Scorpion. La France et la Côte d'Ivoire, Éditions du Rocher, 2013.
La Guerre de la France au Mali, Tallandier, 2014.
Leclerc. Le croisé de la France libre, Perrin, 2015.
Maréchal Juin, Tallandier, 2015.
Les Guerriers de l'ombre, Tallandier, 2017.

Romans

Otage@bagdad, Privé, 2007.
Nom de code : *la Murène*, Seuil, 2008.

De tous les chefs du service de renseignement extérieur français depuis la guerre, Alexandre de Marenches (1921-1995) est celui qui est resté le plus longtemps en place. Il est aussi celui qui a porté le plus de secrets d'État, celui qui a eu les relations les plus étroites avec les responsables de l'exécutif, celui qui a noué les liens les plus forts avec les dirigeants étrangers. Grâce à lui, les services secrets français sont devenus sous Pompidou et Giscard un outil redoutable, constamment à la pointe de la guerre froide.

Volontiers intrigant, ce grand seigneur fastueux avait le goût du risque et la manie du secret (même s'il était largement fabulateur sur son propre passé !). On pensait jusqu'à présent qu'il s'était mis à table une fois pour toutes dans le formidable best-seller qu'il avait écrit en 1986 avec Christine Ockrent. Mais c'était mal le connaître.

La spectaculaire découverte par Jean-Christophe Notin de plus de 50 années de carnets intimes et d'une masse de documents confidentiels accumulés à l'insu de tout le monde bouleverse toutes les certitudes. L'homme y apparaît dans sa vérité, loin des images qu'il a lui-même fabriquées.

De l'anticommunisme obsessionnel au renversement du shah d'Iran, des interventions en Afrique aux opérations clandestines dans le Pacifique pour protéger les essais nucléaires français, ce livre abonde en révélations et en scoops. Il revisite et enrichit un long chapitre de l'histoire de la V[e] République et dresse de l'un des maîtres espions de notre époque un portrait absolument inédit.

Un document capital.

---

*Jean-Christophe Notin est l'auteur de nombreux ouvrages tant sur la Seconde Guerre mondiale (*Maréchal Juin*, Tallandier, 2015), que sur les conflits récents (*La Guerre de la France au Mali*, Tallandier, 2014). Son dernier livre,* Les Guerriers de l'ombre *(Tallandier, 2017) a connu un succès retentissant.*

www.tallandier.com



Couverture : Alexandre de Marenches, 1er janvier 1972.
© AGIP/Bridgeman Images.
Création graphique : Un chat au plafond

ISBN : 979-10-210-3129-6
Imprimé en Italie 03.2018

20,90 €